



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-10

Séances publiques
n^{os} 131 et 132 p. 10-73

Questions au
Gouvernement p. 73-99

2023-2028

n° 54



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-10

Séances publiques p. 10-73

131^e séance du jeudi 5 mars 2026 p. 10-39

132^e séance du mardi 17 mars 2026 p. 40-73

Questions au Gouvernement p. 73-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
22/05/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Une visite officielle portugaise placée sous le signe de l'amitié



Les membres du groupe parlementaire d'amitié Portugal-Luxembourg et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

À l'invitation de la Chambre des Députés, une délégation de six parlementaires portugais membres du groupe d'amitié Portugal-Luxembourg, sous la conduite du Président de l'Assemblée nationale portugaise, M. José Pedro Aguiar-Branco, a été accueillie au Parlement luxembourgeois à l'occasion d'une visite officielle du 12 au 14 mai 2026. Cette visite s'inscrit dans une logique de réciprocité, en réponse à la visite officielle d'une délégation de la Chambre des Députés en septembre 2024 à Lisbonne.

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a souligné que les relations entre les deux pays sont marquées par des visites régulières, qui seront renforcées par une visite d'État du Président de la République portugaise dans les semaines à venir. Il a estimé que cela témoigne de combien « les échanges sont fructueux, agréables et réguliers » entre les deux pays. M. Aguiar-Branco, de son côté, a affirmé que pour le Parlement portugais, « c'est une évidence que la relation entre le Portugal et le Luxembourg repose sur un consensus et une amitié solides ».



Le Président de la Chambre des Députés avec son homologue portugais, M. José Pedro Aguiar-Branco

M. Wiseler a, pour sa part, relevé que la communauté portugaise au Luxembourg s'est considérablement diversifiée par rapport à ce qu'elle était il y a quarante ans et s'est interrogé sur le programme portugais visant à encourager les travailleurs qualifiés à l'étranger à revenir au Portugal. M. Aguiar-Branco a confirmé que cette communauté n'est plus aussi homogène qu'autrefois et que cette évolution est

susceptible de renforcer encore les relations entre les deux pays. Il a estimé que les deux nations peuvent tirer profit de ce nouveau savoir-faire, à condition de créer les meilleures conditions possibles pour accompagner cette nouvelle dynamique. Quant au programme de retour des talents, il lui a reconnu un « succès relatif ».

Pas d'autres alternatives qu'une politique de défense ambitieuse

Le Portugal s'est engagé à atteindre l'objectif de 5 % du PIB consacré à la défense tel que fixé par l'OTAN, même s'il n'en est actuellement qu'à 2 %. M. Aguiar-Branco a insisté sur le fait que la question de la défense constitue un enjeu critique, mais indispensable pour le projet européen. Il a reconnu que ces objectifs sont difficiles à atteindre, tout en soulignant que les alternatives ou les conséquences d'un renoncement seraient bien plus graves, en particulier pour les petits et moyens États comme le Luxembourg ou le Portugal. Il a par ailleurs indiqué que son pays développe actuellement une industrie de défense, afin d'obtenir un retour sur investissement.

Une députée portugaise a souligné la difficulté de parvenir à ce seuil de 5 %, dans la mesure où cela impliquerait des coupes budgétaires ou des réformes affectant d'autres secteurs sociaux, ce qui en fait une question particulièrement sensible. Les députés luxembourgeois ont abondé dans ce sens, rappelant que si un large consensus existe au Luxembourg en faveur d'un renforcement de l'effort de défense, le pays devra lui aussi faire face, à moyen terme, à ce même défi.

Relations transatlantiques et élargissement de l'UE

Sur la question des relations avec les États-Unis et l'avenir de l'OTAN, M. Aguiar-Branco, qui a également exercé les fonctions de Ministre de la Défense, a plaidé pour une Europe plus indépendante et plus solide, tout en maintenant des relations stratégiques avec les États-Unis et une vision qui dépasse les administrations actuellement en place. Il a appelé à adopter un « esprit pragmatique », tout en souhaitant que l'Europe gagne en efficacité dans sa prise de décision.

Le Président du Parlement portugais a également souhaité connaître la position du Luxembourg sur l'élargissement de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'Ukraine, rappelant que le Parlement portugais soutient cette dernière avec une très large majorité. M. Wiseler a indiqué que, même si ce sujet n'est pas fréquemment débattu à la Chambre des Députés, le Luxembourg considère qu'il s'agit d'« un processus qui doit continuer », les adhésions devant s'effectuer selon les conditions préalablement définies. Il a également insisté sur l'importance d'accompagner ces pays dans l'accomplissement des critères requis, en maintenant une « approche claire et crédible » qui ne les déçoive pas.

Rencontre avec les étudiants de l'Université

Les deux Présidents de Parlement ont eu l'occasion d'échanger avec des étudiants à l'Université du Luxembourg sur les défis auxquels la démocratie parlementaire est aujourd'hui confrontée. À cette occasion, ils ont souligné l'importance de la participation citoyenne et du débat en présentiel comme leviers essentiels pour restaurer la confiance dans les institutions démocratiques.



La délégation portugaise et le Président de la Chambre sont allés à la rencontre des étudiants de l'Université.

Pèlerinage à Wiltz en honneur de Notre-Dame de Fátima

Accompagnée par le Président de la Chambre des Députés et plusieurs députés, la délégation portugaise a pris part au 58^e pèlerinage vers le sanctuaire de Notre-Dame de Fátima à Wiltz, qui s'est tenu à l'occasion du jeudi de l'Ascension, le 14 mai 2026.



À la rencontre de la communauté portugaise lors du pèlerinage vers le sanctuaire de Notre-Dame de Fátima à Wiltz

Journée de l'Europe 2026

« Le Luxembourg a choisi d'être au cœur du projet européen »



Le Président de la Chambre des Députés lors de son allocution dans le cadre de la célébration de la Journée de l'Europe à Wiltz

déroulée en présence de S.A.R. le Grand-Duc, du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, de plusieurs députés et députés européens du Luxembourg, de ministres et élus locaux ainsi que de représentants des institutions européennes, qui sont allés à la rencontre des citoyens.

« L'Europe dépend de nous », a déclaré M. Wiseler lors de son discours en faveur de la construction européenne et de la démocratie. Le Président a choisi de s'exprimer en luxembourgeois, en français, en allemand, en portugais et en anglais. Il a notamment souligné que « l'Europe ne vit pas dans les traités – elle vit dans nos choix » et que le Luxembourg l'a compris très tôt en choisissant « d'être au cœur du projet européen » par conviction.

Il a conclu son allocution en soulignant qu'il ne faut pas considérer l'Europe comme acquise et que dans un moment où « tant de choses semblent incertaines », il faut vouloir et aussi décider de poursuivre la coopération et le dialogue et de continuer à croire en un avenir commun, car « l'Europe dépend de nous ».

C'est au Château de Wiltz que se sont déroulées cette année, le 10 mai 2026, les festivités luxembourgeoises liées à la Journée de l'Europe que le Luxembourg célèbre depuis trente ans.

Au cœur de l'édition 2026 : l'Europe du quotidien, dans les zones rurales et dans notre région, à travers des initiatives concrètes qui font la différence dans la vie des citoyens européens. Cette fête populaire s'est

Au stand de la Chambre des Députés, le public a notamment pu tester ses connaissances sur le fonctionnement du Parlement et sur l'Europe grâce à des activités ludiques telles qu'un quiz.



Plusieurs députés devant le stand de la Chambre



Le Vice-Président de la Chambre, M. André Bauler, à la découverte du matériel pédagogique proposé par la Chambre



De gauche à droite : Mme Tilly Metz, députée européenne, M. Luc Frieden, Premier ministre, M. Christophe Hansen, Commissaire européen, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre et Mme Anne Calteux, Représentante de la Commission européenne au Luxembourg



Les citoyens ont pu se photographier dans un « photobooth » reproduisant la salle plénière de la Chambre.

Présentation du rapport annuel 2025 de l'Ombudsman

L'utilisateur reste avant tout « un ayant droit »



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, l'Ombudsman, Mme Claudine KONSBRUCK, et la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Francine Closer, lors de la remise du rapport 2025 de l'Ombudsman

Mme Claudine KONSBRUCK a été accueillie le 6 mai 2026 à la Chambre des Députés pour la présentation du rapport 2025 de l'Ombudsman. Elle a d'emblée rappelé l'importance des lignes de bonne conduite administrative (LBCA) et a souligné que l'utilisateur qui est en contact avec une administration a des devoirs, mais est « avant tout un ayant droit ». L'Ombudsman a également affirmé avoir attiré l'attention de toutes les administrations sur les LBCA dès le début de son mandat.

Selon les informations fournies devant les députés réunis en salle plénière, bon nombre de réclamations

ont concerné des sujets relevant du domaine de l'Office national de l'accueil (ONA) et de la Direction de l'immigration, des différentes caisses de la sécurité sociale, des Administrations des contributions directes et de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et de l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Dans son rapport 2025, il importe à l'Ombudsman d'avancer trois nouvelles recommandations :

- l'introduction, dans le droit luxembourgeois, du principe qui permet à l'administré de corriger une erreur commise de bonne foi dans le cadre d'une procédure administrative ;

- l'avancement de la réforme du droit de filiation pour que tous les enfants et tous les parents puissent bénéficier des mêmes droits ;

- l'octroi à l'administré, par l'ITM, d'un recours non contentieux effectif.

En ce qui concerne des réclamations portant sur les conditions de vie au sein des structures d'accueil de l'ONA, les députés ont souhaité savoir si l'Ombudsman est en contact avec les élus locaux et si elle dispose de la possibilité de faire des visites sur place. Mme KONSBRUCK a confirmé que ses services se rendent ponctuellement dans des structures d'accueil et s'est prononcée pour une plus grande parti-

cipation des communes dans le contexte de l'accueil des réfugiés, tout en précisant que ses services ne contactent pas systématiquement les communes à ce sujet.

Questionnée au sujet des réclamations qui portent sur les délais de traitement des demandes de regroupement familial des bénéficiaires de protection internationale (BPI), l'Ombudsman a confirmé que la consultation du statut du traitement de ces dossiers n'est pas possible pour le demandeur. Toutefois, l'Ombudsman reçoit l'information sur demande et peut en informer le demandeur. Il est en outre ressorti de l'échange que le temps d'attente ne s'est pas amélioré au cours des derniers mois. Alors que la loi luxembourgeoise prévoit une décision dans un délai de neuf mois, le délai d'attente peut en réalité aller jusqu'à 35 mois.

Une autre question a porté sur les réclamations relatives aux communes. Parmi les cas soumis à l'Ombudsman ont figuré des problèmes concernant l'inscription au registre principal et des décisions qui sont uniquement communiquées à l'oral et en l'absence d'informations concernant les voies de recours possibles.

Finalement, Mme KONSBRUCK s'est également prononcée pour un recours plus systématique au droit de réparation de l'utilisateur.

Le centenaire des relations diplomatiques entre le Japon et le Luxembourg en 2027 à l'honneur

Une délégation japonaise, menée par le Ministre des Affaires intérieures et des Communications, M. Yoshimasa Hayashi, qui est également Président du Groupe d'amitié parlementaire Japon-Luxembourg, a été reçue le 4 mai 2026 pour une visite de travail à la Chambre des Députés. La délégation a été accueillie par M. André Bauler, Vice-Président de la Chambre des Députés, et M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Une « relation précieuse »

M. Bauler a évoqué dans son introduction une « relation précieuse » entre le Japon et le Luxembourg. Les relations diplomatiques entre les deux pays fêteront leur 100^e anniversaire en 2027. Le Japon et le Luxembourg sont alignés sur un ensemble de valeurs, dont le multilatéralisme et l'État de droit. Un partenariat basé sur ces principes est « de plus en plus précieux » dans un monde « très incertain », a souligné le Vice-Président de la Chambre des Députés.

M. Hayashi a partagé les constats de son interlocuteur et s'est réjoui du fait que les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis bientôt cent ans. Le Ministre des Affaires intérieures et des Communications japonais a souligné l'intérêt qu'il a porté à la visite d'entreprises luxembourgeoises dans le cadre de sa visite de travail et l'importance des accords de coopération entre les deux pays, notamment le renforcement des relations économiques. Il a également tenu à remercier le Luxembourg pour l'an-



Le Ministre des Affaires intérieures et des Communications, M. Yoshimasa Hayashi, (5^e à gauche) et les membres de la délégation japonaise ont été reçus par des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

nonce officielle de sa participation à la GREEN×EXPO 2027, une exposition horticole internationale qui se tiendra l'année prochaine à Yokohama.

La gestion japonaise de la crise énergétique

M. Hayashi a par ailleurs été interrogé sur la gestion japonaise face aux problèmes d'approvisionnement énergétique liés au conflit au Moyen-Orient. Le Ministre a affirmé que le Japon a tiré les leçons des crises énergétiques des années 1970 et 1980 et a constitué de larges réserves, tout en reconnaissant que la situation actuelle pose des défis. Les discus-

sions ont par ailleurs porté sur plusieurs sujets internationaux, parmi lesquels la relation entre le Japon et l'OTAN, la situation diplomatique entre le Japon et la Chine et la vision du Ministre des Affaires intérieures japonais sur le rôle international joué par les États-Unis. Les députés luxembourgeois se sont également intéressés à la représentation des femmes japonaises dans le monde politique ainsi qu'aux politiques japonaises en matière de sport et de santé.

De son côté, M. Hayashi a affirmé espérer pouvoir bientôt recevoir les parlementaires luxembourgeois au Japon.

Conférence européenne des Présidentes et Présidents de Parlement

« L'élargissement doit rester une priorité pour l'UE »



Les participants à la Conférence européenne des Présidentes et Présidents de Parlement à Copenhague

Dans un contexte international marqué par des tensions croissantes et des transformations profondes, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a participé à la conférence annuelle réunissant les 27 Présidentes et Présidents de Parlement de l'Union européenne, qui s'est tenue le 4 mai 2026 à Copenhague. La sécurité, l'élargissement et la résilience démocratique de l'Union ont été les sujets phares de cette édition.

L'élargissement au cœur des échanges politiques

La première session, consacrée à « L'Europe dans un ordre mondial en mutation », a été ouverte par le Président du Parlement danois qui a insisté sur la nécessité de réaffirmer les principes démocratiques face aux crises géopolitiques, les conflits au Moyen-Orient et la guerre en Ukraine.

M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada ukrainienne, a demandé l'accélération du processus d'intégration européenne de son pays, affirmant que certains décideurs politiques n'ont toujours

pas compris la menace de la Russie qui pèse sur l'Europe et l'importance de se protéger contre toute force extérieure essayant d'influencer les décisions européennes. Il a plaidé pour la création d'un tribunal chargé de juger les crimes imputés à la Russie et a appelé à la mise en place de systèmes capables de neutraliser les drones, en vue de mettre fin aux activités de la « flotte fantôme » russe.

M. Wiseler a déclaré que « l'élargissement doit rester une priorité pour l'UE », car les événements actuels le demandent. Dans ce contexte, il a rappelé l'importance des critères d'adhésion, adoptés à Copenhague en 1993, et a averti que toute hésitation européenne risquerait d'affaiblir l'Union et de laisser le champ libre à d'autres puissances.

Compte tenu de la proximité géographique de certains États membres avec la Russie, les intervenants ont souligné la nécessité de soutenir l'Ukraine et de renforcer la coopération en matière de sécurité au sein de l'OTAN. Le risque de la dépendance aux

énergies importées a par ailleurs été mis en avant. Certains participants ont souligné l'importance de préparer les populations en mettant en avant les bénéfices concrets de l'élargissement, ainsi que la valeur d'un cercle de pays unis par des principes communs.

Démocratie et désinformation : des défis croissants

La seconde session, consacrée à la « Résilience démocratique en période de changement », a mis en lumière les pressions croissantes pesant sur les systèmes démocratiques européens. Le Président de la Chambre a affirmé qu'il est nécessaire de prendre des décisions plus rapides et plus claires, en rappelant que des adaptations réglementaires ont déjà été engagées au sein du Parlement luxembourgeois. Il a également fourni des informations quant aux « stress tests » pour mieux protéger les institutions démocratiques.

Le rôle des médias et des technologies numériques

Le Directeur général de l'Association mondiale des éditeurs de presse a souligné l'importance des médias dans la protection de l'espace démocratique et la lutte contre la désinformation. « Nous partageons le même objectif, mais nos rôles sont différents ! », a-t-il insisté. Les discussions ont également concerné les défis liés aux nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle et les plateformes numériques.

Vers une réponse européenne coordonnée

Les parlementaires se sont unanimement accordés sur l'importance de préserver la confiance des citoyens en les impliquant dans le processus démocratique. Certains ont jugé qu'il faut se détourner des plateformes non européennes et renforcer la résilience des systèmes politiques. Ils ont souligné que l'attention se porte souvent uniquement sur les médias établis, mais qu'une grande partie de l'information circule désormais par d'autres canaux. Ils ont également exigé une coopération renforcée afin de mieux anticiper les évolutions et de consolider les fondements démocratiques européens.

Visite d'une délégation d'élus locaux chinois



Une délégation d'élus locaux chinois, menée par M. Yuan Mindao, Vice-Président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAE), a été reçue le 10 mai 2026 à la Chambre des Députés par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler. L'importance des relations bilatérales, politiques et économiques entre les deux pays, tant au niveau national que local, a été soulignée par M. Wiseler au cours de l'échange. Le Président s'est notamment référé à la visite officielle de la Chambre des Députés en Chine en décembre dernier, qui a permis d'intensifier ces relations.

Cet échange a eu lieu dans le cadre d'une visite de travail de l'APCAE auprès du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol). Son Président, M. Emile Eicher, a également participé aux échanges.

Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

La paix et la sécurité dans l'espace francophone



M. Mars Di Bartolomeo et M. Cheang Vun, Vice-Président du Groupe parlementaire cambodgien auprès de l'APF

Les défis politiques dans l'espace francophone

La Commission politique a également examiné plusieurs rapports portant notamment sur l'abolition de la peine de mort, la lutte contre la torture, les processus de réconciliation nationale et de justice transitionnelle, ainsi que les enjeux liés au numérique et aux droits humains. Les membres de la Commission ont par ailleurs échangé sur la manière dont les institutions parlementaires peuvent soutenir et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

À l'issue des travaux, la Commission politique a adopté une résolution appelant au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge, ainsi qu'au règlement pacifique des différends conformément au droit international.

Finalement, la Commission politique a fait le point sur la situation politique au sein de l'espace francophone. Elle a décidé de suspendre la Guinée-Bissau de l'APF à la suite du coup d'État militaire intervenu fin 2025 et de placer la section de Madagascar sous statut de transition. Lors des échanges, M. Di Bartolomeo a réaffirmé l'attachement du Luxembourg au respect de l'intégrité territoriale des États, à la poursuite des efforts diplomatiques entre nations en conflit et au respect de l'État de droit tant au niveau national qu'international.

Une modernisation des statuts de l'APF

Le Groupe de travail de la Commission politique s'est également réuni afin d'examiner plusieurs pistes de réforme des statuts de l'APF. Ces réflexions visent à renforcer le caractère international de l'Assemblée et à lui permettre de répondre plus efficacement aux nouveaux défis de la diplomatie parlementaire. Dans ce contexte, M. Di Bartolomeo a présenté différentes propositions destinées à améliorer les processus de gestion de l'Assemblée et d'en renforcer les pouvoirs des postes à responsabilité. Les statuts ainsi modifiés seront soumis à l'approbation de la prochaine séance plénière de l'APF, qui se tiendra à Yaoundé au Cameroun.

La Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) s'est réunie à Siem Reap, du 2 au 4 mai 2026, à l'invitation de la section cambodgienne. Les travaux ont porté sur plusieurs enjeux majeurs : l'encadrement de l'intelligence artificielle (IA) dans les Parlements, la modification des statuts de l'APF ainsi que les défis politiques liés à la paix, à la sécurité et à l'État de droit dans l'espace francophone.

L'intelligence artificielle au service de la démocratie parlementaire

En marge de la réunion de la Commission politique, la section cambodgienne et l'APF ont organisé un séminaire consacré à l'encadrement et à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les institutions parlementaires.

Des représentants d'une quinzaine de Parlements y ont échangé sur le rôle du législateur face aux transformations numériques et sur les opportunités qu'offrent les outils d'IA dans le travail parlementaire.

Les discussions ont également permis de partager des expériences concrètes concernant l'intégration progressive de ces technologies dans les procédures législatives et administratives. À cette occasion, M. Mars Di Bartolomeo, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, a souligné l'importance d'un cadre clair et responsable pour l'utilisation de l'IA afin de protéger le processus démocratique, de lutter contre la désinformation et de prévenir toute tentative d'influence sur les débats et les votes démocratiques.

Visite du Secrétaire général adjoint de l'OTAN



Les députés membres de la Commission de la Défense et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont reçu le 8 mai 2026 M. Boris Ruge, Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les affaires politiques et la politique de sécurité, pour un échange de vues.

Parmi les sujets discutés : le prochain sommet de l'OTAN à Ankara en juillet 2026, les évolutions nécessaires au sein de l'OTAN ainsi que la position et l'implication européennes, la contribution du Luxembourg et les domaines d'investissement, la coopération avec les quatre partenaires de la région Indo-Pacifique, à savoir la République de Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ainsi que les évaluations de l'OTAN relatives aux guerres hybrides.

L'Irlande et le Luxembourg, deux pays qui défendent l'esprit européen

La présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne à partir de juillet 2026, le conflit israélo-palestinien et la politique actuelle des États-Unis ont figuré parmi les sujets abordés lors d'un échange de vues entre les commissions luxembourgeoise et irlandaise chargées des affaires étrangères et européennes, qui a eu lieu le 5 mai 2026 à la Chambre des Députés.

L'Irlande et le Luxembourg entretiennent des relations diplomatiques depuis plus de 50 ans. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, et Mme Paula Butterly, députée membre de la Commission des Affaires européennes du Oireachtas (Parlement irlandais) et cheffe de la délégation irlandaise, étaient d'accord sur le fait que les deux pays partagent les mêmes valeurs, dont l'État de droit et le respect du droit international.

Les députés luxembourgeois se sont particulièrement intéressés à la position de l'Irlande concernant l'Union des marchés des capitaux. Le sujet a été évoqué dans le cadre de réflexions sur les efforts à réaliser pour que l'Europe devienne plus indépendante. Il s'agit d'un sujet tout aussi important pour l'Irlande, a confirmé Mme Butterly, qui a affirmé que son pays est conscient des besoins exprimés par les différents États membres. Parmi les priorités de la



Mme Paula Butterly (4^e à gauche) et M. Rónán Mullen (1^{er} à gauche), membres du Oireachtas, avec leurs homologues luxembourgeois

présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne figurerait également la compétitivité et le budget.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, la délégation irlandaise s'est prononcée pour un retour au

respect du droit international, regrettant notamment l'absence d'une position européenne forte dans ce contexte. Les relations économiques avec les États-Unis et la nécessité de préserver le dialogue avec ces derniers ont également figuré parmi les sujets abordés.

D'Finanzkommissioun op Visitt bei der AED



D'Membere vun der Finanzkommissioun hu sech de 5. Mee 2026 mat de Verrieder vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) ausgetosch. Am Fokus vun de Gespréicher: d'TVA Logement an d'TVA Lutte anti-fraude.

D'Deputéiert hunn och eng Demonstratioun kritt, wéi de Bëllegen Akt enregistréiert an eng Hypothéik agedroe gëtt. Des Weidere konnte si sech e Bild vum Guichet unique a vun den Archive vun der AED maachen.

L'Administration parlementaire recrute :

un(e) assistant(e) (m/f/d) appartenant au groupe de traitement B1 pour les besoins du service des commissions

Poste à pourvoir par la voie du changement d'administration

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :



Sécurité des denrées alimentaires

8156 – Projet de loi relative aux denrées alimentaires et aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires

Le projet de loi n° 8156 établit un cadre juridique complet et modernisé régissant la sécurité des denrées alimentaires ainsi que des matériaux destinés à entrer en contact avec celles-ci au Grand-Duché de Luxembourg. Il vise à renforcer l'organisation et l'efficacité des contrôles officiels tout au long de la chaîne alimentaire, depuis la production jusqu'à la distribution, afin de garantir un niveau élevé de protection de la santé publique et de confiance des consommateurs.

Le dispositif s'applique à l'ensemble des produits alimentaires et matériaux concernés fabriqués, transformés ou commercialisés sur le territoire national, qu'ils soient d'origine luxembourgeoise, européenne ou issus de pays tiers, y compris dans le cadre du commerce en ligne. Les activités relevant exclusivement de la consommation domestique privée demeurent exclues de son champ d'application.

Le texte de loi consacre le principe de responsabilité des exploitants du secteur alimentaire et fixe un ensemble d'obligations essentielles, telles que l'enregistrement ou l'agrément préalable, la vérification de la conformité des produits mis sur le marché ainsi que le retrait ou le rappel immédiat des denrées présentant un risque pour la santé. Il désigne l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) comme autorité compétente en matière de contrôles officiels et précise les pouvoirs de ses agents, notamment en matière d'inspection, d'accès aux informations et de prélèvements.

Afin d'assurer le respect effectif des règles applicables, le texte instaure un régime cohérent de mesures administratives et de sanctions graduées comprenant des obligations de mise en conformité, la suspension ou le retrait d'agréments, la fermeture d'établissements, des amendes administratives ainsi que des sanctions pénales proportionnées à la gravité des infractions constatées.

En remplaçant intégralement la législation de 2018, le projet poursuit un objectif de simplification administrative et d'harmonisation du cadre normatif national, tout en assurant son alignement sur le droit de l'Union européenne, notamment le règlement (UE) 2017/625. Il s'inscrit par ailleurs dans une réforme plus large des contrôles officiels relevant des compétences de l'ALVA, aux côtés d'autres projets de loi sectoriels visant à garantir la cohérence globale du système national de contrôle.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 21/02/2023

Rapporteur : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Président : M. Jeff Boonen) :

09/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/02/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 117, page 1

Aliments pour animaux

8194 – Projet de loi relative aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière d'aliments pour animaux

Le projet de loi n° 8194 instaure un cadre juridique modernisé régissant la fabrication, la mise sur le marché, la distribution et l'utilisation des aliments pour animaux au Grand-Duché de Luxembourg. Il vise à garantir un niveau élevé de sécurité et de traçabilité tout au long de la chaîne de production, y compris pour les produits commercialisés à distance, et remplace à cette fin la loi modifiée du 19 mai 1983 devenue obsolète.

Le texte couvre un large éventail de produits, tels que les additifs, prémélanges, aliments médicamenteux et produits intermédiaires, et impose aux opérateurs des obligations d'enregistrement ou d'agrément destinées à renforcer la transparence du secteur. La mise en œuvre des contrôles officiels est confiée à l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), dont les agents disposent de pouvoirs d'inspection étendus, y compris à l'égard des installations et des interfaces en ligne des opérateurs.

Le projet prévoit un régime gradué de mesures administratives et de sanctions permettant d'assurer la mise en conformité des opérateurs, allant de mesures d'urgence et d'astreintes financières jusqu'à des sanctions pénales proportionnées à la gravité des infractions.

Il s'inscrit dans une réforme législative plus large relative aux contrôles officiels relevant des compétences de l'ALVA, aux côtés des projets de loi n° 8156 et n° 8300, afin d'assurer une harmonisation globale du cadre national de contrôle.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 05/04/2023

Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Président : M. Jeff Boonen) :

09/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/02/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16/02/2026 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26/02/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport
02/03/2026 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique : 05/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 176, page 1

Administration des aides individuelles au logement

8548 – Projet de loi portant création de l'Administration des aides individuelles au logement

Le projet de loi a vocation à créer l'Administration des aides individuelles au logement. Étant donné que le Service des aides au logement est de plus en plus sollicité par les citoyens, il s'avère nécessaire de transformer ce service en une administration à part afin de mieux répondre aux demandes des bénéficiaires.

En 2024, ledit service a liquidé un total d'environ 32 millions d'euros sous forme de subventions de loyer et 18 millions d'euros sous forme d'aides en intérêts, représentant ainsi une enveloppe globale d'environ 50 millions d'euros pour l'année fiscale 2024.

Le texte prévoit les missions suivantes pour la nouvelle administration :

- instruire les dossiers liés aux aides individuelles au logement ;
- mettre en œuvre les mesures prévues par la loi modifiée du 7 août 2023 concernant les aides individuelles au logement et appliquer les décisions prises par le ministre en la matière ;
- fournir au ministre des statistiques anonymisées nécessaires à l'élaboration de la politique du logement ;
- contribuer à l'élaboration de la réglementation dans son domaine de compétence ;
- élaborer des propositions relatives aux aides individuelles au logement ;
- assurer l'information du public et des acteurs publics au sujet des aides individuelles au logement, à travers des canaux divers et appropriés.

Afin de gérer le personnel, composé actuellement de 78 agents, il est proposé de mettre en place une direction qui comprendra un directeur et deux directeurs adjoints. Il est prévu que l'intégralité du personnel du Service des aides au logement soit reprise dans la nouvelle administration.

Enfin, il est proposé que la loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 03/06/2025

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire (Président : M. Gilles Baum) :

19/06/2025 Désignation d'un rapporteur
 28/11/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
 Adoption d'un amendement parlementaire
 06/03/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/03/2026
 Loi du 15 avril 2026
 Mémorial A : 2026, n° 211, page 1

Marché de l'électricité

8561 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de :

1° la mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2024/1366 de la Commission du 11 mars 2024 complétant le règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil en établissant un code de réseau sur des règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité ;

2° la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) 2023/1162 de la Commission du 6 juin 2023 relatif aux exigences d'interopérabilité et aux procédures non discriminatoires et transparentes pour l'accès aux données de comptage et de consommation ;

3° la transposition de la directive (UE) 2024/1711 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 modifiant les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 en ce qui concerne l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union ;

4° la transposition de la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil

Ce dispositif légal modifie la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité afin de transposer certaines dispositions liées à l'auto-consommation et au partage de l'électricité de la directive (UE) 2024/1711 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 modifiant les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 en ce qui concerne l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union européenne. Dans ce cadre, le texte transpose le nouvel article 15bis « Droit au partage d'énergie », relatif au « droit de partage d'énergie » tel que prévu dans la directive. Cette disposition encadre le partage d'électricité aussi bien au sein d'une communauté énergétique que dans le cadre de projets de partage.

L'Institut luxembourgeois de régulation est désigné comme autorité compétente en matière de cybersécurité et chargé de la gestion et de l'échange des données dans ce domaine.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 19/06/2025

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

16/10/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

15/01/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12/03/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/03/2026

Loi du 2 avril 2026

Mémorial A : 2026, n° 174, page 1

131^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 11

2. Motion de M. Mars Di Bartolomeo relative à la convocation de la Conférence tripartite sidérurgie dans le cadre d'une étude portant sur une analyse des fonctions « support » annoncée par le groupe ArcelorMittal

Exposé : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Octavie Modert | Mme Carole Hartmann | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Marc Spautz, Ministre du Travail | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Octavie Modert | M. Franz Fayot | M. le Ministre Marc Spautz | M. Mars Di Bartolomeo

Vote sur la motion (rejetée)

p. 11

3. Question élargie n° 77 de M. Dan Biancalana au sujet de la prise en charge des mineurs faisant l'objet d'un placement dans une structure fermée

M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

p. 14

4. Question élargie n° 79 de Mme Corinne Cahen au sujet du droit de la filiation au Luxembourg

Mme Corinne Cahen | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Corinne Cahen | Mme la Ministre Elisabeth Margue

p. 15

5. 8156 – Projet de loi relative aux denrées alimentaires et aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires

p. 16

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Luc Emering (intervention de Mme Stéphanie Weydert) | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8156 et dispense du second vote constitutionnel

6. 8194 – Projet de loi relative aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière d'aliments pour animaux

p. 19

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : M. Jeff Boonen

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8194 et dispense du second vote constitutionnel

7. Motion de Mme Djuna Bernard relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale

p. 20

Exposé : Mme Djuna Bernard

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gilles Baum (interventions de Mme Liz Braz) | Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Max

Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (interventions de M. Georges Engel et M. Marc Goergen) | Mme Corinne Cahen | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion (rejetée)

8. Motion de Mme Claire Delcourt relative à l'hébergement des enfants dans les structures de l'ONA

p. 25

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Mandy Minella | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (intervention de Mme Djuna Bernard) | Mme Claire Delcourt

Vote sur la motion (rejetée)

9. Question élargie n° 78 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet du respect de l'interdiction de toute publicité en faveur du tabac et des produits du tabac ou contenant de la nicotine

p. 27

M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo | Mme la Ministre Martine Deprez (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

10. Interpellation de M. Fred Keup au sujet de la baisse de la natalité p. 28

Exposé : M. Fred Keup (intervention de M. Yves Cruchten) (dépôt de la motion 1)

Discussion générale : M. Jeff Boonen (interventions de M. Fred Keup) | Mme Corinne Cahen (interventions de M. Fred Keup) | Mme Taina Bofferding (interventions de M. Fred Keup) | Mme Djuna Bernard (interventions de M. Fred Keup) | M. Marc Goergen (interventions de M. Gilles Baum et Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum (interventions de M. Fred Keup)

Prises de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : Mme Corinne Cahen | M. Jeff Boonen | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Motion de M. Mars Di Bartolomeo relative à la convocation de la Conférence tripartite sidérurgie dans le cadre d'une étude portant sur une analyse des fonctions « support » annoncée par le groupe ArcelorMittal

(Motion déposée en séance publique n° 127 du 12 février 2026 – à consulter au compte rendu n° 52/2023-2028 en page 8)

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtten u mat der Motioun vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Aberuffung vun der Stol-Tripartitt am Kader vun enger Studie iwwert d'Analys vu Support-Funktiounen, déi vun ArcelorMittal ugekënnegt gouf. Den Auteur huet 5 Minuten, wann e wëllt, d'Fraktiounen hu 5 Minuten, d'Sensibilitäten 2 an d'Regierung huet 5 Minuten, fir Stellung ze huelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Goergen. An da ginn ech fir unzefänken dem Här Di Bartolomeo als Auteur vun dëser Motioun d'Wuert. Här Di Bartolomeo.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kollegeen, mir wëssen alleguer, dass eise krisenerprouften Tripartitt-Modell an eise Sozialdialog an deene leschten 18 Méint duerch eng Rei vun, ech soen et esou, wéi et ass, eesäitegen Entscheedunge vun der Regierung déck Téitsche kruten.

D'Regierung huet doropshin d'Tripartitt-Format duerch jeeweils separat Bipartitte mam Patronat an de Gewerkschaften ersat. An eisen neien Aarbechtsminister, dee spréngt ewell tèschent Patronen a Gewerkschaften hin an hier, wou et awer méi einfach wär, déi zwee mateneen ze gesinn.

Bis elo ass et kee Retour zur bewäerter Tripartitt ginn an d'Regierung huet dee Retour ofgeleent mam

Argument, dass d'Tripartitt e Kriseninstrument wär, a mir wäre jo net an enger Kris. Dat war nach virun e puer Wochen. Dat Argument, wann iwwerhaapt, kann awer haut net méi gëllen.

Wéi mer dës Motioun abruecht hunn, war just bekannt ginn, datt ArcelorMittal Lëtzebuerg géif envisagéieren, bis zu engem Drëttel vun hiren zirka 3.500 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg entweeder ofzebauen oder outzesourcen. Eise Premier ass ..., net doropshin, mee en hat awer d'Geleeënheet, mam CEO vun ArcelorMittal ze schwätzen. An dofir hu mer an enger Motioun vum 12. Februar gefrot, dass d'urgence eng Stol-Tripartitt aberuff sollt ginn, fir Weeër ze sichen, fir den Emploi an eiser Stolindustrie, deen an deene leschte Joerzénge jo scho vill gelidden huet, ofzesécheren.

An där Motioun, wéi wa mer geaant hätten, wat nach op eis géif zoukommen, hate mer gläichzäiteg deen dote Schratt als weesentleche Schratt a Richtung vun enger nationaler Tripartitt gesinn. A wéi noutwendeg souwuel d'Stol-Tripartitt als éischte Schratt wéi och eng national Tripartitt wär, dat si mer an deene Wochen zënter dem Abréng vum der Motioun gewuer ginn.

Mir sinn net nëmmen an enger Kris, mir sinn an enger Polykris, a mer kënnen net ausschléissen, dass dat, wat op eis zoukënn, net manner schlëmm wäert sinn, an dass eng Rei vu Leit vun där Situatioun wëlle profitéieren, fir doraus Profit ze zéien. Mee dat ass eng aner Geschicht.

A fir e puer Donnéeën, e puer Indicatiounen, iwwert déi Polykris ze ginn: Krich am Noen Osten, mat all deem, wat dat ka bewierken; Präisexplosioun am Energieberäich, ënner anerem; déi lescht Rekordzuelen, wat d'Aarbechtslosegkeet ugeet zu Lëtzebuerg; d'Wunnengsbaukris, déi undauert; massiv Verloschter vun Aarbechtsplazen a Betriber am Bausecteur, an och u Betriber.

Dofir eis Demande un d'Regierung: D'Stol-Tripartitt direkt, an zäitno och d'national Tripartitt! Déi ass zënter dem Depot vun eiser Motioun wierklech urgent ginn. Si steet nëmmen an engem Saz an der Motioun, mee dee Saz huet et awer a sech!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kollegeen, den Här Di Bartolomeo huet fir d'LSAP effektiv eng Motioun hei viru bal engem Mount deposéiert, wou en haaptsächlech dra schreift, déi Stol-Tripartitt zesammenzerufen. En huet an engem Saz zum Schluss nach vun där normaler, der Haupt-, also der nationaler Tripartitt, geschwat. Mee seng Motioun geet iwwert d'Stol-Tripartitt. An ech denken, dat ass och dat, wat mer hei diskutéieren.

D'Stol-Tripartitt ass natierlech e wichtegt Instrument. Et ass en Instrument, dat net duerch d'Gesetz agesat ass. Mee ech muss awer soen, datt de Moment, wat déi Ukënnung vum ArcelorMittal ugeet, d'Sozialpartner amgaange sinn, um Niveau vun der Aarbechtsgrupp „Lux 2025“ respektiv der zukünftiger „Lux 2030“ doriwwer ze diskutéieren an ze verhandelen. An ech mengen, et soll een elo mol där Diskussioun um direkten Niveau vun Sozialdialog eng Chance ginn an eng Chance loosse.

Et ass, mengen ech, net de Moment derfir, a scho guer net elo, eng Stol-Tripartitt um Regierungsniveau anzeruffen. Loosst emol den Terrain verhandelen, loosst emol den Terrain seng Roll spillen, well de Sozialdialog fonctionéiert hei an dësem Kontext an d'Dräiergesprécher sinn do amgaangen!

Et gétt kee Grond dofir, elo eng Stol-Tripartitt um Regierungsniveau anzeruffen. An dofir kënn mir och Är Motioun, déi verlaangt, „à convoquer [...] dans les meilleurs délais“ esou eng Stol-Tripartitt, net matdroen. An ech ka menger Fraktioun net recommandéieren, dat ze maachen.

Grad hei muss ee soen, datt den alerproufte Sozialmodell fonctionéiert, ganz normal a ganz gutt. Här Di Bartolomeo, et ass de Géigendeel vun deem, wat Der am Ufank vun Ärer Interventioun elo hei beschriwwen hat. An dofir ass et net de Moment, fir elo déi Motioun hei mat virunzedroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi d'Madamm

Modert. Mir hunn hei en Tripartitt-Sozialdialog, deen en place ass, deen och derzou féiert, dass et all véier, fénnef Joer zu neie Verhandlung kënnt téschent Arcelor, de Gewerkschaften an dem Staat, vertraueden durch den Aarbechtsminister an de Wirtschaftsminister.

Et ass och déi lescht Wochen an der Press doriwwer bericht ginn, dass déi Diskussiounen aktuell um Lafe sinn. An ech géif do ganz gären déi Negociatiounen, déi aktuell en cours sinn, och esou weiderféiere loosse, wéi dat aktuell de Fall ass, an ech sinn dann och zouversichtlech, dass déi Verhandlungen zu engem positiven Enn wäerte kommen.

Ech mengen net, dass et an där Situatioun, wou mer eng funktionéierend Tripartitt an deem Secteur hunn, néideg ass, eng national Tripartitt anzeberuffen. Kommt, mir loosse, Här Di Bartolomeo, dee Sozialdialog, deen ënnert deenen dräi Partner funktionéiert, och weiderhi funktionéieren!

Duerfir géif ech menger Fraktioun och suggeréieren, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Nodeems mer déi Motioun gelies hunn, hu mer u sech näischt an där Motioun gesinn, wat eis stéiert. Am Géigendeel, mir gesi vill positiv Elementer an där Motioun. D'Arcelor ass e strateegesch wichtege Piliere vun eiser Wirtschaft an ech denken, wa strukturell Evolutiounen hei annonciéiert ginn, da sollte mer déi an engem staarken an och transparente sozialpartnerschaftleche Kader begleeden. An dofir kënne mir déi Motioun hei ënnerstëtzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, wann een an deene leschten zwee Joer der Regierung nogelauschert huet, dann hat een d'Gefill, wéi wann dat Wuert Tripartitt esou e gewëssenen Angschteffet bei der Regierung géng ausléisen. D'Tripartitt ass just am Krisemodus en Outil, an elo héiere mer awer säit – wat war et? – der leschter Woch, der virleschter Woch, vun der berüümter KI-Tripartitt. Ob do ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Mee do sëtzt d'Regierung jo net, do sëtzt d'KI.

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... ob elo de Moment ass, fir do vu Kris ze schwätzen, a bei aneren, wierklech urgente Sujeten net, dat loosse ech mol hei opstoen.

Ech stelle fest, dass den Här Minister mer bei menger Question élargie virun e puer Wochen nach näischt dovunner gesot hat. Do schéngt op jidde Fall déi Kris do nach net esou urgent gewiescht ze sinn. Fakt ass awer, dass sech ronderëm ArcelorMittal ganz legitimm Suerge gemaach ginn an do d'Gewerkschaften net fir näischt d'Demande hunn, eng Tripartitt kënnen anzeberuffen.

Den Här Mars Di Bartolomeo ass op aner Sujeten agaangen, wou et duerchaus och grouss Gesprächsbedarf géng ginn. Mir sinn op jidde Fall en faveur vun enger Tripartitt, vun engem Kriseninstrument, a virun allem erëm engem anstännege Gesprächsmodus, deen téscht de Sozialpartner wäert stattfannen.

An ech kann den Här Minister nëmmen invitéieren, déi selwecht Eloquenz, déi Der bei der KI-Tripartitt un den Dag geluecht hutt, och vläicht an aneren Domäne walten ze loosse. Vlächcht kann dës Debatt hien haut iwwerzeegen. Säu Laachen op sengem Gesiicht weist dat op jidde Fall.

Vun dohier kënne mir dës Motioun op alle Fall ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech kann dem Här Di Bartolomeo nëmme Recht ginn. Et stinn immens vill Aarbechtsplazen hei um Spill an et ass net esou, wéi d'Regierung oder och elo d'Majoritéitspartei soen, dass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg esou géng funktionéieren. Dat ass nämlech net de Fall. Soss géngt Dir Iech och net ëmmer getrennt treffen a soss wäeren net allegueren déi Streidereien, déi Der am Moment mat de Gewerkschaften ausdrot, nach aktuell.

Dofir kann een dat heite just ënnerstëtzen. An ech hu wierklech gehofft, dass mam neien Aarbechtsminister och eng nei Aart a Weis vum Sozialdialog erëm géng zrëckkommen. An dat heite wier ee gutt Signal gewiescht, wann Der eng Tripartitt aberuff hätt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Stol-Tripartitt ass d'Mamm vun allen Tripartitten. Si ass d'Réckgrat vum Lëtzebuergeser Sozialmodell, deen eis schon duerch vill Krisen gefouert huet, ugefaange mat der grousser Stolkris an de 70er-Joren.

Wann elo dee Betrib, ëm deen et hei geet, ArcelorMittal Lëtzebuerg, ukënnegt, bis zu engem Drëttel vun der Beleegschaft ofzebauen, mee dann hu mer eng manifest Kris, an dann ass d'Regierung an der Verantwortung! An duerfir, mengen ech, ass et noutwendeg a richtig, wat d'LSAP freet: eng Stol-Tripartitt anzeberuffen. Well weesentlech Elementer vun deem, wat do soll diskutéiert ginn – deen Accord „Lux 2030“ hätt eigentlech schon d'lescht Joer sollen ofgeschloss ginn –, weesentlech Elementer, wat d'Zilsatzung vun deem Accord ugeet, sinn nach ëmmer net kloer. Et ass net kloer, wéi déi laangfristeg Ofsécherung vun Aarbechtsplaz soll ausgesinn. Déi laangfristeg Ofsécherung geet just dann, wann ArcelorMittal och weider bereet ass, an déi eenzel Sitten ze investéieren. A fir dat ze maachen, do brauch een ee staarke Partner, an dat ass d'Regierung. Dat ass och d'Demande vun de Gewerkschaften OGBL an LCGB, dat esou eng national Tripartitt aberuff gëtt.

A wësst Der, ech war gradesou erstaunt wéi d'Madamm Bernard, wéi ech op eemol héieren hunn, dat eng Tripartitt net néideg wier a sou groussen Dossiere wéi der Pensiounsreform, wou et jo awer drëm gaangen ass, dat 25.000 Leit op d'Strooss gaange sinn. Do ass gesot ginn: „D'Tripartitt ass just e Kriseninstrument.“ Hei hu mer eng manifest Kris, an dat, wat de Premier dann elo erëm als Ausso mécht, ass d'Ukënnegung vun enger KI-Tripartitt. Wou do elo d'Kris mat der KI direkt zesammenhängend ass, ass net allichtend!

Mir sollen dese Modell huelen, dee bewäert ass, an duerfir d'Stol-Tripartitt aberuffen, wëssend, dat nach vill op eis duerkënn, och dat ass ugeklungen. An dat Instrument vun der nationaler Tripartitt, féierten ech, vu d'Chômagezuelen, vu d'Zuelen an deene verschidene Secteuren, notamment dem Bausecteur, d'Gefor vun enger Präisexplosioun vum Brennes, wäert e Modell sinn, dee mer nach ganz vill wäerte brauchen an op dee mer wäerte mussen zrëckgräifen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär da kee weidere Riedner méi do. An ech géng proposéieren, dat mer d'Regierung ... Oder wëllt Dir direkt?

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dir waart nämlech elo bal prett opzestoen, dofir hunn ech gemengt, Dir ... Jo.

(Interruptions par M. Marc Spautz et M. Mars Di Bartolomeo)

Also, den Här Di Bartolomeo hätt souwiso ëmmer Parole après ministre gefrot, esou wéi ech e kennen, dofir ...

(Hilarité et interruptions)

Nee, mee ech hunn et dem Här Spautz gesot als Explikatioun. Dir kennt dat net esou.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Ech kennen den Här Di Bartolomeo net esou laang wéi Dir.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn. Et ass richtig, dass Ufank Februar gesot ginn ass, ArcelorMittal wier amgang, eng Etüd ze maachen, fir ze kucken, wéi et géif weidergoen, an dass do, opgrond vun enger Aussoe vum Europäesche Betribsrot, gesot ginn ass, dass dat och am Perimeeter vu Lëtzebuerg 1.150 Posten zu Lëtzebuerg géif betreffen. An do kënnt déi Zuel hier, déi den Här Bartolomeo genannt huet. Mee et muss een awer dat Ganz och richtig anuerdnen.

An engem Communiqué, och Ufank Februar, huet d'Entreprise selwer preziséiert, dass et net ëm 1.150 Entloossunge géif goen, mee dass et drëm géif goen, eng Analys ze maachen, eng Etüd ze maachen, wou duerno géif gekuckt ginn, wéi et weidergeet. Déi Analys steet eréischt am Ufank, huet et deemools geheescht, an a villen Dossieren, esou seet d'Direktioun selwer, kéint sech eraustellen, dat eng Verlagerung guer kee Sënn géif erginn. Mir schwätzen also net vun enger decidéierter Delokalisatioun, mir schwätze vun enger Analys.

Am méi grouss Kontext ass et wichteg, drun ze erënnere, dat d'Direktioun vun ArcelorMittal, d'Gewerkschaften OGBL an LCGB an d'Personaldelegatioun souwéi Verrieder vun de Ministèren am permanente Kontakt stinn, fir am Kader vun dem Comité de suivi, deen am Tripartitt-Modell zesummekënn, ze diskutéieren. Eppes, wat scho geschitt ass beim „Lux 2012“, beim „Lux 2020“ an och beim leschten Accord, „Lux 2025“, dee jo och derzou gefouert huet, dass 500 Aarbechtsplazen hätte kënnen ofgebaut ginn, esou wéi deen Inhalt war. De „Lux 2025“ ass verlängert ginn op den 31. März 2026, dat ass schonn hei gesot ginn. An ech kann Iech awer soen, dass se zanter Oktober amgang sinn, reegelméisseg ze diskutéieren, an dass virgesinn ass, dass Enn dës Mounds soll den Accord do sinn, fir de „Lux 2025“ dann a „Lux 2029“ oder „Lux 2030“ ëmzebennen.

Dofir war d'Regierung der Meinung, dass et net de Moment wier, eng Stol-Tripartitt anzeruffen, mee dass een déi Verhandlungen, déi d'Sozialpartner mateneen hunn, déi och begleet gi vum Ministère du Travail a vum Ministère de l'Économie, sollt ofwaard. A wann et do zu engem Accord kënnt, da wäert deen och nach Enn dës Mounds ënnerschriwwen ginn.

Ech wëll och do derbäi soen, virgëschter an och haut, dee Moment, wou mir hei stinn, si se amgang, driwwer ze verhandelen, wat alles an dee „Lux 2030“, „2029“, „2031“, ech wëll do näischt virgräifen, kënnt, an dofir wier et net de Moment gewiescht ze soen: „Mir maachen elo eng grouss Stol-Tripartitt.“

Ech wëll awer drun erënneren, ier den Här Di Bartolomeo mech dorun erënnert, dass ech selwer bei Covid-19 eng Tripartitt gefrot hunn, dass ech selwer eng Tripartitt gefrot hat fir d'Relance vun der Economie während der Covidzäit vun 2020, 2021 an 2022. Ech hu se selwer gefrot. Ech soen et direkt selwer, Här Di Bartolomeo, da braucht Der vläicht herno net méi opzestoen, an ...

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha, interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, fuert weider!

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | ... an dat och genau dowéinst, well ech nach wie vor dervun iwwerzeegt sinn, dass den Tripartitt-Modell dee richteg Modell ass, fir hei zu Lëtzebuerg ze diskutéieren an ze verhandelen.

Allgemeng zum Sozialdialog wëll ech och soen: Ech hunn déi lescht Wochen a Méint vill Zäit an Entrevuen an an Dialoggesprécher verbruecht, an ech kann Iech soen, dass dat vertrauensvoll an och konstruktiv Gesprécher waren. An ech sinn och zefridde mat der Qualitéit vun deenen Echangen. Ech hunn op béide Säite responsabel Acteure fonnt, déi och wëssen, wat d'wirtschaftlech an d'sozial Realitéit sinn, an ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass dat konstruktiv ka viruoen.

Mee mir sollen elo deen Accord ofwaarden, wou déi Verhandlungspartner amgaange sinn am Dossier ArcelorMittal, a wann deen Accord am Mäerz zustane kënn, dann huet et sech bewisen, wéi wäertvoll a wéi konstruktiv de Lëtzeburger Modell ass, wa mer dann am Tripartitt-Beräich do zu engem Accord komm sinn, fir de „Lux 2030“ oder „2031“ oder „2029“, wéi en dann och heescht, ze maachen. An dofir ass d'Regierung der Meenung, dass mer elo zu deemem Zäitpunkt keng Stol-Tripartitt brauchen anzeberuffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann huet zum Schluss den Auteur nach eng Kéier d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech hat mer eigentlech erhofft, dass mat deem neien Aarbechtsminister och neie Wand géif kommen. An deen neie Wand, dee wär komm, wann e sech hei zumindest verpflichtet hätt, wann et e bësse méi kloer gëtt, wann ArcelorMittal hir Etüd ofgeschloss huet, datt d'Stol-Tripartitt géif zesummegeruff ginn. Ech froe mech, wat d'Regierung fir eng Ansgscht virun der Tripartitt huet. Dat ass dat Éischt, wat ech feststellen.

(Brouhaha)

An dann dat Zweet, d'national Tripartitt: Wann et haut kee Grond dofir gëtt, eng national Tripartitt virzebeereeden, wéini gëtt et dann een? Mir sinn an enger Polykris, et stinn Dausende vun Aarbechtsplazen um Spill, d'Kafkraaft vun de Leit – bei alle positive Moossnamen, déi mer an der Lescht jo och zesumme geholl hunn – ka mat engem Fiederstréch fort sinn. Beispill: d'Energiepräisser.

Also nach eng Kéier, wann haut keng Tripartitt noutwendeg ass, wéini dann? An ech gisinn, dass d'Majoritéit déi heite Motioun wäert niderstëmme an dobause wäert keen dat verstoen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Ok.

(Interruption)

Nee, nee, am Modell, wou a sech déi eenzel Fraktiounen nach Zäit hunn, wa se se wëllen ausnotzen; déi, déi hir Zäit net opgebraucht hunn. Dofir, d'Madamm Modert, kuerz.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech si just iwwerrascht iwwert dem Här Bartolomeo seng Interventioun, déi elo nach eng Kéier komm ass, well „Lux 2025“ ass deemools vun enger Regierung ageleet ginn, wou Är Partei de Wirtschaftsminister hat. An ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt Der deenen Aarbechtsgruppen, déi deemools instituéiert gi sinn an elo 2024 ravivéiert gi sinn, keng Chance wëllt loossen, fir zu deem Resultat ze kommen, zu deem se hoffentlech kommen, op deem Niveau, wou déi Aarbechtsgruppe sinn. Et ass wierklech net de Moment, wou d'Stol-Tripartitt um Regierungsniveau muss ageruff ginn.

A wann Dir elo hei vun där grousser Tripartitt, der nationaler Tripartitt, dem Comité de coordination tripartite, schwätzt, dann ass dat eng ganz aner Saach, an net déi zwou Saache beieneegeheien!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, doropshin hunn ech da selbsterständlech nach eng Rei aner Wuertmeldungen.

(Hilarité)

A vu datt d'sozialistesche Fraktioun nach Zäit huet, kritt se elo d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech war deemools bei där Negociatioun derbäi fir de „Lux 2025“ an ech weess, wann ArcelorMittal mat enger Partie Reorganisatiounsproposé kënn, da geet et drëm, dat esou gutt wéi méiglech ze accompagnéieren.

Hei si mer an engem anere Moment. Dir musst wëssen, dass ArcelorMittal virun e puer Joer – 2023 war dat, mengen ech, oder 2022 – versprach huet, Investissemter ze maachen am Honnerte-Millioun-Beräich an hir Anlagen zu Lëtzebuerg, an der Dekarboniséierung, déi en fait als Zil haten, all déi Sitten ze securiséieren op eng dauerhaft Aart a Weis.

Elo heescht et a Rapporten oder an Nouvelles, déi geleakt ginn, dass méi wéi 1.000 Aarbechtsplazen um Spill stéigen. Dat heescht, do ass eng strateegesch Reorientatioun decidéiert ginn. An dofir, mengen ech, ass et wierklech alarmant, déi Nouvelles do ze héieren, och wat dat heescht fir ArcelorMittal zu Lëtzebuerg. Wann déi Investissemter net gemaach ginn an d'Dekarbonisatioun, wa keng nei Investissemter gemaach ginn an déi verschidde Sitte vun ArcelorMittal, wann awer en parallèle e Siège gebaut gëtt, wou och administratiiv Personal soll ënnerkommen, wat heescht dat?

(Interruption)

Wat heescht dat fir d'Zukunft vun deem Grupp zu Lëtzebuerg, wat de Centre directionnel ugeet, wat d'Administratioun ugeet, awer och wat déi industriell Sitten ugeet?

Dat heescht dat! An ech mengen, dat ass net just eng Fro vun Aarbechtsgruppen, wou et drëm geet, wivill Preretraite kënn oder wivill Cellule-de-reclassement gemaach ginn oder wéi déi Leit solle recaséiert ginn.

Hei geet et ëm d'Zukunft vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg an engem global komplizéierte Kontext fir dee Grupp. Wat behale se nach an Europa? Wat behale se nach zu Lëtzebuerg? An dat géife mer gäre wëssen. An ech mengen, dass et och dat ass, wat d'Gewerkschafte gäre géife matdiskutéieren fir wierklech dat Zentraalt: d'Lokomotiv vun der Lëtzeburger Industrie schlechthin. Dorëm geet et hei.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech gesinn, datt elo keng aner Wuertmeldunge méi do sinn. Dach, den Här Minister huet nach d'Wuert gefrot. Ganz kuerz, Här Minister.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Jo, merci, Här President. Ech muss awer hei elo verschidde Punkte kloerstellen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Hei ass et ëm d'Fro vun der Stol-Tripartitt gaangen. Dat ass déi Éischt Geschicht. Dat ass de Bestanddeel vun dëser Motioun.

Déi zweet Geschicht ass: Ech sinn och elo e bëssen erstaunt iwwert déi lescht Wieder vum leschten Intervenent. Well och am „Lux 2025“ ass et net nëmmen ëm d'Preretraite gaangen, wéi Der dat gesot hutt, mee et ass ëm 500 Aarbechtsplaze gaangen, déi ofgebaut ginn, wat vun där deemoleger Regierung ënnerschriwwen ginn ass. Ech mengen, och Ënnerschrëften drop ze gesinn ...

(Interruption)

Ech mengen, och Ënnerschrëften drop ze gesi vu Leit, déi heibanne sëtzen, déi dat deemools mat ënnerschriwwen hunn.

Mee hei ass en Aarbechtsgrupp amgaangen, deen taagt, wou et och ëm Investissemter geet, ëm Investissemter, déi op zwee Sitte sécher wäerte stoffannen. An dofir sinn ech der Meenung, do soll een deene Verhandlung mol eng Chance loossen! An déi Verhandlungen, déi sinn haut amgaangen. Haut de Mëtten ëm dës Zäit sëtze se rëm zesummen, fir doriwier ze verhandelen. An do soll ee mol ofwaarden, wat an deem Accord steet.

An dann ass et selbsterständlech, Här Di Bartolomeo, wann deen Accord do ass, dass mir domadder an déi zoustänneg Chamberskommissiounen kommen an och dann doriwier schwätzen. Dat schéngt mer evident ze sinn. Dat ass dat Normalst vun der Welt. Mee kommt, mir loossen elo mol déi Leit déi Verhandlung féieren! An da sinn ech dervun iwwerzeegt, dass et och zu engem Accord do wäert kommen. An da wäerte mer hei och kënnen en connaissance de cause driwwer schwätzen.

Well zu deene Chifferen, déi genannt gi sinn, dass dat sech hei zu Lëtzebuerg géif ëm 1.150 Leit handeln, wëll ech nach eng Kéier soen: Déi si vun Arcelor selwer dementéiert ginn. Do ass e Communiqué komm vun ArcelorMittal selwer, fir ze soen, dass dat net richtig ass.

An dofir, kommt, mir ginn där Saach eng Chance! An da si mer duerno ëmmer bereet, doriwier ze diskutéieren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech mengen, mir hunn d'Ënnerscheeder vun de Meenunge vun deenen engen an deenen anere gesinn. Här Bartolomeo, elo wierklech ganz kuerz, well mer kënnen net den Dialog veréiwegen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Jo, Här Minister, eng Sozialkommissioun kann eng Tripartitt net ersetzen. Dat ass emol dat Éischt.

An dat Zweet: Ech mengen, vu dass déi Motioun den 12. Februar geschriwwen ginn ass, ass dat, wat duerno komm ass, um Rand erwänt. Mee dat ass elo vum Rand an de Principal mat erakomm. Wa mer haut net eng national Tripartitt niewent der Stol-Tripartitt ... Wou ee kann dermat d'accord sinn, ass, dass een nach eng Rei vu Viraarbechte sollt ofwaarden. Dat, wat elo op eis zoukomm ass, ass esou grav an dat riskéiert, esou grav ze ginn, dass mer déi national Tripartitt direkt sollte preparéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, wéi gesot, d'Meenunge sinn elo fir jiddweree kloer an d'Chamber kann en connaissance de cause iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Ech stellen also elo d'Motioun vum Här Mars Di Bartolomeo zum Vott.

Vote sur la motion

De Vott ass op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

3. Question élargie n° 77 de M. Dan Biancalana au sujet de la prise en charge des mineurs faisant l'objet d'un placement dans une structure fermée

Da komme mer zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour, an zwar där erweiterter Fro Nummer 77 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Placéierung vu Mannerjärege an engem Centre fermé. Wéi gesot, den Auteur huet 5 Minutte fir d'Fro an d'Zousazfro, d'Regierung 10 Minuten. An den Här Dan Biancalana huet d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, et ass leider bal schonn eng sech widerhuelend Schlagzeil ginn. Émmer nees héiere

mir an den Noriichten, dass Jugendlecher net an der Unisek ënnerkommen, well keng fräi Plaz disponibel ass, an dass si dowéinst zu Schraasseg am Erwuesse-neprisong placéiert ginn.

Dat si keng isoléiert Eenzelfäll méi. Dat ass e Muster, dat sech reegelméisseg widerhëlt. All Kéier gëtt betount, et géif sech ëm eng Ausnamesituatioun handelen. All Kéier gëtt erkläert, dass et eng Decisioun en dernier ressort wier. Haut wéi och muer. An awer kënnt déi selwecht Nouvelle ëmmer nees zréck, leider.

Et kann een d'Constate maachen: Tëschtent 2020 an 2025 goufen 58 Placementer am CPL decidéiert, 11 vun deene Jonke goufe méi wéi eng Kéier placéiert. Dat heescht, bal all fënnefte betraffe Jugendlechen ass widerholl am Prisong gelant. Dat ass en Indikator dofir, dass d'Interventiounen vläicht net gewierkt hunn oder net nohalte genuch waren.

Besonnench alarméierend ass awer d'Joer 2025, wou 29 Mesüeren decidéiert goufen a punkto Placement am CPL. Den Ombudsman a senger Roll als Contrôleur externe des lieux privés de liberté an den OKaju, ech zitëiere se, schwätze vun enger „défaillance structurelle persistente“. Si hunn et esou bezechent an och effektiv un den Artikel 37 vun der internationaler Kannerrechtskonventioun erënnert: Fräiheitsentzuch nëmmen als leschten Auswee.

Kierzlech huet effektiv och d'Gesondheitsministesch e Manktum u Kommunikatioun tëschtent der Justiz an dem Gesondheitssecteur an de Fokus gesat. Dat weist, et läit also net nëmmen un de Capacitéiten. Et ass also net nëmmen eng Fro vun de Capacitéiten.

Dofir hei och d'Froen un d'Ministesch:

Kann d'Ministesch effektiv erklären, firwat dës Erhéijung fir d'Joer 2025 esou héich war? Wat sinn déi konkret Ursachen dofir? Gëtt et eng Evaluatioun, wéi vill vun dese Fäll vermeidbar gewiescht wieren, wann adequat therapeutesch oder och semi-oppe Strukturen disponibel gewiescht wieren?

An awer och de Fait, dass e Fënneftel vun de Jonke schonn e puermol placéiert ginn ass, werft d'Fro op, ob e méi appropriéierten, adequaten, multidisziplinäre Laangzäitsuivi vun de betraffene Jonker ze maache wier, wou wichteg Acteure wéi Police, Parquet, Jugendgeriicht an och spezialiséiert Servicer mat involvéiert ginn.

Wa mer da scho säit Jore wëssen, dass an der Unisek Plaze feelen – si ass de Moment limitéiert op zwielef – an de Bau vum zukünftige Centre pénitentiaire pour mineurs, dem CPM, nach net fäerdeg ass, da misst ee jo grad och e Bléck op d'alternativ Mesüre werfen an och déi méi proaktiv froen an och fërderen. Et gesäit een, an ech mengen, dofir vläicht och schonn hei zwou Froen, firwat de Recours op déi Alternativen effektiv esou volatill ass. Et gesäit een, notamment bei de Prestations éducatives et philanthropiques, dass net genuch drop zréckgegraff gëtt.

Et gesäit een awer och, dass zënter 2021 just 13 Mesüre vun der Justice restaurative proposéiert gi sinn, meeschtens no Jugement. An dat selwecht gesäit een och bei weideren Alternativen, notamment bei der Médiation pénale fir Mineuren. Do sinn tëschtent 2020 an 2024 just dräi Fäll decidéiert ginn. Dat ass natierlech awer och, mengen ech, en Zeechen, dass d'alternativ Moosnamen, besonnench fir Mineuren, nach ze marginal agesat ginn. Mee generell, mengen ech, nieft den Alternative sief hei d'Fro erlaabt, wou mer mat der Planung eebe vum Centre pénitentiaire pour mineurs, dem CPM, dru sinn.

An da vläicht och nach eng lescht Fro zum Schluss: Ech mengen, mir hunn en Dënschden héieren, dass

elo gëschter eng Reunion war, eng interministeriell Reunion tëschtent der Justizministesch, der Gesondheitsministesch an dem Educationminister. Wat waren do déi éischt Konklusionen? Wat sinn do déi éischt Akzenter, déi Der wëllt setzen? An natierlech: Ginn och do den Ombudsman an den OKaju an déi Aarbechte mat abegraff?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Justizministesch. Madamm Ministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir dës Fro. Bon, ech mengen, et ass e Sujet, zu deem ech och schonn e puermol hei konnt Stellung huelen. En ass natierlech ewidenterweis an der Aktualitéit. Bon, wat awer wichteg ze betounen ass, ass, dass d'Jugendriichter ëmmer probéieren, Decisiounen ze huelen an Interêt supérieur vum Kand, an de Fräiheitsentzuch och wierklech nëmmen als absolutt leschte Moyen asetzen, dass dat och wierklech gekuckt gëtt. Ech mengen, dat eent si jo stroferechtlech relevant Faiten, mee heiansdo sinn et och Schutzmesüeren.

Dat heescht, ech mengen, et kann een net ëmmer alles an een Dëppe geheien. Mee et gëtt ewidenterweis probéiert, op oppe Betreiuungsstrukturen zréckzegeifen, wou en enke sozialen, psychologeschen an edukativen Encadrement ass an engem Jugendschutzdossier. Dat ass ganz wichtig, fir dass eebe justement de Mineur en Émfeld fënnt, wou keng negativ Aflëss sinn a wou och eng kontinuierlech Begleedung ass.

Dir hutt effektiv déi Fro vun de Strukturen ugeschwat. Do ass et esou, dass mer strukturell e Manktum u Strukturen hunn. Deen ass net gëschter entstanen, deen ass och scho säit Jore bekannt. Mir haten an deem Kontext jo och gëschter eng Entrevue zesumme mam Claude Meisch a mam Martine Deprez, souwuel mat dem Parquet wéi mat de Jugendriichter. Et war eis am Fong gëschter wierklech wichteg ze lauschteeren, wat hir Aschätzung ass vun de Besoinen, déi si hunn. Si hunn all Dag op hirem Dësch Dossiere leien, wou si Jonker musse schützen. A mir hunn hinne ganz gutt nogelauschert, a mir deelen och zum Deel hir Analys, dass vläicht duerch dee strukturelle Manktum, deen, wéi gesot, iwwer Joren entstanen ass, heiansdo Jugendlecher placéiert ginn op Plazen, wou se eigentlech vläicht net onbedéngt higeheieren. Mee well dee Moment d'Situatioun esou ass an eng gewësse Saturatioun do ass, ass et eeben net anescht méiglech. An eist Zil ass et elo, déi Besoinen nach besser ze verstoen an ze kucken, wat vu Besoinen nach muss ofgedeckt ginn.

Mir hunn natierlech op där enger Säit wierklech déi psychiatresch Besoinen, mee mir hunn awer och sozioedukativ Besoinen op där anerer Säit. An dann hu mer natierlech och wierklech déi Stroftäter, déi mer dann awer och musse kënnen enzousch aspären, souzesoen, fir eeben och d'Gesellschaft ze schützen. Ech mengen, de Procureur huet et och am Interview gesot: Et ass heiansdo eng Fro vun der Balance tëschtent dem Schutz vum Kand an dem Schutz vun der Gesellschaft. A wann e Jugendlechen, dee Stroftäter ass, an den CPL placéiert gëtt, dann deelweis – ech mengen, mir haten hei scho Beispiler – well dann och zwee Komplizen, potenziell Komplizen, musse getrennt gi vuneneen. Och d'Détention préventive probéiere mer ze trenne vun deenen, déi definitiv condemnéiert sinn.

Ech mengen, alles dat si leider Fakten, deene mer musse Rechnung droen. Mee déi Placementer geschéien awer haaptsächlech, wa Jugendlecher gewaltbereet sinn a radikaliséiert, a wann och

wierklech eng reell Gefor ass fir aner Kanner, fir potenziell zousätzlech Victiminnen. An d'Fro ass: Wat ass d'Alternativ? An ech géif gär vun Iech wëssen, wat Dir an der Plaz vum Parquet an där Situatioun géingt maachen, well, wéi gesot, wann eng Gefor do ass fir aner Leit, da muss mer iergendwéi och d'Gewëssheet hunn, datt mer déi aner Leit an deem heite Kontext schützen.

An ech erlabe mer och, nach eng Kéier ze widderhuelen, datt, wa Jugendlecher tatsächlech dann op Schraasseg kommen, se an engem separéierte Block sinn, wou si net a Kontakt komme mat Erwuesenen, aneren Detenuen, datt eng pedagogesch a sozial Prise en charge ass vum Personal vum CSEE, dat sech extra deplacéiert vum Site vun Dräibuer, fir eeben déi beschtméiglech Prise en charge ze maachen.

Nach wësse mer, datt Jonker zu Schraasseg placéiert ginn – an dat wëlle mer net, ech wëll dat eng Kéier ganz, ganz, ganz kloer soen! Mee am Moment ass leider nach keng Alternativ do. An am Moment muss mer probéieren, déi Situatioun beschtméiglech kënnen ze encadréieren, well mir kënnen d'Strukturen net aus dem Stee schloen.

Dir hutt de Prisong fir Jugendlecher ernimmt. Ech hunn elo nach net en Update gefrot, well mir hunn eréischt ganz rezent, mengen ech, hei ee ginn. Do lafe weiderhin d'Planunge weider, do ass den APS (ndlr: Avant-projet sommaire) ofgeschloss, mir sinn am Stade vum APD (ndlr: Avant-projet détaillé). Do misste mer normalerweis awer on track sinn, fir deen dann och kënnen um Site vun Dräibuer ze bauen an deenen nächste Joren.

Dir wësst, d'Unisec ass effektiv eréischt 2017 opgaangen. An et sinn zwielef Plazen. Dir wësst, datt den neie Jugendprisong méi wéi duebel esou vill Plaze wäert hunn. An doduerjer, datt jo da mat deem neie Jugendstroferecht de Fräiheitsentzuch wierklech eng lescht Mesür ass an och wierklech nëmme Stroftäter dohinner kommen, si mer awer der Meenung – oder hoffe mer –, datt mer endlech an enger Situatioun sinn, wou mer eebe keng Placemeter zu Schraasseg méi mussen maachen.

Dir hutt d'Fro vum Suivi opgeworf. Effektiv, et ass leider e Fakt, datt eng Rei Jonker leider och repetitiv an engem Régime fermé landen. Dat si ganz oft komplizéiert individuell Situatiounen. Do ass et och meeschtens de Jugendrichte, deen den Dossier ganz gutt kennt, deen déi Jonk och laang suivéiert an dee wierklech probéiert, en enken a multidisziplinäre Suivi do ze maachen an och duerno nach eng Kéier Mesüeren ze huelen, wa se dann net méi an enger zouener Struktur sinn.

Do gétt, wéi Der wësst, ëmmer eng ganz individuell Analys gemaach vun all Fall. An d'Iddi ass, déi Betreuung och kontinuéierlech méiglech ze maachen. An och gëschter hu mer natierlech driwwer diskutéiert, wéi een nach méi enk kann zesummeschaffen an dee Suivi nach besser maachen, fir eeben ze kucken, datt deen een Acteur weess, wat deen anere gemaach huet. An ech mengen, dat ass och eng vun de groussen Erausforderunge gewiescht beim Jugendschutz a Jugendstroferecht. D'Kommunikatioun tëscht allen Acteuren, dat ass net onbedéngt deen einfachste Volet, wou mer jo, wéi gesot, am Moment och op den Avis vum Staatsrot waarden. Voilà.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Wann den Här Biancalana nach eng Zousatzfro huet, da kann hie se elo stellen. Dir hutt nach eng Minutt.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Merci, Madamm Minister. Dann ass domat dëse Punkt ofgeschloss.

4. Question élargie n° 79 de Mme Corinne Cahen au sujet du droit de la filiation au Luxembourg

Da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 79 vun der Madamm Corinne Cahen iwwert d'Filiatiounsrecht. Déi selwecht Riedezäite gëllen. An d'Madamm Cahen huet elo d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, Mamm sinn ass fir mech dee schéinsten Titel, deen ech konnt kréien. Eng Gebuert, dat ass e ganz spezielle Moment vu ganz grousser Freed. Mee leider ass déi Freed net fir jiddereen direkt esou grouss, well verschidde Leit, a virun allem Kanner, manner Rechter hu wéi anerer. An dofir wollt ech dëst Thema haut op den Ordre du jour bréngen.

Eng Mamm huet mer vun hirer Situatioun erzielt. A fir Iech ze veranschaulichen, wourëms et geet, wëll ech Iech dat Beispill elo hei erzielen. Virun dräi Joer huet déi Fra en éischt Kand krit. Zesumme mat hirer Partnerin huet si decidéiert, nach en zweet Kand ze wëllen. Dës Kéier sollt awer d'Partnerin d'Kand ausdroen. A wéi dat dacks bei enger kënschtlecher Befruchtung geschéie kann, kréie se dann elo Zwillingen.

Amplaz sech iwwert déi schéin Noriicht esou richtig freeën ze kënnen, mussen se sech d'Fro stellen: Wéi organiséiere mer ons dann iwwerhaupt elo? Well soubal d'Partnerin déi zwee Kanner op d'Welt bruecht huet, muss se sech ganz eleng ëm déi zwee Bëbeeën an da warscheinlech och ëm dat méi aalt Kand këmmere. An dat muss se net, well se elengerzéiend ass, mee well déi zweet Mamm eebe rechtlech net als Elterendeel kann unerkannt ginn.

Deen zweeten Elterendeel muss d'Zwillingen nämlech adoptéieren, an dat geet just no der Gebuert. Dat heescht: kee Congé de naissance natierlech, an och de Congé parental ass eréischt da méiglech, wann d'Adoptioun ofgeschloss ass. Dat ka Méint oder souguer Joren daueren. An dat heescht: keng rechtlech Sécherheet am Ufank, wou eng Famill am meeschten openeen ugewisen ass, keng Zäit, déi d'Elteren awer all zegutt hunn an déi esou wichteg ass am Ufank vum Liewe vun engem Kand.

Dëst ass just ee Beispill, fir dës Ongerechtegkeet ze beschreiwen. Natierlech ass et méiglech, d'Kand ze adoptéieren. Dat hunn ech jo gesot. D'lescht Joer hu mer jo och wichteg Fortschreitter gemaach doranner, mee mir wëssen och, datt esou Prozeduren eeben dauere kënnen.

An där Zäit feelt déi rechtlech Unerkennung, net well kee Verantwortung wëll iwwerhuelen, mee well eise System et eeben esou virgesäit. Hei geet et net ëm Ideologie, hei geet et ëm Rechter, et geet ëm Gerechtegkeet, et geet ëm Gerechtegkeet fir d'Elteren, mee virun allem ëm d'Gerechtegkeet fir d'Kanner. An ech denken, do si mer ons all eens, dass den Intérêt supérier vum Kand ëmmer ons Prioritéit muss sinn.

Madamm Justizminister, op eng parlamentaresch Fro vun Ufank 2025 hutt Dir dem Carole Hartmann a mir selwer geäntwert, et géif äifreg um automateschen Unerkennungsrecht fir homoparental Koppelen am Kader vun der PMA geschaff ginn. Gläichzäiteg hutt Dir op e Projet iwwert den Droit de filiation verweisen, deen elo schonn zanter iwwer zéng Joer am legislativ Prozess ass. Dofir meng éischt Fro: Wou genee sinn d'Aarbechte par rapport zum Droit de filiation drun?

Dir hutt och op en Avis vum Staatsrot verweisen. Deen ass och elo schonn e puer Joer al. An an deem steet, dass wichteg bioethesch Froen nach net gekläert

wieren. Dir wollt Iech mat der Commission consultative nationale d'éthique austauschen. Ass et do schonn zu engem Echange mat der Kommissioun komm? Kéint Dir eis eventuell hei weider Detailler ginn? Ass e multidisziplinäre Conseil geplangt, sou wéi och vun der Mënscherechtskommissioun recommandéiert?

An dann hätt ech nach eng lescht Fro un Iech, Madamm Minister: Hu mer iwwerhaupt Zuelen dozou, wivill Famillje vun dëser Ongerechtegkeet betraff si respektiv an de leschte Jore betraff waren?

Här President, mir schwätzen herno nach iwwert d'Baisse vun der Natalitéit, iwwert déi demografesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg. An do stellen ech mer eeben d'Fro: Misste mer net elo endlech derfir suergen, dass déi Elteren, déi Kanner hunn, och déi néideg Rechter kréien? Ob do elo déi selwecht Geenen duerch d'Blutt fléissen, sollt keen Ënnerschied fir ons maachen.

Eltere si bedeit Léift ginn, Zäit investéieren, Gedold hunn, nach méi Gedold léieren, ëmmer do sinn, erzéien, spillen, lauschteren, Wäerter vermëttelen an nach esou vill méi. Mee Eltere si bedeit net onbedéngt dat selwecht Blut hunn. An dofir sollte mer jiddereen, deen Eltere wëll ginn a sinn, ënnerstëtzen.

Kanner hunn, dat ass eng risegrouss Verantwortung. Eltere brauchen Zäit. Déi hu mer hinnen am leschte Joerzéngt ginn, mat ënner anerem enger Erweiterung vum Congé de paternité, vum Congé de maternité, mat enger grousser Reform vum Congé parental. Elo brauche mer och nach Gerechtegkeet fir all d'Elteren am Intérêt vun de Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet d'Madamm Justizministesch d'Wuert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci der Madamm Cahen fir dës Fro, déi mer wierklech d'Geleeënheet gétt, iwwer e ganz wichtege gesellschaftspoliteschen Dossier och ze informéieren, ze soen, wou mer dru sinn.

An ech ginn Iech 100 % Recht. Dat Striewen no Gerechtegkeet ass mer ganz wichteg. Et ass wichteg, dass all Kand zu Lëtzebuerg déi selwecht Rechter huet. Ech mengen, dat ass e Prinzip an eiser neier Constitutioun, dee schwaarz op wäiss do steet.

D'Filiatioun ass e komplizéierten Dossier. Eng vun de Limitte vun dësem Rechtsprinzip ass – an et ass wichteg, dat vläicht an der Introductioun ze soen –, datt d'Filiatioun, den Numm an d'Bestietnis net vum Gesetz gereegelt si vun deem Land, wou ee wunnt, mee vum Gesetz vum deem Land, vun deem een d'Nationalitéit huet. Dat mécht, datt zu Lëtzebuerg – an ech mengen, ech brauch Iech net ze soen, wivill verschidden Nationalitéite mer hei zu Lëtzebuerg hunn – net all Kand an der selwechter Situatioun ass. An dat mécht et eis net onbedéngt méi einfach. Dat ass awer konform zu EU-Recht an internationale Standarden. Mir kënnen dat och net änneren.

Mir sinn eis awer all eens, datt mer en neit Gesetz fir d'Filiatioun brauchen, datt déi Filiatioun, sou wéi se zu Lëtzebuerg aktuell besteet, net méi zäitgeméiss ass. Dir hutt de Projet de loi ugeschwat, deen an der Prozedur ass, wou mer den Avis vum Staatsrot kruten a wou de Staatsrot jo och ganz kloer gesot huet: „Eng ganz Rei vun deene Saachen, déi Der wëllt maachen, déi ginn net, wa mer kee Bioethiksgesetz hunn.“

Ech mengen, d'Santésministesch ass prett, déi Aarbechten ze maachen um Bioethiksgesetz. Et ass

awer esou, datt mer op den Avis vun der Commission nationale d'éthique waarden. Deen ass 2023 ugefro ginn. Mir hunn d'lescht Joer e Rappel gemaach, fir deen endlech ze kréien. E schéngt drop an drun ze sinn ze kommen, mee mir brauchen deen onbedéngt, fir kënne weiderzemaachen. An ech war gëschter nach am CHL fir 20 Joer PMA zu Lëtzebuerg an et sinn effektiv eng ganz Rei Froen, déi sech stellen a wou mer Äntwerten drop brauchen hei zu Lëtzebuerg. An dat sinn an alleréischter Linn, wéi gesot, eethesch Froen.

Fakt ass awer, datt dee Blocage, dee mer e bëssen hunn duerch dee Manktum an engem Bioethikskader, eis net dovunner ofhält weiderzeschaffen an datt mer probéieren, step by step déi Ongerechtheeten aus dem Wee ze schafen.

Dir hutt déi éischt Etapp vum Adoptiounsgesetz ugeschwat, dat mer d'lescht Joer hei zesummen och diskutéiert hunn, dat et eeben och net nëmme bestuete Koppelen, mee och gepacste Koppelen, normale Koppelen, déi net iergende Lien soss hunn, an Einzelpersonen eeben erlaabt, kënnen ze adoptéieren. Ech mengen, dat war e ganz wichtige Schrëtt an dee mécht d'Saach awer och e bësse méi einfach.

Déi zweet Etapp ass: Mir krute viru Kuerzem och den Avis vum Staatsrot iwwert den Accès aux origines. Do schaffe mer am Moment och äifreg un Amendementen, fir deem Avis Rechnung kënnen ze droen. Dat maache mer zesumme mam Educationministère. Do geet et dann herno drëm, dass een Informatioun kann hannerleeën, wann e Kand zur Adoptioun fräigi gëtt, oder datt e Kand och kann Informatiounen froen iwwer seng biologesch Elteren, wann et notament eeben och iwwer eng Procréation médicalement assistée op d'Welt komm ass.

An dann dat, wat, mengen ech, jo ganz wichteg ass a wat och am Accord de coalition steet: Mir schaffe un där sougenannter Reconnaissance automatique. Och do hänke mer e bëssen, well mer kee Bioethikskader hunn. A wann ee sou kuckt, wat am Ausland, och notament an der Belsch, a Frankräich an a Spuenie gemaach ginn ass, hunn déi all esou e Kader. Dat heescht, eis grouss Erausforderung ass: Wat kënne mer maachen, éier mer deen hunn? Well wa mer den Avis hunn, wësse mer, datt mer nach net muer de Kader hunn, fir awer parallel scho kënne weiderzeschaffen. An ech hu mat engem lëtzebuergeschen Expert Gesprécher, fir deen ze mandatéieren, fir eebe genau ze kucken, wéi mer et juristeschem émsetze kënnen ouni Bioethikskader, well ech wierklech well weiderkommen an deem Dossier.

Dann ass d'Fro, ob een net och schonn den Delai eeben, deen et brauch, fir en neigebuerter Kand ze adoptéieren, ka reduzéieren, fir awer och do schonn e bësse kënnen ze hëllefen, och wann natierlech de Wee vun der Adoptioun net soll de Wee sinn, dee mer herno wäerte goen. Mee en attendant kéint een awer och dat scho maachen. Mir probéieren och, méi Transparenz an déi administrativ Demarchen ze kréien, einfach fir de Leit, well hir Situatiounen esou villfälteg sinn duerch eeben déi verschidden Nationalitéiten, déi se hunn, besser Hëllefstellung och ze leeschte fir all déi Demarchen, déi se musse maachen.

An da schaffe mer un engem Projet de loi fir eeben an der Filiatioun, well am Filiatiounsgesetz, wéi et haut steet, sinn eng ganz Rei Saachen, déi net méi zäitgeméiss sinn. Mir schwätzen nach vun „enfant naturel“, „enfant légitime“. Och do probéiere mer, déi Dispositiounen, déi vum Staatsrot positiv aviséiert sinn, awer elo mol schonn ofzehaken, fir datt mer och do méi Gerechtheeten kënnen schafen.

An ech mengen, Dir hutt effektiv all déi Congéen och ugeschwat. An ech géing och, esou wéi ech weiderkommen, eng Kéier d'Gespréich siche mat Ärem Nofolger, dem Här Hahn, fir ze kucken, wat een och scho kéint op deem Niveau eventuell en attendant maachen, éier mer dann d'Reconnaissance automatique hätten, fir do awer de Koppelen esou gutt wéi méiglech entgéintzekommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Madamm Cahen, hutt Dir nach eng Zousazfro?

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, eng kuerz. Villmools merci fir Är Äntwert. Natierlech ass et spannend, dass et no Nationalitéit geet, well jo vill Leit verschidden Nationalitéiten och hunn, och an enger Koppel. An eng Persoun ka jo zwou oder dräi Nationalitéiten hunn. Dat kléngt alles relativ komplizéiert.

Mee wäert Dir da bereet, awer elo eng Kéier zäitno mat Ärer Kolleeigin aus dem Gesondheitsministère ze schwätzen, fir ze kucken, dass dat Bioethiksgesetz dann elo wierklech kënn, dass do wierklech e Commitment gemaach gëtt? Well dat schéngt hei awer och e bëssen den Dréi- an Aangelpunkt ze sinn. An dofir wär da meng Demande un Tech, ob Der wann ech gelift dat dann och nach eng Kéier kéint weidersoen un Är Kolleeigin, fir dass dat dann och elo kënn.

Merci.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Ech hu ganz vill Echangé mat hir. Ech war gëschter mat hir am CHL fir dee selwechten Evenement. Si huet och Leit rekrutéiert, déi sech wierklech auskenne mat der Matière. A mir waarde wierklech just nach op deen Avis vun der Eethikskommissioun. A si ass och determinéiert, dann esou schnell wéi méiglech hei virunzekommen. Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wier dann dës Punkt ofgeschloss.

5. 8156 – Projet de loi relative aux denrées alimentaires et aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires

Mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8156 iwwer e kompletten a moderniséierte gesetzleche Kader fir d'Sécherheet vun de Liewensmëttel. D'Riedezäit ass hei de Basismodell: 10 Minutte fir d'Rapportrice, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos an d'Madamm Joëlle Welfring. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Gesetzesprojet 8156, iwwert dee mer haut ofstëmmen, schaaft en neie juristesche Kader fir d'offiziell Kontrollen am Beräich vun de Liewensmëttelen an anere Produiten, déi mat Liewensmëttel a Kontakt kommen. Dës Kontrolle ginn duerch d'Lëtzebuergescher Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung – am Volleksmond: der ALVA – duerchgefouert a baséieren op den europäesche Bestëmmungen, besonnesch op der Grondlag vum EU-Reglement 2017/625.

De Prinzip, deen dësem europäesche Kader zugronn läit, ass dee vun der Kontroll „de la fourche à la

fourchette“, also iwwert déi ganz Liewensmëttelketten ewech. Dës entsprécht och dem Grondgedanke vum EU-Reglement 178/2002, dat d'allgemeng Prinzip vum der Liewensmëttelgesetzgebung an der Europäescher Unioun festleet.

All Etapp – vun der Primärproduktioun iwwert d'Veearbechtung an d'Veerdeelung bis hin zum Endverbraucher – kann en Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet hunn. Eng kohärent an effikass Organisatioun vun de Kontrollen ass dofir essenziell, fir gesond a qualitativ héichwäerteg Liewensmëttelen ze garantéieren an d'Veutraue vun de Konsumentinnen a Konsumenten an d'Integritéit vun der Liewensmëttelketten ze stäerken.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Dës Projet gëllt fir all Produiten, déi um Territoire vum Grand-Duché hiergestallt, verschafft oder verdeelt ginn, inklusiv de Verkaf iwwer Internet. En ëmfaasst och all d'Produiten aus aneren EU-Memberstaaten, aus Drëttlänner souwéi Produiten, déi fir den Export an Drëttstaate bestëmmt sinn.

Explizitt ausgeschloss vun dësem Gesetz ass dogéint d'Hierstellung, d'Preparatioun, d'Lagerung an d'Notzung vu Liewensmëttel fir de Gebrauch an d'Consumatioun, déi mer alleguerten doheem maachen.

Duerch dës Projet gëtt d'ALVA als zoustänneg Verwaltung fir d'Duerchféierung vun den offizielle Kontrolle festgeluecht. D'Kompetenze vun hiren Agente ginn definéiert a prezisiéiert. D'Kontrolle beschränkt sech op Raimlechkeeten, Installatiounen, Ekipementer, Betribsitten an Transportmëttel vun den Exploitanten aus dem Liewensmëttelsektor souwéi op hir Onlineportaler.

De virleiede Projet féiert eng grëndlech Revisioun vum aktuelle juristesche Kader duerch, deen op dem geännerte Gesetz vum 28. Juli 2018, dat e Kontroll- a Sanktionssystem fir d'Liewensmëttel ariicht, baséiert. Zil ass et, d'Moyene vun de Kontrollagenten ze harmoniséieren a se un déi aner sektoriell Gesetzgebungen unzepassen, déi an de Kompetenzberäich vun der ALVA falen.

Weinst der Envergure vun de geplangten Ännerunge gouf dofir elo net e bëssen an deem alen Text gebastelt, mee et gouf en neien normative Kader geschaf an déi aktuell Gesetzgebung vun 2018 an dem Beräich vun de Liewensmëttelkontrolle wäert ofgeschaaft ginn. D'Reglementer vum ale Gesetz bleiven awer a Kraaft, souwäit se nach kompatibel si mat dësem Gesetz oder net expressis verbis ofgeschaaft ginn.

Dës Gesetzesprojet gesäit kloer Prozedure vir, ënnert deenen d'Agente vun der ALVA d'Liewensmëttelkontrollen duerchféieren, a wat si berechtigt sinn, op dem Site ze maachen am Kader vun hiren Missioun. Natierlech huet den Exploitant och eng Rei Rechter, wéi zum Beispill datt e sech an Avis vun engem zweeten Expert op seng eege Käschte ka froen am Kader vun den offiziellen Kontrollen, souwéi och divers Recoursméiglechkeete géint déi administrativ Mesüeren.

Wat d'Sanktiounen ubelaangt, sou huet den initiale Projet e System vu Kontraventiounen an Delikter virgesinn. D'Kontraventiounen goufen awer am legislative Prozess duerch administrativ Amendementen tëschent 250 an 10.000 Euro ersat. De Minister huet soumat d'Méiglechkeet, eng Amende administrative ze schwätzen, an hält fir seng Decisioun och déi relevant Émstänn a Betruecht, a gegebenefalls d'Gravitéit an d'Dauer vum Verstooss, de Grad vun der Responsabilitéit vum Exploitant an eventuell viregt Verstéiss, déi och scho vun deem selwechten Exploitant oder Produzent gemaach goufen.

Wat d'stroferechtlech Sanktiounen ugeet, do gesäit de Projet vir, datt Verstéiss géint d'Bestëmmunge vum Gesetz mat enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint an enger Geldstrof vun 251 bis 250.000 Euro bestrooft kënne ginn oder mat nëmmen enger vun dese Strofen. A méi schwéiere Fäll kënnen d'Strofen op eng Prisongsstrof vu sechs Méint bis dräi Joer an eng Geldstrof vu 50.000 bis 500.000 Euro eropgoen. Dës Sanction-pénalle gi virun allem da geschwat, wann e Risiko fir d'mënschlech Gesondheet besteet oder gesondheetsschiedlech Produiten oder net méi iessbar Produiten do sinn a wann do eng Gefor besteet. Am Fall vun enger Recidive bannent zwee Joer oder am Fall vun engem Bedruch kënnen déi Strofe verduebelt ginn. Dat Ganzt ass soumat am Respekt vum Prinzipp vun der Proportionalitéit, awer och vun der Individualiséierung vun de Strofen.

D'ALVA kritt des Weideren d'Méiglechkeet, urgent Moosnamen ze huelen, am Fall wou net konform Déieren oder Gidder an d'EU agefuert ginn an dës e Risiko duerstellt. Dës Noutmoosnamen hunn eng Gültigkeet vu maximal 48 Stonnen. Um Enn vum Délai gétt dann en zweete Contrôle duerchgefouert an d'Moosname kënnen eventuell nach verlängert ginn, falls d'Nonkonformitéit nach ëmmer net aus dem Wee geschaf gouf oder do, wou eng imminent an uerg Gefor fir d'mënschlech Gesondheet fortbesteet. Bannent fënnf Deeg muss dann den zoustännegen Minister d'Verlängerung vun der Frist accordéieren an e kann och dann nach eng zousätzlech Verlängerung erméiglechen.

Am Fall vun enger Nonkonformitéit zu deem Gesetz kann de Minister dem Exploitant och eng Frist vu maximal sechs Méint setzen, fir sech nees en règle mam Gesetz ze setzen. Wann dës Frist natierlech net agehale gétt, dann huet de Minister d'Recht, den Agreement fir eng gewëssen Zäit auszusetzen oder ze entzéie respektiv d'Entreprise ganz zouzemaachen. A géint esou eng Decisioun kann natierlech och den Exploitant e Recours virum Verwaltungsgeriicht maachen.

Dese Gesetzesprojet ass Deel vun enger méi breeder Reform vun de Kontrollmechanismen am Beräich vun de Liewensmëttelen an der Déieregesondheet. Ech mengen, mir hunn hannenno nach e Projet, deen an déi selwecht Richtung geet, um Ordre du jour. Parallel zu deem Gesetz ass och d'Basisgesetz vun der ALVA ugepasst ginn, fir eng besser Kohärenz tëscht de verschiddene sektoriellen Texter ze garantéieren.

Da wéilt ech nach e bëssen op déi eenzel Avisen agoen, déi alleguerent d'Wichtigkeet vun de Liewensmëttelkontrollen ënnerstrach hunn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Juni 2024 eelef formell Oppositionne formuléiert. Déi héich Kierperschaft huet besonnesch eng méi kloer Kompetenzopdeeling tëscht der ALVA an dem Minister souwéi Upassunge bei den Taxen, bei der Formation vun den Agenten a bei de stroferechtliche Sanktiounen gefuerdert. De Staatsrot huet awer och d'Publikatioun vun de Kontrollresultater a Fro gestallt, déi ursprüngelech virgesi war. Doropshi gouf um Gesetzestext mat Amendementer vun der Regierung nogebessert. De Mechanismus vun den Astreinté gouf suppriméiert an d'Kontraventiounen sinn duerch administrativ Amendementen ersat ginn. A sengem Zousazavis vum 20. Januar 2026 konnten déi meescht Oppositionen formelles opgehuewe ginn. Zwou bloufen der bestoen, déi d'Agrarkommissioun an hire parlamentareschen Amendementer zum Text berücksiichtgeet huet.

De Collège vétérinaire huet a sengem Avis vum 25. März 2023 zum initialen Text virun allem Kritik an

der neier Prozedur bei den Noutmoosname geäussert, déi hie fir ze schwéierfällg hält, souwéi op Inkohärenzen tëscht eenzelne Bestëmmunge bei der Dauer an de Kompetenzen vun de Mesuren higewisen.

D'Chambre des Métiers ënnerstëtzt och de Projet am Prinzipp, huet awer fir eng méi grondleeënd legislativ Konsolidéierung am Secteur agroalimentaire plädéiert. Si huet Virbehalter géintiwirder der Publikatioun vun de Kontrollresultater bei den Noutmoosname souwéi bei den Taxen fir d'Kontrollen.

D'Chambre de Commerce huet de Projet och begréisst, awer eng besser Harmoniséierung mam besteende Rechtskader gefuerdert. Si huet sech fir en adequate System bei der Publikatioun, kloer Reegele fir d'Taxen a fir eng praktesch ëmsetzbar Noutprozedur ausgeschwat. An hirem Zousazavis huet se d'Regierungsamendementer awer ausdrécklech begréisst.

D'Landwirtschaftskummer huet sech virun allem géint d'Publikatioun vun de Kontrollresultater ausgeschwat. Si huet virun allem bedauert, datt et net een eenzeg Text gétt, deen all d'Kontrollen am Liewensmëttelberäich rassembleiert. Des Weideren huet se Präzisiounen bei den Taxen souwéi de Friste gefuerdert a sech am Zousazavis géint d'Sträiche vum Begrëff „infraction grave“ am Kontext vum Zougang zu de Raimlechkeeten ausgeschwat. Also, eigentlech ass just de „grave“ erauskomm.

Den 9. Oktober 2025 huet d'Landwirtschaftsminister Martine Hansen 26 Amendementer an der zoustänneger Kommissioun presentéiert, an deenen d'Observatiounen souwuel vum Staatsrot wéi och vun de Berufschambere berücksichtegt goufen. Si betreffen ënner anerem d'Präzisiounen bei der zoustänneger Autoritéit, d'Fusioun vun de Bestëmmungen iwwert d'Taxen an d'Iwwerschaffung vum Infractionskatalog.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport, deen de 26. Februar dës Joer vun der Agrarkommissioun ugeholl gouf.

Ech soen Iech Merci hefir an ech doen elo mäin Hutt als Rapportrice of a schwätzen nach e puer Wuert als Spriecherin vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass e wichtege Baustee fir eng modern, effikass a rechtsstaatlech ofgesécher Liewensmëttelkontroll zu Lëtzebuerg. Mat deem Text schafe mir en neie juristesche Kader fir d'offiziell Kontrollen am Beräich vun de Liewensmëttel an de Produiten, déi mat Liewensmëttel a Kontakt kommen. Ech hat et virun a mengem Rapport gesot: Dës Kontrolle gi vun der ALVA duerchgefouert a baséieren um EU-Reglement 2017/625.

De Grondprinzipp hannendrun ass kloer: D'Kontroll ëmfaasst all Schratt vun der Liewensmëttelkette vum Aker bis op den Teller oder vum Greef bis op d'Forschett – fir déi, déi nach wëssen, wat e Greef ass.

(Interruption)

Dat heescht, d'Liewensmëttelsécherheet gétt iwwert déi ganz Kette garantéiert, vun der Primärproduktioun bis bei de Konsument. Maache mer dat net, bréngen och déi beschte Kontrollen näischt. Well all eenzel Etapp kann en negativen Impakt op d'Sécherheet an och op d'Qualitéit vun eise Liewensmëttelen hunn. An nëmme wa mir eng lückelos Kontrollkette vun A bis Z hunn, da kann de Verbraucher och Vertrauen an eis Liewensmëttel hunn. Dat neit Gesetz ass also och am Sënn vun eiser Landwirtschaft, eise Baueren, Wënzer, Uebstbaueren a Gäertner. Well de Konsument keeft eis Produiten, sief et Flesch, sief et

Mëllech, Uebst oder Geméis, nëmmen dann, wann en och ka sécher sinn, datt alles an der Rei ass.

Ech kann dofir duerchaus verstoen, datt déi concernéiert Produzenten duerch déi vill Kontrolle genervt sinn. Mee et muss ee sech awer och bewusst sinn, datt et ouni Kontrollen net geet. Well e Konsument, dee kee Vertrauen huet, dee keeft och näischt. Wéi heescht et esou schéin? „Vertrauen ist gutt, Kontrolle ist besser.“

(Interruption)

An dat géllt virun allem dann, wann et dorëms geet, wat mir iessen.

Grad an de leschte Wochen hu mer gesinn, wéi wichtege Kontrolle sinn. Bal all Dag huet misse Baby-Pudermëllech zrëckgeruff ginn, well de Risiko bestan huet, datt Cereulid an der Mëllech kéint sinn, vun deem d'Puppelcher kënne krank ginn. A grad wann et ëm Bëbeeën an aner vulnerabel Mënsche geet, dann, mengen ech, ass d'Sensibilitéit nach eng Kéier méi grouss.

Esou Fäll weisen, wéi wichtege et ass, datt d'Autoritéit séier, kloer a rechtlech ofgesécher kënne reagéieren. D'Beispill vun der Bëbeenanung weist awer nach eppes: D'Kontrolle gräifen iwwert d'Grenze vun den eenzelne Länner ewech, an dat, well de Kontrollsystem europäesch gereegelt ass an et en harmoniséierten europäesche Kader gétt.

Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'CSV ass kloer: Liewensmëttelsécherheet ass keng Optioun, mee eng Prioritéit. Mir all mussen drop vertraue kënnen, datt d'Produiten, déi mir um Maart, am Geschäft oder online kafen, sécher sinn a mir dës ouni Bedenke genéisse kënnen. Gläichzäiteg mussen eis Betriber op e kloer, proportionéiert Reegeliwerk ziele kënnen, wou se wëssen, op wat se sech alossen.

Dat neit Gesetz definéiert dofir ganz genee, wien zoustänneg ass fir d'Kontrollen, nämlech d'ALVA. D'Kontrolle bezéie sech op d'Raimlechkeeten, d'Installatiounen an d'Transportmëttel souwéi den Onlineverkauf. An dat ass an eiser digitaler Zäit onëmgänglech. Et gétt kloer Uweisungen, wat d'Kontrollere vun der ALVA dierfe maachen a wat net.

Op där anerer Säit sinn awer och d'Strofe fir déi, déi sech net un d'Gesetz an déi divers europäesch Reglementer halen, ganz kloer definéiert. Een, dee fudgelt, dee weess also ganz genau, wat en erwaart. A gläichzäiteg bleift de Rechtsstaat garantéiert: Géint administrativ Decisiounen ass e Recours virum Verwaltungsgeriicht méiglech. De Sanktiounssystem gétt moderniséiert, mat enger kloer Differenzéierung tëscht den administrativen Amendementen an de stroferechtliche Sanktiounen.

Als CSV ass et eis awer besonnesch wichtege, datt dat hei Gesetz just ee Puzzlestéck vun enger méi breeder Reform vun de Kontrollmechanismen am Beräich vun de Liewensmëttel- an Déieregesondheet duerstellt. E puer Gesetzer hu mer schonn an de leschte Wochen hei gestëmmt. Op e weidert Puzzlestéck, nämlech d'Kontrolle vum Déierefudder, wäert mäi Kolleg, de Jeff Boonen, an e puer Minuten agoen. Aneer Gesetzesprojeten, wéi den Text zu de Kontrolle bei de Planzeschutzmëttelen, déi sinn op der dernière ligne droite. De Gesetzesprojet iwwert d'Kontrollen am Zesammenhang mat iwwerdrebaeren Déierekrankheeten, deen hu mer schonn am Februar hei eestëmmege am Haus ugeholl. An esou kréie mer Schratt fir Schratt e komplett neie juristesche Kader fir déi verschidde Kontrollberäicher. A wa mer fäerdig sinn, da si mer gutt opgestallt. E kohärent Zesummepill vun dësen Texter dréit derzou bäi, eng harmoniséiert a verständlech Gesetzgebung ze garantéieren.

Am Resümme: Mir stäerken d'Liewensmittelsécherheet, mir moderniséieren d'Kontrollinstrumenter a mir schafen eng kloer a proportionéiert gesetzlech Basis. Dat ass am Interess vum eis all. Zäitgläich ass et och am Interess vum eise Betriber. Well nëmmen esou schafe mir Vertrauen an eis Liewensmittelen.

Domat ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Weydert, souwuel fir Äre Rapport wéi fir Äre Interventioun. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering agedroen. Här Emering, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech soen der Madamm Weydert villmools Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Jo, mat dësem Gesetz verankere mer en eenheetlechen EU-Kader fir eis Liewensmittelketten, dat bedeit vum Bauer bis bei de Konsument. Mir hu scho virun e puer Wochen hei eppes Änlech diskutéiert, an zwar wéi et iwwert d'Déierekränke gaangen ass. An och dat hei géllt fir all déi Prozesser a Materialien, déi bei der Veraarbechtung vun de Wuere mat onsem Essen a Kontakt kommen.

Am Zentrum vun dësen Texter steet d'ALVA, déi Administratioun, déi d'Aufgab huet, derfir ze suergen, datt d'Standard bei den Exploitanten agehale ginn. D'ALVA huet déi néideg Kompetenzen an och Ressourcen, fir dës zousätzlech Aufgab ze erfëllen.

Déi verschidde Gesetzter gi mat dësem Projet och méi kloer a méi transparent, dat, well mer déi verschidde sektoriell Gesetzter elo méi openeen ofstëmmen an harmoniséieren.

Wat eis ganz wichteg ass: Ech mengen, d'Madamm Weydert huet elo och vill iwwert d'Kontrollen geschwat. D'Madamm Weydert huet gesot: „Kontroll ass gutt, Vertrauen ass besser.“ Ech soen: Vertrauen ...

(Interruption)

Den Här Engel seet ...

(Interruptions)

Ech sinn amgaangen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Ech hat et ëmgedréint gesot, Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Kontroll ... Jo. Vertrauen ass gutt, Kontroll ass besser.

(Interruption)

Kontroll ass gutt, Vertrauen ass besser. Esou muss et sinn. Dofir si mer och frou – dat hu mer jo och an der Kommissioun diskutéiert am Kader vun de Kontrollen –, dass déi am Virus och solle mam Exploitant ofgeschwat gi respektiv sech Rendez-vous geholl gëtt, dass net einfach d'Kontrollen ongemellt sinn, well mer dann och eng Qualitätskontroll hikeréien, wann d'Agenten während der Kontroll och vun den Exploitanten kënnen begleet ginn.

En anere Punkt, deen am Virfeld vun den Diskussiounen fir vill Opreegung gesuert huet, sinn d'Sanktiounen, iwwert déi och elo hei geschwat ginn ass. An do begrësse mer absolutt, dass den Exploitant och am Virus weess, wat geschitt, wann e Feeler mécht. An ech mengen, dat ass eng Form vun Transparenz, an dat ass eis ganz wichteg, an och vu Gläichbehandlung. Jidderee gëtt bei deem nämmelechte Feeler d'nämmelecht sanktionéiert.

Wéi gesot, dat hei ass e Projet, dee mir nëmme kënnen ënnerstëtzen. Dat géllt och fir deen nächste Projet, deen elo wäert kommen, wou et méi genau ëm

d'Fudder geet. Et geet an déi nämmelecht Richtung. Dat hei si wichteg Schrëtt, an dat wäerte mir ënnerstëtzen. Dofir géif ech meng Fraktioun bieden, den Accord zu dësem Gesetzesprojet ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Emering. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Claire Delcourt agedroen.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, d'Madamm Weydert huet hei elo schon enorm vill zu dësem Projet gesot. Do kann een elo natierlech net nach ganz grouss aushuelen, well dat meescht an dat Wichtigst ass gesot. A mir wäerten dëse Projet de loi natierlech matstëmmen, deen natierlech och vun der viregter Regierung kennt.

Mir gesinn et mëttlerweil och e bëssen als selbstverständlech un, dass déi Liewensmittelkontrolle gemaach ginn, mee dat war awer net ëmmer esou. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass mer déi Kontrollen an déi Reegelen hei opsetzen. Mir hunn awer och nach rezent gesinn – an dat gouf jo och elo schon ugeschwat –, dass awer nach ëmmer kënnen Problemer bestoen duerch Kontaminatioun, wéi mer et eeben elo haten, ab Januar, Dezember schon. Dat heescht, et ass absolutt net verkéiert, déi Gesetzter ëmmer erëm reegelméisseg unzepassen.

A bon, dat hei geet natierlech och an dës Richtung. An hei ass d'Zil och ganz kloer, dass d'Gesondheet vun de Konsumentinnen an de Konsumenten am Mëttelpunkt steet an déi och ze schützen. An do-wéinst ass et fir eis nëmmen normal, dass mer dëse Projet de loi matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Delcourt. An als nächst Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos agedroen. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, d'Liewensmittelsécherheet ass immens wichteg. Ech mengen, Kontrolle ginn ëmmer gemaach. Et kann awer ëmmer och eppes geschéien. Ech erënnere drun: 2010 oder 2011 waren EHEC an de Kornischongen. Viru véier Joer hate mer bei engem ganz renomméierte Schockelaproduzent Salmonellen. Elo dat mat der Puddermelech. Ech mengen, Kontrolle kënnen hëllefen, kënnen de Risiko miniméieren, mee de Risiko ass ni null. Däers si mer eis alleguer bewosst.

A Kontrolle schafen och iergendwa Vertrauen. Dat muss mer hunn. De Konsument brauch Vertrauen. Dat ass wichteg. Hei muss mer awer och oppassen, dass mer eng gewësse Proportionalitéit hunn. Et dierf elo net zu onverhältnisméisseg Kontrollen an och Virschreite kommen, zemoos fir déi kleng Betriber. Ech denken do un eis eege Vermaarter, déi mer jo férdere wëllen a sou weider a sou fort. Also dat muss op jidde Fall gekuckt ginn, dass et do net zu enger Disproportionalitéit kënn an do Grousser mat deene méi kleng Betriber an een Dëppe geheit ginn.

Am grouss Ganzen natierlech begrësse mir dëse Projet a stëmmen deen dowéinst och mat.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. An da wier et un der honorabeler Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, och menger Fraktioun géing ech

recommandéieren, dësen Text matzestëmmen. Et geet drëm, de besteende gesetzleche Kader ze stäerken, och d'Ëmsetzung vun engem wichtige EU-Text hei zu Lëtzebuerg nach besser ze verankeren.

Ech mengen, d'Virriedner si schon drop agaang, dass mer jo an der rezenter Vergaangenheet mat der Puddermelech drop higewise goufen, jo, wéi kriddeleg dat ka sinn, wann ee Produiten importéiert an Europa an déi dann hei verdeelt ginn. Natierlech hunn eis Servicer hei zu Lëtzebuerg och gutt fonctionéiert, zum Gléck.

Mee meng Fro, déi ... Ech mengen, ech hat virun dräi Wochen Iech d'Fro gestallt, wat Äre Bestriewung sinn, fir an Europa eventuell déi Importer nach besser ze kontrolléieren. Deemoos hat Der mer net drop geäntwert. Ech hu gesinn, mëttlerweil ass en EU-Reglement erlooss ginn, dat dat fir déi eng Zort Ueleg, déi hei e Problem duergestallt huet, eeben nach verstärkt. Meng Fro geet awer méi wäit. Gëtt et net nach Bestriewungen, um EU-Niveau ze kucken, grad fir Importer vu Produiten, déi bewosst eeben agesat gi fir de Konsum bei vulnerabele Populatiounen, wéi kleng Kanner, Bëbeeën, wierklech och d'Kontrolle bei den Importer ze verstärken? Well ech mengen, et ass do, wou de Problem hierkomm ass, well wa se bis heibanne sinn, ma da leeft een dem Problem no. An dat ass, mengen ech, eppes, wat eis alleguer Suerge mécht. An ech denken, et wär interessant, wann ech dës Kéier eng Äntwert géing kréien.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Welfring. Ech kucken an d'Ronn. Et ass jiddefalls kee méi hei agedroen. Et réiert och kee sech méi hei zu menger Rietser.

Da kéinte mer direkt zur Regierung kommen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Landwirtschaftsministeresch Martine Hansen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. Ech wëll der ganzer Chamber e grouse Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. Wéi gesot, et ass alles gesot. D'Liewensmittelsécherheet ass extreem wichteg. An dofir gi mer eis hei de Kader. Mir setzen eng Partie EU-Reglementer ëm. Dofir nach eng Kéier e ganz, ganz grouse Merci, wéi gesot.

Spezifesch Bestriewungen, fir spezifesch Produkter zousätzlech Kontrollen ze maachen, gëtt et elo an deem Sënn net. Et gëtt Bestriewungen, méi Kontrollen op de Grenzen ze maachen an do och Audite vun der Kommissioun ze maachen, fir ze kucken, datt an deene Länner, wou grouss Importer erakommen, déi Kontrollen och gemaach ginn. Mee elo op spezifesch Produkter hi gëtt et dat net.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Ministeresch.

Da kënnen mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8156 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8156¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8156 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen elo zum Vote par procuration – a mir waarden nach e bëssen, bis verschidde Kollegeen hiert Zil erreecht hunn.

(Hilarité)

Mir waarden nach e bëssen. Ech versichen, jiddwerengem eng Chance ze ginn. Voilà, da kéime mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Lies), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou entscheet.

6. 8194 – Projet de loi relative aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière d'aliments pour animaux

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8194, deen dem Déierefudder e moderniséierte gesetzleche Kader gëtt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: fir de Rapporteur 10 Minutten, fir d'CSV, d'DP, d'LSAP, d'ADR, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk jeeeweils 5 Minutten a fir d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Jeff Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. Jeff Boonen (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Da komme mer elo vun de Liewensmittel bei d'Déierefudder. Ech hunn d'Éier, Iech am Numm vun der CSV-Fraktioun de Rapport vum Projet de loi 8194 virzedroen. De Projet huet als Objet d'Afféierung vun engem kohärenten a moderne System vun offizielle Kontrollen am Beräich vum Déierefudder, dat am Aklang mam europäesche Rechtskader.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat neit Gesetz ersetzt d'Gesetz vum 19. Mee 1983 iwwert d'Reglementation vun der Produktioun an dem

Handel mat Déierefudder a schaaft domat en neit, den aktuellen Ufuerderungen ugepasst normatiivt Fundament.

D'Zil vum Text ass et, d'Sécherheet, d'Integritéit an d'Qualitéit vum Déierefudder iwwert déi ganz Produktiouns- a Verdeelungsketten ewech ze garantéieren. Dëst betrëfft all Etapp, vun der Produktioun iwwert d'Fabrikatioun, d'Veerarbechtung an d'Distributioun bis hin zur Notzung. Explizitt mat abegraff sinn och Transaktiounen, déi iwwer Onlineakeef ofgewéckelt ginn, wann dës vu Persounen oder Entreprisé mat Sëtz am Grand-Duché gemaach ginn.

De Champ d'application vum Projet ass breet gefaasst. Hie betrëfft net nëmmen dat kllassescht Déierefudder, mee och Additiven, Premelangen, Fudder mat Medikamenter, Intermediaireproduiten an och spezifesche Praktiken, wéi zum Beispill d'Vermësche vu Waasser mat engem veterinärmedezinesche Medikament. Doduerch gëtt eng ëmfaassend Reglementation vun all relevanten Aktivitéiten am Secteur garantéiert.

D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire, d'ALVA, ass fir d'Duerchféierung vun de Kontrollen zoustänneg. D'Agenten, déi mat de Kontrolle beoptraagt sinn, hunn de Statutt vun engem Officier de police judiciaire. Si mussen eng spezialiséiert Formatioun absolvéieren, déi sech op d'Feststellung vun Infraktiounen an op d'penalrechtlech Bestëmmunge bezitt.

Fir méiglech Verstéiss opzedeecken an déi néideg Beweiser ze sécheren, kënnen dës Agenten ënner anere Inspektiounen duerchféieren an Analysen oder Tester vun de concernéierte Produite virhuelen.

De Projet definéiert gläichzäiteg kloer de Kader vun dësen Interventiounen: D'Kontrolle beschränke sech op d'Raimlechkeeten, d'Installatiounen, d'Equipementer, d'Sitten an d'Transportmëttel vun den Operateuren souwéi och hir Onlineshops.

Am Fall vun enger festgestallter Nonconformitéit gesäit de Projet souwuel administrativ Mesürene wéi och penal Sanktioune vir. Bei de penale Sanktioune gëtt tëschent Kontraventiounen an Delikter ënnerscheet. Kontraventioune kënnen mat enger Geldstrof vun 150 bis 2.000 Euro bestrooft ginn. Delikter kënnen mat Prisonsstrofen a Geldstrofe vun 2.001 bis 250.000 Euro sanktionéiert ginn.

Nieft dës penale Sanktioune gëtt och d'Méiglechkeet vun engem Avertissement taxé agefouert. Dëst erméiglecht et, manner schwéier Verstéiss op eng proportionéiert an effizient Aart a Weis ze sanktionéieren, ouni direkt op eng schwéier penal Prozedur zrëckzegräifen.

Eng weider wichteg Komponent vum Projet ass de Mechanismus vun den Noutmoosnamen. Wann eng Situatioun et verlaangt, kënnen direkt Mesürene geholl ginn. Dës mussen allerdéngs bannent 48 Stonnen duerch eng ministeriell Decisioun confirméiert ginn, nodeems de concernéierten Operateur gehéiert oder convoquéiert gouf.

Zousätzlech gesäit de Projet e Regimm vun Astreinté vir. Dës zivillrechtlech Mesür déngt dozou, den Operateur dozou ze bréngen, déi festgestallten Nonconformitéiten ze behiessen. Et handelt sech dobäi net ëm eng penal Strof, mee ëm e Mëttel dofir, d'Respektéiere vun de gesetzleche Verflüchtungen fir d'Zukunft ze garantéieren.

De Projet féiert och e System fir den Enregistrement an den Agreement vun Operateuren an, souwéi d'Féierung vun engem öffentleche Register. Dëst stäerkt d'Transparenz an d'Traçabilitéit am Secteur vun der Fuddermëttelproduktioun.

Här President, de Projet gouf de 5. Abrëll 2023 vum viregte Minister Claude Haagen an der Chamber deposéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV), rapporteur | De 24. November 2023 ass de Projet un eis Kommissioun verwise ginn, fir en am Detail ze analyséieren.

Den 9. Oktober 2025 huet d'Landwirtschaftsministeresch Martine Hansen der Agrarkommissioun de Projet souwéi 20 Amendementer presentéiert. Dës hunn dem Avis vum Staatsrot an de Beruffskommere Rechnung gedroen. Si klären d'Veerdeelung vun de Kompetenzen zwëschen dem Minister an der ALVA, sou wéi dat och bei de viregte Projete war, a vereinfachen de Regimm vun den Taxen duerch d'Fusioun vun de jeeweiligen Dispositiounen. Ausserdeem gëtt d'Ënnerscheedung tëschent obligatoreschen a fakultativen Taxen, déi am éischten Text virgesi war, opgehuewen. Och de Katalog vun den Infraktiounen gëtt ugepasst, fir dem Prinzip vum der Spezifisitéit vun den Inkriminatiounen gerecht ze ginn. Zousätzlech gëtt en neien Artikel iwwert d'administrativ Sanktioune agefouert, am Aklang mat den anere sektoriellen Texter am Beräich vun den offizielle Kontrollen. D'legistesche Observatiounen vum Staatsrot goufen integréiert, fir d'Kohärenz, d'Kloerheet an d'Rechtssécherheet vum Text ze verbesseren.

Ech géing dann nach kuerz duerch d'Avisen goen. De Conseil d'État huet haaptsächlech op d'Kloerstellung vun de Kompetenzen zwëschen dem Minister an der ALVA higewisen, sou wéi dat och scho bei dem Projet de loi 8300 de Fall war. Déi héich Kierperschaft huet ënner anere och Detailler bei der Formatioun vun den Agenten a bei de Sanktiounen vun den Infraktiounen gefuerdert.

A sengem zweeten Avis hieft de Staatsrot d'Opposition-formellen op, bis op eng am Zesammenhang mat den Taxe respektiv de Sanktiounen, wann een net bezitt. Déi héich Kierperschaft fuerdert des Weideren Iwwergangsbestëmmungen, well d'Gesetz vum 19. Mee 1983 iwwert d'Kontroll vum Déierefudder ofgeschaaft gëtt, ouni datt et ersat gëtt. An hie proposéiert eng Korrektur beim Intitulé: „Projet de loi relative aux contrôles officiels des aliments pour animaux“ (veuillez lire: „Projet de loi relative aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière d'aliments pour animaux“).

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce begrëissen de kloer juristesche Kader a fuerderen eng Harmoniséierung vun de Kontrollsystemer an eng gerecht Behandlung vun allen Acteuren, inklusiv enger gerechter Reegelung fir d'Publikatioun vun de Kontrollresultater.

D'Landwirtschaftskammer fuerdert ënner anere eng prezis Definitioun vun der „infraction grave“ a kloer Reegelen beim Zougang zu de Raimlechkeeten. Si kritiséiert och d'Ofschaffung vum Gesetz vum 1983 an déi nei Obligatiounen, déi och fir selwer produzéiert Fudder gëllen. Si fuerdert d'Zesummefaassung vun de Kontrolltexter an engem eenzege Gesetz. D'Chamber huet am komplementären Avis vun dem 19. Februar nach eng speziell Reserv gemaach, fir de Begrëff vun der „infraction grave“ ze erhalen an esou den Zougrëff op Lokaler op tatsächlech schwéier Fäll ze limitéieren.

Fir weider Detailler verweisen ech dann op mäi schriftleche Rapport an ech géif elo nach am Numm vu menger Fraktioun e puer Wuert soen.

Discussion générale

Wéi meng Kolleegin Stéphanie Weydert an och aner Virriedner scho gesot hunn: Och deen hei Projet de

loi steet net isoléiert do, mee ass en Deel vun enger breeder Reform vun de Kontrollmechanismen am Beräich vun de Liewensmëttel an der Déieregesundheetsberäich. Mir hunn elo just de Projet de loi 8156 betreffend d'Kontrolle vun de Liewensmëttel gestëmmt. Virun engem gudden Mount hate mer hei de Projet 8300 iwwert d'Kontrollen am Zesammenhang mat den iwwerdrobaren Déierekrankheeten ugeholl. E kohärent Zesummespill vun diesen Texter dréit dozou bäi, eng harmoniséiert a verständlech Gesetzgebung ze garantéieren.

Jo, dës Texter schéngen op den éischte Bléck technesch a komplizéiert. Op den zweete Bléck stellt sech awer eraus, dass dat neit Gesetz e ganz fundamentale Beräich betrëfft: d'Sécherheet an d'Qualitéit vun Déierefudder an domat och indirekt d'Liewensmëttelsécherheet an eis Gesondheet.

Mir sinn e Land, an deem d'Déiereproduktioun groussgeschriwwé gëtt. Et ass ee vun de wichtegste Pilieren. Vill vun eise Betriber produzéieren Mëllech oder Fleisch respektiv déi zwee. D'Liewensmëttelsécherheet muss groussgeschriwwé ginn. Wien héich Standarder bei Liewensmëttel verlaangt, dee muss och héich Standarder beim Déierefudder garantéieren. Déi zwee Beräicher gehéieren ontrennbar zesummen.

Vill vun de Betriber importéieren deelweis Fudder, Kraaffudder, och Mineralien. Et ass wichteg, dass genau gereegelt gëtt a kontrolléiert gëtt, wéi dës Komponente produzéiert, transportéiert, gelagert ginn. Nëmme e gutt Fudder kann e gutt Produkt ginn.

De Projet de loi stellt e wichtige Schratt fir d'Moderniséierung an d'Harmoniséierung vun Kontrollsystemer duer. Dat neit Gesetz garantéiert e kloert, transparent a proportionéiert Instrumentarium, dat souwuel dem Schutz vun der éffentlecher Gesondheet ewéi och der Rechtssécherheet vun den Acteuren am Secteur Rechnung dréit. An Numm vun der CSV-Fraktioun bidden ech Iech dowéinst, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Den nächste Riedner ass den Här Luc Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, villmools merci, Här Präsident. Ech wëll dem Här Jeff Boonen Merci soe fir säi gudden Rapport. A wéi ech et virdrun a menger Ried gesot hunn, géife mir natierlech och dëst voll a ganz ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här Präsident. Et wäert Iech och net wonneren, dass mir dës Projet de loi matstëmme. Et ass e weideren Aspekt vun der Liewens- a Fuddermëttelsécherheet, well mir wëssen, dass d'Liewensmëttelsécherheet net eréischt beim Iessen oder beim Teller ufänkt, mee scho virdrun, beim Fudder vun den Déieren notament. An dowéinst stëmme mer dës Projet de loi mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech maachen et ganz kuerz. Och ech géing menger Fraktioun proposéieren, dësse Projet de loi matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, mir ginn dësem Text och eisen Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, mir ginn och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wäeren dann déi ageschriwwen Riedner alleguer um Tour gewiescht.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, nach eng Kéier e grouse Merci. Ech soen och dem Claude Haagen e grouse Merci fir den Depot an Iech alleguer e Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà, dann hätte mer déi Diskussioun relativ séier ofgeschloss.

Éier mer iwwert de Projet de loi 8194 awer ofstëmme, wollt ech nach drop hiweisen, dass am Rapport, a méi genee am Intitulé, dee vun der Kommissioun proposéiert gouf, d'Wuert „des“ ze vill ass. De richtegen Intitulé vun dem Projet de loi ass de follgenden: „Projet de loi relative aux contrôles officiels et autres activités officielles en matière d'aliments pour animaux“. De Staatsrot gëtt iwwert dës Ännerung a Kenntnis gesat. Mir stëmme also iwwert den Text mat dëser Ännerung of.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8194. Den Text steet am Document parlementaire 8194¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8194 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vun dem Vott ass: 60 Jo-Stëmme, infolgedesse keng Nee-Stëmme a keng Abstentioun. Dësse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

7. Motion de Mme Djuna Bernard relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale

(Motion déposée en séance publique n° 128 du 3 mars 2026 – à consulter au compte rendu n° 52/2023-2028 en page 39)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Djuna Bernard iwwert den Accueil vun den DP'ien. Ech gesinn, d'Auteure wëllt direkt dozou Stellung huelen. Si huet 5 Minuten, all d'Fraktiounen hu 5 Minuten, d'Sensibilitäten hunn der 2 an d'Regierung huet der 5. Madamm Bernard, et ass un Iech.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo nach net dem Vott ze vill virgräifen, mee mir haten dës Diskussioun jo schon an deene vergaangene Wochen op där enger oder anerer Plaz, och an der Kommissioun. An ech war ëmmer erëm e bësselchen erstaunt iwwert d'Positionen vun der Majoritéit. Well wann een Ären eegene Regierungsprogramm liest, kann ee sech schon d'Fro stellen, ob Der eigentlech selwer nach dozou stitt.

Well och wann een e bëssen zrëckkuckt an der Zäit, huet schon de 17. Abrëll 2015 de Marc Spautz gesot, wann d'Gemengen net fräiwëleg Flüchtlingen opuhelen géifen, da misst en iwwert e Quotesystem fir eng méi gerecht Opdeelung nodenken. An den 13. Juni 2023 huet de Claude Wiseler eng Motioun deposéiert, an där e legale Kader fir d'Qualitéit, d'Salubritéit an d'Sécherheet an de Strukturen gefuerdert gouf, mat souguer enger maximaler Zuel vun 150 Better pro Struktur – eng Fuerderung, déi, mengen ech, haut fir déi mannste vun eis nach iergendwéi realistesch erschénkt. A spéitstens am Regierungsprogramm 2023 dréckt sech d'CSV/DP-Regierung fir e solidaresche Verdeelungsmechanismus an e pluriannuelle Bauplang fir nei Strukturen an och fir Renovatiounen vu besteende Strukturen aus.

Här Minister, ech weess, dass Dir net zaubere kënnt. An ech weess och, dass Dir virun enger extreem komplexer Aufgab stitt, enger Aufgab, déi och Är Virgänger net geléist kruten. Mee eppes huet sech tëscht 2015 an haut geännert. 2015 ware mer an enger ganz akuter Urgence. Bannent kuerzer Zäit si vill Leit ukomm an et hu missen improviséiert Léisunge fonnt ginn. An 2022 mam Krich an der Ukrain ware mer nees an enger änlecher Situatioun. Mee mir hunn déi Joren tëscht dësse Krisen net genotzt, fir eis Strukturen nohalteg anescht ze organiséieren. Mir sinn an enger Logik vu Reaktioun an Noutléisunge bliwwen, amplaz eng laangfristeg a solidaresch Strategie opzebauen.

A jo, haut gesi mer alleguerten heibannen d'Konsequenzen. D'Mënsche lieue méintelaang an enger Zeltstad, an Zëmmeren ouni Fëenster oder zu 30 an engem Raum. A jo, ënner esou Konditiounen ass et schwéier, Sproochen ze léieren, sech ze integréieren an och Traumata ze verschaffen.

Dat, wat mir an dëser Motioun fuerderen, ass eigentlech net méi an net manner wéi en dignen Accueil, deen engem räiche Land wéi Lëtzebuerg gerecht gëtt, an et eebe grad besser ze maache wéi tëscht 2015 an 2022, fir eis eebe grad elo besser proaktiv opzestellen. Mir hunn eng moralesch Verflichtung vis-à-vis vun deene Mënschen, déi hei Schutz sichen. Mee mir hunn och en Interessi doranner, dass dës Leit vun Ufank u besser hei integréiert ginn.

Haut sinn eis Strukturen zu 100 % ausgelaascht. Dat heescht, dass d'Strukturen net kënne renovéiert

ginn an dass d'onwierdeg Konditiounen net kënnen ofgeschafft ginn, well eebe grad keng Alternativen do sinn. Dofir mussen mer Quantitéit a Qualitéit vun eisen Hebergementsstrukturen eeben och zesummen denken, an dat mat kloere Standarden an enger reegelméissegger Kontroll. Net méi an net manner fuerdere mer an eiser Motioun, an ech hoffen, dass mer zesumme kënnen op e Wee goen, fir zumindest dorivwer ze diskutéieren, wéi eng Punkten dovunner ee kuerz-, mëttelfristeg a laangfristeg kann ëmsetzen, eebe grad well se och an Ärem Regierungsaccord drastinn a well mer et als Lëtzebuerg, mengen ech, nëmmen esou kënnen verantworten, fir och wierklech deene Leit deen Accueil ze bidden, dee se verdéngt hunn, a fir se esou ze integréieren, wéi mir et och zu Lëtzebuerg brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Da froen ech: Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Baum, den Här Goergen, nach den aneren Här Baum, d'Madamm Delcourt an d'Madamm Morgenthaler. A mir huele se dann der Rei no, andeem mer ufänke mam Här Baum, mat der DP.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Merci och fir déi Motioun hei a fir d'Präsentatioun vun der Motioun, wou Der op eng ganz Rei Punkten agaange sidd; an op eng ganz Rei Punkten, mengen ech, déi eis alleguerten heibanne bewosst sinn a wou mer alleguerten och gewëllt sinn, dorunner ze schaffen, awer wou mer, mengen ech, wa mer eis an de Spigel kucken, wëssen, dass mer déi Saachen do net vun haut op muer kënnen reegelen, mee effektiv eis als Zil setzen, déi Saachen unzepakten.

An Ärem éischte Punkt fuerdert Der en dignen Accueil fir déi Leit, déi bei eis kommen. Déi Leit komme jo bei eis, well se mussen bei eis kommen, well zu engem ganz, ganz groussen Deel Krich bei hinnen ass. An déi Leit sichen hei Schutz an och e bessert Liewen. Dir hutt et awer selwer gesot: Mir hunn am Moment eng ganz, ganz grouss Auslaaschtung vun de Capacitéiten, déi mer hunn. An dofir ass dat an Ärem éischte Punkt, wou Der sot „des capacités d'accueil suffisantes et adaptées“, mengen ech, am Moment schwierig ze bewerkstelligen, well mer elo erëm e Krich hunn, deen zwar e bësse méi wäit vun eis ewech ass, mee wou mer nach net wëssen, wat d'Repercussioune wäerte sinn, a wou mer eis vläicht awer och mussen drop astellen, dass mer och aus deem Land, wou elo leider eppes ganz, ganz Onglécklechtes amgaangen ass fir déi Leit, déi do wunnen – an zum groussen Deel kënnen déi Leit näischt dofir, fir dee Regimm, deen do herrscht –, nach eng kéier eng Well vu Leit bei eis kréien. An Dir wësst et: Mir hunn absolutt keng Reserven. An Dir hutt et selwer gesot: Mir si mat der Capacitéite vir bäi an hanne widder.

An Ärem zweete Punkt hätt Der gären e „mécanisme de solidarité“, dat heescht am Fond, mengen ech, wann ech et richtig interpretéieren, näischt aneres wéi Quoten. Dat wär e Paradigmewiessel zu där Politick, déi mer bis elo gemaach hunn. Natierlech solle mer d'Gemengen alleguerte mat an d'Verantwortung huelen, méi mat an d'Verantwortung huelen. An den Här Minister huet an där Zäit, wou e Minister ass, net manner wéi 50 Gemengen demarchéiert, mat hinne geschwat. Natierlech ass dat net ëmmer vun Erfolleg gekréint, ganz kloer. Mee wa mer schon en Erfolleg hunn, dass mer kleng Strukturen, Haiser vläicht, kënnen benotzen, dann ass dat schon en Erfolleg.

An ech stelle mer awer wierklech d'Fro, ob ee soll bei de Gemengen duerch e Quotesystem e Forcing maachen. Well wann een e Forcing mécht, da muss een natierlech och soen, wat mer da maachen, wann eng Gemeng net kann oder net wëll matmaachen. An ech stelle mer dann d'Fro, ob een da seet: „Ma, lauschter, mir requisitionéieren Är Raim elo respektiv Dir kritt manner Zouwendung vum Staat!“

Ech mengen net, dass dat gutt wär, well den A an den O vun der Flüchtlingspolitick, vun enger reusséierter Flüchtlingspolitick, mengen ech, ass awer d'Akzeptanz dobausse bei der Populatioun. An dat hu mer bis elo, mengen ech, ganz, ganz gutt hikritt. A mir brauchen och weiderhin de Support vun de Leit, de Support vun de Gemengen, awer och vun de Leit, déi an de Gemenge wunnen. An dofir mengen ech, dass e contraignante Mécanisme de solidarité vläicht am Moment net dee richtege Wee ass. De Wee ass, mengen ech, deen, weider d'Gemengen ze encouragéieren an ze demarchéieren, esou wéi den Här Minister et bis elo gemaach huet.

Da gitt Der op d'Kontrollmechanismen an. Do ass et esou, dass mer awer déi Kontrollmechanismen hunn, dass mer d'Personal hunn, dat reegelméisseg an de Strukturen ass, dat reegelméisseg d'Krittären an de Strukturen kontrolléiert. Dat heescht, dat ass eppes, wat en ongoing Process ass.

Da fuerdert Der e pluriannuelle Plang. Fir dat, wat Renovatiounen ugeet, mécht dat absolutt Sënn, well mer wëssen, dass mer Strukturen hunn, déi mer och kënnen renovéieren. Ech denken do an déi zu Weilerbaach, déi renovéiert ginn ass. Mir wëssen natierlech och, wa mer wëlle spontan reagéieren a wann d'Gemengen eis hëllef mat Terrainen, déi se eis zur Verfügung stellen, mat Gebailechkeeten, déi se eis zur Verfügung stellen, dass dat dann natierlech spontan Aktiounen sinn, op déi mer direkt wëllen zrëckgräifen an dass mer dat dann net onbedéngt kënnen an e Pluriannuel huelen.

E Pluriannuel fir d'Renovatioun vun de besteeënde Strukturen – ganz gären, kënnen mer maachen. Mir mussen eis awer och bewosst sinn, dass, wa mer Renovatioun soen, dat dann awer och heescht, dass mer eng aner Plaz mussen hu fir déi Leit, déi an deene Wunneng sinn. An do si mer am Moment jo awer an där Situatioun, dass mer keng Reserven hunn, wou mer kéinte soen, mir huelen d'Leit op där enger Plaz eraus, fir se op déi aner Säit ze setzen. Dat hu mer am Moment net, an dofir ass dat och schwierig, och wa mer gäre gewëllt sinn, dat doten ze maachen.

Dann, ee Punkt, dee mat Sécherheet interessant ass, mee dee mer, mengen ech, awer net esou kënnen akzeptéieren, wéi en hei steet, ass, dass Der gären hätt, dass mer de Leit, wa se aus der Struktur erauskommen, e Logement adapté garantéieren. D'Kollegen, déi hei an der Logementskommissioun sinn, an, ech mengen, Dir alleguerten, Dir wësst, wéi d'Situatioun dobaussen um Logementsmarché ass. Et ass jo net esou, wéi wa mer géifen dohinner goen a soen: „Lauschter, Dir kommt elo aus der Struktur eraus. Mir hunn eng Panoplie vun Appartementer an Haiser, déi mir Iech kënnen zur Verfügung stellen.“ D'Situatioun um Marché dobaussen ass extreem, extreem ugespaant. An dofir mengen ech, dass dat heiten einfach net realistesch ass. An ech froe mech och, wat fir en Zeechen et wär par rapport zu all deene Leit, déi op de Lëschte sti vun enger SNHBM, vun engem Fonds de logement, wa mer géife soen: „Déi Leit, déi an de Strukture sinn, déi kommen elo direkt, soubal se erauskommen, an eng Wunneng.“

Ech mengen, dat, wat wichteg ass, dat ass dat, wat gemaach gëtt, dat ass, dass mer d'Leit vun Ufank u

begleeden, fir och hei zu Lëtzebuerg kënnen Fouss ze faassen. Ech mengen, dass mer als Lëtzebuurger Land awer e gudder Ruff hunn an deem, wéi mer ëmgi mat deene Leit, déi bei eis kommen. Wann d'Leit bei eis kommen, huele mir se op. D'Leit kënnen bei eis Sprooche léieren. D'Leit kënnen Formatiounen maachen. D'Leit gi begleet, fir op den Aarbechtsmarché ze kommen. D'Leit gi begleet, fir op eegene Féiss hei zu Lëtzebuerg ze stoen, fir sech eng Aarbecht ze sichen, d'Männer an d'Fraen. An d'Leit ginn och begleet, fir um Logementsmarché kënnen eppes ze sichen. Mee dofir mussen d'Leit awer eng Aarbecht hunn.

Ech mengen, dass et besser ass, wa mer weider realistesche a pragmatische Solutiounen siche fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, well se mussen flüchten. Et ass wichteg, dass d'Leit d'Zäit notzen, déi se hei hunn, fir d'Land kennen ze léieren, d'Sprooch kënnen ze léieren, Formatiounen ze maachen, op den Aarbechtsmarché ze kommen. An ech mengen, wa mer géife soen: „Mir garantéieren Iech eng Wunneng um Schluss“, dass dat einfach vläicht awer falsch Hoffnungen bei de Leit géif erwächen, Hoffnungen, déi mer net kënnen erfëllen.

An dofir géif ech Iech proposéieren – op alle Fall proposéieren ech menger Fraktioun dat –, déi Motioun hei, esou wéi se geschriwwen ass, net matzedroen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Morgenthaler.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, kann ech eng Fro stellen?

M. Claude Wiseler, Président | Dat hänkt dovunner of, ob den Här Baum se unhëlt oder net. Här Baum?

M. Gilles Baum (DP) | Näischt géif mer méi Freed maachen. Muss ech elo zrëckgoen?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir kennt et och vun Ärer Plaz aus maachen. Dat ass Är Decisioun.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech liesen am Koalitiounsaccord: „Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures.“ Ech hunn elo aus Ärer Interventioun eraushéieren, dass dat absolutt net dee Wee ass, op deen Dir an Är Partei da wëllt goen. Ech wëll also hei just froen, ob mir dat esou kënnen aktéieren, dass deen dote Punkt aus dem Koalitiounsaccord vun dëser Regierung, dee jo normalerweis enorm héich an helleg gehale gëtt, net respektéiert wäert ginn?

Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Et gëtt en Ënnerscheid tëschent deem, wat Dir geschriwwen hutt, tëschent engem Mécanisme de solidarité an effektiv deem, wat am Koalitiounsaccord steet: „devront participer et être solidaires“. An dat ass, mengen ech, dat, wat den Här Minister mécht, dass en d'Gemengen demarchéiert, dass e probéiert, ob mer Méiglechkeeten hunn, Strukturen ze baue respektiv Haiser, Appartementer ze kréien. Mee effektiv, e Forcing ze maache bei de Gemenge mat engem Quotesystem – dat ass awer e bëssen dat, wat Dir schreift –, dat ënnerscheet sech awer vun der Terminologie a menger Liesaart vum Koalitiounsaccord. E Forcing ze maache bei de Gemengen, ass a mengen Aen net zilfërend.

Mme Liz Braz (LSAP) | Dat ënnerscheet sech effektiv guer net. Merci awer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Morgenthaler, elo ass et un Iech.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Mir wënschen eis natierlech alleguerten

eng gréisser Solidaritéit tëschent de Gemengen an och méi Solidaritéit vun allméiglechen aneren Acteuren an Actricen. De Minister wäert, wéi elo och gesot ginn ass, seng Beméiung weider verstärken, fir och jiddwereen do mat op dee Wee ze huelen. An dat wieren eisem Wonsch no och prioritär méi kleng Strukturen, wou dann d'Konditiounen och fir jidderee besser wäerte sinn, fir d'Leit, déi do wunnen, an och fir d'Gemengen, déi déi Leit do ophuelen. De Kolleeg Gilles Baum huet elo grad scho ganz, ganz villes gesot. Leider si verschidde Fuerderungen einfach onrealistes. An dofir géif ech menger Fraktioun och proposéieren, d'Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Da kritt d'Madamm Delcourt d'Wuert. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir dës Motioun vun deene Gréngen, déi mer och ganz begrëissen. Ech mengen, haut kann ee wierklech soen, dass déi Motioun – an engem Wuert – vill Solidaritéit verlaangt. Mir brauchen en nationalen Zesammenhalt a kee kommunale Flickenteppch. Et ass am Fong dat, wat mir eigentlech déi ganzen Zäit soen. Eigentlech sollten d'Gemengen alleguerten an d'Responsabilitéit gezu ginn. Jidderee soll säin Deel hei erfëllen. Wann all Gemeng e bësse géif eng Hand mat upaken, dann hätte mer och net zwou, dräi Gemengen, déi eng riseg Struktur vun 300 Leit missten accueilléieren. Dat géif menger Ansicht no scho vill hëllef. An ech mengen, do misst ee sech wierklech drop konzentréieren.

An ech mengen, hei gëtt dann déi ganz Zäit gesot: „Jo, mir schwätze mat de Leit.“ Elo ass dann d'Fro, wa mer elo gesinn, dass dat awer net fonctionéiert – respektiv mir verlaange jo och net, dass dat vun haut op muer soll fonctionéieren; mir wëssen, dass dat eng gewëssen Zäit brauch –, wat ass dann am Endeffekt d'Alternativ? Einfach: „Mir waarden o kucken, ob sech dann iergendeppes Besseres ergëtt“?

Dass déi Punkten, déi hei gefrot sinn, elo net onbedéngt déi einfachst sinn, fir ëmzesetzen, dat ass och an der Rei. Mee ech mengen, et muss een awer à long terme och e bëssen eng Strategie hunn, wéi mer hei am Endeffekt wëllen do stoen a wéi mer déi Leit wëllen accueilléieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Jo, pro Joer ass Lëtzebuerg mat ronn 2.000 Leit konfrontéiert, déi zu Lëtzebuerg Asyl ufroen. Och d'ADR ass natierlech dofir, dass déi Leit an Dignitéit bei eis empfaange kënnen ginn, ob se elo herno de Refugiésstatutt unerkannt kréien oder net.

Ma wa mer éierlech mat eis selwer sinn, da weist d'Situatioun an den ONA-Strukture wierklech virun allem och, dass mir déi 2.000 Mënsche pro Joer net méi packen. A mir fuerderen als ADR scho jorelaang, dass mir nëmmen esou vill Leit hei am Land ophuelen, wéi mir och mënschewierdeg ënnerbrénge kënnen. Dat ass d'Realitéit. A parallell gesi mir jo och dat nämmlecht am Logement, wou et ëmmer méi staark u bezuelbarem Wunnraum feelt, ausgeléist duerch den enorme Wuesstem vun der Populatioun. An déi lescht Regierung hunn eeben hei hiren Job net gutt genuch gemaach. Och déi gréng an d'LSAP net, wéi se nach un der Muecht waren, an deenen hir Motiounen mir elo hei diskutéieren.

Zu der Motioun vun der Madamm Bernard wëll ech soen, dass mir mat engem grouse Punkt net d'accord

kënnen sinn an eeben änlecher Meenung wéi den Här Baum vun der DP sinn, notamment, dass alleguerten d'Gemengen uechter d'Land quasi gezwonge solle ginn, nei Strukturen ze schafen. D'ADR steet awer fir d'Autonomie vun eise Gemengen. A si selwer sollen eeben decidéieren, ob se d'Capacités hunn oder net – eppes, wat och an eisem Walprogramm vun deene leschte Gemengewale vun 2023 steet. Aus deem Grund kënnen mir dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, ech hunn elo eng aner Lektür vun der Motioun gehat: net onbedéngt dass d'Gemengen eleng gelooss a gezwonge géinge ginn, mee dass am Contraire d'Gemenge géingen eppes, sief et en Deel vum PAG oder e Projet, déi se hunn, zur Verfügung stellen, an herno géing de Staat déi Käschten iwwerhuelen. Ech kann och net domat liewen, wann d'Gemeng se eleng misst droen. Mee dat heiten, sou wéi ech et liesen, ass och eng Solidaritéit vum Staat, déi muss spillen. An dofir kann ech ganz gutt domat liewen, wann all Gemeng misst hiren Deel derzou bäidroen, soulaang doduerch net de Gemengebudget belaauscht gëtt, mee de Staat déi Käschten iwwerhëlt.

Zu dem Punkt, herno eng Wunneng ze garantéieren: Ech hunn och dat anescht gelies wéi den Här Baum. Et geet net drëm, dass een herno e schéint, flott Appartement do stoen huet. Ech hat d'Lektür, dass een ophält, Leit mat Kanner einfach op d'Strooss ze setzen. Dat war d'Lektür, déi ech hat. Well där Fäll sinn et jo ginn, déi sinn dokumentéiert. Do war eng Fra mat engem Puppelchen, déi einfach erausgesat ginn ass an déi herno keng Plaz méi hat.

(Interruption)

Et war an der Press. Also, dat stoung awer rezent an der Press, dass ...

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

Also, et ware rezent an der Press där Fäll, dass Leit aus deene Strukturen erausgesat gi sinn, och mat Kanner. Wann d'Madamm Cahen do aner Informatiounen huet, ka se eis déi gären eng kéier ginn. Dat war awer dat, wat mir aus der Press gewuer gi sinn. An ech mengen, an där Optik ass dat heiten och esou geschriwwen ginn, dass, wann esou Fäll wäeren, een déi dann net op d'Strooss géing setzen. Ech mengen net, dass et hei iergendengem drëm gaangen ass, e schéint flott Penthouse oder iergendeppes herno ze garantéieren, et ass just drëm gaangen, wann een d'Situatioun kennt, dass een déi net op d'Strooss setzt, wat eeben nun emol, wéi et schéngt, hei am Land de Fall ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Bernard fir déi dote Motioun, déi mer selbstverständlech och ënnerstëtzen.

Ech muss Iech soen, ech sinn duebel schockéiert! Fir d'éischt war ech schockéiert, wéi mer virun zwou Wochen déi Strukture kucke waren, wou nieft enger virbildlecher Struktur zu Käerjeng awer och Strukturen waren, déi wierklech ganz gravéierend Mängel opgewisen hunn. Mir haten duerno eng Diskussioun.

An ech sinn elo och schockéiert, wann ech héieren, dass zu deem alleréischte Punkt vun där Motioun, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, „des capacités

d'accueil suffisantes et adaptées“ ze maachen, dann de Spriecher vun der DP seet: „Mir wëssen, dat ass net méiglech.“ Mee dat ass dach eng Bankrotterklärung! Zumindest muss een dat dann awer als Zil hunn! Dat muss een dach als Zil definéieren kënnen an et muss een eng Regierung opfuerdere kënnen, genau dat doten ze maachen!

Ob se et herno honnertprozenteg erreecht oder net, dat ass natierlech de Realitéitscheck. Mee dat muss awer d'Ambitioun sinn, gradesou wéi et am Fong eng Bankrotterklärung fir de Koalitionsaccord ass, wann an deem Koalitionsaccord drasteet: „les communes devront participer“ – „pas pourront“, gell, mee „devront“! Dat ass och d'Lektür vum eeemolege Fraktiounspresident vun der CSV gewiescht, vun deem Koalitionsaccord. Dat heescht, Dir gitt hannert Ären eegene Koalitionsaccord zrëck, wann Der dat, wat hei drasteet, esou ofleent. D'selwecht beim pluriannuelle Bauteplang 2023 bis 2028, dee misst gemaach ginn.

An zu der Fro vun de Kanner oder vun de Strukturen, déi iwwersätteg sinn, och doduerch, dass lauter Beneficiarié keng Plaz um ordinäre Marché fannen, muss een awer soen, dass d'Äntwert, déi de Minister ginn huet, och op eng Question parlementaire vun der Madamm Bernard, awer eendeiteg ass: 559 Leit hunn am leschte Joer en Ziedel kritt, dass se eraus mussen, dovunner waren 172 Mannerjäreger betraff. An d'Interdictions de site, also fir Leit, déi net méi hunn dierfen eragoen, dat waren der 119, dovunner 20 Mannerjäreger. Jo, dat ass net manu militari een op d'Strooss gesat, mee et ass net méi zougelooss, dass een erakënn. An och do waren 20 Mannerjäreger derbäi.

Duerfir géif ech wierklech e ganz waarmen Appell maachen, och un d'Majoritéitsparteien, dës Motioun ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da ginn ech der Regierung d'Wuert. An duerno d'Madamm Bernard, wa se nach eng kéier wëllt.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Villmools merci, Här President. Merci och fir den Depot vun där Motioun a fir déi sachlech Diskussioun, déi mer hei haten, awer och soss schonn an de Chamberskommissionen. An ech géif direkt soen, fir dës Motioun a fir déi nächst, dass ech selbstverständlech och an Zukunft ëmmer bereet sinn, Ried an Äntwert zu deem heiten dach ganz besonnesche Sujet ze stoen.

Ech géif awer ganz gären domat ufänken, ier ech op d'Motioun aginn, op dat anzegoen, wat elo an der Diskussioun hei gesot ginn ass, notamment och an der Introduction vun dëser Motioun, wou gesot ginn ass: „Ma mir hei zu Lëtzebuerg, mir haten zwee Peak, zwou Krisen, a fir de Rescht ass dat jo eigentlech eng Zäit, wou mer Reserven hätte kënnen schafen.“ Ech wëll dann awer vläicht deem engen oder deem anere säi Gediechtnes e bëssen opfrëschen. Ech wëll op dëser Plaz awer eng kéier soen, dass mer säit 2015 a komplett saturéierte Reseauen hei zu Lëtzebuerg sinn, déi mer kontinuéierlech an d'Luucht gesat hunn. Dat huet awer näischt dru geännert, dass déi permanent saturéiert waren. An ech wëll awer dann och drun erënneren, dass mer Enn 2023, also virum Regierungswissel, souguer esou e saturéierte Reseau haten, dass mer eng Waardelëscht hu missen hei zu Lëtzebuerg aféieren – eppes, wat et bis dohinner nach net ginn ass! Dat schéngt deen een oder deen aneren hei vergiess ze hunn. Dat solle mer awer emol eng kéier soen.

(Interruption)

Da gëtt dovunner geschwat, dass mer net wëilten e Reseau hei zu Lëtzebuerg hunn, deen „digne“ wier

oder dee „suffisant“ an „adapté“ wier. Ma dat ass dach e Witz! Mir maachen dach soss näischt aneres! A meng Virgänger och. Mir probéieren dach eist Beschit hei zu Lëtzebuerg, fir esou solidaresch an deem Beräich hei ze sinn, wéi mer et nëmme kënnen sinn! An d'Zuele vun deene Leit, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi hei Schutz sichen, sinn enorm héich, och elo nach. Déi sinn enorm héich!

A mir mussen och vläicht ophalen – an da géing ech elo op d'Motioun agoen –, de Leit an de Strukturen falsch Hoffnungen ze maachen. Wann een de Choix trëfft, hei op Lëtzebuerg ze kommen, fir hei Schutz ze sichen, da muss een deene Leit vum éischten Dag u soen, dass et hei zu Lëtzebuerg enorm schwéier ass ze reusséieren. Zu Lëtzebuerg ass wunnen immens deier, d'Liewen ass immens deier – net nëmme fir Flüchtlingen! A Flüchtlingen hunn et besonnesch schwéier, well se d'Sproochen net kënnen, et gëtt Leit, déi kennen d'Alphabet net, an, an, an. An dofir muss mer zesumme probéieren – an dat ass dat, wat ech probéieren, fréizäiteg iwwert den Encadrement social an de Strukturen, iwwer mech selwer, iwwert d'Associatiounen ze kucken –, d'Leit vum éischten Dag un ze motivéieren, d'Sproochen ze léieren, se prett ze kréien, fir esou séier wéi méiglech an d'Aarbecht ze kommen, fir dass se et kënnen packen, op hiren eegene Féiss ze stoen.

An da muss mer dach och ophalen, de Leit virzemaachen, dass hei zu Lëtzebuerg déi logesch Konsequenz vum Flüchtlingsparcours wier, dass se zum Schluss, nodeems se an der Struktur waren, wa se de Statut hunn, wou se nach kéinten an der Struktur sinn, dann nach eng bezuelbar Wunneng vum Staat géinge kréien. Dat fonctionéiert esou net!

(Brouhaha)

An déi, déi esou eppes versprieche, déi hätten dat während zéng Joer, wann net nach méi, kënnen maachen. An dat hu se net gemaach, well et einfach net geet!

(Brouhaha)

An dat huet näischt mat feelender Solidaritéit ze dinn! Lëtzebuerg ass immens solidaresch! Mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwer 8.000 Better. Wa mer eis vergläiche mat anere Länner, da si mir ganz wäit vir um Podium! Länner, déi wierklech net schlecht sinn, wéi d'Belsch, déi hunn dräimol manner Better pro Awunner. Spuenien, dat elo an der Lescht als super Beispill genannt ginn ass, déi hunn 30-mol manner Better wéi mir. Mir hätten der hei am Ganzen net 8.000, mee mir hätten der 300! Fir nach eng Kéier ze weisen, wéi solidaresch Lëtzebuerg ass!

A jo, d'Konsequenz dovunner ass, dass vill Strukturen net deenen Ufuerderungen entspreche, wéi ech se hunn a wéi Dir se hutt. An dofir sinn ech bewusst mat Iech och déi Struktur kucke gaangen.

An elo kommen ech erëm zrëck bei d'Motioun. Elo gëtt gefuerdert – an da gëtt gemaach, wéi wann dat dann elo déi Léisung wier fir deen heite Problem –: „Kommt, mir kucken, dass mer e Quotesystem aféieren an de Gemengen, wouduerch se obligéiert gi matzemaachen!“ Ech wëll Iech just soen: Et ass net den Accueilsminister, net deen hei, net dee virdrun, deen esou e System géing aféieren! Wann, da wier dat – an ech mengen, déi fréier Inneministesches weess dat – iwwert de Wee vum Inneminister, wou dat géing gemaach ginn.

An ech mengen, wann dat déi lescht zwou Legislaturperioden och net vun Iech gemaach ginn ass, dann huet dat warscheinlech och eng gutt Ursaach. Well een net weess: Ma wat wieren dann d'Sanktiounen,

déi een de Gemenge géing ginn, wa se net géinge matmaachen? Well de Schlëssel anzeféieren, dat wier fuerchtbar einfach. Do géing een entweder d'Bevëlkerung huelen oder de Facteur socioéconomique. Mee wat wieren d'Sanktiounen dann? Wieren d'Sanktiounen, dass ee manner finanziell Mëttele vum Staat géif kréien? Da géinge warscheinlech vill Gemenge soen: „Ma ok, da kréie mer manner Geld.“ Dovun huet den Accueilsminister, dovun huet Lëtzebuerg net ee Bett méi an et huet keen e méi modernt Bett!

Op där anerer Säit muss ee soen: „Ok, mee da muss mer requisitiounéiere goen.“ Wat gi mer da maachen? Gi mer dann d'Buette vum Fussball huelen? Gi mer de Scoutschalet huelen? Gi mer d'Sportshal vum de Gemenge requisitiounéieren? Ech mengen net, dass et dat ass, wat iergendee wëll.

Dat heescht, ech wëll hei ganz kloer soen: Ech sinn net prinzipiell géint e Quotesystem! Mee all déi, déi dat fuerderen: Ech hunn nach vu kengem – vu kengem! – héieren an deem hei Beräich, wéi deen dann an der Praxis géing fonctionéieren! An den Inneminister, deen dat hei misst ëmsetzen, ech mengen, dass deen dat och nach vu kengem héieren huet! Ech géif awer déi opfuerderen, déi do ganz kreativ Iddien hunn: Maacht gären eng Proposition de loi! Deelt dat mat eis!

(Interruption)

Är Proposen ...

(Interruptions)

Nee. Nee, dat ass jo net wouer!

Une voix | D'Säit 187!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Nee, dat ass jo net wouer. Nee.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Minister huet Är Ausso héieren.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Nee. Ma nee, dat ass ... Nee, Här Engel. Här Engel ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Georges Engel (LSAP) | Et steet awer hei!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här Engel, Dir sidd mer jo ganz sympathesch.

M. Claude Wiseler, Président | Här Engel, de Minister huet elo d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Da muss mer e Faktencheck maachen. Dat ka jiddereen am Koalitionsaccord nokucken. Dat do steet néierens. Am Koalitionsaccord steet näischt vun engem Quotesystem. Wat steet am Koalitionsaccord? Do steet, dass mer eng gläichméisseg Opdeelung duerch all d'Gemenge wëilten. An ech maachen näischt aneres! Ech gi grad an déi Gemengen. Ech ginn dohinner, ech ginn net midd ze kucken, fir d'Gemengen ... An hei kann ech jo Verschiddener ganz déif an d'Ae kucken, déi heibanne sëtzen, hein.

(Brouhaha)

Ganz déif kéint ech déi eng Kéier an d'Ae kucken. An da muss ech awer soen, ech sinn amgang, mam Pilgerstab ronderëmzagoen.

A kommt, elo soe mer emol, mir setzen elo mol d'Hypothesen, mir hätten elo eng Léisung, wéi mer de

Quotesystem da géingen aféieren. Mee dee géing mir och elo haut nach net hëllefen.

(Interruption)

Dofir, dee Wee, deen ech am Moment maachen, bei d'Gemengen ze goen, notamment déi, déi am Moment nach net heizou bäidroen, dat ass dee Wee, dee méi effikass ass wéi deen, Circulären ze schécken. Well dat hunn ech och probéiert. Ech krut ganz wéineg Resonanz dorop. Et bréngt och vill manner, wéi wann ech d'Gemengen all beieneen hunn.

Dat heescht, fir op de Punkt ze kommen: De Quotesystem, hunn ech Iech erkläert, do misst nach e Mënsch eis erklären, wéi et géing fonctionéieren. De Leit e Logement ze verspreche, ech mengen net, dass et dat ass, wat mer sollte maachen. Ganz am Géigendeel, mir muss kucken, d'Leit ganz fréizäiteg ze motivéieren, fir wierklech hiert Allerallerbesch zu ginn, well dat ass schwéier hei zu Lëtzebuerg.

Dann nach zum Plan pluriannuel. Ech hunn Iech dat erkläert, och um Bord vun de Visitten, déi mer haten: Ech sinn amgang, mat der Bauteministesches esou e Plan pluriannuel opstellen – e Plan pluriannuel, deen iwwregens net virlooch, wéi ech Minister gi sinn, och net, wéi d'Bauteministesches ugefaangen huet. Dat ass schued. Dat géing mir ...

(Brouhaha)

... an de Refugiéen d'Liewe vill, vill méi einfach maachen. Dat, wat ech domat wëll soen: Dat ass e Plang ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zwar zum Schluss kommen, Här Minister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... fir d'Renovatioun vum de besteende Strukturen, well dat läit mir och ganz uewen. Ech wëll, dass mir dat Beschit mat deene Strukturen maachen, déi mer hunn. Ech weess, dass mer ganz vill vun deene Strukturen, wéi meng Virgängerin, mäi Virgänger och, alleguerte bestëmmt och ganz gären ersat hätten duerch neier, moderner, an dass dat net méiglech ass, an dass mer déi och wäerten an noer Zukunft nach brauchen. An dofir muss mer déi esou modern an esou sécher ekipéieren, wéi mer dat nëmme kënnen.

An ech wäert herno bei där nächster Motioun och nach drop agoen, wéi eng Efforten dann all hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, notamment och an deenen dote Beräicher, fir eebe grad ze kucken, dass mer mat deem, wat mer hunn, dat esou gutt wéi méiglech kënnen maachen an dass mer esou digne wéi méiglech den Accueil kënnen garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Goergen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, gären.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, da macht Dir dat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dir hutt natierlech elo statistesch d'Awunner geholl. Do si mer europäesch dann zimmlech wäit vir. Géing een awer zum Beispill de PIB huelen oder och nach, wéi bei der NATO verhandelt, den RNB, wou dann op eemol dës Regierung bei der NATO 5 % vum PIB wëllt, da wiere mer ganz wäit hannen. Dann ass Lëtzebuerg nämlech an deem doten iwwert den Daum gepeilt bei 0,13 %. Dat heescht, mir géifen elo 5 % ausgi fir d'Defense – wat ech net a Fro stellen –,

mee et ass awer komesch, dass Der hei dann d'Awunnerzuel huet, well dat heite si jo och alleguerte Leit, déi wéinst dem Krich awer geflücht sinn. Dat ass awer eng Situatioun, déi doduerjer entstanen ass.

Dat heescht, beim Invest an d'Waffen, déi mat d'Ursaach sinn, huet Der en anere Kriterium wéi dee mat de Better. Dat heescht, dat mat de Better ass jo eigentlech nëmmen eng schéin Trickserie, well mir wëssen alleguerten och: Am Dag si vill méi Awunner hei. Eist Land ass net nëmmen déi Awunnerzuel, déi mer elo hunn. Dat heescht, deemtspriechend ass dat doten eng Trickserie. Géingt Der net an Zukunft op de Wee goen, de PIB ze huelen? Ma Dir huet e jo och bei der Defense! Bei der Defense gitt Der och dohin, den RNB hu mer verhandelt. Dir huet och do en anere Kriterium.

M. Claude Wiseler, Président | Mir hunn d'Fro verstanen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Firwat gitt Dir net op de Wee an huet hei de PIB oder den RNB?

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ech versti ganz éierlech gesot Äre Rasonement iwwerhaapt guer net.

(Brouhaha)

Ech mengen, dass et dat Normalst vun der Welt ass, wann ee seet, wéi vill Refugiéen e Land huet, wann een et wëllt vergläiche mat anere Länner, dass een dat opgrond vun den Awunner ka maachen. Mee ech hunn Iech d'Beispiller genannt. Lëtzebuerg wäert och net vill méi schlecht dostoan, wann een do aner Indicateure géing huelen.

Mee ech hat och virdrun net verstanen, wéi Der gesot hutt, d'Gemengebudgeten dierften net belaaucht gi mat de Flüchtlingsstrukturen. Dat gétt mer dann d'Méiglechkeet, och nach dorop anzegoen.

All déi Käschte fir Strukturen, sief et, fir besteeënd Gebaier, déi et an de Gemenge gétt, an d'Rei ze setzen, oder ganz neier ze bauen, ginn zu 100 % vum Lëtzebuurger Staat bezuelt. A jo, d'Gemenge ginn haut souguer encouragéiert, Refugié bei sech opzehuelen, och finanzieller Natur, well se eeben iwwert d'Gemengefinanze fir DPIe wéi BPIen dann och Dotations d'État kënnen kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An dann hunn ech nach eng aner Fro vum Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Här Minister, op der Säit 187 an Ärem Koalitionsaccord, dee jo quasi helleg ass, do steet ganz kloer: „Toutes les communes devront“ – „werden müssen“ op Däitsch – „participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI.“ D'Madamm Braz huet et virdrun scho virgelies, ech liesen Iech et nach eng Kéier vir: „devront participer“, „werden müssen“! Also heescht dat ganz kloer: Alleguer d'Gemenge sollen do mat ...

(Interruptions)

Plusieurs voix | Mussen!

M. Georges Engel (LSAP) | Mussen! Si mussen matmaachen! Dat steet an Ärem Koalitionsaccord, net an engem aneren, mee an deem, deen Dir mat ënnerschriwwen hutt.

Duerfir wëll ech Iech just nach eng Kéier soen, dass dat net vun iergendengem erfionnt ginn ass, mee dass Dir dat selwer an Äre Koalitionsaccord geschriwwen hutt, fir dat ëmzesetzen. Stëmmt dat? Gëllt dat nach oder gëllt dat net méi?

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, ech géing gär zwou Saache soen. Éischtens ass bewosst deemools

net vu Quote geschwat ginn, well do sech d'Fro scho gestallt ginn ass, wéi een esou eppes iwwerhaapt géing ëmsetzen. Dat hunn ech iwwregens och elo vu kengem hei héieren, och all déi Wochen a Méint net. Mee et ass net ze spéit! Dat heiten ass en Dossier, wou mer all mussen zesummeschaffen, d'Käpp beienee strecke fir gutt Iddien. Wann do ee mat gudden, sënnavollen Iddie kënt – ech hu gesot, ech verschléisse mech deem net. Ech weess just net, wéi et géing fonctionéieren, an et géing mir elo direkt net hëllefen.

A genau dofir maachen ech dat, wat ech maachen. Dat ass, de Wee bei d'Gemengevertrieder ze sichen, fir mat hinnen ze schwätzen, fir esou Saachen, wéi ech dem Här Goergen grad erkläert hunn, fir ze soen: „Éischtens belaaucht dat Iech finanziell net“, „dat belaaucht Äre Schoulsystem net“, „do kritt Der gehollef“, an, an, an, fir opzklären, fir ze sensibiliséieren a fir och an der Gemeng ze kucken, wou mer do kënnen hëllefen. Wéi gesot, ech hunn et vu virera gesot: Ech verschléisse mech kengem Quotesystem! Nach weess ech awer net – an ech mengen, och soss keen –, wéi esou e Quotesystem kéint fonctionéieren, net d'Verdeedlung, mee haaptsächlech herno d'Penaliteiten, wann een et dann net géing anhalen.

An da muss ee jo och soen, dass eppes eis enorm wichteg ass, dat ass, de Vivre ensemble ze garantéieren. Do brauch ee Gemengen, déi matmaachen, déi kucken, dass mer déi Leit hei zu Lëtzebuerg gutt integréieren. An och dat, denken ech, gétt warscheinlech e bësse méi schwéier, wann een do géing eppes obligéieren, wann ee beispillsweis, wéi ech virdrun gesot hunn, géing soen: „Elo huele mer deng Buvette an d'äi Scoutschalet.“

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Cahen huet nach d'Wuert gefrot. Mee ech wëll just soen: D'DP huet keng Riedezäit méi, et ass also just, fir eng kuerz Fro ze stellen, net fir elo e Kommentar ze maachen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, ech géing gäre just kuerz eng Fro stellen, well ech war jo vill och ënnerwee, souwuel mam Här Bausch wéi mam Här Asselborn. Dofir merci, dass Der nach eng Kéier dat gelies hutt aus dem Koalitionsaccord. Mee ech géif gäre wësse vun der Autrice vun der Motioun, ob Dir dann an Ärem Gemengerot, wou Dir jo och Member sidd, déi Froe scho gestallt hutt. Well ech mengen, finalement ass et jo awer, ënner aneren, an Ärer Gemeng, wou dat net geklappt huet iwwert déi lescht zéng Joer, fir Flüchtlingen ze installéieren.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass, fir dem Minister eng Fro ze stellen, net fir aneren Deputéierten elo eng Fro ze stellen!

Sou, Här Minister, domat wäre mer um Schluss vun där Diskussioun ukomm.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | An da géing d'Auteure d'Wuert kréien an da ka se drop äntweren. Si muss awer net.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Ech äntweren drop, well ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, Dir kritt eng Äntwert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Madamm Cahen, ech weess grad net, ob et eng oder zwou Motiounen sinn – ech mengen, zwou –, déi ech an deene leschten zwee Joer mengem Gemengerot virgeluecht hunn, fir genau dat doten ze fuerderen.

Ech wäert och a menger Gemeng do derhannert sinn, ...

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | ... just fir op deen dote Punkt anzegoen. Aus der Oppositioun eraus wuelgemierkt! An ech wäert och do weider Drock maachen.

Ech kéint ganz villes soen. Här Minister, Dir sidd de Minister fir Famill, Solidaritéit an Aarmutsbekämpfung. An ech muss soen, dee Plädoyer, deen ech hei héieren hunn, enttäuscht mech par rapport zu deem doten Titel. Dir sidd dee Minister, dee fir d'Integratioun vu Mënschen zoustänneg ass, déi hei net nëmmen op der Sich sinn no enger neier Heemecht, mee déi sech och hei wëllen a mussen integréieren. An dat, wat mer hei héieren hunn, ass eng Bankrotterklärung an un Ambitionslosegkeet u sech net ze iwwerbidden!

Une voix | Très bien!

(Exclamations)

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Et feelt hei absolutt un iergendenger Proaktivitéit, iergendengem Bigger Picture, wou mer wëllen histeieren, wéi mer dee groussen Defi – an dat ass sécher e groussen Defi – wëllen ugoen. Är Äntwert ass: näischt maachen, ofwaarden – an à la limite nach d'Oppositioun froen, fir dass mir dann hoffentlech e bessere Projet heihileeën.

Entschëllegt, Här Minister, Äre Regierungsprogramm – a meng Kolleeginnen a Kolleegen hunn et scho gesot – schwätzt selwer vun: „devront participer et être solidaire“. Mee dann ass meng Fro un Iech: Wann et kee Quotesystem ass, wat ass et dann? Wat hutt Der Iech dann dobäi geduecht, wéi Der et geschriwwen hutt?

Dir sidd e Ministre sortant vun der leschter Regierung, Dir souzt héchstwahrscheinlech an deem doten Aarbechtsgrupp vun Äre Koalitionsverhandlungen. Mee wat ass dann Äre Plang? Wat ass dann d'Richtung, wou mer hei histeieren? Well dat, wat Dir am Moment op den Dësch leet, fräiwëlleg mat de Gemengen ze schwätzen, jo, dat stéisst u seng Grenzen an et fonctionéiert net. Ech mengen, dat sot Dir selwer.

Ech gesinn hei net, a wéi eng Richtung et soll histeieren. Ech gesinn hei keng Ambitioun. Ech gesinn hei keng Solidaritéit. An iergendwéi feelt et mer absolutt un iergendenger Visioun an och un iergendenger proaktiver Haltung. Dir maacht Iech net emol d'Méi, par rapport zu dëser Motioun vläicht nach eng Kéier bei eis schwätzen ze kommen, fir vläicht eppes Besseres, eppes Gemeinsames op den Dësch ze leeën, wann Der sot, verschidde Punkte sinn net méiglech.

Au contraire, Är Leit soen hei och nach, dass keen op der Strooss wäert landen. Ben, ech hunn d'Äntwert op eng rezent Question parlementaire: Et si 559 Leit, déi an deem leschte Joer e Bréif kritt hunn, datt se aus de Foyere mussen rausgoen, dorënner 172 Mineuren, déi déi dote Bréiwer aus Äre Foyere kréien. An Dir sidd och de Minister vun der Solidaritéit, vun der Aarmutsbekämpfung. Dat sinn déi nei Sans-abrie vu muer. An och fir déi hutt Der keng Äntwert, weeder als Minister vum Accueil nach als Minister vun der Solidaritéit. An dat ass einfach nëmmen eng Aarmutserklärung fir Lëtzebuerg!

An dowéinsten fannen ech et immens traureg, dass mer haut dës Debatt op deem heite Punkt ophalen an net emol héieren, a wéi eng Richtung mer histeieren. Wéi gesot, eng enttäuschend Prestatioun vun der Regierungspartei!

A vis-à-vis vun Iech, ganz sécher, do hat ech mer iergendwéi méi konkreet Äntwerten erwaart. Dir wousst, dass dës Motioun géing kommen. Mir hunn déi lescht Woche vill driwwer geschwat. Keng Iddien hu mer hei vun der Demokratescher Partei héieren. Vun der CSV hu mer iwwert déi lescht zéng Joer u sech gutt Iddien héieren. Mee mir gesinn och kee Courage vun der CSV, déi Iddien, déi se emol op den Dësch geluecht hunn, och hei ze verteidegen. Och dat eng Enttäuschung!

Une voix | Ganz gutt!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Domat wär dann d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion

An ech géing d'Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ; MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

8. Motion de Mme Claire Delcourt relative à l'hébergement des enfants dans les structures de l'ONA

(Motion déposée en séance publique n° 128 du 3 mars 2026 – à consulter au compte rendu n° 52/2023-2028 en page 40)

An da géinge mer zur nächster Motioun kommen, der Motioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Kanner an den ONA-Strukturen. Madamm Delcourt, wëllt Dir elo oder duerno schwätzen? Dir wëllt duerno schwätzen. Da géing ech froen, wie sech fir dës Motioun aschreift. Dat ass d'Madamm Minella an den Här Hardy. Jo, also mer fänke mat der Madamm Minella un.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Och merci, Madamm Delcourt, fir dës Motioun.

Ech war virun zéng Deeg bei der Visitt vun den dräi concernéierte Strukture mat derbäi. Effektiv ass Miersch déi eenzeg Struktur, wou an den Dortoire keng Fënstere sinn. Mir kruten awer confirméiert, dat sech keng Kanner an deem Deel vun där Struktur befannen.

Et ass ausser Fro – an do sinn ech ganz mat Iech averstanen, Madamm Delcourt –, dass Kanner a vollem Schutz, a propperen, stressfräie Konditiounen ënnerbruecht solle sinn. Dat si fundamental Mënscherechter, déi garantéiert musse sinn. Geneesou erwaarden ech wéi Dir och, dat all Resident an den ONA-Strukture sech gesond an equilibréiert ernäre kann.

Dës Froen ëm d'Essen, déi goufen och alleguere während der Visitt gestallt. Zu Miersch gëtt et eng voll funktionsfäeg Kantine, de Menü gëtt vun Nutritionisten zesumme gestallt an et gëtt och op Allergië gekuckt. Wien nach Honger huet, dee ka sech nohuelen.

An den zwou anere Strukture, zu Käerjeng an zu Zolwer, do kréien d'Residenten Täschegeld, fir akafen ze goen. Eng Kiche steet hinnen dann och zur Verfügung, wou se kënnen fir sech a fir hir Famill kachen.

Wat d'Salubritéit ugeet, do krute mer och confirméiert, dass eng extern Botzfirma sech dat ganz Joer ëm d'Hygiëne vun dëse Strukture bekëmmert.

An der aktueller Situatioun muss gekuckt ginn, dass all Bett, dat mir zu Lëtzebuerg hei zur Verfügung hunn, genotzt gëtt, fir Leit an Nout hei Daach iwwert dem Kapp ze bidden. Den ONA an de Ministère hunn eis confirméiert, dat Famillje mat Kanner prioritär an déi Strukture gesat ginn, déi hinnen de meeschte Schutz a Privatsphär bidden.

D'Zil ass et, dat d'Kanner direkt no hirer Arrivée an d'Schoul kënnen goen, dass se sech integréieren, fir esou schnell wéi méiglech en normale Rhythmus ze fannen, sech an d'Gesellschaft ze integréieren an och eis Sprooch ze léieren. Zousätzlech kënnen si wéi all aner Kanner gratis an d'Maison relais goen an och do vun enger gesonder Molzecht profitéieren.

Natierlech stellt een och Problemer an den eenzelne Strukture fest. An déi muss een och eescht huelen an déi mussen och verbessert ginn. Mee dat sollt awer net derzou féieren, dat de Fonctionnement vum ganze Reseau pauschal a Fro gestallt gëtt.

Vill Acteuren, Personal, Betreiuungsorganisatiounen an Administratioune maachen all Dag eng engagéiert Aarbecht ënner oft wierklech komplexe Konditiounen, an déi soll een och unerkennen.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | De Wee op Lëtzebuerg ass fir vill vun dëse Familljen a Kanner en extreem haarde Wee. A kee vun eis ka sech heibanne wierklech virstellen, wat si op hirem Fluchtweg alles erlieft hunn. Et ass eis Pflicht, deene Leit, déi Schutz brauchen, en dignen a respektvollen Accueil ze garantéieren.

No de Visitten, déi mer dann och virun zéng Deeg gemaach hunn, muss ech awer soen, dat vill vun Äre gefuerderte Mesürene, esou gutt et geet, ëmgesat ginn. An dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Mir sinn eis alleguerten eiser Verantwortung am Accueil vun DPie bewosst – ech hoffen, mir all heibannen –, zemoos vis-à-vis vu Kanner, awer net nëmmen. Mir mussen et fäerdgebréngen, all eise

Matbierger a Matbiergerinnen déi beschtméiglech Konditiounen ze bidden.

Dat gesot, wëll ech natierlech awer och de Wiederer vun der Madamm Minella zoustëmmen. Si huet richteg gesot, dass prioritär och nom Wuelbefanne vun de Kanner gekuckt gëtt.

Den Här Minister huet och schonn ugekënnegt, dass en Iech nach wäert weider Detailler ginn, déi verschidden Aussoen aus där Motioun hei wäerte relativiséieren. An dofir schloen ech och menger Fraktioun vir, dës Motioun net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Mir sinn als ADR generell der Meenung, dat, wann et ëm d'Wuel vun de Kanner geet, e Maximum dofir gemaach soll ginn, dat et de Jongen a Meedercher gutt geet, och an dësem Fall. Dofir soe mer Jo zu dëser Motioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Merci, Madamm Delcourt, fir den Depot vun dëser Motioun. Ech mengen, Dir hat et matkritt: Mir hate relativ zäitgläich eng ganz änlech an och complementaire Iddi. An ech fannen et ganz wichtig, dass mer hei déi Klengsten nach eng Kéier an den Zentrum setzen. Den OKaju huet säit Joren heirobber opmierksam gemaach. An dat net nëmmen an enger rezenter Kommunikatioun un eis alleguerten, mee och schonn a sengem Rapport.

Ech mengen, et wier och wichtig, dass mer eis ugewinnen, fir och do nach eng Kéier à long terme oder à moyen terme de Follow-up ze maache par rapport zu Constaten, déi den OKaju viru Jore gezunn huet. fir ze kucken: Ok, wou si mer dann haut drun? Huet sech strukturell eppes verbessert?

Ech mengen, dat ass och eng Aufgab un eis alleguerten, fir do eiser Kontrollfunktioen gerecht ze ginn.

Hei si ganz vill Punkten, déi ganz wichtig sinn. An, ech mengen, et kann een nach eng Kéier ënnersträichen, dat grad deen Iessensaspekt och eng grouss Doleance ass vu ganz ville Geflüchteten an de Foyeren. A grad d'Situatioun, dat ee selwer ka kachen, gëtt eng enorm Autonomie. An dat gëtt och deene Bewunnerinnen a Bewunner nach eng Kéier d'Méiglechkeet, hiren Alldag fir sech selwer ze gestalten, an och, dat se selwer a punkto Iessen eng gewëssen Autonomie hunn an dat kënnen kachen, wat vläicht och an hire Kulturkreesser bekannt ass. An dat ass grad, mengen ech, bei Kanner nach eng Kéier ëmsou méi wichtig, dass se do och gewësse Repère kënnen hunn.

Hei si ganz vill Punkten, déi wichtig sinn. Ech mengen, grad wat d'Schutzkonzepter ugeet, ass dat eppes, wou mer mëttlerweile am Kanner- an am Jugendberäich jo iwwerall op dee Modus kënnen kommen. Mee ganz oft mierke mer, dass u sech Reegelen, déi mer eis ginn, Qualitätsstandarden, déi mer eis ginn ... Wa mer soss vu Kanner a Jugendleche schwätzen, spréich Kannerheemer, spréich Maison-relais, dann hu mer verschidde Qualitätskrittären, déi dann op eemol, wann et ëm Flüchtlinge geet, iergendwou net méi d'selwecht applikabel sinn. D'ASFT-Gesetz, dat spillt net bei de Flüchtlingsstrukturen.

An esou fannen ech et hei duerchaus pertinent, och nach eng Kéier drun ze erënnere, dass och déi Schutzkonzepter hei am Kader vun de Refugiéë mussen agehale ginn. An dat ass eng Fuerderung, déi

bei eis op ganz oppen Oueren trëfft. Ech sinn e bëssen traureg ze héieren, dass dat och hei e bëssen als superfetatoire ugesi gött. Ech mengen, dass mer do wierklech mussen de Suivi maachen, wéi mer grad um Niveau vun de Schutzkonzepter a vum Accueil vun deene Klengsten hei och eiser Flicht an eiser Verantwortung kënnen gerecht ginn.

Mir ënnerstëtzen op alle Fall dës Motioun a soen Iech och Merci fir d'Propos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also d'Madamm Delcourt schwätzt mat dëser Motioun sécherlech e grouse Problem un. An et kann ee sech och emol eng Kéier d'Fro stellen, och wann een d'Rapporte vum OKaju kuckt, ob den ONA dëser Situatioun iwwerhaapt nach gewuess ass. Well et ass allkéiers, allkéiers erëm an de Rapporten, all Joer, dass den ONA dat net am Grëff huet an dass ... Eigentlech misst een eng Kéier driwwer diskutéieren, ob beim ONA net eng Reform misst kommen, fir déi Situatioun emol endlech ze behiewen.

Et ass effektiv esou, et muss ee besonnesch sensibel sinn, wann et hei ëm Kanner geet. Et muss een do och kucken, wou déi eng sinn, wou Männer eleng sinn, dat ass eng aner Situatioun, wéi wa kleng Kanner derbäi sinn. A mir haten och an der Maison de retour déi Situatioun virfonnt, wou Kanner op engem Bëtonsbuedem souzen a wou de Staat mol net fäeg war, Spillsaachen ze kafen. Dat hu se missen iwwer Done finanzéieren.

Dat ass de Stand, op wéi engem Punkt dës Regierung fonctionéiert. Duerfir kann ech der Madamm Delcourt hir Motioun nëmmen ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir soen der Madamm Delcourt Merci fir dës Initiatiiv an ënnerstëtzen och dës Motioun. Well och hei ass et esou: Dat, wat drasteet, misst jo am Fong eng Selbstverständlechkeet sinn. Wann den OKaju an enger rezenter Publikatioun op Mëssstänn opmierksam mécht, da misst et dem Staat seng alleréischte Aufgab a Verflichtung sinn, deem nozegoen. Näischt anescht freet dës Motioun. Näischt anescht freet se, wéi deem nozegoen a Konditiounen ze sécheren, nodeem eng ëffentlech Instanz effektiv Saache festgestallt huet.

Ech verstinn net, firwat Der dat net matvotéiert. Et misst zum Einmaleins, mengen ech, vun der Aart a Weis gehéieren, wéi mir och grad mat Flüchtlingskanner ëmginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Delcourt, wëllt Dir elo oder no der Regierung schwätzen?

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | No der Regierung.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Regierung elo d'Wuert. Här Minister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Merci der Deputéierter Claire Delcourt fir déi Motioun. Ech géif vläicht virop gären eppes soen, an, ech mengen, dat deele mer alleguerten, dat ass: Et dierft eigentlech kee Kand ginn, wat muss flüchten. Et dierft eigentlech kee Flüchtlingskand sinn. An dat ass eppes, ech hat Iech et gesot, wéi mer bei der éischter

Visitt um Ufank waren – den Här Baum erënnert sech drun, well en hat et duerno nach eng Kéier zitéiert –: Wéi ech déi éischt Strukture vu banne gesinn hunn, virun zwee Joer, wéi ech Minister gi sinn, dat huet eppes mat mer gemaach. Dat huet mech beweegt. A besonnesch wann ee Kanner gesäit a Flüchtlingsstrukturen, da mécht dat eppes mat engem.

Nach ass et esou, dass mer leider net an där idealer Welt liewen, wou et keng Kanner gött, déi flüchten an déi a Flüchtlingsstrukturen kommen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg bal 2.000 Kanner an eise Strukture sëtzen. An dofir ass et enorm wichteg, ze kucken, dass mer nieft deem dignen Accueil, dee mer probéieren, beschtméiglech ze maache mat deem, wat mer hunn ... Ech si virdru schonn drop agaang: D'Basis vum Problem, och an deem heite Beräich, si ganz vill och d'Strukture selwer.

Mee Flüchtlingsstrukturen en général, egal wéi eng et sinn, och wa mer déi, déi ech Iech zu Käerjeng gewisen hunn ... Dofir sinn ech jo mat Iech dohi gaang, dat si jo e bëssen déi Produiten, déi ech wëll bei deenen anere Gemengen dobausse promouvéieren. An awer muss ee wëssen: Wa mer eleng Zolwer a Miersch, déi zwou grouss, déi mer kucke gaange sinn, kucken, da bräichte mer 25 där klenger, fir dat ze ersetzen. An dat mécht dat Ganzt esou schwéier.

Jee, souguer an esou Strukturen ass et ëmmer an enger Flüchtlingsstruktur e schwéiert Ëmfeld. A wat d'Struktur méi grouss ass, wat dat natierlech ëmsou méi schwéier gött.

Säit ech Minister sinn – awer och den ONA schonn esou –, hu mer e ganz enken Austausch och mam OKaju, eebe grad, fir ze kucken, deen Knowhow, deen am OKaju ass, beschtméiglech ze notzen. An dat Schreiwes, dat Dir krut, wat ech och vun hinnen zougeschéckt krut, huet mech och op verschiddene Punkten dach staark schockéiert. Dat eent oder dat anert huet ee schonn héieren. Ech mengen, et ass jo och verwise ginn op dee Rapport, deen 2022 scho gemaach ginn ass, wou vill Saache widderholl gi sinn, wou ech awer och wëll soen, dass awer och reagéiert ginn ass vum ONA, zum Beispill zu Miersch. Déi Halen, déi mer kucke gaang sinn, do ware virum ale Rapport Kanner do. Ech kann Iech soen, säit ech Minister sinn, ass kee Mannerjäreeg méi an deenen Halen. Dat heescht, et gött probéiert, et esou gutt wéi méiglech ze maachen, grad fir d'Kanner, mat deem, wat mer hunn.

Ech hunn Iech gesot, ech war op verschiddene Punkte schockéiert. An dofir hunn ech och Leit vum ONA an dem OKaju op de Ministère bestallt. Mir haten eng Reunions, fir eebe grad do Saache besser ze verstoe respektiv och vläicht kënnen ze erkläre respektiv kloerzestellen.

Ech hunn et virdru gesot, ech soen Iech et och nach e puermol: Ech brauch an deem heiten Dossier näischt schéinzerieden, mee mer sollen eis awer net méi schlecht maachen, wéi mer sinn hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, dofir wëll ech Iech och weisen, wat Positives gemaach gött.

Ech hunn Iech gesot, ech war vu verschiddene Saache schockéiert. Ech war schockéiert vum Punkt, dass gesot gött, dass d'Ësse géif rationéiert ginn an dass d'Kanner net genuch z'essen hätten. Ech hu mer dunn dat Ganzt emol eng Kéier besser erkläre gelooss, och a Presenz vun de Leit vum OKaju, wéi et da fonctionéiert.

Dir musst wëssen, an engem Drëttel vun de Strukturen hu mer Kichen, do kënnen d'Leit dann – an d'Madamm Minella huet et erklärt – selwer hiert Iessen akafe goen, selwer kachen. Dat ass en optimalen Zenario, well da kacht natierlech och jidderee genau

dat, op wat e Loscht huet. A fir d'Integratioun ass dat besser. Mee eis Strukture ginn dat eeben net hier, soudass mer awer fir ronn 5.000 Leit Iessen – frësch, ofwieslungsräich, biologesch, regional a saisonal – hiestellen.

De Menü, dee proposéiert gött, dee gött iwwregens all Dag vun enger Dieteticienne vum ONA an enger Dieteticienne vum Fournisseur ausgeschafft. An et gött och probéiert, alle Besoine Rechnung ze droen, vu vegetareschen, veganen, glutefräien, laktosefräien Optiounen bis zu Optiounen ouni Schwéngfleesch, ouni Salz, ouni Fett. Allergië gött natierlech och Rechnung gedroen. Am Ramadan gi souguer d'Horären ugepasst. D'Leit kréien individuell op hir Besoinen ofgestëmmte Platen, déi se och to go kënnen apake loossen. An d'Leit kréien dräimol pro Dag z'essen. Si kënnen sech och eng zweete Kéier nohuelen. Dat konnt och kloergestallt ginn, déi dote Saachen, déi eeben ... an den Einzelgesprécher, déi d'Leit vum OKaju da mat Bewunner haten, konnten déi och nach eng Kéier kloergestallt ginn. D'Leit hunn iwwregens och zu all Moment Accès op Uebst, Kichelcher, Téi, Kaffi a Waasser. Ech hu mer soe gelooss, et wier dee komplexeste Marché a punkto Ufuorderungen, deen de Fournisseur hei zu Lëtzebuerg huet. An et ass e Marché, deen de Lëtzebuerg Staat sech pro Joer och 20 Milliounen Euro kaschte léisst.

Ech hunn och an deem Schreiwes gelies, dass sech Kanner zum Deel onsécher spieren an eise Strukturen, notamment, hunn ech mer erkläre gelooss, wann zum Beispill d'Police kënn, wann d'Ambulanzen a Strukture kommen. Jo, mir hu grouss Strukturen, wou vill Leit beienee sinn. An dat ass natierlech net optimal. An dat kann och zu Spannunge féieren. An dofir probéiert de Staat och, hei virzesuergen, wat de Sécherheetsvolet ugeet.

Dir musst wëssen, dass mir an all eise Strukture Gardiennage 24 op 24 op der Plaz hunn. Eleng déi Struktur, déi mer kucke waren zu Miersch, do sinn zéng Gardiene ronderëm d'Auer op der Plaz. Nieft deem Volet, wou de Staat probéiert, beschtméiglech d'Sécherheet hierzestellen, musst Der wëssen, dass och den Encadrement social op der Plaz ass, och zéng Leit fir den Encadrement social, an dësem Fall d'Croix-Rouge, Dir hutt se gesinn, mat deene mer op der Plaz waren, déi eeben och grad probéieren, op d'Bedürfnisser vun alleguerten de Bewunner an och de Kanner anzegoen.

An dann ass et och esou – dat weess vläicht net jiddwereen –: Ab deem éischten Dag, wou e Kand hei zu Lëtzebuerg ukënn, ass et schoufflichteg. Dat heescht, dee ganzen ausserschouleschen a schouleschen Encadrement steet nieft deem Encadrement, deen dann och besonnesch an de Strukturen ass, deem Encadrement, dee gemaach gött mat ganz ville konventionéierte Partner vu mengem a vun anere Ministèren. Och iwwer AMIF-Projete gött probéiert, deen Encadrement beschtméiglech ze gestalten.

Dann hunn ech et gesot: Eng Flüchtlingsstruktur ass keen Ëmfeld fir Mannerjäreeger – néierens iwwregens op der Welt, dat ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg esou, dat ass leider néierens op der Welt. An awer probéiere mer, Dag fir Dag dat Beschte ze maache mat deem, wat mer hunn, mat ganz ville Partner. Et ass virdru vum Personal vum ONA geschwat ginn, wou ech awer och eng Kéier hei wëll soen an déi Leit a Schutz huelen: Déi probéieren och Dag fir Dag, hiert Beschte ze maachen, dat scho säit Joren. A ganz vill Leit hëllef hinnen, gottseidank. Et si ronn 1.200 Leit, déi zousätzlech zu den 300, déi beim ONA schaffen, Dag fir Dag probéieren, hiert Beschte ze maachen an deem heite Beräich. An et ass wierklech keng Selbstverständlechkeet, dofir géif ech dann awer trotzdem

hei vun dëser Plaz profitéieren, fir hinnen all – hinnen all an och all deenen, déi dat fräiwëlleg maachen – e grouse Merci ze soen.

Ech géif nach gären op ee Punkt agoen, deen och an der Motioun dran ass, fir Iech och ze weisen, dass mer wëlle weiderkommen: Am Kader vun den neie Poste fir dëst Joer ass och ee Poste virgesinn, grad beim ONA, e sougenannten – et ass en neit lëtzebuergesch Wuert, géing ee bal mengen – „Safeguarding Officer“. Dat ass eebe grad eng Persoun, déi innerhalb vum ONA wäert agestallt ginn, déi iwwregens – an ech hat gëschter Moien och eng Versammlung mam OKaju heizou – vum Knowhow vum OKaju wäert kënne profitéieren.

An den OKaju wäert eis och dobäi begleeden, fir eebe grad ze kucken, mat deem, wat mer hunn, mat deene Strukturen, déi mer hunn, dat Beschtméiglech ze maachen am Interêt vum Kand – an dat, wéi gesot, an all einzelner Struktur. Dat ass e Prozess, jo, dee wäert daueren, mee dee wäerte mer ugoen. Dee Poste wäert elo ausgeschriwwen ginn. Dann hunn ech hei e bësse Reklamme fir dee Poste gemaach. An ech wëll awer domat och soen, dass mer eebe grad op deem Punkt sinn, wou mer soen: Mir wëllen an d'Struktur eragoen, fir wierklech d'Situatioun grad vun eise Kanner, fir déi et egal wéi schwéier ass, awer esou passend oder esou angeneem wéi méiglech ze gestalten.

Dir gesitt, mir brauchen hei net en zousätzlechen Optrag iwwert déi Motioun. Mir si ganz aktiv. Et gëtt ganz vill gemaach. Et kann een et ëmmer nach besser maachen. An et ass natierlech esou, dass et an all eise Strukturen Verbesserungspotenzial gëtt. An da sinn ech eigentlech erëm e bësse bei der Motioun vu vir-drun, wou ech Iech gesot hunn: Et geet och dréms, an d'Struktur eranzegoen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, Dir musst wierklech zum Schluss kommen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... ze moderniséieren an ze securiséieren.

Dëst gesot, géif ech Iech Merci soen, Här President, fir d'Gedold.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dir kënnt awer nach hei bleiwen, well ech gesinn, dass nach eng Fro un Iech ze stellen ass, wann Der wëllt. Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, gär.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif gären den Här Minister froen, wéi eng Qualitéitsconsignen Dir dem ONA an awer och deenen anere Prestatairë mat op de Wee gitt, wat den Accueil vu Kanner ugeet. Also, gëtt et Mindeststandarden, déi Der ugitt, dass zum Beispill an all Foyer, wou Kanner sinn, eng Spillplaz ass, e Spillraum, en extrae Personalschlüssel, deen adaptéiert ass, och par rapport zu Educateuren, déi vläicht extra nach eng Kéier do sinn, wa Kanner do sinn? Also wat sinn d'Mindestqualitätsstandarden, déi Dir virgitt, wa Kanner op enger Plaz accueilléiert sinn?

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma dat ass e bëssen dat, wat ech elo zum Schluss gesot hunn. Dat ass eppes, wat bis elo innerhalb vum ONA gefeelt huet. An dat ass dee Prozess, dee mer elo zesumme mam OKaju wäerte begleeden, fir wierklech an d'Struktur eranzegoen. Ech hätt mer och gewënscht, dat wier schonn do, mee dass et net do ass, heescht net, dass een et net ka schafen. An ech mengen, dass dat wäert awer nach eng Kéier ... E Quantesprong gëtt dat vläicht net, mee mir wäerten op d'mannst probéieren, et esou angeneem wéi méiglech ze maachen

an engem Ëmfeld, wat net fir Kanner gemaach ass, nämlech dat, an enger Flüchtlingsstruktur ze liewen. An ech denken, dass do dee Safeguarding Officer wäert hëlfelefen, deen da wäert fir all Struktur Konzepter ausschaffen, fir, wéi gesot, aus all Struktur dat Beschtméiglech erauszehuelen, fir dat dann a Musek ëmzesetzen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Minister. An da wär et elo nach d'Auteure, déi zum Schluss géif eng Kéier d'Wuert kréien. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech géing gären op e puer Punkten hei agoen. Fir d'éischt emol, d'Madamm Minella huet vun deenen dräi Strukture geschwat a mir waren do natierlech och zesummen op déi Visitten. Mee d'Land huet jo och net just dräi Strukturen. Mir hunn der 73, déi mer logescherweis net all konnte besiche goen. Dat heescht, ech weess och net, wéi et an deenen anere 70 ausgesäit. Ech ginn och dovunner aus, dass den OKaju sech dat heiten net aus de Fangere suckelt an eis hei eebe fir den 23. Februar dee Bréif zoukomme gelooss huet. Wann ech dat richteg verstanen hunn, huet de Minister sech eeben elo rezent mam OKaju iwwert dee Bréif hei zesumme gesat an och ausgetosch, inwiefern se dann elo deene Problemer do entgéintwierke kënnen.

An et ass kloer, mir hunn hei am Land scho verschidde Saachen, déi tipptopp fonctionéieren, wéi eeben d'Integratioun an de Schoulen, déi schonn ugeschwat gouf, wou mer och selwer gesot kruten, dass dat deene Kanner enorm hëlleft, fir sech ze integréieren. Hei gouf och vill vu prioritaire geschwat, mee dat heescht jo net eng Garantie. An dat heiten ass am Fong eng Motioun, fir och do nach eng Kéier en Appell ze maachen, dass mer eis drun erënneren, wat mer am Fong maache fir déi Kanner, déi natierlech en Hantergrond ..., also traumatesch Situatiounen erlieft hunn an déi mer wëllen hei empfänken, fir dass se sech kënnen etabléieren an am Eendeffekt och kënnen an d'Schoul goen a kënne léieren an net nach duerno heemginn a soen: „O mei, ech ka mol net léieren an ech si mol net oppe fir dee chronesch Stress, deen dann do ëmmer herrscht.“

Ech hätt mer och gewënscht, dass mer, wéi d'Madamm Bernard och scho sot, einfach e Follow-up géife maachen. Ech mengen, dass e Problem besteet, schéngt jo iergendwéi an deem Bréif gestanen ze hunn. Dat heescht, eigentlech wär et fir mech normal gewiescht, dass mer gesot hätten: Ok, voilà, dee Problem besteet, mir hunn hei elo verschidde Mesüeren, wéi Der och elo scho genannt hutt, fir e Follow-up ze maachen. Ech mengen, et ass enorm wichteg, dass mer hei duerno – ech soen elo an engem Joer oder zwee Joer – eng Kéier kucken: Wat gouf ëmgesat? Wat ass am Eendeffekt herno en place, wat elo haut nach net en place ass? Ech mengen, dat ass enorm wichteg.

An dann ass just nach ee Punkt. Ech mengen, ech sinn nach net laang hei am Haus, mee ech hunn awer e bëssen d'Gefill, heiansdo gëtt gesot: „Jo, dat maache mer alles, et ass alles gutt, mir kënnen dat novollzéien“, an da gëtt et matgestëmmt, an déi aner Kéier ass et dann eebe superfetatoire. Ech weess nach net, ech hunn do d'Strategie nach net hannendru verstanen, mee ech mengen ...

Une voix | Ech och net.

(Interruptions)

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Et ass ... Ech léieren dat vläicht nach. Mee merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun vun der Madamm Delcourt zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

9. Question élargie n° 78 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet du respect de l'interdiction de toute publicité en faveur du tabac et des produits du tabac ou contenant de la nicotine

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der erweiterter Fro Nummer 78 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Anhale vum Verbuert vun all Reklamme fir Tubak a Produiten, déi Nikotin enthalten. Den Auteur huet, wéi en dat weess, 5 Minuten Zäit fir seng Fro, seng Haaptfro an duerno d'Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minutte fir ze äntweren. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, eist rezentst Antitubaksgesetz gesäit am Artikel 3 en allgemengt Publicitéitsverbuert fir Tubaks- an Nikotinsprodukter vir. Am véierte Paragraf ass eng Deelderogatioun zu deem Verbuert virgesinn. Si gëllt fir Commercen, déi Tubaksprodukter verkafen, an zwar an direkter Proximitéit vun de Rayonen hannert der Théik, wou déi Produkter ënnerdaach bruecht sinn. Dat heescht, hannert der Théik d'äerfe Pannoe stoen, déi drop hiweisen, dass Tubak verkaf gëtt an esou weider.

Ben, ech hunn d'Welt net méi verstan, wéi ech viru Kuerzem op der Grenz an eng Tankstell erakomm

sinn, wou ech begréisst gi si mat Risepannoen, mat Televisiounsschiermer, wou esou kleng Geschlechtercher gelaf sinn a wou ech gezielt krut: „eng Rees wäert“. Ech hu geduecht: „Eng Rees wäert – firwat?“ An do hunn ech dat emol méi genee ugekuckt, well se do gewisen hunn, wéi vill Zigaretten an Tubakprodukter zu Lëtzebuerg méi bëlleg si wéi a Frankräich, an der Belsch an an Däitschland. „Kommt dir aus ..., da kommt heihin, hei kritt der den Tubak an d'Tubakprodukter quasi nogehäit!“ Also keng Pannoen, keng Affichen, mee ganz modern a gestraalt iwwert de ganze Raum!

Iwwregens net nëmmen an Tankstellen, mee ech hunn elo gesinn, an direkter Proximitéit vun der Chamber ass esou eng Epicerie, do kënnst Dir Iech dat an Natur ukucken. An dat gesäit dann esou aus.

(M. Mars Di Bartolomeo montre des photos.)

Do sinn Televisiounsschiermer, et steet natierlech dobäi, mat deene Biller, wéi schiedlech dass et ass, awer wéi vill een domat ka Geld spueren, „eine Reise wert“, „de reis waard“, ob Hollännesch oder schlecht Hollännesch.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech muss Iech soen, dass ech dann direkt un eisen Nationbranding geduecht hunn. Ass et eng nei Formule fir den Nationbranding? „Kommt op Lëtzebuerg, net well d'Land esou schéin ass, mee well den Tubak esou bëlleg ass!“

An do sinn ech zur Konklusioun komm: Déi Dreistegkeet, wéi hei Publicitéit gemaach gëtt mat deene modernste Mëttele, déi ass quasi net ze iwwertrefen. An et ass eng reegelrecht Provokatioun vis-à-vis vun deenen, déi déisäit vun der Grenz wëlle mat héije Präisser den Tubakskonsum erofsetzen. Et ass deenen en Iesel op de Réck gemoolet.

An Dir wësst, et ginn Tonnen iwwert d'Grenzen. An deen, dee sech erwësche léisst, dee bezilt 50.000 oder souguer méi Euro Strofen.

Dofir meng Fro: Sinn déi gesetzwidreg Publicitéiten der Regierung bekannt? Déi Publicitéit sinn total am Widdersproch zu eiser Gesondheetspolitick an zu eiselem Kampf géint den Tubak. Wéi ginn dës hemmungslos Verstéiss géint de Publicitéitsverbuet kontrolléiert? A wéi gi se sanktionéiert? A gëtt et e klare Message un d'Produzenten, un d'Commerçanten, un d'Tankstellebesëtzer oder d'Superstructures an un d'Agences de publicité, déi esou Saache maachen, déi total gesetzwidreg sinn?

Ech weess, dass d'Douane dat soll kontrolléieren. Déi ass net ënnert der Responsabilitéit vun der Madamm Minister. A wann d'Madamm Minister déi Äntwert dorop net ka ginn, da wäert ech haut nach den Här Finanzminister, dee fir d'Douane zoustänneg ass, froen, wéi dat gehandhaabt gëtt.

Voilà, ech wollt Iech dat soen. An ech fannen et einfach onverschimmt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet elo d'Madamm Minister fir Gesondheet d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci dem Deputéierte fir seng engagéiert Fro.

D'Tubaksgesetz ass elo ronn 20 Joer al. Dat heescht, mir feieren een Anniversaire, ee ganz sënnavollen Anniversaire, well dat Gesetz huet net nëmmen déi geschützt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

Mir hunn nach net offiziell agelueden.

Mir hunn déi geschützt, déi selwer fëmmen. Déi probéiere mer ze schützen. Mee virun allem hu mer mat deem Tubaksgesetz déi geschützt, déi dem Dampf ausgesetzt sinn.

Am Artikel 3 sinn, wéi Der richteg sot, sämtlech Dispositiounen dran, datt keng Pub däerf gemaach ginn. Déi Pub ass ganz wäit gehalen, a bei deem, wat Dir elo geschieldert hutt, do ass natierlech fragwürdeg, ob dat dierft sinn.

Mee op d'Kontroll ugeschwat, wéilt ech en Extrait vun Ärer Ried vun 2006, den 13. Juli an der 51. Seance vun der Chamber, virliesen.

Plusieurs voix | O!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | „D'Kontroll ass wichteg.“ Ausrufezeichen! „Am Virfeld, an deemselwechte Sënn, wéi mer d'Diskussioun, den Dialog mat deene Betreffene gesicht hunn, hu mer den Dialog an d'Diskussioun mat der Polizei gesicht. Mir hunn och d'Diskussioun an den Dialog mam Parquet gesicht.“ An da kommen e puer Sätz, déi näischt domat ze dinn haten. An dann zum Schluss: „D'Bereitschaft op deenen zwou Säiten ass, fir deen heite Projet mat där Seriositéit ze begleeden, wéi dat noutwendeg ass.“

20 Joer duerno stelle mer fest, datt an deem Gesetz 2006 net spezifizéiert ginn ass, wien dann zoustänneg ass, fir all déi Artikelen ze iwwerpräiwen, ob déi och agehale ginn. A wann net eng Institutioun domadder beoptraagt ass, ass et am Prinzip d'Police.

Meng Leit hunn dann nogefrot, ob déi Gesetzgebung géif agehale gi respektiv ob kontrolléiert gëtt, datt déi agehale gëtt. A well kee spezifesch domat beoptraagt ginn ass, gëtt et keng Zuelen dozou.

Dat heescht, bei der Police kann een et eng Kéier nofroen, mee bei der Police krute mir gesot, si hätte keng Zuelen dozou. Ech denken awer, wann d'Police drop higewise gëtt, datt se op eng Plaz soll kucke goen, ob dat richteg leeft, datt se dat och maachen. Mee Zuelen dozou gëtt et net.

Also war et eng Lacune am Gesetz vun 2006, datt net spezifizéiert ginn ass, wie wéini wou reegelméisseg Kontrolle soll maachen. Déi Lacune hu mir geféllt. Déi Lacune ass 2025 mat deem neien Antitubaksgesetz mat de Modifikatiounen geféllt ginn. An effektiv ass do elo d'Douane beoptraagt ginn, konkreet déi Dispositiounen vum Tubaksgesetz ze kontrolléieren.

Fir déi Kontroll ze maachen, mussen awer nach Règlement-grand-ducalle geholl gi fir de Programm vun der Formatioun vun deenen Agenten, déi dat solle maachen. An déi Reglementer sinn amgaangen, ausgeschafft ze ginn. A subal déi Reglementer do sinn a publizéiert sinn, kann d'Douane hiren Aufgaben noegoen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Huet den Här Di Bartolomeo nach eng Zousazfro?

(Assentiment)

Ganz kuerz, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ass – vu dass d'Douane jo nach net prett ass – d'Madamm Minister, opgrond vun deenen Informatiounen, déi se haut kritt huet, d'accord, dass mer elo missten en attendant d'Police informéieren, fir dat heiten ze kontrolléieren? Well, wéi Der richteg gesot hutt, wa mer keen aneren hunn, dann ass et deen, deen dofir zoustänneg ass, all Contraventionen festzustellen: d'Police.

An ech géif der Madamm Minister als Beleg da ganz gär dës Fotoe ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo donne les photos à Mme Martine Deprez.)

M. Claude Wiseler, Président | Héiert een Iech dann nach?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat mécht näischt. Et héiert ee mech nach.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz gär! „Une fois n'est pas coutume.“

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Di Bartolomeo.

Madamm Minister, Dir kënnst eng Äntwert drop ginn, wann Der wéilt.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Also ech gesinn effektiv hei eng Foto, wou „eine Reise wert“ dropsteet, mee ech weess net, ob déi Foto ..., wou déi Foto gemaach ginn ass, wie se gemaach huet. An dat doten ass elo natierlech eng Informatioun fir mech. Mee jiddweree kann, wann en esou Saache feststellt – an et ass och jiddwerengem seng Aufgab, wann en esou Saache feststellt a weess, datt se contraire zu engem Gesetz sinn –, selwer bei der Police virstelleg ginn, fir der Police dat ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee da maache mer dat zesummen!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Gären, zesummen!

Merci!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Maja, Dir zwee sidd Iech eens. Dat ass scho mol gutt. An domat wär dann dese Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

(Interruptions)

10. Interpellation de M. Fred Keup au sujet de la baisse de la natalité

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an dat ass d'Interpellatioun vum Här Fred Keup iwwert de Réckgang vun de Gebuerten. D'Riedezeit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Dat heescht, den Interpellateur huet 30 Minuten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng 7, d'Piraten 7, déi Lénk 7 an d'Regierung 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Corinne Cahen, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup als Auteur vun der Interpellatioun. Här Keup, et ass un Iech.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert d'Zukunft vun eisem Land. An déi fänkt bei de Kanner un. A Kanner gëtt et der awer ëmmer manner.

D'Demografie léiert eis: Fir datt d'Bevëlkerungszuel vun enger Natioun laangfristeg erhale bleift, dat heescht, fir datt de Generatiounswiessel ka geséichert sinn, muss d'statistesche Moyenne bei iwwer 2,1 Kanner pro Fra leien. Dëst nennt een dann den Indicateur de fécondité oder Fertilitätsrate. Also, fir eng Populatioun stabil ze halen – wann Der elo déi extern Facteuren alleguer op der Säit loosst wéi Emigratioun,

d'Leit, déi fortginn, oder Immigratioun, d'Leit, déi heihinner kommen –, muss eng Koppel oder eng Fra am Duerchschnitt 2,1 Kanner hunn. Zu Lëtzebuerg kritt eng Fra awer am Duerchschnitt nëmmen 1,25 Kanner. An de Constat ass also kloer: Mir leie wäit, ganz wäit ënnert deenen 2,1.

An ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, fir dass dëst immens wichtegt Thema mol erëm eng Kéier hei debattéiert gëtt. Et geet eis drëms, e Bewusstsein ze schafe fir déi ganz Problematik, fir dass mer d'Situatioun kënne genee analyséieren. D'Grënn vum staarken Réckgang misste mer kenneléieren a verstoen, dann déi negativ Konsequenze vun deem Réckgang, an da misste mer och kucken, Léisungen ze fannen, fir d'Politick esou ze gestalten, dass mer erëm méi Kanner kréien, spréich, e kannerfrëndlecht Ëmfeld schafen.

An iert ech elo op déi Punkte méi genau aginn, wëll ech awer eppes kloerstellen, dass et hei net drëms geet, enger eenzeler Persoun virzschreiwien, wéi vill Kanner se soll kréien, respektiv dass et och net drëms geet, ...

(Interruptions)

... eng perséinlech Astellung zum Kannerkréien ze kritiséieren. Jiddwereen ass natierlech do fräi, sech esou ze entscheeden, wéi en dat wëll.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi aner solle Kanner kréien, déi aner.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Mee et geet ëm dat Ganzt a wéi mir als Land et kéinte fäerdegbréngen, e gemeinsaamt Zil vu méi Kanner ze errechen.

Dëst Thema war virun 30, 40, 50 Joer ee vun de wichtegsten hei am Land an oft och hei am Parlament. An aus där Zäit wollt ech Iech e ganz flott, kritescht Gedicht virlesen, e Gedicht wat bei mir am Lycée am Buch war vun de Lëtzebuergeschcoursen. A wann ech mech richteg erënneren, hate mer dat och eng Kéier op Septième kuerz gelies. Ob mer et deemools ganz verstanen hunn, weess ech awer net méi. Et ass e Gedicht vum Pol Pütz an et heescht: „Wéi geet et virun?“ Dir kennt et vläicht. Ech liesen et vir.

„Géint alles kanns de Pëlle friessen,
bei Kappwéi, Zännwéi, Péng am Mo,
et däreer een sech souguer vergiessen,
well d'Antibabypëll ass do.

Gebuerte ginn et ëmmer manner,
wie weess, wat eisem Land nach bléit?

E Stot mat véier, fënnef Kanner
ass haut scho bal eng Raritéit.

Ma d'Pëll eleng ass do net schëlleg,
well Kanner hunn, dat ass dach schéin,
mee Kanner zillen ass nët bëlleg
bei Maxipräisser, Miniléin.

Wéi geet et virun hei am Ländchen?

An honnert Jor wäert Dir gesinn,
dee leschte Lëtzebuergער Männchen
am Musée an der Glasvitrin.“

Dat war viru 40, 50 Joer. A wa mer d'Analys vum Gedicht maachen, stelle mer fest: Bis ongeféier 1970 hat eng Fra am Duerchschnitt e gudde Krack iwwer zwee Kanner. An déi 50er- a 60er-Jore si jo bekannt als d'Jore vum Babyboom. An déi Leit, déi deemools gebuer sinn, nennt een dann och Babyboomer. An du kouw den an der Wëssenschaft sougenannte „Pillknick“, wou iwwerall an Europa dann d'Geburten zréckgaange sinn, ënner anerem doduerch. A wéi am

Gedicht gesot, sinn zanterdeem Stéit mat véier, fënnef Kanner ganz rar ginn.

Als weidert Argument am Gedicht kënnt dann de finanziellen Aspekt. Den Auteur schwätzt vu Miniléin a Maxipräisser. An dat ass jo och eppes, d'finanziell Situatioun, déi awer e gewëssen Afloss och huet op d'Zuel vu Kanner. Et weess ee vläicht net ëmmer, wéi staark deen Afloss ass. Ech kommen drop zréck, mee ech kann awer scho verroden, dass de finanziellen Aspekt en Afloss huet, dee kleng ass, awer doduerch och indirekt d'Wunnsituatioun beaflosst. An dat huet och erëm eng Kéier en Afloss op d'Zuel vun de Kanner.

Zum Schluss schwätzt den Auteur vum „leschte Lëtzebuergער Männchen [...] an der Glasvitrin“. Ech wëll elo hei an dëser Interpellatioun net ze vill op dësen Aspekt agoen, mee méi dat Allgemengt gesinn, dat Demografesch, a mech dorobber konzentréieren.

Zu där Zäit vum Gedicht war dat allerdéngs e weesentlech Thema, wéi ech gesot hunn, hei an der Chamber, wou ganz dramatesch Rieden dozou gehale gi si vun allen hei vertruenede Parteien. An och den Här Thorn an den Här Werner hunn dat als grave Problem ugesinn. Ech wëll dat awer elo hei explizitt net zitéieren. Et geet mer, wéi gesot, eleng ëm d'Demografie.

Wa mer d'Statistiken aktuell kucken, da stelle mer fest, wéi gesot: Et brauch een 2,1 Kanner – mir si bei 1,25. Et kann een nach en Ënnerscheid maachen, deen de Statec mécht: Bei Leit mat Lëtzebuergער Nationalitéit ass et 1,1; bei Leit, déi keng Lëtzebuergער Nationalitéit hunn, bei den Ausländer, déi hei wunnen: 1,4. De Constat ass also kloer: Mir leien egal wéi wäit ënner 2,1. A wat de Statec och seet: D'Ausländer, déi op Lëtzebuerg kommen, passe sech relativ schnell no ënnen un. Dat gesi mer och an allen europäesche Länner. Dat heescht, bei deene geet et dann och automatesch relativ schnell erof.

Wa mer elo eng einfach Rechnung maachen opgrond vun enger Generatiounelängt vun 30 Joer, da stelle mer fest, dass d'Bevëlkerung sech bei 1,25 Kanner halbéiert, statistesch, bannent 40 Joer. Dat heescht konkret, wann een elo also géif, ganz vereinfacht, e Modell huelen, wou een Immigratioun, Emigratioun eraushëlt, da géif Folgendes geschéien: Aus deenen haut 690.000 Awunner sinn der am Joer 2066 d'Hallschent, also 345.000 ginn. An 2066 wäerte jo awer warscheinlech nach eng ganz Partie Leit heibannen och materliwien. Dat ass also eng Halbéierung bis dohin.

A mir gesinn dat och ganz konkret bei de Familljen. A warscheinlech gesitt Der dat och bei Ären eegene Familljen. Zum Beispill op engem Familljefest, do hutt Der da fréier folgend Situatioun gehat – ech schwätzen elo vu virun 30, 40 Joer –: Dir hat 2 Grouselteren, dann d'Kanner, dat waren der an der Moyenne deemools 3, an dann deenen hir Partner, nach eng Kéier 3, an dann hate mer an der Moyenne zu där Zäit 1,7 Kanner pro Koppel, dat wieren also bei 3 Koppelen nach eng Kéier ronn 5 Kanner. Also hutt Der op deem Familljefest – Grouselteren: 2, Kanner: 3, deenen hir Partner: 3, Enkelkanner: 5 – am Ganzen 13 Persounen. A wa mer elo eng Fertilitéit vun 1,1 hunn, dann hutt Der déi 2 Grouselteren haut, 1 Kand vun deenen a vläicht 1 Enkelkand oder och keent, do läit et da bei 50 %, vu dass et eppes ëm 1 ass pro Koppel. Dat heescht, wou fréier op engem Familljefest 13 Persoune waren, do sinn Der elo statistesch gesinn 3 oder 4.

(M. André Bauler prend la présidence.)

An déi Situatioun kënnt Iech warscheinlech bekannt vir. Fir et richteraus ze soen: Ganz vill Famille verléiere ganz vill u Kanner a wäerten, wann een dat

esou ka soen, als Familien ausstierwen an den nächste Joerzénkten. Eng Koppel, déi 1990 gebuer ass, huet nach vläicht zwee Kanner, dann huet se een Enkelkand an nach vläicht 0,5 Urenkel. Dir wësst also, wou dat hiegt. An dat bréngt nach ganz aner Problemer. An ech maache just eng Klammer op: Mir lieue jo haut schon an enger Ierfschaftsgesellschaft. Mee dee Punkt vun der Ierfschaftsgesellschaft, also wa sech néischt drun ännert, wäert dee sech an den nächste Joerzénkten nach emol méi extrem verstärken.

De Problem betrëfft haut all d'westlech Länner, och Frankräich, déi laang nach méi héich Zuelen haten. An 2024 ass a Frankräich fir d'éischt Folgendes geschitt: Et si manner Gebuerte gi wéi Stierffäll. An dat huet de President Macron derzou veranlasst, e Plang opzestellen, deen e genannt huet „le réarmement démographique“, wou also alles soll gemaach ginn, fir dass d'Leit erëm méi Kanner kréien. Well effektiv a Frankräich och de Consens ass, dass dat e grouse Problem ass.

Südkorea: A Südkorea huet d'Regierung den nationalen Noutstand ausgeruff. Do ass d'Kannerzuel bei 0,7 pro Fra. Dat ass deen déifste Stand op der Welt.

Wat dat fir e Land bedeite kann, wann net méi genuch Kanner do sinn, erklärt d'OSZE an engem Rapport vu virun engem Joer, wou si virun de gravéierende wirtschaftlechen a soziale Konsequenze warn. D'Sonderbeoptraagt vun der OSZE seet an hirem Rapport: „Duerch de Manktem u Kanner geet déi“, si schreift dat, „militäresch a politesch Muecht zréck.“ Dat zielt warscheinlech fir ganz Europa oder fir d'OSZE-Länner. Da Saachen, déi mer wëssen: D'Steier-einnahme riskéieren erfrozegeen, et gëtt e Manktem u Aarbechtskräften, et gëtt eng Iwweralterung vun der Gesellschaft, et bréngt Gesondheetssystemer, d'Krankekeess a Bedrängnis, d'Pensiounssystemer packen et net méi a ginn net méi op. Alles dat, wat d'OSZE seet, kenne mir och hei zu Lëtzebuerg.

A fir Iech zwee Beispiller ze soen: A villen Aarbechtsberäicher féinnt de Staat an och de Privatesseur net méi genuch Leit. An dat läit natierlech och dorun, dass net genuch Kanner do sinn, fir déi Plazen ze besetzen. A bei de Pensioune brauche mir, fir eng Pensioun ze bezuelen, 2,5 Persounen, déi schaffen an déi cotiséieren. An evidenterweis, bei 1,25 Kanner pro Koppel kann dat jo och esou net méi opgoen.

D'Sonderbeoptraagt vun der OSZE gesäit e grouse Risiko kommen a si fuerdert, d'Stabiliséierung vun de Gebuertenzuele misst en zentraalt Zil sinn an alle politeschen Entscheedungsprozesser. A si seet, ech zitéieren dat: „Es ist höchste Zeit, dass wir uns aktiv mit dieser Entwicklung auseinandersetzen und Lösungen erarbeiten.“ Politesch Moosnamen, sozial Ureizer, laangfristeg Strategien, alles dat geet emol net duer. Si schreift, dass mer e gesellschaftlecht Ëmdenke brauchen, eng Aart Kulturwandel hin zu méi Unerkennung vu Famill, Kanner an Elteren.

A wat kann d'Politick maachen? Si nennt dann och e puer konkret Saachen: Eng familljefrëndlech Steierpolitik, Wunraum, deen ee sech leeschte kann, qualitativ héichwärtig Kannerbetreiung an eng Opwärtung vun de Bestietnisser an och vun den Elteren.

Dat gëtt schon a ville Länner gemaach. Beispiller: An den USA ass elo geplangt, all Kand, wat gebuer gëtt, e Startkonto vun 1.000 Euro ze ginn. Vill Länner schafen oder erhéien e Congé parental. Zu Tokyo kréien d'Ugestallte vun de Gemengen e fräien Dag pro Woch. A China kreiert staatlech Datingapps, fir seng Bierger ze verkoppelen. Israel bezilt kënschtlech Befruchtungen, an esou weider.

Lëtzebuerg mécht och, och wann et hei explizitt net fir d'Natalitéit gemengt ass, eng ganz Partie Saachen, déi

an déi Richtung ginn, wéi zum Beispill gratis Kannerbetreuung, Erhéijung vun Hëlfelefen an och aner Punkten.

Et sinn awer och Saachen, déi vläicht nach feelen. En Elteregeld fir d'Elteren, wa se de Choix huelen, sech selwer gär ëm d'Kanner ze këmmere. Eng richteg Hëllef fir ze wunnen. Mee do hu mer souwisou e Rise-problem, dee mer net an de Grëff kréien. A mir wëssen och, dass d'Kannergeld, och wann et elo erhéicht gëtt, net wierklech wäert duergoen, fir d'Käschten ze decken, déi e Kand mat sech bréngt.

Wat nëtzt dat alles? A wat bréngt am meeschten? Et gëtt weeder eng universell Erklärung fir déi falend Gebuertenzuelen an alle Länner nach gëtt et universell méiglech Géigemoossnamen.

All Land, all Famill huet seng eege kulturell a sozial Spezifitéiten. An ech ginn Iech elo hei d'Beispill vum dramateschste Fall: Südkorea, déi déi niddregst Gebuertenzuel hunn an déi probéieren, vill dergéint ze maachen. Mee näischt bréngt eppes. Staatlech organiséiert Partnersich – de Staat organiséiert, souzeseen, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, Hellichten, wou d'Leit kënnen dann e Partner fannen, fir ze bestueden –; vill Geld gi se aus, wann ee Kanner kritt; et gëtt och bezuelten Elterenzäit – mee näischt huet fonctionéiert.

A wat sinn d'Grënn? Ma et gëtt eng ganz Partie Problemer a Südkorea, zum Beispill extrem laang Aarbechtszäiten – well fir Kanner brauch een Zäit –, Wunnen ass a bleift extrem deier – a fir Kanner brauch ee Wunraum –, Kannerbetreuung gëtt et quasi keng, d'Käschte fir d'Ausbildung vun de Kanner sinn immens héich, soudass ee sech Kanner a Südkorea muss leeschte kënnen.

A méi spezifesch ass nach en interessante Punkt, deen ech hei wëll ervirsträchen: Südkorea huet e ganz schnellen a staarken Wandel an de leschte Joerzénge matgemaach, wirtschaftlech an och gesellschaftlech. An Dir hutt also haut nach op där enger Säit eng ganz konservativ patriarchalesch geprägte Gesellschaft, an op där anerer Säit eng ganz modern Bewegung, déi dës refuséiert. An dat féiert laut de Fuerscher derzou, dass vill modern Frae kee Mann méi wëllen. An dat féiert derzou, dass d'Männer frustréiert ginn.

(Interruptions)

An dat féiert zu engem patriarchaleschen Haass géint Fraen an dee féiert erëm zu enger feministescher Bewegung, déi op den Haass vun de Männer erëm mat Haass géint déi reagéiert. Dat ass d'Wëssenschaft, déi ech zitieren.

Ech soen et einfach hei, ënnert dem Stréch ass et Follgendes: Wa Männer a Frae sech net méi verstinn, da gëtt et schwierig, Kanner ze kréien.

(Hilarité et interruption)

Vill Länner ginn dann op de Wee mam Geld. Aktuell dräi Beispiller: besonnesch Polen, Ungarn an Italien. An et gëtt dozou och eng renomméiert Etüd, déi festgestallt huet, dass déi finanziell Ënnerstützung, reng finanziell, fir Kanner ze kréien, d'Zuel ëm 0,2 erhéicht. Dat ass net vill, dat ass awer och net näischt.

An ech ginn Iech elo d'Beispill vun Ungarn. Dat huet awer elo näischt mat der Regierung do ze dinn, mee einfach mat de Moossnamen. Déi maachen eng ganz natalistesche Politik. Progressiv geet bei zwee, dräi, véier Kanner d'Kannergeld staark an d'Luucht, Frae kréien d'Méiglechkeet, engersäits schaffen ze goen, mee och doheem ze bleiwen, a ginn ënnerstëtzt. An d'Steiere ginn erof pro Kand, a bei dräi Kanner bezillt eng Fra an der Reegel scho keng Steiere méi.

Wann een eng Wunneng wëll kafen, biergt de Staat fir Kreditter, wann et eng Famill ass. Wann een en

Auto wëll kafen, kritt ee jee no Zuel vu Kanner, déi een huet, eng Subventioun, déi bis zu 7.000 Euro ka sinn, wat vill an Ungarn ass. An tatsächlech ass d'Zuel vu Gebuerten an Ungarn eropgaang vun 1,2 am Joer 2012 op 1,6 am Joer 2021.

Här President, eng grouss Roll spillt de gesellschaftleche Wandel. Fréier huet een zum Beispill gesot, datt d'Fraen, wa se net schaffe ginn, dann doheem sinn a méi Kanner kréien. Dat stëmmt haut net méi. D'Frae ginn haut schaffen. Also hëlleft et haut, dass eng Betreuung vun de Kanner organiséiert gëtt respektiv dass een e finanziellen Ausgleich gëtt mat sozialer Ofsecherung fir Eltere respektiv fir eng Fra, wa mer hei vun der Fra schwätzen, déi sech eventuell wéilt eng Zäit doheem ëm d'Kanner këmmere.

Dann hu mer haut ëmmer méi laang Studienzäiten oder Ufankszäiten am Beruff, wou d'Leit op Kanner verzichte wëllen. Sou stéisst et haut bei ville Lëtzebuerger op Onverständnis hei am Land, wa se liesen oder héieren, dass grad jonk Erwuessener, soe mer emol vun 19, 20 Joer, déi och nach vläicht an enger prekärer Situatioun sinn, Kanner kréien. An da gëtt gesot, offällig: „Déi solle sech emol e Liewen opbauen, ier se ufänken, Kanner ze kréien.“

Dat ass vläicht gutt gemengt, mee doduerch gëtt d'Grënnung vun der Famill ëmmer méi no hanner geréckelt. An d'Leit hunn haut méi wéi 30 Joer am Duerchschnitt, wa se dat éischte Kand kréien – fréier war dat emol bei 22, 23, 24 –, oft ass et souguer nach méi spéit. A jee spéider een ufänkt, desto manner Kanner kritt een och.

Dann hëlfelefen natierlech och stabil Verhältnissen, Koppelen, déi zesammenhalen an zesummebleiwen. Mee dat gëtt et haut och bei eis ëmmer manner.

An da gëtt et nach vläicht eng interessant an och vläicht onbemierkt Entwécklung: Et gëtt souzeseen um Maart, wou d'Partner sech fannen, en Enkpass. An dat gesäit esou aus, dass besonnesch gutt ausgebildete Fraen a schlecht ausgebildete Männer, laut Soziologen, all Méi hunn, e Partner ze fannen. A Länner wéi Spuenien oder der Schwäiz, wou ech elo d'Zuelen hunn, ass dat besonnesch staark. An e ganz groussen Deel vu gutt ausgebildete Fraen huet do eebe keng Kanner méi. An op där anerer Säit hunn déi schlecht ausgebildete Männer keng Partnerin.

(Interruption)

Dacks ass et awer mol net e Choix, fir keng Kanner ze kréien. Laut engem UNO-Rapport wënsche sech d'Leit an Ëmfroen an de meeschte Länner zwee Kanner. An an der Ëmfro si se och gefrot ginn, firwat dat dann net geschitt. An 20 % vun deene Leit ginn un, dass se keng géeege Wunneng fannen, 15 % ginn un, dass se net de richtege Partner fannen, a weider 12 % vun de Fraen ënner 40 Joer ginn un, dass se wéinst der ongläicher Opdeelung vun der Aarbecht am Stot an och bei der Kannererzierung keng oder net méi Kanner wëlle kréien.

Et ergëtt sech also eng Léier: De Kannerwonsch ass an de verschidde Länner do, mee wat feelt, ass eng kannergerecht grouss Wunneng, e gudden Equiliber tëschent Famill a Beruff, deen och flexibel ka gestalt ginn, eng gutt a breet Kannerbetreuung, kooperativ Pappen, déi matupaken.

Mee och an de Länner, déi dat zu engem gudden Deel erfëllen – zum Beispill déi skandinavesch Länner, zum Deel Frankräich an och Lëtzebuerg –, och déi Länner kennen haut trotzdem e staarken Réckgang vun de Gebuerten. An do kann ee sech froen: Wat sinn d'Grënn? Individualiséierung vun der Gesellschaft, Materialismus, en negatiivt Bild vun de

Kanner, d'Feele vun engem ugepassten, vläicht méi progressive Mammebild, d'Feele vun engem kannerfrëndlechen Ëmfeld. Well et ass jo en Däiwelskrees: Do, wou keng Kanner sinn, do verschwënnt och dat kannerfrëndlecht Ëmfeld. A wat erweisen ass, dat ass, dass eng Gebuert am Ëmfeld zu enger Ketterreaktioun féiert. Dat heescht, d'Chance, dass eng Fra schwanger gëtt, klëmmt, wa Kollege vun hir oder aner Fraen an der Famill och Kanner kréien. Dat betrëfft iwwregens béid Geschlechter, Fraen awer méi wéi Männer. Souzeseen: Kannerkréie stécht un. Keng Kanner kréie stécht allerdingen och un.

Dem Staat seng direkt Méiglechkeete si begrenzt. Awer e positivt Bild vun Kannerkréie kann de Staat net eleng schafen, dat muss déi ganz Gesellschaft. An e positivt Bild ass leider net ëmmer ginn. An der medialer Effentlechkeet geet dacks rieds vun Elteren, déi keng Zäit méi hunn, déi mat den Nerven um Enn sinn oder onfäeg sinn, oder Kanner, déi Problemer schafen. Méi rar ass haut den Narrativ, dass Kanner eng immens Beräicherung sinn, dass se Sënn schafen, dass se fir Stabilitéit suergen, dass se d'Zukunft sinn, an och einfach vum Fait, wéi flott et ass, e Mënsch opwuessen ze gesinn.

E Beispill, dat ech hei nach nenne wëll, ass dat vun Norwegen. Norwegen ass virbildlech a Saachen Emanzipatioun a Familljepolitik. D'Frae schaffe quasi alleguer an d'Kannerbetreuung ass ganz staark ausgebaut. All Kand huet nom éischte Joer e Recht op eng Plaz an enger Struktur. D'Männer an Norwege bedeelege sech staark un der Aarbecht am Stot an och un der Erziehung vun de Kanner. An trotzdem gëtt et elo ëmmer manner Gebuerten. Aktuell si mer an Norwege bei 1,4. Viru 15 Joer waren et nach 2 Kanner pro Fra.

Norwegesch Fuerscher spekuléieren op déi scho viru gedru gemannte Grënn: d'Selbstverwierklechung, d'Karriär – d'Leit kréien d'Kanner méi spéit –, extrem héich Wunnengspräisser, keng stabil Bezéiunge méi, vill Trennungen a sou weider.

Déi norwegesch Regierung mécht sech grouss Suerge an huet eng Kommissioun agesat, fir d'Ursachen an d'Konsequenzen ze analyséieren. A mir géifen eis hei wënschen, dass mer och zu Lëtzebuerg, genee wéi an Norwegen, eng Analys géife maachen. Schliesslech ass d'Situatioun bei eis nach méi schlecht wéi bei hinnen.

Aus deem Grond hunn ech eng Motioun matbruecht, wou mer einfach eng Analys wëllen opstelle loossen, wéi déi Situatioun genee ass, wat d'Grënn sinn, firwat dass d'Zuel vu Kanner zu Lëtzebuerg esou niddreg ass, wat do d'Konsequenzen dervu sinn, soe mer emol, fir d'ganz Gesellschaft, fir eis Systemer, a wat och eventuell Léisunge wieren, fir deem entgéintzertrieden a rëm méi Kanner ze kréien.

Ech ginn Iech déi Motioun, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Lëtzebuerg an de leschte Joerzénge e kontinuéierleche Réckgang vun de Gebuertenzuelen erlieft;

– Lëtzebuerg am Duerchschnitt ee vun den niddregste Gesamt-Fertilitéitstauxen (Total Fertility Rate) an der EU huet,

ass sech bewosst, datt

– d'Zuel vun Gesamt-Fertilitéitstaux bei 1,25 Kanner pro Fra läit, wat d'leescht ënnert deem néidegen Niveau vun 2,1 Kanner pro Fra läit;

– de Réckgang vun de Gebuerten zu enger Alterung vun der Bevelkerung an zu enger Rei vun Erausforderungen op ënnerschiddlechen Niveaue féiert;

– d'Sonderbeoptraagt vun der OSZE fir demografesche Wandel a Sécherheet an engem Bericht vum 21.2.2025 d'Parlamentar vum de Memberlänner ureegt, den demografesche Wandel eescht ze huelen an déi bescht Léisungen an dëser Kris ze fannen,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Grënn an d'Follge vum kontinuëierleche Réckgang vun de Gebuertenzuelen zu Lëtzebuerg ze ënnersichen, mam Zil, Recommandatiounen a Moosname fir d'Förderen an d'Erhéije vun de Gebuertenzuele virzeleeën;

– der Chamber an deem Sënn en Tëschebericht bis Ufank 2027 esouwéi en ofschréiende Bericht bis Enn 2027 ze presentéieren;

– an dëser Ënnersichung folgend Punkten ze behandelen:

a. eng Analys vun den demografeschen Trends an de warscheinleche Grënn fir de Réckgang vun de Gebuertenzuelen;

b. eng Bewäertung vun den Auswierkungen op den Aarbechtsmaart, de Sozialmodell, d'sozial Strukturen, déi zukünftig Nohaltegkeet vum öffentleche Secteur an d'Gesellschaft am Allgemengem;

c. eng Evaluatioun vun der bestoender Politik an de Bräicher Famill, Kannerbetreierung, Eltereongé an anere Moosnamen, déi d'Entscheiden iwwer d'Familljebildung an d'Zuel vun de Gebuerte beaflosse kënnen;

d. eng Presentatioun vu politesche Moosnamen, fir méi héich Gebuertenzuelen ze féideren.

(s.) Fred Keup.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Wannechgelift.

Ech kommen zum Schluss. An ech wëll elo mat enger prägender Anekdot weiderfueren, déi ech emol virun e puer Joer hat. Wéi ech nach am Lycée Proff war, hat ech eng Première an ech hunn d'Schüler ëmmer gefrot op der Première: „Wat maacht der da gär d'nächst Joer?“ An da kënnst ëmmer: „A, mir ginn hei an do studéieren, mir ginn do an dohin.“ An do war eng Kéier e Jong, deen huet mer geäntwert, mat 19 Joer: „Ma, ech wëll elo Kanner kréien.“

An dann ass de Reflex jo, deen s de hues, wann s de dat héiers, „mee ech wëll ...“: Mee dat kann dach net sinn, dee muss dach awer fir d'éischt elo seng Schoul maachen an e stabil Verhältnissen hunn an nach vläicht eng Wunneng hunn an esou weider an esou fort, éier hien u Kannerkréien denkt. Ech hunn dat awer dunn net gesot, ech hu gesot: „Dat ass jo eng gutt Iddi.“

Mee de Punkt ass deen: Firwat iwwerleeë mir esou? Firwat denke mir, dass een eréischt an total gefestegte Strukturen ka Kanner kréien? Allgemeng hei zu Lëtzebuerg. Eigentlech ass et jo ënnerstëtzenswäert, wann een dat Zil vu Kannerkréien als grousst Zil huet.

Här President, ech hunn op méiglech Ursaachen a menger Ried higewisen. All Situatioun ass anescht. Ech hunn och op déi negativ Konsequenzen higewisen, déi eng alternd Gesellschaft huet. Léisunge si verschidden, mee et gëtt der. D'Zuel vun de Kanner zu Lëtzebuerg ass extreem déif, dat deit op Problemer hin.

An dofir, ech géif mer wënschen, mir wieren eis hei alleguer an engem Punkt eens: Lëtzebuerg brauch Kanner. An d'Kanner brauchen e Lëtzebuerg, dat se mat béiden Hänn ophëlt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup.

An als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo nogelauschert hei a vill Zuelen héieren, statistesch Analysen, technesch Analysen ...

(Interruption)

Proposen – majo, awer Proposen nach net ganz vill.

(Interruption)

A wann ech emol nodenken, ass dat heite keng statistesch Diskussioun, mee schlussendlech ass et eng Diskussioun vum Choix vun de Leit.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | An am Kär geet et ëm eppes aneres hei. Et geet ëm e perséinleche Choix – an Dir hat et och nach am Ufank gesot –, ee Kand ze kréien oder net. An dës Choix ass intim, an et ass net un der Politick ze decidéieren, wéini ee soll e Kand kréien.

Dir hutt awer vill Beispiller genannt, an ech kommen nach drop, vu Länner, wou der gemengt hunn, d'Politick misst dat beaflossen. D'Roll vun der Politick ass net, d'Leit dozou ze bréngen, méi Kanner ze kréien, fir dës Zuelen ze verbessern. Mee mir sollen ee Kader schafen, an deem jiddere sech erëmfënnt, andeem mir Vertrauen a Perspektiv schafen.

D'Kand ass d'Basis vun der Famill, an d'Famill an all hire Facetten ass d'Basis vun eiser Gesellschaft. Well si gëtt Halt an Zesummenhalt, an dowéinst ass och fir eis als Partei d'Familljepolitik eng wichteg Politick.

Et ass awer och emol kloer, fir ze soen, wat mer net wëllen. An Dir hutt d'Beispill am internationale Kontext genannt. D'Rhetorik vum Emmanuel Macron vum „Réarmement démographique“ ass awer eppes, wat eigentlech immens Drock mécht op jonk Leit, Drock mécht op Fraen indirekt.

Well wat mécht en, wat maache se a Frankräich? Si schécke jonke Leit mat 29 Joer e Bréif, wou se da mol sensibiliséieren, ob et net ..., oder fir dass déi sech dermat beschäftegen, Kanner ze kréien. An dat ass net déi Politick, déi mir wëlle maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Dann hutt Der d'Beispill vun Ungarn genannt. An Dir sot, d'Gebuerterat ass an d'Luucht gaang. Ma d'Gebuerterat ass net an d'Luucht gaang an Ungarn, op jidde Fall net nohalteg. Si ass eng Kéier séier an d'Luucht gaang, well d'Leit éischer dann dat virzéien, wéinst deene finanzielle Moosnamen, déi do geholl ginn, déi Steierbefreiungen, vun deenen Der geschwat hutt. Mee laangfristeg huet och Ungarn, wat zwar Är Kollege sinn, net errecht, dass méi Kanner op d'Welt kommen.

A mir sinn hei net fir kënschtlech Gebuertsprimmen oder Politicken, déi effektiv implizéieren, dass jonk Leit elo mussen Kanner kréien. Dir hutt dervu geschwat, Fraen a Männer ze verkoppelen – ech hu mech gefrot, wéi ee Ministère fir de staatlechen Tinder zoustänneg wier.

(Hilarité et interruptions)

Une voix | De Staatsministère!

M. Jeff Boonen (CSV) | Mee ... Chefsache, Staatsministère.

(Hilarité générale)

An am Fong geholl, also wéi gesot, mir sinn hei net fir eng staatlech organiséiert Gebuertekontroll. Ech

weess och elo net, ob dat esou e Kommunismus à la ADR ass. Op jidde Fall ass et net dat, wat mer sichen.

(Interruptions)

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Mir hunn dat net virgeschloen, Här Boonen. Dir maacht dat elo e bësse lächerlech hei. Mir hunn dovunner geschwat, wat an anere Länner ass. Mir hunn dat net virgeschloen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Majo, dat heescht, Dir hutt keng Propose gemaach an där Debatt.

M. André Bauler, Président de séance | Dir hutt net d'Wuert, Här Keup! Loosst elo den Här Boonen ausféieren. An duerno kënnst Dir him dann eng Fro stellen, oder Dir musst den Här Boonen froen, ob e bereet wier, eng Fro vun Iech ze beäntweren. Elo hutt Dir d'Wuert, Här Boonen, an nëmmen Dir.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech weess, dass Dir eng international Analys gemaach hutt, mir hunn déi och e bësse gemaach, fir ze kucken, wat ass. Mee et huet op jiddwer Fall néierens vill fonctionéiert, do misste mer eis eens sinn.

Eis Approche ass eng aner, an ech mengen, et ass wichteg, dass mer ee generell Ëmfeld schafen, wou d'Mënsche sech sécher fillen, an deem si Planungs-sécherheet hunn, an deem si Perspektiv fir sech an hir Kanner gesinn.

An dat hu mer jo och an de leschte Méint a Jore gemaach, andeems d'Kafkraaft gestärkt ginn ass, andeems d'Famillje finanziell entlaascht ginn. Ech denken un den Entlaaschtungspak ugangs 2025, wou ënner anerem monoparentaux Elteren duerch d'Steierbefreiung entlaascht gi sinn, bis zu engem Brutto vun 52.000 Euro. Dann ass d'Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen op den Immobiliepräten – och do ass jo de Facteur Kand ëmmer mat dran – an d'Luucht gesat ginn. Op d'Kannergeld, wat och elo gehéicht gëtt, wäert de Minister nach agoen. Dat heescht, et sinn e ganze Koup Mesüren, déi gemaach ginn.

Zentrale Bestanddeel ass d'Steierreform. Déi nei Steierreform, déi 2028 kënnst, déi eng eenheetlech Steierklass virgesäit an déi all Familljemodell gläich behandelt. De Finanzminister Gilles Roth hat et richtig formuléiert: Dës Reform ass kannerfrëndlech an dréit der Realitéit vun haut Rechnung, well d'Famill vill méi villfältig ass. Si kann ass engem Elengerzéende bestoen, aus Bestueten, Gescheeten, Gekummerten, Gepacsten, wéi de Minister ëmmer seet, an all dës Realitéite verdéngen déi selwecht steierlech Gerechtegkeet.

Da kënnst eng zousätzlech Mesür vu 5.400 Euro Steierabatement fir Kanner ënner dräi Joer. Ech mengen, och dat ass, fir gezielt ze ënnerstëtzen an enger Liewensphas, bei jonke Kanner, wou d'Käschten héich sinn, wou een och muss speziell d'Organisatioun vu Beruff a Famill ënner en Hutt kréien.

Dir wësst, dass en Aarmutspiang presentéiert ginn ass. Ech wëll nëmmen eng Mesür eraushuelen: eng cibléiert Hëllef vu bis zu 3.000 Euro fir Famillje mat Kanner oder d'automatescht Ausbeuele vum Steierkredit fir elengerzéiend REVIS-Bezéier. Och hei begrësse mer dat natierlech als CSV, well dat de Kader erëm stäerkt.

Dir hutt vun der demografescher Realitéit geschwat. An och do hu mer jo Responsabilitéit geholl. Déi heite Regierung, mat der Ministesch Martine Deprez, huet eng Pensionsreform gemaach, fir Äntwerten ze ginn op déi Problemer, déi do sinn, fir ee System ofzesécheren an net einfach ze soen: „Méi Kanner maachen.“ An ech mengen, dat ass wichteg, dass mer dat net ignoréieren, dass mer hei handelen, oui Panik ze

verbreeden an ouni de moraleschen Drock op eenzel Liewensentscheedungen ze erhéijen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Réckgang vu Gebuerten ass keng Fro vu moralescher Verurteilung. Et ass eng Fro vum Kader a vun engem gudden Ëmfeld. Et ass eng Fro vum Vertrauen an d'Zukunft. Mir wëlle keng Planwirtschaft a kee Gebuertscommunismus.

Als CSV sti mir fir eng Politick, déi d'Famill an all hire Forme respektéiert, déi kee Modell privilegiéiert an och kee benodelegt an de fräie Choix an de Mëttelpunkt stellt.

(Interruption)

Mir kënnen a sollen d'Konditiounen verbesseren, de soziale Schutz ausbauen an d'Planungssécherheet erhéijen. Mee d'Decisioun fir e Kand bleift eng perséinlech.

D'Aufgab vun der Politick ass et, dese Choix ze respektéieren an déi beschte Viraussetzungen dofir ze schaffen, dass jiddereen, dee sech fir eng Famill entscheet, dat mat Zouversicht an engem staarke soziale Kader mécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Boonen. An da wier et un der nächster Riednerin, der honorabler Madamm ...

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Här President!

M. André Bauler, Président de séance | A pardon, ech hat Iech net gesinn.

Den Här Keup wëll Iech eng Fro stellen. Dir sidd d'accord?

(Assentiment)

Jo.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, ech wollt eng kuerz Fro stellen. Ech mengen, mir hunn eppes proposéiert och an der Motioun, wat elo keng konkret Moossnamen ugeet, déi mir hei kënnen huelen, mee einfach d'Analys vun der Situatioun.

Well, wann ech Iech eng Fro kéint stellen: Sidd Der net der Meenung, dass elo grondsätzlech awer, ouni et moralesch ze verurteilen – well dat hu mir jo och net gemaach, mir hu kee moralesch verurteilt, mir hunn och keen Drock op ee gemaach, mir schwätzen einfach gesamtgesellschaftlech –, wa mer 1,25 Kanner hunn, wou d'OECD seet: „Dat ass net gutt“, wou all déi aner Länner soen: „Dat geet net méi duer, mir mussen eppes maachen“ ... sidd Der wierklech der Meenung, dass dat einfach esou hinzehuelen ass an dass een einfach seet: „Ok, et ass kee Problem, mir fueren esou weider?“ Oder sidd Der awer der Meenung, dass een an der Gesellschaft e bësse méi misst kucken, wat ee ka maachen, fir se méi kannerfrëndlech ze maachen, an, wéi och ëmmer, fir déi Zuel erëm ze erhéijen?

(Interruption)

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, mir sinn der Meenung, dass mer op d'Decisioun, Kanner ze kréien, keen Afloss sollen huelen. Mir sollen ee Kader schafe fir déi, déi dat decidéieren. An d'Zuelen hutt Der genannt, déi si reell, mee da mussen mer déi aner Saachen an de Grëff kréien, amplaz hei op iergendeen Drock ze maachen, fir musse Kanner ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Mir hu keen Drock gemaach, da si mer eis jo eens.

(Interruptions diverses)

M. André Bauler, Président de séance | Dat gesot, wier et elo un der honorabler Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, ech krut schonn eng Frechheet gemaach, ech war nach net hei uewen, gesitt Der.

(Interruption)

Jo!

Sou. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, den Här Boonen huet et gesot: Kanner kréien ass e ganz perséinleche Choix. Kanner kréien ass eppes, wat ee fir sech selwer decidéiert an enger Koppel oder och emol vläicht net an enger Koppel. A Kanner kréien ass awer schonn eng Fräiheet, déi ee muss selwer hunn oder och net hunn.

An ech géing gären hei ganz am Ufank – fir se och sécher net ze vergiessen – eng Kéier un déi Leit denken, déi gäre Kanner hätten, a wou et net klappt, ...

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | ... well vun deene schwätze mer ganz dacks net an déi gi ganz dacks duerch d'Häll mat hirem Kannerwonsch, wou et dann awer leider net klappt.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech géing vläicht hannen ufänke mat där Fro, déi den Interpellant – a merci fir d'Interpellatioun iwwregens! – grad mengem Virriedner gestallt huet. Eng Regierung analyséiert permanent, wéi se d'Liewen am Land ka besser gestalten, fir dass d'Leit allegueren kënnen déi Choixen treffen, déi si fir sech richtig fannen. Dat hu mer och ëmmer gemaach.

An ech ka mech erënneren, dass mer virun eppes méi wéi zéng Joer, wou ech am Familljeministère war, gekuckt hunn, firwat deemools – an ech soen och „deemools“ – a Frankräich pro Fra 2,07 Kanner op d'Welt komm sinn an an Däitschland nëmmen 1,4.

Et war ons och opgefällt, dass a Schweden deemools d'Gebuerterat vill méi héich war wéi a Südeuropa. An et gouf do eng ganz kloer Explikatioun, nämlech déi, dass, wann d'Fra de fräie Choix huet, sech esou ze organiséieren, wéi si et fir richtig fënnt, wann d'Fra net jugéiert gëtt a permanent gesot kritt: „U, du gees awer elo schaffen, da bass du awer eng schlecht Mamml“, dass dann d'Frae méi Kanner hunn, wéi wa se doheem bleiwen. Dat ass dat, wat mer virun zéng Joer gesinn hunn.

De Fait ass awer, dass d'Welt sech zanterhier e bësse geännert huet. Et gëtt Krich, mir haten de Covid, d'Leit sinn e bësselche méi onsécher ginn. An an där Onsécherheet, do hu se och net gären esou vill Kanner. Dat ass nun emol esou.

Dir frot, d'Regierung soll Analyse maachen. Ech hunn Är Motioun elo nach net gelies, mee dat wäert ech no menger Ried natierlech maachen. Mee ech mengen, eng Regierung mécht dat permanent: Analysen. An eng Regierung ass do, fir e Kader ze schafen. E Kader fir déi, déi Kanner wëlle kréien, an e Kader och fir déi, déi keng Kanner wëlle kréien. Well déi final Decisioun, ob ee Kanner kritt oder net, déi läit net beim Staat, déi läit scho bei de Leit selwer.

Ech mengen, dass een de Gebuertentaux an d'Immigratioun net ganz vuneneen trenne kann, well och d'Immigratioun sech natierlech op d'Demografie auswierkt. An onse Wuelfstand, deen hu mer zum groussen Deel och deenen ze verdanken, déi hei op Lëtzebuerg all Dag schaffe kommen an och heihinner geplënnert sinn, fir hei ze schaffen.

D'Fro ass déi: Wéi stelle mer onse System nohalteg op, fir dass mer weider wirtschaftlech attraktiv sinn, e gesellschaftlechen Zesammenhalt och behalen, geziilt och weider kënnen investéieren an ons

Infrastrukturen? An do, mengen ech, ass vill geschitt an et geschitt och weider vill.

Den Interpellant huet vum Logement geschwat. An et ass effektiv esou, dass, wann ee méi Kanner huet, een dann natierlech och méi eng grouss Wunneng oder méi e grouss Haus muss hunn, mat méi Zëmmeren. An do geschitt jo esou munches. D'Subvention loyer ass an d'Luucht gaangen. Dovunner profitéiere virun allem d'Famillje mat Kanner. D'Agencékäschte ginn elo gedeelt. Et gëtt eng Garantie locative nëmmen nach vun zwee Méint an net méi vun dräi. An ech kéint nach elauter esou Moossnamen opzielen.

Mee de Chômage, dee klëmmt, an dat ass natierlech och eng Onsécherheet, déi d'Leit net dozou veranlasst, vläicht elo am Moment méi Kanner ze kréien.

D'Leit ginn och méi laang studéieren. Si komme méi spët op den Aarbechtsmaart. Dat ass scho gesot ginn. A wéi gesot, et gëtt einfach och Leit, déi keng Kanner wëllen. An dee Choix, deen hu mir och allegueren ze respektéieren.

Fir d'Demokratesch Partei ass de perséinleche Choix dat Allerwichtigst. Mir ënnerstëtzen allegueren d'Fraen an d'Männer an hirem Choix, egal wéi dee Choix dann dee Moment ass.

An dann ass natierlech d'Fro och e bësselchen, wa mer vu Kanner schwätzen: Wat ass dann déi classesch Famill? Dir hutt e bëssen dovunner geschwat, vun de 50er- a 60er-Joren, vum Babyboom. An de 50er- a 60er-Jore gouf et virun allem mol eppes: Dat ware vill Reklamme vun Happy Families, wou d'Fra doheem war, wou se dann eng nei Wäschmaschinn hat an esou weider. Mee d'Realitéit war awer eng aner.

A Patchworkfamilljen, dat ass am Fong déi historiesch Famill, well iwwert d'Joerhonnerte war et esou, dass ganz dacks leider ee vun den Eltere fréi gestuerwen ass, de Papp am Krich, d'Mamm vläicht iwwer enger Gebuert, an dann huet deen anere sech nei bestuet. Dat heescht, d'Kärfamill an deem Sënn, déi gëtt et net esou, wéi Dir se heiansdo wëllt definéieren. D'Kärfamill ass einfach déi Famill, déi sech firenee responsabel fillt an déi zougehéiereg ass zueneen.

Da stellen ech fest, dass d'ADR sech dacks enthält, wann et ëm familljepolitesch Mesüre geet. Zum Beispill beim Adoptiounsrecht hutt Der Iech enthalen. Dofir, ech mengen, mir sollte manner ideologesch virgoen a mir sollten do e bësse méi pragmatesch sinn. Pragmatesch heescht, d'Familljen ënnerstëtzen.

De Congé parental hu mer flexibiliséiert. Mir hunn eng Kannergeldreform gemaach. De Familljeminister, dee setzt d'Kannergeld elo nach eng Kéier substanzuell an d'Luucht. De Chèque-service, d'Crèche, déi gratis sinn. Den Abatement petite enfance an der Steierreform. Ech kéint der nach elauter opzielen. An dat ass alles en Deel vum Kader schafen, de Kader, an där d'Famillje kënnen evoluéieren, egal ob déi Familljen aus zwee, dräi, véier oder méi Leit bestinn.

Konditiounen schafen, dat ass dat, wat mir wëlle maachen. Ech hunn elo Är Motioun, wéi gesot, nach net gelies. Ech hoffen natierlech awer, dass d'gouvernemental Datingapp dropsteet. Da kënne mer herno nach eng Kéier e bëssen doriwwer schwätzen. Mee do wär ech awer och emol gespaant, wéi sou eppes géif fonctionéieren. Mee ech sinn do mol ganz, ganz gespaant.

Bon, Dir hutt vill Chiffere genannt, Här Keup, an Ärer Interventiuon. Ech kann Iech se a wëll Iech se och wierklech net all falsch maachen. Allerdéngs – an ech hunn domadder ugefaangen – ass Kanner kréien e Choix, wann et klappt, a jiddwereen muss dat fir sech decidéieren.

Dir hutt vum Indicateur de fertilité geschwat. An ech hu mech dann awer och eng Kéier kuerz ameséiert mat engem Chiffer: Bei der DP-Fraktioun hei an der Chamber ass d'Moyenne vu Kanner 1,92; bei der ADR-Fraktioun ass se 0,8. An ech mengen dann, do kënn Der Iech roueg nach e bësselchen druginn. Well Kanner maachen ...

(Interruption)

Ma eeben! Mee dofir, wa mer da schonn dovunner schwätzen – a mir hu jo och vill Chiffere genannt –: Ech respektéieren Äre Choix, absolut! Mee ech mengen awer, dass, wann een de Choix huet – et muss een e kënnen hunn, mee et dāerf een awer net de Wäi priedegen a Waasser drénken, oder ëmgedréit, besser gesot, Waasser priedegen a Wäin drénken. Dat fannen ech wierklech net ganz richtig!

An dofir, Dir hutt de Choix, mee all déi aner Fraen, an och Männer hei am Land, déi mussen och de Choix hunn.

Villmools merci.

An ech hu gesinn, den Här Keup huet eng Fro.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Cahen. Ech gesinn, datt den Här Keup sech nach wollt zu Wuert mellen.

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, ech muss jo awer dorop reagéieren, also ech mengen awer och, dass, wa mer ...

M. André Bauler, Président de séance | Erlaabt Der, Madamm Cahen, dass hien Iech eng Fro stellt?

Dat schéngt de Fall ze sinn.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | ... iwwer demografesch Indicateure schwätzen, och kënnen ze behaapten, dass d'Fraktioun vun der ADR e gudde Krack méi jonk ass wéi d'Fraktioun vun der DP, ...

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | ... wat vläicht och deelweis eng Erklärung ass fir déi méi héich Zuel u Kanner, fir déi ech d'Fraktioun vun der DP, och wann een dat net soll beurteilen, dann awer wëll begléckwünschen.

Ech wollt Iech awer eng Fro stellen, nodeem ech gesot hunn ... Nach eng Kéier, ech hunn ausdrécklech hei gesot, dass mer net deen Eenzelnen hei wëlle verurteilen oder beurteilen, dass et och e fräie Choix ass.

Dir hutt deemools déi Analys gemaach, hutt Der gesot, um Ministère: Frankräich, Däitschland – Frankräich deemools 2, Däitschland 1,6.

Mme Corinne Cahen (DP) | 1,4!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Do ass et jo och erofgaangen. Ech mengen, dann ass jo awer schonn um Ministère och eng Analys dovunner gemaach ginn. Gëtt et do eng Trace oder ...? Da gëtt et dat heiten, wat ech elo hei gesot hunn, dat Ganzt. Dat Theema ass jo awer dann och um Familljeministère effektiv en Theema – d'Zuel vu Kanner pro Fra. Jo?

Mme Corinne Cahen (DP) | Also ech mengen, dass dat an der ganzer Regierung permanent en Theema ass natierlech, well dat ass en Theema fir ons alleguerten.

Dofir, ech maachen Iech och net Äre Chiffere falsch, déi Der genannt hutt. Ech fanne souguer, dass Äre Ried ganz gedam war. Ech hat mer do nach eppes ganz aneres haut vun Iech erwaart – dofir, dat muss ech jo dann och emol eng Kéier kënnen soen.

Mee – mee! –, mee voilà, ech fannen awer, ech mengen, et ass der Politick hir Aufgab, permanent Analysen ze maachen a permanent ze kucken, wat vläicht och an anere Länner aneschtens gemaach gëtt, vläicht heiansdo besser a vläicht och heiansdo méi schlecht.

Villmools merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Cahen. An als nächst Riednerin ass déi éierewäert Madamm Taina Bofferding agedroen. Madamm Bofferding, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, ech hunn héieren, ech gehéieren dann zu enger Kategorie vu Leit, déi mat schold drun ass, dass mer e Gebuerteréckgang hunn.

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Nee, dat hunn ech net gesot!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech hunn och héieren, dass et anscheinend esou e Schwangerschaftsvirus gëtt. Dat heescht, alleguerten déi Fraen, déi an Zukunft an engem Raum si mat schwangere Fraen, a se wëllen net schwanger ginn, da muss se aus dem Sall rausgoen.

Mee virun allem hunn ech awer héieren, dass fréier alles besser war – déi gutt ...

(Interruption)

... dach, déi gutt al Zäit, wou et nach eng gutt Rolleverdeelung gouf, wou nach alles méi kloer war. Well et ass awer d'Nostalgie, déi Der jo komplett instrumentalisiert an einfach de Leit do eppes virgaulkelt vun enger idealisierter Vergaangenheet.

A virun allem verspricht Der hei ganz einfach Äntwerten op komplex Froen. An ech muss soen, ech sinn och e bëssen iwwerrascht, wéi Der déi Pirouette hei dréit, well Dir sidd dach ëmmer déi gewiescht, déi eis am Ouer louchen a gesot hunn, „eist Land, dat wiisst ze séier, et wiisst ze schnell.“

Bon, mir stelle fest, dass de Problem fir d'ADR eigentlech ni de Stau war. De Problem fir Iech ass, dass net genuch Lëtzebuerger am Stau sinn, well et ass dat, wat Der domadder suggeréiert.

(Hilarité et interruption)

Well wann et nämlech drëms geet, méi Kanner ze kréien, méi Lëtzebuerger Kanner, dann ass d'Wuestemsdebatt Iech einfach nëmme schnuppe, gell?

Dir hutt virun nach vun de Pensioune geschwat, vu Personalmanntem. Mol ganz éierlech: Mengt Der wierklech, wann d'Fraen elo manner schaffe ginn, iwwerhaupt net méi schaffe ginn, net méi an d'Pensioune abezuelen, da géif dat herno de System retten?

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ech hunn net gesot, net schaffe goen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, awer manner.

M. André Bauler, Président de séance | D'Madamm Bofferding huet elo d'Wuert, a just si.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well si muss jo awer schwanger sinn a si muss Kanner kréien.

An och wa mer déi Beräicher kucken, wou mer Personalmanntem hunn, wéi zum Beispill an der Fleeg, an der Kannerbetreiung, bon, wa mer dat eng Kéier géifen duerchspillen an alleguerten déi Fraen, déi elo schaffen, da permanent schwanger wäeren, oder et ass ausgerechent, wéi vill Kanner se muss kréien, bon, ech mengen, da géif de System och net méi

fionctionéieren, dann hätte mer e ganz anere Problem an deene Beräicher.

Dofir, de Fraen elo hei ze soen, mir misste méi Kanner kréien, dat ass ze kuerz geduecht.

(Interruptions)

Et ass awer dat, wat Dir ënnert dem ...

Plusieurs voix | Nee! Nee! Nee!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dach, et ass awer dat, wat Dir suggeréiert. Dir verstoppt et just e bëssen, ...

(Brouhaha)

... Dir maacht et e bëssen ...

M. André Bauler, Président de séance | Wannechge-lift, ech bieden drëms, e bësse méi roueg am Sall ze sinn an d'Madamm Bofferding schwätzen ze loosse!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... op eng méi souverän Manéier.

Also, ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass déi Theorie, dass een einfach esou schwanger gëtt, net existéiert. Also iergendee muss awer d'Kanner kréien, gell, si falen net vum Himmel erof an och d'Storchtheorie huet sech bis haut net bewisen. Ech mengen, do si mer eis eens, dass déi net geet. Dofir ass d'Equation: „Méi Fraen, déi schwanger ginn a Kanner kréien, da léise mer eis Problemer vum Land“, wéi gesot, ze kuerz geduecht a si ass och ongerecht.

Ech nennen Iech och zwee Grënn. Éischtens, d'Decision, fir Kanner ze kréien, ass – an dat hunn anerer scho gesot – eng ganz perséinlech, ganz intim a virun allem eng fräi Entscheedung. A mir Frae sinn net do, fir statistesch Lücken ze fëllen oder wirtschaftlech Prognosen ze korrigéieren.

Eng modern Gesellschaft, déi respektéiert déi reproductiv Fräiheeten. A mir hunn nach virun zwee Deeg hei an der Debatt ronderëm den Avortement gesot, dass d'Selbstbestimmungsrecht net verhandelbar ass.

En zweete Grond: Bon, d'Ursaache leien net bei de Fraen. Mir schwätzen hei iwwer de Gebuerteréckgang, wéi wann dat eng Fro vum Wëlle wär, vum gudde Wëllen.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ma nee!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mee wa mer ganz éierlech sinn, eng jonk Koppel, déi sech haut d'Fro stellt: „Solle mer Kanner kréien?“, déi kuckt dach net an d'Bichelche vum Statac a seet sech: „U, do hu mer e Gebuerteréckgang, lo maache mer mol eppes hei fir d'Kollektivitéit, lo kréie mer mol Kanner!“

Eng jonk Koppel, déi kuckt haut, wat hir Liewensplanung ass. Si kuckt hire Kontostand, si kuckt hir Wunnsituatioun, si kuckt, a wéi engem Aarbechtsverhältnis si ass, si kuckt d'Betreiungsplazen, ob där genuch do sinn, a si kuckt och hiren Energielevel, wa se eebe schafft, ob se nach Zäit huet an och eeben d'Méiglechkeet, fir iwwer Kanner nozedenken.

Et ass immens praktesch, just iwwer d'Gebuerten ze schwätzen, well et ass manner bequeme, wann een iwwer d'Wunnpräisser schwätzt, iwwer Aarbechtskonditiounen, de Mental Load oder och eng gerecht Verdeelung vun der Care-Aarbecht doheim.

Mir als Sozialistinnen a Sozialisten, mir gleewen un de Fortschrétt, a Fortschrétt heescht fir eis net, sozial Problemer einfach op d'Schëllere vun de Fraen ze drécken an dann ze soen: „Ma maacht Dir Äert emol!“ Mee Fortschrétt heescht fir eis an dësem Kontext, Meeschter a Meeschterin vun der eegener Liewensplanung ze sinn an dat och weider kënnen ze bleiwen.

Well wann et wierklech esou einfach wär, méi Kanner – wéi soll ech soen? – ze bestellen, ma da wären déi Länner, déi massiv finanziell Ureizer ginn hunn, längst am Babyboom. An déi Iddi, déi Der hei skizzéiert, ass net ganz nei. Do gëtt et schonn eng Rëtsch Länner, déi et versicht hunn. Den Här Boonen ass drop agaangen: Ungarn huet et gemaach, mat ganz ville finanzielle Ureizer, wat am Endeffekt näischt bruecht huet.

An et ass do, wou Der net oppasst, wann Der Är Etüde liese gitt. Well Dir hutt och Japan a Südkorea genannt, well dat si mëttlerweil déi Länner, déi déi mannste Gebueren hunn. An, wa mer nach weiderkucke ginn, am Gender Equality Index sinn et komescherweis och déi Länner, déi ganz, ganz hanne landen. Well wat d'Frae besser ausgebild sinn, wat se och méi d'Egalitéit erliwien, wat d'Fraen an der Reegel méi spéit an och manner Kanner kréien, eebe well et e Choix ass, dee si bewosst maachen. Wa si dat wellen an eeben hir Situatioun et och erlaabt, ass et de Choix, dee si treffen.

An iwwerall an Europa, dat ass virdrun och eréischt gesot ginn, hu mer en demografesche Wandel. Jo, et gi manner Kanner gebuer. Mee d'Realitéit ass awer méi komplex. D'Leit ginn och méi al. Eis Gesellschaft, déi ännert sech, eis Aarbechtswelt verännert sech.

An de Problem elo nëmmen op d'Zuel vun de Gebueren ze reduzéieren, ass och hei ze kuerz gegruff. Well d'Fro soll net sinn: „Wéi kënnen mer eis Systemer – d'Pensiounen, d'Aarbecht, d'Gesondheet, d'sozial Of-sécherung – un eis Populatioun adaptéieren?“ Mee d'Fro misst eigentlech sinn: „Wéi kënnen mer d'Systemer un déi nei Populatioun adaptéieren?“

An dofir dierf d'Äntwert net sinn, einfach elo mat Angscht ze spillen, sou wéi Dir et maacht, oder op de Réckschritt ze setzen, mee ganz kloer op d'Solidaritéit, op d'Gerechtegkeet. An et ass virun allem och eng Fro vun der Ëmverdeelung. Virdrunner ass nach eng Kéier gesot ginn, an der Pensiounsdebatt si Proposen op den Dësch komm. Do war net d'Solutioun „Mir mussen lo méi Kanner kréien“, och wann deen een oder aneren dat och esou suggeréiert hat, mee virun allem geet et drëms, och hei, fir ëmzerverdeelen, fir eeben esou kënnen de System nohalteg ofzesécheren.

Vereinfacht Parolen hëllef sécherlech net an dëser Diskussioun. Villméi brauch et och demografesch Alternativen. D'Migratioun an d'Integratioun sinn en Deel vun der Léisung.

Ech well nach eng Kéier ganz kloer rappeléieren: Lëtzebuerg ass traditionell e Migratiounsland. Sait dem 19. Joerhonnert komme ganz vill Leit bei eis, déi net nëmme finanziell, wirtschaftlech eist Land beräicheren, mee an allem, wat eis Gesellschaft ausmécht, sief dat um Aarbechtsmaart, sief dat am Sport, an der Kultur. Bref, mir si frou, dass déi Leit heihinner kommen.

An dofir sinn och déi verklauselt an awer am Endeffekt ënnerschwellig immigratiounsfeindlech Aussoen, déi Der maacht, effektiv ganz schwierig. Mee mat dëser Interpellatioun weist Der am Endeffekt och Äert wierklecht Gesiicht.

Well, wann haut rietsextrem Parteie Fraen opruffen, méi Kanner ze kréien, dann ass och hannendrunner d'Virstellung, eng lokal Populatioun der Immigratioun entgéintzestellen.

Et ass nämlech genau dat, wat amgaangen ass, a Frankräich ze geschéien: D'Parteie vum rietse Bord, déi Iech jo ganz sympathesch sinn, déi schwätze vum Grand remplacement. An dat ass eng Theorie, déi komplette Mumpitz ass; Mumpitz, well se eebe suggeréiert, dass nach just „gutt“ Fransouse solle gebuer

ginn, dass déi d'Gesellschaft ausmaachen, an déi aner solle gefällegst emol d'Land verloossen.

Dat ass eppes, wou Dir Iech genausou drunner bedéngt, dat ass eng Theorie, déi Der genausou benotzt, fannen ech, fir ëmmer erëm kënnen Stëmmung géint d'Ausländer ze maachen.

(Interruption)

Dach! Dat maacht Der systematesch bei bei all Debatt. An och bei dëser Debatt.

Här Keup, et geet Iech dach guer net ëm d'Saach. Et geet dach just nëmmen dorëms, erëm kënnen weider ze hetzen.

(Interruption par M. Fred Keup)

Well wann Der nämlech gäre wéilt iwwer demografesch ...

(Interruption)

Wann Der wéilt iwwer demografesch Alternativen ...

(Interruption et hilarité)

Wann Der wéilt iwwer demografesch Alternative schwätzen, da misst Der Iech och Gedanke maachen, wéi mer eis Ekonomie weider kënnen opbauen. Do ass et net nëmmen, dass do méi Gebueren d'Solutioun sinn. Mir denken och un d'Produktivitéit, d'Innovatioun, d'Technologie, d'Bildung. Och dat si ganz weesentlech Elementer.

Oder eng aktiv Alterspolitick. Do mussen mer och usetzen, fir eeben eeler Leit, déi och e weesentleche Bestanddeel vun eiser Gesellschaft sinn, nach méi an d'Aarbecht kënnen anzebannen, fir se och méi laang kënnen am Aarbechtsmarché ze halen, an enger Aarbechtsrelatioun. Och dat kann hëllef, géint den demografesche Wandel kënnen virzegoen.

En anere Punkt, deen Der komplett ignoréiert an der Debatt, Här Keup, dat ass déi gesellschaftlech Diversitéit. An dofir well ech och nach eng Kéier ganz kloer soen: Net all Mënsch well a kann och Eltere ginn!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | E kannerfräie Liewensmodell ass och e fräie Choix, deen et och gëllt ze respektéieren. An d'Familljeformen – ech mengen, d'Madamm Cahen hat et virdrunner scho gesot – si villfältig: Et gëtt elengerzéiend Elteren, et gëtt Reeboufamilljen, et gëtt Patchworkfamilljen. Och dat ass eng Realitéit an déi kann een net einfach ausklammere.

(Interruption)

Mir setzen op Gläichberechtigung, Geschlechtergläichheet, an op alle Fall net op e Retour op déi al traditionell Familljebiller. Fir eis heescht Gläichstellung net nëmmen, dass d'Fraen dann elo duerfe schaffe goen. Dat probéiert Dir eis jo elo als kleng Solutioun hei ze verkafen, dass et jo awer gutt ass, dass mir Fraen elo net nëmme sollen doheem bleiwen a Kanner kréien, mee mir duerfen elo nach e bësse schaffe goen.

Mee Gläichberechtigung heescht awer och, dass d'Männer mussen eng Hand mat upaken – ganz kloer. Et geet net een unni deen aneren. Domadder mengen ech och d'Gerechtegkeet an der Famill, dass sech béid Eltere eebe vollwärtig als Partner, als Partnerin wouerhuelen an dass se och alle béid Responsabilitäten iwwerhuelen.

Dir hutt virdrunner gesot: „D'Pappe solle kooperativ sinn.“ Jo, dat ass ...

(Hilarité)

Dat ass wierklech ganz süss a ganz léif gemengt: Si solle kooperativ sinn an der Mamm e bëssen hëllef, ech weess net, fir emol d'Spullmaschinn auszeraumen oder d'Wäsch ze maachen. Nee, et geet drëms, dass et der hei zwee sinn, déi gläichwärtig sinn. An dofir ass et och wichtig, dass se esou wouergeholl ginn a sech esou d'Aufgaben deelen. An dat mat deem kleng „süß e bëssen hëllef“, dat ass wierklech méi wéi al.

Eng modern Sozialpolitick – domadder well ech och nach ofschléissen – setzt op Fräiheet, setzt op sozial Sécherheet a setzt op Gläichberechtigung, mee sécherlech net op den Drock op eis Fraen, dass mer elo gefällegst solle méi Kanner kréien.

„Going back in time“, dat ass net d'Solutioun fir d'Zukunft. Et ass net d'Gesellschaft, déi sech un de System muss upassen, mee, wéi gesot, et ass de System, dee sech un d'Evolutioun vun der Gesellschaft muss upassen.

A wann een de Gedanke vun der ADR hei zu Enn denkt, datt d'Fraen duerch Kannerkréien de System solle retten, bon, dann degradéiert Der eis am Endeffekt just zu engem Instrument am Dëngscht vun der Kollektivitéit. An dat ass, éierlech gesot, Entmenschlechung, well déi Philosophie kenne mer eigentlech just aus den totalitäre Regimier.

Dofir kann d'Äntwert op de Gebuereréckgang net sinn: „Frae mussen!“ D'Äntwert soll sinn: „Mir mussen!“ Mir mussen fir besser Konditiounen suergen, mir mussen d'Gläichstellung eescht huelen a mir mussen sozial Sécherheet garantéieren, well Kanner solle gebuer ginn an der Freed an net aus politeschem Drock.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. Erlaabt Der, datt den Här Keup eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ech hunn am Fong éischer Fait personnel an deem Sënn, ...

(Interruption)

... wéi den Här Wiseler oder den Här President och ëmmer seet, dass ee ka Saachen, wou ee mengt, dass ee falsch zitéiert gëtt, och erëm riichtbéien.

Ech muss awer soen, et ass elo an Ärer Ried ... Ech verstinn och – ech mengen, dat geet jo hei schnell, déi Riede si virbereet –, dass Der vläicht elo net esou agaange sidd op dat, wat ech gesot hunn, ...

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

... mee dass Der dat vläicht scho gëschter en attendant, ...

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dofir musst Dir och elo vum Blat oflesen, gëllt? Jo.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | ... wat ech géif soen, geschriwwen hutt.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Hm.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ech well awer e puer Saache riichtbéien.

Also, mir hunn absolut net – ech hei a menger Ried guer net – un engem traditionelle Modell festgehale. An ech hu ganz kloer geschwat vun Emanzipatioun. Ech hu ganz kloer geschwat vun doheem, d'Erzierung vun de Kanner, déi gläichwärtig vu Männer a Frae soll gemaach ginn, d'Aarbecht am Stot. Ech hunn och gesot, dass dat och a verschiddene Länner zouhëlt, awer och a verschiddene Länner, wou dat ass, wéi Lëtzebuerg, gréisstendeels erëm ofhëlt.

Den zweete Punkt, dat ass deen: Ungarn – war ugeschwat ginn –, déi sinn op 1,56. Si waren viru

véier Joer op 1,6. Jo, mee si waren 2010 op 1,2. Dat heescht, et ass awer nach ëmmer relativ héich an et war net kuerzfristeg, net sporadesch.

Mir hunn och net gesot ... Ech wëll dat hei kloerstellen! Ech hunn hei net gesot: Enger Fra Drock maachen, si muss Kanner kréien. Absolutt net! Ech hu souguer kloer gesot, dass mer et kengem wëlle virschreien, dass mer et eeben net wëlle maachen! Mee et ass e gesamtgesellschaftleche Problem, dee mer hunn.

An ech hu grad gesot: Mir mussen d'Ëmfeld schafen, wat kannerfrëndlech ass. An ech mengen, do misste mer eis jo eens sinn, dass ee kuckt, dass d'Leit kënnen eng Wunneng hunn, déi appropriéiert ass, dass se kënnen hir Aarbechts-...

M. André Bauler, Président de séance | Dir misst awer elo eng Fro stellen.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Et ass e Fait personnel.

... dass se hiert Aarbechtsliewe kënnen flexibel gestalten.

(Interruptions diverses)

An ech wëll dat kloerstellen, well ech absolutt net ...

An da wëll ech eppes soen: Ech hunn absolutt net iwwer Immigratioun geschwat. A mir sinn och keng Immigratiounskritiker.

Une voix | Natierlech net!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Mir hunn hei an eiser Fraktioun ...

(Hilarité)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | O, o!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Wie laacht do esou? D'Madamm Tanson?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir maachen emol erëm eng Kéier Faktencheck.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Mir hunn an eiser Fraktioun zwee Leit sëtzen, déi en direkten Immigratiounshannergrond hunn. Mir hate virdrun een do sëtzen, dee war selwer Immigrant, dat war de Jeff Engelen. An déi aner dräi, déi si bestuet mat Ausländerinnen an hu Kanner mat Ausländerinnen. Fir ze soen, mir wieren immigratiounsfeindlech ...! Mir si warscheinlech déi internationalste Fraktioun an deem Sënn heibannen.

Merci!

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Michel Lemaire (ADR) | Ganz gutt!

(Hilarité et interruptions)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mee, Här President, do muss ech awer elo laachen!

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Dat ass esou!

(Hilarité)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Maja, dann hale mer fest, dass Der an Zukunft da ganz vill politesche Initiative wäert ënnerstëtzen, fir den Netlëtzebuenger méi Rechter ze ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir se weider an der Gesellschaft ze integréieren. Dat do si mol ganz nei Téin, déi mer vun Iech héieren hunn. Mee bon, jiddere léiert bäi.

M. André Bauler, Président de séance | Dat gesot wier et un der nächster Riednerin, der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, d'ADR mécht sech Suergen ëm eng Baisse

de la natalité an d'Erausforderungen op eise Sozialstaat, eis Ekonomie an eis Pensiounen. Op där anerer Säit ass awer grad d'ADR bekannt dofir, sech géint e Bevëlkerungswuesstem ze positionéieren, besonnesch dee vun enger net nationaler Populatioun. Dat ass ee vun de ville Widderspréich, déi Dir ignoréiert, wann Der allze oft Är populistesch Si-géint-eis-Narrativer bespillt.

Oder geet et Iech bei der niddreger Natalitéit am Fong just ëm déi Lëtzebuenger Puppelcher? Manner Migratioun an dofir méi Kanner vu lëtzebuergeschen heterosexuelle Koppelen? Wat ass dann am Fong Är Fuerderung? Ass et ieren eng Primm fir d'Tradwives?

Ëm wat geet et Iech wierklech? Geet et Iech ëm Demografie oder geet et Iech ëm Identitéitspolitick? Mir ass et nach ëmmer net ganz kloer, wat am Fong Är Fuerderung hei ass.

Mee ech weess awer, dass Dir an och Är Schwësterpartei an Däitschland – d'AfD huet nämlech viru Kuerzem genau déi selwecht Debatt am Bundestag ugestouss – ...

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | D'AfD ass net eis Schwësterpartei!

M. André Bauler, Président de séance | Loosst elo wannehgelift d'Madamm Bernard schwätzen. Si huet d'Wuert, a just si.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... probéiert, an Ärer Politick reegelméisseg e Bild aus den 1950er-Joren erëm eropzebeschwiieren. Wat ass dat esou oft? Dat ass: Mamma, Pappa, op kee Fall en „autre parent de naissance“, zwee oder dräi Kanner, d'Mamm doheem am Stot, de Papp, deen d'Suen heembréngt, an d'Kanner an enger behüteter, sécherer an hoffentlech och Lëtzebuenger Noperschaft.

Dat ass awer allze oft déi Politick, déi mer an der Vergaangenheet vun Iech hei héieren hunn. A wat Dir wëllt als natierlech Famill verkafen, ass u sech, eiser Meenung no, näischt aneres wéi patriarchal Nostalgie.

Et ass awer och wouer, dass Fraen deemools ekonomesch ofhängeg waren, dass d'Care-Aarbecht onsiichtbar oder selbstverständlech war an dass et och deemools Liewensrealitéite gouf, déi net an Ären Discours passen: alengerzéiend a Patchworkfamilljen, Leit ouni Kanner, Kanner ouni Elteren, a sou weider.

Ass en niddrege Fertilitéitstaux dann eventuell vläicht eng Konsequenz vu woker Politick? Nee, ass en net! Et ass e globaalt Phenomeen an et ass och a Gesellschaften mat ganz traditionelle Rollebiller evident, dass net méi Kanner gebuer ginn. Vu sëllege Virriedner goufe scho Japan a Südkorea genannt. Déi hunn den niddregste Fertilitéitstaux weltwäit, obwuel do d'Rollebiller nach ëmmer extreem traditionell sinn. Och a staark kathoulesch geprägte Länner ass den Taux niddreg. Spuenien, Portugal oder Malta sinn hei europäesch Beispiller.

Manner Gebuerte sinn also kee kulturelle Problem. Si sinn den Ausdrock vu Liewensrealitéiten. Si sinn impaktéiert vu Liewenskäschten, vun onsécheren Aarbechtsverhältnissen, vu schwiereger Vereenbarkeet vu Famill a Beruff, vun ze deierem Logement. Mee awer och – an dat duerf een net vergiessen – vu positiven Entwécklungen: vu méi héijer Bildung, vu méi spéide Berufsstarten, vun Zougang zur Verhütung, vu sexueller Educatioun an, ganz wichteg, vu méi Selbstbestëmmung. Och des Facteuren hunn natierlech hiren Afloss.

D'Realitéit ass: Eng niddreg Natalitéit ass virun allem och e soziaalt Signal. Si weist eis, dass et Leit gëtt, déi d'Gefill hunn, dass am Moment hir Zukunft och

schwëier planbar ass. Si weist eis, dass wirtschaftlechen Drock, dass prekär Aarbechtsplazen an e Wunnengsmaart hir Liewensentscheedungen eeben och beaflossen.

Déi richteg Äntwert op eng niddreg Natalitéit sinn eiser Meenung no ganz sécher keng Moralpriedegten an och scho guer keng Stigmatiséierung an och keng Angschtrhetorik. Déi richteg Äntwert ass: Sécherheet.

An ech weess, et gëtt elo Parteien hei am Sall, deenen hiert Häerz e bësselche méi schnell klappt, well ech d'Wuert „Sécherheet“ genannt hunn. Mee eise Sécherheetsbegrëff ass en aneren.

Et geet net ëm Ofschottung. An et geet och net ëm Angscht. Et geet drëms, jonke Mënschen, déi hir Zukunft plangen, Perspektiven ze ginn, hinnen hir Ängshten ze huelen, hinnen als Politiker a Politikerinnen e reellt Sécherheetsversprechen ze maachen. An zwar: Sécherheet fir hir Zukunft, Sécherheet fir bezuelbare Wunnengsraum, Sécherheet, fir Famill a Beruff ze vereenen, Sécherheet fir qualitativ an och bezuelbar Betreijung, a virun allem d'Sécherheet, dass d'Welt vu muer nach liewenswäert ass. D'Politick muss deene Jonken eng Welt hannerloossen, an där ee gäre Kanner kritt.

Här President, erlaabt mer awer och op dësem Deel vun der Debatt eng perséinlech Nott eranzebréngen.

Fraen hunn haut méi Fräiheete wéi nach eis Mammen a Groussmammen, fir hir Liewensweeër ze bestëmmen. Dat ass d'Resultat vu Joerzénge vu feministeschem Kampf fir gesetzlech Gläichstellung, fir Bildung an och fir finanziell Onofhängegkeet. An dat ass ganz sécher kee Problem. Dat ass e Fortschritt.

Gesellschaftleche Progrès bréngt eeben och Veränderung mat sech. Traditionell Rollebiller ginn net méi automatesch vun enger Generatioun op déi nächst iwwerholl, mee ëmmer erëm nei hannerfrot. D'Approche zu Partnerschaft, zu Famill an Aarbecht, jo, déi verännert sech. An awer sinn d'Erwaardungen un d'Fraen, wat Kanner a Famill ugeet, nach ëmmer ganz staark an der Gesellschaft verankert.

Ech si selwer 33 Joer al an ech kann Iech soen ...

(Interruption)

Merci.

(Hilarité)

Ech sinn awer 33 Joer al an ech kann Iech soen: Et gëtt kaum eng Fro, déi mir méi dacks gestallt gëtt wéi déi no mengem Kannerwonsch oder menge Kannerpläng. Dat ass eng extreem privat Fro, et ass eng extreem sensibel Fro an et ass awer och eng Fro, déi nach ëmmer bal exklusiv de Frae gestallt gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dat ass keen Detail, mee et weist, dass d'Reproduktioun nach ëmmer haaptsächlech als Aufgab vun der Fra ugesi gëtt.

An egal wéi d'Äntwert ausfällt, Frae ginn ëmmer erëm an eng Rechtfertigungsroll gedréckt. Wa Frae Kanner hunn, jo, da gi se gefrot, ob se hinnen iwwerhaupt gerecht ginn, wa se da schaffen, wéi si Famill a Beruff ënner een Hutt bréngen wëllen. Froen, déi Männer nach ëmmer vill ze seelen héieren. Éischtler héiert een nach Sätz wéi: „Jo, dat ass en éiwege Jonggesell, dee léisst et sech dach gutt goen.“ A wa Frae keng Kanner hunn, da gëtt dat als Defizit ugesinn – wéi wann een als Fra net vollwäerteg wier, wann ee keng Mamm ass.

Déi permanent Iwwerzeegungsaarbecht, déi vill Fraen erliewe mussen, dat implizitt Gefill, net komplett ze sinn ouni Kanner, jo, dat weist, dass et nach ëmmer e staarke gesellschaftlechen Drock gëtt. An et

weist och, dass den Drock vun der patriarchalescher Gesellschaft net individuell ass, mee strukturell. Et ass eis joerhonnertelaang Geschicht vun Ongläichheet, déi bis haut nach ëmmer nowierkt.

An dat ass e Problem. Eng modern Gesellschaft misst eng sinn, an där all Liewensweeër respektéiert ginn, an där eng Fra net un hirer Roll als Mamm gemooss gëtt, an där Selbstbestëmmung wierklech heescht, fräi kënnen ze entscheeden: fir Kanner oder géint Kanner.

Net Angscht a moraleschen Drock solle Leit dozou bréngen, Kanner ze kréien, mee Fräiheet, Sécherheet a Respekt. Eréischt dann ass et wierklech eng fräi Entscheidung.

Här Kanner ... „Här Kanner ...“

(Hilarité)

Här Keup!

Här Keup, Kanner sinn net dofir do, fir Lächer an enger Statistik ze fëllen an och net fir Är Pensioun ze garantéieren. Kanner sinn dofir do, fir sech un enger Welt ze erfreen, fir Spaass ze hunn a fir all déi wonnerbar Saachen ze entdecken, déi dese Planéit fir si bereet hält. Mir sollen hinnen eng Welt mat Solidaritéit, mat Gläichheet a mat Sécherheet hannerloossen.

Gitt de Leit erëm Vertrauen an d'Zukunft, da klappt et och erëm mam Sex!

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci der Madamm Bernard. Ech hunn d'Impressioun, Här Keup ... Da faasst Iech awer kuerz.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wollt eppes nach eng Kéier riichtbéien. Ganz kuerz.

M. André Bauler, Président de séance | Also eng kuerz Reaktioun, awer net Fait personnel.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Dach, Fait personnel.

M. André Bauler, Président de séance | Wouranner huet deen dann ...

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Well mat der AfD ... Ech kann eppes riichtbéien, wann eppes falsch war.

M. André Bauler, Président de séance | Wouranner huet deen dann elo bestanen?

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | D'Madamm Bernard huet gesot, mir wieren eng Schwësterpartei vun der AfD.

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | An ech mengen, dat kann ech riichtbéien.

M. André Bauler, Président de séance | Da reagéiert kuerz.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | N'en déplaise à certains: Mir si keng Schwësterpartei vun der AfD. Eis Schwësterpartei sinn zum Beispill d'N-VA mam Bart De Wever an der Belsch oder d'Meloni. Dat sinn eis Schwësterparteien. D'AFD net. Voilà!

Une voix | A!

(Interruptions)

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Dat gesot wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Dann huet Dir d'Wuert, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, Madamm Bernard, ech mengen net, dass et

eleng um Sex hänkt. Wéi ech d'Ufro héieren hunn, hunn ech och am Ufank geduecht, et géif vläicht e Biologiecours ginn. Mee et ass sécherlech net do-dranner, wou et, mengen ech, hei am Land hänkt, dass mer net genuch Kanner hätten.

Ob ee Kanner kritt a wëll, ass eng Fräiheet, déi een huet. Dat ass de Choix vun all Persoun, vun all Koppel, fir déi Decisioun ze huelen. An dat soll och am Virfeld gutt iwwerluecht sinn. A jo, d'Liewen ass duerno en anert. Déi eng soe „méi stresseg“, déi aner soe „méi schéin“. Dat iwwerloossen ech jidderengem selwer, d'Interpretatioun. Ech hu meng Meenung dozou, mee dat iwwerloossen ech jidderengem selwer.

(Interruption)

An de Choix, fir Kanner ze kréien, do sinn awer ganz vill Leit, déi dee bewosst huelen, awer sech virdrun immens vill Gedanke maachen. Well Kanner an des Welt ze setzen, ass och net méi esou einfach – also se eranzesetzen, jo, mee se herno grousszeiéien –, ...

(Hilarité)

... wéi dat fréier vläicht de Fall war.

Ouni do an Nostalgie ze verfallen, muss een awer eng Kéier Saache wéi zum Beispill de Logement uschwätzen. Also, dat ass mat ee vun deene gréisste Problemer. An net eleng mol fir en ze bezuelen, mee wann ech zum Beispill bei eis am Office social kucken, wéi vill Fäll mer hunn, wa se dann nach Kanner kréien, dass se da mol net méi ugemellt kënnen bleiwen. Dat sinn alles awer gesetzlech Kaderen, déi een eng Kéier muss kucken. Well net all Gemeng erlaabt et, wa Kanner bäikommen, dass een do wunne bleift. An da gitt emol op de Marché eppes sichen! Wann der iwwerhaupt schon emol d'Gléck hat, virdrun um Marché eppes ze fannen.

Well Kanner kréien, heescht och, dass ee sech fir d'éischt emol Gedanke mécht: Wéi amenagéieren ech déi Kummer? Wéi wäerten déi Kanner opwuessen? Et ass net, dass d'Kanner herno an der Stuff um Canapé schlofen!

Dementspreechend ass et och ganz wichteg, dass mer am Logement do eng aner Formule fannen. Ech kéint elo nach e puermol zielen, dass dat mat 10 Euro de Meeterkaree vill méi flexibel wär, well da kéint een nämlech op déi Situatiounen reagéieren. Well an eiser Formel ass et esou, wann ee single ass, dass een dann herno kéint wiesselen op Koppel, a vun der Koppel erëm herno an ee mat zwou, dräi Kummeren – an dat alles an engem System, wou ee bei 10 Euro de Meeterkaree géing bleiwen –, an herno erëm eraus, fir kënnen dann enger neier Famill déi Plaz ze ginn.

An dann d'Aarbechtswelt. Jo, also vill Leit, déi an deem Fall sinn, vun deem ech schwätzen, soe mer och: Wann een e Kand op d'Welt setzt, muss een awer och déi Zäit fir dat Kand hunn, fir et grousszeiéien, fir et matzeerliewen, wann et grouss gëtt. An déi Modeller, wéi se am Moment an eiser Gesellschaft awer zum Deel fonctionéieren – vu moies 7.00 Auer Maison relais bis owes 19.00, 20.00 Auer –, jo, da mécht ee sech Gedanken, ob een dem Kand sengem Wuel do awer ka gerecht ginn.

Well eise Gesellschaftsmodell am Moment ass: „Du muss schaffe goen! Gitt zu zwee schaffen! Drummt, drummt, drummt!“ Awer déi Zäit huet een net méi, fir no de Kanner ze kucken! An dat ass ee vun eise ganz grouss Problemer.

Do hëlleft et och näischt, dass een e bësse Kannergeld méi kritt oder soss iergendwellech Hëllef. Do misst ee sech eng Kéier iwwerleeë fir déi Leit, déi hir Kanner net an eng Maison relais ginn, déi hir Kanner net an eng Crèche ginn, dass déi genau dee

selwechte Montant géinge kréien, fir wa se doheem no hire Kanner kucken. Wann de Mann dann doheem bleift, dass en ...

M. Gilles Baum (DP) | Dat hu mir scho jorelaang gesot!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass mer egal, wien dat seet. Mir hunn déi Positioun och scho länger.

(Interruptions diverses)

Well déi Leit, déi hir Kanner net an eng Maison relais ginn, déi kréien näischt. Déi kréien näischt! Si kréie weeder en Iessen nach eppes anescht.

Mme Corinne Cahen (DP) | D'Kannergeld, wéi all déi aner och.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, si kréien d'Kannergeld, wéi déi aner an der Maison relais och! Mee wann Dir awer doheem no Äre Kanner kuckt, wou ënnerstëtzt de Staat Iech dann do?

Mme Corinne Cahen (DP) | Ma da musst Der ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Néierens!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir sidd matverséichert, zum Beispill, wann Der krank sidd, och wann Der keng Steiere bezuelt. Zum Beispill!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee dat ass jo der Maison relais an an der Crèche d'selwecht!

Firwat gi mer deene Leit, déi déi Zäit ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Déi aner Leit schaffen, déi bezuele Steieren ...

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Liewenszäit ass begrenzt. D'Liewenszäit ass begrenzt.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

Et ass een eng Kéier ... Iergendeng Kéier sinn d'Kanner grouss an et huet een déi Zäit verpasst, wou ee mat de Kanner konnt Zäit verbréngen. Well herno an der Pensioun huet ee vläicht Zäit, mee ...

(Interruptions diverses)

Une voix | Här President?

(Hilarité)

M. André Bauler, Président de séance | Jo, loosst elo den Här Goergen ausschwätzen ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ka sinn, dass et der CSV och net gefält ...

M. André Bauler, Président de séance | ... an duerno kënt Der him vläicht eng Fro stellen. Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, den Här Zeimet huet en Zwëscheruff gemaach. Ech hunn et matkritt, dass der CSV déi Formule och net gefält, fir dass e méi Zäit mat senge Kanner kéint verbréngen, ...

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | ... anstatt dass ee muss onbedéngt schaffe goen dee ganzen Dag.

(Interruptions diverses)

Mir hunn eng ganz kloer Meenung dozou: Dass een net d'Maison-relaisen a virun allem déi privat Crèchen herno soll finanzéieren, mee dass een de Leit soll eng Chance ginn, fir bei hire Kanner doheem ze sinn, fir dass een déi Kanner kann opwuesse gesinn. Dat ass eng Politick, déi ee ka maachen, fir méi kanerfrëndlech ze sinn.

(Interruption)

Well déi finanziell Sécherheet ass ee vun de Grënn, firwat d'Leit et sech heiansdo awer nach dräimol iwwerleeën, ob se Kanner an d'Welt setzen. Well de

Problem ass nach ëmmer zum Beispill ... an dat ass sécherlech eppes, wat een och eng Kéier misst analyséieren, baséiert op deenen Jobben, déi een huet, sief dat déi eng beim Staat oder déi aner am Privaten, ob een do net och verschidde Statistike kritt, datt awer vläicht do de Kannertaux en aneren ass wéi an der Privatbranche, well een do déi Sécherheet eeben net huet a well een do och déi Méiglechkeeten net huet.

Wann ech bei mir am privaten Ëmfeld kucken: Alleguerten déi, déi beim MEN ageschriwwene sinn – also ech mengen, wann ech eng Privat-Statistik géif maachen, wär do warscheinlech de Gebuertentaux méi héich wéi bei deenen, déi musse bei engem private Patron schaffen, fir do iwwert d'Ronnen ze kommen.

Also, fir eis Piraten ass et ganz kloer: Wann d'Politik de Kader schaaft, dass ee méi Zäit mat senger Kanner ka verbréngen, a finanziell Sécherheet gëtt, da wäert och d'Geburterate erëm an d'Luucht goen!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen. Ech gesinn, den Här Baum bréngt sech nach a Stellung.

(Interruption)

Dann huet den honorabelen Här Marc Baum d'Wuert. Dir waart nämlech net agedroen. Ech wusst net, ob Der erauskéimt oder net. Dann hutt Der elo d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Ech hunn elo e bësse méi wéi eng Stonn nogelauschert an ech muss mer wierklech d'Fro stellen: Wat soll dat heiten? Also, mer sollen iwwer Fertilitéit an Natalitéit schwätzen. An der éischter hallwer Stonn kréie mer lauter Zuele gewisen an esou eenzel Elementer, wat an anere Länner gemaach ginn ass, wat awer och näischt bruecht huet. A mir hunn elo eng Motioun do leien, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, jo, sech mol e bësse Gedanken ze maachen. Dat ass esou e bëssen de Resümee vum deen, wat an der leschter Stonn hei diskutéiert konnt ginn.

Här President, ech mengen, de Réckgang vum Gebuertentaux ass e gesellschaftleche Phenomeen, deen a quasi alle postindustrielle Länner ze beobachten ass. Et ass e villschichtige Phenomeen, et ass e komplexe Phenomeen, deen en plus nach immens sensibel ass, well en déi individuell Decision vum all Fra oder vun all Koppel direkt betrëfft. Et gesäit esou aus, datt UNO-Statistike soen, datt déi fir 2070 ugeduechte Peak-Mënschheet – also d'Zuel vum de meeschte Mënschen op der Welt – weltwäit éischter wäert sinn, warscheinlech ëm d'2050er-Joren. An duerfir, wann een iwwer Natalitéit schwätzt, mengen ech, kéint een net derlaanscht, awer och vläicht iwwert d'Ursaachen dovunner schwätzen, firwat et a ville Länner zeréckgeet.

An do ass awer en Elefant am Raum, iwwert dee bis elo nach kee geschwat huet, nämlech d'gesondheitsan d'ëmweltpolitesch Dimensione vum der Fro, nämlech datt d'Unzuel an d'Qualitéit vum de männleche Spermie weltwäit zeréckgeet, weesentlech zeréckgeet, souzesoen an enger Chute libre ass. Also och do net d'Fro vun der Fra, mee à la base och eng Fro vun der Fertilitéit vum Mann. Doriwwer, iwwer Ëmweltafloss, schwätzt d'ADR natierlech net, ...

(Interruption)

... well da misst een eventuell iwwer Pestizide schwätzen, iwwert d'Verbuet vu Pestiziden, iwwer Ëmweltchemikalien, et cetera. Duerfir schwätze mer léiwer net doriwwer.

D'Logementsproblemer dikse mer och just ganz kuerz un, well d'ADR wëllt jo och keng staatlech Interventioun um Logementsmarché. Dat soll de Marché selwer

maachen. Dat huet jo bis elo immens gutt geklappt! Dofir schwätze mer och ganz wéineg doriwwer.

Mer schwätzen och ganz wéineg doriwwer, wéi eng Perspektiven eventuell jonk Koppele vun haut hunn, wa se sech an d'Zukunft projézéieren, a wa se virun allem hir Kanner, hir potenziell Kanner, an d'Zukunft projézéieren.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ob et da wierklech och nach ëmmer eng Welt gëtt, déi liewenswäert ass, au vu vum deene Problemer vum Klimawandel a vum Verloscht vum der Biodiversitéit, déi mer alleguer erliwien. Alles dat missten Elementer vun enger seriöser Debatt sinn.

Mee et ass mer awer opgefalle an der Interventioun vum ADR: Hei geet et guer net ëm Familljepolitik! Hei geet et guer net ëm Familljepolitik, hei geet et nämlech ëm Ideologie!

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Den Interpellant, den Här Keup, huet dee selwechten Dag, de 25. November, nämlech net nëmme dës Interpellatioun ugefrot, mee och nach eng aner. Net nëmme déi iwwert d'Natalitéit, mee och nach déi iwwert d'Integratioun vun Auslänner zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ganz genau! An och dat kann ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | An déi zwou Debatte sinn zwou Säite vun där selwechter Medail: Et geet nämlech drëms, duerch d'Hannerdier e ganz geféierlechen Discours vu rietsextreme Konzepter, ...

(Interruptions)

... déi och schon an eisen Nopeschlänner d'effentlech Diskussioun vergëft hunn, och hei salonfäeg ze maachen. A Frankräich – an d'Madam Bofferding ass drop agang – heeschen déi Reflexiounen de „grand remplacement“. D'Europäer kréie keng Kanner méi an duerfir solle se dann, warscheinlech vu lénksversifften Ideologen an engem Geheimprotokoll festgehalten, iergendwéi duerch Migranten ersat ginn. „Le grand remplacement“ ass eng grouss Diskussioun a Frankräich. An d'AfD nennt dat „Umwolkung“. „Umwolkung“ heescht dat an Däitschland. A bei der MAGA an den USA, oder och bei Reform UK vum Nigel Farage, heescht et „ethnic replacement“.

Dat ass de Sujet vun där duebeler Interpellatioun, déi hei gemaach ginn ass. A mir gesinn, datt zënter den Trump an Amerika um Pouvoir ass, dat Konzept fir Rietsextremer u strateegescher Bedeitung gewonnen huet. An den US-Vizepräsident JD Vance, dee jo den Här Deputéierte Weidig net midd gëtt ëmmer erëm ze luewen, huet och a senger Ried virun engem Joer zu München op der Konferenz déi Iddien opgeguelucht, developpéiert. An dat war e kloer Message un all rietsextrem Parteien hei an Europa: Do gouf de Mot d'ordre virginn, déi strateegesch-ideologesch Virgab, déi sämtlech rietsextrem Parteien an Europa federéiert.

An och wann dee Mythos vu Soziologen, Demografe reegelméisseg als onfondéiert zréckgewise gëtt, gëtt e weidergefouert. Hei geet et nämlech drëm, wat déi Riets ganz gutt kënnen, nämlech Ängscht schüren: Ängscht viru Verännerung, ...

(Interruptions)

... Ängscht virum Friemen, Ängscht virun Onsécherheet, Ängscht, eppes geholl ze kréien. An dat Konzept vum „grand remplacement“, dat gräift all déi

Ängshten op, verstärkt se a gëtt hinnen eng kloer ideologesch Ausriichtung. An duerfir wierkt dat wéi e staarkt Géft, wat lues a lues seng Wirkung erfëllt. An och wann den Här Keup virdrun, an d'Madam Cahen huet et benannt als „gedam“, a sengem Discours dohierkomm ass, däerf een awer net vergiesse, datt dat do de Wollef am Schofspel ass.

Une voix | Da gitt Iech dach!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat sinn ... Dir hutt déi zwou Interpellatiounen hei an d'Welt bruecht. Dat ass dat, wat hei geschitt! A mir gesinn, datt – nodeems a Russland déi dote Kräfte an esou Iddien zënter Joerzénge un der Muecht sinn an eng Gesellschaft duerchdrongen hunn, an elo entre-temps och an den USA un der Muecht sinn –, elo zum Generalgrëff op Europa gepaff gëtt.

A mer gesinn, wat do geschitt, well mer gesinn och, wat grad an den USA geschitt: datt grondleeënd Prinzippe vum Rechtsstaat a vun der Demokratie ausgehelegt ginn. D'Ausübung vun der Muecht gëtt reduzéiert op de Wëlle vun enger klenger kleptokratescher Clique, déi kengem Rechenschaft ofleet. An de Staat mécht dann nach mat paramilitäreschen Truppe Juegd op seng eege Bierger.

(Interruption)

Dat ass dat, wat eigentlech hannert där doter Ideologie hannendru stécht. An dat ass dat, wat am Fong geféierlech ass a wou mer eis alleguer zesummen dergéint wiere mussen. Fir de Rescht géif ech mer wënschen, datt mer eng Kéier eng seriö Diskussioun iwwer Familljepolitik hei am Haus féiere kéinten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Fait personnel – ech muss e puer Saachen awer riichtbéien. Ech mengen, dat dote war elo eng grouss theatralesch Ried, Här Baum. Mee ech muss soen, aus menger Siicht war dat net ubruecht, well mer absolut net dat doten hei gesot hunn. Dir hutt vum „grand remplacement“ geschwat – dat hu mir net gemaach.

(Brouhaha)

Dir hutt duerno e grouse Bou gemaach, vu Russland op eemol op d'Situatioun an Amerika, Rietsextremes, alles dat – onméiglech. Mir hunn hei ganz kloer een Thema gehat, an dat war an dëser Interpellatioun de Réckgang vum der Zuel vu Gebuerten – wat an all Land diskutéiert gëtt an der westlecher Welt, wat e Problem ass –, fir doriwwer hei ze schwätzen, mat demografeschen Zuelen. Mee ech hunn dat hei ganz sober gemaach.

An déi aner Interpellatioun, déi mer ugefrot hunn, dat ass ganz einfach aus deem Grond, well ech déi zwou zesumme preparéiert hat, a mir hu se zesummen eraginn. An dat ass e ganz anert Thema, dat ass iwwert d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg. Déi zwou Saachen hunn awer eppes gemeinsam: Et ass eppes, wou mer vläicht net oft genuch hei d'Thema hunn, wou mer net oft genuch hei driwwer schwätzen. Ech mengen, hei war eng flott Geleeënheet, an, Här Baum, Dir hutt déi e bësse verpasst, fir eppes zum Fong ze soen.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat ass dann d'Lëscht vun allen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung, Stellung ze huelen. Ech gesinn, dat d'Regierung ufänkt mam Här Familjeminister. Den Här Hahn.

Prises de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här President, léif Deputéiert, léiwen Interpellant, léif Regierungskolleegin Martine Deprez, meng Virriedner hunn et, mengen ech, bal alleguerte gesot: De Réckgang vun de Gebuerten ass weeder e lëtzebuergesche Phänomeen, nach ass et eng nei Erkenntnis. Dass pro Fra manner Kanner op d'Welt kommen, gesi mer an allen entwéckelten Ekonomien op der Welt, vu Japan iwwer Italie bis Mexiko, an zwar scho säit Joerzénge.

Dat ass och net weider erstaunlech: Eis Gesellschaften befanne sech an engem déifgräifende Wandel, ugefaange beim omnipresenten technologesche Wandel, iwwert d'Wirtschaft, den Aarbechtsmarché, d'Education, d'Meedie bis hin zu eise soziale Relatiounen, Liewensentwërf a perséinleche Wäerter.

Dass dat sech och an der Familjplanung an, méi grouss gekuckt, an der Demografie erëmispigelt, ass dofir och nëmme logesch. Mir stelle fest: D'Leit kréien ëmmer méi spéit hiert éischt Kand, a wa se Kanner kréien, da kréie se der pro Famill och manner. Schlisslelech geet d'Unzuel u Persounen, déi guer keng Kanner kréien, och an d'Luucht. Iwwert d'Grënn, firwat dat esou ass, kann ee ganz laang diskutieren. Och dat hu vill vun de Virriedner en long et en large ugeschwat, soudass ech mer dat erspuere kann. An Iech mat.

(Hilarité)

An ech wëll Iech och soen, dass dat fir mech als Familjeminister och net dee wichtigste Punkt an dëser Diskussioun ass. Firwat soen ech dat? Ech sinn der Iwwerzeugung, dass et net un der Politik ass, fir de Leit virzschreien, wéi si hiert Liewen ze liewen hunn. Ob se Kanner solle kréien, a wa jo, wéi vill se der sollen hunn. Dat soll jidderee fir sech selwer entscheiden. An all Decisioun ass ze respektieren.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Et ass a bleift eng eminent intim a perséinlech Decisioun, wou mir als Politik de Leit net sollten draschwätzen. Dovun ofgesi kann een och d'Effikassitéit vun enger natalistescher Politik eeschthaf a Fro stellen, wéi mir dat a ville Länner op der Welt grad gesinn. Dat, wat fir mech als Familjeminister zielt, ass, dass mer déi Leit beschtméiglech ënnerstëtzen, bei deenen de Kannerwonsch do ass. Déi jonk Mënsche solle gehollef kréien, fir hire Wonsch no enger eegener Famill och realisieren ze kënnen. An dofir brauche mer e Kader, deen den haitege Liewensentwërf an de Liewensrealitéite vun de Leit entsprécht.

Dat bedeit éischters, e Kader ze schafen, deen de Leit Zäit gëtt, fir bei hire Kanner ze sinn, besonnesch an deenen éischten immens wichtige Joren. Dat wësse mer, dass do d'Bindung vu Kanner zu den Elteren enorm wichtig ass, an dat souwuel, wou d'Bindung zum Papp wéi och d'Bindung zur Mamm ugeet. Et ass net nëmme wichtig fir d'Kand selwer, dass och de Papp present ass, et ass och de Wonsch vu ganz ville jonke Pappen, Zäit fir hir Famill an hir Kanner ze hunn. D'Zuele vum Congé parental ënnersträchen dat ganz androcksvoll. Haut hu mer souguer d'Situatioun, dass méi Männer wéi Fraen de Congé parental huelen.

Et bedeit zweetens, sech net mussen ze entscheiden, entweder Kanner ze kréien oder beruflech aktiv ze sinn, mee Aarbecht a Famill flexibel ënner een Hutt ze kréien, esou wéi et de Besoin vun der jeeweileger Famill entsprécht. Dofir férdere mer d'Gläichstellung

vu Mann a Fra, andeems mer de Leit erméiglechen, d'Eltere-Si gläichméisseg op béid Schëlleren ze verdeelen an deenen zwee Elteren déi selwecht Chancen ze ginn. Familljepolitick a Gläichberechtigung tëscht de Geschlechter gi fir eis hei Hand an Hand.

An et bedeit och drëtzens, Familje geziilt ze ënnerstëtzen, fir dass fir all Kand gesuergt ass. All Kand soll déi beschtméiglech Startchancen am Liewen hunn, egal wéi d'Situatioun vun den Elteren ass. Iwwert déi lescht Jore war dat d'Kärstéck vun eiser Familljepolitick hei zu Lëtzebuerg. Mat eisem Congé parental, dem Pappegongé, dem Kannergeld, dem Chèque-service accueil, fir just déi ze nennen, sti mir als Land wierklech ganz gutt do, besonnesch wa mer eis mam Ausland vergläichen. Tatsächlech si mer an där Hirschicht verschidde Länner souguer wäit viraus.

Wann ech do nëmme Frankräich huelen, wou d'Diskussioun iwwert de Réckgang vun de Gebuerten och ganz aktuell ass, zënter de President Macron mat sengem „réarmement démographique komm“ ass: De leschte Mount huet hei d'Assemblée nationale e Rapport verëffentlecht, dee sech mat den Ursache vum Gebuerteréckgang a Frankräich beschäftegt huet an notament mat den Obstakelen, mat deenen d'Leit konfrontéiert sinn. D'Konklusioun vum Rapport sinn esou kloer wéi interessant: Fir d'Elteren optimal ze encadréieren, gëtt recommandéiert, en eenheetlech Kannergeld anzeféieren, dat d'selwecht ass fir all Kand, d'Garde vun de Kanner massiv auszubauen, fir dass jiddereen Accès dozou huet, en eenheetleche Congé parental ze schafen, deen den Elteren déi néideg Zäit fir hir Kanner gëtt.

Dat kënn deem engen oder deem aneren, mengen ech, zimmlech bekannt vir. Villes vun deem, wat eis franséisch Nopere grad aktuell diskutieren, hu mir hei zu Lëtzebuerg, d'geziilt, Madamm Cahen!

Ech huele just e klengt Beispill: d'Kannergeld. A Frankräich kritt eng Famill eréischt Kannergeld ab deem zweete Kand. An der Theorie en Ureiz, fir op d'mannst zwee Kanner ze kréien. An der Praxis sinn hir Gebuerten trotzdem réckleefeg. Hir Recommendation fir elo en eenheetlech Kannergeld fir all Kand entsprécht dogéint eisem Modell hei am Land.

Fir net falsch verstanen ze ginn, wëll ech eng ganz wichteg Präzisioun maachen, déi de Rapport och selwer ervirhieft: Et bedeit net, dass duerch dës Mesuren d'Baisse vun der Natalitéit op eemol ëmgedréit gëtt! Et bedeit virun allem mol, déi jonk Eltere besser bei hirem Kannerwonsch ze ënnerstëtzen a verschidde materiell, professionell a gesellschaftlech Hindernisser aus dem Wee ze raumen, déi et hinnen haut schwéier maachen. Et bedeit, d'Familje geziilt ze stäerken.

A genee dat ass a bleift eist Zil hei zu Lëtzebuerg. An de leschte Joren ass ganz vill geschitt, wéi ech scho sot, ma d'Welt bleift net stoen, a mir schaffe weider drun, eisen Aarbechts- a Familjemodell un déi haitege Besoinen a Realitéite vun de Leit unzepassen. D'Regierung huet ufangs vum Joer e ganze Pak u Mesure presentéiert, fir Familje weider ze entlaaschten an hinne méi Beefräiheet am Alldag ze ginn.

Konkreet bedeit dat: Mir setzen d'Kannergeld allgemeng an d'Luucht, ëm 45 Euro fir Kanner bis zwielf Joer, an ëm 60 Euro fir Kanner ab zwielf Joer. Mir erhéijen och d'Allocation de rentrée scolaire ëm 60 Euro bis zwielf Joer, an ëm 90 Euro iwwer zwielf Joer. Mir reindexéieren alleguerten d'Prestatiounen vun der Zukunftskeess, déi dat bis elo nach net waren, d'Allocation de rentrée scolaire, d'Allocation spéciale supplémentaire an d'Prime de naissance. Dës Mesure kommen alle Familjen an all Kand zegutt a wäerten derzou bäidroen, d'Startchancé vun de Kanner ze stäerken.

De Motto vun der Regierung ass a bleift: E Kand ass e Kand. Um Staat ass et, derfir ze suergen, dass all Kand zu Lëtzebuerg gutt grouss ka ginn a sech optimal entwéckele kann.

Fir donieft awer nach zousätzlech benodeelegt Kanner geziilt ze ënnerstëtzen a weider Efforten am Kampf géint d'Kanneraarmut ze maachen, féiere mer eng sozial selektiv nei Hëllef an. An dës Aide riicht sech speziell u Stéit mat niddregem Revenue a mat scolariséierte Kanner a geet bis zu 3.000 Euro pro Joer. Dës Aide wäert iwwregens och degressiv bis an d'Mittelschicht goen, fir net just déi ze ënnerstëtzen, déi ganz wéineg Revenu hunn, mee fir och de schaffende Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Zil ass et, e Schwelleneffekt ze evitéieren, wou een op eemol ab engem gewëssene Revenu, wann ee just knapps iwwert dem Seuil läit, op eemol näischt méi zegutt huet, wat nei Ongerechtegkeete géif schafen.

Zousätzlech zu dëse Mesure vun mengem Ministère wëll ech och kuerz op déi weider steierlech entlaaschtungen agoen, déi d'Regierung decidéiert huet. De Finanzminister huet et annoncéiert: Mat der Steierreform gëtt d'Kafkraaft vun de Leit gestärkt, dat, nodeems de Barème schonn ëm 6,5 Indexbranche berengegt ginn ass an de leschte Joren.

Doriwwer eraus sinn awer och geziilt Moossname fir Famillje virgesinn. Esou gëtt engersäits de Crédit d'impôt monoparental op en Neits gehéicht, an zwar vun 3.500 Euro op 4.000 Euro d'Joer. Anerersäits profitéieren déi Familjen, wou eng Persoun zäitweilig manner schafft, fir no hire Kanner ze kucken, vun engem neien Abatement petite enfance. Dësen Abatement beleeft sech op 5.400 Euro pro Joer a pro Kand, an dat bis zum Alter vun dräi Joer vum Kand. Donieft wäerten och d'Cotisations, déi e Partner zugongschte vun deem aneren, dee seng Aarbechtsintensitéit zäitweilig reduzéiert, an d'Pensionskeess abezilt, als Dépense spéciale steierlech ofsetzbar sinn.

Ech hu virdrun och vun Zäit geschwat, déi d'Eltere brauchen, fir se mat hire Kanner ze verbréngen. Och hei wäert d'Regierung net stoe bleiwen, mee weider Verbesserungen am Sënn vun de Familjen op de Wee ze bréngen. Ech denken hei ënner anerem un d'Recht op Deelzäit, dat mer aféiere wäerten. En Elterendeel soll deemno a Zukunft seng Tâche ëm 10 % kënnen reduzéieren, also 4 Stonne pro Woch bei enger voller Tâche, an dat bis d'Kand 13 Joer al ass. Op déi Manéier erméigleche mer de Pappen a Mammen e besseren Equiliber tëscht Famill an Aarbecht a méi Zäit mat hire Kanner kënnen ze verbréngen.

Wann ech vun Equiliber tëscht Famill an Aarbecht schwätzen, dann hu mer an där Equatioun och de Volet Aarbecht. A wann d'Eltere schaffen, da sollen d'Kanner gutt versuergt sinn. Dat betrëfft souwuel d'Qualitéit vun der Betreuer wéi och d'Accessibilitéit.

Den Educationsminister huet dofir eng déifgräifend Reform vum Chèque-service accueil presentéiert, mam Zil, dass all Kand vun enger Betreuerplaz an der non-formaler Bildung ka profitéieren. Och dat ass eng Fro vu Chancégläichheet. Déi nonformal Bildung huet e positiven Effekt op d'Entwécklung vun de Kanner an dréit weesentlech zum schouleschen Erfolleg bäi.

Mee en universellen Accès bedeit esouwuel, dass genuch Plazen do sinn, wéi och, dass d'Leit sech se kënnen leeschten. Mat der Reform ginn dowéinst d'Familjen insgesamt ëm 79 Milliounen Euro entlaascht, während d'Elteren an Zukunft vun enger uniformer Tarifikatioun profitéiere kënnen. Dobäi ass a bleift et och d'Ambitioun vun der Regierung, dass bis 2030 genuch Betreuerplazen do sinn, fir dass all Kand eng kritt, dat eng brauch. Och fir dat Zil ze errechen, setzt d'Reform vum Chèque-service accueil déi néideg

Jalonen, notamment iwwert d'Schafe vum néidege finanzielle Kader.

Dir gesitt, Här President, an ech zitieren aus der Demande vum honorabelen Deputéierte Fred Keup, „eng Politick, déi den néidege Kader schaaft, fir d'Famill ze ënnerstëtzen.“ Déi verschidde Regierungen hunn hei iwwert déi lescht Joren näischt anescht gemaach. An och dës Regierung wäert dee Wee, deen ageschloe gouf, konsequent weidergoen, well mir sinn iwwerzeegt, dass aus staarke Famillje staark Kanner kommen, déi duerno staark Erwuessener ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familljeminister. An da kritt d'Madamm Gesondheitsministeresch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och fir déi Interpellation. A merci menges Virriedner. Et bleift net méi vill ze soen, et ass alles scho gesot ginn, wat ech eigentlech wollt soen.

An de Minister Hahn huet och nach eng Kéier drop insistéiert, wat dës Regierung alles mécht, fir e familjefrëndlecht Ëmfeld ze schafen. Also gesinn ech elo net, wou dat Bild vun der Famill, dat Bild vum Kannerkréier schlecht soll gemaach ginn hei zu Lëtzebuerg. Mir sti fir Familjefrëndlechkeet, mir sti fir d'Kanner.

A virun allem sinn ech frou, dass hei de Mëtten erauskomm ass, datt et soll e perséinleche Choix sinn, e Kand ze kréien oder och net, datt ee sech net ënner Drock soll gesat fillen, datt mir och un déi sollen denken, déi Schwierigkeeten hunn, Kanner ze kréien, déi e Kannerwonsch hunn, an datt e Plädoyer gehale ginn ass fir d'Selbstbestëmmung vun der Fra.

Kuerz fir de Santésberäich. Ech mengen, et ass ugeschwat ginn, déi Leit, déi Schwierigkeeten hunn, fir Kanner ze kréien. Mir hunn ee Service am Land – deen huet gëschter 20 Joer gefeiert –, deen deene Leit zur Säit steet, deen deene Leit hëlleft an hirem Projet parental. An do ass eis och gesot ginn, datt dat, wat de Marc Baum ugeschwat huet mat den Aflëss vun der Ëmwelt op d'Fertilitéit, eng Realitéit ass, iwwert déi mer och eng Kéier musse schwätzen.

Nichtsdestotrotz, merci dann. Ech misst awer dann nach eng kleng Zuel lassginn. Dir wësst jo, ech si Mathematiker. An ech wollt d'Hoffnung op Ungarn e bësse bremsen, well déi neiste Statistike vun hirem Statistikamt weisen, datt si fir 2025 vun 1,65 op 1,31 ënnerwee sinn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Interpellatioun ofgeschloss.

Motion 1

A mir hätten zum Schluss nach d'Diskussioun iwwert d'Motioun, déi hei vum Här Keup deposéiert ginn ass, ze maachen. Dofir géing ech froen, Här Keup, wëllt Dir nach eng Kéier? Dir hutt iwwert d'Motioun geschwat – wëllt Der duerno, wëllt Der elo? Dir wëllt zum Schluss nach eng Kéier schwätzen. Wie mellst sech zu dëser Motioun? D'Madamm Cahen, den Här Boonen. Madamm Cahen, fänkt Dir un.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, also ech sinn enttäuscht, dass déi Datingapp elo hei net gefrot gëtt.

(Hilarité)

An dofir, ech mengen, de ganze Rescht ass an de Riede gesot ginn, dass natierlech eng Regierung permanent kuckt, wéi se kann d'Ëmfeld esou verbesseren, fir d'Leit

ze encouragéieren, dat ze maachen, wat si richteg fanne an hire Choix ze encouragéieren, ob dat de Choix ass, Kanner ze kréien oder keng Kanner ze kréien.

An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net unzehuelen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass vill oder alles gesot ginn an den Debatten. Virun allem, dat Wichtigst ass jo eng Bewäertung, wéi der schreift, vun den Auswierkungen, Aarbechtsmaart, Sozialmodell. An dat gëtt jo permanent iwwert de Stateg assuréiert. An dofir ass et do, wou mer sécherstellen, dass eise System ofgeséichert ass.

An duerfir géif ech och menger Fraktioun soen, d'Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech dem Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, merci, Merci, Här President. Dat heiten ass elo näischt Anormales. Ech mengen, dat heiten ass e bëssen eppes Änlechsch wéi eppes, wat et scho ginn ass.

Dir erënnert Iech vläicht, oder Dir hutt vläicht eng Kéier héieren, dass et zu Lëtzebuerg eng Kéier e Rapport Calot gouf, 1978, iwwert d'Demografie vu Lëtzebuerg. Et ass also eppes, wat och schon emol gemaach ginn ass a wou et doriwwer eraus och interessant wier, et eeben hei och eng Kéier am groussen Ganzen ze maachen, méi allgemeng a vläicht net onbedéngt elo just am Familljeministère.

Déi Motioun hei, dat ass am Fong eng vereinfacht Kopie vun enger änlecher Demande vun der norwegescher Regierung, déi dat heiten tel quel esou gemaach huet, also net tel quel, e bësse méi elaboréiert nach, virun ongeféier zwee Joer, a wou elo dann éischt Resultater kommen a weider Resultater nach erwaart ginn.

Et ass also net wierklech elo eppes, wat iergendwéi aus dem Hutt gezaubert gëtt, mee eppes ganz Reelles, wat a verschiddene Länner wierklech gemaach gëtt. An Norwegen ass jo awer elo, mengen ech, e Land, wat wäit ass a wat ziviliséiert ass, wat emanzipéiert ass a wat trotzdeem dee Problem hei unerkent.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass evidenteweis de Choix bei der Fra läit, ob se wëllt e Kand kréien, respektiv och beim Mann – et ass jo awer dann esou: Et brauch zwee Leit fir e Kand. Awer de gesellschaftleche Problem – et ass dat, wou ech nach eng Kéier hei wëll drop opmierksam maachen –, dat ass vläicht e bëssen an der Debatt ënnergang, well mer dann an där Politique politicienne sinn, wou mer musse bei deenen aneren eppes sichen, fir eppes ze kritiséieren a wou mer mengen, mir hätten eppes héieren oder wëllen eppes héieren hunn oder eppes verdréien. Dat gehéiert eeben an der Chamber e bëssen derzou, ech weess dat och.

Mee ech mengen awer, dass et einfach flott wier, wierklech de Sujet hei tel quel eng Kéier opzehuelen, well de Problem ass awer reell. De Problem ass reell! Mir kënnen natierlech duerch d'Immigratioun dat alles ausgläichen, mee de Problem wäert kommen. An enger kannerarmer Gesellschaft komme Problemer.

An Dir hutt jo selwer ëmmer gesot: Iwweralterung. Mir schwätzen iwwert d'Pensiounen. An dat ass jo liiert. Do soen ech net, a mir als ADR soen net: „Maacht Kanner, fir eis Pensiounen ze bezuelen!“ Mee

et ass awer liiert, do ass awer en Zesammenhang, deen et do gëtt, an dat dierf een net ënnerschätzen!

An duerfir géif ech soen, dass een dat Thema hei och an Zukunft nach weider muss seriö huelen, a mir wäerten net derlaanscht kommen. Ech sinn op jidde Fall frou, dass mer dat Thema hei eng Kéier konten uschwätzen. Ech sinn och frou, dass och d'Ministerei hei derzou Stellung geholl hunn. An effektiv ginn ech dem Här Hahn och Recht: D'Regierung huet eng Partii Moosname geholl, déi d'Situatioun verbessert hunn an de leschte Joren. An do sinn och eng ganz Partii Saachen, déi mir matgestëmmt hunn. An dat hunn ech jo hei och an enger vläicht ongewinnter, progressiver Manéier begréisst.

Mee et gëtt awer nach aner Moosnamen, déi een och kann an d'A faassen. A grad heifir wier et eebe gutt gewiescht, déi Motioun gestëmmt ze hunn. Dat ass elo net geschitt.

Ech soen Iech awer dann alleguerter Merci fir déi ganz Debatt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun vum Här Keup ofgeschloss.

An ech géif d'Motioun Nummer 1 vum Här Keup zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier wannechgelift, ob all d'Procuratioune geholl sinn. Ok, merci.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmme, 53 Nee-Stëmme, 2 Abstentioune. Dës Motioun ass mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentioune ofgeleent.

Ont voté oui : Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Alex Donnersbach), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Kemp), Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jeff Boonen) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Ben Polidori;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 17., 18. an den 19. März virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.20 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 41
M. Claude Wiseler, Président
 2. **Ordre du jour** p. 41
M. Claude Wiseler, Président
 3. **Communications** p. 41
M. Claude Wiseler, Président
 4. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 41
Exposé : Mme Paulette Lenert
 5. **Interpellation de Mme Francine Closener au sujet de la violence dans l'enseignement formel et informel** p. 42
Interpellation de M. Paul Galles au sujet des violences à l'école
Exposés : Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1) | M. Paul Galles
Débat : Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Francine Closener (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
Motion 1 : Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup | Mme Francine Closener
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
 6. **Ordre du jour (suite)** p. 52
M. Claude Wiseler, Président
 7. **8548 – Projet de loi portant création de l'Administration des aides individuelles au logement** p. 52
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Luc Emering | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Meris Sehovic (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Claude Meisch) | M. le Ministre Claude Meisch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Franz Fayot (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Claude Meisch) | M. le Ministre Claude Meisch
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8548 et dispense du second vote constitutionnel
 8. **Motion de Mme Paulette Lenert relative à la présentation d'une stratégie nationale visant à développer un véritable secteur du logement coopératif** p. 57
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gilles Baum | M. Alex Donnersbach | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mme Paulette Lenert
Vote sur la motion (adoptée)
 9. **Question élargie n° 81 de M. Gérard Schockmel au sujet du HE:AL Campus** p. 58
M. Gérard Schockmel | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
 10. **8561 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de :**
1° la mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2024/1366 de la Commission du 11 mars 2024 complétant le règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil en établissant un code de réseau sur des règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité ;
2° la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) 2023/1162 de la Commission du 6 juin 2023 relatif aux exigences d'interopérabilité et aux procédures non discriminatoires et transparentes pour l'accès aux données de comptage et de consommation ;
3° la transposition de la directive (UE) 2024/1711 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 modifiant les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 en ce qui concerne l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union ;
4° la transposition de la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil p. 59
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8561 et dispense du second vote constitutionnel
 11. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la hausse des prix de l'énergie suite à la guerre au Moyen-Orient** p. 61
Exposé : M. David Wagner (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Jeff Boonen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (interventions de M. Georges Engel, M. Marc Goergen, M. Meris Sehovic, M. David Wagner, M. Jeff Boonen, M. Marc Baum, Mme Joëlle Welfring, M. Yves Cruchten et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 2) | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. David Wagner) | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Lex Delles) | M. le Ministre Lex Delles | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles | M. Tom Weidig (parole après ministre) | M. le Ministre Lex Delles
Motion 1 : Mme Carole Hartmann | M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (intervention de M. Franz Fayot) | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : Mme Carole Hartmann | M. Jeff Boonen | M. Georges Engel (intervention de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme) | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. David Wagner | Mme Joëlle Welfring (intervention de M. le Ministre Lex Delles)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président
- Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 17 mars 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8713 – Projet de loi modifiant :

1^o la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

2^o la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

3^o la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;

4^o la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes ;

5^o la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 06/03/2026

8714 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en vue de remplacer l'annexe 1

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 06/03/2026

8715 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 10/03/2026

8716 – Projet de loi portant création d'un complément vie chère et portant modification :

1^o de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires ;

2^o de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 13/03/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3993 – Demande de pétition publique : Stop à l'exclusion des familles propriétaires d'animaux

Dépôt : Mme Eliana Filipa Fonseca Pereira, le 02/03/2026

3994 – Demande de pétition publique : Géint d'Militarisierung, sexuell Gewalt an d'Deportatioun vu Kanner

Dépôt : M. Gregory Fonseca, le 03/03/2026

3995 – Demande de pétition publique : Pour imposer la suppression du terme « chrétien » du nom du parti politique CSV

Dépôt : M. Juan Ramon Aviles Alcaraz, le 04/03/2026

3996 – Demande de pétition publique : Verbuet vum Niqab a vun der Burka am ganzen öffentliche Raum

Dépôt : Mme Tatiana Retunskaja, le 04/03/2026

3997 – Demande de pétition publique : Limiter la charge des devoirs à domicile dans l'enseignement fondamental

Dépôt : Mme Marlene Rodrigues Ventura, le 05/03/2026

3998 – Demande de pétition publique : Regulation pour une réduction des coûts des fonds de pension privés

Dépôt : M. Ricardo Alberto Gomez Nieto, le 05/03/2026

3999 – Demande de pétition publique : Verbot von Glückspielautomaten in Cafés, Bars und Restaurants

Dépôt : M. Roland Etienne François Schmitz, le 05/03/2026

4000 – Demande de pétition publique : Petition für eine faire und gerechte Karriereanpassung in Luxemburg

Dépôt : M. Fábio Michael Da Silva De Carvalho, le 05/03/2026

4001 – Demande de pétition publique : Si le salaire minimum augmente, les autres salaires doivent aussi évoluer

Dépôt : Mme Corine Ferreira Barbosa, le 06/03/2026

4002 – Demande de pétition publique : 22 députés pour le Centre, 22 députés pour le Sud

Dépôt : M. Dorián Félix Ertl, le 08/03/2026

4003 – Demande de pétition publique : Introduction d'une base de données ADN nationale pour les chiens afin de lutter contre les déjections canines dans l'espace public au Luxembourg

Dépôt : M. Philippe Bernard, le 09/03/2026

4004 – Demande de pétition publique : Stärkung vum Lëtzebuergesch als verpflichtend ze féierend Integratiounssprooch zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. David Delvaux, le 12/03/2026

4005 – Demande de pétition publique : Classification obligatoire du bruit pour les logements mis en vente ou en location au Luxembourg

Dépôt : Mme Elena-Ivona Stănică, le 13/03/2026

4006 – Demande de pétition publique : Pour une bibliothèque publique interculturelle et multilingue au Luxembourg

Dépôt : Mme Suvu Tuulia Pasanen, le 13/03/2026

4007 – Demande de pétition ordinaire : Petition an die Regierung des Großherzogtums Luxemburg: Für eine nachhaltige Zukunft: Kein Ausbau der Milch- und Fleischproduktion in Luxemburg

Dépôt : Mme Anne-Dajana Medinger, le 15/03/2026

4008 – Demande de pétition publique : De Staat soll Terrain kafen an Tiny Houses fir 500 EUR de Mount verlounen, fir d'Wunnensproblematik zu Lëtzebuerg ze léisen

Dépôt : M. Tom Weniger, le 16/03/2026

4009 – Demande de pétition publique : La durée d'un handicap définit la durée de validité d'une carte y affectée

Dépôt : M. Alain Jean Nicolas Ripp, le 16/03/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

An éier mer dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Jo, mir héieren all Dag Neies iwwer eise Wunnengsmaart, iwwer feelend Wunnengen hei am Land, iwwer Strategien, déi ee kann huelen oder och net. Mir kréien Avice vun Experten, sief et den FMI, sief et eis Banque centrale, déi eis soen, wat an der Vergaangenheet net esou richtege fonctionéiert huet. Et gëtt sech Méi ginn op alle Pläng, mee eppes feelt eis nach ëmmer: Wa mer wëllen un alle Schrauwen dréinen, déi et esou gëtt ronderëm de Wunnengsbau, da kënn een net ëmhin, feststellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg kee sougenannten drëtte Wunnengsmarché hunn, dat heescht e Marché, deen der Spekulation entzunn ass.

Mir hu schon oft dovunner geschwat. A vu datt d'Zäit vergeet an datt esou eppes Zäit brauch, wann een dat wëll seriö ugoen, grad wann ee vun null ufänkt – an dat ass de Fall hei am Land, aner Länner hunn eng ganz aner Kultur, wou se iwwer Joren historesch esou e Secteur opgebaut hunn –, ass et eist Uleies, d'Regierung opzefuerderen, hei eng reegelrecht Strategie virzeleeën, an dat relativ schnell, well wa mer wëllen dee Secteur seriö ugoen an zu enger richteger Alternativ maachen zum öffentlechen an zum private Wunnengsmaart, da brauch et en Encadrement dofir.

Dat ass komplizéiert. Et muss gegebenefalls gesetzlech Ännerunge gemaach ginn. Um Niveau vum Finanzement ass dat näischt, wat eis Finanzinstituter an där Form richtege kennen. Dat heescht, et si vill Aspekter, déi mussen belicht ginn. A wann een net wëll, dass d'Projeten zesummeflappen esou séier wéi e Soufflé, deen net reusséiert ass, da muss een doranner investéieren.

Dat ass de But vun dëser Motioun: wéi gesot, eng Opfuerderung un d'Regierung, déi néideg Begleestrukturen en place ze setzen, fir eis zu Lëtzebuerg eppes opzebauen, wou mer hannendru sinn. Mir hunn d'Chance, bei engem quasi eidele Blat unzefänken. An ech denken, do gëtt et vill Opportunitéiten, fir sech do ze inspiréieren bei deene Saachen, déi gutt funktionéieren. Dat kann och lassgelist vum soziale Wunnengsbau sinn. De kooperative Wunnengsmaart ass einfach nëmme just der Spekulation entzunn. E muss net onbedéngt eent zu eent gläichzestelle si mam soziale Wunnengsmaart. An dofir ass dat, op alle Fall an eisen Aen, eng ganz gutt Opportunitéit, wou een awer e bësselche méi Tempo muss erakréien, fir se unzestoussen.

Voilà, merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant que l'accès à un logement abordable constitue une condition essentielle de la cohésion sociale, de la stabilité économique et de l'attractivité du Luxembourg ;*

– *considérant que malgré les efforts engagés par les pouvoirs publics, la crise du logement continue de s'aggraver et affecte de manière croissante les ménages à revenu moyen et modeste ;*

– *considérant que pour répondre durablement à cette situation, il importe de diversifier les modes de production et de gestion du logement au-delà des seuls modèles public et privé ;*

– *considérant que le modèle des coopératives d'habitation, expérimenté avec succès dans plusieurs pays européens, permet de produire et de gérer du logement abordable sur la base de principes de non-spéculation, de gouvernance démocratique et de responsabilisation des habitants ;*

– *considérant que le plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté prévoit que le Gouvernement procédera à une analyse visant à déterminer si des adaptations juridiques s'avèrent nécessaires afin de promouvoir un modèle de coopératives d'habitation au Luxembourg ;*

– *constatant toutefois que le Luxembourg ne dispose ni d'une culture coopérative suffisamment implantée dans le domaine du logement, ni de structures d'appui ou d'expertise permettant d'en assurer l'émergence dans des conditions juridiques, techniques et financières sécurisées ;*

– *estimant dès lors qu'une action publique coordonnée d'accompagnement est nécessaire afin :*

- *d'informer et de sensibiliser les citoyens, les communes et les acteurs économiques à ce modèle,*
- *de fournir un appui technique et juridique aux initiatives coopératives dans le logement,*
- *de mettre en relation les différents acteurs concernés (collectivités, banques, architectes, notaires, sociétés d'économie sociale, etc.),*
- *d'assurer la capitalisation et la diffusion des connaissances issues des premiers projets pilotes,*

invite le Gouvernement à

– *présenter, dans les meilleurs délais, une stratégie nationale visant à développer un véritable secteur du logement coopératif au Luxembourg, en concertation avec les communes, les acteurs du logement social, les organisations professionnelles et la société civile, et en tenant compte plus particulièrement des besoins en accompagnement, en structuration et en financement des initiatives.*

(s.) Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

5. Interpellation de Mme Francine Closener au sujet de la violence dans l'enseignement formel et informel

Interpellation de M. Paul Galles au sujet des violences à l'école

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar den Interpellatiounen vun der Madamm Francine Closener a vum Här Paul Galles, béid iwwert d'Gewalt an de Schoulen. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt – an et ass och en

Accord zwëschen deenen zwee Interpellateuren, well mer am Fong eng Interpellatioun aus zwou Demandé maachen –: D'Interpellateuren hu jeeeweils 15 Minuten Zäit, dat heescht am Ganzen 30 Minuten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung duerno 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Barbara Agostino, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Auteure vun enger vun den zwou Interpellatiounen. Madamm Closener.

Exposés

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kollegen, eng Droung, e Schlag an de Bauch, eng intim Foto, déi un d'ganz Schoul verschéckt gëtt: Gewalt huet vill Gesichter, och an der Schoul. Rezent hu besonnesch d'Fäll aus der Primärschoul vun Dummeldeng an d'Messerattack virun dräi Wochen, bei där eng 14-järeg Schülerin en anert Meedchen attackéiert huet, fir Schlagzeile gesuert. Mee dat ass just d'Spëtzt vum Äisberg. De Problem vun der Gewalt an der Schoul ass an der Tëschenzäit omnipresent.

Wann een den Enseignant, Educateuren an och Elteren nolauschert, gëtt et e strukturelle Problem: D'Grenze vun deem, wat als akzeptabel Verhale gëllt, sinn amgaang, sech ze verschiben. Beleidigungen, Menacen, Erpressung, kierperlech Attacke vun Kanner a Jugendlechen a souguer och heiansdo vun hiren Eltere sinn net méi tabu. An och ëmmer méi Kanner maache Krisen an der Schoul, well se sech net anescht ze hëllef wëssen an hir sozioemotional Problemer an der Schoul net richtig encadréiert ginn, well d'Waardezäite laang sinn, d'Hëllef spët kënn an d'Ressourcen net adaptéiert sinn.

An dowéint interpelléieren ech d'Regierung haut. Et geet mir net drëm, Panik ze maachen oder iergendeen unzekloen, mee well mir d'Aen net méi dierfen zoumaache virun enger Entwécklung, déi leider den Zoustand vun eiser Gesellschaft erëmispigelt, virun där mir awer déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft mussen schützen.

Keng Schoul, keng Maison relais ass à l'abri dervun, datt e Kand oder e Jugendleche gewalttätig gëtt, physesch, an natierlech zielt och déi psychesch Gewalt wéi Cybermobbing dozou. Leider gëtt et awer och d'Tendenz, Gewaltvorfäll ënnert den Teppesch ze kieren, amplatz se kloer ze benennen, ze dokumentéieren an opzeschaffen. Natierlech wëll keen einfach esou Mannerjäreger lichtfankeg stigmatiséieren oder kriminaliséieren. An natierlech wëll och keen, datt den Image vun der Schoul oder dem Foyer leit, datt et ausgesäit, wéi wann eng Schoul oder eng Maison relais hir Schüler, d'Kanner net am Grëff hätt.

Dowéint, well ze laang d'Ae virum Problem zouge-maach gi sinn, feelen eis och elo Zuelen, prezis Statistiken, aus deene mer zum Beispill kéinten ofliesen, ob déi vun den Acteuren um Terrain beschriwwene Gewaltproblematik wierklech e flächendeckende Problem ass oder ob et éischer Brennpunkte sinn, wat een awer bezweifelen dierf.

Mir wëssen net, wéi grouss de Problem tatsächlech ass, wien am meeschte betrafft ass a wéi eng Zort vu Vorfäll déi heefegst sinn, ob et ëmmer méi Fäll gëtt oder ob et déi eenzel Fäll sinn, déi méi schlëmm ginn. Mir wësse just, datt d'Personal, vill Elteren a souguer Kanner a Jugendlecher selwer Alarm schloen.

An enger Ëmfro, déi vum SEW/OGBL gemaach ginn ass, an nach ëmmer leeft, hu bis elo iwwer 900 Leit matgemaach, an déi grouss Majoritéit seet, datt se an deene leschten zwielef Méint Gewalt an hirer Schoul

erlieft hunn: Gewalt tëscht Schüler, déi aus dem Kader fällt, awer och Gewalt vis-à-vis vum Léierpersonal, vu Schüler a vun Elteren.

Här President, mir mussen dat Theema elo endlech oppen uschwätzen. Et ass natierlech en héich sensible Sujet. Kanner a Jugendlecher, déi gewalttätig sinn, si Kanner, deenen eppes feelt, deenen et net gutt geet an déi sech net anescht ze hëllef wësse wéi mat Gewalt. Ganz dacks ass et en Hilfeschréi, deen awer kee wëll héieren. Unzeerkennen, dass ëmmer méi Kanner a Jonk e Problem mat Gewalt hunn, heescht also zouzeginn, datt et eis als Gesellschaft net gelongen ass, deene Kanner e séchere Kader ze bidden.

Firwat gi Kanner zu Systemsprenger? Ma well de System se am Stach gelooss huet. Dat ass wierklech kee schéine Constat. An natierlech gëtt et och keng einfach Léisung fir de Problem. Déi eng Kanner hätte vläicht e méi fréien, méi en enken Encadrement vun hirer Famill duerch Sozialarbechter gebraucht. Déi aner hu vläicht duerch eng Schouloffer gelidden, déi hire spezielle sozioemotionale Besoinen net gerecht ginn ass. A fir nach anerer gouf et vläicht net genuch Hëllef, fir eng punktuell Kris ze bewältegen, wéi eng Scheedung vun den Elteren oder de Verloscht vun engem Mënsch, deen hinnen nostoung. D'Grënn, déi hannert der Gewalt als Symptom stoe kënnen, sinn esou villfältig, datt ee se natierlech net alleguerte kann opzielen.

An da si jo do och nach d'Elteren, déi net ëmmer mam gudden Beispill virginn. Et héiert een, datt och ëmmer méi Elteren an der Schoul Enseignantë bedroen oder souguer handgräiflech ginn. Och hei muss ee feststellen, datt ëmmer méi erwuesse Mënschen et akzeptabel fannen, e Konflikt mat Gewalt ze léisen, hirem Frust einfach fräie Laf ze loosser.

Jo, mir liewen an Zäiten, an deene Muechtdemonstratiounen an Iwwergrëffer ëmmer méi salonfäeg ginn. Den internationalen Toun ass ganz rau, an nach laang net jiddere verurteilt dat. Online wéi offline – en dominant an aggressivt Verhale gëtt méi dacks als Stärkt duergestallt. Toxesch Männlechkeetsidealer, déi Dominanz mat Respekt gläichsetzen an Empathie als Schwächt lächerlech maachen, gi méi populär, an dat besonnesch och am digitale Raum.

Allgemeng gëllen online aner Kommunikatiounsmethoden. Beleidigungen a Menacë ginn hei vill méi liicht vun Hand, wéi wann een engem Mënsch reell géigeniwwer géing stoen. An all déi Entwécklungen hunn natierlech en Afloss op den Ëmgang ënnereneen, op dat, wat een am Alldag soen a maache kann – oder eeben net.

Jo, mir sinn iwwerzeegt, datt eng Reguléierung vun digitale Plattformen en absolute Must ass. Fir Kanner notament viru gewaltverherrlechenden Inhalter ze schützen, si mir fir e stufeweise Social-Media-Verbuet. A wann d'Ministere Claude Meisch an Elisabeth Margue dat éierlech mengen, wat se scho gesot hunn, also och fir e Verbuet sinn, da misste se jo elo ganz séier handelen. Eis Proposition de loi geet an den Detail. Se misst just gestëmmt an ugewannt ginn. Dat wier gutt.

Mee dat geet natierlech awer net duer. Mir mussen och an der analoger, der reeller Welt handelen a kloer Grenze setzen. Konflikter gehéieren natierlech zum Liewen. Konflikter kann een net ganz verhënnere. An et soll een och net all Sträit tëscht Kanner direkt am Keim erstécken. Wann ee renommierte Kannerpsychologen nolauschert, gehéiert nun emol „Ringen und Raufen“ zur Kandheet derzou. Ganz dacks klären d'Kanner jo och munches ënner sech, unni datt direkt en Erwuesse muss agräifen. Mee

dovunner schwätze mer hei net. Hei geet et ëm richteg kierperlech, psychesch oder sexuell Gewalt, déi grav Konsequenzen huet, grav Spueren hannerléisst.

Natierlech wier et awer vill ze einfach, all déi Aggressiounen nëmmen op international a kulturell Verännerungen ze drécken. De gesellschaftleche Kontext huet e gewëssenen Afloss, mee natierlech ass och dat ganz konkret individuell Encadrement vun de Kanner a Jugendlechen an der Schoul a ronderëm ganz essentiel.

Leider gëtt et an eise Schoulen am Moment ganz vill Kanner, déi net déi Hëllef kréien, déi se bräichten. Se setzen zwar an der Schoul, mee se kënnen guer net léieren, well hire Kapp mat anerem beschäftegt ass, voller negativer Emotiounen a Gedanken, soudatt se guer net amstand sinn, iergendwéi matzekeréien, wat am Cours iwwerhaupt leeft. Kanner, déi an der Schoul vill Krise maachen, well se sozioemotional Problemer hunn oder mat anere schwéieren Erausforderunge konfrontéiert sinn, an duerfir éischter iergendwéi encadréiert gi wéi wierklech beschoult ginn, esou Kanner leiden. An net nëmme si, dacks och hiert Ëmfeld, dat no Hëllef freet a se ze dacks awer net – oder ganz spéit, ze spéit – kritt.

Wa Kanner just iergendwéi duerch de System geschleeft ginn, bis se explodéieren, an dann als Jugendlecher vun der Schoul fléien an hir Ausbildung ofbriechen, dann ass eppes schrecklech schifgelaft. Dann huet dat Kand an duerno de Jugendleche ganz laang gelidden, dann hu seng Matschüler a seng Enseignantë warscheinlech och matgelidden. Esou Fäll dierfen net zur Reegel ginn. Am vergaangene Schouljoer sinn 312 Schüler hei am Land vun enger Schoul geflunn.

Et ass duerfir essentiel, carrement onverzichtbar, dass mir d'Méiglechkeete fir eng sozioemotional, psychotherapeutesch a psychiatresch Prise en charge vu Kanner a Jugendlechen hei am Land ausbauen. Et ass der Regierung hir Aufgab, ze garantéieren, dass de Kanner- a Jugendschutz endlech zur Prioritéit gëtt. Et geet net, dass mir nach Joren a Joren diskutéieren, dass administrativ Waasserkäpp opgebaut ginn, dass finanziell a personell Ressourcen affichéiert ginn an awer bei de Kanner an Nout keng Hëllef ukënnt, op d'mannst net dann, wann nach eppes ze maachen, nach eppes ze rette wier.

Déi verschidden Instanze mussen endlech vernetzt schaffen. Den Okaju gëtt net midd, dat ëmmer erëm ze fuerderen. An en huet Recht. An ob mir wëllen oder net: Mir mussen der Realitéit Rechnung droen, dass d'Ufuerderungen un d'Schoul ëmmer méi divers ginn. En Enseignant aleng soll – mee kann net – gläichzäiteg Pedagog, Infirmière, Ergotherapeut, Orthophonist, Educateur a Psychotherapeut sinn. Kee Wonner, dass e Burnout scho bal zu enger classescher Berufskrankheet vun Enseignanten an Educateure ginn ass. Mir brauchen endlech multidisziplinär Ekippen an all Schoul, fir all deene Besoinen do nozekommen, se ofzedecken an der Schoul, net an der Direktioun.

A wat ass dann elo mat der Reform vun der Schoulmedezinn? Ech weess, Här Minister, et ass net Äre Ressort. Mee ech gi jo awer dervun aus, dass Der mat der Gesondheitsministesch reegelméisseg doriwwer schwätzt an och Demandeur sidd, dass elo do endlech eppes kënnt. Wann déi mental Gesondheet dee selwechte Stellwärt huet wéi déi kierperlech – do si mer eis jo hoffentlech eens, dass dat esou ass –, da muss d'Schoulmedezinn dono kucken. E Kand, dat reegelméisseg ëm sech schléit, kraazt, jäit a späizt, deem geet et net gutt, och wann et net obèse ass, och wann et gutt héiert a gesäit. An och Kanner, déi guer net opfälleg sinn an hirem Verhalen, well se vläicht

souguer ganz, ganz roueg sinn, och deene Kanner geet et vläicht net gutt, Stéchwuert: Depressioun.

Deen neie Jugendrapport seet ganz kloer: Ee Véierel vun de Jugendlechen hu psychosomatesch Symptomer. An elo? Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung doraus? Schonn zejoert hat ech zwou entspriechend Motiounen heibannen agereecht, zu der mentaler Gesondheet vu Kanner a Jugendlechen, an ech hoffen, dass mer e Joer méi spéit elo déi Aarbechten am Abrëll an de Kommissiounen kënnen ofschléissen, fir dass mer déi zwou wichteg Motiounen endlech kënnen stëmmen. Et ass einfach nëmmen evident, dass mer probéiere mussen, d'Kanner an déi Jonk opzefänken, ier se permanent duerch Gewalt opfalen. Well dann ass et jo eigentlech schonn ze spéit.

Gläichzäiteg muss mer awer och méi transparent a konsequent mat Gewaltfäll an der Schoul ëmgoen. Wann et zu engem Virfall kënnt, muss kloer sinn, wéi reagéiert soll ginn. Anscheinend ass dat net de Fall. Et muss kloer sinn: A wéi enge Fäll an zu wéi engem Zeitpunkt schéckt een d'Affer bei den Dokter? Oder wéini kontaktéiert een d'Police? Direkt no der Situatioun, nodeems se vläicht erëm ënner Kontroll ass, oder eréischt wann den Unterrecht fäerdeg ass? Wien informéiert een nach a wéini? De Schoulpresident? D'Direktioun? De Ministère? Wou kritt een da séier a garantéiert Hëllef, wann een d'Gefill huet, dass eng Situatioun eskaléiert an ee se eleng net méi Meeschter gëtt? Wéi ginn déi Virfäll och dokumentéiert? All dat misst jo an Eskalatiounsprotokoller festgehale ginn. Souwäit ech weess, gëtt et och schonn eng gewerkschaftlech Propos, wéi een dat maache kéint, ouni dass den administrativen Opwand ze grouss gëtt. Här Minister, wat haalt Der dovunner? Wëllt Der op dee Wee goen oder net?

An dann nach e ganz wichtege Punkt, dee misst ausgebaut ginn, dat ass natierlech den Encadrement vun den Affer an den Täter. No engem Iwwergrëff ass d'Affer dacks weiderhi mam Täter an där selwechter Schoul, souguer an där selwechter Klass. An och wann Elteren aggressiv gi vis-à-vis vun engem Enseignant, muss dee jo awer probéieren, weiderhi mat den Elteren zesammenzeschaffen am Interêt vum Kand. All Schoul bräicht dofir ganz kloer Prozeduren, déi d'Modalitéite vum Afferschutz, der Täterarbecht, eventuell engem Affer-Täter-Ausgläich virgesinn ab engem gewëssenen Ausmooss vun der Gewalt.

Et geet jo net drëms, eppes hei elo ze dramatiséieren oder iwwerzereguléieren. Net all Kéier, wann e Kand ee beleidegt oder stéisst, muss direkt e ganze Rapport geschriwwen ginn, ganz sécher net. Dat läit jo op der Hand. Mee fir déi schlëmm Fäll, an doriwwer schwätze mer haut, brauch et e Kader, fir dass sech déi Fäll eeben einfach net méi widderhuelen a fir dass mer der Gewalt méi entgéintzesetzen hu wéi just e Renvoi oder e Brëif, dass e bestëmmt Verhalen net erwünscht ass, oder dass e Kand an eng aner Schoul flitt, ouni dass de Problem wierklech geléist gëtt.

Egal ob et sech ëm Kanner, Jugendlecher oder Erwuessener handelt, déi gewalttätig ginn, et ass kruzial, dass d'Täter gewise kréien, dass se eng Grenz iwwerschratt hunn. An dat bedeit, dass hiert Verhale Konsequenze muss hunn, an zwar Konsequenzen, déi vu virera bekannt sinn an déi och mat Sécherheet dann antrieden, wann d'Grenz iwwerschratt gëtt. Esou schafft ee Kloeerheet. Aktuell ass dat leider net ëmmer de Fall. Ze dacks kommen d'Täter ouni wierklech Konsequenzen dovun.

D'Schoul wëll vläicht net ze vill repressiv sinn – wat jo och vläicht net falsch ass, Repressioun aleng bréngt net alles –, mee wa se an engems awer och keng aner systematesch Outilen huet, wéi zum Beispill

Mediatiounen, Einzelgespréicher oder eeben e verstärkte sozioemotionale Kompetenzopbau, wéi soll een dem Jonken da bewosst maachen, wat e gemaach huet an dass e wierklech sollt och domadder ophalen? Dat ass jo grad bei Kanner a Jonke ganz problematesch, well se domat jo eigentlech dee falsche Message kréien, dass se mat allem duerchkomme kënnen, bis et da wierklech richteg klaakt a se vun der Schoul fléien oder souguer viru Geriicht landen.

Am schlëmmste Fall landen déi Jonk dann och nach am Prisong fir Erwuessener, well an de Strukture fir Jugendlecher nees keng Plaz ass. Och do si mer jo inakzeptabel schlecht opgestallt. Dat kann net sinn. Dat ass eng Failliteerklärung vun eise System. Dat huet näischt mat Kanner- a Jugendschutz ze dinn. Ech hoffen, mir sinn eis dofir eens, dass mer dee System dréngend mussen verbesseren, an dat op allen Niveauen, souwuel wann et ëm d'Preventioun geet wéi och um Niveau vum Émgang mat der Gewalt, wa se da bis geschitt ass, grad och duerno um Niveau vun de Konsequenze vu gewalttätigem Verhalen an der Täterarbecht.

An duerfir, Här President, wëll ech och elo gären eng Motioun deposéieren, an där ech déi Pisten, déi ech grad presentéiert hunn, nach emol ganz kloer festgehale hunn. Voilà, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'inquiétude croissante exprimée par les syndicats, les enseignants et les parents face aux actes de violence dans les établissements scolaires et à leur évolution préoccupante ;

– soulignant qu'il appartient à l'école publique de garantir un environnement d'apprentissage sûr pour tous les élèves ;

– se référant aux droits de l'enfant, notamment au droit à la protection contre toute forme de violence, conformément à la Convention internationale des droits de l'enfant ;

– conscient de l'importance d'une protection efficace des victimes, afin de prévenir une exposition prolongée à la violence et les traumatismes qui en résultent ;

– reconnaissant que la violence scolaire est souvent le symptôme de difficultés sociales, familiales ou psychologiques nécessitant une réponse globale et coordonnée ;

– rappelant que la prévention, l'intervention et la réhabilitation constituent des piliers essentiels d'une politique efficace contre la violence ;

– soulignant que les enjeux liés à la violence touchant les enfants et les jeunes concernent tant les établissements d'éducation formelle que non formelle, et que les mêmes exigences en matière de prévention, d'intervention et de protection doivent s'y appliquer de manière égale ;

– conscient de l'importance d'un travail ciblé avec les auteurs de violence et de l'existence de mesures de réhabilitation adaptées aux jeunes, afin d'éviter qu'ils ne deviennent des adultes délinquants ;

– soulignant la nécessité d'une collaboration étroite entre les écoles, les maisons relais, les familles, les services sociaux et les autorités judiciaires pour faire face à la violence touchant les enfants et les jeunes,

invite le Gouvernement à

– renforcer l'offre en matière de prise en charge psychothérapeutique et psychiatrique destinée aux enfants et aux jeunes, en veillant à ce qu'elle soit accessible à bas coût, afin de garantir un accès rapide et adapté aux besoins spécifiques des enfants et des jeunes, tant pour les victimes de violence que pour les jeunes présentant des comportements violents ;

– généraliser la mise en place d'équipes multidisciplinaires au sein des établissements scolaires, réunissant entre autres des professionnels de l'éducation, du travail social, de la santé mentale et de la pédagogie spécialisée, afin de répondre de manière globale et coordonnée aux besoins divers des élèves ;

– élaborer, en concertation avec les directions de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et les responsables de l'éducation non formelle, des protocoles de gestion et de signalement des actes de violence significatifs, précisant à partir de quel seuil un incident doit être documenté et quelles procédures doivent être suivies en cas d'acte de violence ;

– analyser régulièrement les données issues de cette documentation afin d'évaluer l'évolution de la violence dans les établissements scolaires et d'adapter les mesures en conséquence ;

– dresser un état des lieux des dispositifs existants dans le contexte de l'éducation formelle et non formelle en matière de protection des victimes et d'accompagnement éducatif des auteurs de violence vers une prise de responsabilité et des comportements non violents, encourager leur mise en œuvre systématique là où ce n'est pas encore le cas, et combler les lacunes identifiées afin de garantir une réponse cohérente et complète ;

– poursuivre et renforcer les efforts visant à intégrer le travail social de manière structurelle dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, afin d'assurer une présence de proximité au bénéfice des élèves, des enseignants et des familles ;

– développer une véritable communauté de responsabilité partagée (Verantwortungsgemeinschaft) autour des élèves, en renforçant la collaboration entre tous les professionnels concernés, en s'appuyant sur le principe du secret professionnel partagé.

(s.) Francine Closener, Liz Braz, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Et ass sécher keen Allheilmittel, mee et ass eng ganz Léscht vu Mesüren, déi mir fir dréngend néideg halen an de ville Kanner, Jugendlechen, Elteren an Enseignanté géif sécher entgéintkommen.

Nëmme wann e Kand sech sécher, gesinn a verstande fillt, huet et eng Chance, sech gutt ze entwéckelen an eppes ze léieren. Et ass eis Pflicht, d'Konditiounen duerfir ze schafen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An dann huet den honorabelen Här Paul Galles als Auteur vun der zweeter Interpellatioun d'Wuert. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wann een iwwer Krisen a Gewalt an der Schoul schwätzt, da schwätzt een eeben net einfach iwwer eng abstrakt Statistik.

Mir schwätzen iwwer e Kand, dat moies mat engem Knuet am Bauch an d'Schoul geet, iwwer Elteren, déi sech froen, ob hir Duechter oder hire Jong nach roueg am Bus ka setzen, iwwer Enseignant an Educateuren an Educatricen, déi an enger Klass stinn, déi si gären hunn, an déi trotzdeem heiansdo fillen, si wäeren eleng am Stuerm, iwwer aner Kanner, déi mat der Klass an an der Klass net méi eens ginn, iwwer deenen hir Elteren, déi sech suergen ëm hir Kanner maachen, iwwer eng ganz Schoul, eng Direction régionale, eng Gemeng, den OKaju, Gewerkschaften

an de Ministère, déi no Léisunge réngen, an dat alles oft an engem ganz sensible Kontext an ënner zäitlechem Drock.

Dat alles beschreift schon d'Komplexitéit vun deem System. An et beschreift awer och d'Potenzial, dat esou immens vill Acteuren, déi do implizéiert sinn, mat sech bréngen. An och wann et fir eis als CSV kloer ass, dass dem Kand säi Wuel a seng Bildung am Mëttelpunkt stinn, sou gëtt dat Wuel gestalt vun all deene villen Acteuren. An hiert Zesummespill muss klappen.

Et ass awer direkt hei um Ufank néideg, zwou wichteg Saachen ze prezisiere beziehungsweise ze spoilieren. Déi éischt: Gewalt ass net dat selwecht wéi en Trouble vum Neurodevelopment. Gewalt ass oft guer kee psychesche Problem, mee oft just eng kopéiert, net korrigéiert, hëlleflos a falsch artikuliert Form vu Sich, vun Émgang mat der Welt a mat deenen aneren. Et gëtt Leit, déi soen, et bräicht ee bei de Kanner erëm méi Konfrontatioun mat Reegelen a mat Respekt, et bräicht ee mëtten an engem offene System erëm méi Orientéierung a mir bräichte fir d'Enseignant an erëm méi Moyene fir duerchzegräifen. An ech mengen dat och.

Wann ech awer haut vill iwwer den Dispositif à trois niveaux schwätzen a vu Kompetenzzentren, da si mer natierlech och am Beräich vum Trouble vum Neurodevelopment. Dat soll och elo mäi Fokus sinn. Mee et ass wichteg, dass mer et ënnerscheeden, ouni et ze trennen. Et ass e bësse wéi am „forum“, deen e ganz gudden Dossier erausginn huet iwwer dëst Thema, wou drastoung: „Gewalt ist ein vielschichtiges Problem, das ohnehin voreilige und überspitzte Schlüsse erleichtert.“ Eis Aufgab a Verantwortung an der Chamber ass et, gutt a richtig ze differenzéieren an net alles an eng Pan ze klaken.

U sech, an dat wollt ech och nach soen, wéll ech hei zwoe Usätz wielen. Dat eent ass, engersäits ze kucken, wat een am bestoende System verbessere kann, an anerersäits awer och ze froen, ob dee System iwwerhaapt komplett ass.

Wat beim besteeënde System schon opfällt, ass eeben déi Komplexitéit, déi ech ganz am Ufank do beschriwwen hat. Well eis Gesellschaft komplex ass, a grad ronderëm d'Kanner, mee och soss, soll de System eigentlech méi einfach ginn. Et brauch een net nach méi Typpe vun Intervenanten, mee et brauch een u sech déi selwecht Intervenanten a Bezuchspersonen duerch d'Zäit erduerch, e Casemanager souzesoen. Mäi Kolleg, de Ricardo Marques, ëmschreift de Problem mat enger Mail, déi u vill ze vill Destinatairé geet.

A wat een och nach muss froen, ass: Ass dann de System, esou wéi en am Moment besteet, iwwerhaapt komplett? Natierlech operéieren Educatioun a Santé ëmmer ganz no beienaner. An ech denken, dass d'Transitioun tëschen deenen zwoe besser definéiert a gestalt muss ginn. Innerhalb vum Educatiounssystem gi mer vill mat Froe konfrontéiert, déi eigentlech Santé sinn. An ech mierken et och bei eis, wann zum Beispill d'Médecine scolaire sech méllt. A mir mierken et och bei deene ganz wichtegen Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber och a leschter Zäit haten, zum Beispill iwwer eng fakultativ geschlossenen intensiv pedagogesch Arichtung mat integréierter Beschoulung a Beschäftigungsméiglechkeeten. Mir kënnen net artificiel Educatioun a Santé trennen, mee mir müssen zesummeschaffen am Interessé vum Kand.

Här President, et ass mer wichteg hei um Ufank, Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi puer prinzipiell Virbemerkingen do ze soen, well ech mengen,

dat si ganz wichteg Ënnerscheedungen. An ech wéll elo kuerz nach op d'Aufgabe vum System Schoul kucken, éier ech dann e bëssen op dat Thema vun der Gewalt an de Schoulen aginn a vun de Krisen an och sechs konkret Léisungsvirschléi wéll proposéieren. D'Schoul ass eng Plaz, wou ee ka léieren, wou ee ka wuessen, sech entwéckelen, a virun allem eng Plaz, wou ee sech sécher fillt. Sécherheet ass keng Bonusoptioun am Bildungssystem, se ass d'Voraussetzung, fir dass d'Bildung iwwerhaupt funktionéiert. Dofir ass d'Zil kloer: null Gewalt an null Onsécherheet an eise Schoulen.

D'Schoul ass en enorm prägende System, e System, bei deem et wichteg ass, dass e positiv iwwer eis Kanner denkt, dass en un eis Kanner gleeft, dass en dervun ausgeet, dass e Kand e frount an e staarkt Kand ass, dass e positiv mat de Kanner ëmgeet, iwwer se schwätzt an och positiv mat de Kanner schwätzt, well grad och Sätz, déi oft an der Schoul fale vis-à-vis vu Kanner, a grad wa Kanner och vis-à-vis vun anere Kanner exposéiert sinn, kënnen Kanner ganz, ganz déif verletzen. Et ass en enorm prägende System, deen eng enorm Verantwortung huet, awer och eng immens grouss Chance, fir de Kanner Guddes ze maachen.

Mäi Bopa, dee mat 104 Joer jo gestuerwen ass, dee war Enseignant hei an der Stad. An ech kommen aus enger Enseignantsfamill. An ech hunn doheem geléiert, ech gouf eigentlech an déi Atmosphär eragebuer vun enger positiver Astellung virum Enseignement, mat enger Léift fir d'Kanner a fir déi Jonk an awer och enger staarker Roll, engem staarke Rolleverständnis fir d'Enseignant. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass mer déi positiv Ausgangspositioun hu vis-à-vis vun eise Kanner a vis-à-vis vun der Roll vum Enseignant.

Uni et deemools ze verstoen, hat ech déi enorm Chance, als Schüler vum Charel Staudt an der Gaasperecher Primärschoul Deel ze si vun engem nationale Pilotprojet, enger inklusiver Klass. Betreit vum Rita Hurst, déi leider viru Kuerzem verstuerwen ass, hate mir zäitweis Kanner mat enger psychescher oder enger physescher Beanträchtegung bei eis an der Klass – oder mir bei hinnen, esou wéi een et grad wéll gesinn. An dat war fir eis total normal. An dofir, Här Minister, ass et och ganz wichteg, Iech och hei ze soen: Als CSV sti mir voll a ganz hannernt dem Prinzip vum der Inklusioun.

An deementsprechend sti mir och dofir, dass mer kee Kand, also och net déi Kanner, déi Gewalt ausüben oder massiv aus dem Kader falen, als „verluer“ ofschreiwen. Mir wëllen e System, dee schützt, deen deseskaléiert, deen opfängt, awer och e System, deen net relativéiert an och net verzögert.

Dofir hu mer dës Interpellatioun ugefrot a wëlle wëssen, wat fir eng Äntwerten de Staat gëtt: en éierlechen État des lieux, méi Fachpersonal um Terrain, méi kuerz Delaien an der Prise en charge an deenen Theemen, eebe Gewalt a Krisen, kloer Protokoller fir schwéier widderhuelte Stéierungen am Cours an eng Gouvernance, déi et de Schoulen an de Gemengen erméiglecht, am nationale Kader méi séier ze handelen.

Ausléiser vun der Interpellatioun sinn natierlech déi rezent Beispiller, déi eis weisen, wéi séier eppes eskaléiere kann a wéi wichteg et ass, dass de System net eréischt reagiert, wann et bis ze spéit ass. Am Lycée Michel Lucius gouf et eebe viru Kuerzem deen heftege Virfall. An an e puer Fundamentallen am Land hu rezent Elteren och Alarm geschloen a vu widderhuelte aggressiven a gewalttätege Situatiounen geschwat, mat Angscht bei de Kanner an enger enormer Belaaschtung fir d'Personal.

Mir hunn eis dofir als CSV e puer Virschléi iwwerluecht. Deen éischte wichtege Punkt ass den État des lieux an d'Donnéeën. Wa mer wëllen handelen, mussen mer och wëssen, wou mer stinn. Et geet net duer, an zwee Lageren ze falen, wou déi eng soen, dass alles aus dem Rudder leeft, an déi aner soen, et si just e puer Eenzelfäll. Mir brauchen eng systematesch Vue vun dëser Situatioun. Wat fir Zorte vu Gewalt gesi mer? Wéi oft geet et ëm kierperlech Gewalt? Wéi oft ëm Droungen? Wéi oft ëm Mobbing, zu deem iwwergens d'Cellule scientifique vun der Chambre eng ganz gutt Nott ausgeschafft huet? Wéi oft ëm Fäll vu sexuellem Mëssbrauch? Wéi oft ass d'Personal betraff? Wéi oft sinn d'Schüler ënnerenee betraff? A wéi gesäit et mam Onlinemobbing aus, deem, wat d'Schoulmaueren iwwerschreit, mee moies mat an de Klassessall erakënnt?

Vum Terrain kënn dofir als zweete Punkt an als zweete Virschlag den Opruff no méi kloer Meldeweier – d'Madamm Closener ass och schonn drop agaangen – an enger méi konsequenter Erfassung, fir dass Preventioun a Moosnamen net blann, mee geziilt kënnen ugewannt ginn.

Den drëtten Punkt ass deen, wou ee ganz séier gesäit, ob e System wierklech funktionéiert oder ob en nëmmen um Pabeier gutt ausgesäit, nämlech d'Fachpersonal um Terrain. Ëmmer méi oft héiere mer aus de Schoulen, dass vun enger Enseignantsekipp erwaart gëtt, dass se gläichzäiteg Schoulmeeschter, Sträitschlichter, Krisendéngscht, sozial Stäip a psychologiesche Réckhalt sinn, wéi wann een all Dag mat deem eenzege selwechte Schlëssel all Dier misst opkréien, och déi, déi eigentlech eng aner Kompetenz verlaangt. Dat féiert net zu méi Rou, mee zur Iwwerlaaschtung, net well d'Leit um Terrain net bereet wieren, mee well d'Grenze vum Machbaren einfach kloer erreicht sinn.

Als CSV soe mer do kloer: Mir müssen d'Schoulpersonal stäerken, mat Leit, déi professionell dofir ausgebild sinn: Educateuren, Psychologen, Mediateuren, Spezialisten am psychosoziale Beräich, mobil Ekippen, déi kënnen reagieren, wann et eskaléiert. An et geet net nëmmen ëm méi Posten um Pabeier, mee et geet ëm Disponibilitéit, et geet ëm Reaktionszäit an et geet ëm d'Fro: Wann eng Schoul haut e seriöse Problem signaliséiert, wéini kënn dann déi kompetent Hëllef wierklech an d'Klass? An dat alles, fir mer net selwer ze widersprechen, ronderëm e Fixpunkt, e Casemanager, een, deen d'Informatiounen beieenehält.

An deem Kontext wëll ech nach eng Kéier eng Iwwerleeung opgräifen, déi scho méi laang am Raum steet an déi mer als CSV net aus den Ae wëlle verléieren: de Gedanke vum zweeten Intervenant am Cycle 1. Wann een d'Erfahrung um Terrain eescht hält, da gesäit een, dass vill Problemer net op eemol entstinn, mee sech lues a lues uleeën an entwéckelen an datt déi éischt Signaler dacks scho vill méi fréi ze gesi sinn, laang éier et eskaléiert. De Cycle 1 ass do eng ganz entscheidend Etapp, an natierlech och schonn déi Zäit virdrun, wou et och schonn Dispositiffe gëtt, wéi zum Beispill d'Hëllef fir de Puppelchen. Déi beschte Kris ass hannen um Enn déi, déi guer net entsteet. A wa mer fréi detektieren, wa mer fréi begleeden, da reduzéiere mer net nëmmen d'Eskalatioun am Cours, mee mir ginn och de Kanner eng besser Chance, sech ze stabiliséieren, an de Klassen eng besser Chance, an engem rouege Kader ze léieren.

An do sinn ech beim véierten, ganz weesentleche Punkt: d'Delaie vun der Prise en charge. D'Interpellatioun freet explizit, wéi d'Waardezäite reduzéiert kënnen ginn, fir dass d'Prise en charge effektiv an net theoreetes ass. Hei gëtt et, wéi mer aus de

Gespréicher um Terrain héieren, ze dacks e Lach tëschent Erkennen an Hëllef. D'Schoul erkennt eng Problematik, dokumentéiert se, sicht Orientéierung, an da fänkt d'Waarden un. A während där Zäit leeft d'Liewen an der Klass weider.

Mir als CSV froen dofir no engem Mechanismus: Wéi gesäit den normale Signalement bis zur éischter Interventioun eigentlech aus? A wéi gesäit en Noutparcours aus, wann d'Situatioun wierklech akut ass? Mir brauchen e System, deen net Wochen a Méint verléiert, an d'Schoul soll eeben net gezwonge ginn, müssen ze improviséieren. Mir als CSV wëllen dofir kloer Reegelen, kloer Weeër, kloer Léisungen, wann eng Integratioun am normale Cours temporär net méi geet. Dat kann heeschen, dass e Schüler fir eng Zäit aus der Situatioun erausgeholl gëtt, fir d'Klass ze schützen an him selwer eng passend Betreieung ze ginn. An dat ass eeben net als Strof geduecht, mee als Schutzmoosnam an als Chance, d'Situatioun erëm stabil ze kréien.

A genesou wichtig ass et, dass et e Plang gëtt, wéi an enner wéi enge Konditiounen eng Reintegratioun vun deene Kanner herno erëm méiglech ass, fir dass mer net scho Biografië relativ fréizäiteg condemnéieren nëmmen doduerch, dass mer et gutt gemengt hunn an déi Kanner awer vun deenen aneren isoléiert hunn.

An deem Kontext fale mer zwee enorm wichtig Knackpunkter am System op. Do ass dee Fall, wou den Dispositif à trois niveaux, dee lokal, regional an national fir d'Kanner mat Besoins spécifiques gräift, zu engem Dispositif à trois portes fermées gëtt, wann nämlech verschidde Centres de compétences sech d'Prise en charge hin- an hierschubsen an dem Kand net gehollef gëtt. An do ass dee Fall, deen oft genannt gëtt – an ech paken e ganz virsiichteg un a wëll och hei bewosst net falsch verstane ginn –, nämlech dee Fall, wou d'Eltere scheinbar selwer de Problem sinn, mee awer gefrot gi müssen, wann d'Kand soll eng speziell Betreieung kréien. Ech wëll op kee Fall den Elteren dat Recht ewechhuelen, mee oft ass d'Konstellatioun absurd. Kann een net a gewëssene Fäll vu spezifescher Betreieung am Reegelschoulsystem, Här Minister, ouni den Accord déi Hëllef automatesch ulafe loosser?

Dat féiert mech bei e wichtege weidere Bestanddeel, de fénnefte Punkt, deen dacks ze kuerz kënn: de Schutz an d'Begleedung vun den Affer. An d'Madamm Closener huet et och schonn erwäant. Mir als CSV stinn derfir, dass e Kand, dat Gewalt erlieft, séier eng vertrauenswürdeg Ulafstell huet, an zwar an enger Form, déi net vum Gléck vun der Plaz ofhänkt. Et dierf net doru scheitern, ob eng Schoul grad de richtige Kontakt huet oder ob d'Elteren Zäit a Moyenen hunn, sech duerch de Labyrinth ze kämpfen. D'Schoul muss an esou Momenter en Hafe sinn, net nach eng stiermesch Strooss. An do gëtt et Iddien um Terrain, déi an déi Richtung ginn: eng méi kloer Ulafstruktur, méi konsequent Ënnerstützung, och fir d'Personal, dat selwer Gewalt erlieft huet.

An domat kommen ech bei mäi leschte Punkt: d'Gouvernance an d'Fro vum Zesummespill vu Gemengen a Staat an déi Fro, ob net d'Gemengen an eng koordinéiert national Approche agebonne kënnen ginn.

Erlaabt mer, et ganz kuerz aus menger eegener Erfahrung ze kucken. An der Stater Gemeng si mer an engem spezielle Fall, mee mir hunn déi immens hëllefriich Institutioun vun enger Classe de transition – a si war och deslescht eng Kéier Thema vun enger Question parlementaire –, souzesoen engem Centre de compétences virun all de Centres de compétences, dee sech doduerch auszeechent, dass en net iwwert d'JNI, mee iwwert d'CI leeft, also net

den nationalen Niveau, mee de regionalen Niveau, an dofir vill méi séier ka reagieren. Ass dat vläicht e Modell fir op aner Plazen? Als Gemeng hu mer och entscheet, de Centres de compétences méi Säll ze ginn an nei Gebaier direkt mat anzeplangen. Gëtt et do esou eppes wéi d'Iddi vun engem Plan sectoriel?

A schliisslech wëll ech Tech och onbedéngt e Feedback gi vun enger Visitt zu Luerezenweiler, wat elo net zur Stater Gemeng gehéiert a wou ech awer de Schoulcampus besiche war. An do ass de LOFT, de lokalen Elterentreff, wou ee sech mat den Elteren, déi jo oft an d'Bildungsariichtungen erakommen, austauschen a schaffe kann. Dat ass mir perséinlech e ganz wichteg Thema, well ech fest dervun iwwerzeegt sinn, dass all eis Kanner eng gutt Bindung zu hiren Elteren oder Tuteure brauchen, dat heescht, dass se méi Zäit zesummen hunn an dass se och wëssen a verstinn, wéi se déi Zäit sënnvoll notze kënnen, an d'Kanner net virun engem Ecran parken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als CSV sti mer fir eng Schoul, déi net opgëtt, wann et schwéier gëtt, fir eng Schoul, déi Gewalt net erofspilt an net en „Dat gehéiert eeben derzou“ akzeptéiert, fir eng Schoul, déi net eleng gelooss gëtt, mee déi fréi genuch déi richteg Ënnerstützung krit, éier aus enger Schwieeregkeet eng Dauerkrise gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles.

An da géinge mer zum éischten ageschriwwene Riedner kommen. An dat ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Débat

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens: D'Schoul muss fir eis Kanner eng sécher Plaz sinn. Eng Plaz, wou si léieren, sech entwéckelen a Vertrauen an eis Gesellschaft opbauen. A genee dofir därefer mir d'Fro vu Gewalt – d'Madamm Closener huet e puer Beispiller genannt – an eise Schoulen net relativéieren an och net ignoréieren.

Mee d'Realitéit ass déi heiten: Déi grouss Majoritéit vun eise Schoule funktionéiert gutt. De Gros vun de Kanner geet all Dag an eng Schoul, an där geléiert gëtt, an där eng respektvoll Atmosphär herrscht, an där d'Enseignanten hir Aarbecht kënnen maachen.

International Etüden, un deenen och Lëtzebuerg deelhält, weisen, dass ronn dräi Véierel vun de Schüler soen, si hätten an deene leschte Méint kee Mobbing erlieft. Dat ass eng wichteg Erkenntnis. Mee et gëtt och aner Fäll. Gläichzäiteg gi 15 % un, heiansdo gemobbt ginn ze sinn, an ongeféier ee vun zéng Schüler, dass hien/si reegelméisseg dovu betraff ass.

An de leschte Joren héiere mir ëmmer erëm vu Virfäll an de Schoulen, wou Stéierungen am Unterrecht, Mobbing, Droungen oder aggressivt Verhalen de Schouldag belauschten. An e puer Fäll geet et souguer ëm psychologieschen Drock oder kierperlech Konflikter. Fir dës Kanner gëtt d'Schoul dann net méi eng Plaz vum Léieren. Fir si gëtt et eng Plaz vu Stress, Unsécherheet an heiansdo souguer Angscht. Dat si Signaler, déi mir eescht huelen. An do mussen mir ganz kloer sinn: Eng Schoul, an där Kanner Angscht hunn, kann hir Missioun net erfëllen.

Fir d'Situatioun kënnen ze änneren, mussen mir awer och d'Ursaache verstoen. Gewalt an der Schoul entsteet net am Vakuum. Si reflektéiert dacks Spannungen aus eiser Gesellschaft. Psychologiesche Stress bei de Jugendlechen, sozial Spannungen an hirem Ëmfeld oder Problemer am Familjeliewe spillen eng wichteg

Roll. Dobäi kënnt haut nach déi digital Welt. Konflikter, déi online ufänken, duerch Messages, sozial Netzwerker oder Cybermobbing, eskaléieren dacks do, wou ee sech da reell géigeniwwersteet: an der Klass oder am Schoulhaff.

An de leschten zwee Joer huet den Educatiounsministère dofir eng Rei konkreet Initiative gestart, déi op méi Bewegung, méi analog Aktivitéiten a manner Ecranszäit bei Kanner a Jugendlechen ofzilen. An dat zu Recht, well mir gesinn, datt Konflikter téschent Kanner a Jugendlechen haut am Zesummenhang mat vill ze vill Zäit um Handy an op de soziale Meedien entstinn. Ausenanersetzungen oder souguer Mobbing entwéckele sech dacks online an zéie sech duerno an de Schouldag eran. Manner Ecranszäit heescht dofir net nëmme méi Bewegung, mee och manner Potenzial fir esou Konflikter.

Dofir goufen och ganz konkreet Offere geschaf, wéi Sport- a Fräizäitprogrammer an de Vakanzen, déi de Jonken Alternativen zum Handy ubidden a se motivéieren, aktiv ze ginn. Parallell dozou goufen d'Reegele fir Smartphones an de Schoulen ugepasst, fir manner Oflenkung ze hunn, manner Konfliktpotenzial an der Schoul an de Fokus erëm méi op d'Léieren ze leeën.

Fir hirer Verantwortung gerecht ze ginn, brauch d'Schoul vun haut net nëmme Enseignanten. Si brauch och Psychologen, Educateuren, Sozialaarbechter a Spezialisten an der Konfliktmediatioun. Psychosozial Servicer wéi de SePAS an déi intern Supportekippen an de Schoule spillen dofir eng zentral Roll am Schoulalldag. Si begleede Schüler, analyséieren d'Konflikter a schaffen och preventiv, fir eventuell Konflikter téschent de Schüler schonn am Virfeld ze vermeiden.

Dës Fachleit hëllefden dagdeeglech derbäi, Problemer fréi ze erkennen a professionell ze begleeden. Méi Supportekippe bedeiten dofir och ëmmer méi Präsenz, méi Begleedung vun de Schüler an och eng méi séier Interventioun. An deem Kader huet de Ministère och déi psychosozial Begleedung als Prioritéit definéiert an et goufen an deene leschte Jore méi wéi 1.000 nei Leit agestallt, fir dës Ekippen ze ënnerstëtzen. Och Campagné géint Mobbing an Initiativen, fir d'sozial Kompetenzen ze stäerken, goufen an de leschte Joren ausgebaut.

Mee et gëtt trotzdem ëmmer erëm Situatiounen, wou d'Enseignantë mat Stéierungen am Unterrecht konfrontéiert ginn. An dese Fäll muss et awer och méiglech sinn, datt mir de Léierbetrib fir déi grouss Majoritéit vun de Schüler an der betroffener Klass schützen. Wann eenzel Schüler duerch extreemt Verhalten de Cours blockéieren oder d'Situatioun an der Klass eskaléiert, dann ass dat net nëmme problematesch fir d'Enseignanten. Et ass virun allem ongerecht vis-à-vis vun deenen anere Kanner, déi einfach wëlle léieren. An dat kann net d'Normalitéit ginn.

D'Recht op Bildung bedeit och d'Recht op eng Klass, an där geléiert ka ginn. Wann d'Grenze vum respektvolle Mateneen iwwerschratt ginn, da muss et och méiglech sinn, konsequent ze reagéieren. Dat kann och bedeiten, e Schüler temporaire aus der Klass erauszehuelen, fir d'Situatioun ze berouegen. Net fir auszeschléissen, mee fir d'Sécherheet ze garantéieren an d'Léieren erëm méiglech ze maachen. Dës Messüre mussen natierlech ëmmer pedagogesch begleet ginn.

Gläichzäiteg bleift d'Preventioun e Schlësselement. Sozial Kompetenzen, Empathie, Konfliktléisung a Respekt mussen doheem, mee kënnen och an der Schoul geléiert ginn. Wann dës Wäerter fréi genuch vermëttelt ginn, kann dat vill Konflikter verhënneren, ier se iwwerhaupt entstinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gewalt an der Schoul ass eng komplex Erausforderung. Si kann net mat enger eenzeger Mesür geléist ginn. Si erfuerdert Preventioun, Begleedung, kloer Reegelen an och de Courage, fir ze handelen, wann d'Grenzen iwwerschratt ginn.

Mee ech sinn iwwerzeegt, zu Lëtzebuerg hu mir net nëmme d'Kompetenzen, mee och d'Strukturen an d'Leit, fir dësen Erausforderunge gerecht ze ginn. Mir hu ganz engagéiert Enseignanten. Mir hu ganz kompetent Fachleit. A mir hunn e Schoulsystem, dee bereet ass, op Ännerungen ze reagéieren a sech weiderhin ze verbesseren.

Eist Zil muss kloer sinn: eng Schoul, an där d'Kanner sécher sinn, an där d'Enseignantë respektéiert ginn, an där d'Léieren erëm am Mëttelpunkt steet. Well eng staark Schoul ass och d'Fundament vun enger staarker Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An dann huet den Här Fred Keup d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech war e bëssen iwwerrascht, well d'Madamm Agostino war elo relativ schnell. Ech muss awer soen, dass ech mech deem, wat si gesot huet, hei am grouss Ganzen och kann uschléissen. Dat war ganz rasonabel. An dat sinn déi richteg Pisten. Domadder wëll ech mol ufänken.

Ech soe gär Merci fir dës Interpellatioun dem Här Galles, der Madamm Closener. An dann, léif Kolleegen, géif ech dann zu deem kommen, wat hei um Programm steet. An ech géif do ufänke mat deem Fall, deen elo viru Kuerzem war an deen derzou gefouert huet, dass eist Land dach awer fir eng kuerz Zäit ënner Schock stoung. Eng 14-järeg Schülerin huet eng aner Schülerin mat engem Messer schwéier verletzt. Zweek jonk Menschen an der Schoul, zwou Familljen, d'Schoulcommunitéit, déi betraff ass, an eigentlech d'ganz Land mat.

Eis Gedanke sinn do natierlech beim Affer a bei senger Famill. Mee mir hunn och eng Flicht. Mir mussen d'Fro stellen, déi vill Leit sech du gestallt hunn: Wéi konnt et esou wäit kommen?

An esou Momenter gëtt dann heiansdo probéiert, e bëssen ze relativéieren. Et gëtt gesot: „Dat war en Einzelfall.“ Et gëtt op Videospiller oder op sozial Meedie verwisen. Mee wa mer éierlech sinn, da wësse mer och: Dat fält jo net vum Himmel. A brutal Gewalt, wéi déi, déi um Lampertsbiereg do geschitt ass, déi ass rar, gottseidank, mee si ass awer dacks just de sichtbaren Deel vun engem Äisberg. An do ënnerdrënner, do gëtt et natierlech eng ganz Partie aner Grenziwwerschreidungen, déi dagdeeglech sinn: Beleidigungen, Erniddregungen, Mobbing, Droungen, Muechtspiller. Ze dacks gëtt et vläicht alles intern relativéiert, ze dacks gëtt et als normal ofgedoen: „Dat ass et fréier och scho ginn!“, zum Beispill. Mee et ass net normal.

Gewalt an der Schoul, jo, déi ass et ëmmer ginn. Mee si dierf net toleréiert ginn an d'Grenze mussen kloer sinn. Drounge mussen eescht geholl ginn. Aggressiounen si keen Zeeche vu staarkem Verhalten. An et ass och net just un deene Stärkste fir ze dominéieren an déi aner mussen dann alleguerte roueg sinn. Esou kann et net funktionéieren.

Gewalt an der Schoul ass natierlech och net nëmme e Problem vun der Schoul selwer. An do muss ee sech da Froe stellen, déi e bësse méi wäit ginn. Gëtt et fir

d'Kanner iwwerhaupt haut nach eng gewësse Stabilitéit, déi se brauchen, wéi et déi vläicht emol ginn ass? Fréier war iergendwéi d'Struktur méi kloer. Et war méi stabil do. Et war vläicht allgemeng méi Zäit fir d'Kanner do, net nëmme d'Famill selwer, mee d'ganz Gemeinschaft. D'Veräiner hunn eng wichteg Roll gespilt a spille se nach haut. Sport, kulturell Aktivitéiten, alles dat muss e festen Deel vum Liewe sinn, well do léieren d'Kanner och Disziplin, Respekt a Verantwortung. An dës Strukture ginn deene Jonken Halt.

Haut gesi mer ëmmer méi Jonker, déi deen Halt net méi esou hunn: manner Gemeinschaft, manner Stabilitéit, och manner Autoritéit, déi akzeptéiert gëtt. An dat ass net ouni Konsequenzen. Eng Schoul funktionéiert nun emol nëmme mat gemeinsame Reegelen, ganz banal: Respekt ee virun dem aneren, Respekt virum Léierpersonal, Respekt virun de Reegelen, déi et gëtt. An dat gëllt da fir jiddereen. A jiddereen, deen hei ass, sollt dann och eis Reegelen a Wäerter hei esou respektéieren.

A wann déi gemeinsam Basis méi schwaach gëtt, da gesi mer d'Konsequenzen. A mir gesinn dat an Temoignagen aus edukativen Arichtungen, wou d'Personal ëmmer méi dacks mat aggressivem Verhalten konfrontéiert ass an och dann heiansdo mam Latäin um Enn ass.

A mir gesinn et och bei Elteren, wéi zum Beispill elo zu Dummeldeng. An enger Petitioun vun der Elterevereenegung vun der Grondschoul zu Dummeldeng heescht et, op Franséisch: „La peur et l'instabilité font désormais partie du quotidien scolaire.“ Also Kanner, déi all Dag Angscht hunn.

D'Konsequenz zu Dummeldeng: dagdeeglech oder reegelméisseg Policeasätz. An enger Primärschoul. Dat muss ee sech virstellen! D'Eltere schloen dann Alarm. An dat ass dann natierlech och dee Moment, wou d'Politik muss nolauschteren. Mee nolauschteren eleng geet net duer, et muss een och handelen! A kloer handelen heescht hei an esou Fäll dann och déi néideg Ënnerstëtzung ginn, déi néideg Hëllef gi fir d'Léierpersonal. An da kloer Konsequenzen, wann et zu esou Gewalt oder Drounge kënnt. A kloer Prozeduren an de Schoulen, wéi domadder soll hantéiert ginn.

Ech hat eng QP gestallt viru Kuerzem. An d'Äntwert ass och komm zu deem Fall zu Dummeldeng. An den Här Minister huet dunn och geäntwert, dass souwäit ech elo weess, déi zwee betraffe Schüler, déi am Fong, soen ech elo mol, do fir déi schwierig Situatioun responsabel waren, elo mol an eng alternativ Schoul – ech nennen dat elo mol esou – normalerweis versat gi sinn, wann ech dat richteg verstan hunn, an domadder mol op jidde Fall de Rescht vun de Klasse kann normal weiderfunktionéieren.

Dat ass jo zum Beispill dann eng kloer Konsequenz, wéi et soll gemaach ginn. Well bis elo ass de Problem jo e bëssen ëmmer dee gewiescht: An der Primärschoul huet ee gesot: „O, et ass net esou schlëmm!“ Fréier hat de Schoulmeeschter oder d'Léierin dat och am Grëff, och wa schwierig Fäll do waren. Well am Lycée gëtt et jo Prozeduren, wou der Kanner einfach temporär, als Direktioun oder als Conseil de classe, kënnt eraussetzen oder souguer ganz kënnt eraussetzen, wann et méi grouss Schwierigkeete gëtt, wat et eigentlech an der Primärschoul esou an deem Sënn net direkt gëtt.

An da muss ee sech och eppes froen, wann ee vun de Prozedure schwätzt. Dat ass och schonn ugeschwat ginn. Eigentlech sinn déi Leit, déi an der Schoul schaffen, jo och Staatsbeamten, op d'mannst déi meescht, an déi si jo am Fong verflücht, dass, wa se

eppes gesinn, wat, soen ech elo mol, géint d'Gesetz gemaach gëtt, dat direkt ze mellen, respektiv wann eng Persoun a Gefor ass, dat weiderzeginn. An hei géif mech och interesséieren, wéi do d'Instruktiounen vum Ministère sinn.

Fir e konkreet Beispill ze soen: Dir huet an engem Lycée, an der Primärschoul eng richteg brutal Kläpperei, wéi dat mol virkënn. Wéini ass de Punkt do, wou de Proff, deen d'Surveillance am Haff huet, aus dem Haff eraus d'Police rufft? Oder muss deen nach bei d'Direktioun froe goen: „Dierf ech elo d'Police rufen?“ Ass en dann net méi an der Pflicht, déi en huet als Staatsbeamten? Dat sinn esou Froen, déi ee sech muss stellen. An d'Direktioun, muss déi dat och direkt mellen? Oder kann déi soen: „O, mir reegelen dat elo intern?“ Do muss ee wëssen, wéi wäit een do ka goen a wou dat ufänkt.

Ech kommen zum Schluss. Mir müssen d'Strukture stäerken an de Jonken Halt ginn, eng staark Gemeinschaft hunn, eng staark Famill hunn, staark Veräiner hunn. Alles dat ronderëm déi Jonk muss staark sinn, da kréie mer och staark Jonker. A Plazen, wou Jonker léieren, do muss och ëmmer Fräiheet a Verantwortung gelieft ginn. An d'Schoul soll eng Plaz sinn, wou Kanner a Jugendlecher sech kënnen entwéckelen, an net eng Plaz, wou Angscht an Erniddregung zum Alldag ginn. Mir dierfen net waarden, bis den nächste schwéiere Virfall geschitt. Eis Kanner hunn e Recht op Sécherheet an der Schoul, ob um Lampertsbiere, zu Dummeldeng oder soss am Land. An eis Gesellschaft huet d'Flicht, dat ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen déi national Consultatioun zum Thema Gewalt an de Schoulen, déi de Minister rezent lancéiert huet. Mir héieren ëmmer erëm, dass aktuell, gee no Regioun oder Schoul, ganz ënnerschiddlech gehandelt gëtt, wann e Virfall geschitt. Fir d'Schüler, fir d'Elteren, mee och fir d'Enseignantinnen ass dat schwéier nozvollzéien. Kloer Reegelen a kloer Prozeduren, déi schafe Vertrauen. An dat ass am Schoulalldag essential.

Eis ass zougedroe ginn, dass de Minister och un engem Mesürepak schafft. Besonnesch interesséiert eis do d'Fro vun den disziplinaresche Moosnamen. Eis gouf nämlech gesot, dass et eventuell Méigleckeete kéint ginn, d'Kanner zäitweilig aus der Klass erauszehuelen. Wann dat esou ass, da géife mir gäre verstoen: Wéi soll dat konkreet ausgesinn? Geet dat bis zu engem kompletten Ausschluss aus dem regulären Unterrecht oder soll dat just stonneweis sinn? A wou ginn déi Kanner dann en charge geholl? Wéi gëtt garantéiert, dass esou Moosname pedagogesch sënnavoll agesat ginn an net einfach nëmme eng Noutléisung sinn? Wéi stelle mer sécher, dass d'Kanner, wa se dann aus der Klass erausgeholl ginn, och do déi néideg Hëllefstellung kréien an natierlech d'Elteren och, vum zousätzlech benéidegte Congé guer net ze schwätzen?

A gläichzäiteg wëlle mer awer och ënnersträchen: Reaktioun op Gewalt ass wichteg, mee Preventioun ass nach méi wichteg. Et feelt leider ëmmer nach un ambulanten Offere queesch duerch d'Land. Dagesklinikken, multidisziplinär Zentren, ausserschulesch Therapieplaz fir Kanner a Jonker gëtt et ëmmer nach net genuch, an dat, obwuel sech d'Situatioun dramatesch an deene leschte Jore verschlechtert huet. D'Wuelbefanne vun eise Jonken ass ze wichteg, fir

dass d'politesch Zoustännegkeet dauernd vun engem Ministère op deen anere geschéckt gëtt. D'Wärter vum Zesummenhalt a vum Dialog däerf d'Politick net nëmme an de Schoule wéile verstäerken, se müssen deene Jonken und virgelieft ginn, an dat an alle gesellschaftleche Beräicher.

An enger rezenter Debatt gouf nach eng Kéier e bekannte Constat gemaach: D'Schoul ass e Spigel vun der Gesellschaft. De Feeler, deen een net däerf maachen, ass, de Problem vun Aggressivitéit nëmme bei deene Jonken ze sichen. Just well ee mengt, de Problem an der Schoul ze paken ze kréien, heescht dat net, dass et domadder goeden ass.

Dofir fuerdere mer d'Regierung op, des Phenomeener vu Gewalt a vu Polariséierung queesch duerch d'Gesellschaft ze suivéieren, souwuel online wéi offline, de gesellschaftlechen Zesummenhalt an den Dialog ze stäerken an dorobber ze setzen, amplaz op Polariséierung ze setzen, a gläichzäiteg opzepassen, dass mer net an eng Pseudosécherheetspolitick verfallen, déi nëmme Symptomer bekämpft a gläichzäiteg ënnerleidend Sozialproblemer nach weider verschäerft.

De Paul Galles mécht a senger Demande eng wichteg Ënnerscheidung tëscht den Troubles du comportement, also Gewalt a Verhalensopfällegekten, an de Besoins spécifiques. An dat ass eng Differenzéierung, déi mir ganz wichteg fannen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wann ee sech d'Stellungname vu verschiddene Vertrieeder vun der Schoulcommunität an deene leschte Joren ukuckt, da gesäit een, dass d'Thema Inklusioun a Besoins spécifiques ëmmer erëm geseen uenen op der Lëscht steet. D'Botschaft ass bal ëmmer déi selwecht: Inklusioun ass eng gutt an néideg Iddi, mee an der Praxis stoussen ëmmer méi Schoulen un hir Grenzen.

Mir Gréng si sécher net déi, déi verdächtig wieren, géint Inklusioun ze sinn. Am Géigendeel, mir hunn eis ëmmer staark dofir agesat. A mir soen och haut kloer: Inklusioun ass fir eis net verhandelbar. Mee mir huelen och d'Bedenken aus der Praxis escht. Wann eis Enseignantë soen: „Mir sinn net géint Inklusioun, mee mir stoussen u Grenzen“, da musse mir als Politick nolauschten. Well wann een dat net mécht, da riskéiert een eppes ganz Geféierlech, an zwar dass d'Akzeptanz fir de Prinzip vun der Inklusioun selwer lues a lues erodéiert.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Fir eis sinn do e puer Saache kloer. Éischtes: Inklusioun muss eng Charakteristik vum ganze Bildungssystem sinn, net e separaten Extraberäich. Et ass d'Aufgab vun engem moderne Bildungssystem an engem räiche Land wéi eisem, d'Ressourcen ze mobiliséieren, fir datt Inklusioun och an der Praxis funktionéiert.

Zweetens: Mir müssen e kloeren Ënnerscheid maachen tëscht Gewalt oder Verhalensopfällegekten op där enger Säit an de Besoins spécifiques am eegentleche Sënn op där anerer Säit. Am Kloertext heescht dat: Gewalt an aner Problemer däerfen net dozou féieren, dass d'Inklusioun insgesamt an e schlecht Licht geréit.

An drëttes: Vill Enseignantinnen ënnersträchen, datt et net eng Fro vun der Onméiglecheit ass, mee virun allem eng Fro vu Ressourcen an hirem effizienten Asaz. Mee et gouf bei der Evaluatioun virun e puer Jore och festgestallt, dass d'Zesummenaarbecht tëscht de Kompetenzzentren eeben net ëmmer optimal funktionéiert an dass et heiansdo zu engem Pingpong tëscht deene verschiddene Strukturen kënn.

Dofir wëlle mer froen: Wou steet dese Prozess haut? Huet sech dat verbessert?

Am Resümee: Mir begréissen d'Consultatioun vum Ministère. Mee mir fannen et extreem wichteg, dass d'Diskussioun ëm Problemer bis hin zu graver Gewalt net ënnert dem onpassenden Titel vun der Inklusioun zu engem falsche Fokalisierungspunkt gëtt vun alle méiglechen Doleancen, vu gesellschaftleche Makrotendenze bis hin zu administrative Formulieren. D'Kanner, déi e Besoin hu vun Inklusioun, hunn näischt ze wannen an enger Fourre-tout-Diskussioun. A mir wäerten eis och ëmmer erëm dergéint wieren, dass dat Wuert „Systemsprenger“ an deem Kontext benotzt gëtt, wéi et leider an deene vergaangene Joren ëmmer erëm geschitt ass. Et sinn an éischter Linn ëmmer nach Kanner.

Och wéi de Psychotherapeut Gilbert Pregno et emol formuléiert huet: „Heiansdo verschwëmmt d'Grenz tëscht der Stéierung, déi e Kand verursaacht, an dem Leiden, ënnert deem et selwer steet.“ An des Realitéit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dierfe mer ni aus den Ae verléieren.

M. Meris Sehic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net laang hier, datt mer mat Schrecken héieren hunn, datt e jonkt Meedchen an enger Schoul mat engem Messer op seng Matschülerin agestach huet. Eng Schoul. Hei, bei eis. Dat war kee Film, dat war eng Nouvelle. Keng Nouvelle aus engem anere Land. Dat war zu Lëtzebuerg, 2026.

D'Reaktioun: Schock, Bedauern an elo des Debatt. D'Hoffnung, datt et bei deser Kéier bleift. Mee et bleift net bei enger Kéier. D'Realitéit um Terrain seet eis eppes aneres: D'Gewalt an de Schoulen hëlt zou, am Fondamental an am Secondaire. Dat ass keng Impressioun vun engem iwverschafften Enseignant, dat ass eng Tendenz, déi mer müssen eescht huelen.

Mir sinn der Meenung, datt des Tendenz véier Ursachen huet, déi mer alleguerte müssen upaken, an zwar esou séier wéi méiglech, iert et zu weidere Fall wäert kommen, déi da vläicht och net méi esou glimpflech ausginn.

Eng éischt Ursach ass déi, iwwert déi am mannste geschwat gëtt: d'Elteren. Eng Crèche, eng Schoul oder eng Maison relais si kee Rundum-sorglos-Paket. Si entbannen d'Elteren net vun hirer Verantwortung. An ze vill Elteren hunn iwwert d'Jore verléiert – oder warscheinlech ni geléiert –, wou d'Aufgab vun enger Institution ophält an déi vun der Famill ufänkt. D'Erzéiung gëtt ausgelagert. Grenzen, Manéieren, Respekt, Empathie, dat si Wäerter, déi een net a 45 Minuten an engem Klassenall bäibuecht ka kréien, wa se doheem ni gelieft ginn. A wann d'Schoul dann op Problemer hiweist, wann en Enseignant oder eng Direktioun e Gespreech sicht, dann ass d'Äntwert vu vill ze villen Elteren: „Mäi Kand net. Bei eis doheem ass alles gutt. Et si sécher déi aner!“ Dat ass kee Randphenomeen méi, dat ass eng systematesch Verweigerung vu Verantwortung, déi mir als Gesellschaft vill ze laang toleréiert hunn.

Eng zweet Ursach läit an de Strukturen. Enseignantinnen am Fondamental, déi all Dag mat aggressive Situationen ëmgoe müssen, solle sech un hir Regionaldirektiounen wenden. D'Äntwert a vill ze ville Fäll? Keng Ënnerstützung, keng konkreet Hëllef, an dacks – an dat ass dat, wat mech perséinlech dann awer am meeschte schockéiert – kréien d'Enseignantinnen och nach ze

héieren, si wäre vläicht selwer schold oder si sollte sech dach domadder offannen, datt dat Deel vum Job ass an zu hirem Berufsalltag géif gehéieren. D'Situation ass eskaléiert an de Feeler géif beim individuellen Enseignant leien? Dat ass eng Émkeierung vun all Logik an et ënnergrueft systematesch d'Autoritéit an d'Motivatioun vu Leit, déi ënnert dese schwéiere Bedingungen iwwerhaupt nach schaffen. Do dierf ee sech dann net wonnere, wa Leit am Krankeschäi sinn oder Jonker de Beruff guer net méi ausübe wëllen.

An dat féiert eis direkt zu der drëtter Ursach: Enseignanten, déi sech rechtlech am Stach gelooss fillen. Si kréien an hire Formatiounen, bezuelt an organiséiert vum Ministère, gewisen, wéi eng Techniken a Grëffer ee ka benotzen, fir mat kierperlecher Aggressivitéit ëmzuegoen. Mee gläichzäitig wësse se: Wann ech dës Mesür, déi ech elo grad geléiert hunn, genau esou an engem Klassenall wäert uwenden, riskéieren ech, Suiten ze kréie wéinst ënner anerem Kierperverletzung. Mir soen also eisem Léierpersonal: „Dir sidd verantwortlech fir d'Sécherheet am Klassenall, mee Dir kritt net de legale Schutz, deen Dir braucht, fir dës Sécherheet dann och wierklech ze garantéieren.“ Dat ass kee Versoer vun eenzelnen Enseignanten, dat ass institutionell.

Eng wichteg Ursach sinn awer doriwwer eraus, als véiert Ursach, psychologesch Probleemer. Vill Jonker hunn haut – an dat gesi mer och an enger ganzer Hickecht Studien – psychologesch Probleemer, kréien awer net méi déi Hëllef, oder krute se nach ni, déi se bräichten. Net genuch Capacitéiten, ze laang Prozeduren, feelend Strukturen, bref, d'Excusé si laang, d'Léisungen net. An dat kann net sinn an et dierf net sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Hei muss mer endlech méi maachen, well et kann net sinn, datt Kanner, déi schonn a Betreuung sinn, da spéider zu Täter/inne ginn aus deem ganz einfache Grond, well mer hinnen net fréizäitig konnten hëllefen. Dat ass och en institutionellt Versoen. An do muss ee sech dann och d'Fro stellen, inwiefern awer de Staat a mir alleguerte mat responsabel sinn, wann et da schifgeet.

Dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fuerdere mer ganz konkret:

Éischtens: d'Elteren an d'Flicht huelen. Dat heescht, Begleedungsofferen a Familjenhëllef ausbauen. D'Eltere müssen an d'Responsabilitéit geholl ginn a se sollen déi Offeren och unhuelen. Wann Eltere konsequent eweckucken a Probleemer ignoréieren, muss et och nach Konsequenze ginn. D'zivilrechtlech Haftung vun Eltere fir Schied, déi vun hire Kanner ugeriicht ginn, gétt et a ville Länner. Zu Lëtzebuerg hu mer e rechtliche Kader, deen awer prezisiéiert a méi streng applizéiert misst ginn.

Zweetens: D'Regionaldirektiounen müssen hir Aufgaben deels iwwerdenken. Net als Instanz, déi Enseignantë beschëllegt oder eweckuckt, mee als Instanz, déi hinnen de Réck stärkt. Wou et systematesch Muster vun Aggressiounen gétt, brauch et konkret Interventiounsprotokoller a keng aleng geloossen Enseignanten.

Drëttes: Enseignantë brauchen e kloer legale Kader, deen hinnen erlaabt, an enger Krisesituatioun ze handelen, ouni Angscht müssen ze hunn, dofir verurteilt ze ginn. Dëst muss am Gesetz verankert ginn. An Tuyaue wéi: „Dann huelt eng Matress, fir e Kand aus dem Klassenall ze drécken, wat grad aggressiv ass!“, dat ass definitiv net de legale Kader ginn. Ech hunn och nach keen Enseignant gesinn, dee seng Matress mat an de Klassenall géif huelen.

A véierten a leschte Punkt: Mir brauchen Transparenz iwwert d'Ausmooss vun der Problematik, konkret

Zuelen zu de Virfäll, systematesch, vergläichbar Donnéeën iwwer Gewaltvirfäll a Schoulen, opgedeelte no Schoultyp, Regioun, Joergang. Well mir müssen endlech ophalen, dës Probleemer ze ignoréieren an der Hoffnung, datt et schonn iergendwéi wäert gutt goen.

Eng Schoul, déi sécher ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fänkt net um Schoulhaff un. Si fänkt doheem un. A se fänkt an de Büroer vun deenen un, déi d'Enseignantë solle schützen, mee et allze dacks net maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An den nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, Här President, d'Gewalt an eise Schoulen, sief et am Fondamental oder am Secondaire, ass e grouse Stéierfacteur, wann et drëm geet, de Léieroptrag kontinuéierlech an ënner gudden Konditiounen ausféieren.

Ech wëll awer direkt am Ufank eng Saach kloer soen: Probleemer an der formaler an an der nonformaler Bildung dierfen net als isoléiert Fäll analyséiert ginn, ouni d'Gesellschaft ze verstoen, an där sech d'Schoul iwwerhaupt beweegt. Et wier falsch ze mengen, Gewalt an eise Schoule wier en isoléiert Phänomeen. D'Schoul ass kee Raum ausserhalb vun der Gesellschaft, si ass hire Spigel.

Mir dierfen dobäi och net ignoréieren, a wéi enger Welt Kanner a Jugendlecher haut grouss ginn. Si liewen an enger Zäit, an där geopolitesch Konflikter eskaléieren, an där d'Gesetz vun Stärksten ëmmer méi normaliséiert gétt, an där Gewalt als Muechtinstrument op der Weltbün benotzt gétt an och hei zu Lëtzebuerg heiansdo legitiméiert gétt.

An do stellt sech eng legitim Fro: Firwat gétt Gewalt am Krichskontext banaliséiert, während si am Alldag an eise Schoulen dacks tabuséiert gétt? D'Kanner a Jugendlecher stinn an der Mëtt vun dëser Gewaltspirale. Si sinn duebel Affer: Affer vu Gewalttoten, och Affer vum gesellschaftlechen Drock, ënnert deem si mental zesummebréchen.

An do dierfe mir déi Zuelen aus de Rapporten vum ONA, vum Ombudsman fir Kanner, vum Observatoire de la santé an der Justiz net aus den Ae verléieren. Déi Zuele sinn erschreckend a si weisen däitlech, datt et ville Kanner a Jugendlechen an eiser Gesellschaft guer net gutt geet.

2024 goufen am Kontext vum Jugendschutz, vu Strofdoten a vu Mësshandlungen u Mannerjärege am Ganzen 900 Fäll bei de Justizautoritéite gemellt. Am Beräich Jugendschutz a sexualiséiert Gewalt vis-à-vis vu Mannerjärege waren et 441 gemellte Fäll. Nei Dossiere beim Parquet am Beräich Jugendschutz waren et 2024 am Ganzen 2.187. A virum Jugendgericht gouf et 502 nei Affären.

Dobäi kënn de rezente Signal vum Parquet, datt d'Kanner- an d'Jugendpsychiatrien en dramateschen an inakzeptabele Manktem opweisen. Am Rapport vum Observatoire de la santé ass nozeliesen, datt d'mental Gesondheet den zweeten Haaptgrond fir stationär Openthalter am Hospitalier ass an datt et en Zesummenhang gétt tëscht der Hausse vu psychiatreschen Openthalter an de Schoulperioden, besonnesch bei Kanner tëschent zéng an zwielf Joer. An dat ass och genee den Alter vun der Orientatioun am Cycle 4.

Här President, den OKaju-Rapport weist och do-robber hin, datt 78 % vun den Affer vu Gewalt

deklaréiert hunn, datt si kee Kontakt mat Professionelle gehat hunn. Firwat sinn all dës Zuele wichteg? Ma well déi Kanner a Jugendlecher, déi Gewalt erliewen oder an hirer mentaler Gesondheet leiden, eppes Gemeinsames hunn: d'Schoullicht. Déi Jonk, déi hire psychologesche Stress no baussen droen, oder déi, déi en a sech erafriessen, sinn all am Schoulsystem ënnerwee, virdrun, währenddeems an och duerno.

An do stellt sech eng ganz zentral Fro: Sinn eis Schoule fundamental am Secondaire esou opgebaut, datt si an all deene Phasen, an deenen e Kand oder Jugendleche säin emotionaalt Verhale weist, mat de richtege Leit a mat genuch Ressourcen ekipéiert sinn, fir adequat ze reagéieren, ouni datt hir Haaptmissioun ze vill dorënner leit? Kënne si Mobbing an all anerer Form vun aggressivem Verhale mat enger preventiver a pedagogescher Approche begéinen?

Wa Servicer an de Schoulen op multiprofessionell Ekippe setzen, méi psychologesch a sozialpedagogesch Profiller hunn an op Aenhéicht mat den Enseignantë schaffen, geet et an déi richtege Richtung. Och datt am Livre blanc vum neie Plan d'études d'Wuelbefanne vun de Schüler ee vun de véier Hauptpiliere ass, ass e wichteg Signal. An datt d'Wuelbefanne vun de Kanner am Fondamental méi staark an de Vierdergrond geréckelt gétt, ass an eisen Aen awer och e Fortschritt.

An trotzdem muss mir och déi Modeller ervirhiewen, déi schonn haut weisen, datt et anescht geet. Et gétt Schoulen, déi an eisen Ae pedagogesch a personalméisseg esou opgestallt sinn, datt si besser an direkt op d'Besoinen vun den Elteren a vun de Schüler agoe kënnen.

An do stellt sech fir mech awer och wierklech d'Fro, firwat d'Regierung net méi kloer Pilotprojete wéi „Eis Schoul“ zum Beispill oder de Lycée Ermesinde als Virreidermodeller unerkennt a konsequent widerdenkt. A leschter Zäit héiere mer guer net vill dovunner schwätzen, mee do leeft et ganz gutt. An ech hunn den Androck, déi Responsabel an dëser Regierung ware vläicht net ganz chaud deemools, wéi déi Projeten ëmgesat goufen. Ech weess dat net méi esou richtege. Mee vläicht huet dat domadder ze dinn.

Ech mengen, dat si Projeten, déi een net nëmmen ënnerstëtze muss, mee déi een och repetéiere kann an der normaler, konventioneller Schoul. Besonnesch do spillt en plus Elterenaarbecht eng ganz grouss Roll. Et kann net sinn, datt zu Lëtzebuerg interessant Schoulprojeten ëmmer duerno als eenzel Pilotprojeten do bleiwen an esou weider an datt de Gros vun de Schoulen awer nach ëmmer derhannert leeft an datt och d'Kanner dorënner leiden an d'Personal selwer total dem Burnout verfällt.

Wat d'Launen ugeet, soen d'Gewerkschaften zënter Laangem, datt et an eise Schoulsystem u kloeren Instrumenter feelt, fir Gewaltdoten iwwerhaupt systematesch ze ervaassen, ze dokumentéieren an nohaltege Prozeduren ze behandelen. Si fuerderen e Meldeformular op nationalem Niveau, analog oder digital, fir Gewaltdote séier an effizient bei enger zentraler Stell ze mellen. Ouni Zuelen ass et schwéier, iwwerhaupt de globale Kontext ze verstoen. Schwätze mir vun Eenzelfäll? Ech mengen, dat gleef kee. Oder schwätze mir vun engem strukturelle Problem, deen nëmmen national ka geléist ginn?

Et brauch och kloer national Richtlinnen, wéi sech d'Schoulpersonal vis-à-vis vu Gewaltdoten duerch Schüler oder Eltere verhale soll. Den Enseignant brauch eng Usprichpersoun, an déi muss disponibel sinn. A mir dierfen an dëser Debatt eng wichteg Perspektiv net vergiessen: d'Stëmm vun de

Jugendvertrieber. Vill ze dacks héiere mir nëmme d'Meenung vu Professionellen an Institutiounen.

Mir gesinn awer net nëmme an dem Schoulsystem Lacunnen, mee och am Gesondheetssystem. Besonnesch am psychiatreschen Encadrement vu Kanner a Jugendlechen ass de Manktem u Plaze gravéierend. Mir kënnen nach esou vill Efforten an de Schoule maachen, wann de Milieu hospitalier de Manktem u stationären an ambulante Plazen net opfängt, da sinn déi Efforten zum groussen Deel fir d'Kaz. An do ass och d'Gesondheetministesch an der Verantwortung, esou séier wéi méiglech d'Capacités an der Kanner- a Jugendpsychiatrie eropzesetzen.

An och d'Kanneraarmut dierf net aus dëser Debatt erausgehele ginn. D'Kanneraarmut, dat ass och d'Aarmut haaptsächlech vun den Elteren. Sozioekonomesch Facteuren hunn eng direkt Repercussiou op d'Schouleschtungen, op d'Wuelbefanne vu Kanner a Jugendlechen. A Lëtzebuerg ka sech sécher net mat enger Jugendaarmut vun iwwer 25 % bretzen.

Här President, wa mir et eescht menge mat der Gewaltpreventioun an eise Schoulen, da mussen mir ophalen, just op den Eenzelfall ze kucken. Mir müssen d'Gesellschaft mat an d'Boot huelen, d'Schoulpersonal stärken, d'Jugend matschwätze loosse, d'psychiatresch a psychosozial Versuergung ausbauen an endlech kloer national Strukturen opbauen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann ass den Tour un der Regierung. D'Wuert huet elo den Här Educatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte e ganz grouse Merci un déi zwee Interpellanten, d'Madam Francine Closener an den Här Paul Galles, dofir, dës duerch d'Bänk ganz souverän a serein gefouert Debatt hei ugefrot ze hunn, déi noutwendeg ass, denken ech.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Ech mengen och, datt et wichteg ass, datt mer, an Eenzeler hunn op Eenzelfäll higewisen, probéiert hunn, méi dat Systematescht an de Vierdergrond ze stellen an net Politick un Eenzelfall hei ze maachen. Duerfir wëll ech, an dat verstitt Der sécherlech gutt, och hei net op Eenzelfäll agoen.

Eenzeler hunn drop higewisen: D'Schoul ass d'Spigelbild vun der Gesellschaft. A wa mer haut hei iwwer Gewalt an der Schoul oder Gewalt an der Bildung mussen schwätzen, dann heescht dat och, datt Gewalt eng Realitéit ass am Liewe vun den Erwuessenen, am reelle Liewen, an virtuelle Liewe vun den Erwuesenen, mee leider awer och fir d'Kanner, a se ganz dacks imitéieren, wat mir hinne virmaachen.

Wann ech soen, mir sollten net vun Eenzelfäll schwätzen ..., an d'Francine Closener huet sech selwer eng Fro gestallt gehat: Ass dat doten eng Heefung vun eenzelne Fäll, déi derzou gefouert huet, datt mer vläicht e Bild hunn, datt sech eppes verännert huet, oder ass et wierklech e flächendeckende Phänomeen? Ech tendéieren éischerter zum flächendeckende Phänomeen, wann ech mat villen Acteuren aus der Schoul, aus der nonformaler Bildung, mat Elteren diskutéieren an hinnen an deene leschte Méint nogelauschtert hunn.

Ech denken och, datt mer eppes erlieft hunn iwwert déi lescht zwee, dräi Joer, wat och nach nei war, nämlech zum Deel eng duerch déi sozial Meedien ervirgeruffe Banalisierung vun der Gewalt, Gewaltdoten, déi zum Deel inzenéiert goufen, gefilmt goufen, verbreet goufen, wou d'Grenzen tëschent Affer an Täter verschwomme sinn, an déi och eng extreem Opmerksamkeet am soziale Raum, souwuel deem virtuelle wéi och deem reellen, kritt hunn, a wou een d'Gefill hat: Dat doten ass e Phänomeen, dee mer esou nach net gesinn hunn, an ass natierlech d'Kombinatioun vun der Gewalt, déi et bei Jonken eigentlech ëmmer ginn huet, an de Méiglechkeeten, déi de virtuelle Raum haut bitt.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerter bewosst, datt d'Schoul oder d'Bildung am Generelle gesellschaftlech Defiziter net total kann ausgläichen, datt net fir all gesellschaftleche Problem d'Schoul muss kënnen duerhalen, mee natierlech muss d'Schoul sech op gesellschaftlech Entwécklungen astellen, kucken, d'Gesellschaft ze steieren, well mir wäerten och ëmmer iergendzwoesch eng Missioun hunn, fir d'Gesellschaft vu muer mat opzebauen an awer och gesellschaftlech Phänomeener eescht ze huelen an ze kucken, sou gutt wéi méiglech hiren Deel bäizedroen zu enger Verbesserung vun der Situatioun.

Et kënn een, wann een dës Diskussioun hei féiert, net derlaanscht, natierlech nach eng Kéier ze kucken: Wat hu mer déi lescht Jore gemaach? An Dir wësst, datt mer am Beräich vun de Kanner mat spezifesch Besoinen eng ganz Rei vun déifgräifende Reformen haten an de Joren 2016 an 2017, déi och begleet goufen, souwuel mat strukturelle Verännerunge wéi awer och mat enorme Ressourcen, déi rekrutéiert goufen an déi op den Terrain komm sinn, fir de Kanner zur Säit ze stoen.

Ech wëll Iech net mat Zuele bombardéieren, mee vläicht eng oder zwou am Laf vu menger Interventioun erausgepickt: 2017 hate mer fir Kanner mat spezifesch Besoinen an der formaler Bildung, also an eise ganze Schoulsystem, 645 Persounen, déi do intervenéiert hunn. Mir haten der 2025, also d'lescht Joer, 1.901 Persounen a mir sinn amgaangen, elo 2026 weider ze rekrutéieren. An dat wäert och sécherlech déi Joren duerno net ophalen.

Dat gouf begleet vu strukturelle Verännerungen. Mir hunn an der Schoul den Instituteur spécialisé pour enfants à besoins spécifiques agefouert. Mir hunn den Assistant pour enfants à besoins spécifiques méi kierzlech agefouert. Mir hunn d'Équipe de soutien pour enfants à besoins spécifiques um regionale Plang agefouert, enorm gestärkt an och gekuckt, datt se sou gutt wéi méiglech fest affektéiert waren an enger Schoul.

Mir hunn nei Kompetenzzentere gehat, déi op eenzel spezifesch Besoinen iwwerhaupt mol konnte reagéieren, wou mer virdrun eigentlech nach e wäisst Blat haten a guer keng Offer do haten. Mir hunn e Prozess ugefaang vun Dezentraliséierung vun deene Kompetenzzentere, fir se méi no bei d'Familien, méi no bei d'Kanner, méi no bei d'Schoulen an déi eenzel Regiounen kënnen ze kréie mat regionalen Antennen. Mir hunn och elo de Prozess weider verstärkt fir Classes de cohabitation tëschent Kompetenzzentere, déi och wierklech eng Klass als Klass an der Schoul hunn, an enger kommunaler Schoulstruktur hunn, wou de Kompetenzzentere nach eng Kéier vill méi no bei d'Schoul a bei d'Kanner réckelt.

Jo, all déi Efforten do goufe gemaach. Mee wa mer lauschteren, dann hëlt de Leidensdruck net of. An dat mussen mer zouginn. An duerfir hunn ech och nach eng Kéier déi lescht Woche ganz vill Acteure begéint

a probéiert erauszefannen, wat sech geännert huet um Niveau vun den Erausforderungen, sécherlech och ze kucken, wou mer strukturell nach eng Kéier mussen nobesseren, awer och virun allem ze kucken, wou mer méi an och vläicht et anescht mussen maachen.

Eng Tatsaach, mengen ech, ass kloer. Mir hu parallel zu deem ganze Prozess, zu där Transformatioun do en faveur vun der Inklusioun, einfach vill méi Kanner mat spezifesch Besoinen. A vun deene Kanner mat spezifesch Besoinen sinn et virun allem déi mat sozioemotionalen Defiziter, déi opfalen.

Ech géif do net onbedéngt eng Trennung maachen tëschent spezifesch Besoinen a sozioemotionalen Defiziter, well och dat fir mech e spezifesch Besoin ass. An och duerfir hu mer dofir e Kompetenzzentere gegrennt, dee sech ganz genau där Problematik soll unhuelen, d'Schoule soll stärken, d'Enseignant soll stärken, d'Prise en charge soll assurieren um lokalen, um regionalen an um nationale Plang.

Vläicht en zweete Chiffer, dee beleet, wéi vill Hëllef dach awer wierklech um Terrain haut schonn ukënn, och wa mer sécherlech kënne soen, et gétt nach méi Besoin u Stonnen an u Kanner, déi misste begleet ginn. Et waren am Schouljoer 2019/2020 702 Kanner, déi eng Prise en charge accordéiert kruten an och wierklech krute vun der ESEB. Et sinn der am Schouljoer 2024/2025 2.770 gewiescht.

An awer hëlt de Leidensdruck net of. An dat weist, a wéi engem Mooss d'Zuel vun de Kanner mat spezifesch Besoinen dach awer an d'Luucht gaangen ass. A mir wëssen et, mir spieren et, mir héieren et, jo, mir liesen et leider och ëmmer nees an der Zeitung oder an anere Meedien: Et si virun allem verhaltensofpällig Kanner, Kanner mat enger awer defizitärer Entwécklung am sozioemotionale Beräich.

Mir müssen eis also d'Fro stellen, wa mer méi Ressourcë ginn – an ech denken, mir mussen méi Ressourcë ginn –, wéi mer se ginn an ob mer wierklech och ëmmer nëmme dat selwecht domadder maachen. An déi Fro, mengen ech, muss och gestallt ginn. An dat war eng, déi ech eigentlech all Acteur an deene leschte Woche gestallt hunn, de Schouldirektiounen, den Direktiounen vun de Kompetenzzentere, den Elterevertrieber, awer och natierlech de Gewerkschaften, wéi mer och um System nach eng Kéier eppes kënnen an och vläicht mussen änneren, fir datt déi Ressourcen, déi mer scho ginn hunn an déi mer nach weider ginn, méi effikass kënnen agesat ginn.

Et war dat en Dialog, wou mer all Acteur gesinn hunn. Dat waren ongeféier 140 Persounen, déi ech do selwer begéint hunn. An et gouf zum groussen Deel eng gemeinsam Analys, wat emol eng éischerter Viraussetzung ass, fir eppes um System ze verbessern, wou mer da missten usetzen.

Jo, mir sinn amgaangen, un engem Aktionsplang ze schaffen, fir eng Reaktioun och dorobber ze weisen, en Aktionsplang, dee sech iwwert déi nächst Joren, denken ech, sollt erstrecken, well einfach a schnell Léisunge fir jiddereen zur selwechter Zäit elo direkt wäerte sécherlech och net goen. An ech wäert an den nächste Wochen deen Aktionsplang do wëlle virstellen. An ech géif e ganz gären och mat Iech an der Kommissioun dann dee Moment eng Kéier diskutéieren. Ech wëll och soen: Ech wëll en och duerno nach eng Kéier ..., well ech zéie Konklusiounen aus deene Gespréicher, déi ech hat, och sécherlech aus der Debatt, déi mer de Mëtten hei gefouert hunn, mee ech wëll och déi Konklusiounen nach eng Kéier diskutéieren mat Iech an awer och mat all deenen aneren Acteuren.

Ech wëll e puer Punkten, wann Der erlaabt, do erauspicken, well se och de Mëtteg Géigegand hei vun

der Debatt waren. Jo, mir müsse besser ginn an der Kriseninterventioun, well d'Kris ganz dacks zum Alldag ginn ass op ville Plazen. A mir müsse kloer strukturéieren, wéi eng Kris ze geréieren ass, wéi ze intervenéieren ass, wéi ofzesécheren ass, wie wat dee Moment ze maachen huet. A mir müssen awer och kucken, datt et net eng Dauerschläif vu Kriseninterventiounen däerf ginn, wou mer eigentlech permanent an der Kris sinn, well wann e Schüler all Woch duerch eng Kriseninterventioun opfällt, da kann dat net déi eenzeg Äntwert sinn. Da müsse mer aner Äntwerten och do fannen.

An an deem Kontext stellt d'Fro sech schonn, well Kriseninterventioun, dat kléngt elo hei zimmlech administrativ. An ech wëll elo net eenzel Beispiller erauspicken a beschreiwen, wat an esou engem Kontext, wou eng Kriseninterventioun noutwendeg ass, wierklech geschitt. Dat heescht och eng reell Gefor, a ganz ville Fäll eng reell Gefor fir Ensegnanten, fir déi aner Kanner a sécherlech och ganz dacks eng Gefor fir dat Kand, wat Auteur vun där Kris do ass. An déi Fro müsse mer eis och stellen. An ech weess, datt et eng ganz heikel ass an datt mer se duerfir mat extreem vill Sensibilitéit müsse stellen a wierklech op d'Wo leeën, wou mer méi staark vläicht müssen intervenéieren, fir d'Sécherheet vun all den Acteuren, an ech meng wierklech och vun all den anere Kanner an der Klass an och vun deene Professionellen, vun den Ensegnanten, vun den Educateuren, ze assuréieren an awer gläichzäiteg natierlech d'Recht vun all Kand op Bildung kënnen ze assuréieren.

Wa mer soen, eng Kriseninterventioun däerf net déi aner joen, da brauche mer och aner Strukturen. Zum Deel hu mer se. Um qualitative Plang hu mer se. Ech hu se opgezielt: regional Antenne vun de Kompetenzzentren, Classes de cohabitation, Centres socio-thérapeutiques. Mee mer brauche sécherlech méi vun deene Strukturen do.

An et ass virdrun ee Wuert, wat mer als Landesplanungsminister relativ gutt kéint gefalen, gefall, nämlech e Plan sectoriel. Ech mengen, mer maache kee Plan sectoriel mat där ganzer Analys an och där Zäit, déi dat géif brauchen, mee datt mer natierlech eng Kéier müsse kucken: Wou hu mer CSTen a Proximitéit vun de Schoulen? Wou hu mer regional Antenne vun eise Kompetenzzentren? Wou hu mer Classe-de-cohabitationen a wou brauche mer der nach? An dat si mer amgaangen ze maachen. An dat muss och an deem Aktionsplang do festgehale sinn.

Mir brauchen och, an dat steet am Regierungsprogramm, Centre-socio-thérapeutiquen – wou mer der elo zéng hu fir de Fondamental, déi sech bewäert hunn an hiren Interventiounen, wou mer awer och eng Evaluatioun amgaangen hu momentan – fir de Secondaire, also en CST 12+, well et dacks net verstane gëtt, datt een am Cycle 4.2 an engem CST war an dann awer op eemol an de Secondaire kënnt an eigentlech do keng Kontinuitéit méi ass, an och net verstane gëtt, datt mer net eng änlech Prise en charge um Niveau vum Secondaire fir Kanner oder Jonker, déi awer en änleche Profill hunn, och kënnen pretstellen.

Mir müssen eis och d'Fro stellen, an dat gëllt, denken ech, virun allem fir d'Grondschoulen, wéi déi villschichteg Mechanismen, déi mer hunn, an dee villschichteg System, dee mer opgebaut hunn – fir ze soen, mir hunn Acteuren, déi um lokale Plang direkt intervenéieren, mir hunn Acteuren, déi um regionale Plang eng Assurance vun der Prise en charge maachen, a mir hunn och nach eng Kéier national Acteuren, déi en Tick méi spezialiséiert sinn, an déi Spezialiséierung ass eigentlech nëmmen um nationale Plang méiglech –, aneneegräifen.

Eenzel Bonne-pratiquen hunn ech eigentlech och entdeckt an deene leschte Méint vun der lokaler Koordinatioun vun deenen Acteuren, wéi do ronderëm den I-EBS, ronderëm de Schoulpresident, zesumme mam A-EBS, wa schonn een do ass, zesumme mat deenen Acteuren vun der ESEB, déi jo zwar regional Ressourcë sinn, mee awer déi ëmmer méi ganz kloer an eng Schoul och affektéiert sinn, hiren Alldag nëmmen an enger Schoul eigentlech verbréngen, zesumme mat de Leit vum Komitee, zesummen awer och mam Directeur adjoint EBS ka gekuckt ginn, wéi mer déi Ressourcen am beschten asetzen, datt net jidderee fir sech dat decidéiert, mee datt mer et zesummen an enger méiglechst grousser Kohärenz an Effikassitéit decidéieren.

Ee Probleem, dee sécherlech net zu deenen am einfachsten ze léisende gehéiert, dat ass dee vum Ersatz vun der Équipe de soutien pour enfants à besoins spécifiques. De Problem ass absolut reell. Et gëtt e Kand, wat e Besoin huet, d'Schoul verléisst sech dorobber: „De Moien um 8 Auer kënnt ee vun där Équipe de soutien pour enfants à besoins“, awer deen ass krank deen Dag a feelt a kann net ersat ginn, well keen Ersatz do ass. Ech hunn et elo virdrun hei geschildert: Wéi kënnen mer all déi Acteuren do zesummen an engem Plan de prise en charge ronderëm d'Kand eigentlech dann associéieren? A wann do en Element ausfällt, da feelt eppes deen Dag. An dorunner müsse mer schaffen.

Ech hunn awer och all Acteur gesot, an ech soen Iech et elo hei: Dat ass sécherlech net deen einfachsten Exercice, well hätte mer méi Ressourcen de 15. September, mir géife se net op d'Bänk setzen, fir datt se iergendwann agewieselt ginn, mir géife se direkt op den Terrain ginn, well de Besoin jo och do ass. Do müsse mer wierklech kucken, wéi mer eis organisatoresch opstellen, fir awer en cas de besoin nach ëmmer een op der Ersatzbänk sëtzen ze hunn, dee mer kënnen awiesselen, fir einfach e reibungslosen Oflaf vun deem, wat d'Kand brauch, ze assuréieren.

Ech war bei den Direktere vun de Kompetenzzentren an hunn ee klore Message ginn. A mir wäerten och kucken, datt deen agehale gëtt. Getrei engem fréiere Procureur général senge Wieder hunn ech gesot: „Et kann net kee sinn!“ Hien hat en an engem anere Kontext gesot, mee et kann net kee Kompetenzzenter sinn. Wann e Kand e spezifesche Besoin huet an en Diagnostic huet a wann e vläicht och net esou glaskloer ass a wann ee vläicht Argumenter fënn, fir datt et deen ee Kompetenzzenter ass a vläicht awer och deen anere Kompetenzzenter ka sinn, da kann et net kee sinn! Da muss et ee sinn. Datt dat duerno eng Kéier analyséiert gëtt, ob et dee richteg war, ob gekuckt gëtt, wéi d'Zesummenaarbecht vun de Kompetenzzentren do kann assuréiert ginn en cas de besoin, dat muss alles sinn an dat muss alles dann och en temps utile kënnen en place gesat ginn, mee et kann net kee sinn. An dat muss kloer sinn.

An ech denken, datt mer dat och müssen assuréieren iwwer eng Reform vun der Commission nationale d'inclusion, déi nach e bëssen an der Suite vun hirem Historique steet als eng Kommissioun, déi reegelméisseg zesummekënn, vu ganz villen Experten, déi Fall fir Fall eigentlech do analyséieren. An dat hat sécherlech seng Berechtigung a seng Effikassitéit an enger Zäit, wou mer eng Rei vu Fäll duerch déi Kommissioun hu missen duerchhuelen. Mee dat, wat déi Kommissioun haut ze leeschten huet, denken ech, ka se mat där Struktur net méi wierklech assuréieren, net zu hirer eegener Zefriddenheet an, ech mengen, awer och net zur Zefriddenheet vun allen aneren Acteuren. An duerfir, mengen ech, müsse mer déi Commission nationale d'inclusion professionaliséieren.

Mir müssen en haaptamtliche Büro, géif ech emol soen, instauréieren, deen déi meeschten Decisiounen do kann huelen. A mir brauchen natierlech och nach, mee net méi onbedéngt bei all Fall, eng Consultance, déi méiglechst breet ronderëm ass, fir ze kucken: Wat sinn déi Richtlinnen, déi mer ginn? U wat orientéiere mer eis bei deenen dote Decisiounen? Dat schéngt mer absolutt ubruecht ze sinn an där Zäit, wou mer haut ukomm sinn, well d'CNi ass e Jarnéier vum ganze System. A wann déi net klappt, a wann déi hir Effikassitéit net all Dag kann enner Beweis stellen, dann hippt de ganze System.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech nach vill aner Punkten opzielen, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen, wou mer wëllen dru schaffen, den ONE Schouldéngscht zum Beispill. Eenzelner hunn zu Recht gesot: E Kand, wat gewalttätig ass, huet och e Problem. An ech hu virdrun gesot: Och e Kand, wat eng sozioemotional Entwécklung huet, déi net exemplaresch ass, a wou et zu Gewalt dann och kënnt, huet e spezifesche Besoin. An dee spezifesche Besoin resüméiert sech net nëmmen op d'Schoulzäiten, tëscht 8.00 Auer a 15.30 Auer, e resüméiert sech och net nëmmen op 36 Woche vun 52 am Joer, mee e resüméiert sech op all Dag. All Dag huet dat Kand dee spezifesche Besoin.

An duerfir, mengen ech, müsse mer och kucken, wéi mer méi staark an de Familien – en cas de besoin, net bei jidderengem – kënnen intervenéieren, an duerfir zum Beispill den Office national de l'enfance méi enk associéieren, och un dat, wat an de Regiounen an de Commission-d'inclusionen diskutéiert gëtt, fir ze kucken, datt dee ganzen Dispositif vum ONE och kann au profit vun deene Kanner sinn, mat deene mer eis an der Schoul dach ganz staark beschäftegen a wou mer naturgeméis op Limitte stoussen, well mer um 16.00 Auer einfach net méi hannendrukommen.

Eng Fro gouf hei opgeworf. Déi stellt sech. An ech mengen och do, dat ass e bëssen änlech wéi déi, déi mer bei der Sécherheet vun allen Agente müssen tranchéieren, wéi mer dat maachen. An zwar ass et: Wéi ass et mam Accord vun den Elteren, fir eng Rei vun Hëllesmoosname kënnen ze accordéieren, en place ze setzen, awer virun allem eeben och Hëllesmoosnamen, déi vläicht net méi en ligne si mat där normaler Beschoulung, sou wéi d'Schoul se dach an hirem Léierplang virgesäit?

Ech mengen, datt mer den Accord vun den Eltere brauche fir alles dat, wat ofwäicht vun, soe mer emol, där normaler Richtung, wou d'Schoul eigentlech muss hischaffen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ouni dat, oui den Accord vun den Elteren, denken ech, kënnen mer net e Kand an de Centre socio-thérapeutique huelen, well mer wëssen, datt do um Niveau vun de Schoulstonne ganz villes ewechfällt. Do gëtt Schoul gehalen, jo. Mir schaffen och nach ëmmer an eng gewësse Richtung. Mee mer wëssen awer, datt déi déi soziopedagogesch Ënnerstützung vum Kand dee Moment ganz kloer dominéiert.

Ech denken och, wann e Kand an eng Classe de cohabitation geet, och wann dat am selwechte Schoulgebai ass, awer aneschtens do geschafft gëtt, datt mer dann den Accord vun den Eltere brauchen. Mir hunn awer och, hunn ech festgestallt, eng exzessiv Lektür gemaach, wou den Accord vun den Elteren noutwendeg ass, an a mengen Aen ass en net noutwendeg, wa mir mam Kand an der Klass mam Enseignant weider an déi selwecht Richtung schaffen a wa reegelméisseg en Acteur vun der Équipe de soutien pour enfants à besoins spécifiques derbäikënn.

Fir datt dat méiglech ass, do, denken ech, brauche mer net méi onbedéngt den Accord vun den Elteren.

Do organiséiert d'Schoul sech mat hire Ressourcen, fir dem Kand dat ze ginn, wat et brauch, fir dohinner ze kommen, wou mer eigentlech alleguerten et gären hin hätten a wou mer all Kanner gären hin hätten. An dat hätt ech eigentlech gären hannerfrot a gekuckt, ob mer do nach richtig ënnerwee si bei der Interpretatioun, wou een den Accord vun den Eltere brauch oder wou net.

Jo, alles dat dote wäert Ressourcë brauchen. Ech hu gesot: D'Ressourcëfro ass net déi eenzeg Fro. Mir mussen och kucken, wéi mer se setzen a wéi déi Acteure matenee schaffen, mee mer wäerten iwwert déi nächst Jore Ressourcë brauchen. A mir mussen och Prioritéite setzen. Mir kënnen net iwwerall zur gläicher Zäit maximal vill investéieren. Wa mer soen: „Dat doten ass eng vun eise Prioritéiten“, da musse mer eis eigentlech och eens ginn a soen: „Da muss dat och d'Prioritéit si bei der Verdeelung vun de Ressourcë fir déi nächste Joren an der Éducation nationale.“

An ech mengen, datt se au profit vu jidderengem sinn, well jidderee leit momentan ënner Kanner mat spezifesch Besoinen, jidderee leit momentan ënner Kanner, déi gewalttätig sinn, Schüler an Enseignant- en an Educateuren, a jidderee gött entlaascht, wa mer dat doten en Tick besser kënnen maachen. A jidderee profitéiert och dovunner.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn ee Wuert bis elo nach ausgeloo, wat, mengen ech, awer ganz wichtig ass. Well ech hunn all meng Acteuren ëmmer gefrot: „Wou kënt dat doten hier?“ Mir diskutéieren hei scho bal mat enger Liichtgeeket a Selbstverständlechkeet doriwuer, datt mer ëmmer méi Kanner hunn, déi gewalttätig sinn, sozioemotional Defiziter hunn, wéi wann dat naturgi wär, wéi wann dat esou wou Himmel géif falen a mir missten elo dorobber reagéieren. Jo, mir mussen dorobber reagéieren. An ech hunn Iech alles opgezielt, wat mer eigentlech wëlle maachen. Mee d'Fro, wou dat hierkënt, déi musse mer och, mengen ech, probéieren ze beantweren. An et gött warscheinlech keng einfach Äntwert dorobber. Et gött keng eendimensional Äntwert dorobber. Et wäert sécherlech multifaktoriell sinn an d'Zesummespill vu ville Variablen.

Ech hat awer an enger Ronn, déi ech mat den Direktere vun de Kompetenzzentren hat, déi Fro gestallt, an d'Äntwert war glaskloer: Et sinn d'Ecranen a fréie Joren. Et sinn d'Ecranen a fréie Joren, well e Kand, wat virun engem Ecran setzt iwwer Stonnen den Dag – do, wou eigentlech all Expert seet: „Guer keen Ecran!“, well bis dräi Joer ass guer keen Ecran recommandéiert –, dat léiert net schwätzen, dat léiert net sech beweegen. Dat Kand léiert och net, seng sozial Kompetenzen ze entwéckele mat anere Kanner. Dat alles mécht een net, wann ech stuer stonnelaang op en Ecran kucken an esou roueggestallt sinn. An ech denken, datt dat eis muss ze denke ginn.

An elo wësse mer, datt mer natierlech den Elteren dat kënnen soen. Mir wëssen awer och, datt dat op eng limitéiert Wierkung wäert kommen. An ech mengen awer och, datt mer vun der Fro vun der Preventioun net entbonne sinn. An ech géif eigentlech gären dat kombinéiere mat engem Punkt, dee mer am Regierungsprogramm hunn. Dann nämlech, wou mer am fréiste mat de Kanner a Kontakt kommen, am Cycle 1, wa mer en zweeten Intervenant am Cycle 1 wierklech wëllen aféieren a wann e wierklech géif Sënn maachen, dann hätt ech gären, datt mer eis iwwerleeën, wéi e souwuel am Depistage vu spezifesch Besoinen méi staark eng Roll ka spille wéi och an der Freiförderung eng Roll ka spillen, fir datt mer spéitstens mat dräi, véier Joer kënnen nach probéieren, dat nozuhuelen, wat d'Kanner mat null, mat eent, mat zwee

oder mat dräi Joer verpasst hunn. Wa mer déi Missioun hei eescht huelen, denken ech, muss et eis dat doten och wäert sinn.

An duerfir wëll ech mat eise Servicer kucken, wéi mer Pilotprojeten esou kënnen concipéieren, déi mer an enger éischer Phas queesch uechtert d'Land och géifen dann testen, wéi mer en zweeten Intervenant ... Elo frot Der mech alleguerte muer mat ganz ville Question-parlementairen, wien dat dann ass, wéi e Profil a wéi vill Stonnen an ob dee vollzäit, hallezäit oder en Drëttel do ass. Mee mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, mee dat doten ass d'Zilsetzung, déi mer eis do sollte setzen, fir datt en och wierklech eppes bréngt, den zweeten Intervenant, an dat iwwert déi gesamt Schoulzäit an net nëmmen am Cycle 1.

Här President, ech wollt skizzéieren, wou mer menger Meenung no, awer och der Meenung vu ganz villen Acteuren no missten an den nächste Jore weider usetzen, fir datt et eise Kanner besser geet, fir datt mer Defiziter, déi d'Gesellschaft mat verursaacht, eis Liewensform mat verursaacht, déi héich technologesch Liewensform, de Rhythmus vun eisem Liwen, vun eiser Gesellschaft ganz dacks verursaachen, esou gutt wéi méiglech kënnen ausgläichen, fir datt mer eng Schoul kënnen behalen, wou jidderee gäre schaffe kënt, wou jidderee rouege Gewëssens seng Kanner kann hischécken a weess, do léiere se eppes, do wuesse se, net nëmme mam Wëssen, mee och als Mënsch wuesse se do, wou d'Gesellschaft zesumme wiisst a wou jidderee finalement seng Plaz fënnt, och deen, dee vläicht emol eng Kéier net de richtigen Toun trëfft, och deen, dee vläicht emol eng Kéier falsch reagéiert an ze vill aggressiv reagéiert, a wou mer eigentlech erëm dohinner zrëckkommen, wéi et ëmmer war, datt een, och wann ee mol eng Kéier gerolzt huet, awer duerno erëm konnt zesumme Fussball spillen – dat géif ech mer wënschen –, a wou déi doten Thematik erëm op en normaalt Mooss géif reduzéiert ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt nach zwou Wuertmeldungen do sinn. Ech fänke mat der Madamm Closener un, an duerno d'Madamm Bernard.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci. Och dem Minister villmools merci fir all déi Explikatiounen. Et ass interessant a gutt ze héieren, dass Der dee Problem vun der Gewalt an der Schoul eescht huet an dass Der och der Meenung sidd, dass et e flächendeckende Problem ass. Och op deen Aktionsplang si mer jo ganz gespaant, fir deen dann hei an der Chamber gewuer ze ginn, ze diskutéieren.

Dir hutt elo ganz kloer gesot – an dat begréissen ech och –, dass Der dee Pilotprojet maacht mam zweeten Intervenant an der Spillschoul. Et war jo ee Moment net esou däitlech, ob Der dat wierklech wéilt duerchéien. Mee wann Der awer ... Also, Dir hutt jo elo erkläert, dass d'Ecranen vun null bis dräi de Problem sinn. Gitt Der dann op dee Wee, dee Social-Media-Verbuert anzeféieren? Dat ass jo awer eppes, wat Dir an och d'Madamm Margue an Aussicht gestallt hutt, wa keng europäesch Léisung kéim, da géift Der et maachen. Wann Der de Problem esou kloer, och mat den Direktere vun de Kompetenzzentren, detektéiert hutt, genannt hutt, maacht Der dat dann? A wa jo, wéini?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, ech hunn hei gesot, datt de Problem multifaktoriell ass, awer datt et laut klorer Ausso vun deenen, déi all Dag domadder ze dinn hunn, eng Iwwerconsummation vun Ecranen an den éischte Joren ass, déi ganz villes schlecht mécht, an datt villes, wat duerno net méi ka guttgemach ginn, op där doter Period baséiert. Dat ass d'Aschätzung vun, mengen ech, Leit, déi sech vill méi domadder beschäftege wéi ech selwer.

Meng Haltung an d'Haltung vun der Regierung zu engem Social-Media-Verbuert – wat jo nach eppes aneres ass, wéi en Ecran bis dräi Joer ze notzen, wou den Ecran de Babysitter ass; an ob e 14-, 15- oder 16-Järegen op Social Media däerf doomscrollen, bis et net méi geet, dat ass nach en anere Phenomeen – ass kloer: Mir wëllen e Social-Media-Verbuert. Wann et net op Basis vun enger europäescher Reegelung geet, wäerte mer national eis Verantwortung iwwerhuelen. Ech weess net, wéi dacks ech dat nach muss widderhuelen, bis Der mer et gleeft.

(Interruptions)

Dir kënt gäre meng Kolleegin, d'Justizministesch, dozou och eng Kéier froen, mee Dir wësst awer och, datt, wann ee mat 26 aneren europäeschen Acteuren, Länner, wëll e Konsens fannen, dat näischt ass, wat een aus dem Arm rëselt. Mee eisen Engagement, dee steet: Et kënt e Social-Media-Verbuert bis e gewëssenen Alter, och wa mer mat Europa net eens ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, zwou Froen an eng Remark. Eng éischt Fro: Här Minister, Dir hutt iwwer eng Reform vun der CNI geschwat. Hutt Der do eng e bësse méi konkret Timeline fir eis?

Zweet Fro: Dir hutt mat villen Acteure geschwat. Dofir kënnen mer Iech nëmme felicitéieren. Hutt Der och mat deene Jonke geschwat? A wa jo, wouvun ech ausginn, wat soten dann déi Jonk zu där heiter Problematik? Ech fannen et awer ganz besonnesch pertinent, dat och nach eng Kéier aus dem Bléckwénkel vun der CNEL oder dem Jugendparlament ze gesinn.

An erlaabt mer just ofschléissend nach dës Remark: Ech si ganz averstane mat der Ausso: „Et war net keen an et dierf net kee sech responsabel fillen!“ Ech mengen, dass dat och genau dat selwecht bedeit fir dee Spillball tëscht der Santé an dem Educationministère ronderëm d'psychesch Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen. Mir erliewe leider schonn ze vill Joren, dass deen dote ganz wichtige Sujet e bësselchen zu engem Spillball tëscht zwee Ministère geroden ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken net, datt dat doten e Spillball ass. Ech hu mech hei ganz bewosst bei mengen Ausféierungen – an déi ware jo elo net ze knapps – op dat limitéiert, wat am Perimeter vun dem Ministère vun der Éducation nationale, de Kanner an der Jugend ka gemaach ginn a wäert gemaach ginn, wourobber mir schaffen. Ech hu bewosst net op dee sécherlech groussen Nohuelbedarf an der Kanner- a Jugendpsychiatrie higewisen.

Ech géif och gäre mäin Engagement mat huelen, datt déi Strukturen, déi och vläicht tëschent deenen zwou Welte mussen developéiert ginn, mer um Häerz leien an datt mer dat maachen. Mee mir hunn awer och schonn op anerer Plaz annoncéiert, datt

d'Gesondheetsministesch Martine Deprez, d'Justizministesch Elisabeth Margue a meng Wéinegkeet och zu gegebenem Zäitpunkt wäerten do eng Rei vun Annonce kënne maachen. Mee dat war net meng Aufgab haut de Mëtten hei.

Dir stellt ... An ech hunn dat virdu gesot: Elo probéieren ech, Iech d'Primautéit ze gi vun enger Rei vun Annoncen. Et ass jo net meng Gewunnecht hei, ...

(Hilarité et interruptions)

... d'Chamber esou ... Da gitt mer awer och elo vläicht e puer Wochen Zäit, fir dat doten dann am Detail ze iwwerleeën. An da komme mer gären och zrëck. Ech hu gesot, mir wäerten dat annoncieren. Mir kommen och an d'Kommissioun. Är Meenung ass mer och wichteg do derbäi, sou wéi d'Meenung vun allen aneren Acteuren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, ech wollt just nach eng Kéier op eppes zrëckkommen, wat de Minister virdu gesot huet. En huet vun deene Bilane geschwat, wou et och ëm den Ecran geet a wou et u sech ëm den Depistage geet vun den Troublen, déi bei de Kanner kënnen entstoën. Dir hutt do ugeschwat, Dir wéilt dat gär bei dräi, véier Joer usetzen, wat jo dann och mat der Aschoulung iergendwou Sënn mécht.

Elo ass et awer esou, Dir hutt elo grad selwer gesot, datt vun null bis dräi Joer den Ecran de gréisste Problem ass. An ech hu mer do d'Fro gestallt, ob et net méi interessant wär, éischer unzesetzen an da vläicht beim Bilan 30 an änlechen Outilen, déi mer schonn hunn, unzesetzen, fir eeben éischer, virun der Aschoulung, scho kënnen unzknäppen a Problemer eventuell aus der Welt ze schafen, éier se an der Schoul zum Problem ginn.

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken, datt mäi Ministère dat mécht, wat do ka gemaach ginn, wat awer och do erëm eng Kéier am Perimeeter vun eise Moyene läit. Mir hu kloer Messagen a Campagné gemaach. Ëmmer nees rappéléiere mer den Elteren, wéi delikat se sollte mat den Ecranen ëmgoen, grad an där doter Liwensphas vun hire Kanner: ganz kloer keen Ecran vun null bis dräi Joer, kee Smartphone bis zwielef, keng sozial Meedie bis 15. Dat sinn eis Recommendationen, déi mer zanter Joren den Eltere mat op de Wee ginn, déi gedeckt sinn duerch sëllege wëssenschaftlech Fuersungen.

Ech deelen natierlech d'Meenung, „wat éischer, wat besser“, mee mäi Perimeeter, wou mer iwwert d'effentlech Schoul eppes kënne maachen ... Dir wësst och, wéini d'Obligation scolaire ufänkt. Dat ass mat véier Joer. Da kommen der e puer scho mat dräi Joer an de Precocé. Mir wäerte sécherlech eise Réseau vun de Crèchen notzen, fir de Message un d'Elteren ze kréien, mee aner Instrumenter leien net méi a mengem Perimeeter.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësen Interpellatiounen ofgeschloss.

Motion 1

Ech hunn eng Motioun vun der Madamm Francine Closener eragereecht kritt. An elo fänke mer un, iwwert déi ze diskutieren. Madamm Closener, wëllt Dir elo eppes soen? Dir wëllt duerno eppes soen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Madamm Agostino, et ass un Iech.

Mme Barbara Agostino (DP) | De Minister huet et jo graff ugekënnegt: Et gëtt en Aktiounspang. Kommt, mir profitieren och eng Kéier dovunner, datt d'Chamber fir d'Éischt d'Info huet, virun der Press dës Kéier, ...

(Hilarité)

... a mir huelen d'Motioun mat an d'Kommissioun, wou dann de Minister en détail iwwert den Aktiounspang kann Detailler ginn!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn, den Här Keup huet sech gemellt. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här Président. Et sinn eng Partie interessant Pisten hei. Et sinn och vläicht Saachen, déi feelen. Et ass och deen een oder anere Punkt hei, aus deem net kloer an däitlech ervirgeet, wat richtig dermat gemengt ass. Ech denken do zum Beispill un: „intégrer le travail social de manière structurelle dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire“, wat dat genee heescht, genaousou wéi d'„Verantwortungsgemeinschaft“. An aus deene Grënn wier et fir eis och méi opportun, dat an enger Kommissioun ze diskutieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? Ech gesinn, dat ass an dësem Moment net de Fall. Da ginn ech der Madamm Closener d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci. Ech si ganz frou, dass de Minister dann och als Éischt an d'Kommissioun kënnt. Dat ass effektiv net d'Reegel beim Educatiounsminister. Et wier flott, wann dat d'Reegel géif ginn, wa mer net scho misste vun der Press gewuer ginn, wat en decidéiert huet, mee wa mer, wéi all déi aner Ministeren dat eigentlech och maachen, am Virfeld kéinten an der Kommissioun diskutieren iwwert den Aktiounspang an och iwwert déi Moosnamen, déi mir hei proposieren an der Motioun. Ech sinn natierlech ganz zefridden, wa mer dat an der Kommissioun kënne maachen, vläicht erëm och an enger zweeter Phas an enger Jointe, well hei si jo och Moosname fir d'Santé. Dat wier eng ganz gutt Saach.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Ech gesinn, do schéngt mer en Accord driwwer ze sinn.

Da froen ech, ob mer déi Motioun Nummer 1 vun der Madamm Closener kënnen an d'Commission de l'Éducation weiderginn.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass domadder d'accord? Deen hieft d'Hand an d'Luucht. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass also à l'unanimité esou decidéiert. Dës Motioun geet also an d'Educatiounskommissioun weider.

(La motion 1 de Mme Francine Closener est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.)

Domat wär dann dës Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

An éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, géing ech der Chamber proposieren, datt

mer no dem nächste Punkt, dat heescht nom Projet de loi iwwert d'Administration des aides individuelles au logement, d'Motioun, déi d'Madamm Lenert um Ufank vun der Sessioun deposéiert hat, géingen op den Ordre du jour huelen. Ech hu verstanen, datt all Fraktiounen a Sensibilitäten domadder d'accord wäeren.

Ass d'Chamber mat där Proposition vum Changelement vum Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

7. 8548 – Projet de loi portant création de l'Administration des aides individuelles au logement

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 8548 iwwert d'Schafe vun der Administration des aides individuelles au logement. D'Riedezäit ass de Basismodell: 10 Minutte fir de Reporter, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Luc Emering, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Reporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här Président. Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, deen eis virläit, schafe mer d'Administration des aides au logement, déi ab dem 1. Januar 2027 de Service des aides au logement ersetze wäert. Heimat kritt dës Verwaltung eng eegestänneg legal Basis.

D'Situatioun um Wunnengsmaart ass a bleift ugespaant. Vill Leit si leider och haut nach op de Service des aides au logement ugewisen. Als éischt Ulafstell gëtt dës Service dofir immens oft sollicitéiert. Fir deem Rechnung ze droen, gëtt aus deem Service elo eng eegestänneg Verwaltung.

An de leschten zéng Joer sinn net manner wéi 436 Milliounen Euro vum Service des aides au logement ausbezuel ginn. 2024 waren et eleng 32 Milliounen u Subventions de loyer an 18 Milliounen ënnert der Form vun der Subvention d'intérêt.

Dem Service des aides au logement seng Haaptmissioun bestinn an éischer Linn an der Gestiou vun den Dossiere fir d'Wunnengsbäihëllef. Si beroden och déi Leit, déi Hëllef vum Service müssen an Usproch huelen. Zousätzlech stellt déi zukünfteg Administratioun och anonymiséiert Statistiken op a schafft Proposen aus, déi dem Ministère bei der Gestaltung vun der Wunnengsbaupolitik sollen hëllefen.

E wichtige Grond, wisou d'Form ugepasst gëtt, ass d'Noutwendegkeet, fir méi eegestänneg a méi autonom kënnen ze schaffen. Konkreet gëtt sech erwaart, dass ee sech als Administratioun méi flexibel a méi effikass kann opstellen an esou de Service um Bierger ka verbessern.

De Minister hat eis an der Kommissioun dozou e Beispill genannt. D'Integratioun vun engem eegestänneg Service juridique innerhalb vun der Administratioun evitéiert, dass vill Dossieren op de Ministère müssen zrëckgeschéckt ginn. Si kënnen elo eegestänneg, schnell an effikass inhouse traitéiert ginn.

Fir déi intern Gouvernance vun der Verwaltung ze assurieren, ass virgesinn, en Direkter an zwee

Adjoints ansetzen. An déi 78 Leit, déi am Moment am Service des aides au logement schaffen, bleiwen natierlech op hirer Plaz a ginn an déi nei Administratioun affektéiert.

Stéchuwert Gouvernance: Mat der Grënnung vun der Verwaltung gëtt sech och erwaart, dass d'Delaie bei der Ausbezahlung vun den Hëllef reduzéiert ginn. Et ass kee Geheimnis, dass vill Demanden aktuell dozou féieren, dass et och emol zu Retarde beim Ausbezele ka kommen. Dëser Problematik gëtt Rechnung gedroen, andeems een der Administratioun elo d'Méiglechkeet gëtt, sech méi effizient opzustellen.

Och d'Digitaliséierung wäert an Zukunft méi eng grouss Roll spillen. Aktuell ginn nach ëmmer ganz vill Dossierer um Pabeier traitéiert. Wann een awer bedenkt, dass de Service, wéi en aktuell besteet, iwwer 20.000 Iwwerweisung pro Mount mécht, dann hëlt dat natierlech seng Zäit. Duerch eng Moderniséierung an digital Prozedure sollen an Zukunft d'Dossiere méi séier traitéiert ginn, an dat soll natierlech de Beneficiairë vun dësen Aiden zeguttkommen.

Zu den Avisen: De Staatsrot huet zwee Avisen eragee. Zu dem Avis: De Staatsrot huet zwee Avisen eragee. Zu dem Avis: De Staatsrot huet zwee Avisen eragee. Zu dem Avis: De Staatsrot huet zwee Avisen eragee.

Am Géigesaz dozou awer huet d'Chambre de Commerce fonnt, dass d'Schafe vun dëser Administratioun hir grad méi Visibilitéit a méi Effikasitéit gëtt a se domadder natierlech nach eng Kéier stäerkt. Zousätzlech betount d'Handelskummer, dass et wichteg ass, dass d'Administratioun den néideg Kader an déi néideg Mëttel zur Verfügung gestallt kritt, notamment an der Informatik, fir hir Missiounen kënne ze erfëllen.

An de jeeeweiligen Avise vun der Chambre des Fonctionnaires, vun der Chambre des Salariés a vum Syvicol gëtt d'Schafung vun dëser Administratioun begrësst. Och si hu gesot, dass een de Problem mat den Delaie bei den Aiden esou besser kann an de Grëff kréien, dat duerch eng besser Organisatioun mat deene richteg Mëttel.

Domat wär ech och schonn um Enn vun dem Rapport. All weider Detailer fannt Der am schrëftleche Rapport. An ech géif Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech soen, dass mer als CSV dëse Gesetzesprojet begrëssen an och d'Schafung vun dëser Administratioun. Ech mengen, si spillt eng wichteg Roll am Liewe vu ville Leit an et ass och wichteg, dass déi Roll esou professionell an esou seriö an esou effikass gemaach gëtt wéi nëmme méiglech.

Et gouf scho gesot vun Rapporten: Dës Administratioun soll dozou bäidroen, dass déi Demandë méi séier, méi effizient traitéiert ginn an, an dat gesi mer natierlech och als eng wichteg Roll vun där zukünftiger Administratioun, dass se och dee Rôle vun dem Sensibiliséieren huet. Dat heescht, et sinn nach ëmmer ganz vill Leit, déi am Fong Usproch op esou eng Hëllef hunn, déi se awer net huelen. Mir hu schonn eng Rei Mechanismen agefouert, fir déi Saachen automatesch unzokoppelen, mee et sinn nach ëmmer eng grouss Unzuel un Demandeur, déi

am Fong eligibel sinn, déi déi Aide awer net ufroen. Dat heescht, et ass och eng gewësse Visibilitäts- an Effentlechkeetsaarbecht, déi dës Administratioun maache muss.

Et gouf scho gesot: 32 Milliounen a Form vun Aidë goufen 2024 ausbezuel, 20.000 Virementer pro Mount an 78 Leit, déi an dëser neier Verwaltung wäerte schaffen. Dat erfuerdert natierlech alles och e gudd Management. An dowéinst ass et och gutt, dass et nei Direktiounen dann esou rekrutéiert gëtt.

Ech wollt nach eng Kéier op de Punkt vun den Delaie kommen. Dat gouf nämlech an den Avisen e puermol erwänt. Notamment gouf ervirgestrach, dass 31 % vun den Demanden iwwer 20 Woche brauchen, fir traitéiert ze ginn. Et gouf rezent eng Question parlementaire, déi och op déi Grënn dovunner zréckkomm ass. An notamment ass ee wichteg Punkt dovunner, dass och vill Dossierer incomplet sinn, 20 %. An ech mengen, e wichtegen Deel vun der Léisung ass eeben och, dass mer d'Digitaliséierung séier no vir bréngen – wann déi Demanden digital erabruucht ginn, ass et manner warscheinlech, dass een eng Pièce vergësst – an natierlech dass och verschidden Informatiounen duerch de Prinzipp vum Once-Only dann direkt bei der Administratioun kënne agedroen ginn.

Wann een och eng Kéier kuckt: Un der Unzuel vun den Affäre gesäit een, dass déi nei Affäre relativ stabil sinn, mee dass d'Révisions annuelles an d'Changevements déclarés vun de Beneficiairen notamment den Haaptdreier si vun der Unzuel un Traitement, déi alljoers muss gemaach ginn. An do spillt, mengen ech, d'Digitaliséierung wierklech e ganz wichteg Rôle, fir dass déi Changements, déi d'Beneficiairë selwer ginn, respektiv déi Révisions annuelles méi séier a méi effikass kënne evaküiert ginn.

Da wëll ech och nach preziséieren: Ech mengen, mir haten hei an der Chamber am Dezember och e Gesetz gestëmmt, wat nach eng Rei Simplificatiounen virgesinn huet. Ech mengen, dat war leschten Dezember. Och dat misst hei Hëllef bréngen, fir déi Delaie erofzebréngen.

Voilà, op deem hoffen ech, dass mat dësem Gesetz a mat deenen Ännerungen, déi scho beschloss sinn, a mat der Digitaliséierung, déi nach dréngend muss no vir gedriwwen ginn, dëse Gesetzesprojet dozou bäidréit, dass d'Hëllef méi séier do ukënn, wou se och gebraucht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Den Här Emering huet elo d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, jo, de Logement ass a bleift e Suergekand. An onglécklecherweis féiert dat nach ëmmer derzou, dass ganz vill Leit sech keng eege Wunneng oder iwwerhaupt eng Wunneng kënne leeschten. An deem Kontext mécht de Service des aides au logement eng immens hëllefträich Aarbecht, andeem se Leit a méi prekäre finanzielle Situatiounen um Wunnengsmaart ënnerstëtzt.

All Joer, sou wéi den Här Donnersbach elo grad gesot huet, ginn iwwer 32 Milliounen Euro ausbezuel, fir dass och déi Leit en Daach iwwer dem Kapp hunn, déi op dës Aiden ugewise sinn. Dat ass immens vill Aarbecht fir dëse Service, an dofir si mir als DP och ganz frou doriwwer, dass mer haut mat dësem Projet déi néideg Changementen stëmmen.

Wéi den Här Minister Meisch et schonn an der Kommissioun erkläert huet, ass dëse Projet de Grondstee fir d'Moderniséierung vun der Verwaltung. Zousätzlech sinn ech der Meenung, dass dës Upassung e

weidere Bausteen ass an eiser Missioun, den abordable Wunnengsbau besser opzustellen.

Ech géif hei gär op verschidde Punkten agoen:

Éischtens gouf elo hei de Kader gesat fir eng kloer intern Gouvernance a fir effikass Prozeduren. Dëse kloer Kader wäert derfir suergen, dass déi verschidde Servicer elo nach besser zesummen harmoniséieren an zesummeschaffen. Hei spillt natierlech och d'Digitalisatioun eng ganz wichteg Roll. Wann d'Servicer an der Verwaltung déi néideg Informatiounen séier ënnereneen deelen, hëlleft dat, d'Dossiere méi séier ze evaküieren. Hei ass de CTIE och immens wichteg. Dëse wäert d'Administratioun an dësem Prozess weiderhi begleeden.

Zweetens: Wat d'Delaie beim Ausbezele vun de Bähëllef ugeet, do gesäit een, dass an de leschte Jore schon immens vill am positive Sënn passéiert ass. Ech huelen d'Subvention loyer als Beispill. Wann een iwwer déi lescht Jore kuckt, gesäit ee kloer, dass de Service der Demande ëmmer besser gerecht gëtt. Mëttlerweil ass d'Beaarbechtung vun den Dossiere vun der Subvention loyer fir ongeféier d'Hallschent vun den Demanden a maximal 70 Deeg ofgeschloss. Am Verglach: 2020 ware mer bei 36 %. Et gesäit een also, dass hei scho vill geschitt ass an et zu konkrete Verbesserung kommen ass.

Parallell schafft d'Regierung drun, den Non-recours vun de Wunnengsbähëllef erofzekréien, virun allem bei der Subvention loyer, wou awer nach 70 % vun de Leit dës Hëllef net an Usproch huelen, déi se awer zegutt hätten. Zousätzlech huet dës Regierung jo och eng Erhéijung vu 40 Euro pro Kand am Haushalt fir d'Subvention loyer agefouert.

Als klengt Rechebeispill: Eng Famill mat zwee Kanner, engem Salaire vu 6.200 Euro an engem Loyer vun 2.500 Euro kritt eng Subvention loyer vu 420 Euro de Mount. Dat bedeit, dass de Staat de Leit hei mat bal 20 % vum Loyer ënner d'Äerm gräift.

Mat dësem Text gi mer der Administratioun weider Mëttel un d'Hand, fir hir Aarbecht nach méi effikass ze verrichten. Dofir si mir och iwwerzeegt, dass an Zukunft nach méi Zäit kann agespuert ginn an d'Leit iwwer dës Wee nach méi séier kënne gehollef kréien.

Här President, wat de Logement a virun allem de Logement abordable ugeet, ass zu Lëtzebuerg nach Sputt no uewen. Dat ass kee Geheimnis. Mee mat der Grënnung vun der Administration des aides au logement gi mer der zentraler Ulafstell fir d'Bierger, déi Hëllef brauchen, déi néideg Moyenen, fir hirer Missioun beschtméiglech gerecht ze ginn.

Ech kommen drop zréck, wat ech virdu gesot hunn: De Service huet et fäerdegbruecht, den Delai fir d'spezifesch Subvention loyer, also genau déi Hëllef, déi oft esou schnell wéi méiglech gebraucht gëtt, considerabel erofzesetzen, an dat ëm 24 % am Verglach mat 2020. Dat misst eis dach alleguer heibanne positiv stëmmen, dass mer an dësem Dossier nach vill méi wäit komme kënne, wa mer der Administratioun de Kader ginn, dee se verdéngt.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech géing meng Fraktioun bieden, den Accord heizou ze ginn.

Merci.

M. André Bauler (DP) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Och wann ech generell en optimistesche Mënsch sinn, brauch et, mengen ech, nach e bësselche méi wéi dëse Projet, fir mech an der Logementsthematik op eng optimistesche Schinn ze bréngen. Selbstverständlech ënnerstëtze mer als LSAP deen heite Projet de loi, well et dozou bäidréit, enger gréisserer Problematik e bëssen nozekommen.

Mir sinn an enger Situatioun am Moment, wou, ech mengen, iwwer 76 % vun de Leit, déi eigentlech Aiden zegutt hätten, se guer net ufroen. Et ass natierlech dramatesch, wann ee weess, wéi staark d'Logementsproblematik den Aarmutsrisiko beaflosst. Et dierf een awer net vergiessen, dass dat heiten e bësselchen de Problem ass vum Eemer mam Lach. Wa mer effektiv esou vill Leit hei am Land hunn, déi op déi Aiden ugewise sinn, da bedeit dat, dass mer derhannert e strukturelle Problem hunn. An et ass dee strukturelle Problem, dee mir gäre méi prioritär géife gesinn an den Aarbechten, déi lafen.

Mir wëssen, dass sech déi Problematik iwwer Joren opgebaut huet, mat engem staarke spekulative Marché. Eng Wunneng ass lues a lues ëmmer méi hei op eisem Territoire zu engem Spekulationsobjekt ginn an net méi zu deem, wat se eigentlech soll sinn, nämlech e Grundrecht. An et ass do, wou mer eis erhoffen, geschwënn hei am Sall versammelt ze sinn, fir iwwert déi néideg Projeten, fir deem entgéintzewierken, och kënnen ofzestëmmen.

Nichtsdestotz ass dat heiten eng ganz gutt Saach, dass mer déi Administratioun stäerken. Dat wäert sécher dozou bäidroen, dass se eng besser Aarbecht ka maachen, fir d'Leit ze errechen an déi Aiden esou schnell wéi méiglech bei déi Leit ze kréien, déi se brauchen, well et ass dat, wat akut gebraucht gëtt. An deem Sënn ass et natierlech e gudder Projet. An ech wäert och net méi am Detail dodrobber agoen.

Et bleift, wa mer dat aus der Distanz kucken, natierlech nëmmen eng Plooschter op eis Logementsproblematik, eng vu ville Plooschteren. Mir hunn esou ettlecher. Mir hu ganz gëllener, bal platiner, déi eis ganz vill Sue kaschten a wou mer dem eigentleche Problem nach ëmmer net nokommen, well ech mengen, et ass e Fait, dass mer einfach vill méi Wunnenge brauche wéi dat, wat mer produzéieren. An do wënsche mer eis eigentlech näischt aneres wéi e Logementsdësch, wou Innovatioun geduecht gëtt, wou gekuckt gëtt: Wéi kënnen mer iwwert den Tellerand kucken, fir méi séier där ganzer Saach nozekommen?

Voilà, dat ass et vu menger Säit zu dësem Projet. Dir hutt eis Ënnerstëtzung selbstverständlech fir deen heiten Text.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, och ech proposéiere menger Fraktioun, dëse Projet matzestëmmen. D'Logementsgesetzter si schwéiere Kascht an och bei den Aiden. 78 Leit trahéieren déi Dossieren aktuell am Ministère. Elo schafe mir eeben, wéi gesot, déi nei Verwaltung.

Mir begrëissen, dass d'Leit hei e festen Uspriechpartner fannen. Trotzdeem géife mir et nach méi begrëissen, wa manner Leit natierlech fir esou e Virgang op Berodung ugewise wieren. Vun där faméisenger administrativer Vereinfachung si mir awer offensichtlech nach e bëssen ewech. D'Opklärung vun de Leit an

d'Erfaassung vun anonymiséierten Donnéeë sinn alles e Schrëtt an déi richteg Richtung. Dobäi kënnen mir awer net stoe bleiwen. Mir mussen nees dohi kommen, datt manner Leit am Fong eng Berodung brauchen an idealerweis insgesamt vill manner Leit op Aiden ugewise sinn.

Mir géifen an deem Zesammenhang och gär drun erënneren, datt dëse Projet just op eng Konsequenz vum Problem reagéiert. D'Ursaach bleift onberéiert, well och duerch déi nei Administratioun gëtt net eng zousätzlech Wunneng gebaut. Et kann een ëmmer nëmmen Ënnerstëtzung fir esou vill Wunnenge ginn, wéi der och um Maart virhande sinn. An dofir brauche mir Leit, déi bauen.

Erlaabt mer, och dozou e puer Wuert ze soen, well et och zum gréisseren Zesammenhang vun dësem Projet gehéiert. En Donneschden hate mer mat Entsetzen am „Kloertext“ d'Problemer héieren. Mee am Fong huet de „Kloertext“ just dat bestäetgt, wat mir als ADR scho laang soen: Mir hunn definitiv e ganz décke Problem am Bausecteur. Mir bauen net genuch, mir bauen ze deier an eis administrativ a legislativ Virgabe si vill ze komplizéiert an dacks wäit ewech vun der Realitéit an dem Besoin um Terrain. Mir stinn eis ewéi sou dacks selwer am Wee.

D'Schicksaler, wéi Privatleit, déi dacks ouni Aiden a ganz op eege Verantwortung bauen, am Ree stoe gelooss ginn, kënnen kee kal loossen heibannen. Leit, déi am gudder Vertrauen op d'Entreprises, awer och am Vertrauen op de Staat handelen, Leit, déi no der Faillite vum Promoteur gesot kréien, se hätten d'Modalitéite vun hirer Garantie d'achèvement besser liese sollen, déi an existenzielle Krisen elengelooss ginn. Ech hunn dozou och schonn eng parlamentaresch Fro gestallt. Ech si ganz gespaant op d'Antwort vum Här Minister.

Jo, déi Schwächst an eiser Gesellschaft brauchen Hëllef beim Logement. Jo, si brauchen e besseren Iwwerbléck iwwert d'Aiden, déi si zegutt hunn. Mee et betrëfft net nëmme si. Vill Leit brauchen Hëllef, well si vum Staat am Stach gelooss ginn. A vill Leit brauchen Opklärung, well de Staat hinnen Eegeverantwortung onméiglech mécht. An dobäi hunn ech nach net vun de Vermietter oder Promoteure selwer geschwat. Ouni e Paradigmewissel bei der administrativer Vereinfachung wäerte mir nach laang iwwert d'Konsequenze vum Problem schwätzen.

A gutt zwee Joer wäerte mer da spéitstens hei de Bilan maachen, ob d'Schafe vun där neier Administratioun da wierklech eppes bruecht huet oder just nei Staatsplaze geschaf huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. D'Wuert huet elo den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, bon, virewech: Mir wäerten deen heite Projet de loi ënnerstëtzen. Et ass elo déi drëtze Kéier innerhalb vun eppes méi wéi zwee Joer, dass mer eigentlech bei den Aides individuelles eppes nobesseren. 2023 eng éischt gréisser Reform, elo hate mer zum Schluss vum leschte Joer eng zweet Reform op den Aides individuelles an dann eeben haut d'Kreatioun vun enger Administratioun, déi am Sënn vun der Effikassitéit an och vun der Schnelligkeet vum Traitement an den Demanden dann eis soll virubréngen.

Bei eis Gréngen ass et ganz kloer: Alles, wat iergendwéi hëllef, fir deene Leit, déi an Nout si wéinst dem Logementsproblem, konkret ze hëlfe, do si mer

mat, do si mer dobäi, dat wäerte mer ënnerstëtzen. A sou ass et och mat deem heite Projet de loi.

Vu dass d'Regierung nach net esou oft hei an der Chamber elo present war mat Projet-de-loie ronderëm de Logement, wëll ech awer eigentlech profitéieren, fir eng Rei vun deenen anere Chantieren ze thematiséieren an och ze kucken, wou mer do dru sinn. Well mir sinn eis awer alleguerten eens, dass, wa mer iwwer Aides au logement schwätzen, da schwätze mer ëmmer nach iwwert d'Symptombekämpfung, well mer de Rootproblem net geléist kréien, dass mer net genuch abordable Wunnraum zu Lëtzebuerg hunn.

An do muss ech soen: Fir eng Regierung, déi ugetratt ass, fir alles besser ze maachen, alles anescht ze maachen a virun allem d'Leit net méi ze nerven – zimmlech enttäuschend, wat mer bis elo gesinn hunn!

Mir hunn e Bausecteur, deen ëmmer nach an der Kris ass, wou Dausenden Aarbechtsplazen iwwert déi lescht zwee Jore verluer gaange sinn an domat och qualifizéiert Aarbechterinnen an Aarbechter aus dem Secteur verschwonne sinn, zu engem Moment, wou de Secteur selwer eis seet, dass mer 12.000 nei Aarbechtsplazen am Secteur bréichten, fir der Demande nozekommen, déi mer am Moment hunn.

Ënner dëser Regierung, déi alles besser an alles anescht wëll maachen, ënner där dote Regierung ginn am Moment ronn 1.000 Wunnenge pro Joer gebaut. Zum Verglach: Ënner där leschter Regierung waren et der 3.000 bis 4.000, also dräi- bis véiermol méi.

An do, Här Minister, wëll ech direkt eppes soen: Et ass net verbueden, aus Feeler ze léieren. Wa mer elo diskutéieren iwwer nei Moosnamen, fir de Secteur ze retten, ma da géing ech Iech wärmstens empfeelen, net erëm Recours ze huele bei deene Mesüeren, déi Der scho geholl hutt an déi nogewisenermoossen näischt bruecht hunn, well de Secteur ëmmer nach an der Kris ass.

Déi honorabel Madamm Lenert huet eng Motioun deposéiert, wou se eng Strategie fir de kooperativen Wunnensbau fuerdert. Dat ass – a mir wäerten duerno jo driwwer schwätzen – eng ganz gutt Iddi. Mee mir feelt et iwwerhaupt un enger Strategie vun der Regierung am Beräich vum Wunnensbau.

Wou ass d'Strategie vun der Regierung, fir Locatairé besser ze schützen? Well se sinn ëmmer nach am Ree stoe gelooss ginn, an dat, obwuel de Minister versprach huet, e géing liwweren. D'Bail-à-loyers-Reform ass verwässert ginn. A fir de Rescht just eidel Versprieche. Mir hätte solle leschte Mount an der Logementskommissioun dann iwwer éischt Mesüeren oder éischt Iddie vun der Regierung schwätzen. Dës Reunión ass kuerzfristeg ofgesot ginn, soudass mer do och wederhi keng nei Iddie vun der Regierung héieren hunn.

Wou ass d'Strategie vun der Regierung, fir bebaubar Terrain an eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren? D'Mobiliséierungssteuer an och d'Grundsteuer sinn op Mokuchsdag verluecht ginn, entwéckelen hir Effekter dann an zwee Joerzénge. Dat ass da schéi fir déi Generatiounen, déi dann op der Sich no Wunnenge sinn.

Wou ass d'Strategie vun der Regierung, fir nei Terrain an de Besëtzen vun den éffentlechen Promoteuren ze bréngen? Well déi eis alleguerten soen, dass se eigentlech kee Stock un Terrain méi hunn an dass se ganz, ganz dréngend nei Terraine bréichten, fir kënnen nei Projeten ze entwéckelen.

Ech kéint nach weiderfueren, mee meng Zäit ass begrenzt. An ech mengen, dass ënner dem Stréch

Folgendes wichtig ass: An deene leschte Méint, wa mer an der Kommissioun gefrot hunn oder wann deen een oder anere Minister vun der Press gefrot ginn ass – de leschte Weekend nach op engem Radio –, do beobacht een ee Phenomeen a leschter Zäit, an dat ass dee vum Kompetenzgerangel. Wann een de Logementsminister freet: „Wou si mer drun?“, weist deen op den Innenminister. Wann een den Innenminister freet, wéi dat, wéi gesot, de Fall war elo virun zwee, dräi Deeg, weist deen op de Logementsminister. An allen zwee weise se och nach iergendwéi op de Finanzminister. Ma et ass jo Är gemeinsamer Aufgab als Regierung! Haalt op, Iech géigesäitig de Ball zouzespielen! Präsentéiert eng Strategie, net just zum kooperativen Wunraum, mee insgesamt, fir bezuelbare Wunraum ze schaffen!

Hei hu mer e Projet, dee gutt ass. Mee mir sinn eis alleguerten eens: Et ass eng ganz, ganz kleng Drëps op engem ganz, ganz waarme Steen. Do muss nach ganz vill méi kommen. An do si mer weiderhin an enger Erwartungshaltung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A mir brauchen ee Pilot! Een!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ee Pilot, an net sechs.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, et ass un Iech an u kengem aneren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | E Fliger mat sechs Piloten, dee fällt erof.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten haut dese Projet matstëmmen, fir ze vereinfachen a fir dass déi Administratioun ka geschaf ginn. Et ass awer net esou, dass een elo den Uschäi soll erwecken, wéi wann do Leit, déi et bräichten, dat géingen an d'Täsch kréien. Well dat ass a sech eng kleng Mogelpackung, wann een dat géing kucken. Well et ass esou: Dat, wat un den Zënse als Subventioun kënn, geet direkt un d'Banken. Dat heescht, dat geet herno reng an de Profitt vun de Banken. An dat, wat herno eng Subvention loyer ass, ass dat, wat meeschtens scho virdu vun de Proprietären agerechent ass, wann de Loyer calculéiert gëtt.

Do gëtt et Agencen, déi maachen dat ewell ganz gescheit. Déi soen de Proprietären ewell: „Hei, dir kënn deen an dee Loyer froen, well d'Subvention de loyer ass jo esou héich. Dat heescht, déi 300, 400 Euro kënn Dir direkt op de Loyer mat dropklaken, fir dass d'Leit et kënne bezuelen.“ An dat ass déi Spiral, aus där mer eng Kéier erausmussen.

Mat all deenen einzelne Subventiounen gëtt et natierlech Leit um Terrain, déi déi Appartementer verloune wëllen, déi dat direkt spatkréien an dat dann deementsprechend an de Präis mat drasetzen. Dat ass ee vun de Problemer, dass mer, wa mer op de Wee gi mat deene Subventiounen an op där anerer Säit awer keng Brems abaue fir herno d'Loyeren, deementsprechend eng ëmmer méi héich Hausse wäerte kréien.

Zum Beispill hu mir Piraten do gesot, dass een do un der Steierschrauf kéint dréinen, dass een e Mietpreisspiegel géing maachen a wann s de de Loyer drënner setz, dann hues de manner Steieren ze bezuelen, a wann s de en driwwer setz, gëss de kräfteg geklaakt, fir dass de Loyer erfogee. An dann hätte mer nämlech och net méi, dass d'Agencë géingen de Leit roden:

„Setz däi Loyer erop, well herno gëtt eng Subvention de loyer gemaach, wou s de da kanns deng Rentabilität nach eng Kéier eropsetzen!“

Dat heiten ass eppes Guddes, mee d'Brems feelt awer fir d'Loyeren hei am Land, well d'Loyere wäerten an där doter Façon weiderhin explodéieren. Dofir soe mir Piraten ganz kloer: Et muss eppes gemaach ginn, fir dass d'Loyere gebremst ginn, an net just ëmmer méi Geld an de System.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, mir sinn e bësse manner optimistes, well mir gesinn awer och an deem Projet do, fir aus engem Service elo eng Administratioun ze maachen, eng weider Failliteerklärung vun der Logementspolitik vun deser Regierung – wann een nach eng bräicht.

Et gëtt elo monéiert, dass eng Administratioun aneschters wéi e Service Demandé méi séier kéint traitéieren. Do si mer ganz skeptesch. D'ailleurs, de Conseil d'État, deen ass och relativ skeptesch. Mee et huet ee wierklech den Androck, dass elo dat, wat d'Aide-individuellen ugeet beim Logement, an der leschter Zäit den Alpha an Omega ass vun der Logementspolitik vun deser Regierung. A wann eng Administratioun duerno net méi duergeet, wat ass déi nächst Etapp? En Établissement public vläicht ze schaffen oder, wann dat och net duergeet, dann e spezielle Ministère ze maache just fir d'Aides au logement? Well ëmmer manner Leit hire Loyer kënne bezuelen an ëmmer méi Leit mussen eng Hëllef kréien, well d'Regierung näischt ënnerhëlt géint déi vill ze vill héich Loyeren, déi vun de Proprietäre gefrot ginn.

An ech repetéiere mech erëm eng Kéier, mee déi Aidé landen um Enn awer och an den Täsche vun de Proprietären, well se déi jo guer net dozou ermonteren, hir Loyeren erfzesetzen. An dat ass e gréisser Problem. An dat ass souwisou prinzipiell d'Logik an de Mantra vun deser Regierung, wat d'Logementspolitik ugeet. Dat ass, dass ee systematesch mat Steiergelder Proprietären a Promoteure wëllt ënnerstëtzen. An do verweisen ech natierlech och op déi Reformen, déi de Finanzminister geholl huet an déi weiderhi keng Wierkung gewisen hunn, op jidde Fall net fir Locatairen a fir déi normalstierflech Leit.

Et ass u sech erëm eng Kéier eng Verfestegung vun enger Politik, fir ze soen: „Mir kënnen näischt maachen!“, well mir waarden natierlech nach ëmmer och op d'Mietbrems. A mir hätte scho missen, ech weess net, zweemol an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Si gëtt allkéiers erëm ofgeblosen, et weess een net firwat, well d'Regierung warscheinlech einfach net eens gëtt, no der Logik: „Ben, mir wëlle jiddere mat an d'Boot huelen, Proprietäre wéi Locatairen.“

Mee dat wäert net goen, Här Minister! Iergendeng Kéier muss een e Choix maachen. An ech ka mer net virstellen, dass een eng Mietbrems huet, wou keen Ofstrécher soll maachen an déi och nach gutt wier fir d'Locatairen a wou da weiderhi gewësse Proprietären héich oder iwwerdeier Profitter kënne maachen. Iergendeng Kéier muss ee kënnen e Choix maachen.

An do kënn nach weiderhin näischt. A mir hunn Angscht, dass weiderhin näischt wäert kommen. Et gëtt immens vill Saachen, déi ee kéint maachen un Niveau vum Logement, et ass scho gesot ginn, och vu menge Virriedner. Wat gëtt gemaach,

wat d'Mobiliséierung vun den Terrainen ugeet, d'effentlech Bauen? Och déi effentlech Promoteuren hunn net genuch Terrainen. Si mussen bauen. Mir schloen als déi Lénk och vir, dass een eng effentlech Bebauungsgesellschaft misst grënnen, fir dass dat och nach e bësse méi séier kéint goen a fir dass een och nach all déi schaffend Leit an de private Bauentreprisen, déi faillite gaange sinn, kéint opfänken, zum Beispill, fir dass mer och deen Knowhow net verléieren.

An och nach elo d'Agencen – den Här Goergen ass och drop agaangen –: Mee d'Agencë contournéiere weiderhin d'Gesetzgebung! An do misst och iergendeng Kéier e klere Kader geschafe ginn a vläicht e bësse méi kloer definéiert ginn, wat eng Agence immobilière kann tariféieren oder net. Well do komme mer och net eraus. An do geschitt och näischt. Do geschitt och näischt! Dat Eenzezt, wat a leschter Zäit geschitt, ma dat ass, dass allkéiers gedoktert gëtt un den Aides individuelles au logement. Natierlech sinn d'Leit frou, wa se eng Aide au logement kréien, wa se souwisou net méi iwwert d'Ronne kommen. Mee dat kann dach net op éiweg d'Léisung sinn! A bis elo hu mer den Androck, dass et dat ass.

Mir wäerten eis ..., well an eisen Aen ass dat awer e bëssen eng Mogelpackung. Et gëtt aner Ministèren ... Am Environnement hutt Der zum Beispill de Service, deen zoustänneg ass fir d'Aiden, déi mam Environnement ze dinn hunn. Dat ass e Service. An déi mussen awer och gréisser Budgete geréieren. An och de Service Logement abordable am Ministère du Logement, deen awer Budgete muss geréieren, dee Projekte muss konzipéieren, brauch keng Administratioun ze sinn.

Dat heiten, dass ass e bësse waarm Loft. Mir wëllen dat Spillchen do net matspillen. Dofir wäerte mer eis enthalten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun de Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Logementsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci un de Rapportier a merci virun allem all den Intervenanten. Ech mengen, jiddereen huet d'Bedeitung vun den Aides au logement ënnerstrach. Jiddereen huet awer och gesot, jo, et ass ee Pëselstéck, fir de Locatairen an de Proprietären, op d'mannst deenen, déi wëlle Proprietär ginn, kënnen ze hëllef an enger Situatioun, déi sécherlech nach ëmmer ganz ugespaant ass. Dat wësse mer.

A mir wëssen: Wann ee keen Daach iwwert dem Kapp huet, da feelt eppes, eng Plaz, wou een doheem ass, eng Plaz, wou ee sécher ass, eng Plaz, wou ee sech kann zrëckzéien, eng Plaz, wou d'Kanner kënnen opwuessen.

Et ass eigentlech och déi Hëllef, déi direkt bei de Mënsche kann ukommen. Villes aneres, wat mer diskutéieren ... Mir schwätzen elo gläich nach eng Kéier iwwer Kooperativen, wat eng flott Iddi ass, mir hunn iwwert de ganze Bausecteur geschwat, iwwer Terrainen, déi kënnen developpéiert ginn, iwwert de Logement abordable an esou weider, mee mir wëssen, dass dat dacks jorelang brauch vun der Iddi bis zur Realiséierung. Hei hëllef mer ganz schnell bei den Aides individuelles au logement de Mënschen, déi eng Hëllef brauchen.

Mir hunn och, dës Regierung, an de Meris Sehovic ass drop agaangen, elo schon e puermol un den Aides au logement geschrauft. Ech ka mech erënneren: Eng vu mengen éischten Decisiounen als neie Logementsminister war, d'Subvention loyer nach eng Kéier eropzesetzen, virun allem de Facteur vum Kand nach eng Kéier eropzesetzen, substanzieel méi ze ginn, wann d'Leit loune gi mat bescheidenem Akommes an awer engem relativ héije Loyer, wa se Kanner hunn. An ech mengen, jiddereen ass domadder d'accord, datt dat e wichtegt Element ass am Kampf géint d'Kannerarmut.

A mir muss secherlech och an Zukunft weider um Ball bleiwen, fir ze kucken, wou mer ganz genau a cibléiert déi eenzel Aiden, souwuel déi fir de Locataire wéi och déi fir den angeeënd Proprietär, kënnen ajustéieren, fir méi e groussen Effet ze hunn.

Jo, déi Aidë mussen natierlech och ukomme bei de Mënschen, déi Recht dorobber hunn. Se mussen wëssen, datt et se gëtt. Se mussen och à même sinn, se unzefroen. Et muss net e laange Projet sinn an e laange Parcours sinn, bis een dann iergendwann eng Kéier zu där Aide do kënt.

An duerfir hu mer e Restrukturierungsprozess op villen Niveauen ugefaange vun deem Service. Dat heiten ass een Element dovunner, dee Service ministériel vun den Aides au logement, wat bal 80 Leit sinn, 80 Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi all Dag déi Dossiere kucken, all Dag a Kontakt si mat deenen Demandeuren, all Dag kucken, datt Äntwerthen erausginn, all Dag kucken, datt déi Sue richteg a pünktlech iwwerwise ginn, nämlech dann, wann zum Beispill de Loyer muss bezuelt ginn, datt d'Suen dann och um Kont sinn, fir de Loyer kënnen ze bezuelen.

Datt dat eng Struktur ass, déi esou niewelaanscht nach an engem Ministère ka mat gemaach ginn, mengen ech, do wësse mer, datt dat op Grenze stéisst, op Limite stéisst. An duerfir hu mer decidéiert, eng Verwaltung draus ze maachen, fir eng kloer Struktur ze kréien, och e Middlemanagement ze kréien, zum Beispill eenzel Aufgaben och méi kloer kënnen wouerzuehuelen, wéi d'Kommunikatioun iwwert déi Aiden. Eng Aide hëllef näischt, wa kee Bescheid weess, datt en d'Recht huet dorobber, se unzefroen. An duerfir ass deen heite Schrëtt net ze negligéieren.

Mee et sinn anerer, déi noutwendeg sinn, zum Beispill och dee ganze Prozess ze digitaliséieren. Den Alex Donnersbach ass dorobber agaangen, datt dat secherlech derzou ka féieren, datt esouwuel d'Dossieren éischer komplett sinn, datt et secher derzou ka féieren, datt och méi schnell eng Bearbechtung assuréiert ass an eng Äntwert ka gi ginn.

Mir mussen awer och wëssen, datt mer et zum Deel mat engem méi vulnerabele Public ze dinn hunn, wou d'Digitalisierung secherlech net d'Allheilmittel ass an och nach eng mënschlech Assistenz do muss gi sinn.

Dann ass e grouse Sujet jo den Non-recours vu Sozialleeschungen. An dat géllt secherlech och fir d'Aides individuelles au logement. An duerfir sinn ech frou, datt mer an deem ganze Reformpak, deen de Familljeminister, de Max Hahn, op de Wee bruecht huet, och en Accord fonnt hu fir den nei geschafene Complément de vie chère, fir datt deen, deen dorobber Urecht huet, automatesch och Urecht op eng Subvention loyer huet, well d'Krittären openeen ugepasst goufen an een domadder eigentlech mat deem engen Dossier direkt bei déi aner Verwaltung ka kommen an et dann do vill méi schnell geet.

An ech hoffe wierklech, datt mer doduerjer nach eng Kéier eise Prozentsaz vun deenen, déi mer wierklech errechen, par rapport zu deenen, déi en Urecht op

d'Hëllef hunn, och kënnen eropsetzen, fir datt, wéi gesot, d'Hëllef do ukënt, wou se soll ukommen.

Déi meescht hunn awer guer net dovunner geschwat haut de Mëtteg hei. Déi hunn allgemeng vum Logement geschwat. Mäi Virgänger, deen huet eigentlech ëmmer gesot, hie wär just Logementsminister vum Logement abordable. Elo op eemol seet déi gréng Säit, de Logementsminister wär zoustänneg fir alles, wat och ausserhalb vu sengem eigentleche Perimeter läit, de Logementsminister wär zoustänneg, wann d'Baubranche net géif fonctionéieren. Ech ka mech erënneren, wéi mäi Virgänger gestriden huet, e wär net Bauteminister an e wär net de Minister vum Handwerk an e wär nëmmen dee vum Logement abordable.

Ech muss awer soen, datt ech mech där Verantwortung do stellen. Ech hunn och kee Problem domat. An ech maachen dat, wat a menger Verantwortung ass a wat ech ka bewierken, fir datt d'Baubranche Aarbecht krit, an dat hu mer am Logement abordable dat lescht Joer gemaach, an däitlech méi – Dir hutt hei d'Zifferen verglach vu Bauaktivitéit –, wéi dat 2023 a virdrun de Fall war.

D'Bauaktivitéit am Logement abordable: Am Fonds spécial fir de Logement abordable hate mer 2023 182 Milliounen, déi ausgi gi sinn, 2024 206 Milliounen, déi ausgi gi sinn, 2025 447 Milliounen, déi ausgi gi sinn, 447 Milliounen, déi ausgegi sinn! Ech si ganz domadder d'accord, datt dat nach net duerget. Ech si ganz domadder d'accord, datt dat och vläicht nach eng Drëps – vläicht zwou oder dräi – op e waarme Stee war. Mee wann ee virdrun da just fir mol manner wéi d'Hallschent responsabel war, da soll ee sech vläicht awer hei e bëssen zrëckhalen an deem, fir einfach Léisunge mat einfache Parolen ze versprechen!

Villmools merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Sehovic, Här Minister, wollt Iech eng Fro stellen.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war ze erwaarden.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dat eent ass, Här Minister: Ech mengen, ech kritiséieren Iech net oft genuch, dofir huet Der dat direkt esou perséinlech, wann ech et da maachen.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech hunn et guer net perséinlech geholl.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här Minister, dat eent ass, dass ech net Iech aleng d'Veantwortung ginn hunn, mee drop verweisen hunn, dass dat Eenzezt, wat mer am Moment vun der Regierung héieren, ass, wéi d'Ministeren een op deen anere weisen, well anscheinend keen zoustänneg ass. An deen eenzege Message ass: Gitt Iech eens, wien zoustänneg ass! Am beschte maacht Der en Teamsport draus, well dat Eenzezt, wat zielt, ass, dass eppes um Terrain dobäi erauskënt, nämlech bezuelbare Wunnraum. Do gesäit een net vill.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo zwar keng Fro, Här Sehovic, mee den Här Minister kann awer äntweren.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mee ech hunn awer, Här President, eng Äntwert dorobber. Ech kann et net perséinlech huelen, well wéi staark wär déi Kritik jo eréischt gewiescht u mengem Virgänger? Bei

där Aktivitéit, déi mir am Logement abordable elo hei virzeweisen hunn, wéi staark wär déi dote Kritik gewiescht u mengem Virgänger? An do hunn ech et secherlech net perséinlech geholl.

Dës Regierung huet eng gesamt Logementspolitik. Dës Regierung schafft och dorunner, jiddereen natierlech a sengem Beräich. A mir wäerten och, an Dir hutt et ugedeit, deemnächst nach eng Kéier eng Rei vu Mesüren annoncieren, déi vun der gesamter Regierung gedroe ginn an och ëmgesat wäerte ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, ech hunn nach eng Fro vum Här Fayot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A si bräicht ee Pilot. Ee Pilot!

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, ech wëll elo net hei op déi Diskussioun agoen, wat Äre Virgänger gemaach huet par rapport zu Iech. Ech ka mech just erënneren, wéi mer zesummen an der Regierung waren ...

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Dat waren nach Zäiten! Dat waren nach Zäiten!

(Hilarité)

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat waren nach Zäiten!

... a wéi mer deemools iwwert déi Problemer geschwat hunn, an dat hu mer deemools och scho gemaach, mam Logementsminister deemools. Dir waart och do dobäi. An allkéiers, wa plädéiert gouf, fir méi ze maachen iwwert de Fonds spécial du logement, fir méi ze kafen ... Well deemools war och schon den Ufank vun där Kris am Immobiliemaart. Deemools war och schon eng Fenster opgaang, fir méi kënnen an de Marché kafen ze goen. Dat waren och Demanden, déi zum Deel schon do waren, vun deene Promoteuren, déi op hire VEFAe sätze blouwen.

Abee, ech hunn d'Erënnerung, dass mer deemools oft gesot kruten, dass keng Marge de manœuvre budgétaire do wär, dass einfach keng Suen do wieren, fir méi ze maache wéi dat, wat deemools gemaach gouf. Ech mengen, datt muss een awer wourechtshalber och dobäifügen.

Bon, déi Marge, déi schéngt dann elo op eemol do ze sinn. Dat ass ...

(Exclamations et brouhaha)

... dann elo en neie Moment. Dat ass gutt fir Iech.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech mengen, dat ass dann ... Dat mécht Iech e besere Bilan do, fir da virzeweisen op deem Punkt.

Bon, wann ech da muss eng Fro stellen, da wollt ech de Minister froen, ob en och eng änlech Erënnerung huet wéi ech.

(Hilarité générale)

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Jo, ech hunn, Här President, vill méi eng nuancéiert Erënnerung ...

Plusieurs voix | A!

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | ... well ech weess hoergenee, wie gedréckt huet, datt e VEFA-Opkafprogramm a Gang soll kommen, an dat war ënner anerem – net exklusiv, mee ënner anerem – och de Premierminister Xavier Bettel, deen dat gemaach huet, deen dat ganz

intensiv a mat Nodrock gefuerdert huet, datt de Logementsminister sollt op de Marché goen an akafen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott vum Projet de loi kommen. Vu datt et den éischte Vott ass, hätt ech et net ongär, wann Der nach eng Kéier géingt checken, ob Der alleguer agelogg sidd.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8548 et dispense du second vote constitutionnel

Wann dat de Fall ass, da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, 2 Abstentiuonen. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la présentation d'une stratégie nationale visant à développer un véritable secteur du logement coopératif

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 42 de ce compte rendu)

An da komme mer op Basis vun deem modifizierten Ordre du jour zu der Motioun, déi d'Madamm Paulette Lenert um Ufank vun der Seance deposéiert hat. Madamm Lenert, Dir hat se am Ufank eng Kéier erkläert. Dir wëllt duerno d'Wuert huelen. Da froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Baum.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Kolleegeinnen a Kollegeen, mir hunn hei eng

Motioun iwwer kooperatiivt Wunnen oder Wunngesellschaften, Wunngemeinschaften. Et kann een dat elo ausdrécken, wéi ee wëllt. Et gëtt jo am däitsche Sproochgebrauch e puer verschidden Termen. Dat ass eppes, woumat mer effektiv zu Lëtzebuerg, an dat steet och hei dran, ganz wéineg bis guer keng Erfahrung hunn.

Ech fannen, dass dat heiten eng ganz interessant Approche ass, fir effektiv nach eng Kéier en anere Wee ze sichen, fir ze diversifizéieren, wéi mer kënnen zu Lëtzebuerg bauen. Dofir sinn ech der Meenung, dass mer där Motioun hei sollen eng Chance ginn. Ech hunn och héieren, dass sech och Gedanke géife gemaach ginn innerhalb vum Ministère iwwer Wunngemeinschaften, iwwer kooperatiivt Wunnen. A well mer dëser Motioun sollen eng Chance ginn, géif ech menger Fraktioun proposéieren, se matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach den Här Donnersbach an duerno d'Madamm Schoos.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här Präsident. Ech wollt och soen, datt mer am Numm vun der CSV dës Motioun ënnerstëtzen.

Ech wollt eng Kéier kuerz aus Erfahrung schwätzen. Mir hu bei eis an der Gemeng och am Moment e Pilotprojet, dee mer amgaange sinn, an d'Weeër ze leeden, fir esou eng Kooperativ bei eis zu Walfer och auszuprobéieren. Dat heescht, ech kennen e bëssen d'Erausforderungen an och d'Schwieregkeeten, déi ee ka begéinen am Kader vun esou engem Projet.

Ech wollt just eng Kéier ervirsträchen, datt vun den Acteure vum Terrain, déi do engagéiert sinn an der Kooperativ, ganz besonnesch den Engagement vun dëser Regierung gelueft gouf, déi sech wierklech interesséiert fir déi Kooperativen an déi och aktiv dorunner schafft, déi kooperativ Gesellschaften ze ënnerstëtze bei deenen Erausforderungen, déi se am Moment hunn. An dowéinst wëll ech och der Regierung dofir eng Kéier Merci soen, natierlech och der LSAP fir dës Motioun. Mee ech mengen, mir ware scho gutt ënnerwee. Mee et sinn awer déi richtig Akzente, déi hei gesat sinn, an dowéinst ënnerstëtze mer se och.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Och mir kënnen déi Motioun am Prinzipp matstëmme. Ech mengen, mir begréissen alleguer allmégleche Léisungsusaz. An ech ginn och dovunner aus, dass dat jo net als eenzege Léisungsusaz och elo geduecht ass, fir aus där Logementskris erauszekommen, well fir eis als ADR bleibt et awer ëmmer nach wichtig, dass all Acteur am Logementsberäich gläich behandelt gi muss, egal ob dat elo Privatacteur sinn, ob dat Kooperative sinn, ob dat Gemenge sinn, Promoteuren oder ëffentlech Acteuren. An dowéinst gëinge mir dës Motioun och mat ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här Präsident. A merci der Madamm Lenert fir d'Initiativ, déi mer ënnerstëtzen. Et gëtt jo éischt Projete vun der Regierung, vu verschiddene Gemengen an deem Beräich. Do deet sech eppes. Dat ass eng gutt Nouvelle.

Ech hoffen, an esou verstinn ech och d'Motioun, dass et hei net drëms geet, just deen een oder anere Projet ze hunn. Mee ech perséinlech gleewe fest dorunner, dass de kooperative Modell och eng vun den Alternative ka sinn zum VEFA-Modell, deen am

Moment an der Kris steet, deen eng ganz Rei vu Virdeeler huet um Niveau vum Finanzement, um Niveau vun der Nohaltegkeet och vun deene Projeten, déi do entstinn. Well deen, dee baut, och deen ass, dee sech duerno muss drëms këmmen, dass den Entretien gemaach ass, da geet een anescht erun un esou Projeten, soudass dat e Modell ass, dee mer och als Gréng ganz ënnerstëtzen. An natierlech ënnerstëtze mer och déi Motioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldungen zu dësem Sujet. Den Här Minister an duerno d'Madamm Lenert.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Jo, merci, Här Président. Ech denken, dat heiten ass e ganz flott Beispill, wéi et ka goen, datt mer net ëmmer nëmme Parteilpolitik hei ronderëm de Logement kënnen maachen, mee datt et awer och Saache gëtt, wou mer Brécke kënnen bauen, fir duerno Haiser a Wunnengen ze bauen.

D'Iddi vun de Kooperativen ass mir och ganz sympathesch. Jo, et ass net déi eenzeg Äntwert op d'Logementskris, déi mer kënnen hunn, mee et kann awer e Pëselstéck sinn. Et kann och e wichteg Pëselstéck ginn, fir einfach emol eng Kéier den ausgetrëppelte Pad, dee mer weider musse goen, ze verlossen an och emol en neie Wee zu Lëtzebuerg kënnen ze goen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg Privatpromoteuren, bei déi mer kafe ginn. Dacks war dat am VEFA-Modell. Mir hunn ëffentlech Promoteuren, mir hu Gemengen, mir hu karitativ Acteuren, déi verkafen oder dann an d'Locatioun ginn iwwert de Logement abordable. An ech denken, datt do Plaz ass fir en drëtten Acteur, an dat kënnen Kooperative sinn. An esou vill Innovationskraaft trauen ech eis nu wierklech zou, fir dat kënnen hinzekréien.

Jo, et ass gesot ginn: Et gëtt eng Rei vu Pilotprojeten. De Ministère suivéiert ee vun der Agora um Belval ganz besonnesch. A mir wëllen eigentlech och erausfannen: Wat sinn d'Gelängsfacteuren, fir datt esou e Projet geléngt? Wat muss vum Terrain hier gi sinn? Wat muss vum Encadrement hier gi sinn? Wat muss vum Knowhow hier gi sinn? Wat muss awer och vläicht vun de Finanzéierungsméiglechkeeten hier gi sinn, fir datt esou Projete sech och kënnen realiséieren? D'Projeten, wéi d'Auteurs vun der Motioun, d'Paulette Lenert, selwer gesot huet, kënnen abordabel Elementer hunn, mussen awer och net abordabel Elementer hunn. Se kënnen och d'allgemeng Populatioun uschwätzen.

An deem Esprit fannen ech dat heiten eng ganz konstruktiv Motioun a géif se ganz gäre mat op de Wee huelen. Jo, d'Regierung ass interesséiert um Kooperativmodell am Wunnengsbau. An d'Regierung géif eigentlech och gären eng Rei vun Orientatiounen a Konklusiounen do, soe mer Enn des Joers, zéien.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Wëllt d'Auteurs nach Stellung huelen? Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Här Präsident, jo, merci fir déi breet Zoustëmmung. A fir op dem Här Sehovic seng Bedenken anzegoen: Et geet eebe justement net dodrëm, elo hei ee Projet ze ënnerstëtzen, mee den Ekosystem esou opzestellen, dass een dat Segment am Marché ka gedeie loossen. An dat brauch eng Begleedung. Dat ass eppes, wat ee muss begleede generell. Dat ass ganz kloer de But.

Ech soe Merci fir d'Zoustëmmung an hunn näischt weider do bäizedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

An da géing ech d'Motioun vun der Madamm Lenert zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen à l'unanimité uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Question élargie n° 81 de M. Gérard Schockmel au sujet du HE:AL Campus

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Fro Nummer 81 vum Här Gérard Schockmel iwwert den HE:AL Campus. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, d'Regierung huet 10 Minutten Zäit. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Deputéiert, am Kader vun der wirtschaftlecher Diversifikationspolitick bidden d'Gesondheetstechnologien, déi sougenannten Healthtech, e grouse Potenzial. D'Regierung huet dofir am Koalitionsaccord d'Ambitioun festgehalen, Lëtzebuerg als en europäesche Pol am Secteur vun der Healthtech ze positionéieren. De Projet HE:AL Campus, also Health And Lifescience Innovation Campus, soll heibäi e wichtige Baustee sinn. Geplangt ass den HE:AL Campus um Site vun der ZARé-Sommet zu Esch-Uelzecht, geleeën tëscht dem House of BioHealth, dem zukünftege Südspidol an der Cité des sciences um Belval.

D'Lag selwer ass vu strategescher Bedeitung, well esou d'Fuerschung, d'Innovatioun, d'Produktion an e Spidol direkt beienee leien. E bëssen eng Silicon Valley fir de Gesondheetssecteur. Kuerz Weeër a wichtig Acteuren op enger Plaz férdere

d'Kollaboratiounen an zéien Entreprises un, ganz am Sënn vun enger Public-private-Partnership.

D'Interoperabilitéit vun den Donnéeën kombinéiert mat Kënschtlecher Intelligenz hunn d'Potenzial, zu neien an innovativen Uwendungen am Gesondheetssecteur ze féieren. Mir wëlle Betriber unzéien, déi spezialiséiert sinn a Beräicher wéi zum Beispill personaliséiert Medezinn, In-vitro-Diagnostik, Preventivbehandlung oder och a Beräicher wéi deene vun den digitale Gesondheetsoutillen a -servicen.

Den HE:AL Campus soll dozou bäidroen, d'Entwécklung vun enger nationaler Healthtech-Communautéit ze férdere, déi hei am Land nei Aarbechtsplaz schafft an domat zu eisem wirtschaftleche Wuesstum an zu eisem Wuelstand bäidréit.

An dësem Kader wollt ech dem Här Minister folgend Froe stellen:

Wat ass bis elo vum Projet HE:AL Campus konkret realiséiert ginn a wéi gesäit den Zäitplang aus? Wéi eng Moosnamen huet d'Regierung geplangt oder scho lancéiert, fir Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maache fir international Healthtech-Entreprises?

Wéi gëtt d'Koordinatioun tëscht den öffentlechen, de privaten an den akadeemeschen Acteuren organiséiert, fir eng enk Zesummenaarbecht ze férdere an den HE:AL Campus zu enger staarker Plattform fir d'Innovatioun an de Gesondheetstechnologien ze maachen?

Wéi vill Entreprises aus dem Healthtech-Secteur sinn den Ament zu Lëtzebuerg? A wéi vill Leit sinn aktuell do beschäftegt?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann huet den Här Minister fir Économie d'Wuert. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Loosst mech och dem Här Schockmel Merci soe fir e Sujet, deen net ganz oft traitéiert gëtt, deen awer ganz wichtig ass, eebe grad d'Diversifikatioun vun eiser Économie hei duerch den Healthtech-Secteur, wou et verschidde ganz wichteg Projete gëtt. Et ass e Secteur, dee vläicht net ëmmer ganz visibel ass, deen awer trotzdeem am Kader vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft, esou wéi den Här Schockmel et och gesot huet, ganz wichtig ass, well mer ganz vill Méiglechkeete gesinn, eis eebe grad an deem Secteur och weider kënnen ze developpéieren.

Et gesäit een och, dass et e Secteur ass, deen iwwert déi lescht fënnf Joer ronn 600 Aarbechtsplaz baigewonnen huet. Mir schwätzen also haut vun engem Secteur vu ronn 2.500 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, mat ronn 130 Entreprises, déi am Healthtech-Secteur aktiv sinn. Et ass e Secteur, dee ganz gutt an d'Diversifikatioun vu Lëtzebuerg passt, well mer nämlech grad mat deene Prioritéiten, déi mer och hunn, fir eise Secteur weiderzedevloppéieren, souwuel d'Date wéi d'Kënschtlech Intelligenz wéi awer och d'Quantentechnologien, nei Weeër wëlle goen, déi och wichtig si fir den Healthtech-Secteur.

An dofir, zu deene Moosnamen, déi mer huelen, fir et méi attraktiv ze maachen, kann een d'Initiativen huele vum Supercomputer, deen do ass, mee dann awer och de Supercomputer MeluXina-AI an och de Quantecomputer, fir déi Expertis ze hunn, well dat nämlech an Zukunft ganz wichtig wäert ginn, besonnesch an der Recherche, zum Beispill wa mer vum Parkinson schwätzen, wou et ganz wichtig ass, eng Mass vun Donnéeën kënnen ze traitéieren duerch Supercomputer an dann och kënnen déi néideg Schlussfolgerungen dorausere ze zéien.

Natierlech ass et awer och wichtig, dass zum Beispill den LNDS (ndlr: Luxembourg National Data Service) kreéiert ginn ass, deen nach eng Kéier domat erapassat an dee ganzen Developpement vum Secteur, fir d'Innovatioun weiderzebréngen, wou et dann och de Rôle ass vun der Luxinnovation, do ze federéieren, also déi staatlech, privat an aner Acteure vun der Recherche och beieneenzekréien. An dann awer och all déi aner Hauser a Plazen, wou de Secteur sech ëmmer erëm trifft.

Dir hutt vum House of Biohealth geschwat. Dat ass de Bioincubateur, deen elo scho besteet. Do gesäit een och, dass dat eng Successstory ass. Deen ass an deenen dräi Gebaier zu 93, 90 a 45 % voll, soudass ee gesäit, dass och elo de Moment komm ass, fir den HE:AL Campus op deem Terrain an der ZARé vun 2,5 Hektar esou ze leeën, wéi Der gesot hutt, also grad nief dem House of Biohealth an dem neie Südspidol eebe grad do deen Developpement nach eng Kéier ze maachen, well do d'Weeër méi kuerz sinn tëscht Uni, Südspidol, House of Biohealth, wou een also do dee ganzen Ekosystem nach eng Kéier besser kann developpéieren.

Wourëm geet et eis am HE:AL-Campus-Developpement? Majo dorëms, Entreprises nach eng Kéier méi unzezéien, déi am Kader vun der Recherche, der Innovatioun, vun der Produktioun, vu Servicer vun den Technologie vum der Santé aktiv sinn, op där anerer Säit awer och e Fokus ze leeën op Dispositifs médicaux, den Diagnostic in vitro an d'Santé digitale och kënnen weiderzebréngen. Et gesäit een och, dass mer haut schon eng Panoplie vun Entreprises an deene Secteuren hunn. Wann ech virdrun „130 Entreprisé“ gesot hunn, da si ronn 30 % am Beräich vun den Dispositifs médicaux a ronn 30 % a Logiciels de santé non réglementés, also an dem Digitalen, och do mat dran, soudass een also gesäit, dass eis eebe grad déi do zwee Weeër nach eng Kéier wäerte weiderbréngen am Developpement vum HE:AL Campus.

Wat sinn d'Objektiver, déi mer eis gesat hu mat deem neie Campus? Do geet et eebe grad drëm, dass mer d'Scaleuppen nach eng Kéier kënnen unzéien, also vun der Startup, fir sech weiderzedevloppéieren, eng Plaz ze fannen, wou se da vun deem ganzen Ekosystem kënnen profitéieren, d'Acceleratioun vun der Mise sur le marché vun den Innovation-nationalen nach eng Kéier kënnen op esou enger Plaz ze férdere an eng national an international Communautéit an der Innovatioun nach eng Kéier kënnen no vir ze bréngen.

Zu der Zäitschinn: Do si mer amgaangen, zesumme mat der Gemeng a mat deene verschidde Administatiounen, déi néideg Autorisatiounen, sief et PSZAE, PAG, Environnementsautorisatiounen, unzegeen, fir kënnen do weiderzekommen. Den éischte Stee soll 2027 geluecht ginn an déi lescht Gebaier, well et jo e ganze Campus wäert ginn, déi wäerten au fur et à mesure gebaut ginn. Et bréngt kee Wäert, elo e risege Campus ze bauen, deen duerno eidel steet. Et wäert also a verschidde Phase gebaut ginn an déi ëmmer erëm weiderginn, wat méi Entreprises do sinn, wat erëm déi nächst Phas declenchéiert gëtt. Dofir ass et am Moment previsibel, dat lescht Gebai em 2045 a Betrib ze huelen.

Et gesäit een also, dass et wichtig ass, dass mer elo déi éischt Schrëtt maachen, House of Biohealth, Zesummenaarbecht mat Luxinnovation an dem Ministère fir d'Developpement, Innovationsmoyenen, an dann awer Schrëtt fir Schrëtt eeben dee ganze Secteur wuesen ze loosse, well et, wéi gesot, bei der Diversifikatioun e Secteur ass, wou mer ganz vill Potenzial gesinn, well en nämlech grad an déi verschidde prioritär Secteure vu Lëtzebuerg mat eraspillt.

Wat maache mer vun anere Mesüeren? Eebe grad, mir hu vun der Attraktivitéit geschwat, duerch gehéicht Investissementer an den Knowhow, an nei Technologien, sief et Supercomputer, AI a Quantentechnologien, op där anerer Säit awer och mat ganz cibléierte Programmer, déi mer hunn, fir déi Betriber kënnen weider ze begleeden, dass se d'Innovatioun zesumme mat de Centres de recherche publics op där enger Säit an awer och mat aneren Entreprisé kënnen weiderbréngen. Do hu mer déi verschidde Programmer. Ech ziele se net alleguer op. Dat sinn déi Fit 4 Start, Fit 4 Innovation, déi Voleten.

Ee ganz interessante Projet sinn awer déi Appel-à-projet-conjointen, déi mer maachen, wou et eebe grad drëm geet, d'Entreprises aus dem Healthtech an d'Recherche publique op engem gemeinsame Projet kënnen ze begleeden, fir och do nach eng Kéier weiderzekerommen, fir eis déi néideg Expertis, Talenter ze ginn, op där anerer Säit awer och mat den Entreprises direkt ze verbannen, dass mer och eng Mise au marché kënnen hunn. Dat Ganzt bréngt natierlech mat sech, dass mer dann och méi Rayonnement no bausen hunn, wou een dann och eebe grad déi verschidde Projete gesäit, andeem se no bausse gedroe ginn, nach eng Kéier déi Expertis no banne verstärken, fir aner Entreprises unnezéien, soudass mer dann hei an engem ganz villversprieche Secteur sinn, deen, wéi gesot, an d'Diversifikatioun passt.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech wollt den Här Schockmel froen, ob en nach eng Zousazfro hatt.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

10. 8561 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de :

1^o la mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2024/1366 de la Commission du 11 mars 2024 complétant le règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil en établissant un code de réseau sur des règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité ;

2^o la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) 2023/1162 de la Commission du 6 juin 2023 relatif aux exigences d'interopérabilité et aux procédures non discriminatoires et transparentes pour l'accès aux données de comptage et de consommation ;

3^o la transposition de la directive (UE) 2024/1711 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 modifiant les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 en ce qui concerne l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union ;

4^o la transposition de la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil

Da kéinte mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An dat ass de Projet de loi 8561,

d'Ëmsetze vum Artikel 15bis vun enger EU-Direktiv iwwert den „Droit au partage d'énergie“. D'Riedezäit ass hei de Basismodell. Deemno huet de Rapporteur 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Guy Arendt, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8561 soll haaptsächlech verschidden Dispositione vum der europäescher Direktiv 2024/1711 ëmsetzen, bei där et dorëms geet, d'Organisatioun vum Elektrizitéitsmarché vun der EU ze verbesseren. Och geet et ëm d'Mise en oeuvre vum Règlement délégué 2024/1366 iwwert de „code de réseau sur des règles sectorielles concernant les aspects liés à la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité“ a vum Règlement d'exécution 2023/1162 iwwert d'„exigences d'interopérabilité et aux procédures non discriminatoires et transparentes pour l'accès aux données de comptage et de consommation“.

Bei diesen Dispositione geet et ëm d'Vereinfachung vun der Autoconsumation an dem Encadrement vum Deele vum Strom. Et sollen och verschidde bestoend Inkohärenzen an der aktueller Gesetzgebung opgeléist ginn, fir e méi adaptéierte Kader fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien ze schafen.

An deemem Kader gëtt soumat d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Elektrizitéitsmarkt ofgeännert. Dëst ass iwwert déi lescht Jore scho méi dacks ugepasst ginn, ënner anerem fir verschidde Konzepter iwwert déi erneierbar Energien ze integréieren oder fir nei Notiounen anzeféieren, wéi, ech zitieren, „autoconsommateur d'énergies renouvelables“ oder och „autoconsommateurs d'énergies renouvelables agissant de manière collective“ oder, nach méi generell, „communauté énergétique“.

Gläichzäiteg gëtt d'Definitioun vun der Communauté énergétique ugepasst, fir se besser un déi europäesch Terminologie unzepassen an déi juristesche Kohärenz ofzesécheren. Ab elo kënnen och grouss Entreprises do matmaachen, mee si dierfen des awer net kontrolléieren. Och wann d'Deele vun der Energie innerhalb vun engem Site haut schonn erlaabt ass, ass dese Begrëff hautdesdaags net kloer genuch definéiert an e kéint op verschidde Manéieren interpretéiert ginn. Dowéinst gëtt mat deemem Gesetzestext elo eng kloer Definitioun vun engem „site intégré“ an engem „site intégré en zone verte“ agefouert.

Haut soll an deemem Sënn den neien Artikel 15bis vun der Direktiv iwwert den Droit au partage d'énergie, also d'Recht op d'Deele vun der Energie, ëngesat ginn. Iwwert dese Wee gëtt e Kader geschaaft, deen et erlaabt, Strom net nëmmen an Energiecommunautéiten, mee och am Kader vun anere sougenannte „projets de partage“ op eng transparent a geregelt Manéier ze deelen. Bei dem neie Modell vum Deelen tëschent den aktive Clientë brauch een net méi eng juristesche Entitéit ze kreéieren. Et kann een einfach en Accord de partage ginn.

En neien Acteur, deen an deemem Kader agefouert gëtt, ass den Organisateur de partage, deen am Kader vum Partage tëschent den aktive Clientë verschiddenen Tächen delegéiert kritt, esou wéi zum Beispill d'Exploitatioun vun den Installatiounen fir d'Produktioun vun der erneierbarer Energie, d'Facturatioun,

d'Opstellung vun den energieetesche Bilanen an esou weider. Dës Acteuren hunn änlech Obligatiounen wéi Fournisseuren.

Dann ass och nach eng Exoneratioun vun de Reseaus-tariffer a verschiddene kloer definéierte Fäll virgesinn. Als Beispill: déi erneierbar Energie, déi op dem nämmleche Site intégré oder Site intégré en zone verte produziéiert a gedeelt gëtt.

Ausserdeem gëtt den Institut luxembourgeois de régulation, den ILR, als zoustänneg Autoritéit am Beräich vun der Cybersécherheet designéiert, esouwéi och fir verschidden Aufgaben am Kader vun der Gestatioun an dem Austausch vun Donnéeën.

Här Präsident, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu deemem Gesetzesprojet zwee Avisen an zwee Avis-complémentairen eran.

De Staatsrot huet säin Avis de 7. Oktober 2025 erageschéckt. Déi héich Kierperschaft betount, dass diesen Text nëmmen d'Ëmsetzung vu verschiddenen Dispositione vun der Direktiv virgesäit an op eng spéider Transpositioun vun den aneren Artikelen verweist. De Conseil d'État ënnersträicht an deemem Sënn e kloer Risiko, datt d'Frist fir d'Ëmsetzung net agehale gëtt.

De Staatsrot stellt fest, dass et sech heibäi ëm déi zéngt Revisioun vum Gesetz vum 1. August 2007 handelt, et also an néng Joer zéngmol ëmgeännert ginn ass. Och wann déi meescht Adaptatiounen aus dem europäesche Recht resultéieren, rífft en dozou op, eng ze grouss Unzuel vu successive Gesetzesännerungen ze vermeiden, fir dass d'Gesetzgebung kloer a verständlech bleift an am Aklang mam Recht vun der Europäescher Unioun ass.

De Staatsrot huet och eng Opposition formelle zum Artikel 9ter ausgeschat, well des Dispositioun déi direkt Applikatioun vum europäesche Règlement net géif erlaben, well de Libellé vum europäeschen Text ofwäiche géif. Duerch déi parlamentaresch Amendementer konnt d'Opposition formelle opgehewe ginn.

An hirem Avis complémentaire vum 19. Dezember 2025 huet déi héich Kierperschaft nach e puer legistesche Umierkunge gemaach, déi d'Wirtschaftskommissioun all esou iwwerholl huet.

D'Handelskummer hirersäits huet hiren Avis de 5. Dezember 2025 eraginn. Si begrësst all Initiativ, déi drop ofziilt, d'EEgeproduktioun, den EEgeverbrauch an dat dezentraliséiert Deele vun der erneierbarer Elektrizitéit ze féieren. Si betount awer och, dass et net zu enger onnéideger Komplexitéit dierf kommen. D'Handelskammer recommandéiert eng Reorganisatioun vun gesetzleche Kader. Et soll e gemeinsame generelle Kader ginn, deen dann duerch spezifesch Reegele fir all Mode de partage vun der Elektrizitéit ergänt gëtt. Dëst soll fir e méi kloeren a lieserlechen Text suergen. D'Chambre de Commerce ënnersträicht och nach d'Wichtigkeet, eng eenheetlech a kohärent Terminologie am Gesetzestext ze benotzen a soumat déi juristesche Sécherheet ze garantéieren.

D'Handelskummer huet hiren Avis de 2. Februar vum deemem Joer eragereecht. Si begrësst d'Aféiere vum Prinzipp „silence vaut réputé complet“ esouwéi och de „silence vaut accord“ um Niveau vum Artikel 15, deen d'Autorisatiounsprozedur fir nei Installatiounen fir d'Produktioun vun der erneierbarer Energie reegelt.

Fir weider Detailler zum Fong an och den Avisen verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Text. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt, fir Äre schräfftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Och mir wäerten dëse Projet matstëmme. Et ass e wichtige Projet, deen d'Organisatioun vum Stroummaart reegelt, virun allem am Deel vun dem Stroumdeelen. De Rapporteur ass dorop agaang. Ech mengen, dat ass e wichtige Tool, dee mer hunn an Zukunft, dass mer Stroum kënnen op Sitten deelen, mat Noperen deelen, mat anere Betriber deelen. Dat ass och eppes, wat am Prozess „Einfach – Séier – Erneierbar“ virgesi war. Et ass nämlech esou: Wann Der Stroum deelt, ass en ëmmer am effizientsten agesat, well en direkt do consumméiert gëtt, wou e gebraucht gëtt. An dat ass natierlech eppes, wat mer ënnerstëtzen. An domat gi mer den Zousproch zu dësem Gesetz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet, deen ëmmerhin 152 Säiten huet, gëtt de legale Kader vum Stroummaart un déi europäesch Normen an un déi nei Méiglechkeete fir d'Deele vum selwer produzierte Stroum dann ugepasst. D'Afëierung vun engem Droit au partage d'énergie an d'Harmonisierung vum legale Kader wäerten dozou bäidroen, de Prozess ze vereinfachen an esou hoffentlech d'Energietransition ze beschleunegen. Et ass e gudden Usaz, mat méi Flexibilitéit beim Deele vu lokal produzierte Energie an neien Instrumenter, wéi dem Raccordement flexible, ze probéieren, d'Capacitésproblemer am Netz pragmatisch unzuegoen.

An domadder sinn awer net alleguer d'Problemer geléist. D'Multiplikatioun vu verschiddene Regimern fir Autoconsummation, fir Communautéiten an Energiedeele riskéiert, d'Komplexitéit vum System ze erhéijen an zu Onsécherheeten ze féieren. An elo kann ee gedeelter Meenung sinn, wat d'Distanz vum Deele vum der Autoconsummation respektiv vun der Communauté électrique duerfe sinn. Et hätt ee sech och kënnen aner Distanz wéi 300 Meeter oder 100 Meeter kënnen virstellen. Do kann ee gedeelter Meenung sinn. Et kéint ee sech och Gedanke maachen iwwert d'Komplexitéit, wat dat fir de Konsument bedéngt, an och iwwert d'Cybersecuritéit.

Dëse Projet de loi ass éischer en technesch-regulatorischen EU-Transitiounspabeier, dee prinzipiell an déi richteg Richtung geet a wou d'Diskussionen éischer em esou méi technesch Detailler ginn. An duerfir bleift et och wichtig, dass d'Elektrizitätsgesetz an Zukunft iwwerschafft gëtt a méi kohärent an iwwersichtlech opgebaut gëtt. Well – an dat sot d'Chambre de Commerce jo och – mir brauchen en harmonisierte Kader mat kloren Reegelen a verständlecher Terminologie, fir déi praktesch Applikatioun ze vereinfachen. An do ass nach Loft no uewen. An duerfir ënnersträiche mir, dass d'Energietransition nëmme wäert geléngen, wa se och verständlech a praktesch ëmsetzbar bleift.

Gläichzäitig muss een awer och festhalen, dass mat dësem Projet nach net déi ganz europäesch Direktiv ëmgesat ass. Een Deel vun der Transposition soll eréischt an engem spéidere Gesetz nogeholl ginn, obwuel den Delai, wann ech mech net ieren, fir déi verschidden Artikelen schonn depasséiert ass. Duerfir bleift also no dësem Vott och nach Aarbecht fir den Här Minister, fir de Kader komplett un d'Reegelen unzepassen.

Mir ginn awer eisen Accord, well dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet. Mee et steet, wéi gesot, nach Aarbecht un. An et kann ee jo och nach, wann ee gesäit, dass verschidden Dispositiounen net der Realitéit oder deem normalen, gudde Gebrauch entsprechen, d'Gesetz nach adaptéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Den nächste Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir stëmme dëse Gesetzesprojet mat. D'Gesetz transposéiert EU-Direktiven a Reglementer, déi eng breet Zoustëmmung fonnt hunn am Europaparlament. Zil ass et, d'Netz méi effizient ze maachen an och méi sécher. A mir wäerten dat duerfir matstëmme.

Ok, mir müssen elo da kucken, wéi d'Implementatioun fonctionéiert. A wann et natierlech Saache gëtt, déi net gutt fonctionéieren, muss een dat nees änneren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Hei geet et drëm, Energiecommunautéiten an och de kollektiven Energieverbrauch ze vereinfachen an, jo, ze erméiglechen eigentlech. An dat ass och e wichtige Facteur vum Succès vun der Transitioun. An dofir wäerte mer dëse Projet sécher och matstëmme. Well duerch déi gemeinsam erneierbar Energienutzung mache mer e Schrëtt weider a Richtung Onofhängegkeet vu fossilen Energien. Dat mierke mer grad haut am Kontext vum Iran-Konflikt méi staark – erëm eng Kéier.

Ech hunn eng Fro vläicht un de Minister, déi ech am Fong nach wéilt stellen. Dat ass, ob et iwwert déi heiten Dispositiounen eraus Iwwerleeunge gëtt, wéi een an Zukunft och esou Energiecommunautéiten nach weider kéint vereinfachen, d'Demarchen do ronderëm, well dat ass schonn eppes, wat, wann een esou ronderëm sech lauschart, relativ lues ass. Dofir d'Fro: Iwwert deen heiten Text eraus, gëtt et do konkret Iwwerleeungen – ech mengen, et gëtt am Moment eng 80 där Energiecommunautéiten zu Lëtzebuerg –, fir vläicht esou Demarchen weiderhin ze vereinfachen, fir dee Modell zousätzlech nach ze ënnerstëtzen? Well ech denken, dass se wierklech wichtig wär fir eis Transitioun.

Merci. A mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass e Gesetz, dat eis natierlech ganz gutt gefält. Wéi oft hunn ech dem Minister hei schonn erzielt, dass ee fir säi Stroum net genuch kritt, wann een dat engem Bedriewer géing ginn? An dofir ass dat heiten eng ganz gutt Alternativ, dass een dat herno och ënner Kolleegen, ënner Gemeinschaften oder gemeinsame Betriber kann deelen, soudass een awer mat sengem Stroum, deen ee produziert, herno ka méi draus maachen, wéi dat aktuell de Fall ass. Dofir wäerte mir dat natierlech matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dësem Gesetzesprojet enthalen, an dat aus zwee Grënn. Éischtens soll hei bis Januar 2025 eng Direktiv ëmgesat ginn, déi verschidden

Neierunge beinhalt, déi mir wichtig fannen, virewech natierlech wat déi méi strikt Reegelen ugeet bei den Deconnexiounen vu vulnerabele Clienten vum Stromnetz.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Wann Der e wéineg méi Rou kéint halen, dat wär léif. Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.

Mir liesen dat an der Direktiv esou, dass an Zukunft esou Deconnexiounen net méi erlaabt solle sinn. Zu Lëtzebuerg fanne se awer ganz regelméissig statt, wéi eis d'Zuele vum ILR verrodren. Am Joer 2024 waren et der 1.900. D'Berichter vum ILR weisen och, dass dës Zuel immens eropgaangen ass géigeniwwer de Virjoren. Mir mengen, dass grad dës Dispositioun aus der Direktiv eng séier Ëmsetzung erfuerdere géif.

Elo kéint ee jo mengen, dass dat e wichtige Bestandteil vum Aarmutspiang vun der Regierung wier. Do stinn zwar vill Punkten dran, mee bei der Energie sti keng konkret Léisunge fir dës Problematik. Opgrond vun der Onkloerheet ronderëm d'Notioun vun der „précarité énergétique“ an och der feelender Definitioun vum „client vulnérable“, eppes, wat och den ILR a senger Berichter ervirhieft, ass fir eis och net ersichtlech, wéi genee d'Regierung wëll virgoe bei dësem wichtige Thema.

Dobäi ass ze soen, dass déi dote Volette vun der Direktiv scho fir Januar 2025, also virun iwwer engem Joer, hätte missen ëmgesat ginn. Et ass leider net fir d'éischt, dass Regierung sozialpolitesch Verbesserung verträntelen.

Zweetens hu mir bei den Energiecommunautéiten an der Autoconsummation ëmmer drop opmierksam gemaach, dass mir déi Konzepter zwar ënnerstëtzen, mee se awer nëmme dann eng wierklech transformatoresch Wierkung kënnen entfalten, wa se flächendeckend a virun allem duerch all d'sozial Schichten accessibel sinn. Obwuel déi heite Gesetzgebung scho ronn fënnf Joer en place ass, hu mer zu Lëtzebuerg bis haut manner wéi 100 Energiecommunautéiten. Dass Privatpersone sech zesummendinn an enger Energiecommunautéit an esou déi interessant Virdeeler och nutzen, déi se bidde kënnen, dat ass also leider éischer e raren Artikel.

Eng interessant Ausnam ass do d'Energiecommunautéit zu Biekerech, wou d'Gemeng eng ganz aktiv Roll spillt a wou eng Kooperativ mat am Coup ass, déi selwer och d'Méiglechkeet huet, déi grouss Anlage bäizesteieren, wéi zum Beispill e Wandrad. Wann eng Gemeng mat am Coup ass, da kënnen Energiecommunautéiten och méi héich gräifen an doduerch och méi bekannt ginn. Esou kënnen Energiecommunautéiten och wierklech positiv Verännerunge bréngen, andeem se enger méiglechst diverser Memberschaft och d'Virzich vun den erneierbaren Energien, besonnesch natierlech wat de Präis ugeet, méi no bréngen. Geschitt dat net esou, da bleiwen Energiecommunautéite wuel éischer Projekte fir initiéiert Leit, déi sech dofir interesséieren, selwer och Energie produziéieren an d'Moyenen hunn, sief et finanziell, mee och wat d'Wëssen ugeet, fir sech an esou Communautéiten zesummendoen.

Och wann deen heite Gesetzesprojet e puer Vereinfachunge bréngt, bräicht et daitlech méi Implikatioun vun öffentlecher Sait, hei besonnesch och vun de Gemengen, fir d'Energiecommunautéite méi staark ze demokratiséieren. Doriwwer eraus menge mir, dass et grad elo wichtig ass, esou Modeller vill méi staark no vir ze bréngen, well se eeben och, zumindest deelweis, e Schutz kënnen si viru geckege Krichsdriewer,

déi Russesch Roulette – oder Amerikanesch Roulette – mat den Energiepräisser spillen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Jo, et ass e relativ technesche Rapport. Et ass en techneschen Text, mee awer e ganz wichtegen, fir eebe grad an der Transition énergétique och kënnen weiderzuekommen.

Jo, et ass och just en Deel. Mir sinn amgaangen, um Rescht ze schaffen. Mee et war awer wichteg, dass mer deen heiten elo scho kënnen maachen. Dir kënnt Iech virstellen, dass et duerch d'Technicitéit an och déi verschidden Amendementen, déi komm sinn, en Text ass, deen awer trotzdeem ganz komplex ass.

Ech sinn och ganz frou, dass den Här Goergen net erëm d'Fro gestallt huet iwwert d'Subventionne vun de PV-Anlagen.

(Hilarité)

Ech mengen, en huet et elo verstanen, well en huet nämlech selwer gesot, dass déi Äntwert, déi ech em allkéiers ginn hunn, vun de Communautéiten ...

(Interruption par M. Marc Goergen et hilarité)

Dir kënnt vläicht net averstane sinn, mee Dir kënnt awer trotzdeem gesinn, dass eebe grad d'Communautéiten e wichtegen Deel sinn, fir kënnen seng PV-Anlag besser ze notzen a se eeben och grad kënnen den Noperen zur Verfügung ze stellen. Dofir ass een Hauptpunkt heivunner, d'Energiecommunautéiten nach eng Kéier ze vereinfachen, nämlech net méi müssen eng Societéit ze grënnen, fir kënnen eng Energiecommunautéit ze maachen, wou mer och, fir op déi Fro vun der Madamm Welfring ze äntweren, zesumme mat der Klima-Agence schaffen, fir e Règlement type am Fong auszeschaffen, wéi mer de Partage och wierklech kënnen organiséieren, well och do gëtt et verschidde Voleten.

Mir schaffen zesumme mam Leneda, wou een och gesäit, wéi vill consomméiert gëtt, wéi vill eriwuergeet, e ganz wichtege Projet, grad heidran, an och mam ILR, fir déi Saach nach eng Kéier kënnen ze vereinfachen, soudass een also gesäit, dass et eebe grad, wa mer Fotovoltaikanlagen do installéieren, privat installéieren, an ech se mat mengen Noperen deele kann, besonnesch interessant ass, dat zum Beispill an enger Residenz ze maachen, wou ech da méi einfach kann eng Communautéit maachen, well ech wëll net eng Entitéit grënnen, wou ech da mat aacht Leit dra sinn. Neen, ech wëll kënnen einfach nëmmen als Kopropriétéiten Notzen heivunner hunn an et dann eebe mat den Utilisateuren am Gebai deelen. Ech brauch also keng Personne morale méi.

Den zweeten Deel ass eeben, dass och déi grouss Entreprisé kënnen hei matmaachen, well och déi en Iwwerschoss kënnen hunn an da méi einfach kënnen dann an eng Energiecommunautéit eragoen – emol iwwerhaapt an eng Energiecommunautéit kënnen eragoen –, bis zu 6 Megawatt, soudass et och do méi einfach ass, déi Ouverturen ze maachen.

E kuerzt Wuert iwwert de Site intégré, dee genannt ginn ass, e wichtege Volet, wa mer wëlle weiderkommen. Wann op engem Site verschidden Installatioune sinn, verschidde Gebaier sinn, déi zu enger Firma

gehéieren, da kënnen mer och do elo méi einfach de Partage vun der Energie maachen. An all déi Saachen hei hëllef eeben ... An den Debat wäert duerno iwwert d'Resilienz an iwwer manner Ofhängegkeete sinn, wéi den Här Wagner et schonn ugeschwat huet. Eebe grad mat esou Deeler wéi deem heite maache mer et méi einfach, dass och zum Beispill eng Gemeng kann eng grouss Anlag op engem Daach hunn an déi mat verschiddene Leit aus dem Duerf méi einfach deelen. Dat kann ee sech ganz gutt an Zesummenaarbecht mat zum Beispill engem Office social virstellen, mat de Wunnengen, déi d'Gemeng huet.

All dat sinn Opportunitéiten, déi heiduerch nach eng Kéier vill méi einfach gemaach ginn, fir kënnen de Partage ze verbesseren. Dat wäert dann och heimat an d'Gesetz kommen. Do sinn ech sécher, dass eeben net nëmmen duerch den Elan, dee mer an deene leschte Joren haten duerch d'PV-Anlagen, mee iwwer 8.000 PV-Anlagen, déi 2025 installéiert gi sinn ... Mir gesinn, dass fir d'Joer et och mam Prefinanzement nach eng Kéier scho ganz gutt ugelaft ass: Januar, Februar, März. Obwuel et net d'Haaptsaison ass an eréischt de Subsid ausbezuelt gëtt, wann et dann awer wierklech ofgeschloss ass, sou leie mer am Moment bei engem Delay vun an der Moyenne véier Deeg, fir dem Betrib mam neie System vun der Berechnung déi staatlech Hëllef och kënnen ausbezuelen, soudass am Fong all d'Luuchten op Gréng geschalt sinn, fir nach eng Kéier am Joer 2026/2027 méi resilient ze ginn an der Energieproduktioun, méi no bei eis Klimaziler, eis PNEC-Ziler fir 2030 ze kommen an et eebe grad mam Partage nach eng Kéier vill méi breet kënnen opzemaachen, fir dass och jiddweree vu méi bëllegen Energiepräisser ka profitéieren.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott vun dem Projet de loi 8561 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8561^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8561 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vun dem Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentioune. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentioune.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Ricardo Marques), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closerer (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par M. Meris Sehovic) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la hausse des prix de l'énergie suite à la guerre au Moyen-Orient

Da komme mer zum nächsten a leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Deierecht vun den Energiepräisser duerch de Krich an Noen Osten, déi d'Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalten. Wéi gesot, d'Auteur vum der Aktualitéitsstonn hunn 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieeder vun der Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. 75 % vun eiselem Energieverbrauch zu Lëtzebuerg baséieren op Ueleg oder Gas. Mat Ausnam vun der erneierbarer Stroumproduktioun, den Elektreschimporte an der wuel iwwerschaubarer Zuel u Gebaier, déi iwwer erneierbar Quelle gehézt ginn, dominéieren de Pétrol an de Gas eisen Energiesystem. Natierlech gouf et Fortschrëtter: Viru 25 Joer louch den Undeel vu Pétrol, Gas an deemools och Kuel nach bei 90 %. Mee et ass erschreckend, wéi wéineg Streck säitdeem a Richtung 0 % Fossil zrëckgeluecht gouf, besonnesch wa mir no vir kucken a gesinn, wéi wäit de Wee bis 0 % Fossil nach ass a wéi wéineg Zäit nach dofir bleift.

De séiere Bléck op de Fuerpark weist eis dat: Vu 460.000 immatrikuléierten Autoen zu Lëtzebuerg sinn der just ronn 40.000 Elektroautoen, also manner wéi 10 %, während 76 % reng Bensinner oder Diesele sinn. Dat selwecht fanne mer bei den Heizsystemer: 46 % vun de Stéit hëtze mat Gas, 29 % mat Masutt a just 16 % mat Elektesch. Vereinfacht gesot mussen vu knapp 700.000 Leit zu Lëtzebuerg ronn 500.000 Pétrol a Gas verbrauchen, fir ze hëtzen, waarmt Waasser ze hunn oder mobil ze sinn. Dat kléngt trivial, mee dat ass et net, besonnesch dann net, wann de Präis onberechenbar explodéiert, well e puer Krichsdreier quasi aleng doriwwer bestëmmen, wéi de Präis evoluéiert.

Mat den Attacke vun Israel an den USA op den Iran an der iranischer Reaktioun dorop geschitt genee dat. D'Mënschen am Iran souwéi an der ganzer ëmleiederer Regioun ginn terroriséiert mat Rakéiten a Bomben, nodeem se scho Joerzéngte vun hire Regierungen terroriséiert goufen. Dat ass e mënschlechen Drama, deen a kengem Verhältnis steet zu der Problematik vun den Energiepräisser, mee trotzdeem muss eis och déi Fro beschäftegen.

Säit zwou Wochen erlieue mer eng Explosioun vun de Pétrolpräisser. De Pétrol beweegt sech entre-temps ëm 105 Dollar de Barrel a beim Gas beweegt mer eis

bei Präisser, déi scho bal zweemol esou héich si wéi nach virun e puer Wochen. Vill Analyste warnen, dass dat, wat grad an der Golfregioun passéiert, nach ganz aner Ausmoosse kéint kréie wéi d'Präisdeierecht, déi mir 2022 erliefit hunn nom russeschen Ugrëff op d'Ukrain, besonnesch dann, wann dee Krich am Mëttleren Osten nach méi laang dauert, wourobber och alles hindeit.

Zynesch Marchésdogmatiker géife soen, dass héich Pétrolspräisser d'Energietransitioun beschleunegen géifen. Mee als verstännege Realist weess een, dass dat guer net esou funktionéiert. Net primär de Präis vun der Energie bewierkt, dass e Stot en Elektroauto keeft oder eng nei Heizung installéiert, mee virun allem den eegene Kontostand an de Paiziedel. Dobäi ass ze bedenken, dass een Drëttel vun de Stéit lounen, an déi hu guer keen Afloss dorobber, wéi eng Heizung am Keller steet. De Gros vun de Leit sëtzt an der Energiefal, well se net kënnen en Invest maachen oder de Choix souwisou net hunn.

Mee souguer wann d'Leit de Choix hunn, de Konsum u Pétrol a Gas ze beschränken, an dat sinn der just 15 %, déi an dëser Situatioun sinn, hänkt d'Attraktivitéit vun deem Choix och vum Stroumpräis of. An deen hänkt iwwert dee sougenannte Meritorder-System ëmmer nach staark vum Gaspräis of an ass op grouss Produzenten zugeschnitten. Obwuel mir d'Produktioun vun erneierbarem Stroum an deene leschten 20 Joer mat 20 multiplizéiert hunn, ass de Stroum net méi bëlleg ginn.

Am Géigendeel gëtt duerch d'Presenz vun ineffiziente Gaskraaftwierker am Netz de Stroum tendenziell méi deier – do si mer nach ëmmer am System vum Meritorder –, well déi de globale Präis no uewen eropzéien. Dat erkläert deels och, firwat et Widerstänn gëtt, wa vu gréissere PV-Anlagen a Wandrieder geschwat gëtt.

Här President, et ass op dësem Punkt, wou mir och eng fundamental politesch Verantwortung gesinn. Et geet net séier genuch viru mat der Transformatioun vun eisen Energiesystemer. An dofir si mer esou verletzlech, wann d'Präisser klammen. Et hëlleft sécher net, dass déi aktuell Regierung och keen Heel draus mécht, dass se beim Klimaschutz am léifste spueren wéilt, obwuel déi aktuell Depensé schonn hannen a vir net duerginn. Wa beim PNEC gespuert gëtt, stellt dat eis Zilsetzungen, wat erneierbar Energien an den CO₂-Ausstouss ugeet, a Fro – e kapitale politesche Feeler virum Hannergrond vun deem, wat mer grad erëm erliewen! A wann ee matkritt, datt den Här Finanzminister elo eng Austeritéitpolitik och an der Klimapolitik beschloss huet, dann ass dat de beschte Beweis, datt Klimapolitik fir CSV an DP just eng lästeg Suerg ass.

Mee et gëtt och strukturell Grënn dofir, dass et net séier genuch virugeet, déi net aleng CSV an DP unzeleaschte sinn. Beim Klimaschutz gëtt vill op d'Stéit an op kleng Betriber gewaart. Déi kréien effentlech Aidé proposéiert a sollen dann dat maachen, wat de Staat an deels d'Gemenge selwer net amstand sinn ze maachen, nämlech investéieren. A mir hunn dat och an der virleschter Legislatur ëmmer gesot: Dee Modell verdaamt eis dozou, net richteg vun der Plaz ze kommen!

Wat mir bräichten, wieren effentlech Carsharing-Systemer, déi de Kaf vum individuellen Auto iwwerflësseg maachen, sou wäit wéi méiglech, grouss Renovatiounscampagnë mat effentlecher Virfinanzierung amplaz enger Klimabank mat quasi null Impakt, kommunal Offensive fir Fernwärmenetzer, amplaz drop ze waarden, dass all Stot eng eege Wärmepompe installéiert, en zügeg Schafe vun

ekologesch héichwäertegem effentleche Wunraum, fir dass vulnerabel Familjen net a Passoire-thermique wunne mussen. Wann esou eng Politick gemaach gëtt, brauche mer op Dauer net méi iwwer Präisschocken ze schwätzen.

Mee, Här President, mir si leider net op deem Punkt. All Einzelne bleibt där geopolitescher Willkür ausgeliwert. Dofir brauche mer e konsequent Agräife vum Staat, fir fir Previsibilitéit ze suergen an d'Präisser fir Energie op bezuelbarem Niveau ze halen.

Mir proposéieren dofir och e preventive Plafonnement vun de Stroum- a Gaspräisser, fir ze verhënnere, dass d'Haussen op den internationale Gashubs sech fréier oder spéider op d'Stéit duerchschoen. Doriwwer eraus wëlle mir och déi maximal Präisser beim Spritt op den aktuelle Stand plafonéieren oder afreieren a beim Masutt op de Virkrichsniveau, also de 27. Februar vun dësem Joer, plafonéieren. Dobäi misst een och e Crédit d'impôt énergie erëm envisagéieren an aféieren, wéi dat den Här Minister souwisou schonn net ausgeschloss huet.

Mir schwätzen hei, wéi gesot, net vun enger Klengegkeet. Bei de Präishausse vum Masutt kascht e vollen Tank haut schonn 1.500 Euro méi wéi virun dräi Wochen, also 50 % méi. En Automobilist, dee keng Risestrecke muss fueren, bezilt elo scho pro Mount 50 bis 60 Euro méi. Den Impakt ass also substanzuell.

Nieft dem reng finanziellen Aspekt ass et och wichtig, d'Leit ze berouegen. Wa Masuttfournisseure sechsmol méi Demandé melle wéi normalerweis an engem Mäerz, weist dat, datt d'Leit onroueg sinn. An dat kann een novollzéien.

A schliisslech ass et eng wirtschaftlech Fro. Just e Plafong verhënnert u sech och eng Inflationsspiral. Eng generaliséiert Deierecht bei den aktuell scho ville Belaaschtungen, notament am Logement, gëllt et onbedéngt ze verhënnere. An deem Sënn wollte mer och eng Motioun deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *vu l'offensive militaire américano-israélienne contre l'Iran lancée le 28 février 2026 et le conflit armé en cours au Moyen-Orient ;*

– *vu la fermeture de facto du détroit d'Ormuz, qui représente environ 20 % du commerce pétrolier mondial et une part significative du transport de gaz naturel liquéfié ;*

– *vu la flambée du cours du pétrole brut (Brent), qui a atteint plus de 100 dollars le baril, soit son niveau le plus élevé depuis 2022, et la hausse de plus de 70 % des prix du gaz naturel sur les marchés européens de gros ;*

– *vu la hausse cumulée de plus de 34 centimes par litre du diesel au Luxembourg en moins de deux semaines, soit une augmentation de plus de 23 %, et la hausse significative enregistrée pour l'essence ;*

– *vu l'augmentation cumulée de plus de 32 centimes par litre du mazout de chauffage depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, soit une augmentation de plus de 35 % ;*

– *vu les inquiétudes légitimes des ménages luxembourgeois, en particulier les plus modestes, face à la détérioration rapide de leur pouvoir d'achat en matière énergétique ;*

– *vu les pressions inflationnistes engendrées par la hausse marquée des prix de l'énergie ainsi que les menaces qui en découlent pour l'économie du Luxembourg ;*

– *vu les instruments juridiques et contractuels dont dispose le Gouvernement luxembourgeois, notamment le Contrat de programme avec le secteur pétrolier et les*

mécanismes prévus par la loi du 23 décembre 2021 relative aux prix ;

– *considérant que la crise énergétique en cours est directement liée à un événement géopolitique exceptionnel et non imputable aux consommateurs, qui ne sauraient en supporter seuls le coût ;*

– *considérant qu'une action déterminée des pouvoirs publics sur les marchés de l'énergie constituerait un signal fort de nature à rassurer les consommateurs dans un contexte d'incertitude ;*

– *considérant que des mécanismes de plafonnement et de gel des prix de l'énergie ont déjà été activés avec succès lors de la crise de 2022-2023, démontrant que ces instruments sont techniquement et légalement opérationnels ;*

– *considérant que l'Agence internationale de l'énergie a qualifié le conflit en Iran de « perturbation d'approvisionnement la plus importante de l'histoire du marché pétrolier mondial » et que la durée de ce conflit demeure incertaine, rendant indispensable une intervention structurelle des pouvoirs publics ;*

– *considérant que la crise énergétique actuelle illustre une fois de plus la vulnérabilité structurelle du Luxembourg et de l'Europe à la volatilité des prix des énergies fossiles, et que cette dépendance constitue non seulement une menace pour le pouvoir d'achat des ménages, mais également un risque économique, social et géopolitique de premier ordre ;*

– *considérant que la réponse durable à ces crises répétées réside dans une accélération résolue de la transition énergétique, permettant de réduire structurellement la dépendance du pays aux importations de combustibles fossiles,*

invite le Gouvernement

– *à prévenir toute hausse des prix de l'électricité et du gaz naturel liée à la situation géopolitique au Moyen-Orient, en instaurant un plafonnement de ces prix pour l'ensemble des ménages luxembourgeois pendant toute la durée de la crise liée au conflit en Iran ;*

– *à plafonner les prix maxima des carburants automobiles (essence SP95, SP98 et diesel) à leur niveau du 27 février 2026 en procédant aux ajustements nécessaires du Contrat de programme avec le secteur pétrolier ;*

– *à plafonner immédiatement le prix du mazout de chauffage à son niveau du 27 février 2026, afin de protéger les ménages qui dépendent de cette énergie pour leur chauffage, notamment les ménages à revenus modestes ;*

– *à plafonner les prix maxima des carburants automobiles (essence SP95, SP98 et diesel) à leurs niveaux actuels en procédant aux ajustements nécessaires du Contrat de programme avec le secteur pétrolier tout en se concertant avec nos trois pays voisins ;*

– *à réintroduire le crédit d'impôt énergie afin de protéger les ménages à revenus modestes et moyens de la hausse des prix résultant de la guerre au Moyen-Orient ;*

– *à œuvrer activement au niveau européen pour l'adoption coordonnée de mesures d'urgence de régulation des prix de l'énergie au sein de l'Union européenne ;*

– *à engager sans délai un effort d'investissement public renforcé en faveur de la transition énergétique afin de réduire la dépendance du Luxembourg aux énergies fossiles importées et d'assurer la mise en œuvre intégrale et accélérée du PNEC, reflétant les obligations européennes du Luxembourg, notamment par le développement des énergies renouvelables, la rénovation énergétique des bâtiments, les réseaux de chaleur, les transports publics et la mobilité active, ainsi que le soutien aux ménages modestes.*

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, wann awer eppes méi kloer ass, dann ass et, dass d'Transformatioun vun eisem Energiekonsum fort vu fossilen Energieë Staatsräson misst sinn. Et wier wichteg, wann d'Regierung dat selwer emol géif agesinn an domat ophale géif, grad de Klima- an Ëmweltschutz als eng Aart Hindernis fir de Wuelstand ze zerrieden. Mir gesi grad elo, wat de Wuelstand wierklech zerstiéiert, an dat sinn d'Präisser vu fossilen Energien an eis Ofhängegkeet op deem Punkt.

Dofir fuerdere mir d'Regierung och op, déi ëffentlech Investitiounen an déi erneierbar Energien an an d'Energieeffizienz ze verstärken, fir eis Ofhängegkeet vu fossilen Energien esou séier wéi méiglech erfzesetzen. D'Mesüren am Klima- an Energieplang gesi mir als e Minimum, dee misst gemaach ginn. Op kee Fall dierf d'Regierung hei elo d'Mesüren an den Zäitplang a Fro stellen. Dat alles, Här President, wäert an enger éischter Phas säi Präis hunn. Duerno wäerte mer all dovunner profitéieren.

Den Här Finanzminister ass zwar net do, mee ech géif der Regierung un d'Häerz leeën, opzehalen, an d'Mattekëscht vun den 80er-, 90er-Jore wullen ze goen, fir d'Steieren op de Profitter vu Betriber erfzesetzen, wéi dat geplangt ass, an aner Politicken ze maachen, wéi amplaz just fir déi Privilegiéiert. Mir brauche eendeiteg méi Recetten. Déi Sue brauche mer, fir eis op eng klimafreundlech Zukunft virzebeereeden, wou et de Leit an allen Hisiichte wäert besser goen. Leider si mer nach net esou wäit an dofir si mer der Meenung, datt mer an enger Urgencëssituatioun, déi sech elo awer undeit, mussen de Leit hëllefen, déi net dofir kënnen, datt se net kënnen aneschtens Energie consomméieren, well mir gesinn net an, datt d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg, zemoools déi, déi am mannste verdéngen, Opfer musse si vum Krichswan vun e puer Mënschen op dëser Welt.

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Krich am Noen Osten huet dramatesch Konsequenze fir déi Regioun. Dem iranische Vollek gëllt, sou wéi eise Fraktiounschef dat virun zwou Wochen hei gesot huet, eis Solidaritéit an eis Ënnerstëtzung. Mee de Krich huet och wirtschaftlech Konsequenzen hei, an Dir hutt et elo gesot, datt virun allem iwwert den Energiepräis. A mir hu leschten Donneschde schonn am Detail doriwwer an der Kommissioun geschwat an d'Erklärung vum Här Minister am Detail kritt zu dësem Thema.

Wat ass geschitt? Ech mengen, dat weess mëttlerweil jiddereen. Et sinn eng ganz Partie Schëffer, déi an där Strooss vun Hormus blockéiert sinn. Dat féiert dozou, dass eng riseg Spekulation dobaussen um Maart ass, well dee Pétrol oder well e wéineg Pétrol eigentlech elo blockéiert ass, Pétrol a Gas. 5 % vum Pétrol, an dat hu mer héieren, kommen aus där Regioun an Europa. Dat heescht, mir hunn aktuell kee Problem vu Quantitéiten, mee et ass éischter effektiv e Problem vum Präis, deen op Spekulation zréckzeféieren ass. An dat ënnerscheet och déi hei Situatioun vun där vun 2022 beim Ukrainkrich, wou eigentlech de Krunn vum Gas zou war oder d'Liwwerungen ausgesetzt goufen an näischt méi heihinner komm ass.

Elo ass de Präis, wéi Der gesot hutt, op iwwer 100 Dollar de Barrel geklomm. 2022 ware mer bei 130 Dollar. An et ass och net aussergewéinlech, dass bei

groussen internationale Krisen de Präis ëmmer erëm ganz héich gëtt. Ech hat emol nogekuckt: Bei der iranische Revolutioun, bei den Irak-Kricher, am „Arabesche Fréijoer“, allkéiers war dee Pétrolspräis iwwer 100 Dollar de Barrel gaang an en huet sech duerno erëm berouegt.

Elo hu mer effektiv déi Situatioun vun der Spekulation, déi dozou féiert, dass d'Präisser déi eng Kéier ganz séier eropginn an déi aner Kéier séier erf. D'lescht Woch hate mer Schwankungen op der Pompel vu minus 5 Cent. Mir haten awer och gëschter erëm eng Annonce vu plus 8 Cent. An awer leie mer bei engem Präis vun 1,85 Euro. An ech hunn et awer interessant fonnt, dass ech a Videoen op Social Media Präisser vun 2,20 Euro, 2,30 Euro gesinn hunn. Ech weess net, wou déi Leit tanke ginn, mee op jidde Fall net hei zu Lëtzebuerg.

Et ass natierlech eng schwéier Situatioun, déi deier Energiepräisser: fir déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, fir déi Leit, déi mussen hëtzen an och natierlech fir d'Betriber, déi mam Pétrol musse schaffen. Dofir ass et wichteg, dass mer d'Situatioun am A behalen, dass mer kucken, wéi et virugeet. Kritt de Krich, wéi en elo verleeft, en Enn oder geet d'Situatioun virun? Hält den Iran eis am Fong als Geisel mat der Energie iwwer eng laang Zäit a muss dann d'Regierung intervenéieren?

Eng Mesür, déi am Koalitiounsaccord virgesinn ass, ass: Wann d'Inflatioun sech schnell virugeet, wann zwou Indextranché géifen erfalen, da misst oder géif d'Regierung eng Tripartitt zesummeruffen. Ech mengen, Verschiddener si frou mat Tripartitten heibannen. Déi do, déi hoffe mer eis natierlech ze erspueren, mee wann et esou geet, dass d'Inflatioun esou séier virugeet, da gëtt déi natierlech zsummegeeruff, fir no Léisungen ze sichen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et wär awer un der Zäit, et elo ze maachen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Et steet jo kloer do, dass zwou Indextranché missten a kuerzer Zäit erfalen. An déi Inflatioun hu mer aktuell nach net. Duerfir si mir der Meenung, dass et nach net esou wäit ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A bon!

M. Jeff Boonen (CSV) | Den Här Minister huet sech mat dru bedeelegt an der europäescher Kooperatioun, Pétrolreserven ze mobiliséieren, well een einfach wëll dem Marché weisen, dass genuch Pétrol do ass, fir der Spekulation entgéintzewierken. Natierlech ass dat nëmmen eng kleng Moossnam, well et do och herno, wann de Pétrol erëm muss agelagert ginn, Drock op d'Präisser gëtt.

Wat ech awer hei als Reaktioun op déi Austeritéitspolitick, déi mer hei virgehäit kréien, wëll soen: Ech mengen, dass keng aner Regierung wéi déi hei d'Leit wierklech entlaascht huet. A si huet dat och geziilt a sozial gemaach, wa mer emol un d'Energieprimm denken – eng Energieprimm, déi do ass, fir deene Stéit, déi am meeschten ënnert der Deierecht leiden an déi am mannste Revenuen hunn, ze hëllefen. Bis zu 1.050 Euro kann e Stot mat véier Leit kréien, deen e Revenu ënner 7.000 Euro huet. Dat ass Sozialpolitick, wou mer geziilt hëllefen an net einfach iwwert de Präis. Da sinn, fir d'Elektrifikatioun virunzedreiwte respektiv fir de Präis vun der Energie ze ënnerstëtzen, och Hëllefe gi gi beim elektresche Stroumppräis iwwert d'Netzkäschten. An duerfir froen ech mech an deem Kader, wou Der gesitt, dass mer Spuermoossname maache mat all deene Saachen, déi nach annonciéiert sinn.

An och an der Energietransitioun, an der Klimapolitick gëtt jo net gespuert! Et ass eng Prozedur – mir

hunn elo just driwwer geschwat – vun „Einfach – Séier – Erneierbar“ lancéiert gi mat 51 Mesüren. An et ass net alles eng Saach vu Suen. Et ass och vill eng Saach vu Prozeduren, eng Saach vu Plazen, wou ka gebaut ginn, an och eng Saach vun der Infrastruktur. An duerfir ass et natierlech wichteg, dass mer eis mat Infrastruktur weider beschäftegen, Infrastruktur vun Netzer, Infrastruktur vu Fernwärmenetzer – Dir hutt et gesot –, Späicherstrategien, fir esou déi erneierbar Energie méi interessant ze maachen.

Dann ass et natierlech wichteg, dass mer Kooperatiounen maachen, Kooperatiounen an Europa, awer och Kooperatiounen iwwer Europa eraus, well ech mengen och, dass mer net all d'Energie hei wäerte selwer produzéieren an esou Regiounen wéi Nordafrika awer wäerten extreem wichteg fir den europäesche Kontinent sinn, fir do an Zukunft Energie ze kafen.

Also als Konklusioun: Mir sollen elo keng Panikreaktioun hei hunn, mir sollen d'Situatioun am A behale mat deene Modeller, déi mer hunn, mat deene Mechanismen, déi mer hunn, an da si mir och zouverssiichtlech, dass mer duerch déi hei Kris wäerte kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. D'Wuert huet elo d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gesot ginn: D'Strooss vun Hormus, eng vun de Liewensodere vun der Weltwirtschaft, wou geschat 20 % vum weltwäit gehandelten Äerduelg a Flësegäerdgas verschëfft ginn, ass haut gréisstendeels blockéiert. Honnerte vu Pétrolstankere sëtzen do fest. Dat weist erëm, wéi séier eng onstabel geopolitesch Situatioun sech op d'Wirtschaft an d'Energieversuergung, déi hei Sujet ass, auswierke kann.

Déi International Energieagence huet an dësem Sënn eng koordinéiert Aktioun lancéiert, fir Pétrolreserven op de Marché ze bréngen. Lëtzebuerg huet sech hei solidaresch gewisen a mat 8.000 Barrel aus eise Pétrolreserven och gehollef. Hei zu Lëtzebuerg, an dat huet den Här Minister eis effektiv och schonn an der Kommissioun gesot, hu mir Pétrolreserve fir 93 Deeg. An de Minister sot, dass hei bei eis, wann et elo ëm d'Versuergung mat Ueleg a Gas geet, och aktuell keng Enkpäss do sinn. Duerfir solle mir – ech widderhuelen dat, wat den Här Boonen gesot huet – elo à ce stade net a Panik verfallen.

Mir sinn haut an enger anerer Situatioun wéi 2022. Mir hunn och mëttlerweil eis Energiesourcen op europäeschem Niveau, awer och hei am Land, ganz staark diversifiéiert. Mir si ganz kloer méi breet opgestallt wéi nach bei der Energiekris 2022. Jo, beim Tanken hu mer alleguerter gemierkt déi lescht Deeg, dass d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn. Et kann een hei nach net vun enger genauou staarker Hausse schwätze wéi mir se virun e puer Joer kannt hunn. D'Präisser vum Bensinn a vum Diesel sinn haut manner héich eropgaangen, wéi se deemools eropgaange sinn.

Och eis Gasreserve si méi héich wéi dat 2022 de Fall war. An d'Fournisseure vun der Energie kafen de Gas och bis zu dräi Joer am Viraus, soudass mir haut d'Konsequenze vum Krich am Noen Osten nach net hei ze spiere kréien. Dowéinst gëtt et och elo – an ech soe kloer: à ce stade! – nach kee Grond, direkt ze intervenéieren an hei Staatshëllefen oder Mesüren anzeféieren. Alles hänkt dovunner of, wéi de Krich

sech weiderentwéckelt, an och notamment, wéi laang en dauert.

D'Regierung ënnerstëtzt awer eis Bierger an eis Betriber haut schonn iwwer aner Weeër. An ech fannen et scho wierklech fundamental onéierlech, hei den absolute Contraire ze behaupten! Sait dësem Joer – an ech wëll et hei nach eng kéier rappeléieren – iwwerhëlt de Staat iwwert de Staatsbudget 150 Milliounen, déi an d'Stroumnetz investéiert ginn. Dës Mesür ënnerstëtzt automatesch all Stot an all Betrib, well et muss een näischt ufroen, mee dëst gëtt direkt op der Stroumrechnung applizéiert. An den Energieminister huet ugekënnegt, dass d'Reseauskäschen op d'mannst während dräi Joer sollen iwwerholl ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dann iwwerhëlt de Staat zënter dem 1. Januar dëst Joer och de Clienten hir Contributioun zum Kompensatiounsmechanismus, deen dozou déngt, d'Méikäschen, déi duerch d'Exploitatioun vun der erneierbarer Energie entstinn, auszegläichen. Och dat si Käschen, déi een net méi op dem Client senger Stroumrechnung féinnt, an och heiduerch ginn d'Leit kloer entlaascht.

Doriwwer eraus kënne Stéit – et ass och scho gesot ginn – mat engem méi niddregen Akommes och weiderhi vun der verdräifachter Prime énergie profitéieren. Niwient dem Suivi vun dësen immens wichtige Mesüeren, déi et haut scho gëtt an déi och en Impakt op d'Stroumpräisser hunn, soll an – ech sinn och iwwerzeugt dovunner – wäert eis Regierung och weiderhin d'Präisentwécklung vum Pétrol an och vum Stroum am A behalen, fir, wann dat néideg gëtt, och matzäite kënnen ze reagéieren.

Här President, zu enger kompetitiver, nohalteger Wirtschaft gehéiert eng responsabel Energiepolitik. Onofhängegkeet vun de fossillen Energië bedeit och Onofhängegkeet vun Autokratien an och Diktaturen. Den aktuellen onstabile geopolitische Kontext huet eis hei nach eng kéier gewisen, wéi fragill d'Versuerung mat fossillen Energië ka sinn.

An deem Sënn ass et elo de richtege Moment, fir nach eng kéier drun ze erënneren, dass den Ausbau vun den erneierbaren Energien hei onëmängleech ass. Fir bei der Energieversuerung méi resilient ze ginn, setze mir op dësen Ausbau mat der Wandkraaft, mat der Elektromobilitéit an awer och mat der Fotovoltaik. Och de Prefinanzement vun de PV-Anlagen an de Batterië soll d'Prozedure vereinfachen an och grad deenen et erméiglechen, déi net esou vill Suen hunn, net grouss Zomme virstrecken ze mussen, fir an déi erneierbare Energien och ze investéieren. De Staat selwer – an et ass virdru vun de Gemenge geschwat ginn – mécht och Efforten an en huet haut scho 75 Gebaier mat enger PV-Anlag ekipéiert, domadder si scho ronn 25 % vun dem méigleche Gesamtpotenzial u Leeschung erreicht. A bis 2030, wéi et am PNEC virgesinn ass, soll och effektiv op all öffentlechem Gebai do, wou et Sënn mécht a wou et och méigleech ass, eng PV-Anlag installéiert ginn.

Fotovoltaik laanscht d'Autobunnen ass en neie Projet, deen och an Aussicht steet an deen och den Ausbau vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg weiderdreift.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Mir bleiwen als Demokratesch Partei dobäi, dass Lëtzebuerg, esou wéi d'Regierung et aktuell mécht, wéi awer och déi viregt et gemaach huet, massiv a konsequent an den Ausbau vun den erneierbaren Energien investéiert. D'Diversifikatioun vun eiser Energieversuerung gehéiert zu eisen Haaptprioritéiten a mir wäerten eis och weiderhi fir bezuelbar Energiepräisser asetzen, déi onëmängleech sinn, souwuel fir d'Kafkraaft vun

de Stéit wéi awer och fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, merci de Kollegee vun déi Lénk dofir, dese Sujet vun den Energiepräisser op den Ordre du jour ze setzen. Wa si et net gemaach hätten, hätte mir et gemaach. Fir unzefänken ee Wuert zum Ausléiser vun der Situatioun un der Pompel: Dat iranescht Vollek erlieft seit mëttlerweil méi wéi zwou Wochen onheemleech Leed duerch déi amerikanesch an israeelesch Offensiv am Uschloss u bal 50 Joer Repressioun duerch d'Mullahen.

(Brouhaha)

Lauschtert e bëssen no, Här Weidig, da wësst Der, dat ech och eppes doriwwer soen. D'Billen, déi eis vun Teheran errechen, loosse eis net kal. De Mëttleren Osten, dee brennt. Honnerttausenden Zivilisten sinn aleng am Libanon op der Flucht. An dofir widerhuelen ech hei nach eng kéier: Mir Sozialisten, mir verurteilen déi illegal Attaque vun de Vereenegte Staaten a vun Israel kategoresch an och ganz ferm! Den eenzege Wee, fir e positive Changement an der Region ze bewierken, ass duerch den Dialog, duerch d'Anhale vu Reegelen an effikass international Mechanismen. Mee sécherlech net duerch Bomben.

Zu den Energiepräisser. Alt erëm ginn d'Präisser vum Brennes an Europa duerch de Plaffong, alt erëm ass et duerch eng illegal an oniwwerleucht Militärinterventioun vun enger Weltmuecht. Wéi d'Kollegee vun déi gréng schonn an hirem oppene Brëif un d'Regierung feststellen: Energiepolitik ass och Sécherheetspolitik. An et ass elo de Moment, fir konsequent an d'Förderung vun erneierbaren Energien ze investéieren, am plaz zréckzeschrauwen. Mir wëssen, wou mer konsequent Investissementer brauchen, fir als Mënschen op engem liewenswäerte Planéit ze iwwerliewen, an dat ass bei der Solar-, Wand- an och Batterieinfrastruktur.

Datt mer no Tschernobyl a Fukushima nach ëmmer eng Debatt iwwer Atomenergie musse féieren, jéngst erëm um europäeschen Niveau wéinst enger oppe pronukleärer Kommissiounspräsidentin, dat mécht eis Kappzerbrieches. An Zäite vun héich defizitärer Atomenergie, Atomkraaftparken uechtert d'Welt, déi Milliarden u Sue schlécken, froe mer eis, firwat mer dës Diskussioun op en Neits musse féieren. Atomenergie ass net sécher, ass deier a bleift ouni Léisung fir d'Lagerung vu radioaktiven Offäll. Dat muss een eng kéier einfach wëssen a verstoen. An et muss een et och héieren.

Well nëmmen duerch konsequent Investissementer a gréng Technologie, déi funktionéiert, kënne mer déi nächst Energiekris evitéieren an der Klimakris entgéintwierken. An dozou gehéieren och Subsiden a PV-Anlagen, Elektroautoen a Véloen, an net d'Reduzéierung, esou wéi dës Regierung et am Ufank vun hirer Mandatsperiod leider gemaach huet. Well wou e Wëllen ass, do ass och e Wee, wéi mer bei der Defense jo gesinn. Wa mer wëlle Suen hunn, dann hu mer der och!

Imminent hu mer elo eng weider Energiekris, déi mer alleguer am Portmonni spieren, virun allem déi, deenen et net esou gutt geet an déi kuerzfristeg Léisunge brauchen. Wien an de leschte Wochen d'Noriichten aus eisen Nopeschlänner suivéiert huet, deen huet matkritt, dat d'Leit haut scho rationéiere

mussen, wéi vill se mam Auto fueren, dat se de Vélo do huelen, wou et net méi anescht geet – wat jo u sech awer gutt ass. Och hei am Land sinn d'Präisser un der Pompel scho gutt an d'Luucht gaangen.

Och an engem klengen Land mat gratis öffentlechen Transport ass d'Realitéit um Terrain oft méi escht wéi ee mengt. Grad déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft sinn am härteste getraff a mussen déi gréisste Changementer maachen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. An ech erënneren hei, datt ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg un der Aarmutsgrenz liewen.

Dann hunn d'Präisser un der Pompel a potenziell méi héich Gaskäschen och en direkten Impakt op de Leit hire Portmonni an natierlech och op d'Réckgrat vun eiser Economie – op eis Betriber.

An do wësse mer elo schonn, dat d'Betriber d'Präisser hiewen – net well se dat gäre maachen, mee well se gezwonge sinn –, fir d'Energiepräisser ofzefiederer. Mir hunn do konkret Beispiller. Speziell kleng Betriber wäerten nach méi un d'Struewele kommen, wann dat heiten unhält. An datt dës Situatioun unhält, dat weisen net zulescht d'Planlosegkeet vum orangè Mann aus dem Wäissen Haus an d'Krichsdreiwerei vum Bibi, déi elo ëm Hëllef vun der NATO ruffen, fir aus hirem selwer verscholten – an ech huele keen anert Wuert – Bullshit hei erauszecommen! An do wäert heibanne jo wierklech hoffentlech keen dat ënnerstëtzen, och meng Leit hei op der lénker Sait net! Ech hoffe jo, datt se esou rasonabel sinn, datt se dat net maachen.

D'Strooss vun Hormus ass a bleift en Nadelör a wäert och an Zukunft e Geforepassage bleiwen, wat dann och weiderhin Auswierkungen op den Energiepräis wäert hunn. A well d'Situatioun prekär ass, soe mir: Rufft elo d'Sozialpartner zesammen, ier et ze spéit ass! Den Energiedesch brauche mer elo direkt an net, wéi vun der Majoritéit gesot gëtt: „Elo kucke mer emol. An da kucke mer emol. An da kucke mer emol. A wann et dann ze spéit ass, da ruffe mer d'Leit emol zesammen, déi dann zuesammekommen. Da kucke mer emol, wéi eng Léisung mer fannen. Ier mer dann d'Léisung en place setzen, kucke mer emol, wat dat fir Auswierkung wäert hunn.“ An dann, déi ganzen Zäit do wäerten d'Leit bei d'Liesset gelooss ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | A wann Der dat net wëllt, léif Regierung, da rufft eng Tripartitt zesammen wéinst deene ville gläichzäitege Krisen: um Aarbechtsmärché, bei de groussen Employeuren, an der Stolindustrie an um Energiemaart! De Mars Di Bartolomeo hat se jo scho gefrot. A wann dat keng Krise sinn, léif Regierung, wat muss dann nach geschéien?!

Well mir brauchen elo scho geziilt, sozial gestaffelt Erliichterunge fir Leit a fir Betriber, wéi zum Beispill de Crédit d'impôt. A mir brauchen eng Regierung, déi zesumme mat de Partner plangt. Wa se Sozialdialog iergendwou nach seriö hëlt, da muss se elo eppes maachen! Mir brauchen eng Regierung, déi eppes mécht, an net eng, déi ofwaart.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zum Schluss kommen, Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Well wa se waart, bis d'Kar am Dreck läit, dann ass et ze spéit. An dat ass net responsabel!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President, léif Kollegeen Deputéiert. D'Hausse vun de Präisser mécht sech bei ville Bierger bemerkbar. Fir den Tank opzefüllen, bezilt een elo schonn 10 bis 15 Euro méi. Dës Entwécklung betrëfft besonnesch Leit aus dem ländleche Raum, mee och Elteren, déi op den Auto ugewise si wéinst hire Kanner. De Masutt ass och geklommen, wat d'Leit e puer 100 Euro méi kascht. De Gas an de Stroum sinn nach stabill, mee och op engem ze héije Präisniveau. A laangfristeg kéinte se elo nach méi héich ginn.

Mir als ADR setzen eis ëmmer derfir an, dass d'Liewens-käschten esou niddreg wéi méiglech bleiwen, speziell fir déi Leit, déi um Mindestloun sinn, mee natierlech och fir eis Privatindustrie. Vill Parteien hei an der Chamber ginn der geopolitescher Lag d'Schold fir déi héich Präisser. Dat ass ze einfach a populistesch.

Mir als ADR maachen dat net. Mir beschäftegen eis mat de wierklechen Ursaachen, well déi leien iergendwou aneschtens.

(Interruption)

Wann Dir en Autosaccident hutt bei Schloreem, kënt Dir natierlech dem Reen d'Schold ginn. Mee wann Dir méi lues gefuer wäert, wann Dir Wanterpneuen drop gehat hätt, ...

(Interruption)

Une voix | A!

M. Tom Weidig (ADR) | ... da wär den Accident warscheinlech net passéiert.

Geopolitesch Krisen drécken op d'Präisser – dat ass kloer –, mee Krise gëtt et ëmmer an eng gutt Energiepolitick hält Krisen aus. Dës aktuell Kris weist nees eng Kéier gnadenlos, dass Europa eng rationell Energiepolitick brauch, eng souverän an autark Energiepolitick. Mir müssen all verfügbar Energiequellen nutzen – nuklear Energie, ...

Plusieurs voix | A!

M. Tom Weidig (ADR) | ... erneierbar Energie, eis eege fossill Ressourcen –, anstatt eis komplett ofhängeg ze maache vu Kriseregionen. Mir müssen onofhängeg gi vum russesche Gas, vum Noen Osten, an och vun deem, wat den Trump an d'USA esou maache wëllen.

Mir als ADR sinn do nees eng Kéier an der politescher Mëtt an Europa.

(Hilarité)

A wann ass schold un der verfeelter Energiepolitick aus de leschte Joren?

(Interruptions diverses)

D'Madamm Tanson huet et jo an Ärem Video gesot: déi gréng!

(Interruptions)

Mee dat war awer net ganz richtig. Dat war net ganz richtig.

(Interruptions)

Et waren net déi gréng, mee et war déi gréng Ideologie. An déi ass och gepusht gi vun der CSV, DP an LSAP.

Plusieurs voix | O!

Une voix | Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | Elo hu mer nees eng Kéier eng Kris an Dir stitt plakeg do mat Ärer irrationaler

Energiepolitick. Da kommt, mir kucken emol, firwat d'Energiepräisser wierklech esou héich sinn!

Eng Studie vun J.P. Morgan huet ausgerechent, dass duerch den däitschen Atomausstieg d'Stroumpreisser ëm 25 % méi deier gi sinn. An Dir wësst jo, dass mir als Lëtzebuerg dee meeschte Stroum aus Däitschland kréien.

Wat bedeit dat konkret? Wann Däitschland a Lëtzebuerg keng aggressiv Antinuklearpolitick bedriwwen hätten, da wäeren eis Stroumpreisser elo wuel 20 % manner an da kéinten d'Leit eng 20 %-Hausse vun de Pétrolspräisser kompenséieren. Esou hu se héich Stroumpreisser an héich Pétrolspräisser!

A wéi d'Madamm von der Leyen richtig gesot huet: Den Ausstieg war e schwéiere strateegesche Feeler. Mir als ADR sinn do och an der politescher Mëtt an Europa, an d'Regierung an déi aner Parteien hei am Haus net!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Interruption)

Une voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | Wat vill Leit oft vergiessen, ass: De Präis besteet och aus ville Steieren, zum Beispill der CO₂-Steier. Ech zitéieren do RTL: „Fir d'Ministere Yuriko Backes, Carole Dieschbourg a Claude Turmes huet d'CO₂-Steier de gewünschten ‚Lenkungs-Effekt‘: sou wieren d'Präisser op der Pompel manner attraktiv ginn.“

Dat heescht: Wann Dir elo op der Pompel nees eng Kéier méi musst bezuelen, da wësst Der jo, wie mat responsabel ass.

(Interruptions)

Net nëmmen den Här Trump, mee och d'Madamm Backes!

Drëtens: De Fracking, also d'Förderung vu Schiefergas, huet an den USA eng Energierevolutionioun provozéiert. Eisen importéierten LNG-Gas kënnent elo haaptsächlech aus den USA. Stellt Iech emol vir, mir géifen an Europa och Schiefergas féerden! Mee nee, dass politesch net erwünscht. Jo, et gëtt Ëmweltkonsequenzen, mee Importer aus den USA sinn och net méi ëmweltfrëndlech a si maachen eis och nach ofhängeg.

Zum Schluss nach e kuerzt Wuert zum europäeschen Emissionshandel: Och des EU-Politick dreift de Präis an enger Kris kënschtlech an d'Luucht. De System war fragwürdeg, wéi en agefouert ginn ass. En elo net ze iwwerdenken, wär och en dramatesche Feeler. Dat huet eis europäesch Mammepartei, d'ECR, och gefuerdert. An d'EU-Kommissioun wäert elo och dese Mechanismus op de Leescht huelen.

Mir sinn domadder an der politescher Mëtt an Europa. An ech invitéieren Iech aner Parteien heibanen all, mat eis an d'Mëtt ze kommen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn natierlech elo dräi Wuertmeldungen.

(Interruptions)

M. Georges Engel (LSAP) | Dir sidd net an der Mëtt!

M. Claude Wiseler, Président | Et sinn dräi Leit, déi Iech wëllen eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir sidd alles, awer net d'Mëtt!

Une voix | Wer's glaubt, wird selig!

M. Claude Wiseler, Président | Fir dass mer dat elo geuerdent kréien, géif ech éischtens bieden, dass Der e wéineg méi calme sidd. Dann hunn den Här Sehovic, den Här Wagner an den Här Boonen gefrot, fir Iech eng Fro ze stellen. Här Weidig, Dir akzeptéiert se, gesinn ech, well Der do stoe bleift.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, selbstverständlich.

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà. Den Här Sehovic fänkt un.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dat Éischt ass: Dir sidd net an der politescher Mëtt. A just, well Der et honnertmol sot: „Mëtt! Mëtt! Mëtt!“, mécht dat net den Ënnerscheid. Dir bleift eng extreem Partei, déi grad an der Energiepolitick méi Radio Moskau ass wéi soss eppes!

(Interruption par M. Tom Weidig)

Ären Atomfetischismus, dee quasi erotesch Zich huet, kann echguer net méi novollzéien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, Dir sollt eng Fro stellen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mee bon, ech wëll dass net sichen.

Eng Fro: Wann Der sot, Dir wëllt eng ...

M. Tom Weidig (ADR) | Entschëllegt, kënnent Der wannechgelift d'Fro stellen?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wann Der sot, Dir wëllt onofhängeg sinn, a wann Der d'Analys maacht vun all deenen Ofhängegkeeten, déi do sinn, wa mer massiv Atomstrom do solle maachen, wou kënnent do d'Ressource première hier? Wiisst déi hei zu Lëtzebuerg op de Beem oder am Buedem? Wou huet Der déi hier?

M. Tom Weidig (ADR) | Also, nach eng Kéier, fir et ganz kloer ze soen: Dir braucht nëmmen eng Kéier an d'Europaparlament ze goen, da gesitt Der, wuer de Wand higeet. An et ass evident, ob dat an der Energiepolitick ass, mee och bei ganz vill aneren Theemen, do si mir an der politescher Mëtt an Europa.

(Hilarité)

A wann Dir weidermaacht, dann isoléiert Der eist Land ëmmer méi an dat wäert eis laangfristeg schueden.

Zu den erotesche Saache wëll ech elo net kommentéieren.

(Interruptions)

An zu der Nuklearenergie: Jo, déi kommen aus verschiddene Länner. Mee, ee Moment, do ass awer de Punkt: Frankräich huet ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Aus wéi enge Länner, Här Weidig?

M. Tom Weidig (ADR) | Ee Moment!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Weidig huet elo d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Mee Frankräich huet Reserve fir op d'mannst fënnf Joer. Dat heescht, wa mol eng Kéier eng Kris ass ... Eng Kris ass net fënnf Joer laang. Déi ass temporär, vläicht e puer Wochen oder e puer Méint an esou weider. An duerfir: Déi Reserven hale relativ laang. An dat ass kee Problem, dass ze kompenséieren.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Aus wéi enge Länner, Här Weidig?

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Une voix | Russland?

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Merci. Den Här Wagner wollt nach eng Fro stellen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Jo, ech versti jo, datt den Här Weidig an d'ADR onbedéngt hire grouse Leader Donald Trump wëllen a Schutz huelen a sech vill Méi ginn.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat huet ee jo och gemierkt d'lescht Kéier, wéi se refuséiert hunn, dee Krich ze condemnéieren, bei där Motiou. Si gi sech vill Méi.

Mee, éierlech gesot, Här Weidig, sidd Dir deen Eenzenge op dëser Welt, deen ofstreit, datt de Barrelpräis elo eropgaangen ass wéinst dem Krich, deen Äre Kolleeg, den Donald Trump, géint den Iran féiert. Well Dir erzielt eis elo aner Ursachen. Et gétt vill Ursachen, mee dat heiten ... Mir schwätzen elo iwwer déi Kris. De Barrelpräis ass eropgaangen an dat huet mat deem Krich ze dinn. Oder streit Dir dat of?

M. Tom Weidig (ADR) | Also, als Éischt emol musse mer d'Haaptwierkung kucken, firwat ... Et ass vollkomme richtig.

Plusieurs voix | A!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee kommt, mir stelle mol d'Fro: Wien ass dann elo haaptresponsabel? Dat sinn natierlech d'Iraner, well déi attackéieren net Amerika oder Israel, sondern déi attackéiere Schëffer, déi op den internationalen Shippinglanes sinn. Dat heescht, den Haaptresponsabele fir déi ganz Hausse, dat ass den Iran!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien! Très bien! Genau!

M. Tom Weidig (ADR) | Den Iran ass responsabel do fir, an net den Donald Trump oder Israel primär.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Här Weidig, ech wollt Iech froen: Wéi vill Cent mécht dann d'CO₂-Steier um Liter Diesel aus, an dat par rapport zur aktueller Augmentatioun vum Präis?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, dat fannen ech jo interessant, datt Dir do d'Fro stellt, well mir hu jo d'Zitat do vun RTL. Dat heescht, d'Regierung huet et jo agefouert, fir alt e Lenkungsmechanismus zu hunn. Wann Dir elo argumentéiert, ...

M. Jeff Boonen (CSV) | Wéi vill Cent?

M. Tom Weidig (ADR) | ... datt den CO₂ elo halt esou niddreg ass, jo, ma dann huet e jo iwwerhaupt kee Wäert méi. Ma da kënne mer e jo direkt ofschafen!

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | An den zweete Punkt ass och deen, Dir sot dann nach: „Jo, mir hu jo do dee Kompensationsmechanismus, dee gétt elo net méi bezuelt vun de Leit, mee vum Staat.“ Jo, mee sorry, vu wou kritt de Staat dann d'Suen, fir datt d'Leit net méi bezuele mussen? Vun de Leit selwer! Dee ganze System ass complètement absurd! Mir mussen endlech op eng méi rational Energiepolitik kommen – déi elo iwwregens och am Europaparlament ëmmer méi Gewicht kritt. An dat wäert och hei zu Lëtzebuerg ukommen.

Merci.

M. Jeff Boonen (CSV) | Wéi vill Cent?

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dann huet den Här Baum nach eng Fro. Et deet mer leed, Här Weidig, mee ...

M. Tom Weidig (ADR) | Ok.

(Interruptions diverses)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här Präsident. Merci och dem Här Weidig fir d'Unhuele vun der Fro. Ech hunn Ären Ausféierungen intensiv nogelauschert an och Ären Explikatiounen, firwat Der mengt, datt Atomenergie d'Zukunft misst sinn an datt dat en aneren Energiemix misst duerstellen. Just: Aus Atomenergie mécht een, souwäit ech weess, virun allem Elektresch. Dat heescht: Géift Dir de Lëtzebuerg Consumeren uroden, vum Verbrenner ëmzeklappen op den elektreschen Auto?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Tom Weidig (ADR) | Mir als ADR si keng Partei, déi alt de Bierger virschreift, wat se solle maachen. Si huelen hiren eegene Choix. An nach eng Kéier, ech wëll dat soen: Mir sinn net pro Nuklear, andeem mer total obsedéiert sinn domat an och iergendeng erotesch ...

Une voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | ... wéi alt den Här Sehovic gesot huet. Nee, dat stëmmt net.

Dat Eenzegt, wat mir soen, dat ass: Mir mussen eng rational Energiepolitik maachen. All Energiequell huet Pro a Contra. An et ass absolutt wichtig, datt déi alleguerten an deem Mix sinn an datt mer endlech ophalen, ëmmer eng oder zwou Saachen ofzeleenen, well da komme mer net weider. An an der Kris hu mer dann nach vill méi héich Präisser, wéi wa mer dat net maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Welfring.

(Interruptions diverses)

Jo, mir mussen zwar elo iergendzwoosch awer zum Schluss kommen. Ok. Also, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech just eng Fro zur Rationalitéit. Wéist Der, wat de Präis vum Solarstrom ass am Moment? 1 bis 4 Cent. De Präis vum Atomstrom ass vu 6,5 bis 15 Cent pro Kilowattstonn. Dat ass Rationalitéit. Dat sinn haut d'Marchéspräisser.

(Interruption)

Dir sidd jo esou fir de Marché. Dat ass dat, wat international Ratingsagencé soen. Voilà. Souwäit zur Rationalitéit.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | 15-mol méi!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech äntwerten Iech och drop.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo keng Fro, mee Dir kënnt äntweren.

M. Tom Weidig (ADR) | Dat ass punktuell. Wann Der elo haut de Marché kuckt, jo, do ass et duerch de Fall. Wann natierlech Sonn ass oder Wand ass, dann hu mer natierlech en extreem bëllege Präis, an op där anerer Säit hu mer en net. Mee de Problem ass, an Dir wéist dat och: Mir sinn an Europa, mir sinn Industriegesellschaften an déi brauchen eng sécher Grondlaascht. An déi kann een am Moment nach net ofdecke mat erneierbaren Energien.

Mee hätte mer eng total Revolution bei de Batterien iergendwann eng Kéier, wou mer Stroum e puer Méint laang kéinte speicheren, jo, da géif dat alles, Ä

Rechnung, fonctionéieren. Mee am Moment fonctionéiert déi Rechnung net. An duerfir ass et ganz, ganz wichtig, datt mer all déi eenzel Mixen hunn. An all déi grouss Länner, déi hunn dat alles schonn agesinn, mee just mir hei am Klänge Lëtzebuerg hunn dat nach net ganz agesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Cruchten huet nach d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech wollt just ganz kurz ...

M. Claude Wiseler, Président | An da probéiere mer awer opzehalen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech wollt just ganz kurz den Här Weidig froen, dee jo hei e Plädoyer fir d'Atomkraaft gemaach huet – ben, schonn erëm eng Kéier –, a wéi enger Gemeng mer da sollen dat Atomkraaftwierk hei zu Lëtzebuerg bauen, ob en do schonn eng konkret Iddi hätt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, zu Käerjeng vläicht.

Une voix | Nee!

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, mee ...

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech mengen, do kritt Der ...

M. Tom Weidig (ADR) | Mir hunn nach eng Kéier gesot ... Mir hunn net gesot, datt mir sollen eng Atomzentral bauen. Mee Lëtzebuerg, och mat Eisträich zesammen, mir sinn einfach net konstruktiv. An de Punkt ass, mir soen nach eng Kéier: All Energiequell huet Vir- an Nodeeler. An do hunn och iwwregens Äre Kollegeen an anere Länner, wéi alt a Schweedden oder och an Dänemark zum Beispill, eng ganz aner Vue. Et huet am Fong näischt mat Parteipolitik ze dinn, sondern et huet einfach dermat ze dinn, ob Der wierklech verstitt, wéi d'Dynamik vum Energiemarché ass a wéi déi eenzel Energiequelle fonctionéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Weidig. Domat wier dann d'Froestonn un den Här Weidig ofgeschloss ...

(Hilarité)

... an da géinge mer elo bei d'Madamm Welfring kommen. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun eppes méi wéi zwou an eng hallef Wochen huet de President vun de Vereenegte Staate vun Amerika e Krich géint den Iran lassgetrëppelt, ouni Zilsetzung, ouni Exitstrategie, mee mat engem grouse Verstouss géint d'internationalt Recht, mam Resultat, dass virun allem nees d'Zivillbevölkerung leit an d'Regioun nach méi destabiliséiert gëtt.

D'Konsequenze vun dësem Konflikt spiere mer awer och hei. Mat méi héije Präisser an engem méi luesen ekonomesche Wuesstem kritt duerch dës Laun vum amerikanesche President net nëmme de Weltmarkt, mee och eis Wirtschaft en zolitte Coup – an dat zousätzlech zu den Effekter vun den Handelskonflikter.

D'Sprittpräisser – et ass schonn ugeklongen – si sprongarteg eropgaangen ëm 17 %, d'Masuttpräisser ëm 30 % an d'Gaspräisser ëm e bësse méi wéi 60 % an Europa am Moment. Wat aktuell nach keen Impakt op d'Stéit huet – wat awer kéint de Fall sinn, wann de Präis méi héich bleift an och mat engem gewëssenen Decalage an der Zäit. A mat all

neier Eskalatioun wiisst d'Suerg, dass dës Präisser nach weider klammen.

Fir vill Leit hei am Land ass dat keng abstrakt Diskussioun. Et ass eng konkreet Realitéit. Déi, déi am séiersten an am meeschten dorënner leiden, dat sinn alt erëm déi, déi souwisou schonn am mannsten hunn. Grad hir Situatioun riskéiert, sech nach ze verschlimmeren, well scho virum Ausbroch vum Iran-Konflikt waren d'Liewenskäschten héich. De LISER huet eis et viru Kuerzem virgerechent: All fënnefte Mënsch hei am Land ass vum Aarmutrisiko betroff.

Fir vill Leit geet et hei ëm eng ganz konkreet Fro: wivill um Enn vum Mount nach iwwregbleift, fir dat Néidegst ze kafen. Mee och eis Entreprises hate scho virdu mat relativ héijen Energiepräisser ze dinne. A wa mer Aarbechtsplaze sécher wëllen, da muss mer och hir Situatioun am A behalen. Well eng héich Inflatoun an zousätzlech Indextranché réckelen als méiglech Konsequenze vum Konflikt op eemol nees méi no.

An d'Regierung? Zanter zwee an engem hallwe Joer bedriewen d'CSV an d'DP eng Finanzpolitick, wéi wann e puer oncibléiert Steiererlichterungen alles géife léisen. Entgéint de Warnunge vum Rechnungshaff a vum Conseil national des finances – an och vun eis – ass net fir de finanzielle Spillraum gesuergt ginn, deen ee grad a Krisenzäite batter brauch. Weeder d'Zousazausgabe vun der geplangter Steuerreform nach méi héich Defenseausgabe sinn am Pluriannuel verbucht. A vun Depenses, déi eventuell néideg ginn, fir d'Konsequenze vun engem neie Konflikt ofzefiederer, emol guer net ze schwätzen!

Dobäi kënn nach eppes – et ass scho virdrun ugeklongen –: Grad déi Investissementer, déi eis laangfristeg virun héijen Energiepräisser an Energieschwankunge solle schützen, sinn alles aneres wéi an dréchenen Dicher.

Aus enger rezenter Lettre circulaire vum Finanzminister geet ervir, wéi Reporter.lu bericht huet, dass et fir Mesürene aus dem Energie- a Klimaplang een Acquis gëtt. An anere Wieder: D'energeetesche Ofsecherung vun eiser Zukunft huet anscheinend keng Prioritéit bei dëser Regierung. Trotzdeem gitt Dir Iech, Här Wirtschaftsminister, betount entspaant. Net nëmmen a Presseinterviewen, wou Dir eis alleguerten zu méi Geloossenheet rot, mee och an der Chamberskommissioun, wou Dir der Opposition d'Gefill gëtt, dass Der dat net wierklech eescht huet, wat gesot gëtt.

Déi gutt Laun, déi soll Iech gegënt sinn, mee Energiepolitick ass och Sécherheetspolitick. An déi verlaangt Virsiicht, Virbereedung a Responsabilitéit. A genee dofir hu mir d'lescht Woch dem Premier Luc Frieden en oppene Bréif geschriwwen, mat enger Rei vu konkreete Proposen.

Wat elo gefrot ass, ass sécher kee Panikmodus – an deem si mer och net. Wat elo gefrot ass, ass eng seriös Virbereedung op en energiepoliteschen Eeschtfall. Preparatioun statt Reaktioun!

Wat heescht dat konkreet? Falls d'Energiepräisser iwwer méi laang Zäit héich bleiwen oder nach weider klammen, muss kënne séier reagéiert ginn. An dofir mussen d'Mesürene an déi néideg Texter elo preparéiert ginn. Zum Beispill mat engem Energiesteierkredit fir déi Leit mat niddregem a mëttlerem Revenu, oder enger finanzieller Ënnerstëtzung fir Entreprises, déi besonnesch staark betroff ginn, wann et haart op haart kënn.

Mee mir mussen eis net nëmmen op déi Kris virbereeden, andeem mer zesumme mat de Sozialpartner dat ofschwätzen. Mee wat sécher nach vill méi wichteg ass: dass mer mat Driff op d'Ursachen awierken,

eis Ofhängegkeet vu fossillen Energien – an dat, egal wéi et elo am Iran virugeet.

Laangfristeg stabil Energiepräisser kréie mer nëmmen duerch eng beschleunegt Energietransitioun. An elo ass de Moment fir e staarkt Signal an engem zousätzlechen nationale Mesürepak: fir d'Privatleit mat méi héijen Hëllef fir energeetesche Sanéierungen a klimafreundlech Heizsystemer an och fir Elektromobilitéit, an eng ganzheetlech national Strategie fir emissionsfräit Heizen. Dëst sollte mer scho säit leschtem Summer an eiser Kommissioun mat Iech diskutéieren, Här Minister – et ass nach net dozou komm.

A grad bei der Elektromobilitéit muss de Fokus op enger séierer Ëmsetzung vum soziale Leasing leien. Wou ass dës Moossnam säit zwee an engem hallwe Joer drun? De soziale Leasing ass eng Kärmoossnam, virun allem fir Leit, déi sech keen eegenen Elektroauto kafen kënnen, ëmsou manner well dës Regierung jo d'Aidë fir Elektroautoen ofgesat huet. Mat esou engem System kéinte vill Leit hei am Land, grad am ländleche Raum, bei enger nächster fossiller Energiekris – déi mer eis beileibe net erbäiwënschen! – méi roueg schlofen. Et war dofir och eng vu menge Prioritéite beim Opstelle vum Energie- a Klimaplang. Aner Länner hu se anzwëschen ëmgesat, mee Lëtzebuerg nach net.

Mee och d'Betribler mussen bei dëser Transitioun méi staark begleet ginn, zum Beispill duerch eng Erhéijung vun der Bonification d'impôt fir nohaltig Investissementer an duerch eng méi dynamesch Promotioun vu Léisungen, wéi Energiespäicher a Wärmepompele fir den industrielle Beräich. Dat géif net nëmmen d'Klima schützen, mee et géif och eis Wirtschaft méi resilient maachen.

Wat mer awer ganz sécher net brauchen, dat sinn Investitiounen an d'Atomkraaft an och net an d'Forschung zu SMRen. Wat mer och net brauchen, ass en Zickzackkurs vun der Regierung, wann et ëm d'Stärkung vum Emissiounshandellssystem geet, där wichtegster europäescher Reegel fir d'Dekarbonisatioun an Europa. Virun allem dierf hei am Land d'Finanzéierung vun der nationaler Energietransitioun vun dëser Regierung net a Fro gestallt ginn. Dat ass kee Pragmatismus, dat ass Veronsécherung!

Mir brauchen elo eng Acceleratioun vun der Energietransitioun, well soss gëtt déi nächst geopolitesch Kris zu eiser Energiekris. Ech deposéieren dofir eng Motioun, déi vun de Kollege vun der LSAP mat ënnerstëtzt gëtt.

Motion 2

« relative à l'accroissement des prix de l'énergie et l'augmentation de l'indépendance des énergies fossiles »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'attaque des États-Unis et Israël contre l'Iran le 28 février déclenchant un conflit armé entre ces pays ;

– les augmentations des prix d'énergie fossile au niveau international et par conséquent aussi au Luxembourg ;

– le risque que le conflit se propage de plus en plus dans la région et se prolonge dans le temps ;

– la difficulté pour beaucoup de ménages à bas revenus de joindre les deux bouts déjà avant l'augmentation précitée des prix de l'énergie ;

– le risque de pauvreté qui s'élevait à 18,1 % en 2024 ;

– l'impact de l'augmentation des prix sur les entreprises à haute consommation d'énergie et l'importance de maintenir les emplois et la compétitivité des entreprises en question ;

– la dépendance de l'Union européenne et du Luxembourg des énergies fossiles malgré les efforts menés pour réduire cette dépendance ;

– le potentiel d'indépendance énergétique qu'offrent les énergies renouvelables une fois installées par rapport aux énergies fossiles ;

– le dispositif relatif à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques à hauteur de 150 millions d'euros actuellement en vigueur pour l'année 2026,

invite le Gouvernement à

– proposer des mesures supplémentaires pour accélérer la transition énergétique, dont notamment l'augmentation et le préfinancement des primes pour l'électromobilité, les rénovations énergétiques et les systèmes de chauffage durables, tout comme la mise en œuvre accélérée du « Leasing social », la présentation et mise en œuvre d'une stratégie en faveur du chauffage neutre en carbone et l'augmentation d'aides pour les entreprises, notamment par l'augmentation de la bonification pour investissement durable ;

– s'abstenir de mettre en cause dans le contexte actuel les instruments en faveur de la transition énergétique, comme la tarification CO₂ ou encore le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne ;

– prévoir le prolongement de la contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques actuellement en place jusqu'en 2028 inclus ;

– préparer d'ores et déjà des mesures de soutien pour les ménages et les entreprises pour mise en œuvre dans le cas où les prix de l'énergie restent élevés ou augmentent davantage, notamment par l'introduction d'un crédit d'impôt énergie ciblé en faveur des ménages à bas et moyens revenus ainsi que des aides ciblées pour les entreprises particulièrement affectées par les hausses de prix ;

– organiser dans les meilleurs délais une réunion avec les partenaires sociaux afin de discuter et de préparer les mesures futures pour combattre la flambée des prix de l'énergie ou, le cas échéant, d'organiser une tripartite afin de discuter les multiples crises qui frappent actuellement notre pays, notamment les licenciements massifs, la crise dans le secteur de l'industrie, les problèmes du marché de travail, la flambée des prix de l'énergie.

(s.) Joëlle Welfring, Georges Engel, Meris Sehovic.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | An ech géif ganz gären zum Schluss de Kollege vun déi Lénk Merci soe fir d'Aktualitéitsstonn. An Iech merci fir d'No-lauchteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un déi Lénk fir déi Aktualitéitsstonn, déi awer trotzdeem immens wichteg ass. An ech ginn elo net nach eng Kéier op déi geopolitesch Lag an. Muer de Moien hu mer nach eng Aktualitéitsstonn, wou mer nach eng Kéier wäerte méi genau am Detail drop agoen.

Haut geet et jo, sou hunn ech d'Demande vun déi Lénk verstanen, virun allem drëm, dass d'Leit am Moment mussen op der Pompel immens vill musse bezuelen. Dat ass am Moment e grouse Problem. An zu Lëtzebuerg hu mer do weinstens awer nach e Präis, deen op d'mannst gedeckelt ass, och wann e

gedeckt ass op engem gewëssenen Niveau, deen am Moment héich ass.

Wann ech bei eis zu Rodange kucken, wéi vill Autoen am Moment eriwierkommen, da schéngt et mer, wéi wann am Ausland am Moment de Präis nach e bësse méi explodéiert wär wéi bei eis zu Lëtzebuerg. Et däerf een awer net vergiessen, dass zu Lëtzebuerg d'Liewenshaltungskäschtchen vill méi héich sinn an et deementspreechend och wéideet, virum allem well mer awer immens vill Working Poor hei am Land hunn, wa se op d'Aarbecht mussen a virum allem Kilometere maachen an och oft am Stau vill verbrauchen, wa se do mussen op der Pompel méi bezuelen.

Fir eis Piraten ass et awer net esou, dass elo de Staat soll do agräifen als eng Aart Kaskoversécherung. Nee, mir sinn der Meenung, dass déi Mineralölkonzerner zur Responsabilitéit musse geholl ginn. Huele mer zum Beispill hir Bruttomargen. Hir Bruttomargë goufen ënnert der viregter Regierung, ënnert dem Minister Turmes, eropgesat, an dat zwar méi héich, wéi den Index gewuess ass. Dat heescht, déi viregt Regierung huet de Mineralölkonzerner nach méi Geld an hir Täschtchen ginn. A mir Piraten fannen dat net an der Rei.

An elo, an dëser Situatioun, profitéieren déi selwecht Mineralölkonzerner. Mir schwätze bei ExxonMobil vun 28 Milliarde Benefiss. Mir schwätze bei Total vun 20 Milliarde Benefiss all déi Joren. Dat geet net! An déi sollen elo an d'Responsabilitéit geholl ginn. Well et brauch een net ze mengen, wann haut de Barrel bei 105 Dollar op der Bourse ass, dass ExxonMobil an Total, déi hir eegen Uelegfelder hunn, dat musse bezuelen. Am Contraire, déi maache sech dat reng an d'Täschchen. An dann ass et net, dass de Staat herno eppes bälleet, mee dann ass et, dass mer déi Firmen do bremsen, dass déi Firmen de Leit net d'Geld aus den Täschen zéien. Well et sinn déi, déi herno wäerte profitéieren.

An et ass ganz vill hei vum amerikanesche President geschwat ginn. Ma deen huet guer keen Interessi drun, dass den Ueleg bëlleg ass! Well mat 105 Dollar de Barrel kënnen d'USA immens gutt hire Budget subventionéieren a se kënnen immens vill Geld dermat verdéngen. Iwwregens Russland och. An dat ass ee vun deene krassten Nodeeler, déi mer am Moment an der Situatioun hunn, well d'russesch Krichskeess duerch déi ganz Situatioun erëm gefiddert gëtt, wat guer net am Interessi vun eis, vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg, ka sinn. Dofir muss Lëtzebuerg och op de Wee goen an endlech begrenzen, wat déi Bruttomargë sinn an och begrenzen, wat déi Konzernner alleguerte verdéngen. Just esou kënnen mer de Leit hëllefen.

Well et kann net sinn, dass elo um Réck vun de Leit herno alleguerten d'Milliardegewënner nach eng Kéier wäerte wuessen. An Dir kënnt herno d'Bilane vun 2026 alleguerte kucken: Déi wäerten exzellent si bei alleguerten de Konzernner, ob se Shell, BP oder Exxon heeschen, wéi se alleguerte sinn. An do muss agegraff ginn. D'Leit sollen net musse bezuelen, fir dass déi Betriber, déi Rise-Mineralölkonzerner, méi Gewinn maachen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, den Här Minister fir Energie. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här

President. Merci villmools och dem Här Wagner dofir, dëse Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, dass et e ganz wichtege Punkt ass, deen eis alleguerte suivéiert, dee mer alleguerten am Alldag gesinn. A gleeft mer, ech hunn och déi lescht Wochen déi ganzen Zäit heiru mat den Ekippe geschafft, fir ze kucken, wat d'Méiglechkeete sinn, wat d'Piste sinn.

Loosst mech just eng Kéier op d'Situatioun agoen: Et ass esou, dass – an ech mengen, et ass erkläert ginn – duerch d'Fermeture vun der Strooss vun Hormus dee ganze Welthandel am Pétrol gestéiert ass, och wann et punktuell fir den europäesche Marché just vu ronn 20 % vun de Gas- an Uelegliwwerungen ass. Sou wësse mer op den Dag vun haut, dass et net direkt e Problem mer op der Versuergungssecherheet an Europa ass.

Mir wëssen awer och, dass d'Schëffer dräi Woche brauchen, bis se hei an Europa ukomm sinn, sou dass mer also elo, no zwou an eng hallef Wochen, säitdeem déi Attacken do sinn an de Krich do nach eng Kéier explodéiert ass, mer am Moment souwou nach Schëffer hunn, déi kommen. Dofir kann ech och haut net seriö he soen, wat muer, iwwermuer wäert sinn. Ech hunn déi Kristallkugel net an et huet och keen heibanne se. D'Experte vun der IEA, vun der Kommissioun, vum Ministère hunn déi Glaskugel och net, och wa jiddweree se gären hätt.

Neanmoins wësse mer, dass et op den Dag vun haut Repercussiounen op de Masutt, op den Diesel an op de Bensinn huet, natierlech och op de Gas um Spotmarché an och op d'Elektresch um Spotmarché. Fir déi Volete Gas an Elektresch ass et esou, dass de Mechanismus, wéi hei zu Lëtzebuerg de Gas an d'Elektresch un den Endconsommateur geliiwert ginn, iwwer eng Strategie, déi iwwer dräi Joer geet, eis an d'Haushalter do virdu protegéiert – natierlech awer net d'Entreprises. D'Entreprises, déi um Spotmarché akafen, déi also net iwwer en normale Kontrakt mat engem Fournisseur hei zu Lëtzebuerg fieren, mee déi d'Spotmarchépräisser hunn, déi sinn haut schonn dovunner touchéiert, wat dann och natierlech Repercussioune wäert hunn op de Produit final vun där Industrie, wat natierlech dann och Repercussiounen duerno am Geschäft wäert hunn, wat dann och Repercussiounen op d'Inflatioun wäert hunn, wat dann och Repercussiounen op den Index kann hunn, wat dann, wat dann, wat dann ...

Dir gesitt also, dass mer am Moment an enger Phase sinn, zwou Wochen, zwou an eng hallef Wochen duerno, wou mer gesinn, dass verschidde Saache geschéien. Wéi gesot, Penurie gëtt et am Moment net. Déi strateegesch Reserven, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, sinn d'nämmlecht wéi a ganz Europa am Fong Reserven, déi mer hunn, falls eng Penurie géng kommen. Am Moment ass et nach net esou wäit. Mee natierlech weess een net, wat an enger Woch, an zwou Wochen, an dräi Wochen ass. Wa Schëffer deviéiert ginn: Mir approvisionéieren eis an Europa gréisstendeels aus Amerika, England an Norwegen, soudass, wann do géinge Schëffer ofgezu ginn, well de Weltmarché e ganze Changement gesäit, dann d'Situatioun eventuell eng aner ass. Mee et ass net de Moment, fir a grouss Spekulationen ze verfallen.

Mee eppes kann ech Iech garantéieren – an ech hunn dat och schonn an der Kommissioun gesot –: D'Regierung wäert, wann d'Repercussioune weider unhalen, och sozial cibléiert Mesürene huelen, fir deem kënnen entgéintzewierken an ze hëllefen. Dat ass en Engagement, dat mer als Regierung schonn e puermol geholl hunn. Mir huelen dat och hei.

Et si verschidde Saache gesot ginn, déi ech awer wierklech net esou kann am Raum stoe loosse. Ech

gi wierklech net méi op d'Atomdiskussioun an, well ech mengen, déi ass schonn 100-mol zu aneren Diskussiounen hei gefouert ginn. Ech froe mech – an et ass ugeschwat ginn –, wou dann hei zu Lëtzebuerg soll en Atomkraftwierk gebaut ginn. Da froen ech zur nämmlecher Zäit, wou och d'Endlager soll gebaut ginn, wann en Atomkraftwierk, wéi et da vun engem Riedner hei gesot ginn ass, zu Käerjeng soll gebaut ginn – just wannechgelift net op Mondorf! Ech wier net domadder averstanen!

Trotzdem ass d'Positioun vun der Regierung ganz kloer: D'Lëtzebuerg Regierung hält sech, sou wéi dat och déi verschiddenen Traitée virgesinn, aus dem Energiemix vun anere Länner eraus. Mir wëlle just dat, wat Lëtzebuerg direkt betrëfft. Dat ass de Punkt vun der Fermeture vun den Atomkraftwierker, déi direkt un der Grenz sinn, wéi zum Beispill Cattenom an Doel.

Op där anerer Säit, wat ech wierklech net ka stoe loosse – an do sinn ech och e bëssen enttäuscht vun der Ausso! –, dat ass déi Ausso, dass ech ganz relax wier. Dat ass definitiv net esou. Ech si frou, dass Der dat esou gesitt. Loosst mech just wannechgelift ausschwätzen! Et ass eng Fro vun der Responsabilitéit. Ech menge wierklech net, dass et elo de Moment ass, fir Panik ze maachen, dass d'Leit op Tankstelle rennen a sech do de Bensinn huelen. Ech weess nach ganz genau, wéi den éischten Dag d'Augmentatioun esou héich war vum Diesel, wou mer gekuckt hunn, dass mer genuch Policepresenz hätten op deene verschiddene Plazen, well e Rush op d'Tankstelle kéint kommen. Déi ware prett. Do huet d'Regierung hir Responsabilitéit geholl, dat ze kucken. A mer hei soen ze loosse, dass ech mat gudder Laun dohinner kommen, dat fannen ech scho bal eng Frechheet!

Ech muss soen, dass et e ganz grousst Engagement gëtt vun dëser Regierung. An zu deem, wat och ugeschwat ginn ass am Ufank – an ech kommen op déi eenzel Punkten nach eng Kéier duer –:

Éischtens: Mir géingen net genuch maachen, ass vum Här Wagner ugeschwat ginn. D'Madamm Welfring huet dat och gesot. Ech gesinn dat definitiv net esou. Mir hu konsequent gekuckt, fir déi erneierbar Energien auszubauen. Firwat? Wa mer wëllen erneierbar Energien ausbauen, da geet et dorëm, dass mer manner ofhängeg si vun anere Länner, vun Decisiounen. An hei ass et ganz kloer: Et ass net déi lëtzebuergesch Regierung, déi Decisiounen hei geholl huet, e Krich unzefänken. Et ass net d'EU, déi ugefangan huet, dat do ze maachen. Et ass eng Decisioun, déi geholl ginn ass ausserhalb vun de Méiglechkeete vun der EU a vu Lëtzebuerg. A grad dofir musse mer méi resilient ginn a mir musse konsequent déi erneierbar Energien ausbauen.

Dofir hu mer eng Panoplie vu Mesüre geholl. Ech kommen op den ESE, „Einfach – Séier – Erneierbar“, ze schwätzen. Den Här Boonen huet e schonn ugeschwat. Do hu mer gekuckt, eebe grad déi Problemer, déi mer am Moment nach hu bei der Konstruktioun vu Wandalagen, bei der Konstruktioun vu grouss PV-Anlagen, ewechzehuelen.

Viru mir, wëll ech just soen, Madamm Welfring, do huet et méi wéi fënnf Joer gedauert, e Wandrad ze bauen. Wann ech dann haut an enger Pressekonferenz vun Iech reprochéiert kréien, dass ech dëst Joer kee Wandrad ageweit hunn, da muss ech Iech ganz éierlech soen: Jo, mee ech kann net dofir, dass viru fënnf Joer kee Wandrad geplangt ginn ass! Do war ech net do. Ech menge just, dass et awer meng Responsabilitéit ass ze kucken ...

(Brouhaha)

„Haalt op, den Här Turmes esou ze aggresséieren“ – ech fannen dat wierklech net fair vun Iech! Ech muss

soen, et geet eis drëm, dass mer méi séier kënnen Wandanlage bauen, andeem mer Prozesser beschleunegen. Dofir hunn ech zesumme mam Här Wilmes gekuckt, déi verschidden Autorisatiounsprozeduren ze vereinfachen, fir Wandanlagen dohinner kënnen ze bauen, wou et haut net méiglech ass, zum Beispill méi no un d'Bëscher, wa keng Fliedermais do sinn, se zum Beispill an d'Zones-d'Activitéen ze setzen, wou de Stroum och gebraucht gëtt, zum Beispill méi no un d'Autobunnen. Dat sinn Decisioune vun där heiter Regierung, net vun där virdrun. Déi wollt dat net.

An op där anerer Säit, PV laanscht d'Autobunnen, d'Madamm Hartmann huet et ugeschwat, d'Zones non ædificandi, dat hätt Der scho virdrun iwwer e Projet de loi kënnen deposéieren, fir et kënnen ze maachen. Dat ass awer net gemaach ginn!

(Interruptions)

An do muss ech awer soen, wa mer méi PV laanscht Autobunnen kënnen maachen, op Terrainen, déi dem Staat gehéieren, op Terrainen, wou mer méi einfach, méi séier kënnen PV installéieren, dass mer eebe grad do méi resilient ginn a méi Stroum selwer kënnen produzéieren.

D'PNEC-Ziler: Dës Regierung steet ganz kloer zu de PNEC-Ziler! Si huet souguer d'Ziler fir d'erneierbar Energien op déi iewescht Limit geholl, déi mer all zesummen hir vergesinn hunn. An ech mengen och do, dass mer eis eens sinn. A mir loosse eis wierklech do net als Regierung mat einfache Plattitüden, wéi se awer heiansdo kommen, einfach an den Eck drécken.

Waasserstoff: Dës Regierung huet dräi MoUen ënnerschriwwen, fir dass mer eis och un deen europäesche Waasserstoffreseau kënnen ustrécken.

Dës Regierung huet et fäerdegbruecht, eng Batteriestrategie ze presentéieren, déi och virdrun net do war, fir eebe grad nei Méiglechkeete bei den erneierbaren Energie kënnen ze maachen. Wa mer kucken: D'Batteriestrategie gesäit eebe grad déi verschidde Batterië vir, déi louch net do. Et ass awer eng Realitéit. Ech weess, dass Dir et net gär héiert.

Op där anerer Säit kucke mer nämlech fir d'Wärmeplanung. Ech loosse mir hei bei enger Direktiv, déi mer säit Joren an der EU, op Energieministerniveau, diskutéieren, déi iwwert d'Renovatioune an iwwert d'Wärmeplanung, elo net reprochéieren: „Du hues näischt gemaach.“ Ma ech muss soen, wéi ech an de Ministère komm sinn, war keen do, fir d'Wärmeberodung ze maachen! D'Wärmeplanung: Et war keen do! Mir hunn elo zwee, dräi Leit do schaffen, déi grad nëmmen dat dote maachen, fir dass mer déi Retarderen ophuelen.

(Interruptions)

An et ass e ganz wichtege Deel vun der Dekarbonisatioun. Et ass e wichtege Deel, dass mer et fäerdegbréngen, eebe grad do, wou eng Wärmpompel kee Sënn mécht, oder do, wou mer se net kënnen hunn, iwwer zentral Wärmereseauen, iwwert d'Fernwärme, eis Haiser dekarboniséiert kënnen ze hëtzen a kënnen weiderzecommen. Et ass awer dës Regierung, déi dat dote gemaach huet!

Dann: „En nationale Carsharing-Projet gëtt et net.“ Also, zu Mondorf steet de FLEX. Ech weess net, wéi et bei Iech ass.

Dann déi ganz Voleten, déi gefrot gi sinn, fir kënnen weiderzecommen, an zwar direkt elo: Et ass wichtig, dass mer dat doten enk suivéieren, dass mer kucken, wéi et weidergeet. Dass dann e Melange gemaach gëtt: „Mir brauchen och direkt eng Stol-Tripartitt“, „mir brauchen hei eng Tripartitt“, „mir brauchen do eng Tripartitt“ – Här Engel, Dir waart selwer

Aarbechtsminister an der viregter Regierung, Dir war selwer dobäi, wéi d'Diskussiounen ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Gelif?!

(Interruption par M. Georges Engel)

Gesitt Der, esou laang waart Dir net an der Regierung!

(Hilarité)

Also, da wësst Der awer och als viregten Aarbechtsminister, wéi d'Stol-Tripartitt am Fong fonctionéiert. Dat sinn déi Diskussiounen, déi am Kader vu „LUX 2025“ gefouert ginn tëschent der Direktioun vun ArcelorMittal, de Gewerkschaften an der Regierung. Déi sinn amgaange säit Oktober. Do si mer amgaangen, drun ze schaffen. Mir sëtzen do zu dräi um Dësch, fir Léisungen ze fannen, fir dass mer fir d'Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg Solutiounen fannen. Mir loosse eis och do als Regierung net soen, dass do näischt géing geschéien! Mir sëtzen um Dësch, dat auszeschaffen, an ech hoffen, dass mer do och relativ schnell weiderkommen.

Neanmoins mengen ech, dass et wierklech eng Situatioun ass, déi mer ganz enk musséieren. An ech gesinn awer – quitte dass hei op eng komesch Aart a Weis probéiert ginn ass, d'Regierung ze attackéieren, dass mer net genuch géinge maachen; ech hu bewisen, dass mer vill méi maachen, wéi dat virdu war –, dass mer eens sinn, dass mer d'erneierbar Energie wëlle weider ausbauen, well dat deen eenzege Volet ass, fir eis ze schütze virun Decisiounen, déi mir net an der EU huelen.

Fir de Rescht: D'Engagement vun der Regierung, fir sozial cibléiert Mesürene ze huelen ... Well wann ech d'Motioun kucken, déi hei ass, vun deene Lénken, wou am Fong gefrot gëtt, einfach nëmmen an der Breet de Stroumpräis elo ze deckelen – en ass net eropgaangen an e wäert och soubal net eropgoen. Dofir muss een dat do enk suivéieren. Bei dem Gaspräis genau dat nämmlech. Op där anerer Säit, dass mer sollen de Bensinn op den Tankstellen deckelen op de Präis virum Krich – ech hat scho geduecht, Dir hätt 1939 gemengt –, ...

(Interruption par M. David Wagner)

... also dass mer sollen de Präis vu virun dräi Wochen...

(Interruption par M. Marc Baum)

Dir hat „virum Krich“ gesot.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass de Masutt.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dass mer sollen de Bensinnspräis op de Stand vun haut deckelen. Ech muss Iech soen – Dir frot an deem véierten oder fënneften Turet, dat awer muer ofzeschwätze mat eisen Nopeschlänner –: Wa mir hei de Präis elo op de Stand vun haut deckelen, gleefft mer, da kréie mer en nach vill méi grouse Rush op d'Tankstellen hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen net, dass Dir prett sidd, lëtzebuergesch Steiergelder ze huelen, fir an der Groussregioun Tankstell ze spillen. Ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer, wa mer Saache maachen, déi och sozial cibléiert maachen. Dat Engagement vun der Regierung ass do, fir sozial cibléiert kënnen weiderzecommen.

A grad dofir, och erëm eng Kéier als Beispill, wat dës Regierung gemaach huet: 2024 ass d'Énergieprimm ugepasst ginn. Just fir Iech eng Kéier d'Zuelen do ze soen: D'Énergieprimm virun 2024, dat heescht ënner der fréierer Regierung, wou ech och Member war, war bei engem Persoun, déi e Revenu maximal

vun 3.388 Euro huet, 200 Euro d'Joer. Si ass vun dëser Regierung op 600 Euro gehuewe ginn. Bei zwou Persoune mat engem Revenu maximal vu 5.082 Euro war se 250 Euro, si ass op 750 Euro gehuewe ginn. Bei véier Persoune mat engem Revenu maximal vu 7.115 Euro war se 350 Euro, si ass op 1.050 Euro gehuewe ginn. Dat just fir d'Prime énergie.

Op där anerer Säit ass eng nei Prime énergie agefouert ginn, an zwar déi mat den hallwe Montante fir Haushalter, déi eebe just knapp iwwert där Grenz vum Montant leien, 25 bis 30 % vun dem AVC-Seuil, do kritt eng Persoun mat engem Revenu vun 3.500 Euro nach eng Kéier 300 Euro. An esou weider. Ech ginn net nach eng Kéier duerch all déi Zuelen. Dat heescht, och do gesäit een, dass mer d'Énergieprimm verdräifacht hunn an esouguer e Lissage gemaach hunn. Mir loosse eis déi do Saachen net einfach esou reprochéieren!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, dat sinn d'Madamm Welfring an den Här Wagner. An den Här Weidig nach. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Ech wollt just nach eng Kéier drop reagéieren. Ech mieren, dass hei ganz pikéiert reagéiert gëtt, wa gesot gëtt: „Dir waart entspaant.“ Dat hutt Der och selwer gesot. Et waren Är Wiederer an der Kommissioun.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech si blesséiert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | O, majo, dat deet mer leed. Dat war net main Zil. Ech wollt just drop hiweisen, dass mer Saache maachen, mee dass mer virun allem elo nach vill méi musséieren. Dat war am Fong den Haaptmessage. An dass elo de Moment ass, fir do nach e Gang zouzeleeen.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Hutt Der eng Propos ze maachen, Här Graas?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, d'Madamm Welfring huet ganz eleng d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Hutt Der eng Proposition? Well mir hunn der ausgeschafft a mir hunn och virdu geschafft.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Welfring, loosst Iech elo net stéieren a sot dat, wat Dir ze soen hutt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Wat ech awer zousätzlech wëll soen, dat ass – well och gär gesot gëtt vun Iech, dass „näischt am Tirang loung“ an hei an do –: Also, mir kënnen ganz gär d'Bilanz maache vun deem, wat vun viregten Energieminister geschafft gouf, an ech mengen net, dass déi ze schmälereen ass. Lëtzebuerg war 2018 en erneierbar No Man's Land. A mir hu Sonn a Wand vervéierfacht an där Period. An ech denken, dass och déi Wandanlagen, déi vun Iech ageweit goufen, och nach op déi zrëckginn.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et war eng.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Mee ech denken, mir sollten haut net déi Zäit dofir huelen, elo ze weisen, wie méi staark ass. D'Iddi ass, dass mer elo zesummen ... Och mir hu Proposen op den Dësch geluecht. Déi zwou Saachen do ware vläicht net am Tirang, mee säit zwee an engem hallwe Joer leeë mir ëmmer erëm Propositionen op den Dësch, déi konstruktiv sinn. An dorëms géing et mer haut goen:

dass mer do zesommen diskutéieren, wat dovunner eventuell kéint opgegraff ginn.

Well tatsächlech ass et esou, dass mer nach ëmmer ofhängeg sinn. Den Här Wagner huet et virdu gesot: 75 % vun eiser Energie baséieren nach ëmmer op fossillen Energien.

Elo kann ee soen: „Dir hutt net genuch gemaach.“ Dat kann een ëmmer soen. Mee d'Iddi ass awer, dass et en elo nach méi mécht. An do leie Proposen um Dësch an ech wär ganz frou gewiescht, wa mer do e bësse méi héieren hätte wéi: „Et loung näischt am Tirang.“ Pardon!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Also, ech wëll ënner kengen Ëmstänn d'Engagement vum vieregte Minister hei schmälere. Dat sécher net! Ech loosse mer just net hei reprochë maachen. An da musst Der awer vläicht eng Kéier den Discours, deen Der gehalen hutt, no-kucken. Do hutt Der hei d'Regierung attackéiert, dass mir näischt géinge maachen, net séier genuch géinge virukommen. Dat ass definitiv net de Fall!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Président. D'Verrieder vun der Majoritéit an och den Här Minister hunn e bësse pikéiert reagéiert, wéi ech vun Austeritéit geschwat hunn. Mee ech beruffe mech awer op eng Circulaire vun Här Finanzminister vun dëser Regierung, dee seng Steuerreform respektiv och nach d'Erhéijung vun de Militärdepensen net géigefinanzéiert kritt an dofir och dann eeben duerch d'Ministèren d'Ministèren opriff, elo gewësse Poste per Rotstift anzespueren. Et sinn e puer Ministèren oder e puer Domäner, ënner anerem och wat de Klima ugeet, wou d'Ministèren, d'Regierungsmembere, kënnen auswielen, wat se dann elo fale loosse. Dat ass dat, wat den Här Finanzminister elo virgesäit.

Dofir meng Fro: Wat hutt Dir, vläicht zesumme mam Här Wilmes, wëlles, fale ze loosse an deem Kontext, wou d'Circulaire vun Ärem Finanzminister Iech opriff?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | An der Circulaire, déi deposéiert ginn ass, steet dran, dass déi Projete, déi am PNEC virgesi sinn, net direkt en Acquis sinn, soudass dat ëmmer nach Diskussioun sinn. An ech mengen, Dir kennt d'Prozedur och, dass natierlech eng Circulaire do ass an dass dann nach eng Kéier an deene verschiddene Contradictoiren déi Echangingen do sinn.

Ech mengen, dass mer eis awer alleguerten hei als Chamber eens sinn, dass mer eis PNEC-Ziler wëllen errechen – doriwuer hu mer och schonn hei ofgestëmmt – an dass op där anerer Säit de Wee dohinner och iwwert de soziale Klimapläng féiert, dee mer nach net presentéiert hunn, mee deen awer kuerzfristig wäert presentéiert ginn, wou all déi Mesüeren och nach eng Kéier do an de Contradictoiren – ech ka fir mech selwer schwätzen, mee ech mengen, dass dat beim Här Wilmes genau d'nämmlech ass – wärte mam Finanzminister direkt diskutéiert ginn, sou wéi dat déi normal Prozedur vum Budget ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Ech hunn Iech nogeläuschert an Dir hutt iwwert d'Wandmille geschwat an Dir hutt gesot, dass d'Regierung et fäerdegbruecht huet, elo méi Wandmille kënnen ze

bauen an esou weider. Mee heescht dat elo, dass Dir et fäerdegbruecht hutt, dass d'Wandmille elo méi no bei den Haiser vun de Leit gebaut ginn, an och dass Dir elo aner Terraine fräiginn hutt, déi vläicht méi no bei den Haiser vun de Leit leien, an och dass Dir elo aner Terraine fräiginn hutt, déi vläicht méi ekologesch wäertvoll sinn? Oder wéi hutt Der et da fäerdegbruecht, méi ze bauen?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools fir déi Fro. E ganz wichtege Punkt ass, dass mer ënner kengen Ëmstänn wëllen u Mesüre goen, fir méi no un d'Haiser ze goen. Mir brauchen d'Akzeptanz vun de Leit. Ech weess, et géing Iech an d'Kaarte spillen, wann ech Iech elo géing Jo soen. Neen, et geet eis net drëm, méi no bei den Haiser ze bauen. Dir kënnt also elo kee Post maachen a soen: „Den Delles huet gesot, et kënnt méi no bei d'Haiser.“ Et geet eis grad drëm ...

(Hilarité)

Jo, schued, hein!

Et geet eis drëm, dass mer d'Akzeptanz bei de Leit behalen an dofir net un déi Distanz zu den Haiser ginn, obwuel mer wëssen, dass mer do méi streng wéi am Ausland sinn. Dës Regierung steet och dozou a mir wëllen déi Distanz och bäibehalen.

Et geet eis awer drëm, nei Plaze kënnen ze huelen, zum Beispill laanscht Autobunnen, wat net méiglech war, dat heescht, se méi no un d'Limite vun den Autobunnen ze setzen, se zweetens kënnen an eng Zone d'activité ze setzen. Am Moment dierf eng Eolienne kee Gebai, och wann et constructibel ass, Stroossen, Parkingen, iwwerdréien. Dat ass ee Punkt, un deem geschaff ginn ass, ebe grad fir se och kënnen an d'Zone-d'activitéen ze bréngen, fir dass mer genau do de Stroum kënnen produzéieren, wou en och méi consomméiert gëtt.

D'Investissementer sinn nämlech och weiderhi ganz héich bliwwen am Netzausbau, zum Beispill fir eis verstärkt kënne mat Däitschland ze vernetzen an där enger Säit, fir awer och ze kucken, den Netzausbau iwwer Trafoe konsequent kënne weiderzebréngen. Dofir hu mer och als Regierung 150 Milliounen an d'Netzkäschte geluecht, fir dass mer net gebremst gi beim Netzausbau. Well dat eng Repercussioun op de Stroumpreis hätt, hu mer als Regierung gesot, mir hunn 150 Milliounen am Budget 2026 fir Investissementer an den Netzausbau, fir do kënnen de Stroumpreis erfzesetzen.

Do gesäit een also, dass mer souwuel um Réseau wéi un de Batterie wéi um konsequenten Ausbau vun de Wandrierer schaffen, an dass mer do Plaze kréien, wou mer also un den erneierbaren Energië kënne verstärkt bauen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et war just ee Punkt och nach.

M. Claude Wiseler, Président | ... bal ofgeschloss.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Pardon!

D'Afluchschneis vun de Fligere, wou mer och do gekuckt hunn, dass mer duerch verschidde Modifikatiounen nach Terraine mat erakréien, dass mer eis och do op europäesch Reglementer baséieren, fir méi Wandmille kënnen ze bauen.

Entschëllegt, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motions

An dann hätte mer nach zwou Motioune, déi deposéiert gi sinn, déi éischt vum Här Wagner, déi zweet vum der Madamm Welfring.

Motion 1

Ech fänke mat där éischter un, der Motioun vum Här Wagner. Här Wagner, wëllt Dir direkt eppes soen? Dir wëllt duerno eppes soen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Hartmann, den Här Boonen. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här Président. Merci dem Här Wagner fir déi Motioun. Ech géif gär mat deem Positiven ufänken. Et ass kloer, an ech hunn dat och a menger Interventioun gesot, dass eis Äntwert op déi repetitiv Krisen an déi onstabel geopolitesch Situatioun ganz kloer déi ass, dass et eng Accélération résolue vun der Transition énergétique muss ginn. An dat ass eppes, wou mer eis och an eise PNEC-Ziler engagéiert hunn a wou déi aktuell Regierung och ganz aktiv dorunner schafft.

An Äre siwente Punkt vun den Invitten un d'Regierung, dat ass u sech eppes, wat an deem Sënn och haut scho gemaach gëtt. Et gëtt nämlech haut scho ganz kloer en Engagement an de Renforcement vun dëser Transition énergétique, grad iwwert alleguerten déi Mesüeren, déi en place sinn an déi och elo nach eng Kéier vun Här Minister genannt goufen – ech gi se elo net nach eng Kéier duerch –, wou mer eis PNEC-Ziler gesat hunn, déi am Sënn vun enger Transition énergétique do sinn an déi mer och alleguerte weider verfollegen.

Dat, wat Dir elo hei fuerdert an deenen anere Punkte vun Ärer Motioun, dat ass u sech, e generelle Präisdeckel op déi verschiddenen Energien ze setzen. Dat, wat eis als Fraktioun un Ärer Proposition haaptsächlech stéiert, ass, dass mer hei vun engem globale Präisdeckel schwätzen an net vun enger cibléierter Mesür, déi dann och genau deenen ënnert d'Äerm géif gräifen, déi effektiv am meeschten ënner héijen Energiepreisser ze leiden hunn.

Et ass hei vun eis als Fraktioun an och vun dem Här Minister gesot ginn, dass een hei déi Situatioun weider am Bléck behält an dass een, wann et néideg ass, och hei Mesüeren en place géif setzen. Mir sinn awer der Meinung, dass hei e Plafonnement tout court absolutt keng cibléiert Mesür ass an dat eppes ass, wat dann och net nëmmen deenen zeguttkënn, déi et wierklech net esou gutt hunn.

An zu dem Crédit d'impôt énergie, hat Der, mengen ech, selwer och an Ärer Ried gesot, dass dat als Mesür och scho vum Här Minister indiquéiert gouf. Et ass awer net fix, dass et déi Mesür muss sinn.

An dowéinsten géif ech u sech hei menger Fraktioun proposéieren, Är Motioun net matzedroen, tout en sachant, dass hei ganz kloer e Commitment gemaach ginn ass, dass een déi Situatioun hei permanent am A behält an, le moment venu, wann dat och néideg ass, sou wéi et 2022 néideg ginn ass, dann hei och cibléiert reagéiert. An ech wëll soen – dat ass wichteg –: Wa mer musse reagéieren, da sollte mer cibléiert reagéieren an net mat engem Plafonnement, wat och dann herno net déi trëfft, déi et effektiv wierklech brauchen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Et hunn nach d'Wuert gefrot: den Här Boonen, den Här Engel, den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Goergen an zum Schluss den Här Wagner. Ech ginn elo dem Här Boonen d'Wuert.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Als CSV stelle mir och wierklech net a Fro, dass mer déi Transition énergétique virundreiwen – dat, wat d'Madamm Hartmann hei gesot huet a wat Dir am Punkt 7 schreift. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer déi Engagementer maachen, an déi hu mer jo och ge-maach.

A mir gesinn et och esou, dass e generelle Präisdeckel respektiv eng Subventioun um Präis wierklech net sozial cibléiert ass an dat als Schwaachstell huet. An do sinn déi Mesüren, déi aktuell en cours sinn, déi et gëtt, wéi d'Energieprimm oder aner Moosnamen, déi déi niddreg Léin oder déi niddreg Revenuen an de Menagen ënnerstëtzen, wäit méi cibléiert. An domat géife mer dat heiten net unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Am Géigesaz zu de Majoritéitsparteien, déi hei eng ganz Rei vun Argumenter bruecht hunn zu dëser Motioun, wëlle mir eppes maachen. Dat ënnerscheit eis vun de Majoritéitsparteien. Duerfir fanne mer am Prinzip dës Motioun sympathesch. Si huet och eng ganz Rei vu Punkte bei de Consideranten, deene mer alle-guerte kënnen zoustëmmen.

Wat eis awer doru stéiert, dat ass effektiv awer och, dass déi Mesür vum Plafonnement vun alle Präisser net cibléiert ass, dass se net sozial ofgefiedert ass. An dofir hu mer eng zweet Motioun ënnerstëtzt. Dat ass déi vun deene Gréngen, déi mat engem klere Crédit d'impôt do hëllef, wou se ze hëllefen huet.

An dofir géinge mir déi heite Motioun net wëlle mat-stëmmen an déi nächst géinge mer matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir hu bestëmmte Sympathie fir déi Léink. Si setze sech ëmmer fir d'Bierger an, fir déi einfach Bierger, a mir fannen dat ganz gutt a luewenswäert.

(Brouhaha)

De Problem ass: Si weisen déi richteg Problemer, mee leider brénge se déi falsch Léisungen. An ech mengen, och hei ass e bëssen de Problem: Wa mer dat géifen esou duerchsetzen, da géife mer effektiv och de Millionären hëllefen. Jiddweree géif dervu profitéieren. Et ass net sozial cibléiert ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat ass jo Är Clientèle.

M. Tom Weidig (ADR) | ... an dat gefält ... Nee, nee, dat ass Är Clientèle, Här Fayot!

(Hilarité)

Wann nämlech een ...

M. Claude Wiseler, Président | Hei wannechgelift, keng Zwigesprécher hei! Här Weidig, maacht Är De-veloppementer weider.

M. Tom Weidig (ADR) | Wann nämlech een hei ass, da sidd Dir dat, Här Fayot!

(Interruptions et hilarité)

Sou, elo sinn ech e bëssen aus dem Konzept, sorry.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, loosst den Här Weidig schwätzen!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, dat heescht, an och bei den Tireten ... Éischtens, Dir schwätzt da vu „vu la fermeture [...] du détroit d'Ormuz“. Wéi gesot, dat hat ech Iech jo scho geäntwert, den Iran ass do den

Haaptresponsabelen. Do kënnst Der och éierlecher-weis dat eraschreiwien an net maachen, wéi wann dat Amerika oder Israel gewiescht wär. An dat Zweet: Dir schwätzt hei vu „volatilité des prix des énergies fossiles“. Do hat ech och der Madamm Welfring geäntwert: Ech mengen, do ass awer eng staark Volatilitéit vun den erneierbaren Energien. Dat ass och komplett onfair, dass Der do iwwert déi eng Volatilitéit schwätzt an iwwert déi aner schwätzt Der net, an dat fanne mer och net gutt. Zum Schluss schwätzt Der och vum PNEC. Also, mir sinn elo éischter skeptesch vis-à-vis vum PNEC, duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dat net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Interessant, da kënnen mer dat bal ëmdeinen. Also, de leschten Tired vun där heiter Motioun fannen ech ganz wichteg an ech denken, deen deckt sech och mat deem, wat an eiser Motioun steet, déi mer gemeinsam mat der LSAP hei virgeluecht hunn, nämlech dass d'Efforten, fir den Energie- a Klimaplang ëmzesetzen, solle verstärkt ginn. Dat, wat virdu gesot ginn ass a geäntwert ginn ass op dat, wat vum Finanzminister e bëssen a Fro gestallt ginn ass, huet eis elo net wierklech iwwerzeugt a berouegt, mee ech denken, dat gi mer vläicht nach gewuer als Äntwert op eis Question parlementaire.

De Crédit d'impôt ass an der leschter Regierung duerch eng Tripartitts-Mesür iwwerhaupt emol an d'Liewe geruff ginn. Et ass eng wichteg Mesür, wann et elo nach weider Problemer gëtt. Déi ass och cibléiert an dat géinge mer och matdroen.

Méi Problemer hu mat deenen éischten Tireten, well se effektiv net cibléiert sinn a well se quasi alles deckelen an dat op eng onbestëmmten Zäit, woumat mir à ce stade wierklech Problemer hunn. Dofir wäerte mer eis bei dëser Motioun enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se matstëmmen, well mer en Deckel immens interessant fannen, net aus der Vue vun deem, dass et herno net sozial cibléiert ass, mee aus der Vue, wéi ech virdrun erkläert hunn, vun de Profitter vun den Entreprises, well dat ass dee grouse Problem, deen elo wäert kommen: dass d'Mineralölkonzerner sech domm an dämlech wäerte verdéngen. Déi wäerte sech herno mat Milliarden – an do schwätze mer vu Milliarden, net wéi virdu vu Millionären – d'Täsche voll-maachen. An natierlech ass et un der Gesellschaft, do d'Leit ze schützen an ze soen: „Mir maachen eng Kéier den Deckel do drop, fir dass mer ophalen domat, dass déi Milliarde kënnen domadder verdéngen.“ An dofir wäerte mir dës Iddi matënnerstëtzen.

A wann een herno seet „sozial cibléiert“ – et kéint een och higoen an einfach op der Pompel soen, déi éischt 75 Liter wäeren zu deem méi bëllege Präis, fir dass déi Leit, déi awer am Alldag, am Besoin eppes brauchen, iwwert d'Ronne kommen an net allegueren déi, déi vläicht méi déck Autoen hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wäeren dann all d'Riedner un der Rei gewiescht. Da kritte den Här Wagner d'Wuert.

M. David Wagner (déi Léink) | Merci, Här President. E puer kuert Äntwerten: Natierlech, prinzipiell si mir souwisou, wann et ëm Energiepolitik an och ëm Waasserpolitik geet, der Meenung, dass een e gestaffelte Präis misst hunn, justement, dee Rücksicht hëlt op déi verschidden ekonomesch a sozial

Situatiounen vun de Leit. Dee Wee wollt bis elo keen hei an dëser Chamber matgoen, muss ech awer och soen.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ok, da vläicht Dir!

Elo si mer an enger Situatioun vun enger Urgence. Eis gefält dat och net particulièrement ze soen, dass mer elo de Sprittpräis, Stand haut, elo wäerten afriieren, well dee wierklech eropgeet. Jiddereen – bal jiddereen – fiert Auto hei zu Lëtzebuerg. Déi ganz Räich fueren Auto, déi Mëttelräich, d'Mëttelschichten, an déi Aarm fueren och Auto, vläicht souguer e bësse manner, mee trotzdeem. An natierlech ass et bei esou enger Mesür esou – dat och bei enger Urgencemesür op Zäit –, dass d'Leit, déi méi verdéngen, wäerten d'selwecht traitéiert gi wéi déi, déi manner verdéngen. Mee mir wëlle justement derfir suergen, dass och Leit – et gëtt där vill zu Lëtzebuerg –, déi leider, well eeben den ëffentlechen Transport net esou ausgebaut ginn ass a well se vläicht op Plaze fuere mussen wéinst der Aarbecht, relativ vill Strecke mussen fueren a vill mussen investéieren beim Spritt, elo an dëser spezifescher Situatioun net bestrooft ginn. Dofir soe mer: Elo mussen mer dat plafonéieren!

Beim Masutt ass et awer esou, dass mer der Meenung sinn ..., well do gëtt et wierklech vill méi héich an d'Leit, déi de Brennes mussen benotzen, kënnen elo wierklech net derfir, dass se eendeiteg méi mussen bezuelen. Elo schonn ass eng reell Panik do an déi ass verständlech. Dofir si mer der Meenung, dass een do op d'Tariffer vum 27. Februar muss zréckgoen.

Et dierf een och net vergiessen: Et ass och eng anti-inflationär Mesür, wéi de François Bausch dat d'ail-leurs och 2022 gesot huet, dass de Plafonnement u sech déi beschte Mesür ass, fir justement géint d'Inflatioun unzegoen, well mir wësse jo net, wéi wäit déi Inflatioun wäert goen. A mir hunn och e bëssen Angscht, dass, deemno wéi, déi heite Regierung, wann eng, zwou oder méi Indextranchen erfalen, da seet: „Mir loosse den eng oder déi aner falen.“ An dofir si mer der Meenung, dass een och déi Mesür muss huelen. A jo, et ass eeben duerch eng Absence de réaction vun dëser Regierung, dass mer der Meenung sinn, dass een awer de Leit elo séier ënnert d'Äerm muss gräifen, fir hinnen ze hëllefen, fir dass justement déi, déi am mannste verdéngen, net ze vill dorënner leiden.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An da géing ech d'Motioun Nummer 1 vum Här Wagner zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. E klengen Effort, da si mer sou-wäit. Ok, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 20 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 4 Jo-Stëmme bei 20 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par M. Georges Mischo), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, M. Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie

Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring.

Motion 2

An da kéime mer zur leschter Motioun, der zweeter Motioun vun dëser Debatt, där vun der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir wëllt dono Stellung huelen. Wie mellst sech zu Wuert? D'Madamm Hartmann, den Här Boonen. Grosso modo déi selwecht wéi virdrun. Da loosse mer déi selwecht Reiefolleg an huelen d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Dat, wat bei dëser Debatt u sech net wierklech unerkannt ginn ass – an ech mengen, dat huet och den Här Minister e bëssen opgereegt –, dat ass, dass scho ganz, ganz vill Mesüre geholl goufen, souwuel vun der viregter Regierung wéi och vun dëser, a weidergefouert goufen, fir déi energeetesche Transitioun weiderzebréngen. An et kann een natierlech, an dat ass Ären éischten Turet, déi Mesüeren och nach weider verschäerfen, supplementaire Mesüeren huelen, mee ech wëll soen, dass der awer och an dëser Legislatur schonn eng ganz Rei nach weider op de Wee komm sinn.

Ech denken nëmmen un de PV-Ausbau, dee wierklech massiv ënnerstëtzt gëtt, de Prefinanzement, d'Batterie-strategie, déi virgestallt gouf, den Hydrogène, dee mer hei gesetzlech uegeholl hunn, d'Energieprimm, déi eropgesat ginn ass, de Klimabonus, dee weidergefouert ginn ass, déi ganz Campagne „Einfach – Séier – Erneierbar“, d'energetesch Renovatiounen, déi gefërdert ginn, d'Wandenergie, déi mer probéieren ze acceleréieren an der Prozedur, an dann och de Leasing social, den hei ugeschwat ginn ass vun Iech, deen och soll en oeuvre gesat ginn.

Den zweeten Turet ass u sech eng duebel Negatioun, wou ee seet, d'Regierung soll dovunner ofgesinn, eppes ze maachen. Et ass keng richtig Opfuerderung un d'Regierung, duerfir géif ech dësen Turet emol ausblenden.

Den drëtten Turet ass eppes, wat ech a menger Ried och scho gesot hat a wat am Pluriannuel och effektiv virgesinn ass: dass déi Ënnerstëtzung bei den Netzkäschten effektiv soll weidergefouert gi bis un d'Enn vun der Legislatur. Dat ass u sech dat, wat Der hei fuerdert: Dir sot, bis 2028 ..., dat heescht d'Ënnerstëtzung bei de Reseaukäschten.

De véierte Punkt ass de Crédit d'impôt énergie. Dat hat ech virdrun och schonn an der Motioun vum Här Wagner ugeschwat. Do ass et aktuell genau sou wéi bei dem leschten Turet: Ech hu virdu schonn erkläert, dass déi Transitioun vun den Energiepräisser aktuell am A behale gëtt. Et gëtt aktuell och schonn analyséiert a gekuckt, wéi dorobber reagéiert ka ginn, mee do ass à ce stade nach keng Decisioun geholl.

An duerfir géif ech menger Fraktioun och hei proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Effektiv, hei ginn e ganze Koup Saache gefuerdert, déi deelweis an der Maach sinn, wéi zum Beispill de Prefinanzement bei der Elektromobilitéit – dat ass jo esou virgesinn, och am Klimasozialplang – esouwéi och déi weider Prefinanzement bei Wärmepumpen an aneren Installatiounen, déi néideg sinn. Dann, „s'abstenir de mettre en cause“ – ech spieren oder héieren dat net. D'Regierung huet sech dozou bekannt, an den ETS 2-System eranzegoen, an den harmoniséierten europäesche Kader ze goen. An ech mengen, dat ass jo e kloert Bekenntnis, sech am europäeschen Ëmfeld do ze beweegen an dat ze harmoniséieren.

Nach zum Crédit d'impôt énergie: Jo, et ass eng Method, déi et gëtt, fir ze ënnerstëtzen. Eng aner ass déi Prime énergie, déi am Moment do ass. Bon, et muss een driwwer diskutéieren, ob dat herno duergoet, ob een do muss eppes aneres maachen. Ech mengen, dat ass dat, wat den Här Minister gesot huet. Dat gëtt gekuckt. D'Prime énergie war agefouert ginn déi Zäit, wéi d'Stroumpriisser immens héich waren. Dëst Joer sinn d'Stroumpriisser jo och e bësse méi déif ginn, dat heescht, do ass awer nach e bësse Sutt, dee ka wierken. An domat menge mir och, dass mer déi hei Motioun esou net brauchen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, den Ënnerscheid tëschent der Regierung an eis ass, dass mir elo direkt eppes wëlle maachen an d'Regierung wëll waarden.

(Brouhaha)

Also dat ass den Ënnerscheid!

All déi Punkten, déi hei opgezielt ginn, si richtig. A wann hei och nëmmen e puer Punkten erausgeholl ginn, datt gesot gëtt: „Jo, dat si mer amgang ze maachen“ ... Ou? Wou si mer da beim Leasing social? Wou si mer da bei der Stratégie en faveur de chaufage neutre? Wou si mer da bei der Augmentatioun vun de Bonifikatiounen fir den Investissement durable? Also, do bleift awer nach vill Loft no uewen. An hei wär e gudder Moyer fir d'Regierung, fir och eppes an deem dote Sënn ze maachen, gradesou wéi mam Crédit d'impôt. Mir hunn dat heite mat ënnerstëtzt a mir wäerten dat hei och matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Bonification d'impôt ass en place.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Madamm Welfring, ech mengen, mir komme bei där heiter Motioun net zesummen.

Plusieurs voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | Dir proposéiert hei „des mesures supplémentaires pour accélérer la transition énergétique“. Mir fannen, datt dat esou, wéi dat am Moment gemaach gëtt, den absolute falsche Wee ass. Mir fannen et wichteg, datt natierlech Fuerschung gemaach gëtt fir erneierbar Energien an och Batterien an esou weider. Dat ass alles gutt, mee awer dat ze forcéieren an op der anerer Säit

Nuklearenergie ewechfalen ze loosse an och d'fossil Energie ze bestrofen, dat bréngt näischt.

A mir fannen et och e bëssen absurd: Dir hutt hei eng Motioun „relative à l'accroissement des prix de l'énergie“, dat heescht d'Präisdeierecht, an op där anerer Säit sot Der awer dann, Dir wëllt gären un Instrumenter festhalen, déi grad déi Präisdeierecht matprovocéieren, wéi zum Beispill „la tarification CO₂“. An och de „système d'échange de quotas d'émission“, dee mécht fir eis perséinlech kee Sënn an duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten eis hei enthalen, well et si ganz vill gutt Punkten dran, mee bei der CO₂-Steier hätte mir gären en anert Konzept. Dat hunn ech och schonn e puermol hei erkläert. Dofir wäerte mer eis enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, mir hu se net mat ënnerschriwwen, mee mir wäerten trotzdem déi Motioun matdroen. Mir hunn eis e bëssen un dem Quoten-Emissionshandel gestéiert, well Der wësst, datt mer deem historesch awer skeptesch géinteniwwerstinn. Mee par konter iwwerweien déi aner positiv Elementer an der Motioun staark.

Et dierf een net vergiessen: D'International Energieagentur qualifizéiert den aktuelle Konflikt am Iran, op Franséisch, „de perturbation d'approvisionnement la plus importante de l'histoire du marché pétrolier mondial“. An da kuckt een och déi international Press oder och déi national Press: Et gëtt nëmmen dovunner geschwat an et weess een net, a wat fir eng Richtung et geet. An d'Regierung ass do a seet: „Mir observéieren dat, mir halen dat am Bléck.“

Et huet ee wierklech den Androck, datt d'Regierung wierklech net Mesür geholl huet vun deem, wat amgaangen ass ze geschéien. An ech wëll awer och drun erënneren: D'lescht Kéier, wou Russland d'Ukrain iwwerfall huet ... Dat war, wann ech mech net ieren – ech si ni gutt mat Datumer –, den 23., 24. Februar 2022 ... Elo wëll ech awer eppes maachen, wat ech rarement maachen: déi viregt Regierung e bësse verteidigen. Well ee Mount drop koum et och schonn zu enger Tripartitt, zu engem Accord, wou duerno eng Partie Saachen decidéiert goufen. Justement ee Mount drop, also esou laang huet déi eeëmoleg Regierung net gewaart, fir awer eng ganz Partie, eng ganz Rei Mesüeren ze huelen. Elo komme mer awer och scho gutt an déi drëtt Woch eran an d'Regierung ass do an observéiert a kuckt, wat nach alles wäert geschéien. Et ass e bësse problematesch an dat berouegt mech net an d'Bevëlkerung, mengen ech, warscheinlech och net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dat wäeren dann all d'Wuertmeldungen. An dann huele mer d'Madamm Welfring zum Schluss.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Jo, zum éischte Punkt: Et steet jo och net do, dass näischt gemaach ginn ass vun dëser Regierung. An ech fannen et och ëmmer erëm remarkabel, dass elo hei gesot gëtt, et wär net unerkannt ginn, dass scho vill gemaach ginn ass. Dat kéinte mir och elo soen. Ech menge just, dass dat eis net weiderbréngt. Jo, voilà. Ech mengen net, dass mer all hei sinn, fir een deem aneren op d'Schëller ze klappen. Et geet jo drëm, elo ze kucken, wat elo misst gemaach ginn, fir nach méi séier virunzekommen. An dat ass et och, wat hei d'Theema ass. An do vermëssen ech awer wierklech Argumenter, wisou dat elo net soll gemaach ginn. Also do huet elo kee vun deene vun de Majoritéitsparteien, déi Wuert ergraff hunn, mech iwwerzeegt.

D'ADR souwisou net. Mee dat ass awer eppes, wat ech wierklech elo vermësst hunn, an dofir verstinn ech och elo net déi heiten Haltung.

D'Kommissioun huet den Acceleratiounspak op den Dësch geluecht an hei war d'Iddi, dass mer hei zu Lëtzebuerg och reagéieren, well och hei gëtt et nach Loft no uewen. Ech mengen, Dir hutt virdru gesot, et gëtt de FLEX zu Mondorf. Je veux bien, mee et ass net dat selwecht wéi de Leasing social.

An da stinn hei nach aner Instrumenter. A kee freet sech iwwert eng CO₂-Steier a kee freet sech wierklech iwwert en ETS-System. Mir mierken awer, dass dat déi Systemer sinn, déi hiren Déngscht geleescht hunn. Eng CO₂-Steier, wéi mer se elo hei zu Lëtzebuerg hunn, mat enger Opdeelung vun deem, wat do erakënnt, zu sozialen Zwecker a fir d'Transitioun weiderzebréngen, dat ass ee vun deene gerechtste Systemer, déi et an Europa gëtt.

(Interruption par M. Meris Sehovic)

An ech denken, dass dat, wat mer hei froen, jo näischt aneres ass, wéi dat elo net generell a Fro ze stellen. Well vun esou Beweegungen héiert een awer ganz vill am Moment an ëmmer méi. An dofir steet dat och hei dran. Dat heescht, Dir sidd net averstanen, méi ze maachen, Dir sidd och net averstanen, näischt ze maachen, wann dat hei emol eng Kéier gefrot gëtt.

An dann, „prolongement de la contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques“, do hunn ech elo héieren, dass ugeduecht ass, dass dat nach dräi Joer soll weidergemaach ginn, mee et steet net am ...

(Interruption par M. Lex Delles)

Gelif?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et steet am Pluriannuel.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ok, tant mieux. Mee dann ass dat jo och eppes, wat ee kéint weider ënnerstëtzen.

An dat Véiert ass, dass wierklech proaktiv Instrumenter solle virbereet ginn, fir dass déi prett sinn, wa séier muss gehandelt ginn – ech mengen, ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot –, an och dass sech soll mat de Sozialpartner zesummegeat ginn, fir déi dote Moosnamen am Detail auszefeilen. Ech verstinn, wéi gesot, net, wisou elo hei insistéiert gëtt, dass Business as usual soll weidergemaach ginn an enger Situatioun, déi kee Business as usual ass! Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Welfring zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert nach, Är lescht Procuratiounen ze huelen. Ok, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 40, Abstentiuonen: 2. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.49 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Expulsions de logements relevant d'autorités publiques et garanties de logement des personnes et familles vulnérables	3360	David Wagner, Marc Baum	74	Prise en charge de l'anesthésie pour patient claustrophobes lors des examens IRM	3475	Sven Clement	83
Annulation d'un conseil communal	3454	Marc Goergen	75	Ajustement des pensions	3476	Alexandra Schoos	84
Abolition des sections dans les lycées	3464	Djuna Bernard	76	Projet de construction d'une ligne à très haute tension (projet 380) de Creos	3477	Alexandra Schoos	84
Augmentation de la mortalité	3465	Sven Clement	76	Modalités de paiement de la carte d'identité	3478	Georges Engel	84
Consommation de drogues	3466	Dan Biancalana	77	Évolution des taux d'intérêt	3479	Mars Di Bartolomeo	85
Projet pilote relatif à l'introduction du deuxième intervenant au cycle 1	3467	Francine Closener, Ben Polidori	78	Stabulation entravée	3480	Joëlle Welfring	85
Gel des titres de Gazprombank	3469	Fred Keup	78	Propos d'un ancien membre du Gouvernement lors d'une interview	3481	Paulette Lenert	86
Écoles à caractère journée continue	3470	David Wagner	79	Tensions au sein de l'Université du Luxembourg	3482	Françoise Kemp	86
Mise en valeur de la Constitution sur la « Place de la Constitution »	3471	Mars Di Bartolomeo	80	Violation de la sécurité des données chez Eurail	3483	Corinne Cahen	87
Bons pour des cours de luxembourgeois octroyés par l'ADEM	3472	Tom Weidig, Michel Lemaire	80	Mobilisation des capacités satellitaires luxembourgeoises pour soutenir l'accès à la connectivité en Iran	3484	Liz Braz, Yves Cruchten	87
Bons pour des cours de luxembourgeois octroyés par l'ADEM	3473	Sven Clement	81	Radar à Saeul	3485	André Bauler, Luc Emering	88
Plans et programmes d'action nationaux	3474	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82	Sécurité et choix stratégique des avions Embraer E195-E2 de Luxair	3486	Yves Cruchten	88

Neutralité des écoles	3487	Marc Goergen	89	Aides en faveur de la presse	3499	André Bauler, Guy Arendt	95
Critères du prix d'achat pour les terrains acquis par les communes	3488	Marc Goergen	89	Suites judiciaires des accidents du travail	3500	Dan Hardy, Michel Lemaire	95
Transport aérien des urnes cinéraires et validation de modèles non métalliques	3489	Nancy Arendt	89	Organisation d'un championnat d'Europe d'athlétisme en salle au Luxembourg	3501	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	96
Affaires disciplinaires dans le secteur communal comparées à celles du TICE	3490	Marc Goergen	90	Allocations familiales et enseignement à distance	3503	Nathalie Morgenthaler	96
Bilan de l'accessibilité des sites Internet publics au Luxembourg	3491	Nathalie Morgenthaler	90	Soutien de l'État aux associations de pédiatrie sociale	3504	Nathalie Morgenthaler	96
Collecte et commercialisation des textiles usagés	3492	Taina Bofferding	91	Cyberattaque DDoS contre des sites étatiques	3505	Diane Adehm	97
Absences liées à la fatigue chez les chauffeurs des transports publics	3493	Marc Goergen	91	Stratégies nationales de réserves alimentaires et position du Luxembourg	3506	Claire Delcourt, Liz Braz	97
Digitalisation de la procédure de l'ordonnance conditionnelle de paiement	3494	Marc Goergen	93	Bande de covoiturage	3507	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	97
Avenir de la collecte des textiles au Luxembourg	3495	Nathalie Morgenthaler	93	Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC)	3508	Franz Fayot, Yves Cruchten	98
Protection des données lors de retraits en espèces	3496	Marc Goergen	94	Deux sociétés multinationales impliquées dans l'accapement des ressources naturelles du Venezuela par les États-Unis	3511	David Wagner	99
Contrôle médico-sportif	3497	Joëlle Welfring	94				
Placements d'enfants dans le contexte de la perte du logement	3498	Marc Goergen	94				

Expulsions de logements relevant d'autorités publiques et garanties de relogement des personnes et familles vulnérables | Question 3360 (18/12/2025) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

Suite à un cas précis et dûment documenté d'expulsion d'un logement qui a été porté à notre connaissance, et en nous référant à la réponse à notre question parlementaire n° 1679, nous souhaitons à nouveau interroger Messieurs les Ministres.

Dans le cas précité, la commune de Betzdorf a procédé à l'expulsion d'une dame reconnue invalide et de son enfant aujourd'hui âgé de huit ans, d'un logement communal qui leur avait été mis à disposition à titre d'aide sociale, contre paiement d'une indemnité d'occupation ainsi que des charges et pour une durée maximale de cinq ans.

La personne concernée s'était inscrite sur les listes d'attente de la SNHBM (en 2018) et du Fonds du logement (en 2021) et avait entrepris une recherche active d'un logement sur le marché privé à l'approche de l'échéance du contrat de mise à disposition. Malgré ces démarches, elle n'a pas pu trouver de solution de relogement et a dû organiser, in extremis, l'évacuation de ses biens avec le soutien financier de la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse, afin d'éviter une expulsion forcée ordonnée par l'administration communale de Betzdorf.

Dépourvus de tout soutien familial, la dame et son enfant se sont retrouvés sans solution de relogement durable et ont dû s'héberger dans un appartement à Luxembourg-ville, pour un coût particulièrement élevé.

Si ce cas est particulièrement préoccupant en raison de la situation spécifique de la personne concernée et de son enfant, des situations similaires nous sont régulièrement rapportées, et ce de manière croissante.

Dans le contexte actuel de pénurie de logements et des difficultés toujours plus grandes rencontrées par une large partie de la population pour se loger convenablement, il nous semble important de rappeler que plusieurs normes internationales s'imposent

au Luxembourg ou ont été reconnues par celui-ci. Il s'agit notamment de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de la Charte sociale européenne et de la Charte sociale européenne révisée, signée par le Luxembourg en 1998. Ces textes consacrent le droit à une existence digne pour toute personne dépourvue de ressources suffisantes, garantissent la protection de la famille sur les plans juridique, économique et social et, dans le cas de la Charte des droits fondamentaux, le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer la dignité. En outre, la Convention relative aux droits des enfants, ratifiée par le Luxembourg, tout comme la Constitution luxembourgeoise, imposent la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans ce contexte, nous souhaitons attirer l'attention de Messieurs les Ministres sur le fait que les questions relatives au respect des normes internationales (questions 4 et 5 de la question parlementaire n° 1679) n'ont pas reçu de réponse. De même, la question 6 – qui ne portait pas prioritairement sur la création de logements abordables, laquelle demeure très insuffisante comme en témoignent les listes d'attente des promoteurs publics, mais sur les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour garantir à chacun une vie digne et un logement approprié – est restée sans réponse. Cette question nous semble d'autant plus pertinente à la lumière des expulsions ordonnées par des autorités publiques.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous indiquer si, dans les cas d'expulsion de logements relevant d'autorités publiques, les normes internationales reconnues par le Luxembourg sont systématiquement prises en considération ? Dans l'affirmative, quelles procédures concrètes garantissent ce respect ?

2) Comment le Gouvernement veille-t-il à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant soit effectivement pris en

compte lors d'une expulsion ordonnée ou validée par une autorité publique ?

3) Est-ce que l'expulsion de son logement et par conséquent le risque d'être sans domicile fixe est considéré comme une cause légitime pouvant mener au placement de l'enfant dans une mesure d'accueil stationnaire ?

4) Combien d'enfants sont actuellement placés dans une mesure d'accueil stationnaire suite à une expulsion de leur famille d'un logement ayant conduit à une situation de sans-abrisme ?

5) Quelles obligations incombent actuellement aux communes et à l'État en matière de relogement lorsque les personnes expulsées sont particulièrement vulnérables (handicap, invalidité, monoparentalité, enfants mineurs, ...) ?

6) Le Gouvernement dispose-t-il de mécanismes destinés à prévenir les expulsions de ménages vulnérables lorsque aucune solution de relogement n'est disponible ?

7) Dans quelle mesure les personnes en situation de vulnérabilité – notamment celles menacées d'expulsion – peuvent-elles bénéficier d'une priorisation ou d'une procédure accélérée pour l'accès à un logement de la SNHBM, du Fonds du logement ou d'autres bailleurs publics ?

8) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres relatifs au nombre de personnes ou familles contraintes de résider durablement dans des hôtels faute de solution de logement ?

9) Est-il pratique courante pour des autorités publiques de recourir à la mise à disposition de logements à titre d'aide sociale, tout en sachant que ce type de contrats offre peu de protections aux personnes ainsi hébergées ?

10) Quels moyens concrets le Gouvernement entend-il mettre en œuvre pour garantir qu'aucune personne ne se retrouve sans solution de logement approprié à la suite d'une expulsion, conformément aux droits fondamentaux et au principe de dignité humaine ?

Réponse (27/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) et 2) Le Gouvernement rappelle son engagement à respecter les conventions internationales en matière de droits de l'homme lesquelles le Luxembourg a ratifiées, y compris celles, pertinentes en matière d'accès au logement et de protection contre les expulsions arbitraires. L'intérêt supérieur de l'enfant constitue un principe reconnu tant par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant que par le droit constitutionnel luxembourgeois. Ce principe est pris en considération de manière prioritaire dans toutes les décisions concernant des mineurs et également dans le cadre de la fixation du délai de déguerpiement par le juge de paix.

Dans les situations où un déguerpiement est ordonné par une juridiction et que son exécution risque d'impacter des enfants mineurs, les autorités publiques compétentes procèdent à une appréciation de la situation au cas par cas. Cette appréciation comprend notamment l'examen de la situation individuelle de l'enfant, en tenant compte des effets potentiels du déguerpiement sur son bien-être, sa stabilité, sa scolarité et son cadre de vie familial, une analyse spécifique de l'intérêt supérieur de l'enfant, avec, le cas échéant, l'intervention de services sociaux, ainsi que la prise en considération de mesures d'accompagnement ou de solutions alternatives adaptées, notamment en matière de relogement.

ad 3) La circonstance qu'un enfant mineur se retrouve à la rue peut effectivement mener à un placement judiciaire. En effet, un mineur qui doit vivre à la rue risque d'être en danger au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Le fait d'être sans abri, démuné de toute ressource, exposé aux dangers d'un milieu très précaire et marginalisé, menace la santé physique et mentale, l'éducation et le développement de l'enfant.

Néanmoins, il faut souligner que :

a) Le placement de l'enfant, qui le sépare forcément de sa famille, est considéré comme étant l'ultime remède, si aucune autre solution ne peut être trouvée avec l'aide des services sociaux. Avant d'ordonner un placement, le juge de la jeunesse tente toujours, via le SCAS, de mobiliser les communes afin de trouver un logement de secours ou d'autres solutions temporaires, comme p. ex. des hôtels, afin d'éviter la mesure de placement.

b) Si un placement est néanmoins décidé, l'absence de logement ne constitue dans la majeure partie des cas pas l'unique raison qui motive la mesure de protection judiciaire. Très souvent, d'autres problèmes s'y ajoutent, comme des problèmes psychiatriques dans le chef des parents, des négligences vis-à-vis de l'enfant, des difficultés éducatives, de la violence intrafamiliale, etc.

ad 4) Le système informatique utilisé pour la gestion des dossiers auprès des autorités judiciaires ne permet pas de rechercher des dossiers en fonction du motif du placement, de sorte qu'il n'est pas possible de fournir les chiffres demandés avec précision.

Il est toutefois possible de préciser que ces cas sont assez rares, dès lors que souvent une solution de relogement est trouvée en temps utile, ou encore que la famille mise à la rue se déplace à l'étranger,

soutirant ainsi leurs enfants à la compétence des juridictions luxembourgeoises.

En outre, comme indiqué ci-dessus, il est extrêmement rare qu'un enfant soit placé pour la seule et unique raison du défaut de logement. Les causes d'un placement judiciaire sont presque toujours multifactorielles.

ad 5) et 6) L'État, pour sa part, intervient par le biais des politiques nationales de logement et de solidarité sociale, notamment en assurant le financement, la coordination et le soutien des dispositifs d'hébergement et de relogement destinés aux personnes vulnérables.

Dans les situations impliquant des personnes particulièrement vulnérables, les autorités compétentes examinent la situation au cas par cas et assurent, en coopération entre les services communaux et étatiques concernés, notamment l'Office national de l'enfance (ONE) et le Service central d'assistance sociale (SCAS), la mise en place de mesures adaptées visant à prévenir des situations de sans-abrisme et à garantir une prise en charge appropriée.

Les dispositifs nationaux en matière de logement et de lutte contre le sans-abrisme visent à renforcer la coordination entre les acteurs concernés et à favoriser la mise en place de solutions d'hébergement ou de relogement adaptées aux situations les plus sensibles.

Le développement du parc de logements abordables constitue également un levier concret permettant de proposer des solutions durables aux ménages vulnérables.

Les offices sociaux, dans le cadre de leurs missions en matière d'aide sociale assurent aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière, afin de les aider à acquérir ou à préserver leur autonomie. En vertu de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, les offices sociaux pouvoient à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence pour toute personne ayant son domicile sur le territoire de la ou des communes dans lesquelles ils exercent leur mission, indépendamment de la situation de vulnérabilité de la personne.

ad 7) L'accès aux logements des bailleurs sociaux publics est régi par la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable, qui prévoit une attribution fondée sur des critères socio-économiques, tels que les revenus, la composition du ménage et la situation de logement.

La situation de vulnérabilité des demandeurs est prise en compte dans le cadre de l'évaluation des demandes et est susceptible d'influencer l'ordre de priorité, conformément aux dispositions de la loi précitée.

ad 8) La prise en charge des personnes ou familles confrontées à une absence de solution de logement, y compris le recours éventuel à un hébergement hôtelier, relève principalement des compétences des communes, notamment dans le cadre de l'aide sociale. Dans ce contexte, les ministères ne disposent pas de données chiffrées exhaustives et centralisées permettant de déterminer le nombre de personnes ou de ménages concernés.

ad 9) Il y a lieu de préciser que l'office social, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 décembre 2009, accorde des aides matérielles sous la forme la plus appropriée et il pouvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence. Cette mise à disposition d'urgence est une mesure temporaire visant à répondre à des situations de détresse.

ad 10) Le Gouvernement rappelle son engagement à garantir le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine, y compris dans le cadre des expulsions, et souligne que la politique nationale de logement et d'aide sociale vise à prévenir le sans-abrisme et à assurer une prise en charge adaptée des personnes et ménages concernés. À cet effet, les services sociaux communaux, les offices sociaux et les structures spécialisées coopèrent avec les services de l'État, notamment l'Office national de l'enfance (ONE) et le Service central d'assistance sociale (SCAS), pour anticiper et gérer les situations d'expulsion, notamment pour les personnes vulnérables, et les ménages concernés bénéficient d'un accompagnement individualisé afin d'évaluer leurs besoins et de proposer des solutions adaptées, qu'il s'agisse d'hébergement temporaire, de relogement ou de mesures complémentaires.

Le Gouvernement rappelle l'importance de soutenir et coordonner les dispositifs de logement d'urgence et de relogement durable, notamment pour les familles avec enfants, les personnes en situation de handicap ou d'invalidité et les ménages monoparentaux, et de mettre en place des dispositifs de prévention et de planification pour identifier à l'avance les situations à risque et proposer des alternatives lorsque aucun relogement immédiat n'est disponible.

En vertu de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, les communes ont la mission d'assurer, dans la mesure du possible, le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune. Le Gouvernement et les communes déploient au quotidien leurs efforts communs pour assurer le logement décent de tous. La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable constitue un pilier principal de ces efforts.

Par ailleurs, conformément au programme gouvernemental, le développement du parc immobilier public constitue un levier prioritaire pour accroître la capacité d'accueil et offrir des solutions de logement stables et adaptées aux besoins des personnes vulnérables.

Annulation d'un conseil communal | Question 3454 (13/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Dippech gouf am Dezember 2025 eng Gemengerotssitzung kuerzfristeg vum Schäfferot ofgesot. Den Artikel 12 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass de Gemengerot vum Schäfferot aberuff gëtt, wat den Inneminister an der Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 3357 bestätegt. Wat Ännerunge vum Ordre du jour betrëfft, deen de Schäfferot determinéiert huet, esou präziséiert de Minister a senger Äntwert unhand vum Artikel 13, dass dëse fix ass, bis de Moment, wou de President vum Gemengerot d'Sëtzung opmécht an de Gemengerot selwer d'Maîtrise iwwert d'Sëtzung an den Ordre du jour huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Gouf d'Gemengerotssitzung zu Dippech am Dezember 2025 duerch ee formelle Beschluss vum Schäfferot annulléiert? Wa jo, läit dem Inneministère och ee Rapport aus dëser Schäfferotssitzung vir?

Réponse (05/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Gemeng Dippech huet eis, op Nofro, matgedeelt, datt de Schäfferot de 15. Dezember 2025 d'Gemengerotssëtzung formell, a konform zum Gesetz, iwwert eng Deliberatioun annulléiert huet.

Déi Deliberatioun ënnerläit net der Opsiicht vum Inneminister a gouf eis net iwwermëttelt.

Abolition des sections dans les lycées | Question 3464 (14/01/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

L'accord de coalition prévoit que « [l]e Gouvernement élaborera, en étroite collaboration avec les partenaires scolaires, un concept organisationnel des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique, visant à abolir les sections et à proposer aux élèves plus de choix entre les différentes branches. Ce nouveau concept sera d'abord implémenté et évalué dans un ou plusieurs lycées pilotes, avant d'être généralisé. »

Or, cet engagement important ne figure pas parmi les priorités politiques mises en avant lors de la dernière rentrée scolaire. Le dossier de presse afférent évoque en effet, d'une part, « une large consultation nationale auprès des acteurs du système scolaire en vue de l'élaboration d'un livre blanc consacré au développement des programmes de l'enseignement secondaire » et, d'autre part, « l'ouverture de nouvelles sections dans l'enseignement secondaire », sans toutefois préciser comment ces initiatives s'articulent avec l'abolition annoncée des sections.

À l'approche du mi-mandat du Gouvernement actuel, et au regard du temps nécessaire à l'élaboration d'un concept, puis à la mise en œuvre et à l'évaluation d'un projet pilote, des interrogations se posent quant à la réalisation de cet engagement gouvernemental.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) L'abolition des sections dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire classique, telle que prévue dans l'accord de coalition, constitue-t-elle toujours une priorité politique pour Monsieur le Ministre ?

2) Dans l'affirmative, quel est le calendrier envisagé pour sa mise en œuvre ? Un projet pilote sera-t-il lancé au cours de la législature actuelle ?

Réponse (02/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Au cours des deux dernières années, mes services ont élaboré divers scénarios relatifs à la suppression des sections au sein de l'enseignement secondaire classique. L'analyse de ces concepts a mis en exergue les contraintes majeures liées à une mise en œuvre sous forme de projet pilote.

Le passage à un système de libre choix des disciplines induirait en effet une restructuration profonde de l'organisation scolaire. Par exemple, un cadre horaire conventionnel de 08.00 à 14.00 heures devrait être abandonné au profit d'une répartition des enseignements sur l'ensemble de la journée, ce qui engendrerait une instabilité structurelle des emplois du temps des élèves. Ainsi, cette flexibilité imposerait des amplitudes horaires irrégulières et la multiplication d'heures creuses, compromettant ainsi l'articulation entre le temps scolaire et les activités extrascolaires.

Compte tenu de ces incertitudes organisationnelles, l'identification d'un établissement partenaire prêt à assumer ces risques de planification s'avère complexe. En conséquence, les travaux se poursuivent sur un concept d'un projet pilote indépendant qui permettrait de réaliser l'idée de la suppression des sections fonctionnant en régime parallèle au système actuel.

Augmentation de la mortalité | Question 3465 (15/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 12. Januar 2026 huet de Gesondheitsministère d'Zuelen zu de Stierffäll zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2024 publizéiert. Dobäi gouf uginn, datt et 98 Doutgebuerten (Mortalitéit) zu Lëtzebuerg ginn huet. Dës Zuel entsprécht engem Taux vu ronn 8 Doutgebuerte pro 1.000 Gebuerten – den héchsten Taux zënter 1976.

D'Ministesch huet am Bericht ugin: „On observe une augmentation de la mortalité les dernières années“ an huet sech engagéiert, d'ës „plus en détail ze analyséieren.

Dës Entwécklung ass alarmant, well

- den Taux vu ronn 8 pro 1.000 daitlech iwwert der europäescher Moyenne vun 3,2 pro 1.000 (Euro-Peristat Donnéeën 2019) läit;
- d'Zuelen an de leschte Jore kontinuéierlech eropgaang sinn (2021: 64 Doutgebuerten, 2022: 71 Doutgebuerten, 2023: 80 Doutgebuerten);
- déi bescht europäesch Länner (Finnland, Slowenien) en Taux tëscht 1,8 an 2,2 pro 1.000 errecht hunn;
- wëssenschaftlech Etüde weisen, datt bis zu 50 % vun de Doutgebuerte vermeidbar sinn duerch evidenzbaséiert Preventiounsprogrammer.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch folgend detailléiert Informatiounen zu den 98 Doutgebuerte vum Joer 2024 liwweren

- a) Opdeelung no der Schwangerschaftswoch:
 - Wéi vill Doutgebuerten tëscht 22–27 Wochen?
 - Wéi vill Doutgebuerten ab 28 Wochen?
 - Wéi vill Doutgebuerten ab 37 Wochen (bei voll ausgedroener Schwangerschaft)?
- b) Medezinnesch Ursachen (no ICD-PM Klassifikatioun):
 - Wéi verdeelen sech d'Ursachen (z. B. Plazentainsuffizienz, Wuesstemsretard, kongenital Anomalien, Infektiounen, ongeklaärt Fäll)?
 - Bei wéi ville Fäll konnt keng kloer Ursach festgestallt ginn?
- c) Regional Verdeelung:
 - Wéi verdeelen sech d'Doutgebuerten op déi véier Maternitéit respektiv Regiounen zu Lëtzebuerg?
- d) Maternal Demographie a Risikofacturen:
 - Opdeelung no Alter vun de Mammen
 - Opdeelung no Nationalitéit (Lëtzebuerg/EU/Drëttstaaten)
 - Dokumentéiert Risikofacturen (Diabetes, Hypertonie, Fëmmen, Adipositas)?
- e) Timing:
 - Wéi vill Doutgebuerte sinn antepartum (virun der Gebuert) geschitt?
 - Wéi vill sinn intrapartum (während der Gebuert) geschitt?

2. Kann d'Ministesch eng vergläichbar Analys fir d'Joren 2020–2023 liwwere fir ze verstoen, ob d'Kompositioun vun den Doutgebuerten sech iwwert d'Jore geännert huet?

3. Huet d'Ministesch schonn Hypotheesen iwwer d'Ursaache vun dëser markanter Erhéijung? Gëtt et Ännerungen an de Registréierungsmethoden oder Definitiounen vun „Doutgebuert“, déi dës Erhéijung erkläre kéinten? Gëtt et systematesch Differenzen tëscht de véier Maternitéiten, wat klimesch Praktiken oder Patientepfiffer ugeet?

4. Wat sinn déi aktuell Lëtzebuerg Richtlinnen a Protokoller fir d'Detektioun an d'Gestioun vu Risikoschwangerschaften, besonnesch:

- Systematesche Screening op fetal Wuesstemsretarden?
- Gestioun vu reduziéierte fetale Bewegungen?
- Inductiounsprotokoll fir postterm Schwangerschaften (≥ 41 Wochen)?

5. Gëtt et zu Lëtzebuerg e systematesche Perinatal Mortality Review System, wou all Doutgebuerten an neonatal Doudesfäll analyséiert ginn, fir vermeidbar Faktoren ze identifizéieren? Wann nee, firwat net?

6. Wéi erklärt d'Ministesch d'Diskrepanz tëscht dem Lëtzebuerg Taux vu ronn 8 pro 1.000 an der europäescher Moyenne vun 3,2 pro 1.000?

7. Huet d'Ministesch schonn eng Evaluatioun gemaach iwwer bewäerte Preventiounsprogrammer aus anere Länner, wéi dem UK Saving Babies' Lives Care Bundle (20 % Reduktioun vun Doutgebuerten errecht), dem hollännesche PERINED National Perinatal Audit oder dem dänesch a skandinavesche Modell fir e systematesche Screening?

8. Plangt de Ministère, sech un international Zilsetzungen unzepassen, wéi dem WHO-Zil vun ënner 3,0 pro 1.000 fir High-Income-Länner?

9. Wéini wäert déi versprochen „detailléiert Analys“ vum Ministère virleien?

10. Plangt d'Regierung d'Entwécklung vun engem Lëtzebuerg Stillbirth Reduction Care Bundle mat moossbaren Zilsetzungen?

11. Wäerten d'Ressourcen (Budget, Personal, Formation) fir de SUSANA/PERINAT Surveillance System verstärkt ginn, fir méi detailléiert Donnéeën ze generéieren an eng proaktiv Preventiounspolitik ze erlaben?

Réponse (24/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Et ass ze ënnersträichen, dass d'Donnéeën, déi an der virleien parlamentarescher Fro presentéiert ginn, Gesamtzuelen duerstellen. Dës Donnéeën solle mat Virsicht interpretéiert ginn an am Kontext vum jee-weilege Spidol souwéi am Hibleck op d'Unzuel vun de Gebuerten, déi pro Etablissement a pro Joer betreit ginn, gekuckt ginn. Eng méi detailléiert a kontextualiséiert Analys gëtt aktuell gemaach. Des Weideren ass d'Saisine vun den Donnéeën nei encadréiert an organiséiert ginn, esou dass d'Evolutioun an deem Sënn och mat Virsicht ze analyséieren ass. Fir den Detail zu den eventuellen Erklärungen gëtt op d'Fro 3. higewisen.

ad 1.

a) Am Joer 2024 verdeelen sech d'Doutgebuerten no der Schwangerschaftsdauer wéi follegt:

- 32 tëscht der 22. a 27. Woch,
- 24 tëscht der 28. a 36. Woch an
- 10 ab der 37. Schwangerschaftswoch.

32 Fäll vun Doutgebuerte si virun der 22. Schwangerschaftswoch opgetrueden.

b) D'Kategorie ICD-10 P00–P96 enthält Erkrankungen, déi hiren Ursprung an der perinataler Phas hunn, dat heescht vun der fötaler Entwécklung bis zu den éischten 28 Deeg no der Gebuert. Si bezitt sech speziell op Zoustänn vum Neigebuereenen, dorënner Problemer, déi mat maternelle Faktoren, der Schwangerschaft, der Gebuert, Infektiounen oder spezifesch Stéierung beim Neigebuereenen zesummenhängen. 72 Fäll falen an dës Kategorie.

D'Kategorie ICD-10 Q00–Q99 ëmfaasst eng breet Pallett u kongenitale Feelbildungen, Mëssbildungen a chromosomalen Defekter, déi ënnerschiddlech Systemer wéi den Nervesystem, d'Sensororganer, de Kreeslaf, d'Genitalorganer, de Beweeungsapparat

oder d'Chromosome betreffen. 26 Fäll si bannent dëser Kategorie klasséiert.

c) Verdeelung vun den Doutgebuerten an de respektive Maternitéen zu Lëtzebuerg am Joer 2024: ↑

Dës Donnéeë solle mat Virsiicht interpretéiert ginn an am Kontext vum Spidol an der Unzuel vun de Gebueren, déi pro Etablissement betreit ginn, gekuckt ginn.

d) Opdeelung vun den Doutgebuerten nom Alter vun der Mamm (Alterskategorien entspreichend deene vum Statec): ↑

Dës Zuele solle mat Virsiicht interpretéiert ginn an an Zesummenhang mat der Unzuel vun de Gebueren ginn.

Opdeelung vun den Doutgebuerten no der Nationalitéit vun der Mamm: 31 Lëtzebuerg, 40 EU, 27 Drëtlänner.

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt iwwer keng Date betreffend d'Risikofaktoren vun der Mamm am Kader vum Doudesursaacheregëster.

e) Opdeelung vun den Doutgebuerten no dem Zäitpunkt vum Doud: 82 in utero, 12 intra-partum, 4 onbekannt.

ad 2. Dës Zuele solle mat Virsiicht interpretéiert ginn an am Kontext vum Spidol an der Unzuel vun de Gebueren, déi pro Etablissement betreit ginn, gekuckt ginn. ↑

D'Informatiounen betreffend den Alter vun der Mamm an den Zäitpunkt vum Doud sinn eréischt zënter 2023 verfügbar.

Opdeelung vun den Doutgebuerten no dem Alter vun der Mamm (Alterskategorien entspreichend deene vum Statec) an de Joren 2023 an 2024: ↑

Zuel vun den Doutgebuerten no dem Zäitpunkt vum Doud vun 2023 bis 2024: ↑

ad 3. D'Erhéijung vun den Doutgebuerte kann deels duerch Verbesserungen an der Deklaratioun um nationale Plang erkläert ginn, bedéngt duerch d'Weiderentwécklung vum Iwwerwaachungssystem an d'Verpflichtung. Zënter 2020 ginn Doutgebuerten ab der 22. Schwangerschaftswoch oder no bestëmmte Gewichts- a Gréisstkritären deklaréiert¹.

D'Erhéijung kéint och mat engem duerchschnëttlechen Erhéije vum Alter vun de Mammen zesummenhänken, well mat zohuelendem Alter Gefor fir Risikoschwangerschaften a chromosomal Anomalie klëmmt.

En anere méigleche Faktor ass d'Weiderentwécklung vum prenatalen Depistage, dee mat besserer Diagnostik zu enger verstärkter Erkennung vu fötale Komplikatiounen féiere kann an domat och d'Zuel vun den erfaasste Fäll beaflosse kéint.

Et sief och nach eemol drop higewisen, dass hei absolutt Zuelen erfaasst ginn an dës ëmmer mat der allgemenger Entwécklung vun de Gebuertszuele missten a Relatioun gesat ginn. Weider Analyse sinn also noutwendeg, fir dës Entwécklung méi am Detail ze erklären.

ad 4. Zu Lëtzebuerg ass d'Fréierkennung an d'Betreiung vu Risiko-Schwangerschaften am prenatale Suivi verankert a gëtt ënner anerem am „carnet de maternité“² festgehalen. Et baséiert op reegelméisseg medezinnesche Consultatiounen souwéi op de recommandéierten obstetreschen Echographien³.

¹ Règlement grand-ducal du 20 mai 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès : <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2020/05/20/a456/jo>

² <https://santesecu.public.lu/fr/publications/c/carnet-maternite-dossier-medical.html>

³ Suivi prénatal – Portail Santé – Luxembourg

Dës Suivi erméiglecht et, méiglech Komplikatiounen fréi ze erkennen, déi d'Schwangerschaft zu enger Risiko-Schwangerschaft maache kënnen, wéi zum Beispill: d'Gefor vun enger Fréigebuert, héije Bluttdrock, Schwangerschaftsdiabetes, e Wuessstumsretard vum Fötus an der Gebärmutter, Mehrlingsschwangerschaften, verlängert Schwangerschaften asw.

D'Maternitéë stäipen sech op international wëssenschaftlech Recommendationen a passen d'Betreiung un de klinische Kontext vun de Patientinnen un.

ad 5. Zanter de 60er Jore verfüügt Lëtzebuerg iwwer en zur Iwwerwaachungssystem vun der perinataler Mortalitéit, deen zanterhier zur Verbesserung vun de perinatalen Indicateure bäigedroen huet. De PERINAT-Regëster, dee säit bal zwee Joerzénngten am Asaz ass, erméiglecht eng ëmfaassend Iwwerwaachung vun der perinataler Period an erfaasst national all medezinnesch Donnéeën am Zesummenhang mat de Gebueren. D'Analys (peer review system) vun de fötalen Doudesfäll läit de Moment an der Verantwortung vun de Gesondheetsprofessioneller an de jee-weilege Spideeler.

ad 6. Et ass wichteg ze präzisieren, dass den Taux vun 3,2 pro 1.000 am Joer 2019 fir all d'Länner am Euro-Peristat-Netzwerk genee deem vu Lëtzebuerg fir dat selwecht Joer entsprécht.

Dës Wäert ënnerscheet sech allerdéngs zum Taux, deen op Basis vum Doudesursaacheregëster berechent gouf: dës läit 2019 bei 7 pro 1.000 (an 2024 bei 8 pro 1.000). Dësen Ënnerschied erkläert sech haaptsächlech duerch d'Differenzen an d'Definitionen, déi benotzt ginn. Den Euro-Peristat baséiert sech, fir déi meescht Länner, op Gebueregësteren an net op Doudesursaacheregësteren; zousätzlech ginn nëmmen Doutgebuerten ab 24 Schwangerschaftswoche berécksiichtegt, an d'medezinnesch Ofdreiwung ginn ausgeschloss.

Den Taux vun der Mortalitéit, deen op Basis vum Doudesursaacheregëster berechent gëtt, enthält dogéint all d'Doutgebuerten ab der 22. Schwangerschaftswoch (oder mat engem Gebuertsge wicht ≥ 500 g) an och therapeutesch Ofdreiwungen, déi am Joer 2024, 44 % vun allen Doutgebuerten zu Lëtzebuerg ausmachen.

ad 7. D'Gesondheitsdirektioun huet rezent de Programm Santé maternelle et petite enfance lancéiert. Dës Programm huet als Haaptzil, d'Wuelbefanne vun der schwangerer Mamm an dem klengen Kand (bis inklusiv 3 Joer) ze garantéieren.

D'Thematiken, déi an der Fro ugeschwat ginn, stëmme mat den Ziler iwwereneen, déi dës Programm wëllt ugoen.

ad 8. Am Kader vun den Evaluatiounen vun de Gesondheitsindicateure beméit sech d'Gesondheitsdirektioun ëmmer, sech op international Ziler ze bezéien.

ad 9. D'Gesondheitsdirektioun schafft aktuell en dëser Analys, op Basis vu verschiddenen Datequellen, fir d'Schätzung vum Doudesursaacheregëster ze erweideren an ze präzisieren.

ad 10. Zum aktuellen Zäitpunkt plangt d'Regierung net d'Entwécklung vun engem lëtzebuergesche Stillbirth Reduction Care Bundle mat spezifischen a moossbaren Zilsetzungen.

Dëst Thema fënnt sech awer transversal an de generellen Ziler vum Programm Santé maternelle et petite enfance erëm, deen sech d'Zil gesat huet, d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Betreiuung während der Schwangerschaft an an der perinataler Phas kontinuierlech ze verbessern.

ad 11. D'Erweiterung vun den Datesammlungen erfuerdert effektiv zousätzlech Ressourcen, dobäi

kënn, dass de Mangel un engem spezifesch gesetzleche Kader fir d'Regësteren, ënner anerem PERINAT, d'Méiglechkeet begrenzt, nei Datekollekten iwwer déi besteeend Zwecker eraus opzebauen. De SUSANA-System baséiert op enger Zesummenaarbecht tëscht der Gesondheitsdirektioun an de Maternitéen, ouni gesetzlech Verpflichtung. De Ministère schafft momentan un der néideger legaler Basis fir Regësteren.

Consommation de drogues | Question 3466 (14/01/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans un article récent du journal « Le Monde », les évolutions préoccupantes de la consommation de drogues en Finlande ont été mises en lumière. Depuis 2012, une tendance nette à la hausse est observée, notamment avec le retour en force d'une drogue de synthèse connue sous le nom d'Alpha-PVP. Par ailleurs, à l'instar des images largement diffusées concernant l'usage du fentanyl dans certaines grandes villes américaines – où les consommateurs apparaissent dans des états de grande détresse – un sentiment croissant d'insécurité se développe également au sein de la société finlandaise.

L'article souligne en outre la présence marquée de la criminalité organisée dans les pays nordiques, ainsi que l'émergence d'une violence qualifiée de systémique. Cette violence se manifeste notamment par le recrutement de jeunes, parfois mineurs, utilisés comme exécutants pour diverses tâches criminelles, y compris des actes de violence grave commis contre de l'argent. Ces évolutions soulèvent de sérieuses préoccupations quant aux interactions entre trafic de stupéfiants, criminalité organisée et atteintes à la sécurité publique en Europe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données récentes sur l'évolution de la consommation de drogues synthétiques au Luxembourg depuis 2012 ?

2) Des substances comparables à l'alpha-PVP ou au fentanyl ont-elles été identifiées sur le territoire luxembourgeois ?

3) Les autorités ont-elles constaté une implication accrue de réseaux de criminalité organisée liés au trafic de stupéfiants au Luxembourg ?

4) Des cas de recrutement de jeunes ou de mineurs par des réseaux criminels ont-ils été identifiés par les services compétents ?

5) Quelles mesures sont en place pour prévenir l'implication de jeunes dans des activités criminelles liées au trafic de drogues ?

6) Une coopération renforcée au niveau européen est-elle envisagée face à ces évolutions ?

Réponse (12/01/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Sur base de données nationales issues d'analyses toxicologiques de substances suspectées d'être psychoactives, saisies par les forces de l'ordre et de données portant sur les substances analysées dans le cadre du dispositif Drugchecking (par lequel les consommateurs/trices ont la possibilité de faire analyser le(s) produit(s) destiné(s) à leur consommation), on a pu observer, à l'instar d'autres États membres de l'Union européenne (UE), une diversification de nouvelles substances psychoactives synthétiques détectées au cours de la dernière décennie. Toutefois, les substances synthétiques psychoactives détectées au Grand-Duché du Luxembourg ont, en règle

générale, déjà été identifiées et rapportées auparavant par un autre État membre de l'UE. S'ajoute à cela que les quantités des substances synthétiques confisquées lors de saisies à l'échelle nationale incitent à conclure qu'elles étaient généralement destinées à un usage personnel plutôt qu'à des fins de vente ou de trafic. Il est également à noter que les données récentes sur l'évolution de la consommation de drogues, y compris les drogues synthétiques sont publiées chaque année dans le Rapport national drogues, qui constitue la source officielle centralisant les informations les plus à jour en la matière.

La police n'a recensé que 5 saisies de nouveaux produits de synthèse (« NPS ») sur le territoire luxembourgeois depuis 2015 :

– Saisies de stupéfiants Alpha-PVP :

- 2.053 mg en 2015
- 48.547 mg en 2023
- 483 mg en 2025

– Saisies de stupéfiants Fentanyl :

- 5 seringues contenant de la sufentanyl et 736 mg de poudre de furanylfentanyl en 2016
- 1.783 mg d'un mélange de fentanyl et fluorofentanyl en 2024

ad 2) En ce qui concerne spécifiquement la molécule alpha-PVP (α-pyrrolidinovalérophénone), selon les données disponibles sur les dix dernières années, une saisie sur le territoire national de 2.053 milligrammes (mg) a eu lieu en 2015 et 3 détections en 2023 (3 saisies de quantités respectives de 214 mg, 47.237 mg et 1.096 mg). En 2025, une seule saisie de alpha-PVP de 483 mg ainsi qu'une identification par le dispositif Drugchecking ont été recensées. Dans la majorité des cas, il s'agissait dès lors de quantités inférieures à 2,1 g.

Pour ce qu'il est du (des) fentanyl(s), il convient de préciser qu'il s'agit d'une dénomination générique étant donné qu'il existe une multitude de molécules qui appartiennent à la famille des fentanyls. Leur détection au Luxembourg a été très rare à ce jour. Une saisie de 736 mg de furanylfentanyl a eu lieu en 2016 ainsi que de 5 seringues contenant de la sufentanyl. Un mélange de fentanyl et fluorofentanyl d'un poids total de 1.783 mg fut saisi en 2024. En 2025, il n'y a pas eu de détection de fentanyl(s) sur le territoire national selon les sources citées.

La police n'a pas identifié d'autres substances que celles mentionnées ci-avant.

ad 3) En l'état actuel des informations disponibles auprès de la Police grand-ducale, aucun élément objectif ni indice concret ne permet de documenter une implication accrue de réseaux organisés liés au trafic de stupéfiants sur le territoire luxembourgeois.

Le Luxembourg demeure toutefois exposé en tant que pays de transit, facteur susceptible de contribuer à la récurrence de saisies de stupéfiants de grande ampleur observées ces dernières années.

ad 4) À ce stade aucun élément d'enquête ou d'observation ne fait apparaître de pratique avérée de recrutement de jeunes ou de mineurs par des organisations criminelles.

ad 5) La Police grand-ducale, par le biais de son service de prévention, mène régulièrement des actions de sensibilisation dans les établissements scolaires afin d'informer les jeunes sur les risques liés à la consommation et au trafic de stupéfiants.

À titre d'exemple, les services de prévention régionaux de la police proposent sur demande des formations suivantes sur la prévention de la toxicomanie, en fonction de l'âge des élèves. Le programme pour

les cycles inférieurs couvre la consommation d'alcool, de cigarettes et de cannabis. Le programme pour les cycles supérieurs couvre la consommation d'une panoplie plus large de stupéfiants, dont le cannabis. Des intervenants de la police expliquent le cadre légal en vigueur, les infractions et poursuites liées aux stupéfiants et illustrent les dangers de la dépendance.

Par ailleurs, des contrôles sont effectués de façon régulière dans des lieux identifiés comme sensibles et particulièrement fréquentés par les jeunes, et ce dans le cadre des actions de prévention et de lutte contre les infractions liées aux stupéfiants.

ad 6) La coopération renforcée au niveau européen en matière de lutte contre la criminalité organisée et la lutte contre les stupéfiants fait partie des priorités du présent Gouvernement, notamment par une coopération policière étroite et pérenne, reposant sur des mécanismes d'échange d'informations et des actions coordonnées avec les partenaires de la police (p. ex. Europol).

La lutte contre les stupéfiants fait régulièrement partie des sujets traités dans le cadre du Conseil « Justice et affaires intérieures ».

Au niveau bilatéral, le Ministère des Affaires intérieures est en train de négocier de nouveaux accords de coopération policière et douanière avec la France et l'Allemagne afin de faciliter et élargir la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Le renforcement de la coopération transfrontalière s'accompagne également de l'introduction d'outils modernes, comme le système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (ANPR), dont le projet de loi est actuellement en cours d'examen législatif. Cet outil permettra de soutenir encore davantage les forces de l'ordre dans la prévention et la lutte contre la criminalité, en particulier transfrontalière.

Projet pilote relatif à l'introduction du deuxième intervenant au cycle 1 | Question 3467 (14/01/2026) de Mme Francine Cloener | M. Ben Polidori (LSAP)

Lors de la présentation de l'accord de coalition, le Gouvernement avait annoncé l'introduction d'un deuxième intervenant au cycle 1 dans l'enseignement fondamental. Cette mesure, destinée à améliorer la différenciation pédagogique et à offrir aux enfants les meilleures chances de réussite dès le début de leur parcours scolaire, constituait une des réformes phares du programme éducatif. Toutefois, face aux difficultés persistantes de recrutement de personnel qualifié et aux contraintes budgétaires, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a récemment précisé que cette initiative ne serait pas déployée immédiatement à l'échelle nationale. Au lieu d'une mise en œuvre généralisée, le concept sera d'abord testé dans le cadre d'un projet pilote, permettant ainsi d'évaluer son efficacité et sa faisabilité avant une éventuelle généralisation.

Dans ce contexte, nous souhaiterions adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- À quelle date Monsieur le Ministre envisage-t-il le lancement du projet pilote relatif à l'introduction du deuxième intervenant au cycle 1 ?
- Combien d'écoles et de classes sont prévues pour participer au projet pilote ?
- Sur la base de quels critères de sélection les établissements scolaires et les classes participant au projet pilote seront-ils désignés ?
- Quelle sera la durée du projet pilote avant une éventuelle généralisation ?

– Quelles seront les qualifications requises pour les deuxièmes intervenants ?

– Comment le personnel des SEA sera-t-il intégré concrètement dans ce dispositif ?

– Quel sera le budget alloué au projet pilote ?

– Quels sont les critères d'évaluation spécifiques qui seront appliqués pour mesurer l'efficacité et la pertinence du projet pilote ?

– Quels indicateurs de réussite permettront de décider d'une généralisation du concept ?

Réponse (03/03/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Je me permets de renvoyer ici à ma réponse écrite à la question parlementaire n° 2715 ainsi qu'aux explications fournies lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 11 novembre 2025.

La durée du projet pilote, le budget prévisionnel, les critères d'évaluation spécifiques, les indicateurs de réussite ainsi que les modalités précises relatives au rôle du personnel socio-éducatif supplémentaire sont actuellement en cours de définition et seront précisés, dans la suite de l'élaboration du projet, en concertation avec les différents acteurs concernés

Gel des titres de Gazprombank | Question 3469 (14/01/2026) de M. Fred Keup (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Gazprombank assigne le Ministre des finances“, deen den 28. November am „Lëtzebuurger Land“ publizéiert gouf, heescht, gëtt de Staat aktuell vu Vertrieeder vun där genannter russescher Energiefirma op d'Gericht geholl. Dat, well 2022 verschidde vun hire Verméigenswäerter am Kader vu Sanktiounen agefruere goufen, obwuel dës Sanktiounen just den deemolegen Detenteur betraff hunn. Weider heescht et, datt den Europäesche Gerichtshaff schonn am September 2024 confirméiert huet, datt déi Verméigenswäerter kënnen deblockéiert ginn.

Nieft deem zitéierte Fall gëtt de Staat och scho vum russesch-israeeleschen Entrepreneur Mikhail Fridman virun engem internationale Schidsgericht op Schuedensersatz ugesicht. Schlëmmstefalls riskéiert Lëtzebuerg hei eng Milliardestraf. D'Grondrecht op Eigentum gëtt zu Lëtzebuerg duerch den Artikel 36 vun der Verfassung geschützt. Dës Rechtssécherheet an de Respekt vum Eigentum duerch de Staat stellen ee vun de Grondpiliere fir d'Vetraue vun den nationalen an internationalen Investoren duer. D'Urteeler an all deene Fäll wirken sech deementspreechend och ëmmer op déi eng oder aner Manéier op d'Reputatioun vun der Finanzplaz aus.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert den Här Minister déi am Artikel beschriwwen Virgäng?
2. Wéi begrënt den Här Minister déi Decisioun, d'Verméigenswäerter weiderhin ze blockéieren, obwuel e Gericht anscht decidéiert huet an d'Gazprombank kengerlee Sanktiounen ënnerläit?
3. Wéi bewäert den Här Minister d'Auswirkung vun deenen Decisiounen op d'Vetrauen an de Rechtsstaat souwéi d'Reputatioun vun der Finanzplaz?
4. Geet d'Regierung dovun aus, datt de Staat och an dësem Fall ka virun engem internationale Schidsgericht ugesicht ginn? Falls net, wéi begrënt

d'Regierung déi Sécherheet? Falls jo, schafft d'Regierung eventuell op eng Eenegung mat der Géigepartei hin?

Réponse (12/02/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kommentéiert am Allgemenge keng Presseartikelen.

Lëtzebuerg ass ee Rechtsstaat an deem all Persoun d'Méiglechkeet huet, ee Recours viru Geriicht ze maachen.

.....

Écoles à caractère journée continue | Question **3470** (14/01/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Avec le premier lycée, le « Neie Lycée », ouvert en 2005 comme projet pilote, aujourd'hui le Lycée Ermesinde à Mersch, le Luxembourg a connu ses premières expériences d'enseignement secondaire public à journée continue, combinant l'enseignement formel avec des activités parascolaires, telles que l'enseignement musical ou des ateliers à projet. Depuis lors, le Luxembourg a vu l'ouverture d'autres établissements à journée continue, notamment l'école fondamentale « Eis Schoul », qui intègre une pédagogie inclusive dans son programme éducatif.

Les écoles à caractère journée continue rencontrent un certain succès auprès de parents qui souhaitent que leurs enfants soient encadrés par une équipe éducative travaillant en continuité entre enseignement formel et non formel. Pour les parents, l'un des avantages d'une école à journée continue réside également dans une réduction de la charge administrative, ainsi que dans la centralisation des activités sur un même site.

Dans la plupart des communes au Luxembourg, les établissements scolaires fondamentaux et les services d'éducation et d'accueil (SEA) sont toutefois séparés physiquement. La collaboration entre ces deux entités se limite souvent à un encadrement périscolaire et, dans certains cas, au transport entre les structures. Le concept de la journée continue vise au contraire à mettre en place un rythme quotidien adapté aux besoins des enfants, comprenant des activités d'apprentissage, d'enrichissement et de loisirs, qui s'articulent de manière cohérente et complémentaire.

Le personnel enseignant de l'enseignement fondamental, le personnel socio-éducatif des maisons relais, ainsi que le personnel technique participent, en tant qu'équipe, à l'élaboration et à l'organisation de l'ensemble des activités. Des activités périscolaires et de loisirs sont également organisées en collaboration avec les associations et clubs locaux.

Comme mentionné dans un rapport de l'OEJQS sur les parcours scolaires : « ... Si le choix des parents pour les écoles internationales publiques est relativement évident, avec une offre linguistique plus flexible et un modèle d'école à journée continue... »⁴.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste exhaustive des écoles et lycées à caractère journée continue, en précisant pour chacun d'eux la commune concernée, ainsi qu'une distinction entre établissements publics et privés, et en indiquant s'il s'agit d'enseignement fondamental et/ou secondaire ?

2) Monsieur le Ministre peut-il également indiquer, pour chaque établissement concerné, le nombre d'élèves inscrits et, si possible, les nationalités représentées parmi les élèves ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir, pour les années 2023, 2024 et 2025, les informations relatives à l'intérêt pour ces établissements, notamment le nombre de demandes d'inscription (et, le cas échéant, l'existence de listes d'attente), pour les écoles et lycées publics à caractère journée continue ?

4) Combien d'élèves fréquentent les écoles fondamentales relevant du régime « conventionnel » (non organisées en journée continue) tout en participant aux activités parascolaires proposées dans le cadre des structures d'accueil, et ce selon les jours de la semaine ?

5) Selon l'article 179 de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental, les communes sont autorisées à intégrer les heures d'enseignement obligatoires et les activités périscolaires dans un horaire adapté à la situation locale et visant la mise en place d'un encadrement à journée continue. Monsieur le Ministre prévoit-il de promouvoir davantage ce concept d'école ou de lycée à journée continue à l'échelle nationale, ou considère-t-il que cette décision relève principalement de l'initiative des communes ?

6) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant des projets futurs en cours de planification pour la mise en place ou l'extension d'écoles ou lycées à caractère journée continue ? Dans l'affirmative, le ministre peut-il en dresser une liste ?

Réponse (03/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3)

Enseignement fondamental

Il convient tout d'abord de clarifier ce que l'on entend par « école à journée continue ».

En tant que ministère responsable à la fois de l'éducation formelle et non formelle, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) encourage depuis 2013 le développement d'une offre éducative de haute qualité et d'un rapprochement entre structures d'éducation et d'accueil (SEA) et écoles. C'est pourquoi le MENJE estime que le Luxembourg dispose aujourd'hui d'un large éventail d'offres éducatives à temps plein, que de nombreux pays qualifieraient de « Ganztagschule ».

Or, dans le passé, on entendait par « école à journée continue » une offre dans laquelle les services éducatifs formels et non formels étaient proposés par un seul et même organisme public. Dans cette perspective, il existe aujourd'hui deux projets dans le fondamental qui répondent à cette définition : l'« École Jean Jaurès » et « Eis Schoul ».

Depuis de nombreuses années, le MENJE accompagne de manière constante les communes dans la mise en place et le développement des dispositifs relevant de l'éducation non formelle. S'y ajoute la gratuité de l'accueil dans les structures d'éducation non formelle pendant les semaines d'école, pour les enfants scolarisés à l'enseignement fondamental à partir de la rentrée 2022-2023.

Dans la perspective tracée par le programme gouvernemental 2023-2028, qui prévoit un élargissement et un renforcement de l'offre d'accueil ainsi qu'un rapprochement entre l'école et les structures d'éducation et d'accueil, mon Ministère poursuit activement la consolidation des synergies entre les établissements scolaires et les services d'éducation et d'accueil.

L'élargissement substantiel de l'offre assurée par les services d'éducation et d'accueil à partir de l'année 2013 a progressivement conduit à relativiser, pour les communes, la nécessité de recourir au modèle spécifique de l'école à journée continue.

En effet, le développement de coopérations structurées entre les établissements scolaires et les services d'éducation et d'accueil permet d'assurer une prise en charge articulée et modulable, offrant une souplesse adaptée aux contraintes et aux attentes des familles contemporaines, tout en garantissant la cohérence éducative des interventions.

Tableau ↑

L'inscription des élèves dans les écoles fondamentales publiques relevant de la compétence des communes, et celle des élèves dans les écoles privées de la responsabilité des établissements concernés, le MENJE ne dispose pas de données relatives au nombre de demandes d'inscription.

Le MENJE ne dispose pas de données relatives à la nationalité des élèves inscrits dans les écoles privées. Dans ces conditions, toute présentation isolée de la nationalité des élèves fréquentant une école à journée continue publique serait dépourvue de pertinence analytique, faute de base comparative exhaustive.

Enseignement secondaire

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le terme de lycée « à caractère journée continue » n'est guère utilisé, même s'il décrit bien une réalité quotidienne, à savoir le fait que tous les lycées disposent actuellement – en dehors des heures de cours – d'une large offre d'activités péri- et parascolaires.

Les activités péri- et parascolaires constituent une composante essentielle de l'offre éducative dans les lycées nationaux au Luxembourg. Elles permettent de compléter l'enseignement formel par des opportunités d'épanouissement personnel et social, tout en favorisant l'implication des élèves dans un cadre stimulant et structurant. Toutefois, les activités péri- et parascolaires ne nécessitent pas toutes une inscription formelle. En outre, l'offre d'activités péri- et parascolaires varie actuellement d'un établissement à l'autre.

Pour l'année scolaire 2024-2025, le domaine le plus représenté est celui du sport et du mouvement, avec une moyenne de 8 activités hebdomadaires par établissement. Le tableau ↑ ci-dessous renseigne la moyenne des activités par secteur thématique.

Le développement des activités péri- et parascolaires constitue l'une des priorités de la politique éducative actuelle ; afin d'en assurer une mise en œuvre fondée sur des principes de qualité et de durabilité, un certain nombre de modalités ont été précisées par le biais d'une instruction ministérielle entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2025-2026.

Ainsi, au sein des lycées, ce sont les services socio-éducatifs (SSE) qui sont chargés de coordonner les activités périscolaires à l'intention des élèves ainsi que la collaboration avec les prestataires internes et externes tout en veillant à un programme pédagogique, sportif et culturel équilibré. Un programme complet des activités périscolaires sur toute la durée de l'année scolaire est présenté à la rentrée scolaire et s'adresse aux élèves ainsi qu'aux parents des élèves.

Dorénavant, tous les lycées sont tenus d'organiser au moins deux activités sportives par jour.

Dans le cadre du projet Ech gestalte meng Schoul, les lycées peuvent bénéficier d'un budget complémentaire pour transformer leurs espaces intérieurs et

⁴ Recommandation A2 : <https://men.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/statistiques-etudes/themes/transversaux/oejqs-parcours-scolaire.pdf>

extérieurs dans le but de favoriser les rencontres sociales entre les élèves.

De même, les activités culturelles et créatives sont favorisées grâce au projet creativeLab, mis en place en collaboration avec les acteurs du secteur culturel et créatif. Le MENJE assure le financement de ces activités.

Dans chaque lycée, le Jugendtreff constitue un espace autogéré par les jeunes et supervisé par du personnel qualifié de l'éducation non formelle issu du SSE. Il offre aux élèves un lieu d'accueil, d'accompagnement, de participation et d'animation socio-éducative complémentaire aux offres de l'enseignement formel.

Objectifs principaux :

- offrir un cadre sécurisé, bienveillant et libre d'accès en dehors des heures de cours ;
- favoriser le développement personnel, l'autonomie, la citoyenneté et la responsabilité sociale ;
- encourager les initiatives, la participation active et la cocréation de projets ;
- créer un pont entre les jeunes et les structures extrascolaires.

Chaque lycée est tenu de mettre à disposition un local fixe, accessible et convivial, exclusivement dédié au Jugendtreff.

Le Jugendtreff peut proposer :

- des permanences d'accueil à bas seuil (espace détente, discussions, jeux) ;
- des ateliers participatifs (artistiques, numériques, sportifs, citoyens) ;
- des projets développés par les jeunes (événements, actions de sensibilisation) ;
- un accompagnement individuel sur demande.

Les lycées organisent par ailleurs un volume important de cours d'appui offerts par des enseignants qualifiés ainsi que des études surveillées permettant aux élèves de réaliser leurs devoirs à domicile dans un cadre calme et structuré.

ad 4) Actuellement, 51.934 élèves soumis à l'obligation scolaire fréquentent une école publique luxembourgeoise relevant du régime « conventionnel ». Parmi ces 51.934 élèves, 35.233 sont inscrits à un service d'éducation et d'accueil au moins une fois par semaine (67,84 %).

L'analyse des horaires d'inscription des élèves montre que les inscriptions pour le repas de midi sont particulièrement fréquentes les jours où l'enseignement a lieu à la fois le matin et l'après-midi.

Les inscriptions se répartissent comme suit selon les différents jours de la semaine et les plages horaires :[†]

ad 5) Au regard de l'expérience acquise et des données chiffrées exposées au point ad 4), il y a lieu de constater que la demande en matière de prise en charge extrascolaire se révèle particulièrement élevée durant la pause de midi. Cette situation constitue d'ores et déjà un défi pour les services d'éducation et d'accueil (SEA) des établissements scolaires appliquant un horaire classique, dans la mesure où les besoins en personnel y sont sensiblement accrus durant cette plage horaire spécifique, alors qu'ils sont nettement plus bas en début et fin de journée.

Par ailleurs, il ressort des constats effectués par mon Ministère que l'organisation de la prise en charge des enfants en dehors des périodes scolaires s'avère sensiblement plus complexe dans le cadre des écoles à journée continue.

Il convient également de rappeler que la loi évoquée par l'honorable Député date de l'année 2009. Depuis

lors, de nombreuses évolutions ont eu lieu, en particulier dans le domaine de l'accueil périscolaire.

Grâce au plan-cadre et à l'élaboration d'objectifs fondant le concept de l'éducation informelle, les SEA offrent aujourd'hui bien plus qu'une simple prise en charge des élèves : ils accompagnent les enfants dans le développement de leurs compétences et constituent un élément à part entière du paysage éducatif luxembourgeois. La flexibilité des inscriptions aux SEA permet en outre aux familles de choisir le modèle le mieux adapté à leur organisation et à leur vie familiale.

Le MENJE soutient les communes dans l'exercice de leurs compétences en matière d'organisation de structures d'éducation non formelle. En tant qu'autorités de proximité, les communes sont les mieux placées pour identifier les besoins de leur population locale et en assument la responsabilité, dans le respect du cadre légal en vigueur. Ce soutien vise à garantir l'accès à un accueil éducatif de qualité, répondant aux besoins des parents et des enfants, conformément aux dispositions prévues par le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013. Celui-ci prévoit notamment que les SEA doivent assurer une offre d'accueil d'au moins 46 semaines par an et définit, par ailleurs, le créneau horaire dans lequel cet accueil peut être proposé.

Dans le cadre de l'extension et du développement de l'offre d'accueil prévue par le programme gouvernemental 2023-2028, le ministère s'attache à promouvoir la coopération entre les structures scolaires et les SEA, afin de garantir une prise en charge et un accompagnement intégré, dans lesquels les différents acteurs collaborent dans l'intérêt de l'enfant.

Cette évolution doit toutefois être appréhendée avec la distinction nécessaire entre les objectifs poursuivis et les différents modèles d'organisation existants. Il convient ainsi de préciser que cette évolution ne saurait être assimilée à une promotion ou à un soutien accru du modèle de l'école à journée continue, celui-ci soulevant, comme indiqué précédemment, d'autres difficultés organisationnelles et ne répondant par ailleurs pas aux besoins de l'ensemble des familles.

L'objectif poursuivi consiste dès lors à identifier, analyser et développer des synergies ciblées entre l'enseignement formel et les SEA, dans le respect des choix éducatifs des familles, afin de favoriser une organisation cohérente et équilibrée au bénéfice de l'ensemble des acteurs de la communauté scolaire.

ad 6) La décision d'opter pour un modèle scolaire spécifique relève de la compétence des communes, lesquelles sont, en raison de leur proximité avec les citoyens, les mieux placées pour identifier et évaluer les besoins de leur population en matière d'organisation scolaire et de structures éducatives. Cette autonomie communale permet de tenir compte des réalités locales ainsi que des attentes des élèves et de leurs familles.

Mise en valeur de la Constitution sur la « Place de la Constitution » | Question 3471 (15/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En juillet 2021, l'initiative pour une mise en valeur de notre Constitution sur la « Place de la Constitution », dans le cadre du réaménagement de cette place emblématique à Luxembourg-ville, a été lancée. Monsieur le Ministre d'État et Madame la Bourgmestre de la ville de Luxembourg s'étaient montrés favorables à cette mise en valeur de notre Constitution qui a été réformée fondamentalement en 2023.

Il avait été décidé de confier à un groupe de travail interministériel, auquel devait participer la Ville de

Luxembourg, la mission d'analyser les possibilités en vue d'intégrer un visuel pour attirer l'attention des visiteurs sur l'importance de la Constitution luxembourgeoise alors que la place porte son nom depuis les années 1870.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

- 1) Quelles sont les propositions de ce groupe de travail ?
- 2) Seront-elles intégrées dans le projet de réaménagement de la place ?
- 3) Endéans quels délais le projet de mise en valeur de notre Constitution sur la place au cœur de la ville de Luxembourg pourra être réalisé ?

Réponse (10/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Les discussions au sein du groupe de travail interministériel dont fait partie également la Ville de Luxembourg, relatif à l'aménagement de la Place de la Constitution et la mise en valeur de la Constitution, se poursuivent mais n'ont pas encore abouti.

À l'heure actuelle, il n'est ainsi pas encore possible de donner des éléments de réponse aux questions posées par l'honorable Député, autre que ceux donnés en réponse aux questions parlementaires n° 7943 et n° 1542 relatives au même sujet.

Bons pour des cours de luxembourgeois octroyés par l'ADEM | Question 3472 (15/01/2026) de **M. Tom Weidig** | **M. Michel Lemaire** (ADR)

A leschter Zäit hu vill Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, haaptsächlech Expats a Leit, déi rezent an eist Land komm sinn, festgestallt a bedauert, dass d'ADEM Vouchere fir Lëtzebuergesch-Coursë faktesch just nach dann ausstellt, wann eng onmëttelbar beruflech Noutwendegkeet virläit. Sou schreift eng Persoun beispillsweis op Tiktok, nodeems si eng entsprechend Mail vun der ADEM kritt hat: „From now on ADEM will no longer supply people with language vouchers especially for Luxembourgish language courses unless the ‚demandeur d'emploi‘ is really really in need of this language for his future jobs. And it was mentioned for instance: health system and public system. If you want to learn the language just because you want to learn it, you will not get this voucher.“

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann den Här Minister d'Aussoen am zitierteren Tiktok-Post confirméieren, no där Vouchere fir Lëtzebuergesch-Coursë just nach dann ausgestellt ginn, wann eng onmëttelbar beruflech Noutwendegkeet virläit?
2. Wa jo, wat sinn déi genau Krittäre fir dës Noutwendegkeet? Stellt déi nei Ausstellpraxis vun ADEM-Vouchere fir Lëtzebuergesch-Coursen eng bewosst politesch Decisioun duer?
3. Wann nee: Kann den Här Minister preziséieren, ob hei e Kommunikatiounsfeeler vusäite vun der ADEM virläit?
4. Wéi vill Leit hunn 2024 en ADEM-Vouchere fir Lëtzebuergesch-Coursen ugefrot? Wéi vill kruten de Vouchere? Wéi vill Unträg goufen ofgeleent?
5. Wéi bewäert den Här Minister d'Auswierkung vun dëser Praxis op d'Integratioun an d'Chancen um Aarbechtsmaart fir Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn?

6. Plangt d'Regierung, den Zougang zu Vouchere fir Lëtzebuergesch-Coursen (erëm) ze erweideren, fir d'Léiere vum eiser Nationalsprouch als essenziell Integratiouns- a Beschäftigungsmaossnam ze ënnerstëtzen?

7. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Kandidaten eng Prüfung maache mussen?

8. Gëtt dru geduecht, fir de Recrutement vum Resultat ofhängeg ze maachen?

Réponse (04/02/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1. Fir déi ugeschwaten Elementer an hire Kontext ze setzen, ass et ubruecht drun ze erënneren, datt d'Emisioun vum de Bongen zu reduzéiertem Tarif am legale Kader stattfënnt, wéi en duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 23. Abrëll 2013 festgeluecht gouf. Dëst Reglement gesäit vir, datt Aarbechtssichender vum engem reduzéierten Aschreiwungsrecht fir Coursen vum allgemengem Interêt profitéieren, déi si vum der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) zougewise kréien.

Wann d'ADEM esou eng Attributioun vum engem Bong virhëlt, geschitt dëst am Kader vum hire fundamentale Missioun fir d'Begleedung op den Aarbechtsmaart a setzt eng individuell Bewäertung vum der Pertinenz vum der Formatioun am Hibleck op d'berufflech Integratioun vum Aarbechtssichende viraus.

ad 2. D'Bewäertung vum der berufflecher Noutwendegkeet vum engem Lëtzebuergeschkurs baséiert op enger individualiséierter Analys, déi vum der ADEM am Kader vum hire Missioun fir d'Begleedung op den Aarbechtsmaart duerchgefëiert gëtt.

Dës Analys berécksiichtegt de Beruff, deen den Aarbechtssichenden ustrief, d'sproochlech Ufuederungen, déi vum den Employeuren an den Aarbechtsoffere gewünscht ginn, déi bei der ADEM gemellt sinn, souwéi d'Besoin vum Aarbechtsmaart am betraffene Secteur. Si hëlt och d'sproochlech Kompetenzen a Betruecht, déi den Aarbechtssichende schon huet, an hir Relevanz am Hibleck op de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart.

Wann d'Beherrsche vum Lëtzebuergeschen als entscheidend fir d'Ausübung vum ugestriefte Beruff erschénkt, kann e Lëtzebuergeschkurs als berufflech noutwenneg ugesi ginn; ëmgedréint, wann de Marché eng aner Sprooch privilegéiert, orientéiert d'ADEM den Aarbechtssichende prioritär op déi Sprooch, déi am meeschte relevant ass.

ad 3. Et handelt sech net ëm e Kommunikatiounsproblem. Den Austausch am Zesummenhang mat de Formatiounen fënn tëscht dem Aarbechtssichenden a sengem zoustännege Beroder am Kader vum der individueller Betreuung statt, op Basis vum enger Analys vum de spezifesche Besoin vum Aarbechtssichenden an de Besoin vum Aarbechtsmaart, am Zesummenhang mat sengem beruffleche Projet. Esou sinn d'Besoinen individuell, an den Austausch geschitt am Kader vum der Clientsbetreuung.

ad 4. Fir d'Joer 2024 weisen déi disponibel Donnéeën, datt d'ADEM am Ganzen 3.695 Bongen zu reduzéiertem Tarif fir Lëtzebuergeschkursen erausginn huet, op all hire 7 Agencen, am Zäitraum vum 1. Januar bis den 31. Dezember 2024.

Vun dese Bongen, déi ausgestellt goufen, sinn der 2.286 effektiv benotzt ginn, wat 62 % entsprécht.

Am Géigendeel dozou erlaben déi disponibel Donnéeën et net, d'Gesamtzuel vum den agerechten Demanden an d'Zuel vum de refuséierten Demanden ze bestëmmen, well Demanden, déi net zu der Ausstellung vum engem Bong geféiert hunn, net als formell Refuse registréiert ginn.

Dës Donnéeën stamen aus der Applikatioun „GICEA“ vum Service de la formation des adultes vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend.

ad 5. a 6. Andeems d'ADEM d'Zouweisung vum de Bongen zu reduzéiertem Tarif méi staark op déi konkret Besoin vum Aarbechtsmaart an op de beruffleche Projet vum Aarbechtssichenden ausriicht, ass d'Zil, d'Chance fir e séieren Zougang zu enger Beschäftegung ze stäerken.

Dës Approche schléisst awer d'Léiere vum Lëtzebuergeschen net aus enger méi breeder Integratiounsperspektiv aus. Dëst gëtt duerch aner komplementar Mesuren ënnerstëtzt, déi am Kader vum den Aktiounen vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ëmgesat ginn, notament iwwer llo.lu, eng gratis Plattform fir d'Léiere vum der lëtzebuergescher Sprooch, souwéi duerch intensiv Lëtzebuergeschkursen, déi vum Institut national des langues Luxembourg (INLL) a Partnerschaft mat der ADEM ugebuede ginn.

All dës Approchen droen dozou bäi, gläichzäiteg d'sozial a sproochlech Integratioun vu Persounen, déi eng Aarbecht sichen, ze féerden an hir laangfristeg Perspektiven am lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart nohalteg ze verbessern.

ad 7. Zënter dem 4. Juli 2023 bitt d'ADEM den ageschriwwenen Aarbechtssichenden un, fräiwëlleg hir sproochlech Kompetenzen online iwwer d'Plattform Altissia evaluéieren ze loosse. Dës Evaluatioun bezitt sech op d'Sproochen, déi den Aarbechtssichende bei senger Aschreiwung ugin huet, nämlech Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch.

D'Tester erlaben eng zuverlässeg an harmoniséiert Bewäertung vum de sproochleche Kompetenzen no dem „Cadre européen commun de référence pour les langues“ (CECRL), vum Niveau A1 bis C2. Dës Elementer droen dozou bäi, d'Aarbechtssichender an hirem personaliséierte Parcours besser ze orientéieren, besonnesch am Hibleck op d'Begleedung Richtung Aarbechtsmaart an d'Orientéierung op ugepasste Formatiounen oder Moossnamen.

An dësem Kontext schafft d'ADEM enk mam Institut national des langues Luxembourg zesummen, fir intensiv a geziilt Sproocheformatiounen unzëbieden, déi op d'Besoin vum de Secteuren ausgeriicht sinn, an deenen e Manktem u Fachkräfte besteet.

ad 8. D'Evaluatiounen, déi duerchgefëiert goufen, erlaben et, d'Kompetenze vum den Aarbechtssichende besser ze identifizéieren, de Matching mat de vum den Employeuren deklaréierte Posten ze vereinfachen an, wann néideg, d'Kompetenzen ze bestëmmen, déi nach ze stärke sinn, fir hir Employabilitéit ze verbessern.

D'final Decisioun am Beräich vum Recrutement läit awer ausschliisslech beim Employeur.

.....

Bons pour des cours de luxembourgeois octroyés par l'ADEM | Question 3473 (15/01/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Il a été porté à ma connaissance que des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM se voient refuser l'accès aux bons pour des cours de luxembourgeois. Selon les informations reçues, l'ADEM n'octroierait désormais ces bons qu'aux demandeurs d'emploi pour lesquels la maîtrise de la langue luxembourgeoise est absolument nécessaire à l'exercice de leur profession, notamment dans le secteur de la santé.

Si je comprends qu'en raison d'une forte demande, il soit nécessaire d'établir des priorités selon les groupes professionnels, cette situation soulève néanmoins plusieurs questions quant à l'équité d'accès à la formation linguistique et aux critères appliqués.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1) Combien de demandes de bons pour des cours de luxembourgeois ont été refusées par l'ADEM au cours des 12 derniers mois ?

2) Quels sont exactement les critères appliqués pour déterminer les groupes professionnels prioritaires dans l'attribution de ces bons ?

3) Cette liste de professions prioritaires est-elle définie de manière formelle ? Si oui, comment est-elle établie et sur quelle base ?

4) Comment l'ADEM évalue-t-elle si la maîtrise du luxembourgeois est « absolument nécessaire » pour un métier donné ?

Réponse (04/02/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1) L'ADEM ne dispose pas de données statistiques permettant de déterminer le nombre de demandes de « bon à tarif réduit » pour des cours de luxembourgeois refusées au cours des douze derniers mois. En effet, l'application « GICEA » du Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, utilisée pour la gestion et l'émission des bons à tarif réduit, ne permet pas l'enregistrement des demandes non abouties en tant que « refus » formels. Les demandes concernées donnent lieu à une information individuelle et personnalisée, sans génération de données statistiques exploitables.

ad 2) L'attribution des bons à tarif réduit repose sur le règlement grand-ducal du 23 avril 2013, qui fixe les modalités d'accès aux cours d'intérêt général organisés par le Service de la formation des adultes. Conformément à ce cadre, les bons « à tarif réduit » concernent exclusivement des cours d'intérêt général relevant du « tarif 1 », au sens de l'article 3 dudit règlement, et utiles au projet professionnel envisagé.

L'ADEM n'est pas la seule instance habilitée à émettre des bons à tarif réduit. Toutefois, lorsque ceux-ci sont attribués par l'ADEM, leur attribution s'inscrit pleinement dans le cadre de ses missions fondamentales d'accompagnement vers l'emploi.

À ce titre, l'ADEM privilégie le développement de compétences directement utiles à l'insertion professionnelle et à la recherche d'emploi. L'attribution d'un bon à tarif réduit s'aligne ainsi sur le parcours personnalisé du demandeur d'emploi, la cohérence avec son projet professionnel et les besoins du marché du travail.

L'analyse menée par l'ADEM tient compte des besoins du marché du travail pour le métier ou le secteur visé, notamment tels qu'identifiés à travers les offres d'emploi déclarées auprès de l'ADEM et les analyses sectorielles disponibles. Lorsque certaines compétences linguistiques apparaissent comme déterminantes pour l'exercice du métier visé, l'ADEM veille à orienter prioritairement le demandeur d'emploi vers la langue la plus pertinente au regard des attentes du marché et des perspectives concrètes d'insertion professionnelle.

ad 3) Il n'existe pas de liste formelle de professions prioritaires spécifiquement établie pour l'attribution des bons à tarif réduit. L'ADEM s'appuie toutefois sur des références relatives aux besoins du marché du travail, parmi lesquelles figure la liste des métiers en très forte pénurie. Cette liste est établie et actualisée annuellement sur la base des données disponibles concernant les postes vacants et les profils inscrits, puis publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

En complément, l'ADEM dispose d'outils d'analyse tels que la plateforme interactive JobInsights.lu, qui permet d'analyser de manière dynamique les besoins du marché du travail à partir des offres d'emploi déclarées auprès de l'ADEM.

Ces éléments servent à éclairer l'analyse menée par l'ADEM dans le cadre de l'accompagnement personnalisé du demandeur d'emploi, sans constituer une liste formelle ou exclusive de professions prioritaires.

ad 4) L'évaluation du caractère « absolument nécessaire » de la maîtrise du luxembourgeois pour un métier donné repose sur l'analyse des besoins exprimés par les employeurs.

L'ADEM s'appuie sur les offres d'emploi déclarées par les employeurs, dans lesquelles les exigences linguistiques sont précisées. L'exploitation statistique de ces données, notamment au moyen de la plateforme interactive JobInsights.lu, permet d'identifier, par secteur d'activité et par métier, les langues principalement demandées.

Lorsque les exigences linguistiques du métier visé privilégient une autre langue que le luxembourgeois, l'ADEM veille à orienter prioritairement le demandeur d'emploi vers la langue la plus pertinente au regard des attentes du marché du travail et des perspectives concrètes d'insertion professionnelle.

Plans et programmes d'action nationaux | Question 3474 (15/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les plans ou programmes nationaux d'action sont, pour la plupart des ministères, un instrument pour définir et réaliser leurs priorités politiques. Les gouvernements successifs ont établi une panoplie de ces plans qui doivent être régulièrement mis à jour et évalués.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Premier ministre :

- 1) Combien de plans et de programmes d'action nationaux sont actuellement en vigueur ?
- 2) Quels sont les domaines concernés, dans quels ministères/départements et pour quelle période ?
- 3) De quels moyens tant en personnel qu'en moyens financiers disposent-ils ?
- 4) Existe-t-il un inventaire complet de ces plans ?
- 5) De quand datent les évaluations de ces programmes ?
- 6) Y a-t-il un monitoring régulier sur les résultats ?
- 7) Les évaluations sont-elles établies selon une méthode harmonisée ?
- 8) Ces évaluations sont-elles publiées régulièrement ? Dans l'affirmative, par quelle voie ?

Réponse (03/03/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Sur base des informations communiquées par l'ensemble des ministères et administrations concernés, il ressort que soixante-deux plans et programmes d'action nationaux sont actuellement en vigueur.

Ce chiffre :

- inclut les plans d'action formellement adoptés par le Gouvernement ;
- inclut certains programmes nationaux répondant à des obligations européennes ;
- exclut les doubles comptages lorsque plusieurs ministères contribuent à un même plan.

ad 2) Les plans et programmes identifiés couvrent un spectre très large de politiques publiques :

Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA)

1. Plan d'action national de prévention et de lutte contre la pauvreté
2. Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD)

Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA)

3. Plan d'action national Égalité femmes-hommes (2025)
4. Plan d'action national contre les violences fondées sur le genre (2025)
5. Plan d'action national LGBTIQ+ (2025)

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)

6. Plan d'action national Droits de l'enfant (2022-2026)
7. Plan d'action national Garantie européenne pour l'enfance (2021-2030)
8. Jugendpakt (2022-2025)

Ministère de la Santé

9. Plan national Cancer (2020-2026)
10. Plan national cardio-neurovasculaire (2023-2027)
11. Plan national maladies rares (2025-2029)
12. Plan national santé mentale (2024-2028)
13. Plan VIH (2023-2028)
14. Plan Hépatites (2023-2028)
15. Plan soins palliatifs et fin de vie (2023-2026)
16. Plan Radon (2021-2028)
17. Programme Amalgame (depuis 2019)

Ministère des Affaires intérieures

18. Plan national d'organisation des secours (PNOS) (2021-2025)
19. Drogendësch 2.0

Ministère de la Justice

20. Plan d'action national contre la traite des êtres humains
21. Stratégie nationale de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT)

Ministère de la Culture

22. Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch
23. Kulturentwécklungsplang (KEP) (2018-2028)

Ministère de la Digitalisation

24. Plan d'action national Inclusion numérique (2026-2030)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP)

25. Plan national Sécurité routière (2024-2028)

Ministère des Finances

26. Plan en 10 points pour la finance durable
27. Plan d'action Gender Finance Task Force
28. Plan 10 points Start-ups (conjoint avec MECO)

Ministère de l'Économie

29. 5° Plan PME (depuis 2023)
30. Plan national intégré énergie-climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECB)
31. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECB)
32. From Seed to Scale (depuis 2023)
33. Plan image de marque (depuis 2021)
34. Plan œnotourisme (annonce 2026)
35. Plan 10 points Start-ups (conjoint avec MFIN)

Service des médias et des communications

36. Plan d'action national Sécurité des journalistes (2025-2028)

37. Stratégie nationale Intelligence artificielle (2025-2030)

38. Feuille de route Décennie numérique (jusqu'en 2030)

Ministère de l'Agriculture

39. Plan d'action national BIO 2030 (2026-2030)
40. Plan d'action national Produits phytopharmaceutiques (PPP)

Ministère de la Défense

41. Plan d'action national Femmes, Paix et Sécurité (FPS)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2024-2029)
61. Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) (2025-2029)
62. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (2021-2030) (conjoint avec MECO)
63. Plan social pour le climat (2026-2032) (conjoint avec MECO)
64. Pacte climat avec les communes (2021-2030)
65. Gemengen 2030 (2026-2030)
66. 3° Plan national pour un développement durable (2020-2030)
67. Climate Nexus Investment Program (2026-2030)

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

42. 3° Plan de gestion des districts hydrographiques & 3° programme de mesures (2021-2027)
43. Plan de gestion des risques d'inondation (2021-2027)
44. Programme d'action national « Nitrates » (2024-2027)
45. PNPR (2023-2030)
46. Plans de restauration nationaux (NRP) – en élaboration (2027-2032)
47. Programme Naturpakt (2021-2030)
48. Gréngland-Strategie (2026-2030)
49. Plans de gestion des zones protégées « Natura 2000 » (2023-2030)
50. Plans d'actions espèces protégées, espèces exotiques envahissantes et habitats (2023-2030)
51. Plan d'action national en faveur des insectes pollinisateurs (2021-2026)
52. Plan forestier national (en élaboration)
53. Stratégie et plan d'action pour l'adaptation au changement climatique (en élaboration)
54. Plan national de gestion des déchets et des ressources (2018-2024, renouvellement en cours)
55. Plan d'inspection des transferts de déchets (2025-2027)
56. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic routier (2020-2025)
57. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic ferroviaire (2020-2025)
58. Plan d'action contre le bruit provenant du trafic aérien (2020-2025)
59. Plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg (2020-2025)
60. Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2

À titre illustratif :

- les plans de santé mobilisent 8,75 ETP en total et plusieurs millions d'euros par an ;
- certains plans environnementaux sont financés via des programmes budgétaires sectoriels et fonds européens ;
- les plans en matière de sécurité routière, justice ou inclusion numérique mobilisent entre 1 et 5 ETP dédiés selon les cas.

Il n'existe pas, à ce stade, de ventilation budgétaire transversale consolidée pour l'ensemble des plans au niveau gouvernemental.

ad 4) Il existe des inventaires sectoriels au sein de certains ministères (notamment Santé et Environnement).

En revanche, il n'existe pas actuellement d'inventaire centralisé unique couvrant l'ensemble des plans et programmes d'action nationaux à l'échelle interministérielle.

ad 5) Les modalités d'évaluation varient selon les plans :

- évaluations intermédiaires et finales (ex. droits de l'enfant : évaluation intermédiaire 2023) ;
- rapports biennaux (Garantie pour l'enfance : 2023-2024) ;
- évaluations intégrées aux cycles de renouvellement (sécurité civile, déchets, climat) ;
- réexamens périodiques prévus par le droit européen (PNEC, air, eau, biodiversité).

ad 6) La majorité des plans disposent :

- de comités de pilotage ;
- d'indicateurs de suivi ;
- de rapports périodiques ;
- ou d'obligations de reporting européen.

Toutefois, certains plans plus anciens ne prévoient pas formellement de mécanisme d'évaluation structuré.

ad 7) Il n'existe pas de méthode harmonisée unique applicable à l'ensemble des plans au niveau gouvernemental en raison de leur grande diversité. Si des principes communs structurent les démarches d'évaluation, leurs modalités peuvent toutefois varier en fonction de la nature du plan concerné, de son périmètre, des publics visés et des exigences fixées par les textes nationaux ainsi que leurs applications correspondantes. Une certaine souplesse demeure donc nécessaire afin d'adapter les évaluations aux spécificités de chaque plan.

En revanche :

- plusieurs ministères appliquent des méthodologies internes harmonisées ;
- les plans soumis au droit européen utilisent des indicateurs standardisés ;
- une réflexion sur une meilleure harmonisation interministérielle est en cours.

ad 8) La publication des évaluations varie selon les plans :

- publication sur les sites ministériels ;
- rapports transmis à la Commission européenne ;
- présentation en commissions parlementaires ;
- rapports d'activité annuels.

Certaines évaluations sont rendues publiques de manière systématique, d'autres le sont de manière ciblée ou dans le cadre de rapports institutionnels.

.....

Prise en charge de l'anesthésie pour patients claustrophobes lors des examens IRM | Question 3475 (15/01/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hiner Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3219 huet d'Madamm Ministesch erkläert, datt et zu

Lëtzebuerg méiglech ass, eng IRM ënner Allgemeng-anästhesie duerchzeféieren, dobäi awer präziséiert, datt eng finanziell Prise en charge vun esou enger Anästhesie net virgesinn ass, well et sech bei enger IRM ëm en „acte de diagnostic“ an net ëm eng Interventioun handelt.

De Code de la sécurité sociale gesäit awer d'Prise en charge vu medezinnesch néidege Soins vir, ouni prinzipiell tëscht diagnosteschen Akten an intervenéierende Akten ze ënnerscheeden, wann den effektiven Zougang zu engem Soins dovun ofhänkt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, op wéi enger konkreter Bestëmmung am Code de la sécurité sociale den Ausschloss vun der Prise en charge vun enger Allgemenganästhesie berout, wann dës medezinnesch onverzichtbar ass, fir en diagnosteschen Akt, dee soss vun der Krankekeess iwwerholl gëtt, effektiv duerchzeféieren?

2. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt no de Prinzipie vum Code de la sécurité sociale eng Leeschtung, déi medezinnesch néideg ass, fir e rembourséierbare Soins kënnen auszeféieren, juristeschem Haaptakt getrennt an automatesch vun der Prise en charge ausgeschloss ka ginn, och wann den Akt ouni dës Leeschtung materiell net duerchféierbar ass?

3. Hält d'Madamm Ministesch et fir konform mat de Grondsätz, déi sech aus dem Code de la sécurité sociale erginn, datt engem Versécherter den effektiven Zougang zu enger medezinnescher indizierter IRM verweigert gëtt, ouni individuell Evaluatioun vun der Néidegkeet vun der Anästhesie, an eleng opgrond vum Feele vun enger expliziter Tarifikatioun an der Nomenklatur?

4. Wéi eng konkret Léisung gesäit d'Madamm Ministesch fir Patienten, déi bei der CNS versécherert sinn an déi aus unerkannte medezinnesche Grënn – notament schwéier Klaustrophobie, neurologesch Pathologien, schwéier Angschtstéierungen, morbid Iwwergewicht oder Onméiglechkeet zur Immobilitéit – objektiv net an der Lag sinn, eng IRM ouni Allgemenganästhesie ze toleréieren?

5. Hält d'Madamm Ministesch et fir vereinbar mam Prinzip vum gläichen Zougang zur Gesondheetsversuergung, datt dës Patienten de facto gezwonge sinn, entweeder op d'Ënnersichung ze verzichten oder eng medezinnesch néideg Anästhesie aus eegener Täsch ze bezuelen, während aner Versécherter mat där selwechter diagnostescher Indikatioun eng voll Prise en charge kréien?

6. Bestätegt d'Madamm Ministesch, datt d'Feelens oder d'Onzouglängechkeet vun enger Bestëmmung an der Nomenklatur vun de medezinneschen Akten a Servicer et rechtlech rechtfäerdege kann, datt e Patient, dee bei der CNS versécherert ass, d'Käschte vun enger medezinnescher onverzichtbarer Leeschtung selwer droe muss, fir iwwerhaupt Zougang zu engem néidegen diagnosteschen Soins ze kréien?

7. Am Fall wou et keng explizit gesetzlech Basis am Code de la sécurité sociale gëtt, erkennt d'Madamm Ministesch dann d'Existenz vun enger normativer Lück un, déi entweeder eng Upassung vun der Nomenklatur oder d'Aféierung vun engem derogatoresche Mechanismus verlaangt, deen eng Fall-zu-Fall-Evaluatioun erméiglecht, fir dat effektivt Recht op Soins ze garantéieren?

– Am affirmative Fall: a wéi enge konkrete Fristen ass esou eng Upassung oder esou e Mechanismus virgesinn?

– Am negative Fall: op wéi eng präzis juristeschem Grënn stäipt d'Madamm Ministesch d'Meenung, datt

weeder eng Upassung nach en derogatoresche Mechanismus néideg wier, trotz de konkreete Konsequenze fir bestëmmte Patienten, déi bei der CNS versécherert sinn?

Réponse (12/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Code vun der sozialer Sécherheet selwer gëtt et keng Bestëmmung, déi virgesäit, datt verschidde spezifesch Akten net kënnen en charge geholl ginn. D'Akten, déi kënnen en charge geholl ginn, sinn iwwer eng Nomenclature definéiert an d'Konditiounen vun der Prise en charge kënnen iwwer d'Statute vun der Gesondheitskeess präziséiert ginn.

Fir déi ugeschwate Prise en charge, schwätzt den Artikel 12 Alinea 1 vun der d'Nomenclature vun den Doktere⁵ vun „actes d'anesthésie accompagnant une intervention, réalisés conformément au présent article, [qui] sont des actes techniques réservés au médecin spécialiste en anesthésie-réanimation et concernent [...]“.

Wéi aus der Äntwert op d'Fro 1 vun der parlamentarescher Fro N° 3219 ervirgeet, ass eng IRM een „acte de diagnostic“ an net eng Interventioun. Dowéinst ass d'finanziell Prise en charge vun enger Vollnarkos bei enger IRM net méiglech.

ad 2. Am Kader vun den IRM-Exame gëtt de „medezinneschen“ Akt selwer d. h. d'IRM vun der Krankeversécherung en charge geholl. Well, wéi virdu bemierkt, d'IRM-Ënnersichungen net als eng Interventioun consideréiert ginn, sinn d'Käschte vun der Vollnarkos gegebenefalls zulaaschte vum Patient.

ad 3. Keen Assuré kritt den effektiven Zougang zu enger medezinnescher indizierter IRM-Ënnersichung an/oder d'Vollnarkos verweigert. Well d'Reegelen an der Nomenclature vun den Dokterinnen ze respektéieren sinn, ass eng Prise en charge vun de Käschte vun der Vollnarkos duerch d'Lëtzebuenger Krankeversécherung bei enger IRM net méiglech.

Et sief drop higewisen, dass Diskussiounen tëscht der CNS an de Representanté vun der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) amgaang sinn, fir d'Nomenclature vun den Anästhesisten ze iwwerschaffen. Dës Revisioun gesäit vir, dass d'Anästhesie bei diagnosteschen Ënnersichungen wéi d'Bildgebung en charge geholl kéint ginn.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro 3 ze liesen ass, sinn Ännerungen vun der Nomenclature vun den Anästhesisten amgaangen ausgeschafft ze ginn.

ad 5. Eng IRM-Ënnersichung fir déi viséiert Patienten ass, ewéi an der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwen, net ausgeschloss. D'Lëtzebuenger Krankeversécherung baséiert sech bei der Prise en charge vu medezinneschen Akten a Leeschtungen op d'Nomenclature vun den Dokterinnen. Am Kader vun der zukünfteger Refonte vun der Nomenclature vun den Anästhesisten, ass d'Prise en charge vun der Anästhesie am Kader vun enger IRM amgaangen diskutéiert ze ginn.

ad 6. Wéi aus der Äntwert op d'Fro 3 ervirgeet, ass ze beuechten, dass am Kader vun den Akten a Leeschtungen, déi vun der Lëtzebuenger Krankeversécherung rembourséiert ginn, d'Konditiounen an d'Modalitéite fir e Remboursement mussen respektéiert ginn. D'Anhale vun den aktuelle Reegelen vun der Nomenclature bréngt mat sech, dass d'Käschte vun enger allgemenger Anästhesie net kënnen en charge geholl ginn.

⁵ Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

ad 7. D'Diskussiounen betreffend Ännerunge vun der Nomenclature sinn amgaangen. E präzisen Zäitraum wéini dës Ännerungen eventuell kënnen ëmgesat ginn, ka momentan net ofgeschätzt ginn.

Ajustement des pensions | Question 3476 (16/01/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Op den 1. Januar goufen d'Pensiounen ëm 1,5 Prozent no uewen ajustéiert, dat op Basis vum Artikel 225 vum Code de la sécurité sociale, souwéi där allgemenger Lounentwécklung. D'Cotisatioun op genee där Masse salariale ass awer d'lescht Joer kaum méi duergaangen, fir d'Ausgabe vun der Pensiounskeess ze decken. Als Reaktioun goufe mëttlerweil d'Cotisatiounen fir d'Leit am Berufsliewen ëm insgesamt 1,5 Prozent erhéicht an d'Aarbeitszäit verlängert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheets- a Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich falen d'Zousazkäschen, déi duerch dësen Ajustement entstinn, insgesamt aus? Wéi vill zousätzlech Recetten erwaart d'Regierung sech vun der Erhéijung vun de Cotisatiounen ëm de gläiche Prozentsaz?
2. Fléisst d'Gehälterentwécklung am öffentlechen Déngscht, déi mat der Berufserfahrung jo automatesch klëmmt, an d'Berechnung vum Ajustement mat an? Falls jo, gesäit d'Madamm Minister hei net d'Gefor vun enger statistescher Verzerrung? Kann d'Madamm Minister an deem Sënn matdeelen, wéi héich den Ajustement jee weils mat an ouni d'Berécksiichtegung vum öffentlechen Déngscht ausgefall wier?

Réponse (09/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Zanter der Reform vun 2012 gëtt den Term Ajustement am Code de la sécurité sociale net méi als legislativ Terminologie benotzt. Dësen Term gouf duerch d'Begrëffer Revalorisatioun a Reajustement ersat. D'Berechnung vun der éischter Pensioun baséiert op de Revenuen an engem Referenzniveau vun 1984, an all relevant Akommes aus de Berufsjore ginn op dësen Niveau reduzéiert an duerno iwwer de Facteur de revalorisation un den aktuelle Liewensniveau ugepasst, fir d'Pensioun beim Pensiounsandrëtt ze berechnen. Dës Faktor gëtt op Basis vun enger Method bestëmmt, déi 1991 vun engem tripartitten Aarbeitsgrupp festgeluecht gouf, an déi souwuel d'Lounentwécklung am Privatsektor wéi och am öffentlechen Déngscht berécksiichtegt.

De Facteur de réajustement, deen op Basis vun der Entwécklung vum Facteur de revalorisation gerechent gëtt, gëtt bei de lafende Pensiounen applizéiert, fir se weider un d'Lounentwécklung am Privatsektor wéi och am öffentlechen Déngscht unzupassen. D'Zousazkäschen, déi elo wéinst dësem Reajustement vun de lafende Pensiounen 1,5 % den 1. Januar 2026 entstinn, belafen sech op 119 Milliounen Euro fir d'Pensiounskeess am Joer 2026. D'Zousazkäsche fir d'Regimier vum öffentlechen Déngscht sinn an dësem Montant net enthalen.

Gläichzäiteg bréngt d'Erhéijung vum Prozentsaz vun 24,0 % op 25,5 % zousätzlech Recetté fir d'Pensiounskeess, déi fir d'Joer 2026 op 524 Milliounen Euro geschat ginn. De Staatsbudget gëtt duerch dës Cotisatiounserhéijung och beaflosst, well d'Staatsbedeelegung an de sougenannten Déchet fiscal zu enger Ausgab vun 270 Milliounen Euro am Joer 2026 féieren. Wann een d'Erhéijung vun de Recetten op der enger Säit an d'Erhéijung vun de Staatskäschen op der anerer Säit géintenee verrechent, ergëtt sech fir d'öffentlech Finanzen e positiven Impakt vun 254 Milliounen Euro am Joer 2026. Och hei mussen nach

d'Impakter am öffentlechen Déngscht mat evaluéiert ginn.

Am Fall wou, fir déi leschte Berechnung vum Facteur de revalorisation an der doraus bedéngter Berechnung vum Facteur de réajustement, just der Lounentwécklung am Privatsektor Rechnung gedroe gi wier, géifen déi nei berechent Pensiounen vun der Pensiounskeess ab dem Joer 2028 ëm ronn 0,4 % manner héich ausfallen, an déi lafende Pensiounen vun der Pensiounskeess wieren op den 1. Januar 2026 och ëm dës Prozentsaz manner an d'Luucht gaangen.

Projet de construction d'une ligne à très haute tension (projet 380) de Creos | Question 3477 (16/01/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Kuerz nom Joreswiessel huet en Terroruslag op eng Stroumleitung an der däitscher Hauptstadt Berlin do an enger Rei Quartieren zu engem groussflächege Stroumausfall gefouert. D'Versuerung war während ronn véier Deeg ausgefall an huet circa 50.000 Stéit, 2.200 Betriber an och kritesch Infrastruktur wéi Kommunikationsreseauen, Spideeler an den öffentlechen Transport betraff. Déi Attack huet eis op dramatesch Manéier déi potenziell Vulnerabilitéit vun enger Gesellschaft virun Ae gefouert, där hir Energieversuerung prioritär op Elektrizitéit ausgeriicht ass. Zu Lëtzebuerg wäert déi Ofhängegkeet, duerch d'Ëmstellung vu fossilen Energien op Stroum, am Beräich vun der Mobilitéit an dem Hëtze während den nächste Jore weider zouhuelen. Dobäi kënn nach de potenziellen Energiebedarf fir déi Kënschtlech Intelligenz.

Déi Attack zu Berlin war ënner anerem och duerfir méiglech, well et sech hei ëm eng iwwerierdesch Leitung gehandelt huet. Och historesch gëtt et eng Rei Beispiller, datt d'Elektroinfrastruktur e beléift Zil vu staatsfeindlechen Acteuren duerstellt, sou zum Beispill an der Tiroler „Feuernacht“ an op nationalem Niveau och duerch d'Bommeleeräitungen. Et ass dovun auszegoen, datt déi Gefor am Fall vun engem militäresche Konflikt, mat wem och ëmmer, ëmsou méi staark géif zouhuelen.

Am Kader vum Projet 380 plangt d'Creos eng Rei nei iwwerierdesch Staarkstroumleitungen, fir eis Infrastruktur un den Energiebedarf vun den nächste Joerzéngegen unzupassen. De Projet huet awer nottament an der Gemeng Jonglënster en Deel vun den Awunner beonrouegt, well d'Trasse no laanscht hir Haiser sollt gezu ginn. Eng ënnerierdesch Leitung kéint dës an och vill aner Probleemer, wéi zum Beispill den Impakt op d'Landschaftsbild an natierlech déi genannte Sécherheetsaspekter vermeiden, wier awer vill méi deier.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gouf d'Méiglechkeet vun enger terroristescher oder militärescher Attack op eis Energieinfrastruktur am Kader vum Projet 380 mat berécksiichtegt? Falls jo, wéi eng Conclusiounen goufen doraus gezunn? Falls net, firwat net?
2. Kéint d'Regierung sech virstellen, déi nei 380 kV-Leitunge vun der Creos aus Sécherheetsgrënn ënnerierdesch ze leeën, an d'Präisdifferenz aus dem Militärbudget ze finanzéieren? Falls net, firwat net?

Réponse (13/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. Am Risikopräventiounsplang Lëtzebuerg⁶ gouf den Zenario „Physesche Attack op kritesch Anlagen“

analyséiert an als ee vun deene relevantste Risikozenarioer fir d'Land Lëtzebuerg identifizéiert. Dorun uschlëssend, an enker Zesummenaarbecht mat de kompetente Ministere(n) dem HCPN, developpéiert Creos Sécherheetskonzepter, déi sech ënner anere och op de Projet 380 uwenden, fir de Stroumsystem souwäit wéi méiglech virun esou Geforen ze schützen.

ad 2. D'Optioun, fir déi nei 380 kV-Leitung ënnerierdesch ze verleeën, gouf nieft aneren Optiounen am Kader vun der Ëmwelt- an Impaktetude⁷ am Detail analyséiert (Kapitel 3.2.6). Nieft engem méi groussen Impakt op d'Ëmwelt an engem däitlech méi héije Käschtpunkt weisen Äerdkabelen och bedeidend technesch Nodeeler op, déi och sécherheetsrelevant sinn. D'Maintenance vun esou Kabelen ass méi opwänneg, a falls e Schued entsteet, sinn d'Feelersich an d'Reparaturaarbechten däitlech méi zäitintensiv a komplizéiert. Zousätzlech ass d'Liewensdauer vun esou Kabelen am Verglach zu Fräileitungen ongeféier ëm d'Hallschent reduzéiert.

Op Basis vun dëser Analys gouf decidéiert, de Projet mat Fräileitungen an net mat Äerdkabelen ze realiséieren.

Modalités de paiement de la carte d'identité | Question 3478 (16/01/2026) de **M. Georges Engel** (LSAP)

La carte d'identité constitue un document essentiel pour tout résident du Luxembourg. Elle ouvre l'accès à de nombreux droits fondamentaux et services administratifs indispensables à la vie quotidienne. Actuellement, le renouvellement de ce document peut s'effectuer selon trois modalités de paiement : en ligne via myguichet.lu, par virement bancaire, ou par application mobile Payconiq. En cas de demande directement à l'accueil de Guichet.lu, le paiement par carte bancaire est également possible. Si cette diversification des moyens de paiement peut sembler pratique, elle soulève néanmoins une problématique majeure : aucune de ces options ne permet le paiement en espèces. Or, cette absence crée une situation paradoxale particulièrement préoccupante pour les personnes en situation de précarité. En effet, l'ouverture d'un compte bancaire au Luxembourg requiert la présentation d'une carte d'identité valide, tandis que l'obtention ou le renouvellement de cette même carte nécessite désormais l'accès à des services bancaires. Ce cercle vicieux peut placer les citoyens les plus vulnérables, notamment ceux ne disposant ni de compte bancaire ni de carte d'identité valide, dans des situations de détresse administrative et sociale aux conséquences potentiellement graves.

Dans ce contexte, je souhaiterais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-il exact qu'aucun paiement en espèces n'est accepté à l'accueil de Guichet.lu pour le renouvellement de la carte d'identité et pour quelles raisons cette modalité de paiement a-t-elle été exclue alors même qu'un accueil physique existe ?

Dans l'affirmative :

- 2) Pour quelles raisons le paiement en espèces a-t-il été supprimé alors qu'il constituait une option accessible à tous les citoyens, y compris les plus vulnérables ?

⁶ <https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/le-ministere/fonctions/energie/electricite/20260116riskpreparednessplan-lu-final-public.pdf>

⁷ https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2019/97708_Creos_Hochspannung_Bofferdange_Aach.html

3) Les services sociaux communaux peuvent-ils intervenir pour faciliter le renouvellement des cartes d'identité des personnes en situation de précarité ? Une procédure d'exemption ou de facilitation est-elle prévue pour les cas de détresse sociale avérée ?

4) Le ministre envisage-t-il de réintroduire la possibilité de payer la carte d'identité en espèces afin de garantir l'accès à ce document pour tous les citoyens ?

Réponse (13/02/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

Comme déjà expliqué dans les réponses aux questions parlementaires n° 7470 du 13 janvier 2023 et n° 0894 du 17 juin 2024, le bureau d'accueil physique de Guichet.lu, ainsi que les administrations communales, offrent aux citoyens la possibilité de demander et de retirer leur carte d'identité luxembourgeoise. En outre, les citoyens luxembourgeois non résidents ont la possibilité d'effectuer cette démarche à l'accueil physique de Guichet.lu.

La délivrance de la carte d'identité est soumise au paiement d'une taxe qui peut être réglée par virement bancaire. Ce virement peut être effectué à l'avance, par n'importe quelle personne, avant de retirer la carte d'identité au bureau d'accueil physique de Guichet.lu, respectivement à l'administration communale.

Il est également possible de payer la taxe par carte bancaire ou par smartphone, soit à l'avance en ligne via myguichet.lu, soit sur place lors de la demande de carte d'identité. Les personnes qui préfèrent payer en espèces ont également la possibilité d'effectuer un versement à l'avance auprès de leur banque.

Si les frais sont réglés à l'avance, le requérant n'a qu'à présenter la preuve de paiement lors du retrait de sa carte d'identité. Une procédure similaire s'applique également au renouvellement du permis de conduire. Selon les informations reçues de la part du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), la procédure actuelle ne fait pas l'objet de contestations, qui justifieraient une remise en cause. Par conséquent, la création d'une procédure supplémentaire n'est pas envisagée pour le moment.

Évolution des taux d'intérêt | Question **3479** (16/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Am Ausland sinn déi zimmlech grouss Differenzen tëscht Spuerzënsen a Kredittzënsen bei de Banken zurzäit en Aktualitéitstheema.

Dofir géif ech gär vum Här Finanzminister wëssen:

1. Wéi hunn sech an de leschte 24 Méint d'Zënsen op de Spuerbicher hei zu Lëtzebuerg bei deene verschidene Banken entwéckelt?

2. Wéi war dës Entwécklung méi speziell an deene leschten 8 Méint?

3. Wéi hunn sech d'Scholdzënsen an där selwechter Zäit entwéckelt?

4. Wéi ass den Delta tëschent Schold- a Spuerzënsen?

5. Ass dës Entwécklung konform zu den Zënsbeschlëss vum der Europäescher Zentralbank?

6. Wéi ass d'Entwécklung am Verglach zu eisen Nopeschlänner?

Réponse (13/02/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Äntwerten op d'Froen 1 bis 5 baséieren op Informatiounen vum der Zentralbank a bezéien sech op den Zäitraum tëscht November 2023 bis November 2025.

ad 1. Vun November 2023 un hu sech d'Zënsatz op den Dépôts à vue vun de Stéit vun duerchschnëtlechen 1,42 % op 1,65 % am Mee 2024 no uewen entwéckelt. Duerno sinn d'Zënsatz no an no op 0,52 % am November 2025 zrëckgaangen. Iwwer déi zwee Joer, déi an dëser Analys berücksichtegt ginn, sinn d'Zënsatz op den Dépôts à vue am Duerchschnëtt ëm 89 Basispunkten zeréckgaangen.

Wat d'Dépôts à terme mat enger initialer Lafzäit vu bis zu engem Joer ugeet, sinn d'Zënsatz vun 3,43 % am November 2023 op 1,52 % am November 2025 zrëckgaangen. Et sief awer drop higewisen, datt d'Zënsatz fir Dépôts à terme mat enger Lafzäit vu méi wéi engem Joer, relativ gesinn, mat ronn 2 % nach ëmmer op engem méi héijen Niveau leien.

Fir sämtlech Dépôts à terme hu sech d'Zënsatz iwwer déi gefrote Period am Duerchschnëtt ëm 188 Basispunkte reduzéiert, während de Réckgang fir déi méi laang Lafzäite mat ronn 85 Basispunkte méi moderat ausgefall ass.

ad 2. Am Laf vun de leschten aacht Méint gouf keng atypesch Entwécklung bei den Zënsatz observéiert, weeder no uewen nach no ënnen. Am Allgemengen ass déi réckleefeg Dynamik, zanter Mee 2024, weidergaangen.

Bei den Dépôts à terme mat enger Lafzäit vu méi wéi engem Joer gouf et eng méi volatil Entwécklung. Allerdéngs tendéieren déi entspreche Zënsatz dozou, sech op engem Niveau ëm 2 % ze stabiliséieren.

ad 3. Wat d'Konsumkreditter ugeet, gouf tëscht November 2023 an November 2025 ee Réckgang vun duerchschnëtlechen 104 Basispunkten op 4,21 % festgestallt. Bei de Konsumkreditter mat variablem Zënsaz an deene mat Revisiounssaz – oder initialer Lafzäit vu bis zu engem Joer ass de Réckgang méi limitéiert ausgefall. Dobäi leien déi variabel Zënsatz am Allgemengen op engem méi niddregen Niveau wéi Zënsatz mat enger méi laanger Lafzäit.

Fir d'Kreditter mat enger Lafzäit tëscht engem a fënnef Joer gouf et ee Réckgang vun 92 Basispunkten op duerchschnëtlech 4,58 %. Bei Kreditter mat enger Lafzäit vu méi wéi fënnef Joer gouf et ee Réckgang vun 137 Basispunkten op 3,64 %.

Wat d'Kreditter un d'Stéit fir de Kaf vun enger Wunneng (Immobiliekreditter) ugeet, sinn d'Zënsatz – fir all Zort Lafzäiten, ëm 108 Basispunkten zeréckgaangen an hunn am November 2025 3,35 % erreicht.

Tëscht November 2023 an Abrëll 2025 louchen déi variabel Zënsatz op Immobiliekreditter souwéi d'Zënsatz mat enger initialer Lafzäit vu bis zu engem Joer op engem méi héijen Niveau wéi d'Zënsatz op Immobiliekreditter mat festem Zënsaz an enger Dauer vu méi wéi zéng Joer. Vu Mee 2025 un huet sech dës Verhältnis ëmgedréint, an déi variabel Zënsatz sinn dauerhaft ënner déi fest Zënsatz bei Immobiliekreditter mat enger Lafzäit vu méi wéi zéng Joer gefall.

D'Zënsatz fir d'Immobiliekreditter mat variablem Zënsaz an enger initialer Lafzäit vu bis zu engem Joer sinn an deem Kontext ëm 166 Basispunkten op 3,07 % zeréckgaangen. Gläichzäiteg hu sech d'Zënsatz fir d'Immobiliekreditter mat enger Lafzäit vu méi wéi zéng Joer ëm 41 Basispunkten reduzéiert (3,75 %).

ad 4. Wann een d'Zënsatz tëscht den Dépôts à vue mat deene vu Konsumkreditter vergläicht, louch d'Zënsdifferenz (Delta) an enger Forschett tëscht 285 a 402 Basispunkten.

Bei den Immobiliekreditter louch den Delta am Verglach mat den Dépôts à vue an enger Span tëscht 228 an 301 Basispunkten. Déi rezent Niveauen (2,82 %)

leien ënner deenen, déi Enn 2023 observéiert goufen (3,01 %).

Den Delta tëscht den Zënsatz op Dépôts à terme an deenen op Konsumkreditter louch tëscht 100 an 317 Basispunkten. De Verglach mat Immobiliekreditter weist een Delta tëscht 0,66 % an 1,89 % aus.

ad 5. D'Weiderreeche vun den Entwécklungen vun de Leetzënsatz vun der Europäescher Zentralbank (EZB) variéiert jee no Produkt.

Wat d'Konsumkreditter ugeet, ass den Ënnerschied tëscht dem Zënsaz vun den Hauptfinanzierungsoperationen vun der EZB an deene vun de Banke vu Mäerz 2025 u vun ongeféier 100 Basispunkten op bis zu 200 Basispunkte an d'Luucht gaangen. Eng vergläichbar Entwécklung gëtt et och bei Immobiliekreditter. Louchen d'Differenze virdrun an enger Span tëscht 30 a 50 Basispunkten, beweege se sech zanter Mäerz 2025 tëscht 100 an 120 Basispunkten.

Louch den Zënsaz op Dépôtsfazilitéit vun der EZB bei 4 %, gouf et een Ënnerschied bei den Zënsatz op Dépôts à vue vun de Stéit vun ongeféier 258 Basispunkten. Elo, wou dësen Taux ëm 2 % läit, ass dësen Ënnerschied op ongeféier 147 Basispunkten zeréckgaangen. D'Zënsazdifferenz fir d'Dépôts à terme am Verglach mat den EZB-Referenzënsatz beweegt sech an enger Span tëscht 38 an 62 Basispunkten.

ad 6. Hei sief op den Dashboard vun der EZB (<https://data.ecb.europa.eu/data/datasets/MIR/dashboard>) verweisen.

Stabulation entravée | Question **3480** (16/01/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un groupe de vétérinaires allemands a récemment adressé une lettre ouverte au Ministre fédéral de l'Agriculture afin d'attirer l'attention sur la pratique persistante de la détention de bovins en stabulation entravée (Anbindehaltung) en Allemagne, environ un million de bovins étant encore concernés par ce mode de détention selon les auteur-e-s de la lettre.

Les auteur-e-s soulignent que d'un point de vue vétérinaire, cette forme de détention limite fortement la liberté de mouvement des animaux et ne permet pas l'expression de comportements naturels essentiels, tels que les interactions sociales et une activité physique adéquate. Ils indiquent que ces restrictions peuvent entraîner des conséquences négatives évitables sur la santé physique et psychique des animaux concernés et soulèvent des questions quant à la conformité de cette pratique avec les principes de protection et de bien-être animal.

Les signataires appellent à l'instauration d'un cadre légal clair visant à mettre fin à la stabulation entravée, tout en prévoyant des périodes de transition réalistes et des mesures d'accompagnement destinées aux exploitations agricoles.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle indiquer dans quelle mesure la détention de bovins en stabulation entravée est encore pratiquée au Luxembourg ? Combien d'exploitations et d'animaux sont actuellement concernés ? Quelles sont les règles applicables dans ce contexte ?

2) Est-ce que d'autres animaux d'élevage peuvent être détenus d'une manière présentant des restrictions comparables de liberté de mouvement au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquels et combien d'exploitations et d'animaux sont concernés ? Quelles sont les règles applicables ?



3) Le Gouvernement envisage-t-il, le cas échéant, une interdiction de la stabulation entravée, respectivement d'autres adaptations réglementaires ou des dispositifs de soutien financier, afin d'encourager ou d'accompagner une évolution vers des systèmes de détention plus respectueux du bien-être animal ?

Réponse (13/02/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les informations relatives au type de stabulation ne sont recueillies qu'à des intervalles de cinq à dix ans. La dernière collecte disponible remonte à l'année 2020.

En 2020, 189 des 1.191 exploitations bovines ont déclaré maintenir une partie de leur cheptel en stabulation entravée. Cette même année, environ 3,4 % des bovins étaient détenus, au moins durant les mois d'hiver, dans ce type d'hébergement.

S'agissant des vaches allaitantes, 5,9 % d'entre elles étaient encore détenues en stabulation entravée en 2020. Pour les vaches laitières, cette proportion s'élevait à 3,2 %.

La détention des veaux en stabulation entravée est interdite.

ad 2) En matière de bien-être animal, le Luxembourg se conforme rigoureusement aux dispositions de la réglementation européenne. À ce titre, l'immobilisation des truies demeure autorisée durant les quatre premières semaines suivant la mise bas, une mesure préventive visant à éviter l'écrasement accidentel de la portée. Par ailleurs, le Luxembourg proscrit formellement l'élevage en cage des poules pondeuses et des poulets de chair. En 2024, le pays comptait 37 exploitations porcines pour un cheptel total de 2.904 truies ; toutefois, les données statistiques [†] ne permettent pas de préciser le nombre exact de spécimens soumis à la contention durant la phase postnatale.

ad 3) Le Gouvernement n'envisage actuellement ni l'interdiction formelle de la stabulation entravée, ni d'adaptation réglementaire immédiate. Par ailleurs la législation actuelle rend la stabulation entravée inéligible aux aides à l'investissement.

En l'absence de soutien public pour la rénovation de ces structures obsolètes, la pratique de la stabulation entravée est vouée à disparaître progressivement de manière naturelle.

Propos d'un ancien membre du Gouvernement lors d'une interview | Question 3481 (16/01/2026) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Un ancien membre du Gouvernement, aujourd'hui député de la majorité gouvernementale et membre du groupe parlementaire CSV, a accordé récemment une interview à RTL, qui a suscité de très nombreux commentaires dans l'opinion publique. Dans cet entretien, l'intéressé, qui a exercé des responsabilités ministérielles sous un Gouvernement dirigé par vous, Monsieur le Premier ministre, est revenu sur son action passée de manière particulièrement critique à l'égard de plusieurs acteurs institutionnels et sociaux.

Ainsi, il a notamment reproché aux fonctionnaires placés sous son autorité de ne pas l'avoir, selon ses termes, suffisamment « protégé » durant l'exercice de ses fonctions ministérielles. Plus encore, cet entretien s'est caractérisé par ce qui a été largement perçu comme un véritable bashing syndical, les organisations syndicales y étant accusées de mensonge, de lâcheté et d'avoir abusé de la retenue de l'État. L'ancien ministre a également affirmé qu'il aurait fallu

faire preuve de beaucoup plus de « dureté » (« sec ») dans les relations avec les syndicats, estimant que le fait d'avoir « reculé » face à ces derniers les aurait rendus plus puissants.

Au regard de ces déclarations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Le Gouvernement considère-t-il que ces propos constituent, avec le recul, une analyse politique partagée et assumée par le Gouvernement de l'action passée en matière de relations sociales, ou s'agit-il exclusivement de la prise de position personnelle d'un député de la majorité, ancien membre du Gouvernement, sans lien avec la ligne politique actuelle de l'exécutif ?

2) Dans la mesure où ces déclarations ne refléteraient pas la position du Gouvernement, celui-ci ne considère-t-il pas que de telles prises de parole publiques, émanant d'un ancien responsable gouvernemental ayant exercé ses fonctions dans un Gouvernement présidé par vos soins, sont de nature à fragiliser le processus de reconstruction du dialogue social, que le Gouvernement affirme pourtant vouloir relancer sous l'impulsion d'un nouveau Ministre du Travail ?

3) Le Gouvernement ne partage-t-il pas l'avis qu'une prise de position claire et publique serait nécessaire afin de protéger les fonctionnaires, qui, en raison de leur statut et de leur devoir de réserve (devoir de retenue), ne sont pas en mesure de répondre publiquement à des accusations aussi générales et peu nuancées formulées par leur ancien supérieur hiérarchique ?

Réponse (30/01/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Les propos tenus ne reflètent pas la position du Gouvernement.

ad 2) Le Gouvernement est attaché au dialogue social et soutient pleinement les démarches engagées par le Ministre du Travail depuis son entrée en fonction.

ad 3) Les propos ont été retirés par l'auteur, avec ses excuses, de sorte que la question ne se pose pas.

Tensions au sein de l'Université du Luxembourg | Question 3482 (16/01/2026) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Suite à ma question parlementaire du 6 novembre 2025 (n° 3162) au sujet des difficultés rapportées au sein de l'Université du Luxembourg, notamment des témoignages faisant état de situations de harcèlement moral, de licenciements contestés et de litiges relatifs aux procédures de promotion, je voudrais encore poser des questions supplémentaires sur ce sujet, compte tenu du rôle de tutelle de l'État et des enjeux de gouvernance.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Combien de litiges en général (et par catégorie) ont été portés à l'encontre de l'Université du Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) Combien de licenciements et de départs volontaires ont eu lieu au sein de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg au cours des cinq dernières années (par année), et combien ont fait l'objet d'une contestation ?

3) Comment le Ministère de tutelle effectue-t-il concrètement son contrôle de supervision, et notamment son contrôle de supervision financière, sur l'Université du Luxembourg (organes et procédures

mobilisés, fréquence des contrôles, nature des informations demandées et suites données en cas de dysfonctionnement) ?

4) Comment le Ministère de tutelle garantit-il l'équilibre des pouvoirs entre les différents organes (Conseil de gouvernance, rectorat, conseil universitaire, délégations) au sein de l'Université du Luxembourg ?

5) Comment l'Université du Luxembourg veille-t-elle à ce que les personnes occupant des postes d'autorité (par exemple, les doyens, les chefs de département, les superviseurs) soient tenues responsables de la prévention et de la lutte contre le harcèlement, en particulier dans les situations impliquant des promotions, des évaluations ou des déséquilibres de pouvoir ?

Réponse (05/02/2026) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Au cours des 5 dernières années, 5 litiges en matière de licenciements et de procédures de promotions ont été portés à l'encontre de l'Université du Luxembourg répartis comme suit :

- 4 contestations de licenciements ont été portés devant les tribunaux dont 2 litiges d'employés en CDI et 2 en CDD ;
- 1 litige en cours relatif aux procédures de promotion porté devant le tribunal administratif concernant 4 professeurs.

ad 2) Sur la période considérée, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF) de l'Université du Luxembourg comptait en moyenne 125 collaborateurs en CDI et 136 collaborateurs en CDD. Les départs observés, licenciements et départs volontaires, sont présentés dans le tableau [†] ci-dessous.

Sur les 2 licenciements effectués à la FDEF en 5 ans, 1 licenciement a été contesté.

ad 3) Selon la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, l'université est dotée de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Le recteur élabore le budget annuel et les décomptes annuels, qui sont arrêtés par le Conseil de gouvernance. Le Conseil de gouvernance présente au Gouvernement en conseil, en vue de leur approbation, les comptes annuels accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation financière de l'université, ainsi que le rapport du réviseur d'entreprises agréé. L'université est soumise au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

Une convention pluriannuelle entre l'État et l'université détermine les moyens financiers et les effectifs en personnel nécessaires pour la mise en œuvre des activités de l'université et définit les engagements financiers de l'État. Le Commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultative aux séances du Conseil de gouvernance et peut suspendre les décisions du Conseil de gouvernance lorsqu'il estime que celles-ci sont contraires aux lois, aux règlements et aux conventions conclues avec l'État. Dans ce cas, il appartient au ministre de décider dans un délai de soixante jours à partir de la saisine par le Commissaire du Gouvernement.

Le Commissaire du Gouvernement jouit d'un droit d'information et de contrôle sur l'activité de l'université ainsi que sur sa gestion technique, administrative et financière. Ainsi, à côté du comité du Budget et des Finances et des séances du Conseil de gouvernance, où un rapport régulier est fait sur la situation budgétaire et financière, des réunions régulières entre le

Commissaire du Gouvernement, le président du Conseil de gouvernance, le recteur et le directeur administratif et financier ont lieu pour l'établissement du budget, les prévisions budgétaires et financières et en particulier au sujet des dépenses d'investissement en capital liées aux infrastructures et bâtiments de l'université. Le Commissaire du Gouvernement est régulièrement informé sur les dépenses liées à la masse salariale et sur les frais récurrents nécessaires au fonctionnement de l'université et sur toute autre question posée.

Le contrôle rigoureux de la supervision financière du ministère de tutelle et la bonne gestion des deniers publics au sein de l'université ont mené, fin 2024, à des réserves de l'ordre de 150.000.000 euros tandis que les réserves se situaient à quelque 6.000.000 euros en 2014.

ad 4) Selon la loi modifiée du 27 juin 2018, les trois organes de l'université sont le conseil de gouvernance, le recteur et le conseil universitaire et leurs attributions sont définies respectivement dans les articles 5, 7 et 12 de la loi précitée. La définition des attributions des différents organes telle qu'elle figure aux articles susmentionnés est censée garantir non seulement une séparation des pouvoirs mais aussi un équilibre des pouvoirs, dans la mesure où ces attributions sont clairement délimitées les unes par rapport aux autres, dans une optique de complémentarité. S'y ajoutent toute une série d'incompatibilités en relation avec les différentes fonctions, qui contribuent fortement au maintien de cet équilibre. À ce sujet, il est renvoyé au commentaire des articles concernés du projet de loi 7132, qui est devenu la loi précitée du 27 juin 2018.

Les décisions prises par le Conseil de gouvernance et ne nécessitant pas l'approbation du ministre ou du Gouvernement en conseil sont portées à la connaissance des membres du rectorat, des doyens et des directeurs des centres interdisciplinaires endéans quatre jours ouvrables suivant la réunion du Conseil de gouvernance, et portées à la connaissance des usagers et du personnel de l'université endéans six jours ouvrables suivant la réunion du Conseil de gouvernance.

À rappeler en outre que, comme mentionné dans la réponse 3, le Commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultative aux séances du Conseil de gouvernance et peut suspendre les décisions du Conseil de gouvernance lorsqu'il estime que celles-ci sont contraires aux lois, aux règlements et aux conventions conclues avec l'État. Dans ce cas, il appartient au ministre de décider dans un délai de soixante jours à partir de la saisine par le Commissaire du Gouvernement.

ad 5) L'Université du Luxembourg a mis en place un ensemble de mécanismes de prévention, de signalement et de traitement des situations, y compris lorsque celles-ci concernent des personnes dans une position hiérarchique élevée. Ces mécanismes permettent aux collaborateurs de faire part de leurs préoccupations par différents canaux formalisés. Les situations signalées sont évaluées et examinées de manière approfondie, dans le respect des procédures en vigueur, avec pour objectif de parvenir à une résolution équitable et appropriée.

Lorsqu'un conflit émerge, il n'est jamais traité par une seule personne. Selon la nature de la situation, le traitement des préoccupations s'inscrit dans un cadre procédural impliquant plusieurs niveaux d'examen au sein de l'université, et peut, le cas échéant, s'appuyer sur des dispositifs de médiation et sur des expertises externes indépendantes. Cette organisation vise à garantir l'impartialité du traitement et à éviter qu'un

rapport hiérarchique direct ne place une personne en situation d'être juge et partie.

En matière de promotions et d'évaluations académiques, l'université veille à limiter les risques de déséquilibre de pouvoir en encadrant strictement les procédures. Les candidats sont accompagnés tout au long du processus, notamment par le Bureau des affaires professorales, qui fournit des informations sur les procédures, les droits et les responsabilités des candidats et de l'institution, et constitue un point de contact pour recueillir d'éventuelles préoccupations. Les recommandations en matière de promotion académique reposent sur l'évaluation d'experts externes indépendants, le rôle du rectorat se limitant à une validation procédurale et, lorsque la loi le prévoit, à la transmission des recommandations au Conseil de gouvernance pour approbation.

Enfin, l'université accorde une attention particulière aux situations de déséquilibre de pouvoir susceptibles d'affecter les doctorants. Les droits et responsabilités des doctorants et de leurs directeurs de thèse sont clairement définis dans un contrat de formation doctorale. En complément des canaux institutionnels, les doctorants peuvent également s'adresser à leur école doctorale ou au Bureau des études doctorales, qui constituent des points de contact dédiés pour l'orientation, le suivi et le traitement des situations signalées. Ce cadre est complété par un ensemble de mesures de soutien, incluant notamment un comité d'encadrement de thèse et une offre de formations dédiées aux doctorants et aux superviseurs dès le début du parcours doctoral, afin de prévenir les situations de conflit.

Violation de la sécurité des données chez Eurail | Question 3483 (16/01/2026) de Mme Corinne Cahen (DP)

Aus engem Artikel aus den däitsche Meedie geet eraus, datt et zu engem Dateschutzvirfall beim Ticketsubbidder Eurail koum. Bei dësem Virfall wieren Donnéeë vu Clientë geklaut ginn, déi Interrail-Tickete kaf hunn. Net nëmmen Interrail-Clientë wiere betrafft, mee all aner Eurail Ticketen, wéi zum Beispill de gratis Discover EU-Pass fir jonk Leit.

Bei den Donnéeën, déi geklaut goufen, handelt et sech ëm perséinlech Donnéeë wéi den Numm, de Gebuertsdatum, an allgemeng Daten, déi een am Pass stoen huet, wéi d'Ausstellungsland an den Oflafdatum. Déi perséinlech Informatiounen, déi ee fir de Kaf vun engem Billjee muss uginn, kéinten dofir mëssbraucht ginn, fir Accès op aner Konte vun de betraffene Leit ze kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Justizministesch, delegéiert Ministesch fir Meedien a Connectivitéit folgend Froe stellen:

1. Si bei dësem Dateschutzvirfall och lëtzebuergesch Interrail-Clientë betrafft?
2. Gëtt et schonn Informatiounen aus Däitschland iwwert d'Ausmooss vun dësem Virfall?
3. Goufen d'Notzer informéiert? Wa jo, wéi séier kruten se no dësem Virfall Bescheed gesot?

Réponse (05/02/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Entreprise, op déi den honorabelen Deputéierte sech bezitt, Eurail BV, ass an Holland etabléiert. Entsprechend de Bestëmmunge vum RGPD ass domat d'hollännesch Dateschutzautoritéit als féierend Autoritéit („lead“) zoustänneg.

Op Nofro hi confirméiert d'CNPD, datt si bis haut keng Notifikatioun iwwer eng Verletzung vu perséinlechen Donnéeë vun der genannter Gesellschaft krut. D'CNPD huet sech un déi zoustänneg hollännesch Dateschutzautoritéit gewannt an dofir ëm weider Informatiounen gefrot.

Op Basis vun de bis elo virleiden Donnéeën ass net auszuschléissen, datt och Lëtzebuurger Clientë vun engem eventuellen „data leak“ betrafft sinn. Dës Informatioun ass awer de Moment nach net confirméiert, an och d'Zuel vun de potentiell betraffene Persounen ass net bekannt.

Déi betraffe Kategorien u perséinlechen Donnéeë sinn déi folgend: Numm, Geschlecht, Gebuertsdatum oder Alter, Kontaktinformatiounen (Adress a Wunnuert, E-Mail-Adress an Telefonsnummer), Passdaten (Passnummer, Ausstellungsland, Verfallsdatum) souwéi Informatiounen am Zesammenhang mat Eisebunnsbilljeeën (Land, Stad, Datum an Auerzäit vun der Rees).

ad 2. Et sief op d'Äntwert vun der Fro 1 verweisen.

ad 3. D'Gesellschaft Eurail BV huet déi betraffe Persounen, fir déi Kontaktinformatiounen virleien, informéiert an huet en offizielle Communiqué zu dësem Virfall op hirer Internetsäit publizéiert⁸.

Mobilisation des capacités satellitaires luxembourgeoises pour soutenir l'accès à la connectivité en Iran | Question 3484 (16/01/2026) de Mme Liz Braz | M. Yves Cruchten (LSAP)

Depuis le 8 janvier 2026, les autorités iraniennes ont imposé un black-out numérique quasi total à l'échelle nationale, privant la population d'accès à l'internet et aux communications mobiles dans un contexte de répression sévère. Des centaines de morts et des milliers d'arrestations ont été signalés par des organisations de défense des droits humains.

Selon un article publié dans la presse internationale le 14 janvier 2026, le Ministre français des Affaires étrangères a indiqué que la France a commencé à étudier la possibilité de recourir à l'opérateur satellitaire européen « Eutelsat » afin de faciliter la reprise des communications entre la population iranienne et le reste du monde, dans le cadre d'une réflexion menée au niveau européen.

Le Luxembourg dispose, avec SES et la joint-venture public-privé GovSat, d'un écosystème satellitaire stratégique reconnu pour ses capacités résilientes et sécurisées, y compris dans des contextes de crise.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Le Gouvernement luxembourgeois est-il associé aux discussions européennes concernant un éventuel recours aux capacités satellitaires européennes pour soutenir l'accès à la connectivité en Iran à des fins humanitaires ?
- 2) Le Luxembourg a-t-il été approché, directement ou dans le cadre de forums européens, pour une participation ou une contribution technique ou politique à une telle initiative ?
- 3) Le Gouvernement a-t-il examiné la possibilité, en coordination avec ses partenaires européens, d'envisager une mobilisation des capacités satellitaires luxembourgeoises (SES, GovSat) à des fins exclusivement humanitaires, notamment pour garantir l'accès à l'information et la documentation indépendante de violations des droits humains ?

⁸ <https://www.eurail.com/en/ni/data-security-incident>

4) Enfin, le Gouvernement luxembourgeois considère-t-il que l'accès libre et sécurisé à l'information pour la population iranienne, facilité par des moyens satellitaires européens, devrait faire partie intégrante de la réponse européenne à la répression en Iran, au même titre que les sanctions ciblées et les démarches diplomatiques ? Et dans l'affirmative, le Luxembourg plaidera-t-il en ce sens dans les enceintes européennes concernées ?

Réponse (17/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La procédure de recours à des capacités de connectivité satellitaire pour des raisons humanitaires est coordonnée au niveau de l'Union européenne ainsi qu'au sein des Nations Unies. Dans le cadre des événements en Iran, aucune procédure n'a été déclenchée.

Il convient également de noter que lorsque SES fournit des solutions de connexion satellitaire pour des raisons humanitaires, ceci se fait avec l'accord des gouvernements concernés, puisque les solutions satellitaires que proposent tant SES que LuxGovSat nécessitent l'installation d'antennes sur le terrain, donc a priori la coopération du pays de réception (vers lequel le signal est dirigé). Dans ce cas précis, à défaut de coopération du Gouvernement iranien, il faudrait recourir à l'installation d'antennes de réception clandestines par la population, contre le gré du régime, ce qui risquerait de mettre en péril les personnes concernées.

Radar à Saeul | Question 3485 (19/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Luc Eméring** (DP)

Zënter dem 1. Juli 2024 blëtz zu Sëll en neie Radar op der Haaptstrooss.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister an der Madamm Mobilitéitsministesch folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Chauffeure sinn zënter der Inbetriebnam vun dësem neie Radar geblëtzt ginn? Wéi héich war déi maximal Vitess, déi festgestallt gouf? War een „délit de grande vitesse“ dobäi?

2. Wéi dacks huet de Radar tëscht Sëll a Bruch/Miersch am Joer 2025 geblëtzt?

3. Wéi huet sech den Duerchgangstrafick an de leschte Joren an der Uertschaft Sëll entwéckelt?

Réponse (26/02/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Déi honorabel Deputéiert froen am Kader vun hirer parlamentarescher Fro no der Unzuel vun den Infraktiounen zënter der Inbetriebnam vum fixe Radar zu Sëll a wéi héich déi maximal festgestallte Vitess war respektiv, ob d'Grenz vun engem „délit de grande vitesse“ iwwerschritt gouf. Si wëllen och méi doriwuer gewuer ginn, wéi vill Infraktiounen vum Radar tëscht Sëll a Bruch/Miersch am Joer 2025 festgestallt goufen a wéi sech den Duerchgangstrafick an der Uertschaft Sëll an de leschte Joren entwéckelt huet.

ad 1. Säit der Inbetriebnam vum neie Radar op der N12 zu Sëll si 15.081 Gefier geblëtzt ginn. Déi gemoossen Héchstgeschwindigkeit war 117 km/h. Insgesamt goufen 19 Iwwerschreidunge vu mindestens 50 % vun der erlaabter Héchstgeschwindigkeit gemooss.

Mir verweisen och op d'Äntwert op d'Fro 1 vun der parlamentarescher Fro N° 3406 vum 7. Januar 2026 zum Sujet „Délits de grande vitesse“ wou erkläert gouf, datt en Délit de grande vitesse net vun der Police erfaasst gëtt.

ad 2. Am Joer 2025 huet de Radar tëscht Sëll a Bruch op der N8 2.536-mol geblëtzt.

ad 3. Zu Sëll gëtt et kee fixe permanente Compteur vun der Stroossebauverwaltung. D'Entwécklung vum Verkéier an dësem Raum kann awer unhand vun den Donnéeën vum Compteur N° 816 op der Nationalstrooss N12 zu Rippweiler, souwéi vum Compteur N° 818 op der N12 tëscht Sëll an Tënten analyséiert ginn. Déi folgend zwou Tabelle weisen d'Evolution vum duerchschnëttleche Verkéier a béide Richtunge während Aarbechtsdeeg iwwer déi lescht fënnf Joer:

Ofschléissend ass ze bemierken, dass all d'Donnéeën vun de Compteur vum der Stroossebauverwaltung iwwer de „Portail des travaux publics“ permanent an ëffentlech zugänglech sinn: (<https://travaux.public.lu/fr/infos-traffic/comptage.html>)

Sécurité et choix stratégique des avions Embraer E195-E2 de Luxair | Question 3486 (20/01/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Selon un article récent du « Luxemburger Wort », l'achat par Luxair d'avions de type Embraer E195-E2 est aujourd'hui présenté comme une décision problématique, notamment à la suite de restrictions d'exploitation, voire d'interdictions temporaires de vol, affectant ces appareils. Cette situation soulève de sérieuses interrogations quant à la sécurité, au rôle de l'État actionnaire et à la qualité des analyses préalables ayant conduit à cet investissement stratégique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement, confirme-t-il que des restrictions ou interdictions de vol affectent les avions Embraer exploités par Luxair ?

– Quelles en sont les causes exactes et dans quelle mesure ces restrictions impactent-elles l'exploitation normale de la compagnie ?

– Quand est-ce que ces restrictions ont été connues par la société Luxair ?

2) Dans quelle mesure l'État, en tant qu'actionnaire majoritaire de Luxair, a-t-il été associé à la décision d'achat de ces appareils ? Quelles analyses de risques lui ont été présentées avant la validation de cet investissement ?

3) Des limitations liées aux conditions météorologiques étaient-elles connues ou anticipées au moment de la commande ?

4) Avant la décision d'achat de ces appareils, quelles analyses de sécurité spécifiques ont été réalisées concernant leur exploitation depuis le Findel ? Des scénarios liés aux conditions météo locales et à leurs impacts sur la sécurité des opérations ont-ils été formellement évalués ?

5) Comment le Gouvernement explique-t-il que des contraintes opérationnelles, aussi déterminantes semblent aujourd'hui remettre en cause le choix de ce type d'appareil, alors même que la fiabilité, la flexibilité et l'adaptation aux conditions locales devraient constituer des critères centraux pour une compagnie nationale ?

6) Quelles sont les conséquences financières actuelles et prévisibles de cette situation pour Luxair et, indirectement, pour l'État luxembourgeois ?

7) Le Gouvernement, envisage-t-il des mesures correctrices, voire une remise en question de la stratégie de flotte ?

Réponse (21/01/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député pose des questions concernant l'avion de type Embraer E195-E2 de Luxair.

Il est important de rappeler que Luxair est une société de droit privé opérant de manière indépendante dans un secteur très compétitif et réglementé, et que les informations qui suivent nous ont été communiquées par Luxair alors que le ministère n'est pas impliqué dans la gestion opérationnelle de la société Luxair.

ad 1) Luxair confirme que des limitations opérationnelles temporaires s'appliquent à l'Embraer E195-E2.

Elle informe que « ces limitations ne constituent pas une interdiction générale de vol. Elles sont strictement limitées à des conditions météorologiques très spécifiques, à savoir la présence de brouillard givrant au sol combinée à une visibilité extrêmement réduite et à des températures basses. Les causes exactes de ces limitations tiennent à un phénomène technique identifié sur certains moteurs Pratt & Whitney, susceptible, dans des conditions particulières, d'entraîner des effets indésirables lors des opérations au sol. L'impact sur l'exploitation normale de la compagnie est limité et ponctuel et n'affecte pas les opérations dans des conditions météorologiques usuelles. Luxair suit ce sujet de manière active depuis le 12 novembre 2025, à la suite des premières communications techniques formelles des autorités et des industriels, et les limitations ont été formellement communiquées à la compagnie à la fin de l'année 2025, avant d'être intégrées dans ses procédures opérationnelles. »

ad 2) La décision d'acquisition des Embraer E2 relève de la compétence du conseil d'administration de Luxair. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la gouvernance de l'entreprise et repose sur des analyses approfondies couvrant les aspects de sécurité, d'exploitation, de performance environnementale et de viabilité économique effectuées et présentées par la direction à son conseil d'administration.

ad 3) La société Luxair fait savoir qu'« au moment de la commande des Embraer E2, aucune limitation spécifique liée au brouillard givrant avec des seuils aussi précis n'était connue ni anticipée, ni pour ces appareils ni pour d'autres avions équipés de moteurs comparables. Les mesures actuellement en vigueur résultent d'observations opérationnelles récentes et s'inscrivent dans le cadre normal du suivi continu de la navigabilité. »

ad 4) La compagnie informe qu'« avant l'introduction de l'Embraer E2, des analyses détaillées ont été réalisées, incluant l'évaluation des conditions d'exploitation dans le réseau opéré par Luxair. Ces analyses ont confirmé que cet appareil est adapté à une exploitation sûre et régulière depuis le Findel, dans le respect des procédures opérationnelles approuvées. »

ad 5) La société Luxair fait savoir que « les limitations actuellement en vigueur ne remettent pas en cause le choix de l'Embraer E2. Elles s'inscrivent dans un contexte industriel plus large lié aux moteurs Pratt & Whitney et concernent plusieurs types d'appareils équipés de technologies comparables. Dans le cadre du processus de sélection, l'Airbus A220 constituait la seule alternative évaluée et cet appareil est soumis à des limitations de même nature, le phénomène ayant été initialement identifié sur cette plateforme. D'autres avions équipés de moteurs comparables, notamment au sein des familles Airbus A320 et A321, sont également concernés par cette problématique, ce qui confirme qu'il s'agit d'un sujet technologique spécifique et non d'un choix d'appareil propre à Luxair. »

ad 6) Selon Luxair, les conséquences opérationnelles et financières liées aux limitations actuellement en vigueur sont limitées et peuvent être gérées. Luxair suit cette situation de manière continue et travaille en étroite coordination avec l'entreprise Prat & Whitney et le constructeur Embraer afin d'en analyser l'évolution et d'identifier des solutions appropriées. À ce stade, l'ensemble des éléments disponibles, combiné au fait qu'un seul appareil de ce type est exploité durant la saison hivernale en cours, confirme que ces limitations ne remettent pas en cause la situation financière de Luxair.

ad 7) La compagnie souligne que « la stratégie de flotte de Luxair n'est pas remise en cause. Les limitations observées s'inscrivent dans le cadre normal du suivi de la sécurité aérienne et ne justifient pas la mise en œuvre de mesures correctrices structurelles ni une remise en question de la stratégie de flotte arrêtée par la compagnie. »

Il va de soi que le Gouvernement ne saurait intervenir directement dans la gouvernance d'une société de droit privé, même dans l'hypothèse où l'État en détiendrait une participation significative.

En effet, les règles applicables aux sociétés anonymes sont strictement définies par le droit des sociétés, lequel encadre de manière exhaustive la composition, les attributions et le fonctionnement des organes sociaux.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que le secteur de l'aviation civile est soumis à un corpus normatif européen et international, dont le respect s'impose à l'ensemble des opérateurs concernés.

.....

Neutralité des écoles | Question 3487 (20/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Enn November gouf am Lycée de Garçons Luxembourg eng „Konferenz“ ofgehalen, déi vun enger ASBL organiséiert gouf an un där aktiv Politiker souwéi ideologesch positionéiert Intervenante bedeelegt waren. Et ass u sech kloer, dass d'Schoulen hei am Land an hirem Bildungsoptag der politescher Neutralitéit ënnerstinn. D'Notzung vu Schoulinfrastrukture fir politesch Evenementer, wou dann och nëmmen eng Säit vun der Medail belicht gëtt, stellt dës politesch Neutralitéit a Fro.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Dierfen ëffentlech Schoulinfrastrukture genotzt ginn, fir Manifestatiounen, Konferenzen oder Reuniounen ofzehalen, un deene politesch Acteuren als Spriecher optrieden?
2. Wéi gëtt en esou Fäll garantéiert, datt de Prinzipp vun der politescher Neutralitéit vun de Schoulen agehale gëtt?

Réponse (17/02/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den honorabelen Deputéierte schreift zu Recht, datt „d'Schoulen hei am Land an hirem Bildungsoptag der politescher Neutralitéit ënnerstinn“; dës Virgab vu politescher Neutralitéit ass an enger ministerieller Instruktioun ausdrécklech festgehalen. Am Enseignement secondaire sinn d'Direktoren vun de Lycéee fir d'Anhale vun der Neutralitéit zoustänneg.

Als ëffentlech Gebaier kënnen d'Schoulinfrastrukturen awer och ausserhalb vun de Schoulzäite vun externen Intervenante genotzt ginn; och an deem Fall ënnerläit den Zougang der Autorisatioun vun der Schouldirektioun. Well et sech net ëm

Schoulaktivitéiten handelt, gëllen dann déi allgemeng Reegelen, déi sech op ëffentlech Veranstaltungen applizéieren.

.....

Critères du prix d'achat pour les terrains acquis par les communes | Question 3488 (20/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Et ass üblech, dass d'Gemengen am Kader vun hirer Politick Terrainen oder Gebaier kafen. Et kann dobäi duerchaus virkommen, dass d'Gemengeverantwortlech sech heibäi, bewusst oder onbewusst, am Akafspräis verschätzen.

Ee rezent Beispill aus dem Péitenger Gemengerot vum 14. Januar léisst Zweiwel iwwert de Präis opkommen. Den aktuelle Präis fir Agrarland hei zu Lëtzebuerg (Source Statec, 2024) läit bei 48.500 € pro Hektar, deemno 485 € pro Ar. D'Gemeng bezilt fir een Terrain, deem am PAG als Agrarland definéiert ass an eng Fläch vu 7,7 Ar huet, eng 154.600 €, also ëm 20.000 € pro Ar, also 40-mol méi.

Beim Wunnungsbauminstère gouf, am Kader vum Kaf vu VEFA-Projeten an dem Bau vun erschwénglechem Wunnraum, de Cahier des charges pour le développement de logements abordables opgebaut. Et stellt sech d'Fro, wéi eng Krittäre fir d'Gemenge gëllen, wa si Terrainen akafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Landesplanung dës Froe stellen:

1. Wäert den Inneministère d'Transaktioun, déi de 14. Januar am Péitenger Gemengerot gestëmmt gouf (9.2. „Compromis concernant l'acquisition d'un terrain sis à Pétange, lieu-dit ‚Rue des Promenades‘“) ënnert d'Lupp huelen?
2. Gëtt et aner Gemengen, déi hei am Land fir 20.000 € oder méi pro Ar Agrarland kaf hunn?
3. Wéi eng Krittäre gëlle fir d'Gemenge beim Akafspräis, wa si Terrainen oder Immobilie kafen?
4. Ab wéini consideréiert den Inneministère, dass eng Gemeng ze vill fir een Terrain bezuelt huet? Sinn d'Ministernen der Meenung, dass ee Präis vun 20.000 € pro Ar fir Agrarland der Realitéit entsprécht?
5. Wéi vill Immobilientransaktiounen goufen an de leschte 5 Jore vum Inneministère annulléiert? Wéi vill dovunner, well den Akafspräis net der Realitéit entsprach huet?

Réponse (06/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dat ofgeännert Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, dass Acquisitiounen vun Immobilie réischt vun engem Wäert vu 500.000 EUR un ënnert d'Transmission obligatoire falen. Den Inneministère huet kee Grond, fir iwwer den obligatoresche Contrôle erauszegoe wann et keng konkret Hiweiser op eng Illegalitéit oder eng Contrariétéit zum Intérêt général gëtt.

ad 2. Den Inneministère féiert dozou keng Statistiken.

ad 3. D'Gemengegesetz hält keng Krittäre fest, sou dass d'Acquisitiounen vun Immobilien ënnert d'Gemengenautonomie falen. Si mussen natierlech am Aklang mam Gesetz a mam Intérêt général sinn.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 3. Dodriwwer eraus hänkt den Akafspräis vun engem Terrain vu ville verschidde Facteuren of wat zu méi oder manner staarke Variatiounen vun de Präisser féiere

kann, souguer wann d'Terrainen d'nämmlecht an de Plans d'aménagement général vun de Gemenge klasséiert sinn. D'Gemengenautoritéite sinn am Kader vun Immobilientransactionen allgemeng gutt beroden, fir eng onofhängeg Expertis vun Terrain an Opdrag ze ginn, fir ee responsablen Ëmgang mat den ëffentleche Mëttel ze garantéieren.

ad 5. An deene leschte 5 Jore goufe 6 Deliberatiounen iwwert Immobilientransaktiounen vum Inneministère annulléiert, 4 weider Deliberatiounen kruten ee Refus d'approbation. Keng vun dësen Deliberatiounen gouf annulléiert, well de Präis net der Realitéit entsprach hätt.

.....

Transport aérien des urnes cinéraires et validation de modèles non métalliques | Question 3489 (20/01/2026) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

Dat groussherzoglecht Reglement vum 18. Oktober 1972 iwwer d'Schafen an de Fonctionnement vun engem Krematorium-Uewe präziséiert am Artikel 11, datt no enger Anäscherung „[I]es cendres sont recueillies soigneusement et déposées [...] dans une urne cinéraire, d'un modèle et d'une composition agréés par les Ministres de l'Intérieur et de la Santé publique“.

An der Praxis kréien d'Familljen no der Anäscherung eng „Standardurn“, déi aus Metall ass.

Eis national Fluchgesellschaft schreift vir, datt eng Urn aus Sécherheetsgrënn am Handgepäck nëmme kann transportéiert ginn, wann se net aus Metall ass. Dësen Ëmstand stellt fir verschidde Familljen e konkrete Problem duer wann d'Urn mat engem Fluch an d'Ausland soll bruecht ginn, fir d'Äschen do kënnen bäisesetzen.

No mengen Informatiounen gëtt et awer méttlerweil och net metallesch Urnen, ënner anerem aus biodegradabele Materialien, déi de Sécherheetsuufderung beim Lofttransport entspreche géiften.

An deem Zesummenhang wéilt ech gären dem Här Inneminister, der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet an der Madamm Minister fir Mobilitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Urnen (Modeller a Materialkompositiounen) sinn de Moment vun deenen zwee zoustänneg Ministeren offiziell validéiert?
2. Ass d'Regierung bereet, zousätzlech Urne-Modeller ze validéieren – besonnesch net metallesch oder biodegradabel Modeller – fir ze verhënnern, datt Familljen automatesch an e Konflikt mat de Lofttransportreegele geroden, wann se eng Urn mam Flieger an d'Ausland transportéiere wëllen?

Réponse (16/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Eng Lëscht vun offiziell agreéierte Modeller gëtt et aktuell net, mee d'Urne gi virun allem no de Critère vun der Dignitéit, der sanitärer Sécherheet an der Noverfollegbarkeet/Identifikatioun vun den Äsche validéiert an ausgewielt.

An der Praxis ginn haaptsächlech Urne benotzt, déi aus metallesche Materialie bestinn, am Aklang mat de bis elo géltege Reegelen an de Praktiken, déi zënter der Aféierung vun aktuelle gesetzleche Kader, a méi präzis dem Reglement vum 18. Oktober 1972 iwwer d'Schafen an d'Fonctionnement vun engem Krematorium-Uewen.

ad 2. Den Artikel 11 vum uewe genannte groussherzogleche Reglement gesäit vir, datt d'Äschen an eng

Urn kommen, bei där de Modell an d'Zusammensetzung vun deenen zoustännegge Ministeren agreéiert gouf.

Eng Lëscht vun offiziell agreéierte Modeller gëtt et awer net. A verschidde Fäll, gesinn d'Kierfechtreglementer vun de Gemenge Bestëmmungen iwwert d'Gréisst an/oder d'Material vun den Urne vir.

Déi zoustänneg Ministère wäerten sech an nächster Zukunft concertéieren, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen. Et géif dann drëms goen d'Lëscht vun de validéierten Urnmodeller opzesetzen an ze erweidern, ënner der Viraussetzung, datt dës Modeller alle sanitären a sécherheetsrelevante Viraussetzunge voll a ganz entsprechen. D'Viraussetzung fir d'Konversationsion an d'Identifikatioun mussen dobäi och erfëllt ginn.

Eng technesch a reglementaresch Analys kann zesumme mat den zoustännegge Servicer ageleet ginn, fir d'Charakteristike vun net metalleschen Urnen ze evaluéieren, besonnesch wat d'Dichtheit, d'Bestännegkeet, d'sanitär Onbedenklechkeet an d'Konformitéit mat de gëltegen Norme betrëfft.

Affaires disciplinaires dans le secteur communal comparées à celles du TICE | Question 3490 (21/01/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert d'Gemeengebeamte leet eng Disziplinarprozedur fest, déi vum Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire an dem Conseil de discipline duerchgefouert gëtt.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun Disziplinaraffären am Gemengesector zënter 2020 entwéckelt, opgeschlüsselt pro Joer? Bei wéi ville vun dësen Affären ass et um Enn zu enger Disziplinarstrof komm?
2. Wéi vill Disziplinaraffären aus deene Jore betreffen de Gemengesyndikat TICE? Bei wéi ville vun dësen Affären vum TICE ass et zu enger Disziplinarstrof komm?

Réponse (27/02/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Zënter 2020 gouf et bei de Gemengen am Gesamten 151 Disziplinaraffären, déi folgendermoossen op déi eenzel Jore verdeelt sinn: ↑

Bei de 34 Affären, déi oui Suite klasséiert goufen, war 1 Affär duebel eragereecht ginn, a 4 Affären ass den Agent net ënnert de Régime disciplinaire gefall, an 9 Fäll ass den Agent pensionéiert ginn oder huet demissionéiert, an 3 Fäll war den Auteur net berechtigt de Commissaire ze saisiéieren, a 7 Fäll waren d'Reprochen net kloer genuch, a 5 Affären war d'Saisine net regulär, a 4 Affären ware Faiten net etabléiert, sou dass kee Feeler konnt zeréckbehalen ginn an an enger Affär ware Faite verjæert.

ad 2. Zënter 2020 gouf et beim TICE am Gesamte 36 Disziplinaraffären, déi folgendermoossen op déi eenzel Jore verdeelt sinn: ↑

Dovunner sinn der 8 oui Suite klasséiert ginn, 18 Sanctiounen goufe gesprach, an 2 Affären muss de Conseil de discipline nach eng Decisioun huelen, an enger Affär muss den TICE nach d'Sanctioun applizéieren, a 7 Affären sinn nach an der Instruktioun.

Bei deenen 8 Affären, déi oui Suite klasséiert goufen, war 1 Affär duebel eragereecht ginn, an 2 Affären ass den Agent net ënnert de Régime disciplinaire gefall, an engem Fall war den Auteur net berechtigt de Commissaire ze saisiéieren, an engem Fall waren d'Reprochen

net kloer genuch an an 3 Affären ware Faiten net etabléiert, sou dass kee Feeler konnt zeréckbehalen ginn.

Bilan de l'accessibilité des sites Internet publics au Luxembourg | Question 3491 (21/01/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Déi europäesch Direktiv iwwert d'Accessibilitéit vu Gidder an Déngschtleeschunge gouf mam Gesetz vum 2023 ëmgesat, wat am Juni 2025 a Kraaft getrueden ass. Am Kader vun dësem Gesetz gouf den OSAPS (Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services) geschaf, fir bei der Ëmsetzung ze hëllefen, awer och, fir als Ulafstell fir Reklamatiounen vun de Biergerinnen ze déngen. D'Internetsitte sinn och Deel vum Uwendungsberäich vum Gesetz vum 2023, an et läit no, dass déi ëffentlech Instanzen, also de Staat, seng Verwaltungen, an och d'Gemengen, solle mam gudden Beispill virgoen an hir Internetsitten esou gestalten, dass se barrièrefräi si fir Mënsche mat enger Beanträchtegung. Deementspreechend ginn Audite vun de Sitte gemaach, fir se op d'Accessibilitéit ze präiwen. Elo wou d'Gesetz säit engem hallwe Joer a Kraaft ass, wier et ee gudden Ament en 1. Bilan ze zéien.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Internetsitte goufe per Audit op hir Barrièrefräiheet gepréift?
2. Wéi vill ëffentlech Internetsitten erfëllen all Accessibilitéitscritèren?
3. Bei wéi villen ëffentleche Sitte muss nach nogebessert ginn?
4. Gi Kontrolle gemaach, dass d'Recommandatiounen aus den Audite fir d'Verbesserung vun den ëffentleche Sitten a puncto Accessibilitéit ëmgesat ginn?
5. Bis wéini solle sämtlech ëffentlech Sitten hei am Land d'Accessibilitéitscritèren erfëllen?

Réponse (25/02/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

ad 1. Am Joer 2025 goufe 16 Websäiten a 6 mobil Applikatiounen (Appen) vu Lëtzebuerger Organer aus dem ëffentleche Sector (OSPen) am Kader vu kompletten Auditen am Detail iwwerpréift. Parallell goufe fir 93 Websäite vun OSPen einfach Audite realiséiert.

Zënter 2022 bleiwen dës Zuelen all Joer relativ stabil. Déi entsprechend Ziler ginn op europäeschem Niveau, op Basis vun der Bevëlkerung vum jeeweilege Memberstaat, festgeluecht.

D'Iwwerwaachung vun der Accessibilitéit vun de Websäiten an Appe vun OSPen ass eng Missioun, déi duerch d'Gesetz vum 28. Mee 2019 ↑ iwwert d'Accessibilitéit vun den Internetsitten a mobillem Applikatiounen vun den OSPen virgesinn ass, an dem Informatiouns- a Pressedéngscht (SIP) zougewise gouf, deen dës Aufgab zënter 2020 iwwerhëlt.

Mam Gesetz vum 8. März 2023 iwwer d'Accessibilitéitsfuferderunge fir Produkter a Servicer ass den „European Accessibility Act“ an nationaalt Recht ëmgesat ginn, eng europäesch Direktiv, déi eenheetlech technesch Accessibilitéitsfuferderungen a barrièrefräi Informatiounsflichte fir bestëmmte Produkter a Servicer definéiert. Dës Direktiv hëlleft domat de Memberstaaten, hir Gesetzgebung ze harmoniséieren an unzepassen.

D'Gesetz vum 8. März 2023 setzt keng Reegele fir ëffentlech Websäiten an Uwendungen. Den OSAPS (Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services), deen duerch dëst Gesetz gegrenzt gouf, fir d'Accessibilitéit vun de betraffene Produkter a Servicer ze iwwerwaachen, ass deemno am Prinzip net zoustänneg fir ëffentlech Websäiten an Uwendungen. Eng Ausnam gëtt gemaach, wann ee vun de Servicer, déi vum Gesetz vum 8. März 2023 ofgedeckt sinn, op enger ëffentlecher Websäit oder Applikatioun ugebuede gëtt.

De Champ d'application vum Gesetz vum 8. März 2023 ass folgend:

- 1) Produkter (Hardware a Software, déi dorop lafen):
 - Konsumenten-IT-Ausrüstung wéi Computeren, Smartphones an Tabletten an hir jeeweileg Betriebssystemer;
 - Bezueltterminaler, Check-in-Kiosken, Ticket- oder Transportticketautomaten – ofgesi vun deenen, déi an den Transportmëttel sinn;
 - Fernseher, déi mam Internet verbonne sinn (Smart-TVn) oder Apparater, déi Zougang zu audiovisuellen Déngschter erméiglechen;
 - E-Reader.

- 2) Servicer:
 - elektronesch Kommunikatiounsdeingschter, déi zum Beispill Telefons- an Internetdeingschter enthalten;
 - Zougang zu audiovisuelle Meediendeingschter (Video op Ufro, Catch-up-TV asw.);
 - virunopgeholll zäitbaséiert Meedien (Audio an/oder Video), déi um Internet oder iwwer eng App verfügbar sinn an net als Archiv ugesi ginn;
 - Déngschter am Zesammenhang mat dem Passagéierverkéier per Fliger, Bus, Zuch a Schëff (inklusive hir Websäiten a mobil Applikatiounen), ausser wann dës gesetzlech virgesi sinn;
 - E-Banking, Online-Bezuelung a Plattformen fir elektronesch Geld;
 - digital Bicher;
 - E-Commerce;
 - d'europäesch Nouruffnummer 112 an aner national Nouruffnummern.

Am Kader vum Gesetz vum 2019, dat OSPen ziilt, publizéiert de SIP all Joer eng Zesummeffaassung vu sengen Auditen an der Rubrick „Actualités“ vum Portal vun der digitaler Accessibilitéit.

- Déi dräi lescht Publikatiounen sinn:
- 2025, les bons scores de l'État n'ont rien d'un coup de chance ↑
 - 2024, les vents contraires de l'accessibilité ↑
 - 2023, le web progresse, les apps mobiles patinent ↑
 - 2022, l'année de la prise de conscience ↑

D'Informatiounen, déi an dëse Resümmeeë verëffentlecht ginn, sinn am Detail an de Rapporten ze fannen, déi de SIP all dräi Joer un d'Europäesch Kommissioun iwwermëttelt (Rapporten 2020–2021 ↑ an 2022–2024 ↑). Sämtlech Auditresultater ginn iwwerdeems um Open Data Portal ↑ verëffentlecht.

Fir der Thematik eng besser Visibilitéit ze ginn, huet de SIP doriwwer eraus rezent den Digital Accessibility Observatory ↑ lancéiert, mam Zil, bescht Praktiken am Beräich vun der Accessibilitéit ervirzehiewen an ze férdere.

ad 2. Ënnert de Websäiten an Appe vun den OSPen, déi vum SIP auditéiert goufen, erreechen aktuell zwou Websäiten eng vollstänneg Konformitéit: den Digital Accessibility Portal ↑ (2024) an den Digital Accessibility Observatory ↑ (2025). Dës Websäite goufe vum SIP selwer realiséiert, deen domat och weise wollt, datt et méiglech ass, dës Score ze erreechen an op Dauer ze halen.

Et ass och wichteg den Effort ervirzehiewen, deen an de leschte Joren op de staatleche Websäiten ënnerholl gouf: d'Accessibilitéit verbessert sech konstant, an d'Resultater ginn ëmmer besser. Déi zwou komplett accessibel Websäite sollen iwwerdeems net iwwert d'Tatsaach ewechtäuschen, datt d'Zuel vun de Websäiten, déi e Score tëscht 70 % an 99 % errechen, och kontinuierlech klëmmt.

ad 3. Aus de viregten Äntwerte geet ervir, datt mat Ausnam vun deenen zwou schon ernimmte Websäiten, bei sämtlechen Internet-Sitte vun den OSPen am Beräich vun der digitaler Accessibilitéit nach nogebessert muss ginn. De SIP erfaasst ronn 900 Websäiten an Appe vun OSPen, déi ënner d'Gesetz vum 28. Mee 2019 falen. Op der Basis vun dësem Inventaire ginn all Joer, a Kooperatioun mat Lëtzebuerger Acteuren aus dem Beräich vum Handicap, d'Websäite bestëmmt, déi am Kader vun Accessibilitéits-Auditen iwwerpréift solle ginn.

ad 4. Am Aklang mat der Décision d'exécution (EU) 2018/1524[†], déi d'Modalitéit vun der Auditprozedur festleet, ginn all Joer op d'mannst 10 % vun der Stéchprouf aus dem Joer virdrun op en Neits auditéiert, fir d'Entwécklungen ze evaluéieren. Esou konnten e puer Sitten hire Score schon däitlech verbesseren (zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg).

Mee d'Beméiungen an dësem Sënn ginn nach doriwwer eraus.

Éischters gétt all kompletten Audit vun engem 90-Minuten-Debriefing begleet. An deem Kader ginn dem betreffenen OSP, deem seng Websäit oder App auditéiert gouf, d'Haaptproblemer erkläert, an et gétt zesumme festgeluecht, wéi eng Moossnamen am weidere Verlaf prioritär ëmzesetze sinn. Den Austausch kann an eenzele Fäll och wäit iwwer den Audit eraus weidergefoert ginn, besonnesch bei technischen oder redaktionellen Aspekter.

Zweetens beschränkt sech d'Missiouen vum SIP am Beräich vun der digitaler Accessibilitéit net op d'Duerchféiere vun Auditen, mee ëmfaasst och e Volet an der Sensibiliséierung. Dës sollen dozou bäidroen, datt déi weesentlech Theemen am Zesammenhang mat der Accessibilitéit verstanen an nohalteg an déi verschidde Prozesser vun der ëffentlecher Administratioun integréiert ginn.

Ofschléissend ass nach ervirzehiewen, dass de SIP net deen eenzegten Acteur ass, deen Accessibilitéits-Audite realiséiert. De CTIE gétt dobäi vu sengem internen Audit-Service ënnerstëtzt, a fir e weesentlechen Deel vun de Websäiten, déi vum SIP auditéiert ginn, gouf am Virfeld schon am Optrag vum jeeweilegen OSP selwer en Audit realiséiert.

ad 5. An der Theorie misst aktuell d'Integralitéit vun de Sitten an Appe vun den OSPen zu Lëtzebuerg konform, also zu 100 % accessibel sinn. Am Gesetz vun 2019 gesäit den Artikel 9 eng Frist vir, déi am September 2020 fir d'Sitten an am Juni 2021 fir d'Appen ausgelaf ass. Et kann also festgehale ginn, datt Joer fir Joer zwar wichteg Fortschréttler gemaach ginn, déi gesetzlech Ziler allerdéngs nach net erreecht sinn.

Allerdéngs géif dat den Effort vun den OSPen zu Lëtzebuerg net Rechnung droen, sech op dese Constat ze limitéieren, well si am Allgemengen e konstanten a reellen Interessi un dëser Thematik weisen.

Ofschléissend kann nach festgehale ginn, datt Konformitéit kee stateschen Zustand ass. Et kann heiansdo komplex sinn, eng vollstänneg Konformitéit ze errechen; genausou stellt et op laang Siicht eng nach méi grouss Erausforderung duer, e Konformitéitsniveau vun 100 % ze halen, well scho kleng

Onopmierksamkeeten dozou féiere kënnen, am Score ze falen. Souwéi am Beräich vun der IT-Sécherheet handelt et sech och bei der digitaler Accessibilitéit ëm e Prozess, dee laangfristeg ëmgesat a virun allem kontinuierlech erhale muss ginn.

.....
Collecte et commercialisation des textiles usagés | Question 3492 (21/01/2026) de Mme Taina Bofferding (LSAP)

Par lettre du 16 janvier 2026 les communes et les syndicats intercommunaux en matière de gestion des déchets ont été informés de la problématique de la collecte et de la commercialisation des textiles usagés. Le modèle actuel de la collecte et de la commercialisation par des entités de l'économie sociale est en crise, ce qui est essentiellement dû au blocage de certains marchés de vêtements « second-hand » dans les pays de l'Est ainsi qu'à la baisse de la qualité des textiles collectés.

Afin de garantir la collecte des vieux textiles dans le futur et de ne pas mettre en cause un système qui est déjà établi au Luxembourg depuis des décennies, les acteurs du secteur proposent aux communes une participation financière pour les services prestés à partir du 1^{er} février 2026. Le modèle de financement proposé pour les communes et les syndicats se présente comme suit :

- 100 euros de frais fixes par commune et par mois,
- 10 euros par vidange du conteneur.

Vu que cette nouvelle obligation pour les communes a un impact financier non négligeable qui n'a pas été prévu dans les budgets respectifs pour l'année 2026, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quel est l'impact financier annuel pour les communes et les syndicats intercommunaux de cette participation ?
- 2) Quel est l'impact financier pour les entreprises privées (stations de service, supermarchés) qui ont installé des conteneurs sur leurs terrains ?
- 3) Dans quelle mesure le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité pourrait donner une aide par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, afin de promouvoir et de maintenir l'économie circulaire au Luxembourg ?
- 4) Quelle est la quantité de vieux textiles, accessoires de textiles et chaussures collectée chaque année au Luxembourg ?
- 5) La directive UE 2025/1892 du 10 septembre 2025 impose aux États membres de mettre en place au plus tard le 17 avril 2028 un système de responsabilité élargie des producteurs pour des produits textiles, accessoires textiles et chaussures. Dans ce contexte, j'aimerais connaître l'état actuel de la mise en place du système de responsabilité élargie des producteurs.

Réponse (27/02/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) à 3) La gestion des déchets de textiles, en tant que déchets municipaux ménagers, constitue une obligation légale pour les communes conformément à l'article 20, paragraphe 1, de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Depuis 2022, les déchets de textiles sont soumis à l'obligation de la collecte séparée (article 13, paragraphe 2 de la même loi), ce qui implique que les communes ont la responsabilité d'intégrer les coûts liés à cette collecte dans

leur planification budgétaire. L'exécution de cette responsabilité, de même que l'impact financier lié à l'arrêt de l'un des prestataires varient selon le système communal en place.

Ayant été informée de l'arrêt des activités du prestataire Kolping Lëtzebuerg ASBL, l'Administration de l'Environnement, en concertation avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, a notifié sans délai les syndicats concernés. L'Administration de l'environnement continue de suivre de près les démarches entreprises par les communes en vue d'assurer la continuité de la collecte séparée des déchets textiles.

ad 4) Selon l'étude « Les flux de textiles au Luxembourg » (2023)⁹, 5.450 tonnes de vêtements ont été collectées par année séparément (collecte dans les centres de ressources, collecte porte-à-porte, collecte par les conteneurs publics, dons directs) et 2.012 tonnes additionnelles par année ont été retrouvées parmi des déchets résiduels auprès des ménages et commerces. Considérant le volume total de 7.562 tonnes, ceci revient à 11,76 kg de textiles jetés par personne et par année.

ad 5) La préparation d'un avant-projet de loi visant à transposer la directive (UE) 2025/1892 dans le droit national, ainsi que les consultations avec les parties prenantes, sont en cours. Cet avant-projet définira notamment les modalités juridiques spécifiques relatives au fonctionnement du système de responsabilité élargie des producteurs (REP) pour le secteur des textiles au Luxembourg. La loi de transposition doit être intégrée dans le cadre national au plus tard en juin 2027, et la filière REP correspondante doit être mise en place par les producteurs concernés d'ici avril 2028.

.....
Absences liées à la fatigue chez les chauffeurs des transports publics | Question 3493 (21/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Middegkeet op der Aarbecht ass ee grouse Risiko fir Accidenter. Grad am ëffentlechen Transport ass et wichteg, dass Chauffere vu Gefierer zu all Zäitpunkt ausgerout sinn, fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze garantéieren. A fréiere parlamentaresche Froen (N° 0165, 0387 an 0831, 1005) hat ech dëst scho bei den CFL mat Hibleck op d'Roudeeg vun den Zuchführer thematiséiert.

A verschidde Fäll ass et scho virkomm, dass d'Leit, déi sech weinst Middegkeet vun der Aarbecht ofmelden, um Enn souguer nach vum Betrib dofir bestrooft ginn. Et stellt sech hei fir d'Chauffere vu Bus, Zuch, Taxi oder Tram d'Fro, wéi si sech uleeë sollen, wann si spieren, dass si midd an net fahrtüchteg sinn a wéi hei d'Middegkeet als Sécherheitsrisiko jee no Secteur bewäert gétt, well hei eng Hellewull un Normen (Gesetzestexter, Reglementer, intern Prozeduren etc.) fir verschidde Organisationen (CFL, Bussyndikater wéi den TICE, Privatfirmen etc.) existéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ginn Ennerscheeder an der Bewäertung vun der Absence duerch Middegkeet gemaach, zum Beispill tëschent de Chauffere vun den CFL, TICE, AVL, RGTR, Tram oder Taxi? Falls jo, wéi eng?
2. Kann d'Regierung een Iwwerbléck liwweren, wéi d'Absence weinst Middegkeet oder akute gesondheetleche Problemer, déi d'Fahrtüchtegkeet vun

⁹ Plaidons responsable by caritas.lu (2023), Les flux de textiles au Luxembourg.

Chauffer beanträchtegen, bei deenen uewe genannten Organisatioune reglementiert/gereegelt ass?

3. Gëllt Middegkeet an all dësen Organisatioune am Secteur vum öffentlichechen Transport als legitimme Sécherheetsgrond fir sech ofzemellen?

4. Wien dréit d'Verantwortung, wann et weinst d'Middegkeet vum Chauffeur zu engem Accident kënnt – am schlimmste Fall mat Verletzten?

5. Muss de Chauffeur, deen
– trotz Middegkeet op senger Aarbecht erschéngt,
– weinst Middegkeet net op senger Aarbecht erschéngt,
mat Disziplinarmaßnahmen oder Avertissementer rechnen?

6. Wéi soll ee Chauffeur reagéieren, wann en direkt oder indirekt vu sengem Virgesetzten ënnert Drock gesat gëtt, fir trotz Middegkeet oder akute Gesundheitsproblemer schaffen ze goen?

Réponse (13/01/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aus der aktueller Rechtslag ergëtt sech, datt d'Aarbeitsgesetzbuch keng spezifesch Bestëmmunge bezüglech den Absencen duerch Middegkeet respektiv der Bewäertung vun dësen Absencen virgesäit.

Des Weidere fënnst sech keng speziell Bestëmmung an de gëltege Kollektivverträge, engersäits fir d'Buschauffere vun de private Busunternehmen an andersäits fir d'Taxischaufferen.

Dëst gëllt gläichermoosse fir de Statut vum Personal vun de Lëtzebuerger Eisenbahnen („CFL-Personalstatut“ – groussherzoglechen Arrêté vum 26. Mee 1930, betreffend d'Geneemegung vum kodifizierten Text vum Statut vum Personal vun de Lëtzebuerger Eisenbahnen, an der jeeweileger gëlteger Fassung), souwéi fir déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen, déi op d'Chauffere vum TICE uwenbar sinn (geännert Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de generelle Statut vun de Gemeindebeamten, geännert groussherzoglecht Reglement vum 21. Oktober 1987 betreffend d'Aarbeitszäit an de Congé vun de Gemeindebeamten a geännert groussherzoglecht Reglement vum 15. November 2001 betreffend de Statut vun de Gemeinemployéen). Et gëtt keng systematesch Erfassung vun Absencen, déi explizit op Middegkeet zeréckzuführen ass, och well dës Informatioun der medezinescher Geheimhaltung ënnerläit.

ad 2. Wéi ënnert der Fro N°1 erwänt, gëtt et keng gesetzlech, statutaresh oder kollektivvertraglech Bestëmmungen, déi ausdrécklech d'Absencen weinst Middegkeet behandelen.

Mangels spezifischer Bestëmmungen ass et deemno ubruecht, op déi allgemeng gesetzlech Bestëmmungen zeréckzegräifen, nämlech op déi Reegelen, déi am Fall vun enger Absence weinst Krankheet oder Congé uwenbar sinn.

Falls de Salaré aus Grënn vu mentaler an/oder kierperlecher Gesondheet net an der Lag ass schaffen ze goen, huet hien d'Méiglechkeet, sech vun engem Dokter krankschreiwen ze loossen.

Geméiss dem Artikel L. 121-6 Paragraphen 1 an 2 vum Arbeitsgesetzbuch ass de Salaré, dee weinst Krankheet oder Accident net fäeg ass ze schaffen, verpflichtet:

– um éischten Dag vu senger Absence den Employeur perséinlech oder duerch eng drëtt Persoun dovunner a Kenntnis ze setzen, dëst mündlech oder schriftlech; a

– späitstens um drëtten Dag vu senger Absence, dem Employeur e medezineschen Attest virzuleeën, deen seng Aarbeitsunfähigkeit souwéi d'voraussichtlech Dauer vun der Absence attestéiert.

Et sief an dësem Zesammenhang och drop higewisen, datt vereenzelt kollektivvertraglech Bestëmmungen an intern Reegelen („règlements internes“) aner Reegele betreffend d'Absencen aus Grënn vu Krankheet kënnen virgesinn, déi a verschiddene Fäll liicht vun de gëltege gesetzleche Bestëmmungen ofwäichen kënnen. Dës Ofwäichungen dierfen allerdéngs am Prinzip net manner favorabel sinn, wéi dat wat an de gesetzleche Bestëmmunge virgesinn ass.

Doriwwer eraus huet de Salaré natierlech och d'Méiglechkeet, gesetzlech Congésdeeg unzefroen, fir sech auszerouen.

Et ass hei och ze bemierken, datt verschidde statutaresh a kollektivvertraglech Dispositiounen vun de gesetzleche Bestëmmungen iwwer de bezuelte järeleche Congé zu Gonschte vun de Salaréen ofwäichen.

Sou gesäit beispillsweis den Artikel 9 vum Kollektivvertrag fir d'Buschauffere vun de private Busunternehmen, souwéi och den Artikel 16 vum Kollektivvertrag fir d'Taxischaufferen zousätzlech Congésdeeg vir, déi dem Salaré op Basis vum Déngschalter an der Entreprise ugerechent ginn.

Des Weidere bezitt sech den Artikel 12 Paragraph 1 vum CFL-Personalstatut op d'Dauer vum Congé sou wéi e fir d'Staatsbeamte virgesinn ass (Artikel 28-2 vum geännerte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 dat den allgemeng Statut vun de Staatsbeamte festleet). Dësen entsprécht deemno aktuell 32 Congésdeeg.

CFL-Agenten si verpflichtet, all gesondheetlech Problemer sief et kierperlech oder psychesch, déi d'Ausféierung vum Service beaflossen, direkt ze mellen.

– Bei de Conducteurs vun den Zich gëtt all 3 Joer eng medezinesch Evaluatioun (no 55 Joer all Joer) vum Arbeitsdokter an all 10 Joer eng psychologesch Evaluatioun vum Arbeitspsycholog duerchgefouert, fir d'Aptitude ze kontrolléieren.

– Bei de Buschauffere gëtt all 3 Joer eng medezinesch Evaluatioun vum Arbeitsdokter duerchgefouert, fir d'Aptitude ze kontrolléieren.

Luxtram beispillsweis sensibiliséiert doriwwer eraus seng Chauffere reegelméisseg fir Theeme wéi Middegkeet, gesunde Liewensstil, a Medikamenter, déi d'Opmierksamkeit beaflossen, duerch intern Trainingscoursen.

ad 3. Wéi ënnert der Fro N° 2 erwänt, besteet fir de Salaré d'Méiglechkeet, vun engem Dokter krankgeschriwwen ze ginn, falls hien aus Grënn vu mentaler an/oder kierperlecher Gesondheet net fäeg ass fir schaffen ze goen.

Doriwwer eraus ass et wichteg ze erwänen, datt souwuel déi generell Bestëmmunge vum Arbeitsgesetzbuch, wéi och déi méi cibléiert statutaresh oder kollektivvertraglech Bestëmmungen, verschiddene Dispositiounen virgesinn, fir Middegkeetszustänn (souwäit wéi méiglech) ze vermeiden an domat d'Sécherheet vun de Salaréen, wéi och vun de Passagéier ze garantéieren.

Dëstbezüglech gesäit den Artikel L. 211-12 Paragraph 1 vum Arbeitsgesetzbuch beispillsweis vir, datt déi maximal Aarbeitsdauer vun 10 Stonnen pro Dag an 48 Stonnen pro Woch net dierf iwwerschritt ginn.

An dësem Zesammenhang kënnen och nach folgend méi spezifesch Aschränkungen erwänt ginn, déi duerch aner gesetzlech, statutaresh oder kollektivvertraglech Bestëmmunge virgesi ginn:

– Geméiss dem Artikel L. 211-32 Alinea 6, dierf d'Aarbeitszäit vun engem mobille Salaré, deen Nuetsaarbechter ass, 10 Stonnen am Duerchschnitt pro Period vu 24 Stonnen, berechent iwwer eng Period vu 7 Deeg, net iwwerschreiden.

– Den Artikel L. 215-6 Paragraph 1 vum Arbeitsgesetzbuch, wéi och den Artikel 52 Punkt 8.1. vum CFL-Personalstatut gesi vir, datt d'Dauer vun der Fuerzäit um Schinnennetz tëschent zwou deegleche Rouzäiten am Prinzip net 9 Stonnen am Fall vun Dagesaarbecht an 8 Stonnen am Fall vun Nuetsaarbecht iwwerschreiden dierf.

– Den Artikel L. 215-10 vum Arbeitsgesetzbuch, wéi och den Artikel 52 Punkt 15. vum CFL-Personalstatut limitéieren ausserdeem d'Unzuel un openee folgendene Nuetsournéer pro Salaré.

– Geméiss dem Artikel L. 214-6 Alinea 1 vum Arbeitsgesetzbuch an dem Artikel 16.1. Punkt c) vum Kollektivvertrag fir d'Buschauffere vun de private Busunternehmen dierf déi deeglech Aarbeitszäit vum Salaré am Prinzip net méi wéi 10 Stonnen pro Period vu 24 Stonnen iwwerschreiden, soubal de Salaré geruff gëtt, fir Nuetsaarbecht während der Nuechtperiod (d. h. tëschent Mëtternuecht a 5.00 Auer moies) auszuféieren.

Des Weidere ergëtt sech aus dem Artikel L. 211-16 Paragraph 1 vum Arbeitsgesetzbuch, datt, wann déi deeglech Aarbeitszäit méi wéi 6 Stonnen iwwerschreit, all Salaré, aus Gesundheits- a Sécherheitsgrënn, Usproch op eng oder méi bezuelten oder onbezuelte Pausen huet, déi un d'Natur vun der ausgeféierter Aktivitéit ugepasst sinn.

Iwwerdeems gesäit den Artikel L. 211-16 Paragraph 3 vum Arbeitsgesetzbuch vir, datt all Salaré an enger Period vu 24 Stonnen Recht huet op eng Rouzäit vu mindestens 11 openee folgende Stonnen.

Geméiss dem Artikel L. 231-11 Alinea 1 vum Arbeitsgesetzbuch hunn d'Salaréen ausserdeem Urecht op eng wéchentlech Rouzäit vu 44 openee folgende Stonnen, déi, souwäit wéi méiglech, de Sonndeg ëmfaasse soll.

Betreffend méi spezifesch déi mobill Salaréen, gesäit den Artikel L. 211-32 vum Arbeitsgesetzbuch vir, datt dës Usproch hunn op ee „repos suffisant“.

Ënner „repos suffisant“ versteet een, datt d'Salaréen iwwer reegelméisseg Rouzäite verfüegen, déi laang genuch an ouni Ënnerbriechung si fir ze verhënnere, datt si sech selwer verletzen oder hir Arbeitskollegen oder aner Persounen a Geför bréngen, an datt si hir Gesondheet op kuerz oder méi laang Siicht schiedegen, als Folleg vun der Middegkeet oder vun aneren onreegelméissegem Aarbeitsrhythmen.

Deemno huet, am Fall wou déi deeglech Aarbeitszäit 8 Stonnen iwwerschreit, de Salaré Urecht op eng deeglech (bezuelten oder net bezuelten) Rouzäit vun 9 Stonnen pro Period vu 24 Stonnen, souwéi vun enger onënnerbrachener wéchentlecher Rouzäit vu 36 Stonnen pro Period vu 7 Deeg.

An dësem Zesammenhang kann een zousätzlech nach folgend gesetzlech, statutaresh a kollektivvertraglech Bestëmmungen ernimmen:

– Den Artikel 5 Alinea 2 vum Kollektivvertrag fir d'Taxischauffere gesäit vir, datt ënnert de Pausen op d'mannst eng Paus eng Mindestdauer vun enger Stonn muss hunn.

– Bezüglech der deeglecher Rouzäit, gesäit den Artikel 8 vum Kollektivvertrag fir d'Taxischaufferen eng Dauer vun 12 openee folgende Stonnen vir.

– Den Artikel L. 215-4 Paragraph 1 vum Arbeitsgesetzbuch, wéi och den Artikel 52 Punkt 6.1. vum CFL-Personalstatut präziséieren, datt déi deeglech Rouzäit vun de Salaréen am Normalfall op 14 Stonnen festgulecht ass.

– Den Artikel 52 Punkt 13. vum CFL-Personalstatut präziséiert, datt all Salarié „[d]ans toute la mesure du possible“ duebel Roudeeg (2 Roudeeg hannereneen) soll kréien. En duebele Roudag ass definéiert mat minimum 62 Stonnen.

Follglech geet aus de verschiddeenen Texter ervir, datt eng Rei Moossnamen agefouert goufe fir ze vermeiden, datt Middegkeet e Risiko fir d'Sécherheet duerstelle kéint.

Bei den CFL ka Middegkeet e Grond sinn, fir de Service ofzebriechen an eng Relève unzefroen; den Agent gëtt da vum direkte Responsabelen en charge geholl. Eng Ofmeldung virun der Prise de service weinst Middegkeet ass net explizit an hirem interne Reglement virgesinn.

D'Aarbechtszäitgesetz an de Personalstatut gi streng Rouzäite vir. Dëst garantéiert, datt d'Agenten ausgerout an a voller Aptitude op d'Aarbecht kommen. Bei Zweifel un der Fahrtüchtheek – egal aus wéi engem Grond – ass den Agent verpflichtet, dat direkt ze mellen. Hie gëtt dann ofgeléist a vum direkte Responsabelen en charge geholl. Bei psycheschen oder medezinesche Problemer gëtt de Service de santé au travail mat abezunn.

An hirer Ausbildung gi Conducteuren a Buschaufferen op d'Thema „hygiène de vie“ am Zesummenhang mat de Schichtaarbechte sensibiliséiert.

Well Luxtram keng medezinesch Expertis huet, encouragéiert se de Chauffeur e Spezialist ze consultéieren, a réit de Chauffeuren dovun of, bei Krankheet ze fueren. Am Fall vu laangfristegem oder heefegem Feele ginn d'Chauffeuren un d'Médecine de travail (STM) verweisen, fir eng Evaluatioun duerchzuféieren an déi néideg Moossnamen ze bestëmmen.

ad 4. Well all Accident anescht ass, an an ennerschiddlechen Émstänn stattfënn, läit et an der Verantwortung vum den Enquêteuren an de Gerichter, iwwer all Fall an iwwer d'Haftung vun all betroffener Partei ze entscheeden.

ad 5. Nee, de Chauffeur muss an de genannte Fall net mat Disziplinar-moossnamen oder Avertissementer rechnen. No eisem dartzäitege Kenntnisstand besteet keng gesetzlech, statutaresh oder kollektivvertraglech Bestëmmung, déi d'Middegkeet als Grond fir eng disziplinaresch Sanktioun virgesäit, sief et well de Chauffeur trotz Middegkeet op der Aarbecht erschéngt oder well hie weinst Middegkeet net op der Aarbecht erschéngt.

Et sief an deem Kader betount, datt den Employeur, geméiss dem Artikel L. 312-1 Alinea 1 vum Aarbechtsgesetzbuch, verpflichtet ass, d'Sécherheet an d'Gesondheet vum de Salarié an all Aspekt vum hirer Aarbecht ze garantéieren.

Deemno muss den Employeur, laut Artikel L. 312-2 Paragraf 1 vum Aarbechtsgesetzbuch déi néideg Moossnamen zum Schutz vum der Sécherheet an der Gesondheet vum de Salarié huelen, inklusiv d'Präventioun vu beruffleche Risiken, d'Informatioun an d'Formatioun, souwéi d'Ariichtung vun enger adäquater Organisatioun an den néidege Mëttelen.

An dese Fall, wier et also prinzipiell fir een Employeur net opportun, eng disziplinaresch Moossnam géint de Salarié ze ergreifen.

Fir de Fall, datt de Salarié sollt mat enger Disziplinar-moossnam konfrontéiert ginn, wier him unzeroden, d'Gespréich mat sengem direkte Virgesetzte respektiv mam Employeur ze sichen. Falls dës Demarche sech net als erfollegräich erweise géif, kéint de Salarié sech och un d'Personaldelegatioun wenden, falls d'Gesellschaft iwwert eng Personaldelegatioun verfüügt.

Bei den CFL gëtt an der Reegel sou eng Situatioun net mat Disziplinar-moossname verfolgegt. An dese Fall gëtt den Agent am Betrib en charge geholl an adequat betreit.

Sollt sech awer eng gewëssen Heefegkeet weisen, wou en Agent weinst Middegkeet net méi apt ass, fir säi Service auszuféieren, kann eng Evaluatioun beim Aarbechtsdokter ugefrot ginn. Sollt eng Form vun Abus festgestallt ginn, kann et zu Disziplinar-moossname kommen.

Bei Luxtram ennerläit e Mataarbechter, deen sech krankheeshalber op der d'Aarbecht ofmellt, kenger disziplinaresch Moossnam oder Warnung. Am Géigesaz dozou muss e Mataarbechter, deen sech net fir d'Aarbecht mellt, e medezineschen Attest virleeën, deen déi ganz Absenceperiod ofdeckt, an dat bannent der gesetzlecher Frist.

ad 6. Betreffend de Fall wou de Salarié géif enner Drock gesat ginn, fir trotz Middegkeet oder akute Gesondheetsproblemer schaffen ze goen, verweise mir op d'Antwort énnert der Fro N° 5.

Wéi uewe vermierkt, huet den Employeur d'Flicht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vum de Salarié an all Aspekt vum hirer Aarbecht ze garantéieren an deemno muss hien déi néideg Moossnamen zum Schutz vum der Sécherheet an der Gesondheet vum de Salarié huelen.

Och an deem Fall géife mir dem Salarié deemno uroden, d'Gespréich mat sengem Virgesetzte respektiv mam Employeur ze sichen, oder sech, falls néideg, un d'Personaldelegatioun ze wenden.

Iwwerdeems huet de Salarié och d'Méiglechkeet, vun engem Dokter krankgeschriwwen ze ginn, falls hien aus Grënn vu mentaler an/oder kierperlecher Gesondheet net an der Lag ass fir schaffen ze goen.

Wann en CFL-Agent sech enner Drock gesat fillt, fir trotz Middegkeet oder akute Gesondheetsproblemer schaffen ze goen, soll hien de lösungsorientéierten Dialog mat sengem direkte Responsabele sichen a bei Bedarf d'Hierarchie consultéieren.

Als neutralen Uspriechpartner steet de Service de santé au travail zur Verfügung. D'Aarbechtsmedeziner vum den CFL huelen eng Decisioun bei Middegkeet oder akute Gesondheetsproblemer, gegebenefalls mam Médecin traitant, iwwert d'Aptitude vum concernéierten Agent.

D'Aschätzung vu Middegkeet als medezineschen Zoustand opläit de Gesondheetsfachleit an net dem operationelle Management vum den Operateure vum éffentlechen Transport.

Digitalisation de la procédure de l'ordonnance conditionnelle de paiement | Question 3494 (21/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Oft kënn et vir, dass Rechnungen, Loyeren oder aner Creancen onbezuelt bleiwen. Am Fall vu Streidereien ëm Geldfuerderungen énnert 15.000 € hunn d'Leit d'Méiglechkeet, fir um Friddensgericht d'Suen ze reklaméieren. Am Joer 2024 goufen eleng um Friddensgericht zu Lëtzebuerg iwwert 30.000 Ordonnancen agereecht, zu Esch bal 40.000 an zu Dikrech ronn 17.000.

D'Prozedur vum der „ordonnance conditionnelle de paiement“ ass awer nach ëmmer zimmlech ëmständlech. Déi betraffe Bierger:innen, kleng Betriber oder Independant müssen op PDF-Formularen zeréckgräifen, déi ausgedréckt, ënnerschriwwen an op classeschem Wee um Friddensgericht selwer müssen deposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Digitalisatioun des Froe stellen:

1. Firwat ass et aktuell nach ëmmer net méiglech, eng Requête en ordonnance conditionnelle de paiement beim Friddensgericht digital iwwer MyGuichet anzereechen, obwuel et sech ëm eng standardiséiert a vill genotzte Prozedur handelt?

2. Gëtt et konkreet Projeten oder eng Zäitschinn, fir dës Prozedur an Zukunft voll digital ofzewéckelen a falls jo, wéini ass domat ze rechnen?

Réponse (02/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Effektiv ass et aktuell net méiglech, eng Requête en ordonnance conditionnelle de paiement digital bei de Friddensgerichter anzereechen. Et gouf zwar scho Pläng, des Prozedur iwwer eng MyGuichet-Approche ze digitaliséieren an éischt Aarbechte fir sou e Projet hate schonns ugefaangen. Allerdéngs huet sech déi proposéiert Lösung bei den Analyse séier als onpraktikabel erausgestallt, esouwuel fir d'Bedierfnesser vum de Prozessparteien a vum de juristesche Berufsleit, wéi och fir d'Bedierfnesser vum de Greffieren a Magistraten, sou datt desen Usaz dee Moment opgi gi war.

ad 2. Als Deel vun engem méi grouse Projet, fir en Informationsportal fir d'Justiz opzebauen, deen och d'Gerichter digital „no bausse“ soll interconnectéieren, ass och geplangt, d'Prozedur vum der Ordonnance conditionnelle de paiement ze digitaliséieren. Aarbechten an deem Beräich sinn aktuell amgang.

Avenir de la collecte des textiles au Luxembourg | Question 3495 (21/01/2026) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Am Dezember 2025 kruten d'Offallsyndikater vum der Ëmweltverwaltung matgedeelt, dass de Prestataire, dee bis dato ëm déi 50 Prozent vum der Kleedersammlung via den orangë Container séchergestallt huet, op den 31. Januar 2026 mat där Aktivitéit géif ophalen. D'Syndikater goufen opgefuerdert, no Alternativen ze sichen, well d'Kleedersammlung laut dem Offallgesetz bei de Gemenge läit an des weiderhi muss séchergestallt ginn. De Syvicol ass dowéinst schonn am Dialog mat der Ëmweltverwaltung a mat alle betroffenen Acteuren-ricen, fir eng Lösung ze fannen, fir des Sammlung kuerz-, mëttel- a laangfristeg sécherzestellen, och am Hibléck op déi nei EU-Direktiv iwwert déi erweidert Responsabilitéit vum de Produzent:innen (Direktiv REP), déi een Impakt op d'Kleedersammlung wäert hunn an déi 2028 a Kraaft trëtt.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

1. Wat sinn déi neitsten Entwécklungen an deem Dossier?

2. Wéi eng Lösung gesäit den Ëmweltminister, fir d'Kleedersammlung weiderhi sécherzestellen, ouni d'Gemengen exzessiv ze belasteschten?

3. Wéi gedenkt den Ëmweltminister d'Direktiv REP ëmzesetzen?

Réponse (27/02/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nom Erhale vum der Notifikatioun iwwer d'Astelle vum den Aktivitéite vum Prestataire Kolping Lëtzebuerg ASBL, de 16. Dezember 2025, huet d'Ëmweltverwaltung, a Concertatioun mam Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, ouni Verzug déi betreffen Offallsyndikater informéiert.



D'Emwilverwaltung verfollegt d'Efforten, déi vun de verschidde Offfallsyndikater a Gemengen ennerholl ginn, fir d'Kontinuitéit vun der getrennter Sammlung vun Textiloffall op hirem Territoire weider sécherzestellen.

Laut den Informatiounen, déi der Emwilverwaltung virleien, sinn déi betreffen Offfallsyndikater a Gemengen aktuell dobäi, zukünfteg Prestatairë fir d'separat Sammlung vun Textilien ze evaluéieren. Dorënner falen och d'Sous-traitante vun der Kolping-Containersammlung, mat deenen Diskussiounen lafen, fir bei interesséierte Gemengen dat besteend Container-Netzwerk ganz oder deelweis weider ze bedriewen.

ad 2. Dës Fro gouf am Kader vun der Question parlementaire N° 3492 vum 21. Januar 2026 beäntwert.

ad 3. Dës Fro gouf am Kader vun der Question parlementaire N° 3492 vum 21. Januar 2026 beäntwert.

Protection des données lors de retraits en espèces | Question 3496 (21/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Kader vun de Gesetzter zur Bekämpfung vun der Geldwäsch an der Finanzéierung vum Terrorismus a kriminellen Aktivitéite goufen an de leschte Joren ëmmer méi Kontrollen agefouert, fir Finanztransaktiounen ze iwwerwaachen.

Allerdéngs gëtt et ëmmer méi Kritik vu ville Säiten, well et schéngt wéi wa verschidde vun dese Kontrollen iwwer d'Zil erausschëssen. Sou mussen zum Beispill Bankclienten, déi Boergeld vun hirem Bankkonto wëllen ophiewen, der Bank am Virfeld Auskonft driwwer ginn, firwat d'Sue genotzt ginn. D'Bank deet sech heibäi a verschidde Fäll net mat einfachen Erklärungen zefridde, mee freet och nach Beweisdokumenter, wéi zum Beispill Devisë fir de Kaf vun Artikelen.

Dëst werft d'Fro op, ob d'Kontrollen net virun allem gesetzestrei Bierger:innen treffen an enner Generalverdacht setzen, déi faktesch net méi fräi iwwert hir eege Sue verfüge kënnen, während Krimineller ganz aner Méiglechkeeten notzen, fir dës Kontrollen ze ëmgoen. Vill privat Bankclientë fillen sech bei dese Kontrollen enger Willkür vun de Banken ausgesetzt.

An deem Zusammenhang wëilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Justiz dës Fro stellen:

1. Op wéi enger konkreter gesetzlecher Grondlag dierfe Banken zu Lëtzebuerg bei Borgeldophiewungen de Client nom Zweck vun der Notzung froen?
2. Dierf d'Bank eng Borgeldophiewung refuséieren a falls jo, wéi kann ee Client sech dogéint wieren?
3. A wéi enge Fäll dierf eng Bank no Beweisdokumenter froen, fir eng Borgeldophiewung ze erlaben?
4. Wéi sollen sech Bankclienten uleeën an u wie solle si sech wenden, wa si mengen, dass hir Bank eng willkürlech Decisioun geholl huet?
5. Wéi vill Reklamatiounen vu Clientë si wéinst Decisiounen an deem Kontext bei de fir Banken zoustännegen öffentleche Verwaltungen agaangen?
6. Wéi eng Richtlinnen oder Empfehlung vum Staat oder der CSSF existéieren, déi d'Borgeldophiewungen encadréieren, a wéi gëtt verhënnert, datt et zu willkürlechen oder disproportionierte Kontrolle kënnent oder d'Donnéeë vun de Clientë mësbrauch ginn?
7. Wéi eng öffentlech Verwaltungen hunn een direkten Zougrieff op d'Clientsdonnéeë bei de Banken?
8. Wéi eng öffentlech Verwaltungen kënnen sech een Zougrieff op d'Clientsdonnéeë bei de Banken ufroen, zum Beispill am Kader vu Kontrollen?

Réponse (02/03/2026) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances | Mme Elisabeth Margue, Ministere de la Justice

D'Kreditinstituter an aner Professioneller aus dem Finanzsecteur ennerleien dem ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Bekämpfung vun der Geldwäsch an der Finanzéierung vum Terrorismus souwéi den dozou gehéierege Reglementer a Circulairë vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Op Basis vun deem Kader si si verpflichtet, eng risikobaséiert Approche („approche fondée sur le risque“) géintwuer hire Clienten unzewenden an eng permanent Iwwerwaachung vun der Geschäftsbeziéung ze garantéieren.

An deem Kontext kënnen d'Instituter verpflichtet sinn, no der Natur an dem Zweck vun enger Transaktioun ze froen, inklusiv bei enger Borgeldophiewung, wann d'risikobaséiert Analys dat erfuerdert. Dës Verpflichtung ass net un e fixe gesetzleche Betragsschwellewäert gebonnen, mee hänkt vun der individueller Bewäertung vun Risiko of, déi d'Bank am Aklang mat de gesetzleche Bestëmmungen duerchzeféieren huet.

Wann d'Erklärungen oder d'Informatiounen, déi de Client liwwert, net als genuch oder plausibel ugesi ginn, oder wann e raisonnabele Verdacht op Geldwäsch oder Terrorismusfinanzéierung besteet, kann d'Bank d'Ausféierung vun der Transaktioun refuséieren am Aklang mat de Bestëmmung vum genannte Gesetz.

Wat d'Fro no zousätzleche Beweisdokumenter ueegt, esou kënnen d'Instituter, am Kader vun hire gesetzlechen Obligatiounen, ergänzend Informatiounen oder Dokumenter ufroen, wann dëst am Kader vun der konkreter Situatioun als néideg a proportiونيéiert ugesi gëtt. Och hei gëllt de Prinzip vun der risikobaséierter Approche.

Zousätzlech zu de gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmungen am Beräich vun der Bekämpfung vun der Geldwäsch an der Terrorismusfinanzéierung déngen den National Risk Assessment (NRA) souwéi déi jeeweileg sektoriell Risk Assessments als weidere Referenzkader fir d'Identifikatioun an d'Bewäertung vu Risiken am Finanzsecteur. Ausserdeem publizéiert d'CSSF reegelméisseg Reglementer, Circulairen, FAQen an aner Kommunikatiounen, an deene si konkret Guidance gëtt, wéi déi uwendbar gesetzlech Dispositiounen am Aklang mat enger risikobaséierter Approche ëmzesetze sinn. Am Kader vun hirem Iwwerwaachungsaufgab iwwerpréift d'CSSF d'Ëmsetzung vun dese Bestëmmungen duerch d'Instituter.

Clienten, déi der Meenung sinn, datt eng Decisioun vun hirem Bank ongerechtferdegt oder disproportional ass, kënnen fir d'ëischt d'Reklamatiounsprozedur vun hirem Bank uwenden. Sollt keng zefriddestellend Léisung fonnt ginn, besteet d'Méiglechkeet, eng Reklamatioun bei der CSSF anzerechen, déi am Kader vun hirem Mandat d'Behandlung vu Clientsreklamatiounen géintwuer beopsiichtegten Instituter assuréiert.

D'CSSF huet säit 2020 insgesamt 4 Ufroen betreffend dës Problematik am Kader vun de Reklamatiounen kritt. An 3 vun dese 4 Fäll ass déi betrafte Persoun – nodeems se vun der CSSF d'Konditiounen matgedeelt kritt huet, fir hir Reklamatioun offiziell anzerechen (Formulaire ausfüllen etc.) – net méi op d'CSSF zéréckkomm. An 1 vun dese 4 Fäll, ass d'Reklamatiounsprozedur ugewant ginn – dee Fall hat awer ganz spezifesch Elementer, esou dass kee Konsens tëscht de Parteie fonnt ginn ass.

Schliisslech ass ze preziséieren, datt öffentlech Verwaltungen net iwwer en allgemengen oder direkten Zougrieff op Clientsdonnéeë bei Banke verfügen. E

méiglechen Zougrieff kann nëmmen op Basis vun enger explizitter gesetzlecher Grondlag an am Kader vun enger formeller Prozedur erfollegen, beispillsweis am Kontext vun enger strof- oder finanzrechtlecher Enquête. Dobäi sinn d'Prinzipie vun der Legalitéit, der Noutwendegkeet an der Proportionalitéit strikt anzehalen.

Contrôle médico-sportif | Question 3497 (21/01/2026) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Selon l'annonce officielle du Ministère des Sports, le Service médico-sportif et la Division médico-sportive ont été fermés du 12 au 18 janvier 2026 dans le cadre d'un déménagement et ont repris les activités le 19 janvier 2026.

Il m'a été signalé par des clubs sportifs et des athlètes qu'à la suite du déménagement, des retards auraient été constatés dans la transmission des résultats des examens médico-sportifs aux clubs et fédérations sportives. Ces délais peuvent, dans le pire des cas, avoir pour conséquence, l'empêchement d'athlètes à participer à des compétitions pour absence de licence dûment validée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Sports :

- 1) Quelle est l'incidence de la période de fermeture sur les délais de transmission des résultats aux clubs et fédérations sportives concernées ?
- 2) Combien de résultats n'ont pas été transmis pendant la période de fermeture ?
- 3) Quels moyens concrets le ministère entend-il déployer pour assurer que ces retards n'entravent pas la participation des athlètes à leurs compétitions ?

Réponse (09/02/2026) de Mme Martine Hansen, Ministere des Sports

ad 1) La période de fermeture communiquée du 12 au 18 janvier 2026 a pu être réduite de sorte que les activités administratives ont été reprises dès le 16 janvier. Avant de se prononcer sur une éventuelle incidence de cette période de fermeture sur les délais de transmission des résultats, il y a lieu de rappeler que la validité des aptitudes sportives expire au 31 décembre de l'année N. Dès lors, l'éventuel impact de cette période se limiterait aux premières licences.

ad 2) Nous ne disposons pas de données permettant de chiffrer le nombre de dossiers impacté pendant la période de la fermeture, toute quantification précise d'un tel impact relèverait dès lors de la spéculation.

ad 3) Mes services sont pleinement conscients de l'importance de leur mission pour le bon déroulement des activités sportives des licenciés et de leurs clubs. Ils veillent quotidiennement, dans la limite des cadres réglementaires applicables, à faire preuve de la flexibilité nécessaire dans le traitement des dossiers, afin de rendre possible dans les meilleurs délais la participation des athlètes aux compétitions sportives.

Placements d'enfants dans le contexte de la perte du logement | Question 3498 (21/01/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vill verschidde Situatiounen kënnen zu engem Placement vum Kand féieren, wou de Placement ëmmer déi lescht Moosnam ass, déi geholl gëtt. Am Kader vun enger rezentere parlamentarescher Fro N° 3190 hunn d'Ministere mer Zuelen an Informatiounen zu de Signalementen a Placementer am Beräich vum Jugendschutz geliwwert.

Mengen Informatiounen no ass et an der Vergaangenheet och schonn zu Placementer komm, opgrond dovunner, dass Familljen hir Wunneng verluer hunn an d'Elteren net direkt relogéiert kënnen. Dëst ass zum Beispill de Fall vu Locatairë bei engem Deguerpissement, wou dacks eng Persoun vum Office social präsent ass, déi d'Situatioun begleet an eng temporär Plazéierung organiséiert.

Fir déi betraffe Famillje bedeit dëst eng duebel Belaaschtung: Nieft dem Verloscht vun der Wunneng gi si och temporär vun hire Kanner getrennt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann et zu engem Placement kommen, just duerch, dass eng Famill hir Wunneng verléiert oder aus enger Wunneng erausgehéit gëtt (Deguerpissement)?
2. Geet de Verloscht vun der Wunneng duer oder mussen nach aner Krittären erfëllt sinn, déi de Placement vum Kand legitiméieren?
3. A wéi vill Fäll koom et an de leschte Joren zu enger Plazéierung vu Kanner (Mesures de garde provisoire du tribunal de la jeunesse) am Zesammenhang mat engem Deguerpissement oder Wunnengsverloscht vun den Elteren?

Réponse (03/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Wann eng Famill mat Kanner hir Wunneng verléiert oder aus enger Wunneng erausgehéit gëtt, kann dëst tatsächlech zu enger geriichtlech ugeuerdenter Ennerbréngung vun de Kanner féieren. E Mannerjärege, deen op der Strooss liewe muss, riskéiert am Sënn vum Artikel 7 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwer de Jugendschutz a Gefor ze sinn. Obdachlosegkeet, mat all de Problemer, déi domat erhierginn, huet en Afloss op d'kierperlech a mental Gesondheet, d'Bildung an d'Entwécklung vum Kand.

Dëst gëtt awer ëmmer am Eenzelfall gekuckt an entscheet, sou dass eng eventuell Plazéierung vun engem Kand, wat seng Trennung vun der Famill mat sech bréngt, ëmmer als lescht Mëttel ugesi gëtt, wa keng aner Léisung mat Hëllef vun de soziale Servicer fonnt ka ginn. Ier eng Plazéierung ugeuerdent gëtt, probéiert de Jugendriichter ëmmer iwwer de SCAS d'Gemengen ze mobiliséieren, fir eng Noutwunneng oder aner temporär Léisungen, z. B. Hoteller ze fannen, fir d'Plazéierungsmoosnam ze vermeiden.

Wann d'Plazéierung trotzdeem decidéiert gëtt, ass de Manktem un Ennerkonft an de meeschte Fäll net deen eenzege Grund fir dës geriichtlech Schutzmoosnam. Dacks sinn aner Problemer domat verbonden, wéi psychiatresch Problemer bei den Elteren, Vernoléissegung vum Kand, Erziéungsschwierigkeiten oder Gewalt.

ad 3. Den informatesche System, dee fir d'Gestioun vun den Dossiere bei de Justizautoritéite benotzt gëtt, erlaabt et net, d'Dossieren a Funktioun vum Grund vun engem Placement ze selektionéieren, sou datt et net méiglech ass, déi gefroten Zuele präzis ze liwweren. Allerdéngs kann ee soen, datt esou Fäll zimmlech rar sinn, well dacks mat Zäit eng Léisung fir eng nei Wunneng fonnt gëtt oder d'Famill an d'Ausland plënnert an d'Kanner sou der Kompetenz vun de lëtzebuergesche Geriichter entziit. Ausserdeem, wéi uewen uginn, ass et extrem rar, datt e Kand nëmmen aleng wéinst enger Expulsioun placéiert gëtt. D'Ursaache fir eng geriichtlech Plazéierung si bal ëmmer multifaktoriell.

Aides en faveur de la presse | Question 3499 (22/01/2026) de **M. André Bauler** | **M. Guy Arendt** (DP)

D'Pressehëllef ass en essentielt Element vun enger pluralistescher Meedielandschaft. Dës finanziell Ennerstëtzung mécht den Informatiounszougang fir de Bierger méi liicht. D'Aarbecht vun de Journaliste gëtt heimat nach eemol valoriséiert.

Iwwer d'Gesetz vum 30. Juli 2021 fir d'Pressehëllef gi verschidde Publikatiounen ennerstëtzt, a kënnen esou hirer Missioun besser a méi effizient nogoen. Duerch Konventiounen mam Staat ginn och Radiosenderen, wéi zum Beispill de Radio 100,7 oder och nach d'CLT-UFA/RTL ennerstëtzt.

An deem Kader wollte mir der Madamm delegéiert Ministesch fir Meedien a Connectivitéit folgend Froe stellen:

1. Si säit 2023 weider Publikatiounen bäikomm, déi duerch d'Pressehëllefgesetz vum 2021 e Recht op eng finanziell Ennerstëtzung hätten oder schonn an Usproch huelen? Falls jo, wéi vill?
2. D'Pressehëllefgesetz definéiert d'Aide à la presse op zwee Niveauen: eng fix Hëllef an zousätzlech finanziell Ennerstëtzung pro Beruffsjournalist. Wéi hu sech d'Montanten, déi un Aiden ausbezuelte ginn, säit 2021 a bis 2025 entwéckelt? Ass eng Opschlëssung vun den Hëllef méiglech?
3. D'Konventiounen mat deenen eenzele Meedienhaiser beinhalten och eng Rei Konditiounen. Wéi gëtt kontrolléiert, dass déi virgeschriwwen Krittären erfëllt ginn?
4. Eng vun de Konditiounen, déi déi verschidde Publikatiounen a Meedienhaiser sollen erfëllen, ass d'Accessibilitéit vun den Inhalter. Wéi wäit sinn dës Konditiounen haut schonn erfëllt? Gëtt et konkret Strategien, fir d'Accessibilitéit weider auszubauen?

Réponse (05/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Zënter 2023 sinn am Kader vum Gesetz vum 30. Juli 2021 iwwer en Hëllefregime zugonschte vum professionelle Journalismus nei Publikatiounen an de verschidde Piliere vum Pressehëllefregime derbäikomm.

Konkreet handelt et sech ëm:

- Am Beräich Promotion du journalisme: Femmes Magazine, lesfrontaliers.lu, chronicle.lu.
- Am Beräich Éducation aux médias et à la citoyenneté: Brennpunkt Drëtt Welt, Konterbont a queer.lu.

Domat sinn zënter 2023 insgesamt 6 nei Meedienofferer an de gesetzleche Pressehëllefregimere opgeholl ginn.

Eng nei projetsbezunnen Aide „de minimis“, wéi am Projet de loi 8421 virgesinn, soll de Krees vu potentielle Beneficiairen nach zousätzlech erweideren.

ad 2. D'Pressehëllefgesetz gesäit eng zweestufeg Struktur vun der finanzieller Ennerstëtzung vir, besteeënd aus enger fixer Basiszuwendung („part fixe“) an enger zousätzlecher Hëllef pro Beruffsjournalist („aide à l'activité rédactionnelle“).

D'Donnéeë betreffend d'ausbezuelte Montante sinn ëffentlech zugänglech iwwer d'Plateforme des données ouvertes luxembourgeoise (<https://data.public.lu/fr/datasets/aide-a-la-presse-2025/>).

Am Joer 2021 goufen am Ganzen 8.022.669 Euro un d'Editeuren ausbezuelte. Am Joer 2025 huet sech dës Montant op 11.104.354 Euro belaf. Dat entsprécht enger Erhéijung vu ronn 38,4 % tëscht 2021 an 2025.

ad 3. D'Krittären, déi fir d'Zougangsberechtigung zu de Pressehëlfelefen erfëllt musse ginn, sinn am Gesetz

vum 30. Juli 2021 definéiert. D'Gesetz gesäit vir, datt den Editeur den zoustännege Minister muss sans délai informéieren an d'Aide muss rembourséiere sou bal hien ee vun de Critères d'éligibilité net méi erfëllt.

D'Kommissioun „Aide à la presse“ ass chargéiert, de Respekt vun de Critères d'éligibilité festzustellen a ggf. en Avis zu der Restitutioun vun der Aide ze huelen.

D'Konventiounen verpflichten d'Publicatiounen, eemol am Joer e Rapport ofzeleeën iwwer d'Erfüllung vun hiren duerch d'Konventiounen definéiert Missiounen. Dozou komme stéchprouwenaarteg Kontrolle während der gesamter Lafzäit vun der Konventioun.

ad 4. Fir d'Beneficiairë vun der Pressehëllef ze sensibiliséieren iwwer d'Wichtigkeet vun der Accessibilitéit vu journalisteschen Inhalter fir Persoune mat engem Handicap, gesäit d'Pressehëllefgesetz eng Obligatioun vun Transparenz vir betreffend d'Mesuren, déi d'Editeuren huelen, fir d'Accessibilitéit vun hire Publicatiounen ggf. ze verbessern.

Dës Mesurë sinn an de jeeweilige Rapports d'activité vun de Meedienhaiser ze fannen. Virum annuellen Ausbeuele vun der Part fixe mussen d'Editeuren ë. a. dës Rapport d'activité ofliwweren.

Den Artikel 14 am Projet de loi 8421 soll d'Obligatioun vun der Publicatioun vun dësen Informatiounen nach weider kloerstellen.

Suites judiciaires des accidents du travail | Question 3500 (22/01/2026) de **M. Dan Hardy** | **M. Michel Lemaire** (ADR)

De Sonndeg, 11. Januar 2026, ass een 49 Joer ale Matarbechter vu „Kronospan Luxembourg SA“ duerch en tragescht Aarbechtsaccident, dat den Dënschdeg, 6. Januar 2026, geschitt war, un de Suite vun senge Blessurë gestuerwen.

D'ITM féiert Enquëten am Fall vun engem Aarbechtsaccident duerch fir feststellen, wéi eng Bestëmmungen aus dem Code du travail net respektéiert goufen, wouduerch et zum Accident komm ass. No Ofschluss vun dësen Enquëte ginn d'Procès-verballen, wéi am Artikel L. 614-12 Punkt (3) vum Code du travail virgesinn, un de Procureur d'État iwwermëttelt.

An dësem Kontext hu mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Procès-verballen huet d'Justiz zanter 2020 vun der ITM iwwermëttelt kritt, déi am Zesammenhang mat Aarbechtsaccidenter erstallt goufen?
2. A wéi ville Fäll ass zanter 2020, nodeems de Procès-verbal un d'Justiz iwwermëttelt gouf, den Dossier vun der Justiz ouni Suite clôturéiert ginn? A wéi ville Fäll ass den Dossier mat enger Verwarnung un den Employeur ofgeschloss ginn? A wéi ville Fäll ass den Dossier duerch e „jugement sur accord“ ofgeschloss ginn? A wéi ville Fäll huet den Dossier zu enger penaler Verurteilung gefouert?
3. Wéi oft huet de Ministère public den Aarbechtsminister an den Direkter vun der ITM iwwer d'Suite vun de Procès-verballen informéiert, ewéi et am Artikel L. 614-12 Punkt (4) vum Code du travail virgesinn ass?
4. Falls dës Informatioun net systematesch weidergeleet gëtt, wéi erkläert d'Justizministesch d'Ausbleiw vun enger konsequenter Kommunikatioun?

Réponse (02/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1. Vun Ufank 2021 bis Enn Januar 2026 huet d'ITM am Ganze 464 Procès-verballen un d'Justiz iwwermëttelt. Dës Zuel setzt sech folgendermoossen zesummen: ↑

ad 2. Déi Tableauen heidrënner resuméieren déi disponibel Zuelen. Et ka sinn, dass ee Procès-verbal ee Joer erakomm ass, an awer réischt dat Joer drop traitéiert gouf.

Klasséiert Affairen ad acta an Avertissementen¹⁰: ↑

Inscriptiounen am Casier judiciaire¹¹: ↑

Wat déi niddreg Unzuel u Verurteelunge betrëfft, ass drop hinzewisen, dass hei ausschliesslech definitiv Urteeler berécksiichtegt ginn, déi coulés en force de chose jugée sinn, also rechtskräfteg.

Verschiede Prozedure befannen sech och nach an der Enquête- oder Instruktiounsphas. An aneren Dossiere gëtt et zwar schonn Urteeler, dës sinn awer nach net definitiv oder sti kuerz virun enger Citatioun virun d'Audienz.

ad 3. A 34 Fäll huet de Ministère public d'ITM iwwert d'Suite vun de Procès-verballen informéiert.

ad 4. Et besteet e reegelméisseg Austausch tëscht de Parqueten an der ITM. Vun dësem Joer u kritt d'ITM och all Joer eng Lëscht vun allen Affären zougestallt, an deenen si e Protokoll opgeholl huet, an dat vun deenen zwee Parqueten.

Organisation d'un championnat d'Europe d'athlétisme en salle au Luxembourg | Question 3501 (22/01/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Angesichts des immer grösser werdenden Erfolgs des „CMCM Leichtathletikmeetings“ in der Coque, hat der europäische Leichtathletikverband dem Luxemburger Verband (FLA) angeboten, eine der nächsten Hallen-Europameisterschaften zu organisieren.

Da diese aufwändige Organisation nicht von FLA und der Coque allein gestemmt werden kann, bedarf es der Unterstützung der Luxemburger Regierung. Erste Kontakte soll es in dieser Hinsicht bereits gegeben haben.

Deshalb unsere Fragen an die Sportministerin:

– Ist die Luxemburger Regierung bereit die eventuelle Bewerbung für eine nächste Hallen-EM zu unterstützen?

– Ist sie bereit, einen Teil der dafür notwendigen Budgetmittel zur Verfügung zu stellen?

– Wann könnte eine solche EM frühestens stattfinden?

Réponse (09/02/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre des Sports

Die Regierung steht der Durchführung bedeutender internationaler Sportveranstaltungen in Luxemburg grundsätzlich offen gegenüber. Details zu möglichen Terminen oder benötigten Budgetmitteln bezüglich der Ausrichtung einer Hallen-Europameisterschaft in Luxemburg liegen noch nicht vor, so dass es verfrüht ist konkrete Aussagen diesbezüglich zu tätigen.

Allocations familiales et enseignement à distance | Question 3503 (22/01/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Den Artikel 271 (2) vum Code de la sécurité sociale gesäit vir, dass d'Recht op d'Familljeleschtunge bis zum Enn vum 25. Liewensjoer bestoe bleift, wann de Jugendlechen eng Ausbildung am klassesche Secondaire oder am Secondaire général mécht. Dat

¹⁰ Par année de l'événement ad acta.

¹¹ Par année de décision coulée en force de chose jugée.

gëllt och, wann de jonke Mënsch eng spezialiséiert Schoul oder e Kompetenzzentrum fir psychopädagogesch Spezialbetreiung besicht. Allerdéngs schreift den Artikel 271 och vir, dass d'Ausbildung muss „sur place“ gemaach ginn. Groussjäreger, déi also en „enseignement à distance“ maachen, z. B. den E-Bac, oder am Homeschooling sinn, hu kee Recht op Kannergeld. Dat gëllt och fir déi, déi am Sënn vum Artikel 274 vum Code de la sécurité sociale eng physisch oder eng mental Beanträchtegung vu mindestens 50 Prozent hunn. Si hunn deemno och kee Recht op eng „allocation spéciale supplémentaire“.

An deem Zesammenhang wéilt ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an un den Här Bildungsminister stellen:

– Wéi schätzt de Minister d'Situatioun vu Jugendlechen a Situatiounen vu Beanträchtegung an, déi aus gesondheetlechen oder mentale Grënn net „sur place“ kënnen enseignéiert ginn, mä op een Enseignement op Distanz ugewise sinn?

– Ass d'Regierung bereet, den Artikel 271 (2) vum Code de la sécurité sociale nei ze formuléieren, fir all Ongläichbehandlung tëscht Jugendlechen, onofhängeg vun hire spezifesche Bedierfnisser an onofhängeg vun der Form, an där den Enseignement gehale gëtt, ofzebauen, fir esou sécherstellen, dass all déi betrafte Persounen Zougang zum Kannergeld an der „allocation spéciale supplémentaire“ kréien?

– Ass de Minister bereet, zesumme mat de betraffenen Acteuren-ricen, ze präwien, wéi den Artikel 271 (2) esou kéint ugepasst ginn, dass en den aktuelle Realitéite vun der schoulescher Inklusioun an den technologesche Méiglechkeete Rechnung dréit, ouni dobäi Mëssbrauch ze begëschtegen?

– Ass de Minister der Meenung, dass eng Ännerung an deem Sënn och kéint derzou bäidroen, den „décrochage scolaire“ bei de betraffene Persounen ze verhënneren?

Réponse (03/03/2026) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Konditiounen, fir datt Kanner ab 18 Joer nach e Recht op Kannergeld hunn, sinn am Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale festgehal. Den Artikel 271 Paragraf 2 seet Folgendes:

„Le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis en faveur de l'enfant qui :

a) poursuit effectivement, sur place dans un établissement d'enseignement, à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine des études secondaires classiques, secondaires générales ou y assimilées ;

b) poursuit effectivement, sur place et à titre principal des études ou une formation adaptée à ses capacités dans un institut spécialisé de formation ou centre de compétence en psychopédagogie spécialisée ;

c) poursuit un apprentissage suivant les dispositions de l'article L. 111-1 et suivants du Code du travail et dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum.“

Déi Dispositiounen fannen hiren Ursprung am Gesetz vum 23. Juli 2016, dat ënner anerem den Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale op deem Punkt modifizéiert, erëm, a sinn och an den Travaux parlementaires zu deem Gesetz explizéiert ginn (Doc. parl. Nr. 6832, S. 33). De Gesetzgeber präziséiert hei, datt d'Finalitéit vum Kannergeld doranner besteet, fir

Menagen ze ënnerstëtzen, an deene Kanner present sinn. Et geet hei wuelgemierkt ëm déi Kanner, déi kee Verdéngscht hunn, also net kënnen schaffen. Forcement kënnen Kanner, déi op der Plaz an enger Schoul während enger festgesater Zäit hir Formatioun maachen, net schaffen.

Par contre, ass dat net bei Kanner, déi en E-Bac maachen, de Fall. Donieft gëtt et nach aner Formatiounen, déi och zu engem Bac kënnen féieren an déi sech eebe grad u Leit riichten, déi schaffen, wéi zum Beispill déi Formatiounen, déi an Owescoursen ugebuede ginn.

Well et awer ganz schwéier ass, fir hei eng Grenz ze zéien an ze kontrolléieren, wien elo enger Aarbecht noget a wien net, an domat de Risiko fir Abusen an d'Luucht géif goen, huet de Gesetzgeber sech dofir entscheet, fir déi Kanner ze viséieren, déi hir Etüden an der Schoul maachen.

Soutien de l'État aux associations de pédiatrie sociale | Question 3504 (22/01/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Zu Lëtzebuerg sinn eng Rei vun Associatiounen am Beräich vun der Sozialpediatrie aktiv. Wéinst hirer ganzheetlecher Approche si si dacks déi lescht Hoffnung fir Famille mat Kanner, déi mat sozialen, psycheschen a gesondheetleche Problemer ze kämpfen hunn.

An deem Kontext wéilt ech gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheets- a Sozialministesch stellen:

– Wéi vill Associatiounen, déi am Beräich vun der Sozialpediatrie aktiv sinn, hunn eng Konventioun mam Staat?

– Mat wat fir engem Betrag ginn déi eenzel Associatiounen ënnerstëtzt?

– Wéi vill Posten, mat wat fir engem Profill, ginn an deem Beräich subventionéiert?

– Wat sinn déi exakt Missiounen, déi an der Konventioun festgehele sinn?

– Wéi ginn d'Associatiounen kontrolléiert?

Réponse (17/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Fir d'Joer 2026 finanziéiert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet insgesamt 21,96 MEUR fir Personal- a Fonctionnementskäschten iwwert Konventiounen mat 8 Strukturen, déi am Beräich vun der Sozialpediatrie aktiv sinn, mat follgender Opdeelung: ↑

Iwwert dës Konventiounen finanziéiert de Ministère am Ganze ronn 137 Vollzäitequivalente (ETP), déi follgendermoossen opgedeelt sinn:

- Sozialaarbechter (Assistant social): 23 ETP
- Infirmieren: 18 ETP
- Psychologen: 18 ETP
- Dokteren: 15 ETP
- Anert Gesondheetspersonal (Kinesitherapeuten, Ergotherapeuten, Logopeden, Orthophonisten, Sporttherapeuten): 30 ETP
- Erzéier: 4 ETP
- Administratiivt Personal: 29 ETP

All konventiéiert Strukturen hunn en Agreement an ënnerleie reegelméisseg Kontrollen.

Déi technesch a fachlech Aspekter ginn duerch d'Gesondheetsdirektioun am Kader vu Visitten op der Plaz iwwerpréift.

Déi finanziell a reglementaresch Aspekter ginn duerch Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet op Basis vun Aktivitéitsberichter, Decompten a Comptabilitéitsdokumenten kontrolléiert.

Cyberattaque DDoS contre des sites étatiques | Question 3505 (22/01/2026) de Mme Diane Adehm (CSV)

De Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) huet confirméert, datt et den 20. Januar 2025 tëschent 7.58 Auer an 8.39 Auer zu enger DDoS-Attack op verschidde staatlech Internetsäite komm ass, déi ënner dem Domaine „public.lu“ gehost ginn. Während ronn 41 Minutte waren dobäi verschidde Servicer, dorënner beispillsweis „myguichet.lu“, net erreechbar.

Bei enger DDoS-Attack ginn d'Internetsäiten duerch massiv Ufroen iwwerlaascht, sou datt se fir d'Benotzerinnen a Benotzer net méi accessibel sinn. Et ass net déi éischte Kéier, datt de CTIE vun esou Attacke viséiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech gäre folgend Froen un d'Madamm Minister fir Digitaliséierung stellen:

– Wéi eng staatlech Internetsäite waren den 20. Januar 2025 konkret betraff a wéi laang waren déi jeeweileg Sitten net accessibel?

– Kann d'Madamm Minister preziséieren ob et sech ëm eng vereenzelt an isoléiert Attack gehandelt huet oder ass se a méi engem grouse Kontext ze gesinn a steet am Zesummenhang mat deenen anere rezenten Attacken?

– Leeft d'IT-Infrastruktur vum CTIE iwwer POST? Wa jo, ass d'Attack bei POST geschitt oder direkt beim CTIE?

– Wéi séier konnt déi Attack detektéiert ginn?

– Wéi eng Sécherheets- a Schutzmoosname waren zu deem Zäitpunkt aktiv a hunn dës Moosname wéi virgesi gegräff?

– Gëtt et Hiweiser iwwer d'Hierkonft vun der Attack?

– Waren nieft staatleche Säiten och privat Entreprisé viséiert?

– Kann d'Madamm Ministesch ausschléissen, datt Donnéeë geklaut gi sinn oder et zu soss engem Schued komm ass?

– Wéi eng konkret Verbesserung si virgesinn, fir d'Resilienz géint änlech Attacken zousätzlech ze stäerken?

Réponse (13/02/2026) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Duerch eng DDoS-Attack waren d'Internetsitten, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologë vum Staat (CTIE) am „public.lu-Domaine“ hebergéiert ginn, zum groussen Deel den 20. Januar moies tëschent 7.58 an 8.39 Auer net méi erreechbar.

Eng DDoS-Attack (Distributed Denial of Service) ass en Ugrëff, bei deem e Webservice duerch eng extreem héich Unzuel un Internetrequëten aus villen ënnerschiddleche Quellen iwwerlaascht gëtt. De But ass net Donnéeën ze klauen, mee dofir ze suergen, dass e Webservice net méi disponibel oder zumindest gestéiert ass. An dësem Fall war d'Internetpräsenz vum Staat gestéiert. D'Sitte vun de Ministère an Administratiounen op „gouvernement.lu“ souwéi d'App vu myguichet.lu an déi staatlech Back-Officë ware weider accessibel.

Cyberattaque sinn en dynamesche Prozess, bei deenen d'Ugräifer regelméissig nei Methoden an Techniken entwéckelen, fir d'Sécherheetsmesuren, déi en place sinn, ze ëmgoen. Et ass eng Zort Kaz-a-Maus-Spill, bei deem jidder Säit probéiert, där anerer e Schrëtt virus ze sinn. Soubal am Domaine vun

der IT-Sécherheet nei Protektiounsmechanismen entwéckelt ginn, probéieren d'Ugräifer nei Methoden ze fannen, fir dës ze ëmgoen.

Bei der DDoS-Attack vum 20. Januar waren d'Internetrequëten, déi d'Webserver vum CTIE cibléiert hunn, esou konfiguréiert, dass se vun de Sécherheetsmechanismen als solch net ze erkenne waren, wat zu enger temporärer Surcharge vun de Webserveren an engem zäitwäilegen Ausfall vun der Internetpräsenz gefouert huet. D'Monitoringsystemer vum CTIE mellen eng Surcharge quasi à l'instantanée, wouopshin déi zoustänneg Ekipp analyséiere wat zu dëser Surcharge féiert a wéi se ka vun de Systemer opgefaange ginn. Et ass net ubruecht, d'Hierkonft vum Ugrëff ze verëffentlechen, fir all ongewollt Publicitéit, déi d'Ugräifer siche kéinten, ze limitéieren.

Den CTIE registréiert zanter e puer Joren all Dag Tentativ vum Attacken op seng Systemer. Bei deenen allermeeschten dovunner verhënneren d'Mesuren, dass d'Attacken en Impakt hunn.

Mat dem Zil, d'Resilienz vu senge Servicer ze verstärken, adaptéiert an optimiséiert de CTIE lafend déi verschidden, komplementär Protektiounsmechanismen, déi en place sinn, fir déi staatlech IT-Infrastruktur ze schützen. 2025 huet de CTIE, zum Beispill, d'Disponibilitéit vun der interner staatlecher Kommunikatiounsinfrastruktur verstärkt a seng Ubannung un d'Internetprovider weider diversifizéiert. D'Sécherheetsystemer ginn doriwwer eraus och reegelméissig aktualiséiert, fir vun neien, méi performanten Technologien ze profitéieren a mam Fortschritt – och deem vun den Ugräifer – kënne matzegoen.

Stratégies nationales de réserves alimentaires et position du Luxembourg | Question 3506 (22/01/2026) de Mme Claire Delcourt | Mme Liz Braz (LSAP)

Wéi aus engem rezenten Artikel vun der „Financial Times“¹² ervirgeet, fänke Länner uechter d'Welt nees un, strateegesch Liewensmittelreserven opzebauen. Dorënner befannen sech grouss Acteuren ewéi Indien oder China, mä och europäesch Memberstaate wéi Schweden, Finnland an Däitschland. Als Haaptgrënn fir dës Entwécklung ginn déi ëmmer méi onbestänneg an ugespaanten international Situatioun, d'Risiko vum Klimawandel an eng wuessend Onsécherheet am Welthandel genannt.

An deem Kontext géinge mir der Madamm Verdeedungsministesch an dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

– Wéi bewäert d'Regierung d'Entwécklung, datt ëmmer méi Länner nees op strateegesch Liewensmittelreserven zeréckgräifen, an dat och an Europa? Gesäit d'Regierung doran eng néideg Virsichtsmoosnam oder éischter e Risiko fir d'Stabilitéit vun de weltwäite Liewensmittelmäert?

– Gëtt et staatlech oder staatlech koordinéiert Reserven?

– Wa jo, iwwert wéi eng strateegesch Reserven u Liewensmittel, notamant un agrarwirtschaftleche Grondliewensmittel (wéi zum Beispill Kären), verfüügt Lëtzebuerg aktuell?

– Gëtt et och Reserve vu Geseems (dt. Saatgut) an/oder Dünger?

– Wéi wëll d'Regierung verhënneren, datt national Stockpiling-Strategien, wéi se am Artikel beschriwwen ginn, zu klammende Präisser an enger weiderer

Belaaschtung vun de vulnerabelste Populatiounen weltwäit féieren? Wéi eng Roll gesäit d'Regierung fir d'EU an dësem Kontext?

Réponse (13/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

D'Uleeë vu strateegesch Liewensmittelreserven an – ganz generell – de Liewensmittelsektor hunn eng zentral Bedeutung an der Preparatioun op Krisen an den Opbau vun der nationaler Resilienz. Dëst spigelt sech beispillsweis och an den Aktiounen vun der EU-Kommissioun erëm, déi dorop ausgeriicht sinn, Preparatioun a Resilienz vun de kriteschen Infrastrukturen an Entitéiten eropzesetzen (CER-Direktiv) oder och nach d'Preparatioun vun der gesamter Europäescher Union ze stäerken. Esou huet d'EU-Kommissioun am Dezember d'lescht Joer hir éischt europäesch Stockpiling Strategy virgestallt, déi sech an déi generell European Preparedness Union Strategy (2025) afüügt. Et geet dréms op europäeschem Niveau sécherstellen, datt am Krisefall, d'Memberstaaten iwwer genuch essenziell Gidder verfüegen – wéi Liewensmittel, Waasser, Pëtrol, Gas a Medikamenter, fir de Fonctionnement vun de liewenswichtige effentleche Servicer ze garantéieren.

Och bei der NATO spillt de Liewensmittel- Agrarsektor eng wichteg Roll bei der Stärkung vun der nationaler a kollektiver Resilienz vun der Allianz. Esou huet d'NATO an der ziviller Planung, déi als essenzielle Baustee fir déi militäresch Preparatioun ugesi gëtt, sougenannte 7 Baseline requirements mat Evaluatiounskrittären ausgeschafft, wouvun d'Baseline N° 4 spezifesch op resilient Waasser- a Liewensmittelressourcen ausgeriicht ass. National Autoritéite kënnen op dës Baselines an hirer nationaler Planifikatioun zeréckgräifen. Dës Baselines ginn aktuell iwwerschaaft, fir den neie geopoliteschen Erausforderunge Rechnung ze droen.

D'Lëtzebuurger Regierung ass sech der Bedeutung vum Opbau vu strateegesch Liewensmittelreserve bewosst. An der Linn vun den europäeschen Aarbechten an deene bei der NATO, huet d'Regierung an der Nationaler Resilienzstrategie, déi am Oktober 2025 presentéiert gouf, e puer konkret Aktiounen betreffend Liewensmittel- an Dréinkwaasserstocks (Aktiounen 12–15) definéiert, déi, an Zesummenaarbecht mat de respektive responsablen Acteuren ëmgesat ginn. Des Weideren, definéiert de Pilier 5 iwwer Une gestion intégrée des ressources stratégiques et logistiques konkret Aktiounen, fir déi national Reservecapazitéiten, ënner anerem am Liewensmittelberäich, eropzesetzen.

Bande de covoiturage | Question 3507 (22/01/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans le cadre du projet d'élargissement de l'auto-route A3, une première étape a été franchie en date du 23 mars 2025 avec l'ouverture du premier tronçon à 2 x 3 voies et l'introduction de la première voie de covoiturage au Luxembourg, reliant l'aire de Berchem à la Croix de Gasperich.

À la suite d'un bilan intermédiaire sur le fonctionnement pratique de la réglementation du tronçon en automne 2025, des modifications ponctuelles de la réglementation ont été mises en place.

Ces changements semblent, ou bien mal connus, ou bien mal respectés et manquent de clarté.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

¹² Savage, S. (14. Januar 2026). „Why the world has started stockpiling food again.“

- 1) Quels sont les résultats des contrôles, ne donnant pas lieu à des avertissements taxés, de la police sur le respect des règles du covoiturage et de la vitesse changeante ?
- 2) Quelles sont les appréciations du ministère sur l'impact de ces règles du covoiturage et de la vitesse changeante ?
- 3) Ces résultats sont-ils différents des impressions exprimées par les utilisateurs journaliers ?
- 4) À partir de quand les radars devant enregistrer le non-respect des règles de covoiturage seront mis en service ?

- 5) Comment les utilisateurs seront mieux informés des changements des règles et des horaires changeants ?
- 6) Est-il envisageable d'autoriser l'utilisation de la bande de covoiturage pour tous les automobilistes hors des heures de pointe, surtout en cas de bouchons interminables en direction de Trèves ?

7) Qu'en est-il de la mise en service d'une voie de covoiturage à partir ou en direction de la frontière belge, considérant que le relais de la voie de covoiturage belge est déjà en place ?

Réponse (25/02/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Messieurs les Députés s'interrogent sur l'efficacité, le contrôle, la compréhension par les usager·ère·s et les perspectives d'évolution des règles de covoiturage et de vitesse variable sur l'autoroute A3, y compris leur impact réel, leur acceptation par les utilisateur·rice·s, leur communication, leur éventuelle assouplissement hors heures de pointe et leur extension vers la frontière belge.

ad 1) La Police grand-ducale effectue quotidiennement des patrouilles sur l'A3 à titre préventif. Il n'est cependant pas possible de quantifier les contrôles ne donnant pas lieu à des avertissements taxés.

ad 2) Une harmonisation des vitesses sur le tronçon concerné a pu être constatée, contribuant ainsi à une meilleure fluidité du trafic.

ad 3) La fluidité du trafic sur l'autoroute, caractérisée notamment par une harmonisation des vitesses, est observée au moyen des données de trafic collectées par le CITA (caméras, compteurs de trafic). Cette approche est plus rapide, moins coûteuse et moins perturbatrice pour la circulation qu'un sondage représentatif visant à recueillir les impressions individuelles des usager·ère·s de l'autoroute.

ad 4) Les radars sur l'autoroute A3 seront encore mis en service au cours de l'année 2026. Il est à noter que la mise en service de ces radars est conditionnée par l'achèvement des portiques de signalisation dynamique.

ad 5) Au cours de cette année, des panneaux à messages variables seront installés sur les portiques de la section de l'autoroute disposant actuellement d'une voie de covoiturage. Ces dispositifs permettront d'informer clairement, efficacement et en temps réel les usager·ère·s de la route.

ad 6) Il convient de rappeler que la voie de covoiturage a précisément été conçue pour offrir une alternative performante lors des périodes de forte congestion, en favorisant le partage de véhicules et en optimisant la capacité opérationnelle de l'infrastructure existante. Son intérêt se manifeste donc particulièrement dans les situations de trafic dense.

Il est également précisé qu'une ouverture temporaire de la voie de covoiturage à l'ensemble des usager·ère·s de la route reste possible en cas d'incidents exceptionnels sur l'autoroute, afin de garantir la fluidité du trafic et la sécurité de l'exploitation.

Une gestion dynamique fondée sur des données de trafic issues de capteurs routiers pourra être envisagée dans une phase ultérieure, une fois les travaux entre la Croix de Gasperich et la Croix de Bettembourg entièrement achevés et lorsque des conditions d'exploitation stables permettront d'adapter plus finement la réglementation des voies et en particulier les vitesses autorisées.

ad 7) Ce projet est actuellement en phase d'étude. Il n'est, à ce stade, pas possible de communiquer une date approximative de la mise en service d'une voie de covoiturage sur l'autoroute A6.

.....

Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) | Question 3508 (22/01/2026) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

Le « Fonds de compensation commun au régime général de pension » (FDC) a pour mission de gérer la réserve du régime général de pension dans le but d'en garantir la pérennité. Les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques répartissant les disponibilités entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Quelle est l'exposition, par détention directe et de manière indirecte par des fonds ou des indices, du Fonds de pension luxembourgeois aux obligations et bons du Trésor des États-Unis ? Quel volume cela représente-t-il ?

– Quelle est l'exposition du Fonds de pension aux actions et obligations états-uniennes ? Quel volume cela représente-t-il ?

– Le Fonds de pension danois vient de décider de se défaire de son exposition aux bons du Trésor et des obligations des États-Unis, au vu de la situation économique précaire de l'économie états-unienne et des risques présentés par la gestion économique de l'administration Trump. Est-ce que le Fonds de pension luxembourgeois entend, de manière similaire au Danemark, analyser le risque US dans son portefeuille ?

Réponse (12/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les investissements du Fonds de compensation (FDC) à travers sa SICAV dans des obligations et actions américaines sont repris dans le tableau[†] ci-dessous :

En ce qui concerne la question si le FDC entend analyser le risque US dans son portefeuille, une telle analyse a été réalisée et achevée lors d'une revue de la stratégie d'investissement au cours de l'année 2025.

De manière générale et conformément à la directive du conseil d'administration du FDC, la stratégie de placement est réévaluée périodiquement, au minimum tous les cinq ans. Une dernière révision a ainsi eu lieu en 2022. Une réévaluation intermédiaire a néanmoins été effectuée au cours de l'année passée, motivée entre autres par les récentes évolutions géopolitiques, l'augmentation de l'endettement des États-Unis ainsi que de la croissance significative en termes de capitalisation boursière de certaines entreprises, dont surtout les « magnificent seven ».¹³

Les indices de référence retenus par le FDC sont des indices reconnus dans le monde de la gestion d'actifs et représentent les marchés globaux tout en définissant aussi l'univers d'investissement autorisé de sa SICAV.

Les restrictions d'investissement de la SICAV du FDC imposent des limites strictes en termes d'exposition maximale par rapport à un seul émetteur.¹⁴ Ces restrictions correspondent largement aux restrictions des fonds d'investissement UCITS, à savoir des fonds destinés à être distribués auprès du grand public.

L'analyse menée au cours de 2025 de la stratégie d'investissement en place depuis début 2023 a notamment fait ressortir les constats suivants :

Au niveau des actions monde, l'indice retenu par le FDC, le MSCI World, est un indice boursier de référence couvrant environ 85 % de la capitalisation boursière de 23 pays développés. Il suit plus de 1.300 entreprises de grande et moyenne capitalisation mais il est caractérisé par une exposition prononcée aux États-Unis (72 %), au secteur de l'IT (26 %) et aux « magnificent seven » qui ont un poids d'environ 24 % dans ledit indice et lesquels ont été à l'origine d'une grande partie de la performance du MSCI World ces dernières années.¹⁵

Un constat similaire se fait au niveau du MSCI EMMA, indice retenu par le FDC au niveau de ses actions relatives aux marchés émergents. Cet indice avec ses presque 1.200 composants couvre 24 pays émergents et environ 85 % de la capitalisation boursière de chaque pays. Bien que les pays émergents émetteurs soient plus diversifiés, le secteur de l'IT a un poids de 24 % et les plus grandes sociétés Taiwan Semiconductor, Tencent, Alibaba et Samsung ont un poids total de quelque 20 %.¹⁶

Au-delà des actions monde et des marchés émergents, le FDC investit via sa SICAV encore dans le marché des petites capitalisations dont l'univers d'investissement représente quelque 3.800 sociétés cotées des pays développés. Au niveau de l'indice retenu, le MSCI World Small Cap, les États-Unis sont aussi le principal émetteur (60 %). En revanche, le secteur de l'IT est beaucoup moins prononcé (4 %).¹⁷

Néanmoins, en mettant ces chiffres en relation avec le volume total de la SICAV du FDC, l'analyse a fait ressortir qu'il n'y pas de risques de concentration significatifs nécessitant une adaptation. À titre d'exemple, la société Apple avait le poids le plus important au moment de l'analyse, soit un poids limité à 1,74 %.¹⁸ Fin 2025, la société Apple a été devancée par l'entreprise Nvidia, mais ici le poids est toujours resté limité, soit 2 %¹⁹ par rapport au volume total de la SICAV du FDC. Aussi, un grand nombre de sociétés sont considérées comme sociétés américaines étant donné qu'elles ont fait le choix, pour certaines raisons, de se coter et/ou de s'implémenter aux États-Unis alors qu'elles sont plutôt à considérer comme entreprises globales dont une part importante du chiffre d'affaires est générée à l'extérieur des États-Unis. En d'autres termes, il est important de différencier entre le domicile ou la place de cotation d'une

¹³ Alphabet (Google), Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia et Tesla.

¹⁴ Les restrictions d'investissement sont ancrées dans le document d'émission de la SICAV accessible via le lien suivant : <https://fdc.public.lu/fr/strategie-investissement/allocation-strategique-fdc.html>

¹⁵ Source : Bloomberg. Chiffres et valorisations en date du 30 juin 2025. Sur 5 ans, les « magnificent seven » ont performé de 135 % tandis que le reste de l'indice S & P500 a progressé de 60 % (<https://www.reuters.com/graphics/MAG7-AUTOMATED/STOCK-PERFORMANCE-TABLE/klpynxrdwv/>).

¹⁶ Source : Bloomberg. Chiffres et valorisations en date du 30 juin 2025.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Chiffres et valorisations en date du 30 juin 2025.

¹⁹ Chiffres en date du 31 décembre 2025 tels que renseignés par l'administration centrale de la SICAV du FDC.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

entreprise et l'origine géographique de son chiffre d'affaires.

Au niveau des obligations, les indices de référence retenus par le FDC font que sa SICAV est surtout exposée aux obligations étatiques. Ainsi, le Bloomberg Barclays Global Aggregate est constitué d'obligations étatiques à hauteur de 61 %, le Trésor américain étant le plus grand émetteur avec un poids de 18 % au sein dudit indice. Le Bloomberg Barclays Euro Aggregate est constitué d'obligations étatiques à hauteur de 69 %.²⁰ Au niveau des marchés émergents, le FDC investit uniquement dans des obligations étatiques.

L'analyse a à nouveau confirmé qu'en mettant ces chiffres en relation avec le volume total de la SICAV du FDC et malgré la dette publique élevée des États-Unis, il n'y a pas de risque direct lié aux bons du Trésor américain grâce à une diversification toujours suffisante et une exposition très limitée aux bons du Trésor. Ainsi et comme repris dans le tableau ci-dessus, cette exposition restait limitée à 3,4 % à la fin de l'année 2025.

Pour conclure, l'analyse menée en 2025 n'a pas fait ressortir des risques de concentration significatifs grâce à une diversification toujours donnée et appropriée par rapport aux avoirs totaux au sein de la SICAV du FDC.

Deux sociétés multinationales impliquées dans l'accaparement des ressources naturelles du Venezuela par les États-Unis | Question 3511 (22/01/2026) de M. David Wagner (déi Lénk)

Après l'opération militaire des États-Unis au Venezuela du 3 janvier 2026, menée en violation du

droit international, le Président Donald Trump a publiquement déclaré que les autorités par intérim du Venezuela vont remettre aux États-Unis jusqu'à 50 millions de barils de pétrole dont les recettes seront contrôlées par lui-même. Il a également déclaré que les États-Unis pourraient conserver le contrôle du Venezuela et de son pétrole durant plusieurs années.

Le 9 janvier 2026, le Président Trump a signé un « executive order » créant un fonds fiduciaire (Foreign Government Deposit Funds) sous contrôle exclusif de la Maison Blanche censé gérer les recettes pétrolières pour le compte du Venezuela. Celui-ci a donné une licence à deux entreprises multinationales suisses spécialisées dans le commerce de ressources naturelles pour vendre le pétrole sur le marché international. Le 14 janvier, une première vente de pétrole pour un montant total de 500 millions US\$ a été annoncée publiquement par l'administration Trump.

La très grande partie des recettes semble avoir été versée au Qatar sur des comptes bancaires du fonds fiduciaire susmentionné auprès de la Qatar National Bank (QNB). Il est de notoriété publique que la dynastie régente du Qatar, laquelle contrôle la QNB, entretient des liens commerciaux avec la famille Trump. Selon certains rapports des médias, une partie de l'argent aurait par après été reversée au Venezuela via la Banco Central de Venezuela.

Revenant aux deux entreprises multinationales suisses impliquées dans ce commerce dont la légalité est pour le moins douteuse, il apparaît que celles-ci possèdent plusieurs holdings au Luxembourg. Le fait que ces sociétés SOPARFI payent des impôts au Luxembourg implique la possibilité que l'État luxembourgeois profitera indirectement du commerce susmentionné.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelle est votre analyse concernant la légalité de l'accaparement des ressources pétrolières du Venezuela par le États-Unis à la lumière du droit international, ainsi que de la construction commerciale décrite plus haut ?

2) Quelle est votre analyse concernant la légalité de l'implication des deux sociétés multinationales dans ce commerce, dont des filiales sont situées au Luxembourg ?

3) Est-ce que vous pouvez écarter le risque que l'État luxembourgeois profitera indirectement du commerce décrit plus haut ? Dans la négative, le Gouvernement est-il prêt à accepter ce risque ou prendra-t-il des mesures pour l'écarter définitivement ?

Réponse (23/02/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations suffisantes pour analyser les deux premières questions ou pour se prononcer à leur sujet.

Le Gouvernement rappelle à cet égard son communiqué du 4 janvier 2026 relatif à la situation au Venezuela, dans lequel il a appelé au calme et à la retenue, pour assurer une sortie pacifique de la crise et éviter que cette crise ne crée davantage de souffrances pour la population vénézuélienne. Le Gouvernement rappelle également les déclarations de M. le Ministre des Affaires étrangères dans le cadre de l'heure d'actualité le 20 janvier 2026 au sujet de l'intervention militaire des États-Unis au Venezuela, lors de laquelle il a indiqué que l'intervention militaire n'était pas en conformité avec le droit international.

ad 3) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations au sujet de la situation fiscale de sociétés, fussent-elles établies au Luxembourg.

²⁰ Chiffres en date du 31 décembre 2025 tels que renseignés par l'administration centrale de la SICAV du FDC. 9 Source : Bloomberg. Chiffres et valorisations en date du 30 juin 2025.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799